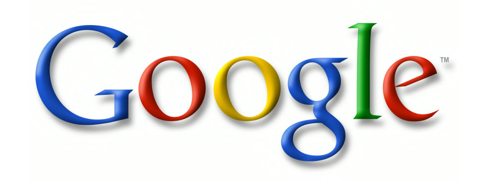





STANFORD UNIVERSITY LIBRARY
1989



FRANÇOIS Ier

Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohêm

HISTOIRE

DE

L'EMPIRE D'AUTRICHE

DEPUIS

LES TEMPS LES PLUS RECULÉS JUSQU'AU RÈGNE

DE

FERDINAND I,

ÉMPEREUR D'AUTRICHE;

EN SIX ÉPOQUES.

AVEC PORTRAITS ET GRAVURES, TABLES GÉNÉALOGIQUES, CHRONOLOGIQUES,
ET CARTES GÉOGRAPHIQUES.

PAR

LE CHEV. CHARLES DE COECKELBERGHE DE DUTZELE,
CONSEILLER DE S. M.

TOME CINQUIÈME.

VIENNE.
CHEZ CHARLES GEROLD ET FILS, LIBRAIRES-ÉDITEURS,
PLACE ST. ÉTIENNE.

1845.

HISTOIRE

DE

L'EMPIRE D'AUTRICHE.

CONTINUATION DE LA CINQUIÈME ÉPOQUE.

SUITE DE LA TABLE DES MATIÈRES

DE LA CINQUIÈME ÉPOQUE.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

LA SUITE DE LA TABLE DE LA Vème ÉPOQUE AU VOLUME PROCHAIN.

CHAPITRE II.

Charles-Quint, Empereur romain et roi d'Espagne.
De 1519 à 1558.

Philippe-le-Bel d'Autriche, roi de Castille, qui avait précédé son père Maximilien I dans la tombe (1506), laissa, comme il a déjà été mentionné, deux fils: *Charles* (né à Gand le 25 février 1500) et *Ferdinand* (né à Alcala de Henarez dans la Nouvelle-Castille, le 10 mars 1503). Charles avait à peine atteint sa sixième année, lorsqu'il hérita par la mort de son père la souveraineté des *Pays-Bas* [1]; à seize ans il succéda à son aïeul ma-

[1] Les *Pays-Bas*, anciennement connus sous le nom de *Belgique (Belgium)*, faisaient au temps des Romains partie de la Gaule. Des débris de l'Empire romain il se forma presque partout de petites souverainetés. Une partie des Pays-Bas, réunie à la *Lorraine*, composa pendant longtemps, sous la dénomination d'*Austrasie*, un État considérable qui fut enfin incorporé dans l'empire des Francs. Charlemagne ajouta à celui-ci une grande partie de l'Europe; mais la désunion qui régna entre les enfants de son fils Louis-le-Débonnaire, et la faiblesse qui se répandit insensiblement sur ce vaste Empire, l'ayant fait tomber en décadence, il s'éleva sur ses ruines de nouveaux petits États, tant ecclésiastiques que séculiers, qui se distinguaient toujours par un extrême penchant à la liberté et à l'indépendance. Parmi ces États se trouvaient les dix-sept provinces des Pays-Bas, savoir: les duchés de *Brabant*, de *Lothier*, de *Limbourg*, de *Luxembourg* et de *Gueldre;* les comtés de *Flandre*, d'*Artois*, de *Hainaut*, de *Hollande*, de *Namur* et de *Zélande;* le *margraviat du Saint-Empire* (qui consistait dans la ville d'Anvers et son district, et fut dans la suite uni au Brabant); les seigneuries de *Frise*, d'*Over-Yssel*, d'*Utrecht*, de *Groningue* et de *Malines*. La plupart de ces pays étaient déjà depuis bien longtemps soumis à la domination des ducs de Bourgogne *), et

*) Voir Tome IV page 240.

ternel, Ferdinand-le-Catholique, dans la possession des couronnes d'*Aragon*, de *Naples* et de *Sicile*, puis dans la régence de la *Castille* que Jeanne sa mère, héritière de ce royaume, ne pouvait gouverner, ayant l'esprit aliéné; enfin, à dix-neuf ans, la mort de son aïeul paternel, l'empereur Maximilien I, le rendit maître de tous les États de la Maison d'*Autriche* en *Allemagne*.

La mort de l'empereur Maximilien I fut suivie d'un interrègne de six mois, pendant lequel *Charles*, petit-fils du monarque défunt, et les rois *François I de France et Henri VIII d'Angleterre* se mirent sur les rangs, pour postuler la couronne impériale. Charles avait gagné l'amitié des électeurs de Mayence, de Cologne, du Palatinat et de Brandebourg, et plus tard aussi celle de l'électeur de Saxe. Les envoyés du jeune roi *Louis de Bohème* se déclarèrent pareillement pour Charles. Il n'y eut que l'électeur de Trèves qui s'entremit avec grand zèle en faveur du roi de France. Le pape Léon X, craignant que l'agrandissement de la puissance du roi Charles, qui par la possession de Naples était déjà un voisin dangereux, n'entraînât des suites fâcheuses et préjudiciables à l'indépendance du Siège apostolique, avait fait agir en apparence par ses légats tantôt en faveur de François de France, et tantôt en faveur de Henri d'Angleterre. Il avait même rappelé à la mémoire des princes électeurs le traité conclu en 1265 entre le pape Clément IV et Charles d'Anjou, en vertu duquel la couronne impériale et celle du royaume de Naples ne pouvaient jamais être réunies sur une seule tête. Cependant le pape Léon ne tarda pas à changer de sentiment; car lorsque le Col-

l'empereur Charles-Quint acquit les autres par achat et par convention; en sorte que ce prince réunit les dix-sept provinces des Pays-Bas sous les lois de la Maison d'Autriche, dont les Souverains continuèrent de porter le titre de *ducs de Bourgogne*.

lège électoral s'assembla, le 8 juin 1519 à Francfort, le cardinal Cajétan et le nonce Caracioli déclarèrent par une note officielle, au nom du pape, que le saint-père ne s'opposait point à l'élection du roi Charles d'Espagne, qui fut alors élu d'une commune voix *roi des Romains*, le 28 juin 1519. Cependant l'appréhension, que ce Souverain ne fût un jour tenté d'abuser de sa puissance pour s'adjuger une domination absolue, incompatible avec la constitution germanique et attentatoire aux droits et franchises des États, engagea les princes électeurs à dresser une capitulation de trente-quatre articles que le futur empereur fut obligé de jurer [1]).

Le roi Charles, qui se trouvait en Espagne lorsque le comte palatin Frédéric lui apporta le décret de son élection, s'embarqua, le 22 mai 1520, à la Corogne en Galice pour l'Angleterre, dans la vue de s'assurer l'amitié du roi Henri VIII et de son premier ministre, le cardinal Volsey; en qui il réussit au delà de ses espérances. Dans une entrevue que les deux rois eurent ensemble à Canterbury, vers la fin de mai et ensuite (10 juillet) à Gravelines en Flandre, Charles vint à bout de rompre l'alliance qui subsistait entre la France et l'Angleterre, et à lier étroitement à ses intérêts le roi Henri VIII. Le 22 octobre, Charles jura dans la ville d'Aix-la-Chapelle d'observer la capitulation d'élection, et fut ensuite couronné avec une pompe extraordinaire. Le 26 du même mois, l'électeur de Mayence annonça solennellement au peuple qu'une ambassade du pape Léon X avait apporté au roi Charles une lettre, par laquelle le pontife lui déférait le titre d'*Empereur romain élu*, comme l'avait porté aussi Maximilien I son aïeul.

Charles V, communément appelé *Charles-Quint*,

[1]) On trouve cette capitulation dans *Goldast*, *Christophe Ziegler* et autres écrivains.

fut à peine assis sur le trône impérial, qu'il se vit obligé d'interposer son autorité, pour apaiser des troubles qui s'étaient élevés en Allemagne, il y avait déjà quelques années. L'injustice et la cruauté avec laquelle Ulric de Wurtemberg gouvernait ses pays, avait nécessité l'empereur Maximilien à le mettre au ban de l'Empire. Mais cette sentence n'avait pas été exécutée, parce que plusieurs princes s'étaient entremis en faveur d'Ulric. En revanche, le duc renonça en octobre de la même année pour six ans au gouvernement de ses États, qui devait être remis à un Conseil d'administration. Ce nonobstant, Ulric sut empêcher l'installation de cette régence; il conserva le pouvoir souverain, et continua de gouverner ses sujets en tyran. Pendant l'interrègne, en janvier 1519, le duc Ulric s'empara de Reutlingue, ville libre impériale, et en fit une ville provinciale du Wurtemberg. La ligue souabe arma pour venger cet acte de violence commis envers un membre de la confédération. Le duc Guillaume de Bavière, capitaine de la ligue, à la tête de 20,000 hommes, marcha contre Ulric qui, n'osant se mesurer avec ces forces supérieures, abandonna son pays sans coup férir, et le duché se soumit volontairement à la ligue, qui par un traité, conclu le 6 février 1520 à Augsbourg, céda le pays de *Wurtemberg* à l'empereur Charles-Quint pour un prix fort modique. Le 5 juin 1521, ce monarque mit le duc Ulric, comme traître à la patrie, au ban de l'Empire. Une maladie contagieuse, qui régnait dans la ville et les environs de Nuremberg, engagea l'Empereur à convoquer sa première Diète à Worms, le 6 janvier 1521. Dans cette assemblée on publia, le 26 mai, une nouvelle organisation du *Conseil suprême d'Empire (Reichsregiment)*, qui restreignait en plusieurs points essentiels les prérogatives, que Maximilien I avait concédées à ce Collège supérieur d'administration. L'Empereur nomma, le

25 mai, son frère l'archiduc ***Ferdinand*** président du Conseil suprême et ***lieutenant impérial***, et lui adjoignit le jeune prince Frédéric, frère de l'électeur palatin Louis. Les États de l'Allemagne accordèrent l'imposition d'une taxe, pour se procurer la somme nécessaire à l'entretien du Conseil suprême et de la Chambre impériale. Le 30 septembre 1521, le Conseil suprême d'Empire fut ouvert dans sa nouvelle forme à Nuremberg. Avec le recès de l'Empire l'Empereur fit publier aussi un nouveau règlement relatif à la Chambre impériale; et cette Cour de justice, interrompue depuis le 20 novembre 1519, rouvrit ses séances dans la même ville et au même jour que le Conseil suprême. La paix publique fut de nouveau sévèrement ordonnée, avec injonction formelle à tous les princes et États, particulièrement aux capitaines des dix cercles de l'Empire, de poursuivre et punir les perturbateurs. Pour l'expédition romaine et pour reconquérir les pays arrachés à l'Empire germanique, les États consentirent à fournir à l'Empereur 20,000 hommes d'infanterie et 4000 chevaux. On dressa une nouvelle ***matricule***, qui indiquait le contingent que chaque État devait fournir, en proportion de ses possessions et de ses revenus, pour l'expédition romaine. C'est de là que cette subvention reçut le nom de ***mois romains*** [1]. La matricule elle-même fut maintenue, à peu de changements près, jusqu'à la dissolution de l'Empire (1806). Ce n'est aussi que dans la même Diète, que

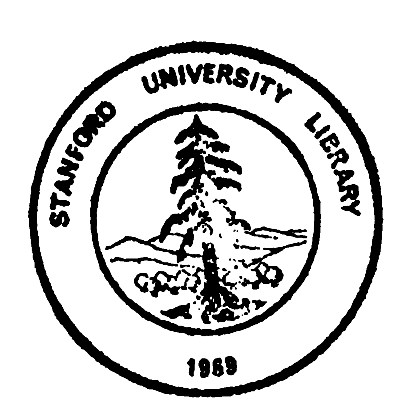
[1]) Chaque État de l'Empire était obligé d'accompagner le roi de Germanie ou d'Allemagne dans son expédition romaine, c'est-à-dire dans le voyage qu'il faisait à Rome pour aller recevoir la couronne impériale, ou de fournir un certain nombre d'hommes d'armes qui suivaient le monarque au delà des Alpes. Plus tard cet accompagnement fut converti en argent; on payait pour un cavalier 12 florins et pour un fantassin 4 florins par mois. Cette prestation fut depuis adoptée pour règle, d'après laquelle on fixait les subsides lorsque les rois ou empereurs d'Allemagne avaient besoin du secours de l'Empire. Dans des cas extraordinaires, la Diète accordait aussi plusieurs mois romains à la fois.

la division de l'Empire en *dix cercles*, bien qu'elle eût déjà été résolue en 1512, fut effectivement mise à exécution.

Le 28 avril de la même année (1521), l'Empereur conclut avec son frère Ferdinand un traité de partage, relativement aux pays héréditaires de la Maison d'Autriche. Depuis la mort de Maximilien I, ces pays avaient été régis au nom des deux frères en commun. Mais par l'acte, expédié le 29 avril 1521, les duchés de la *haute* et *basse Autriche*, de *Styrie*, de *Carinthie* et de *Carniole*, furent assignés à l'archiduc Ferdinand. L'Empereur se réserva les *Pays-Bas*, puis les comtés de *Tyrol*, de *Gorice* et d'*Ortenbourg*, le *Pusterthal*, *Mitterthal*, *Cilly*, *Karst*, l'*Istrie*, *Moetling*, le *Frioul*, *Fiume*, *Trieste*, *Meran*, *Gradisca* et les *anciens districts de frontière vénitiens*, comme aussi les *possessions autrichiennes* en *Alsace*, dans le *Sundgau*, le *Brisgau*, *Schwarzwald* (Forêt-Noire) et en *Souabe*. Ce partage toutefois, subit un changement dans le cours de l'année suivante 1522, où l'Empereur, par deux nouveaux traités, conclus le 30 janvier et 7 février à Bruxelles, céda la part qu'il s'était réservée dans les possessions allemandes de la Maison d'Autriche, comme aussi le duché de *Wurtemberg*, à l'archiduc Ferdinand. Seulement cette convention et les cessions y stipulées devaient être encore tenues secrètes pendant six ans; et on convint que durant tout ce temps l'archiduc Ferdinand gouvernerait ces pays sous le titre de lieutenant-général de l'Empereur. Il est vrai, que dans les deux susdits traités le retour des domaines autrichiens en Alsace, dans le Sundgau et le Brisgau, comme aussi du comté de Ferette, fut réservé à l'Empereur, après la mort de son frère Ferdinand; mais par un acte, signé à Gand, le 7 mai 1540, Charles-Quint renonça entièrement à cette condition. L'archiduc Ferdinand reçut, au

mois de mai 1522 dans la Diète de Stuttgard, en personne l'hommage des États de Wurtemberg, et prit ensuite les rênes du gouvernement de ce duché. Depuis l'année 1521 la Maison de Habsbourg-Autriche resta divisée en deux branches, l'*aînée* ou *espagnole*, et la *cadette* ou *allemande*. L'archiduc *Ferdinand* consomma, le 26 mai 1521 à Linz, son mariage avec la princesse *Anne de Hongrie* et *de Bohème*.

Pendant l'interrègne, Martin Luther avait, sous la protection de l'électeur et vicaire de l'Empire, Frédéric de Saxe, son Souverain, répandu en diverses contrées ses opinions et doctrines. Le pape Léon X avait, par une bulle du 9 novembre 1518, confirmé le précepte ecclésiastique des indulgences. Mais considérant l'influence puissante que l'électeur de Saxe pouvait exercer sur l'élection d'un empereur, il s'abstint de toute démarche sérieuse contre Luther. Il se borna à envoyer son camérier Charles de Miltitz en Saxe pour terminer, s'il était possible, sans bruit la contestation. Cet officier s'aboucha, en janvier 1519 à Altenbourg, avec Martin Luther, qui se déclara prêt à observer un entier silence sur la matière contentieuse, si ses antagonistes en faisaient autant. Il consentit aussi à excuser par écrit auprès du pape la véhémence avec laquelle il s'était conduit jusqu'alors, et à exhorter par une lettre patente tous les Chrétiens à l'obéissance au souverain pontife, ainsi qu'à une juste interprétation des doctrines luthériennes. Mais il refusa de faire une rétractation expresse de ses opinions. À Leipzig, Miltitz interrogea le dominicain Tetzel, l'accabla de reproches à cause de son procédé impolitique et le menaça du châtiment mérité, auquel toutefois il échappa par sa mort, arrivée le 7 août de la même année. L'oeuvre de réconciliation fut continuée, mais avec une extrême tiédeur, et l'on finit par remettre à la prochaine Diète l'arrangement définitif de cette importante affaire.


STANFORD UNIVERSITY LIBRARY
1959

soumission à l'Église romaine; mais tous ses efforts bienveillants restèrent infructueux. Les États de l'Allemagne, assemblés à Worms, proposèrent alors d'appeler Luther à la Diète, et de le faire interroger par des théologiens intelligents. En même temps, les États remirent à l'Empereur un grand nombre de griefs contre le Siège romain, et lui proposèrent de faire convoquer un concile général pour la réformation de l'Église. Une circulaire impériale ordonna à tous les magistrats de saisir les écrits et livres de Luther, et de les envoyer à Worms. Le 6 mars, Martin Luther fut cité à comparaître devant la Diète. Afin que le sort de Jean Huss et de Jerôme de Prague ne l'effrayât point, Charles-Quint, aussi bien que tous les princes dont Martin devait traverser les États, le munirent d'un sauf-conduit. Un héraut impérial alla chercher Luther à Wittemberg.

Le 16 avril, Luther arriva à Worms. Le jour suivant, il comparut devant la Diète, soutint ses opinions, refusa de les rétracter et somma les assistants de le convaincre de ses erreurs par l'écriture sainte. Des remontrances, persuasions et exhortations pressantes furent en vain employées pour engager Luther à la condescendance; il s'opiniâtra contre tout ce qu'on pût lui dire et quitta Worms, le 26 avril, à l'abri de son sauf-conduit. Pour le mettre à couvert de tout danger, l'électeur Frédéric de Saxe, son protecteur zélé, le fit enlever en route, près d'Altenstein dans le pays de Meinungen, par des cavaliers masqués et conduire au château de Wartberg près d'Eisenach. Le 8 mai, l'Empereur fit publier l'*édit de Worms*, par lequel Luther et ses adhérents et protecteurs actuels et futurs, furent mis au ban de l'Empire, ses doctrines sévèrement interdites et ses livres condamnés au feu. Mais ce monarque fut empêché, par les troubles survenus dans son royaume d'Espagne, de faire

exécuter avec l'énergie requise cette sentence de proscription.



La haine, qui subsistait depuis longtemps entre la famille royale de France et la Maison d'Autriche, s'était transmise à François I et à Charles-Quint. Cependant, comme chacun de ces Souverains connaissait fort bien la puissance de l'autre, ils évitèrent d'en venir à une rupture ouverte, d'autant plus qu'ils étaient incertains sur le parti que prendrait en ce cas le pape. Outre cela l'Espagne, dans les premières années du règne de Charles-Quint, était en révolte; les peuples des Pays-Bas détestaient la guerre, à cause de l'interruption qu'éprouverait par là leur commerce florissant; et l'expérience leur avait appris qu'on ne pouvait en aucun temps faire fond sur l'assistance de l'Empire germanique.

À la fin cependant le roi de France commença les hostilités en Espagne, sous prétexte de remettre Henri d'Albret en possession du royaume de Navarre, dont le feu roi Ferdinand V le Catholique avait dépouillé la Maison de ce prince. Les Français se rendirent maîtres, au printemps 1521, de toute la Navarre; mais ils perdirent ce pays en aussi peu de temps qu'ils l'avaient conquis. Car la Noblesse et les villes, ayant réuni leurs forces, dégagèrent Lograno, assiégé par l'ennemi, battirent, le 30 juin 1521, l'armée française près de Pampelune, firent son commandant, le comte de Foix, prisonnier, et arrachèrent en peu de temps la Navarre aux Français. Pendant ce temps-là, François I attaqua aussi l'Empereur du côté des Pays-Bas, attendu qu'il soutint le comte Robert de la Marche, qui dévastait le pays de Luxembourg. Mais le comte Henri de Nassau, général de l'Empereur, marcha avec une armée de 20,000 hommes contre Robert, lui enleva toutes ses places fortes et le contraignit à implorer la clémence de l'Empereur. Ensuite le comte de Nassau franchit les

frontières de la France, prit Mouzon-sur-la-Meuse et mit ensuite le siège devant Mézières. Mais le fameux chevalier de Bayard défendit la place avec autant d'habileté que de courage, et donna ainsi au roi de France le temps de venir au secours de la ville. Les Français reprirent Mouzon et se répandirent ensuite dans le Hainaut et l'Artois, où ils enlevèrent plusieurs places aux Impériaux. Ceux-ci, de leur côté, assiégèrent et réduisirent la ville de Tournai, appartenante alors à la France. La conquête de cette place termina la campagne dans les Pays-Bas.

Henri VIII d'Angleterre, après avoir essayé inutilement de réconcilier les deux monarques ennemis, conclut, le 24 novembre 1521, un traité d'alliance avec l'Empereur contre la France.

Tandis que François I et Charles-Quint mesuraient leurs forces l'un contre l'autre en Espagne et dans les Pays-Bas, un combat plus décisif avait eu lieu entre leurs armées en Italie. Le pape Léon X, indigné de ce que François I avait enlevé (1515) au Saint-Siège les duchés de Parme et de Plaisance, et aspirait encore en outre à la possession de Ferrare, avait conclu, le 8 mai 1521 à Rome, avec Charles-Quint un traité secret, portant qu'ils uniraient leurs forces pour chasser les Français de Milan, ainsi que de Gènes, et que François Sforce, frère de Maximilien Sforce, serait rétabli dans le Milanais. Afin de ne pas laisser aux Français le temps de rassembler une forte armée en Lombardie, les Puissances alliées convinrent de commencer aussitôt leur entreprise. Leurs troupes se réunirent à Reggio sous le commandement en chef de Prosper Colonna, à qui le cardinal de Sion amena un renfort de 20,000 Suisses. Le général Colonna, après avoir traversé le Pô, passa, le 16 novembre 1521, l'Adda près de Vaprio, malgré les efforts que fit le maréchal Lescuns de Foix pour l'en empêcher. Le 19 du même mois, le mar-

quis de Pescaire, qui commandait sous Colonna, surprit pendant la nuit la ville de Milan, et s'en rendit maître, à l'aide des habitants de cette capitale. Le maréchal Lautrec, gouverneur de la place, jeta une garnison dans la citadelle, se sauva avec le reste de son armée à Come et marcha ensuite à Lonato dans le Bressan. Lodi, Pavie, Parme, Plaisance et beaucoup d'autres villes, ouvrirent leurs portes aux alliés. Come et Alexandrie furent conquises. À la fin de la campagne il ne restait plus aux Français que la citadelle de Milan, puis Crémone, Gènes et quelques forts insignifiants. Parme et Plaisance retournèrent aussi au Saint-Siège. Le pape Léon X mourut le 1 décembre de la même année.

Comme le gouvernement romain n'envoyait plus l'argent pour l'entretien de l'armée impériale, elle se dissipa en grande partie, et les Suisses particulièrement s'en retournèrent chez eux. Le prince François Sforce et Georges de Freundsberg, général de l'archiduc Ferdinand, se rendirent avec 10,000 lansquenets par Trente à Milan et furent reçus avec des cris de joie par la population. Le maréchal de Lautrec, n'osant attaquer cette ville si bien défendue, prit une position près de Cassano, et fit assiéger par un corps d'armée Novare qui se rendit. Ce Général entreprit le siège de Pavie. Mais il se vit bientôt obligé de le lever et de se retirer à Monza, où il attendit avec impatience les fonds qu'on devait lui envoyer pour payer la solde des Suisses qui servaient sous ses drapeaux. Enfin quelques transports d'argent arrivèrent aux bords du lac majeur; mais comme ils ne purent être conduits jusqu'à Monza, à cause de la présence d'un corps d'Impériaux dans cette contrée, les Suisses, las d'attendre, demandèrent ou leur payement, ou leur congé, ou le combat. Lautrec, contraint d'opter, se décida malgré lui à attaquer l'armée impériale qui occupait un camp fortement retran-

ché à la Bicoque, château situé dans un grand parc entre Monza et Milan. Le 22 avril 1522, les Suisses assaillirent les premiers le camp des Impériaux; mais ils furent vaincus et perdirent près de 5000 hommes et vingt-deux de leurs chefs. Ce ne fut qu'alors que les Français, qui avaient fait une longue marche, purent prendre part à l'action; ils furent également défaits et mis en fuite. L'armée vénitienne, commandée par *André Gritti* [1]), n'en vint point aux prises avec les Impériaux. Elle couvrit la retraite des Français, qui passèrent l'Adda près de Trezzo. Gritti se posta avec ses troupes sur les frontières de la République. Le troisième jour après la bataille, tous les Suisses reprirent par Bergame le chemin de leurs montagnes. Les Impériaux surprirent Lodi, et s'emparèrent de Pizzighetone, de Come et d'Arona. Le maréchal Lescuns de Foix défendit Crémone; mais il fut contraint de signer, le 26 mai, une capitulation, par laquelle il s'engageait à évacuer jusqu'au 6 juillet cette ville et toutes les autres places de la Lombardie. Les châteaux de Milan et de Novare ne se rendirent que l'année suivante (1523). Enfin la prise de Gènes, que le général romain Colonna emporta par un coup de main, acheva la conquête de la haute Italie par les alliés. Les Vénitiens, voyant que l'alliance française ne leur était pas profitable, y renoncèrent et firent, le 28 juin 1523, la paix avec Charles-Quint. Ce prince, au nom de François Sforce, duc de Milan, et la République se promirent réciproquement un secours de 600 gendarmes, de 600 hommes de cavalerie légère, et de 6000 fantassins. Le sénat assura en outre à l'Empereur 25 galères pour protéger le royaume de Naples. L'archiduc Ferdinand d'Autriche renonça à toutes ses prétentions sur les

[1]) Il devint doge de Venise après la mort d'*Antoine Grimani* (1523), qui avait remplacé en 1521 *Laurent Loredano*, dont il a été fait mention sous le règne de Maximilien I (Tome IV page 360).

provinces vénitiennes, moyennant la somme de 200,000 ducats que Venise s'obligea à lui payer dans l'espace de huit années. Le 3 août, il fut conclu entre le pape Adrien VI, successeur de Léon X, l'Empereur, l'archiduc Ferdinand, le roi d'Angleterre, le duc de Milan, le margrave de Mantoue, les Florentins, les Génois, les Siennois et les Lucquois, une alliance pour défendre l'Italie.

Le roi Henri VIII d'Angleterre avait sur la fin de mai 1522 déclaré la guerre à la France. Une flotte puissante dévasta les côtes de la Normandie; et les Anglais enlevèrent plusieurs places et s'avancèrent ensuite conjointement avec les troupes flamandes en Picardie. Quoique la prudence eût exigé que François I cherchât avant toute chose à pourvoir à la sûreté de son propre royaume, ce prince était tellement aigri des défaites que ses troupes avaient essuyées en Italie, qu'il ne songeait qu'à se venger de cet affront, et à soumettre de nouveau Milan à ses lois. En effet, bientôt une armée de 35,000 hommes, sous les ordres de l'amiral Bonnivet et du maréchal de Montmorency, franchit les Alpes et l'armée s'avança vers Milan, qui se trouvait alors dans un mauvais état de défense. Comme d'ailleurs l'armée impériale et pontificale de Colonna comptait à peine 15,000 hommes, et que les troupes auxiliaires de Venise et de Mantoue s'étaient postées de manière à n'être pas en danger de devoir livrer bataille, l'armée française parvint sans grande peine à traverser le Tésin. Bonnivet s'arrêta pendant trois jours sur les bords de cette rivière; ce qui donna à Colonna le temps de renforcer la garnison de Milan et d'approvisionner la ville. Enfin Bonnivet se porta en avant et bloqua, le 20 septembre, étroitement Milan qu'il espérait prendre par famine. Le chevalier Bayard avait déjà conquis Lodi. Monza et Caravaggio avaient été également occupés par les Français. Cependant Colonna et Antoine de Leve inquié-

Auprès de lui se trouvaient le connétable de Bourbon, en qualité de lieutenant de l'Empereur, et le marquis de Pescaire. Le général français Bonnivet, qui se trouvait à Novare, craignant d'être cerné dans cette ville, en partit pendant la nuit, pour se réunir avec un corps de 10,000 Suisses qui était arrivé à Gattinara dans le vallon de la Sessia. Il effectua, le 13 avril, le passage du fleuve près de Romagnano; mais il fut atteint le lendemain par les alliés sur la route d'Ivrée, et attaqué avec la plus grande vigueur. Bonnivet reçut d'abord au commencement du combat une forte blessure. Le chevalier Bayard fut atteint d'une balle, et mourut sur le champ de bataille. Les Français perdirent une grande partie de leur armée, leur artillerie et leurs bagages. Les restes se hâtèrent de gagner le mont S. Bernard et marchèrent par Suse vers le Dauphiné. Mais encore dans le cours de la même année, François I, à la tête d'une nombreuse armée, passa le mont Cénis et atteignit Vercelli, le même jour où le connétable de Bourbon et le marquis Pescaire, revenant de leur expédition en Provence, arrivèrent avec leurs troupes, le premier à Cherasco et le dernier à Albe. Comme les alliés n'avaient point de forces suffisantes pour mettre des garnisons dans toutes les places, on résolut de ne laisser à Pavie, qui était la principale place d'armes des Impériaux en Lombardie, que le nombre de troupes nécessaire à la défense de la ville, et de marcher avec le reste de l'armée à Milan. Mais lorsque celle-ci arriva près de la capitale, elle ne trouva ni argent, ni vivres, et la population était diminuée de 50,000 âmes par la peste qui y avait régné pendant l'été. Comme par conséquent on ne pouvait se maintenir dans la ville même, un corps de sept cents Espagnols fut jeté dans la citadelle; et le marquis Pescaire sortit avec les troupes impériales de Milan par la *Porta romana*, à la même heure où les

Français entraient par la *Porta Ticenese* et la *Porta vicellina*. Les Généraux français conseillèrent à leur roi de poursuivre sans relâche les corps de troupes impériales, harassées et mécontentes de ne pas recevoir leur solde. Mais François n'écouta point ce sage avis et ne passa point l'Adda, par où les alliés eurent le temps de prendre les mesures de défense nécessaires. Cependant par le conseil de l'amiral Bonnivet, qui avait sur François I une plus grande influence que les autres Généraux, ce prince concentra ses forces principales au Tésin. L'amiral lui-même établit son quartier-général à l'abbaye de Lanfranco, non loin de Pavie. Le 3 novembre, le roi de France commença le siège de cette ville, dont la conquête, à ce qu'il espérait, mettrait entièrement fin à la guerre en Italie. Dans le pays même on tenait assez généralement la cause de l'Empereur pour désespérée. Le pape Clément VII, qui avait succédé, l'an 1523, au pape Adrien VI, fut le premier qui dans ces circonstances se sentit disposé à quitter le parti impérial. Il conclut en janvier 1526 avec la France un traité de neutralité, où fut comprise la république de Florence, et auquel accéda bientôt aussi celle de Venise. Mais le général Antoine de Leve, commandant de Pavie, trouva moyen de contenter les soudoyers qui, irrités de ne pas recevoir leur payement arriéré, menaçaient déjà d'ouvrir les portes à l'ennemi. L'armée impériale, forte de 20,000 hommes, commandée par le connétable de Bourbon, les généraux de Lannoy et de Pescaire, se mit, le 23 janvier, en marche de Lodi vers Melegnano pour dégager Pavie qui était dans le plus grand danger, et arriva le 1 février à Vissarino et le lendemain à Santa Croce, à une lieue de Pavie. De vives escarmouches commencèrent aussitôt et furent continuées pendant trois semaines. Enfin le 24 février, jour fixé par les généraux de l'Empereur pour le combat, Pes-

caire, qui avait inquiété sans relâche l'armée française, qui occupait un camp retranché entre la ville et le grand parc de Mirabelle, sur la rive gauche du Tésin, fit entreprendre une attaque simulée contre le front du camp des Français et réussit par cette manoeuvre à attirer l'attention de François I de ce côté. Mais son plan était de se porter à droite par le parc de Mirabelle, entouré de fortes murailles, sur les derrières de l'ennemi. En conséquence, il fit renverser dans la nuit le mur postérieur de cette enceinte; ce qui fut exécuté sans que les Français s'en aperçussent. Le roi, jugeant qu'il était dangereux d'être attaqué de ce côté-là, s'avança lui-même contre l'armée impériale. Les deux partis fondirent en même temps l'un sur l'autre avec la plus grande fureur. Le marquis Pescaire, son neveu le marquis del Vasto et Georges de Freundsberg firent des prodiges de valeur; et parfaitement secondés par les autres chefs et leurs soldats, ils mirent bientôt l'ennemi en déroute. Les Suisses abandonnèrent les premiers les postes qui leur étaient confiées. Alors le général de Leve fit avec la garnison de Pavie une sortie subite, qui répandit l'épouvant dans les rangs ennemis. Les Impériaux remportèrent une victoire complète. Huit à dix mille Français et soudoyers suisses et allemands restèrent en partie sur le champ de bataille, et en partie trouvèrent en fuyant la mort dans les flots du Tésin. Le camp, l'artillerie et les bagages tombèrent au pouvoir des vainqueurs. L'amiral Bonnivet, le chef des Suisses, Jean de Diesbach, le prétendant d'Angleterre, Richard de Suffolk, François, frère du duc de Lorraine, le maréchal Lescuns de Foix, et plusieurs autres Généraux français, étaient parmi les morts. Le roi, qui avait continué de combattre avec une bravure sans égale, entouré de morts, cherchait à se frayer un passage, l'épée à la main. Mais son cheval ayant été tué, il se vit en-

veloppé par les Espagnols; et il était en danger d'être hâché par eux à cause de sa résistance opiniâtre, lorsqu'il fut reconnu par un chevalier français, Pomperant, qui servait dans l'armée de l'Empereur, et lui sauva la vie. François I se rendit alors prisonnier et remit son épée au général Lannoy qui, sur l'invitation expresse du roi, s'était aussitôt présenté. Henri d'Albret, roi de Navarre, François de Bourbon, comte de Saint-Paul, le bâtard de Savoye et beaucoup d'autres Généraux et officiers de la plus haute Noblesse, furent également faits prisonniers. Seulement une partie de l'arrière-garde, sous le duc d'Alençon, beau-frère du roi, ainsi que la garnison de Milan, consistant en deux mille hommes, commandés par Théodore Trivulce, s'échappèrent par le Piémont et les Alpes, sans être poursuivis. Au bout de peu de jours les Français avaient évacué toute la Lombardie. Les Impériaux ne perdirent, à ce qu'on prétend, que sept cents hommes dans cette fameuse journée.

L'empereur Charles-Quint, qui se trouvait alors à Madrid, reçut avec beaucoup de modération la nouvelle du triomphe de ses armes. Il défendit les réjouissances publiques, préparées par les Espagnols. Il expédia aussi à ses Généraux en Italie et dans les Pays-Bas, l'ordre de suspendre les hostilités contre la France, privée de son Souverain. Cependant la mère du roi, Louise de Savoye, faisait les plus grands préparatifs, pour la défense des frontières. Tous les alliés de l'Empereur lui enviaient l'heureux succès de ses armes, et se défiaient de sa puissance croissante. L'équilibre politique de l'Europe, l'idée favorite de Henri VIII d'Angleterre, paraissait alors sérieusement menacé. Ce prince importuna maintenant Charles-Quint de demandes les plus étranges; il voulait que l'Empereur fît la conquête de la Guienne avec des troupes espagnoles, mais qu'ensuite cette province

fût remise aux Anglais, et que Charles-Quint lui confiât la garde du roi François I. Il prit le refus qu'il éprouva pour prétexte de rompre avec Charles-Quint. Le 20 août 1525, Henri VIII conclut avec la France une alliance défensive, et promit de s'employer pour l'élargissement de François.

L'Empereur avait offert la liberté à ce prince, détenu à Pizzighettone, mais sous des conditions fort dures. Il exigeait que François lui abandonnât le duché de Bourgogne, renonçat à ses prétentions sur Milan, Gènes et Naples, qu'il rendît au duc Charles de Bourbon ses domaines confisqués et y joignît encore la Provence et le Dauphiné, pour en faire un royaume indépendant, sous la souveraineté de ce prince, enfin qu'il payât au roi Henri VIII d'Angleterre tout ce que l'Empereur lui devait. François I ayant refusé avec fermeté de céder une partie quelconque de la France, l'Empereur le fit conduire à Madrid, et garder au château de cette capitale. Charles-Quint refusa de voir son prisonnier. Cependant on signa, le 11 août 1525 à Tolède, pour l'Empereur, la France et l'Angleterre, une trêve générale, qui devait commencer le 1 septembre et finir le 31 décembre de la même année (1525). Le profond chagrin que ressentit François I de sa captivité, lui attira une grave maladie qui, au mois de septembre, causa des inquiétudes sur la vie du monarque. Charles-Quint alors alla enfin visiter le prince captif, et s'efforça de relever son âme abattue par l'espérance d'un élargissement prochain.

Les grands succès de l'Empereur avaient alarmé la plupart des princes et États italiens. Ils appréhendaient que ce Souverain ne profitât de ses victoires, pour restreindre leur indépendance et les rendre de nouveau feudataires de l'Empire germanique. Le pape Clément VII craignait encore en particulier la vengeance de l'Empereur,

qui était parfaitement informé des intelligences antérieures de ce pontife, des républiques de Venise et de Florence avec son ennemi. François Sforce de Milan était fort aigri contre Charles-Quint qui, après lui avoir longtemps retenu les lettres d'investiture, en les remettant enfin à ce prince, avait exigé de lui la cession de sa principauté de Bari dans le royaume de Naples et en outre une somme de 600,000 ducats, payable en certains termes. Venise s'attendait à voir son territoire en Frioul et en Lombardie enlevé par les Impériaux et les Autrichiens. Ces divers motifs, non moins que les contributions ruineuses et vexatoires que les généraux de l'Empereur imposaient aux provinces d'Italie pour l'entretien de leurs troupes, portèrent les princes et États de ce pays à former une ligue secrète, dont le but était d'expulser à la fois les Impériaux de la péninsule et d'affranchir entièrement le pays de la domination des étrangers. Les Vénitiens, qui étaient seuls en état d'opposer de la résistance au danger dont ils se croyaient menacés [1], les Florentins, le pape Clément VII et le duc François Sforce, entrèrent dans cette coalition. Le chancelier milanais Morone, qui dirigeait la confédération, conçut l'idée de faire servir le marquis Pescaire, qu'il savait être mécontent de la modique récompense qu'il avait reçue pour ses grands services, d'instrument à l'exécution de ses desseins. Il engagea ce Général à déserter avec l'armée le parti de l'Empereur, à faire massacrer tous les chefs, officiers et soldats, restés fidèles à ce monarque et à conquérir ensuite le royaume de Naples, dont Pescaire devait alors être investi par le souverain pontife. Ce Général feignit d'entrer dans les vues du chancelier, et fut instruit par

[1] Ils avaient sur la terre ferme une armée bien organisée et bien payée de 1000 gendarmes, de 6000 hommes de cavalerie légère et de 10,000 fantassins, qui était commandée par le duc d'Urbino.

lui de toutes les particularités du complot. Ensuite il chercha, par des scrupules élevés adroitement, à en retarder l'exécution, et se rendit en toute hâte auprès de l'Empereur, pour lui communiquer les plans des Italiens. Ce Souverain chargea Pescaire de la punition des traîtres. Ce Général manda le chancelier Morone à Novare, sous prétexte de se concerter avec lui et le fit arrêter, le 16 octobre, dans cette ville. François Sforce fut ensuite déclaré déchu de son duché. Le marquis de Pescaire somma ce prince à lui remettre la citadelle de Milan et, sur son refus, il commença le siége de ce château.

Pendant ce temps-là, on avait continué les négociations entre l'Empereur et le roi de France à Madrid. Mais, comme Charles-Quint persistait à exiger de grandes cessions pour prix de la délivrance de François, et que ce prince refusait d'acheter si cher sa liberté, toutes les conférences n'aboutirent à aucun résultat. À la fin cependant, le roi de France, las de sa longue détention, consentit à la plupart des demandes de l'Empereur, toutefois avec la secrète résolution de tenir aussi peu que possible un traité si onéreux. La paix fut signée à Madrid, le 14 janvier 1526. Ce traité portait en substance: que le roi de France céderait dans l'espace de six mois, à compter du jour de son élargissement, le duché de Bourgogne, le comté de Charolais, Névers, Châtel-Chinon, Auxerre et Saint-Laurent à l'Empereur et à ses descendants; qu'il renoncerait pour lui et sa postérité à toutes ses prétentions sur Naples, Milan, Gènes et Asti, ainsi qu'au droit de suzeraineté sur l'Artois et la Flandre; qu'il laisserait à l'Empereur Arras, Tournai et le Tournesis; qu'il se désisterait du droit de racheter les villes de Lille, de Douai et d'Orchies, comme aussi de ses prétentions sur Hesdin. L'Empereur, en retour, renonça à tous les droits qu'il avait, comme héritier des États bourguignons, sur dif-

nts pays, actuellement possédés par le roi de France, mmément Peronne, Mont-Didier, les comtés de Boue, de Guignes, de Ponthieu et autres. Le roi s'enea à rendre au duc Charles de Bourbon tous ses biens, l'obliger à retourner en France, ainsi qu'à terminer ien différend au sujet de la Gueldre et Zutphen de sorte, qu'après la mort de Charles d'Egmont ces pays assent infailliblement à l'Empereur et à ses descendants. roi promit d'engager Henri d'Albret à abandonner ses entions sur la Navarre espagnole et à déposer le titre al, ou du moins de ne pas soutenir ce prince dans l'acition de ce pays. Il fut stipulé que les deux fils aînés roi, le Dauphin et le duc d'Orléans, seraient livrés me ôtages à l'Empereur jusqu'après la remise des pays és par la France, et que tout le traité eut été ratifié les États de ce royaume. Si cette cession territoriale a ratification ne s'effectuaient point dans l'espace de mois, François I devait retourner dans sa prison, et demeurer jusqu'à l'entier accomplissement du traité. ur cimenter la paix et l'alliance offensive et défensive, clue en même temps entre les deux monarques, la reine *onore*, soeur de l'Empereur, fut fiancée au roi de ance, et on convint que le Dauphin épouserait la fille léonore du premier lit, Marie de Portugal, dès que e princesse aurait atteint sa douzième année. Pour ommager le duc Charles de Bourbon, qui avait renoncé main d'Éléonore qui lui avait été promise, l'Emper lui conféra la place de Général en chef en Italie, ante par la mort du marquis de Pescaire (30 novem- 1525), et lui promit le duché de Milan.

Immédiatement après la signature, les fiançailles du avec Éléonore furent consommées par procuration. rès que la régente de France, Louise, eut ratifié le té et que cet acte fut arrivé à Madrid, François I se

mit en route pour retourner dans son pays. Aux bords de la Bidassao, formant la frontière des deux royaumes, le monarque français fut échangé, le 18 mars 1526, contre les deux princes désignés pour ôtages, et relâché par l'escorte espagnole.

Les événements importants de la guerre en Italie n'empêchèrent point l'empereur Charles-Quint de s'occuper avec un zèle fort actif des affaires intérieures de l'Allemagne. Par les soins des commissaires impériaux, la ligue souabe, qui était d'une utilité si efficace pour le repos de l'Allemagne, fut prolongée, le 17 février 1522, pour douze ans. Le 10 du même mois, le Conseil suprême d'Empire, séant à Nuremberg, avait publié une ordonnance sévère, concernant le maintien de la paix publique et l'exécution des lois pénales, établies contre les perturbateurs. Le 17 février, ce grand Conseil transmit à chaque cercle d'Allemagne le règlement relatif à l'exécution du ban de l'Empire, et ordonna l'élection des capitaines et des conseillers de cercle, par où le système de la division de l'Allemagne en cercles, ainsi que l'organisation de ces derniers, furent enfin effectivement exécutés.

Dans la Diète, ouverte le 13 décembre par l'archiduc Ferdinand à Nuremberg, on délibéra aussi sur les affaires de religion qui s'embrouillaient chaque jour davantage. Martin Luther avait, dans sa solitude au château de Wartbourg, traduit la bible en allemand, lequel livre parut imprimé l'an 1522. Luther eut la hardiesse de changer, conformément aux principes établis par lui, la liturgie catholique, le canon de la messe et les cérémonies extérieures du service divin. Ensuite il déposa l'habit religieux et quitta le couvent. Le Conseil suprême d'Empire consistait en partie en adhérents de Luther, et ne prit par conséquent aucune mesure pour comprimer la nouvelle doctrine, bien que l'édit de Worms lui en eût imposé le

devoir. Le pape Adrien VI envoya, en octobre 1522, un bref à l'électeur Frédéric de Saxe pour le gagner; mais ce prince resta invariablement le plus zélé protecteur de l'hérésiarque. Dans la deuxième Diète, tenue à Nuremberg la même année, le légat du pape se plaignit de l'inexécution de l'édit de Worms; mais il n'effectua rien par cette démarche. Oui, les États dressèrent une liste de cent griefs qu'ils avaient, ou prétendaient avoir contre le Saint-Siège, l'envoyèrent à Rome et prièrent le pape de convoquer d'ici à un an un concile général dans une ville de l'Allemagne, pour les examiner et redresser. Cependant les États promirent d'empêcher dans le temps intermédiaire, autant que possible, la publication de nouveaux écrits luthériens, et de punir les ecclésiastiques qui se mariaient, comme aussi les moines qui s'échappaient des couvents, par la perte de leurs bénéfices et privilèges spirituels.

L'archiduc Ferdinand tint, au commencement de l'année 1524, une nouvelle assemblée des États de l'Allemagne à Nuremberg, laquelle fut, il est vrai, fort nombreuse, mais ne prit aucun arrêté important, hors celui qui ordonnait la prorogation du Conseil suprême d'Empire, dont les assesseurs s'étaient attiré le mécontentement des États, et devaient être remplacés par d'autres; puis la translation de la Chambre impériale à Eslingue. Le nouveau pape Clément VII avait envoyé le cardinal-légat Laurent Campeggius à cette Diète, pour demander l'exécution de l'édit de Worms. L'Empereur aussi fit signifier par son commissaire, Jean Haunart, aux Etats son mécontentement de la lenteur qu'ils mettaient à exécuter son décret souverain. La conclusion des États fut, qu'on observerait, s'il y avait possibilité, l'édit impérial, mais qu'on insisterait sur la prompte convocation d'un concile général dans une ville allemande.

Le 6 juillet 1524, l'archiduc Ferdinand d'Autriche, les ducs Guillaume et Louis de Bavière, l'archevêque Mathieu Lang de Salzbourg, les évêques de Trente et de Ratisbonne, puis les plénipotentiaires des évêques de Bamberg, de Spire, de Strasbourg, d'Augsbourg, de Constance, de Bâle, de Frisingue, de Passau et de Brixen, formèrent une *ligue catholique.* Ils s'engagèrent à exécuter l'édit de Worms à la rigueur, et à employer tous les moyens possibles pour l'extirpation de l'hérésie, comme aussi à s'assister réciproquement contre les adhérents de la nouvelle doctrine, ainsi que contre les sujets respectifs, si ceux-ci venaient à se révolter. Ces princes redigèrent aussi un projet d'ordonnance pour l'amendement moral des ecclésiastiques domiciliés dans leurs pays.

A cette époque éclata la grande révolte des paysans en Allemagne. On attribua ce terrible événement à l'influence que manifestèrent sur les esprits égarés de la multitude grossière les novations de Luther, comme aussi ses prédications et écrits et ceux de ses disiples, qui excitaient le peuple contre les Autorités ecclésiastiques et séculiers. Le soulèvement commença en juillet 1524 dans le voisinage de Constance contre l'abbé de Reichenau. De là il s'étendit dans l'Algovie *(Allgau)*, la contrée d'Ulm, le canton appelé *Illerthal*, en Franconie, en Souabe et même jusque dans le Brisgau. Les paysans révoltés s'emparèrent des villes et bourgs non fortifiés, pillèrent et dévastèrent le couvent de Kempten et autres maisons religieuses, et commirent tous les genres d'excès. La ligue souabe, n'étant pas armée, ne pouvait réprimer assez promptement les progrès de ces affreux désordres. Ce ne fut qu'au mois de mai de l'année suivante, que les ducs de Saxe et de Brunswick et le landgrave de Hesse, ayant rassemblé une armée imposante, attaquèrent les rebelles

près de Frankenhausen et les mirent en fuite. On poursuivit les fuyards, leur tua 5000 hommes et en fit un grand nombre prisonniers, dont plus de trois cents furent décapités. Ce combat mit fin à la guerre de paysans, pendant laquelle 50,000 rebelles avaient perdu la vie dans la haute Allemagne seule, de vastes étendues de terre avaient été dévastées, plusieurs centaines de châteaux nobles saccagés, et nombre de couvents pillés et brûlés.

L'année d'après (le 5 mai 1525), mourut l'électeur Frédéric de Saxe, le premier protecteur de la doctrine nouvelle. Le 13 du mois suivant, Martin Luther se maria avec une religieuse des Citeaux, Cathérine de Bora, qui s'était échappée de son couvent. Le Luthéranisme comptait à cette époque parmi ses principaux adhérents l'électeur Jean de Saxe, le landgrave Philippe de Hesse et le duc Erneste de Brunswick-Lunebourg. Ces princes propagèrent fort activement la nouvelle croyance dans leurs pays. Dans les duchés de Mecklembourg et de Poméranie, à Nuremberg, Strasbourg, Francfort-sur-le-Mein, Nordhausen, Magdebourg, Brunswick, Brème et dans beaucoup d'autres villes, se trouvaient des partisans de cette religion. Le grand maître de l'ordre Teutonique, margrave Albert de Brandebourg, l'adopta également. Il déclara la Poméranie postérieure (plus tard Prusse ducale) appartenante à l'Ordre, pour sa propriété; et à la paix de Cracovie, le 8 avril 1525, il prit pour lui et ses frères et leurs descendants mâles ce pays à fief du roi Sigismond de Pologne. Le nouveau duc épousa bientôt après la princesse royale Dorothée de Danemark. Mais les chevaliers teutons protestèrent contre cette prise-de-possession d'un pays appartenant à leur Ordre, comme étant une véritable spoliation. L'Empereur investit le grand maître Gauthier de Kronberg de la grande maîtrise en Prusse, et mit Albert au ban de l'Empire. Toutefois

par égard pour le roi de Pologne, cet arrêt ne fut point mis à l'exécution.

Comme les princes luthériens appréhendaient, que l'Empereur ne fît exécuter sérieusement l'édit de Worms dans la Diète, convoquée à Spire au mois de mai 1526, et qu'ils prétendaient avoir reçu l'avis qu'une alliance offensive générale des princes et États catholiques se préparait secrètement pour comprimer la religion nouvelle, l'électeur Jean de Saxe et le landgrave Philippe de Hesse conclurent à Torgau, le 2 mai, une alliance défensive, à laquelle accédèrent successivement les ducs de Brunswick-Lunebourg et de Mecklembourg, le prince d'Anhalt, les comtes de Mansfeld, la ville de Magdebourg (14 juin) et le duc de Prusse (29 septembre).

L'archiduc Ferdinand, vicaire de l'Empire, avait ouvert le 25 juin 1526 la Diète à Spire, où il avait insisté, mais en vain, sur le stricte accomplissement de l'édit de Worms, lorsqu'une catastrophe qui se préparait sur les bords du Danube, conduisit ce prince aux trônes de *Hongrie* et de *Bohème.* Je reprend ici le fil des événements qui eurent lieu depuis l'avénement de Charles-Quint dans les dits royaumes, ainsi que dans les duchés autrichiens, et j'en continuerai le récit jusqu'à la réunion de tous ces pays sous un *seul* Souverain.

L'empereur Maximilien I avait ordonné en mourant, qu'après son décès les régents et conseillers à Vienne, à Gratz et à Inspruck, continueraient d'administrer, sans rien changer à la forme du gouvernement, les provinces autrichiennes jusqu'à l'époque où le roi Charles arriverait en Allemagne, et prendrait lui-même les arrangements qu'il jugerait convenables. Mais dès le mois de février 1519, la Diète tenue à Vienne rejeta les dernières volontés de Maximilien. Les membres du gouvernement autrichien; savoir: le capitaine du pays, Georges de Rot-

al, le chancelier Jean de Schneidbœck, l'abbé Georges le Closterneubourg, Jean de Lamberg etc., furent chassés et se réfugièrent à Wiener-Neustadt. On établit une ouvelle régence de soixante-quatre membres. Ils avaient leur tête les barons Michel d'Eizing et Jean de Buchheim, puis l'abbé de Mauerbach, qui était un des principaux moteurs de ces troubles. Ces usurpateurs se firent rêter serment de fidélité par toutes les Autorités, s'emarèrent des revenus de l'État, du trésor, des archives, es arsenaux etc. Le roi Charles, aussi bien que l'arhiduc Ferdinand, adressèrent des lettres monitoires aux États de la basse Autriche, et leur enjoignirent de remete de nouveau le pouvoir administratif aux gouverneurs égitimes. Mais les rebelles, loin d'obéir à cet ordre, initèrent les provinces de haute Autriche, de Styrie, de arinthie, de Carniole et de Tyrol, à prendre part à eurs entreprises hardies, et tinrent une Diète générale Bruck-sur-la-Mur. Là, les États conclurent, le 27 ars 1519, une ligue pour la conservation de leurs droits t franchises. Les régents envoyèrent ensuite des pléipotentiaires au roi Charles en Espagne, et à l'archiduc 'erdinand à Bruxelles, pour justifier leur conduite et deander la confirmation des privilèges du pays. L'archiuc Ferdinand avait, par un plein pouvoir expédié à Bruxlles le 12 juillet, autorisé son frère à faire recevoir l'homage dans les pays autrichiens, au nom de tous les deux, ar des plénipotentiaires royaux. Le 27 juillet à Barceme, le roi Charles nomma l'archevêque Mathieu de Salzourg, les évêques Bernard de Trente et Guillaume de 'rieste, ainsi que plusieurs barons et Nobles gouverneurs t régents dans les pays autrichiens. Aux administrateurs ntrus le Roi fit signifier par leur propre députation, u'on eût à prêter, en janvier 1520 à Crems, foi et homage aux régents nouvellement nommés. Mais les gou-

vernants rebelles de Vienne empêchèrent l'inauguration, et eurent la hardiesse de déléguer à Charles une seconde ambassade qui devait excuser leur obstination.

Encore avant son couronnement, le roi Charles désigna, par un ordre expédié à Aix-la-Chapelle, le 10 septembre 1520, le juge de la Chambre impériale, Sigismond, comte de Haag, le maréchal du pays, Gaspard de Volkersdorf et le capitaine de Hainbourg, Guillaume de Zelking, pour rétablir l'ordre en Autriche. Mais leurs efforts ayant été infructueux, l'archiduc Ferdinand, après avoir consommé son mariage avec Anne de Hongrie, se rendit lui-même par Closterneubourg à Neustadt. Ce prince cita, le 16 juin 1521, les régents intrus à comparaître devant son tribunal dans cette ville. Le 23 du mois suivant, ces chefs de rebelles furent condamnés à mort, et leurs principaux partisans à d'autres peines rigoureuses.

Après la mort de Maximilien, des troubles s'étaient également élevés en Tyrol. Ils avaient d'abord été dirigés contre les anciens gouverneurs qui n'avaient pas été changés, ainsi qu'on l'aurait voulu. Mais une révolte du peuple contre la rigidité des lois de la chasse et de la pêche étant venue se joindre à ce mécontentement, les excès furent toujours poussés plus loin. Les Tyroliens allèrent enfin jusqu'à refuser de faire hommage au roi Charles. Des bandes effrénées surprirent et pillèrent en 1520 la ville de Brixen. Même après que le traité de partage de 1522 eut assigné le Tyrol à l'archiduc Ferdinand, la révolte continua et fut surtout alimentée par la doctrine luthérienne. Quelques boute-feux, il est vrai, tombèrent entre les mains des gouverneurs et eurent la tête tranchée; mais le calme fut par là si peu rétabli, qu'encore dans le cours de l'année 1525 on pilla plusieurs monastères. Les mineurs aussi s'étaient soulevés contre leurs chefs; et ce fut principalement parmi cette classe que la doctrine de

Luther trouva une grande approbation. La secte des Anabaptistes s'était également fait des prosélytes dans le pays. L'archiduc Ferdinand fit enfin marcher des troupes autrichiennes en Tyrol, mais en même temps publier une amnistie. En 1525 on tint une Diète, et il fut établi un nouvel ordre d'administration publique sous la dénomination de *Libelle de vingt-cinq ans.* La ville de Trente, que les paysans avaient osé assiéger, fut si bien défendue par les comtes Gebhard d'Arco et Louis de Lodron, que les agresseurs se virent enfin obligés de se retirer.

Le peuple de la campagne dans les vallées de la haute Styrie et de Salzbourg avait également été induit par la doctrine de Luther à commettre de grands excès. Les Salzbourgeois se révoltèrent contre leur prince, le cardinal Mathieu Lang, et l'assiégèrent, l'an 1525, dans la forteresse de Hohen-Salzbourg. La sédition s'étendit bientôt jusqu'en Styrie. Le capitaine du pays, Sigismond de Dietrichstein marcha avec 5000 hommes contre les rebelles; mais il fut vaincu près de Schladming, et fait prisonnier dans un second combat. En revanche Nicolas, comte de Salm, battit bientôt après ces séditieux, fit brûler Schladming, et exécuter les auteurs de la révolte. Avec des troupes styriennes le général Philippe Stumpf mit, l'an 1526, en fuite les rebelles qui assiégeaient Radstadt. Afin d'éloigner la cause principale des troubles intérieurs qui désolaient ses pays, et répandaient une misère inexprimable parmi les habitants de ces contrées, l'archiduc Ferdinand bannit tous les adhérents de Luther du territoire autrichien. Déjà en 1523-1524 l'université de Vienne reçut l'ordre le plus sévère d'être vigilante contre l'hérésie qui s'introduisait dans le pays. La lecture des écrits luthériens fut interdite rigoureusement. On fit une recherche générale de livres hérétiques, les saisit et les livra aux flammes.

Le royaume de *Hongrie*, menacé de grands dangers par la fureur des partis sous le faible gouvernement du jeune roi Louis, s'assura du moins la paix extérieure pour trois ans par la trêve conclue, le 28 mars 1519, avec Sélim I, empereur des Ottomans. Le chancelier Georges Szakmari sut par son adresse enlever tout le pouvoir au parti de Zapolya. Il se débarassa aussi des individus que le conseil d'État avait été forcé d'admettre parmi ses membres à la Diète de Batsch, l'an 1518. Au mois de mai 1519, Étienne Bathori fut élevé à la dignité de Palatin du royaume, vacant par la mort d'Emméric Pérenyi, dignité que Jean Zapolya avait postulée et s'était flatté d'obtenir; on conféra la place de juge de la Cour royale *(Judex Curiae)* au duc Laurent d'Ujlak; ce qui priva Zapolya de ses deux plus puissants soutiens. Le conseil d'État déféra en février 1520 au roi Sigismond de Pologne la tutelle suprême du jeune roi Louis.

En *Bohème*, la Diète s'assembla, au mois de février 1520, pour trouver les moyens de payer les dettes nationales. Mais les États ne conclurent rien sur cet objet important, et persistèrent à demander que le Roi vînt en Bohème. Le départ de Louis pour ce royaume fut différé par l'annonce que des hostilités avec les Turcs avaient eu lieu sur les frontières de Hongrie, que Srebernik avait été occupé et Knin brûlé par eux, enfin que le Ban Pierre Berislo, évêque de Vesprim, avait été tué dans une escarmouche. Le 21 septembre, mourut le sultan Sélim I. Son successeur, *Soliman II*, aimant la guerre avec passion, comme il était généralement connu, on devait s'attendre dans peu à des attaques plus sérieuses. Le 11 décembre 1520 à Inspruck, la cérémonie du mariage de l'archiduc Ferdinand, alors encore absent à Bruxelles, avec la princesse Anne de Hongrie, fut encore une fois célébrée. La personne du fiancé représentèrent Sigismond

de Dietrichstein, Guillaume de Roggendorf et Speranzi, prévôt de Brixen. L'archiduchesse *Marie* aussi fut mariée, le même jour et dans la même ville, aux représentants du roi Louis, Sarkany et Balbus.

Soliman II fit, au commencement de l'année 1521, entreprendre une attaque sur Jaitza, qui toutefois échoua. Mais le sultan, ayant réuni toutes ses forces, s'avança au printemps vers la Hongrie et mit le siège devant Schabatz et Belgrade, et cerna ces forteresses. En juillet, la première de ces places fut emportée d'assaut. Alors le Roi et le Palatin se mirent en marche, pour aller dégager Belgrade, et concentrèrent quelques troupes auxiliaires arrivées d'Autriche et de Pologne, comme aussi un corps de Transylvains, dans le camp près de Zenta et de Tolna; mais ce secours vint trop tard et Belgrade tomba, le 29 août 1521, au pouvoir des Turcs. Soliman fit bien fortifier les deux places conquises, et lorsqu'il s'en retourna à Constantinople, il laissa un corps d'observation de 40,000 hommes entre les deux forteresses. L'absence du sultan donna aux Hongrois le temps de respirer; ils en profitèrent pour fortifier les places qui étaient le plus exposées aux attaques des Ottomans. Le 11 décembre 1521, l'archiduchesse Marie d'Autriche fut couronnée à Albe-Royale reine de Hongrie. Le 3 janvier de l'année suivante, le roi Louis, qui venait seulement d'entrer dans sa seizième année, célébra son mariage avec cette princesse, et prit alors en apparence le gouvernement indépendant du royaume.

Les députés bohèmes, qui assistèrent à ces noces, firent un tableau si affligeant des désordres qui désolaient leur patrie, que le Roi partit effectivement, au mois de mars 1522, pour la Bohème. En 1521, les anciennes querelles entre les bourgeois et la Noblesse avaient commencé de nouveau dans ce royaume. Les villes de Pra-

gue, de Klattau, de Mies et de Tauss, levèrent beaucoup de troupes, qui saccagèrent un grand nombre de châteaux. A Prague, les adhérents de Luther prêchaient publiquement la doctrine nouvelle au peuple, et l'excitèrent à tel point, qu'il assaillit les églises et les couvents catholiques, et commit beaucoup d'autres excès.

Les Turcs ouvrirent en 1522 la campagne avec une grande activité. Ils conquirent en avril Orsova, parcoururent l'Esclavonie et assiégèrent Scardona et Cinq-Églises (*Fünfkirchen*). Le premier ministre, Ladislas Szalkai, évêque d'Erlau, n'entrevoyant aucune possibilité de défendre les frontières du royaume, prit le parti de remettre les châteaux croates de Knin, de Zengg, de Clissa, de Cruppa, de Licca, de Jaitza, d'Ostrovitza et plusieurs autres aux Autrichiens, pourqu'ils protégeassent ces places contre les Ottomans. Le Palatin somma en vain la Noblesse du royaume à prendre les armes pour la défense de leur patrie; et comme le bruit courait que Soliman n'entreprendrait plus rien, cette année, contre la Hongrie, mais attaquerait l'île de Rhodes, les armements cessèrent tout à coup dans le royaume. On eut bientôt lieu de s'en repentir; car Jean Zapolya étant arbitrairement entré en Valachie, et ayant établi le prince Radul dans le gouvernement de ce pays, les Turcs recommencèrent aussi les hostilités en Croatie et conquirent Ostrovitza. Le 22 décembre 1522, les ambassadeurs hongrois conclurent enfin à Nuremberg une alliance défensive avec l'archiduc Ferdinand et les États de l'Allemagne, qui promirent aux Hongrois de leur fournir 4000 hommes pour le terme de six mois.

Le roi Louis avait, le 1 juin 1522, fait couronner son épouse Marie à Prague. Ce prince réclama vers le même temps des seigneurs bohêmes la restitution des châteaux et domaines royaux que leur avait engagés Ula-

dislas. Les États lui ayant refusé cette demande, Louis déposa, en février 1523, le grand burgrave et tous les hauts employés du gouvernement, et nomma le duc Charles de Munsterberg gouverneur-général de la Bohème. La Hongrie étant à cette époque menacée de nouveau par les Turcs, le Roi se vit obligé de retourner promptement dans ce royaume. Avant son départ, il chargea encore la Diète de racheter les biens de la couronne hypothéqués, d'amortir les dettes de l'État et d'envoyer des troupes auxiliaires en Hongrie. Les querelles de religion à Prague troublèrent bientôt après de nouveau le repos public. Les prédicateurs luthériens trouvèrent toujours plus d'adhérents, jusqu'à ce que le gouverneur bannit enfin les plus turbulents d'entre eux de la ville. En 1524, les Calistins gagnèrent, par leur grand nombre et leur audace, la supériorité sur les Catholiques, et vexèrent ces derniers de toutes les manières possibles. Des commissaires royaux parurent dans l'assemblée des États à Pragne. Ils demandèrent encore une fois des troupes et de l'argent pour soutenir les Hongrois contre les Turcs. Mais les États ne purent s'accorder pour prendre une décision. Une seconde ordonnance du Roi portait, qu'à l'avenir on ne tolérait que des Catholiques et des Calistins dans le royaume de Bohème. On se mit alors à persécuter les Piccardites de la manière la plus violente; une infinité de ces sectaires furent bannis ou torturés, et en partie exécutés. Comme surtout la cruauté des Calistins dans cette occasion passait toutes les bornes, le Roi lui-même se vit obligé de donner les ordres les plus sévères pour mettre un terme à ces excès.

Le 24 avril 1523, Louis ouvrit une Diète hongroise qui, indépendamment des moyens ordinaires de défense, vota aussi une levée en masse, en cas de besoin. En automne, le pacha Ferbatès ravagea avec 15,000 Spahis

la Sirmie; mais il fut surpris et anéanti par l'évêque de Colocza, Paul Tomori. Dans cette année émanèrent plusieurs ordonnances royales, tendantes à ramener, comme les Piccardites en Bohème, aussi les Luthériens en Hongrie au sein de l'Église et à empêcher la propagation ultérieure de ces hérésies. Une loi, portée dans la dernière Diète, prononçait contre les adhérents du Luthéranisme la peine de mort et la confiscation des biens.

Les préparatifs formidables que firent en 1524 les Turcs pour la prochaine campagne, et la conviction qu'on n'avait point à attendre un secours efficace de la part des Puissances étrangères, engagèrent le roi Louis à convoquer au printemps de 1525 une Diète, et à ordonner des armements dans tout le royaume. Au commencement du mois de mai, la Noblesse parut armée dans la plaine de Rakos. Excitée par les intrigues de Zapolya, elle demanda le renvoi de tous les Allemands, employés à la Cour et au service du Roi, l'éloignement des ambassadeurs d'Autriche et de Venise, la déposition et la punition du chancelier Szalkai et une réforme du conseil d'État qui entourait le Roi, une amélioration efficace de monnaies, l'exclusion de la famille de Fugger, qui avait affermé les mines royales, la mort des Luthériens par le bûcher, enfin la remise de l'héritage ujlakien à la famille de Zapolya [1]. Le Roi ayant rejeté ces demandes, les États déclarèrent qu'on ôterait les dîmes au clergé et les employerait à la défense du royaume. Il fut en même temps conclu, que la Noblesse tiendrait, le 24 juin, une réunion armée à Hatvan. Le 22 mai, Louis accéda à la plupart des prétentions des États. Quant à celles toutefois

[1]) Zapolya avait formé des prétentions sur l'héritage de Laurent Ujlak de Sirmie. Il se fondait sur le traité de succession conclu 1493 entre son père et le duc Laurent. Mais Zapolya avait été débouté de sa demande, par la raison que l'acte de soumission d'Ujlak, fait en 1495, avait rescindé et déclaré nulle cette convention d'hérédité.

qui concernaient les dîmes ecclésiastiques et l'assemblée de Hatvan, il refusa d'y donner son assentiment, malgré l'insistance des Nobles qui se séparèrent, persévérant dans leur obstination.

Le Roi vacillait d'un projet à l'autre. Ses conseillers n'étaient ni unis entre eux, ni aucun ne tenait fermément au système qu'il avait suivi auparavant. Chacun cherchait avant tout à assurer ses propres intérêts; même le chancelier Szalkai penchait alors vers le parti de Zapolya, et il conseilla au Roi de se montrer complaisant envers la Noblesse. Le palatin Bathori fut le seul qui inspira au monarque quelque fermeté, et l'engagea à émettre un ordre qui défendait sévèrement à la Noblesse de tenir la réunion projetée à Hatvan. Mais les mécontents avaient une telle confiance dans leur force que, sans égard à la défense du Souverain, ils parurent avec beaucoup de gens armés à Hatvan. Sur l'invitation de cette assemblée, le Roi se rendit, le 3 juillet, dans le lieu indiqué. Bathori fut démis de sa place de Palatin qu'on donna à Étienne Verbœtz. Huit assesseurs choisis dans la Noblesse entrèrent au conseil d'État. L'héritage ujlakien fut effectivement adjugé à la famille de Zapolya. Les Fugger perdirent la ferme des mines, et leurs biens en Hongrie furent confisqués. Cependant dès le 16 avril 1526 on leur donna de nouveau les mines à ferme pour vingt ans. La condamnation des Luthériens au supplice du feu fut confirmée, et la loi prononça la confiscation de leurs biens, qui devaient échoir en partage, partie au fisc et partie aux seigneurs fonciers. Le clergé recouvra alors les dîmes, et on accorda des subsides au Roi. La Noblesse se dispensa encore une fois de prendre personnellement part à la défense du royaume, et borna sa coopération au fournissement de gens armés et à des contributions en argent. L'archevêque Szalkai résigna bientôt

après sa place de chancelier du royaume qui fut conférée, le 11 mars 1426, à Étienne Bradarich, évêque de Sirmie, dévoué à la Maison de Zapolya.

L'année 1526 commença sous de fâcheux auspices. D'après de nouvelles certaines, le Sultan Soliman faisait des dispositions pour pénétrer par la Save et la Drave au coeur de la Hongrie. La Diète s'assembla en avril à Bude, afin d'aviser aux moyens à mettre en usage pour défendre le royaume contre l'invasion dont il était menacé. Mais les querelles et les combats intestins des deux factions principales paralysaient les forces de la nation. Bathori et ses partisans formèrent une ligue dirigée contre les Zapolyens. Les confédérés culbutèrent et proscrivirent dans la Diète le palatin Verbœtz; et le Roi conféra de nouveau cette dignité à Étienne Bathori. Louis déclara, le 5 mai, qu'il se chargerait lui-même de la formation d'une armée, si les États lui assignaient des revenus proportionnés au besoin. Mais les arrêtés que les États prirent pour se procurer les sommes d'argent nécessaires aux armements, furent si débiles et insuffisants, qu'on pouvait dès alors pronostiquer les plus funestes événements. La Noblesse se défendit itérativement de servir en personne à la guerre. Toutefois elle consentit à renforcer les compagnies (*banderies*) des barons et des prélats, et à armer une cavalerie à répartir sur les propriétaires, à proportion de leurs facultés.

Vers le milieu du mois de mai, l'assemblée des États s'était dissoute. La plupart des magnats et des conseillers d'État s'éloignèrent sous différents prétextes de la Cour, pour se mettre à couvert de toute responsabilité dans la crise dangereuse qui se préparait. La désunion entre les chefs des partis augmentait chaque jour. Les subsides promis par les États n'arrivaient point. Les commandants des forteresses frontières donnèrent leur démission,

convenu, par la Valachie, et de se réunir sans perdre du temps à l'armée royale. Le Roi avait envoyé des messages réitérés et pressants en Bohème, en Moravie, en Silésie et en Lusace, pour avoir du secours; mais le gouverneur Charles de Munsterberg ne s'était point empressé d'exécuter les ordres du Souverain, et les États exigeaient qu'on convoquât une Diéte pour délibérer sur les armements à faire. Il n'y eut que quelques seigneurs, dévoués à leur prince, et zélés pour la cause de la chrétienté, nommément les *Kolowrat*, les *Schlick*, les *Guttenstein* etc., qui avaient, de pure volonté, enrôlé des troupes et les amenèrent au Roi à Tolna, où ils furent toutefois suivis, peu de temps après, par d'autres troupes auxiliaires fournies par les États de Bohème.

Sur ces entrefaites, les Turcs avaient conquis Peter-Waradin, brûlé Futtak et commencé le siège d'Ujlak; après quoi ils s'avancèrent vers Essegg. Le Roi nomma l'archevêque de Colocza, Paul Tomori, et le vayvode Jean Zapolya capitaines-généraux de l'armée.

Le 14 août Louis, à la tête d'une armée, forte alors de 20,000 hommes et munie de quatre-vingt canons, se mit en marche pour Mohacs. Le sultan passa la Drave avec 200,000 hommes [1]) et deux cents pièces d'artillerie. Le 26 août, le corps transylvain de Jean Zapolya se trouvait déjà près de Szegédin.

Le Roi avait l'intention de se retirer devant les forces turques, supérieures du decuple à la sienne, sur Tolna et d'y opérer sa jonction avec les Transylvains. Mais le palatin Bathori et l'archevêque Tomori ne voulaient point partager avec l'odieux Zapolya la gloire du

[1]) Il ne faut pas apprécier ces forces par le nombre des Turcs. Le luxe des officiers, celui même des simples soldats, attirait dans le camp une foule de valets fainéants, spectateurs inutiles pendant le combat, brigands avides après la victoire.

triomphe qu'ils tenaient pour facile et certain. Par conséquent ils induisirent les troupes à déclarer, qu'elles ne bougeraient pas de la place. Un renfort de 6000 cavaliers que l'armée hongroise reçut encore dans les derniers jours, augmenta la trompeuse assurance des chefs, à laquelle le faible monarque fut obligé de céder.

Le 28 août au soir, l'armée ottomane se déploya, à une distance de deux milles, devant la position des Hongrois. Le lendemain, avant le lever du soleil, l'armée chrétienne se trouvait sous les armes. Elle était déjà fort fatiguée lorsque les Turcs s'avancèrent, vers les trois heures après midi, pour attaquer les Hongrois. Soliman était au centre; son artillerie nombreuse et bien servie tonna avec un fracas effroyable; l'aile droite des Chrétiens en fut écrasée; le désordre se mit parmi les soldats, et au bout d'une heure le sort de la journée était décidé. Les Hongrois éprouvèrent une défaite totale. Ils eurent au delà de 10,000 hommes de tués, parmi lesquels se trouvaient plusieurs de leurs principaux chefs, les archevêques Tomori et Szalkai, cinq évêques, un frère de Jean Zapolya, Georges, et les comtes bohèmes Jean Kolowrat, Étienne Schlick, Christophe Guttenstein et plusieurs autres. Un grand nombre de prisonniers, toute l'artillerie, le camp avec le bagage, tombèrent entre les mains des Turcs. Le palatin Bathori se sauva par la vitesse de son cheval. Le Roi, qui n'avait avec lui qu'une petite escorte, avait également échappé au massacre. Mais à une lieue de distance de Mohacs, sur la route de Cinq-Églises, près du village de Czelie, son cheval tomba dans un marais et étouffa par son poids le monarque. Ce ne fut que six semaines plus tard, qu'on vint à bout par une recherche soigneuse de trouver le cadavre royal.

Les Turcs parcoururent alors la Hongrie, moins en

vainqueurs qu'en brigands; ils s'avancèrent jusqu'au lac, appelé *Platten-See*, brûlèrent Cinq-Églises et occupèrent Bude. Jean Zapolya avait fait halte avec ses troupes près de Szegédin; le margrave Georges de Brandebourg, les seigneurs de Neuhaus, de Sternberg, Swichowsky et autres, qui commandaient les troupes auxiliaires de Bohéme, s'étaient arrêtés près de Raab; mais ayant été avertis, que les Turcs s'avançaient sur Strigonie, ils se retirèrent jusqu'à la Morave. Plusieurs Nobles et 25,000 habitants avec leurs familles s'étaient réfugiés dans un retranchement près de Maroth, où ils espéraient pouvoir se défendre contre leurs farouches ennemis. Ils furent bientôt enveloppés; le désespoir ranimait leurs forces. Pendant deux jours ils repoussèrent tous les assauts; mais au troisième, les Turcs pénétrèrent dans l'enceinte et firent main basse sur tout ce qui se présenta, sans pitié pour le sexe ni pour l'âge. L'annonce que des troubles sérieux avaient éclaté en Asie, engagea enfin le sultan à évacuer la Hongrie. Il fit incendier Bude, ravagea le pays entre le Danube et la Teisse, et emmena 200,000 prisonniers avec lui. Sa marche fut si rapide que ni Jean Zapolya, ni les troupes levées dans les comitats septentrionaux, ne trouvèrent plus l'occasion d'inquiéter les Turcs dans leur retraite. Les Ottomans restèrent en possession de la Sirmie avec Peter-Waradin, Szalankémen et Ujlak (Jllok), du banat de Machow avec Belgrade, de Schabacz et Szebernik, et de plusieurs districts de Croatie.

La Hongrie avait essuyé de grands revers et en craignait de plus grands encore; mais elle semblait oublier ses malheurs pour s'occuper d'intrigues et de factions. Le trône de Hongrie, comme celui de Bohème, étant vacant par la mort du roi Louis II, qui n'avait point laissé d'enfants, plusieurs princes voisins jetaient sur la couronne de S. Étienne des regards ambitieux. La reine *Marie*, qui

s'était sauvée à Presbourg, et le palatin Bathori convoquèrent, le 9 octobre 1526, une Diète à Comorn pour le 25 du mois suivant. Mais le parti de Zapolya se hâta de mettre à exécution ses propres projets. Il indiqua, le 16 octobre, une Diète à Albe-Royale, laquelle devait commencer le 5 novembre, et procéder à l'élection d'un roi. Cette assemblée fut très-nombreuse, malgré les ordres réitérés de la Reine, qui avait défendu aux États d'y assister. Les ambassadeurs de l'archiduc Ferdinand, qui s'étaient rendus à Albe-Royale pour faire valoir son droit de succession, ne furent admis qu'après que *Jean Zapolya* eut été élu roi, le 10 novembre, et couronné dès le jour suivant. Mais alors Zapolya déclara que, si Ferdinand ne renonçait pas à ses prétentions, il regarderait ce prince comme son ennemi, et défendrait sa couronne contre lui.

La Diète, convoquée à Comorn par la Reine-Douairière et le Palatin, ne put plus avoir lieu, attendu que cette place était dans l'intervalle tombée au pouvoir de Zapolya. L'assemblée qui devait examiner les prétentions de Ferdinand, fut par conséquent tenue à Presbourg. L'archiduchesse *Anne*, soeur unique du dernier roi, avait un droit naturel, et reconnu par les traités, à la succession des royaumes sur lesquels son père et son frère avaient régné. Une longue suite de conventions, conclues par les rois de Hongrie et de Bohème avec les Souverains de l'Autriche, et confirmées à différentes reprises, donnaient à la Maison d'Autriche en général, et dans le cas présent à l'époux d'Anne, l'archiduc Ferdinand, en particulier, les droits les plus fondés sur les couronnes de Hongrie et de Bohème. En *Bohème* cependant les États avaient avant tout réclamé leur ancien droit d'élection. La plupart d'entre eux se montraient si bien disposés pour l'archiduc Ferdinand, que ce prince ne fit aucune difficulté d'acquiescer à ce voeu.

Une petite partie seulement de la Noblesse vota pour Guillaume de Bavière : la majorité élut, le 24 octobre 1526, *Ferdinand d'Autriche roi de Bohême*. Le 13 décembre, ce prince accepta son élévation, confirma aux États la liberté d'élection et les assura de sa protection. Il leur promit aussi de procurer au royaume de Bohême, de la part de la Hongrie, les pays de Moravie et de Silésie, sans que ces provinces fussent rachetées par la somme de 400,000 ducats, pour laquelle elles avaient été engagées. Le 15 décembre 1526, le Roi confirma les priviléges du pays, et promit de maintenir constamment les *Compacts*. Le 30 janvier de l'année suivante, Ferdinand parut sur les frontières de Bohême, et jura, non loin d'Iglau, encore une fois les droits et franchises du royaume de Bohême. Le 14 février 1527, Ferdinand et Anne furent couronnés à Prague. Ensuite le Roi se rendit en Moravie, en Silésie et en Lusace, et reçut l'hommage dans ces provinces. Après son retour à Prague, il fit encore plusieurs arrangements qu'il jugea propres à assurer la tranquillité intérieure du royaume, et retourna ensuite à Vienne.

La Diète de Presbourg déclara, le 26 novembre, l'assemblée illégale d'Albe-Royale invalide, et annulla ainsi tous les actes de cette dernière. Ensuite *Ferdinand d'Autriche* fut proclamé *roi de Hongrie*. Jean Zapolya n'arma point pour défendre sa couronne usurpée ; mais il se reposa sur le dévouement de ses partisans et sur des hasards heureux. En attendant il conclut, en février 1527, avec François I de France, qui avait envoyé un agent à Bude, un traité d'alliance, dans lequel ce monarque promit de lui payer chaque mois un subside de 30,000 couronnes. L'empereur Charles-Quint avait, par une lettre datée de Grenade le 26 novembre 1526, offert sa médiation à Zapolya, qui toutefois s'excusa de l'accepter. Mais

il accueillit d'autant plus favorablement une proposition pareille que lui fit le roi de Pologne, son beau-frère, de la part duquel il pouvait attendre avec assurance une décision partiale en sa faveur. Le roi Ferdinand signa, le 26 mars 1527 à Prague, une trêve jusqu'à la fin du mois de juin. Les plénipotentiaires des deux parties, et les commissaires polonais, destinés pour médiateurs, se réunirent à Olmutz. Mais aucun des deux compétiteurs au trône ne voulut céder dans la chose principale. Ferdinand offrit à Zapolya la possession de la Bosnie avec le titre royal, en échange de la couronne de Hongrie; Zapolya, de son côté, proposa à Ferdinand de renoncer aux 400,000 ducats, pour laquelle somme la Hongrie avait un droit hypothécaire sur la Moravie, la Silésie et la Lusace, si ce prince voulait lui abandonner le trône de Hongrie; en sorte que la conférence fut rompue. Le 20 juin, Ferdinand déclara la guerre à son rival.

Le pape avait déjà excommunié Zapolya. L'armée autrichienne s'était rassemblée dans le Marchfeld, sous le commandement du margrave Casimir de Brandebourg, du comte Nicolas de Salm et du chevalier Catzianer. À la fin de juillet, elle entra à Theben et Tyrnau. Ferdinand lui-même conduisit, le 3 août, un corps de troupes de l'Empire vers Altenbourg. Lorsqu'il passa les frontières de Hongrie, il jura la constitution du royaume, les franchises et les droits des différents états. Zapolya s'enfuit de Bude. Il prit poste près d'Erlau, plus tard près de Tokai, où une troupe de cavaliers volontaires de Pologne se joignit au petit nombre de ses soldats hongrois. Raab, Comorn, Strigonie, se rendirent à Ferdinand qui fit, le 30 août, son entrée dans Bude. Nicolas de Salm battit le corps de Zapolya près de Tokai. L'usurpateur se sauva par Peter-Waradin en Transylvanie. Ses ambassadeurs se rendirent, encore au mois de septembre, en Pologne pour demander

l'entremise du roi Sigismond; d'autres allèrent solliciter à Constantinople l'assistance du sultan.

Le 6 octobre 1527, Ferdinand ouvrit la Diète à Bude. Chaque jour vit croître le nombre des magnats qui reconnaissaient ce prince pour leur roi. Les États confirmèrent son élection, et lui accordèrent des subsides pour combattre ses adversaires. Ils exhortèrent aussi les Transylvains et les Szeklers à abandonner Zapolya. Le 3 novembre, on plaça la couronne de S. Étienne sur la tête de Ferdinand à Albe-Royale, et le lendemain la reine Anne fut également couronnée. Le 5 du même mois, les seigneurs ecclésiastiques et séculiers du royaume prêtèrent au Roi le serment de fidélité. Ferdinand alors se forma une Cour hongroise et fit quelques réformes dans la collation des hautes charges et dignités du pays. Dans les jours suivants, le ban du royaume fut prononcé contre Zapolya, et les États accordèrent de nouveau des sommes notables au Roi.

François I fut à peine arrivé en France, à Bayonne, qu'il déclara ne pouvoir céder la Bourgogne sans le consentement des États généraux du royaume, puisque à son sacre il avait juré de ne jamais rien aliéner de sa couronne. Il montra bientôt qu'il était tout aussi peu incliné à remplir exactement les autres conditions de paix. L'Empereur ne désirait rien tant que de tirer raison de ce manque de foi; mais, comme il connaissait fort bien la jalousie et la méfiance des princes et républiques d'Italie, il résolut de se mettre avant tout en sûreté de ce côté-là, et de prévenir un rapprochement entre les Italiens et le roi de France. Il voulait dissiper les inquiétudes des Italiens sur leur liberté, réintégrer François Sforce dans le duché de Milan et se réconcilier avec le pape Clément VII. En conséquence, Hugues Montada fut envoyé, comme ambassadeur impérial, à Rome pour faire au pontife ces proposi-

tions pacifiques. Mais en même temps le duc de Bourbon arriva, bien pourvu d'argent, dans la haute Italie, et fit tous les préparatifs nécessaires pour mettre l'armée en état de marcher à Rome, en cas que le pape rejetât les offres de l'Empereur. Ces mesures n'avaient pas été prises inutilement; car à l'arrivée de l'ambassadeur impérial, Clément VII avait déjà embrassé la cause de François I. Le pontife avait en premier lieu délié ce prince du serment, par lequel ce monarque avait juré à l'Empereur l'accomplissement des conditions de la paix de Madrid. Ensuite le pape, Venise, Florence et François Sforce conclurent, le 22 mai 1526 à Cognac, une ligue contre l'Empereur, laquelle fut appelée *sainte*, parce que le pape en était le chef. Les confédérés étaient convenus de demander à l'Empereur qu'il rendît la liberté aux deux princes français qu'il retenait comme ôtages, moyennant une rançon raisonnable; qu'il conclût ensuite une paix juste et non forcée avec la France; qu'il restituât le duché de Milan à François Sforce, et rétablît aussi les autres États d'Italie, relativement à leurs pays et à leurs droits, sur le pied où ils se trouvaient avant la guerre. En cas que l'Empereur ne voulût pas consentir à ces demandes, la sainte ligue devait réunir une armée de 30,000 fantassins, de 2500 hommes de grosse cavalerie, et de 3000 hommes de cavalerie légère, puis une flotte de vingt-huit galères, et commencer ses opérations par chasser les Impériaux de la haute Italie. François Sforce devait alors recouvrer le duché de Milan, et le roi de France l'autorité souveraine sur Gênes; après cela les confédérés avaient l'intention de conquérir le royaume de Naples qui devait être remis au souverain pontife, pour en investir un prince italien; en revanche le pape s'obligerait à payer au roi de France un cens annuel de 75,000 florins d'or. Il fut réglé, que la ligue choisirait le roi Henri VIII d'Angleterre pour son protecteur et

conservateur, et qu'elle prierait ce Souverain d'accepter cet emploi. En effet Henri VIII s'engagea par un traité, conclu le 8 août à Hamptoncourt, à s'entremettre auprès de l'Empereur pour l'élargissement des deux fils de France. Le pape, de son côté, nomma par une bulle du 15 août le roi d'Angleterre protecteur de la ligue.

Dès le 23 juin le pape adressa à Charles-Quint une lettre pleine d'injustes reproches. Il menaça ce prince de l'excommunier, et termina son écrit par la déclaration qu'il serait contraint de prendre les armes pour défendre la liberté de l'Italie, qui était en danger. L'Empereur répondit à cet épître par une lettre, datée de Grenade le 17 septembre, dans laquelle il refutait les accusations mal fondées du pape, représentait, au contraire, la propre conduite politique du pontife dans son vrai jour, et s'en rapportait, pour ce qui concernait sa justification, à un concile général. Par un second écrit du 6 octobre, ce monarque somma le Collége des cardinaux de convoquer un tel concile, si le chef de l'Église faisait plus longtemps difficulté d'en indiquer un.

Sitôt que l'Empereur eut connaissance de la coalition formée contre lui, il envoya le vice-roi de Lannoi et le colonel d'Alarçon au roi de France; ces ambassadeurs requirent, dans une audience publique, ce Souverain d'accomplir le traité. Mais les États de la Bourgogne, qui étaient présents, déclarèrent que le roi n'avait pas le droit de séparer leur pays de la France. François offrit alors aux envoyés impériaux deux millions d'écus en échange de la Bourgogne; mais ils rejetèrent, au nom de leur maître, cette proposition.

Suivant le plan d'opération qu'avait prescrit l'Empereur au duc de Bourbon, ce Général devait avant tout réduire les membres les plus faibles de la sainte ligue, et n'attaquer qu'après cette expédition le roi de France, at-

tendu que ce prince, intimidé par les revers qu'il avait éprouvés, faisait cette fois-ci ses préparatifs de guerre avec une lenteur inaccoutumée. Conformément à ces instructions, Charles de Bourbon commença les hostilités contre François Sforce, qui continuait de se défendre dans la citadelle de Milan. La faim et le besoin contraignirent la garnison à rendre le château, le 24 juillet 1526. François Sforce s'était encore auparavant échappé à Lodi. Bourbon prit alors possession des villes que l'Empereur voulait lui donner en fief. Sur ces entrefaites, les troupes pontificales, qui avaient pour chef Guy Rangone, et celles de Florence, commandées par Vitelli, s'étaient réunies avec le corps vénitien, sous les ordres du duc d'Urbino. Cette armée coalisée consistait en 20,000 hommes d'infanterie et une nombreuse et excellente cavalerie, et était par conséquent supérieure du double à toute la force impériale en Lombardie. Le duc d'Urbino, ayant été encore renforcé par 5000 Suisses, s'était rapproché de Milan pour dégager la citadelle de cette ville; mais ayant appris la chûte de ce château, il alla assiéger Crémone qui se rendit le 22 août. Peu de jours après, les flottes réunies de France, du pape et de Venise commencèrent le siége de Gènes.

L'ambassadeur impérial à Rome, Hugues de Moncada, avait sur ces entrefaites gagné la puissante famille de Colonna, ennemie du pape et des Médicéens, alliés au pontife, pour le parti de l'Empereur. Il continua cependant les négociations entamées avec le Cabinet pontifical. Le 22 août, Clément VII avait fait une convention avec les Colonna et licencié d'abord après les soudoyers rassemblés dans Rome, lorsque le cardinal Pompée Colonna, à la tête de 8000 hommes, parut, le 29 septembre, soudainement devant les portes de Rome. Il pénétra dans la ville sans éprouver de résistance, dispersa

la garde pontificale et fit piller le Vatican, l'église de S. Pierre et les maisons des Médicéens. Le pape s'était sauvé au château de Saint-Ange, où il fut étroitement bloqué. Il se vit enfin forcé par la disette croissante de vivres à conclure, sous la médiation de Hugues de Moncada, une transaction avec le cardinal Colonna. Clément promit de pardonner à la famille de Colonna tout ce qui venait de se passer, de suspendre pendant quatre mois les hostilités contre l'Empereur et de rappeler aussi ses troupes de l'armée confédérée, ainsi que ses vaisseaux de la flotte combinée.

L'armée des confédérés dans la haute Italie avait été affaiblie par cet événement. Cependant le margrave de Saluce lui amena, dans les premiers jours d'octobre, 500 lances françaises et 4000 fantassins. En revanche, le duc de Bourbon fut également renforcé par 14,000 soudoyers allemands qu'avait enrôlés Georges de Freundsberg, et par 500 cavaliers autrichiens. Ce dernier Général fut, il est vrai, inquiété dans sa marche par l'armée du duc d'Urbino, qui lui était fort supérieure en nombre, et se trouvait toujours postée près de Crémone; mais Jean de Médicis, qui commandait sous lui, ayant été mortellement blessé dans une escarmouche, le 24 novembre, le duc cessa de poursuivre les Allemands, et le sénat lui défendit de franchir le Pô. Freundsberg passa par conséquent, le 28 novembre, ce fleuve sans obstacle, marcha sur la rive droite par le territoire de Modène, de Reggio, de Parme et de Plaisance, et alla cantonner sur les bords de la Nura et de la Trebbia. Le duc de Bourbon, à la fin de l'année 1526, manqua d'argent pour payer sa nombreuse armée, et même pour se procurer les provisions nécessaires à la subsistance de ses troupes. Les soldats espagnols et allemands, poussés à l'extrémité par le besoin, se répandaient en plaintes et commençaient même à se mu-

tiser. Le duc, alarmé de ces symptômes de revolte qui menaçaient d'arracher à l'Empereur les fruits de la victoire de Pavie, prit le parti de conduire son armée dans l'État ecclésiastique et jusqu'à Rome même, afin d'exiger du pape, comme auteur de cette guerre et de toute la misère qui en était résultée, l'argent nécessaire pour la solde et l'entretien des troupes impériales. Il confia la garde du duché de Milan à Antoine de Leve et se mit, le 20 janvier 1527, en marche avec les troupes dont on pouvait se passer pour le moment en Lombardie, vers les États de l'Église. Il passa le Pô, et se réunit avec le général autrichien Freundsberg sur les bords du Taro. Ces deux chefs comptaient alors 500 gendarmes, 1000 chevaux-légers, 14,000 fantassins allemands, 5000 espagnols et 2000 italiens, sous leurs drapeaux. Le duc de Ferrare se déclara pour l'Empereur et soutint le duc de Bourbon par une somme d'argent. Ce faible secours décompté, l'armée impériale manquait d'argent, de magasins, de chariots de vivres, d'artillerie et de toutes les nécessités indispensables pour l'entreprise projetée. L'armée des alliés se trouvait postée derrière le Pô et fit échouer la prise de Plaisance dont Bourbon tenta de se rendre maître. Le duc, qui était parti, le 23 février, de San Domino, marcha vers Boulogne et mit, au mois de mars, ses troupes en cantonnement entre cette ville et Ferrare.

Le pape Clément VII, vivement alarmé de l'approche de l'armée impériale, s'empressa de conclure, le 15 mars, une trêve de huit mois avec le comte de Lannoy, vice-roi de Naples. Il promit de payer 60,000 ducats pour contenter les troupes impériales, comme aussi de rétablir la famille de Colonna dans ses honneurs, charges et possessions. Le vice-roi s'obligea en retour à se rendre à Rome et à arrêter la marche du duc de Bourbon sur cette capitale. Mais le duc rejeta la trêve et n'écouta

point les représentations du comte de Lannoy. D'ailleurs il ne pouvait plus retenir l'armée, qui était également portée par le besoin pressant à l'indiscipline, aux excès, et enflammée par l'espoir d'un grand butin. Par conséquent le duc se remit, vers le milieu d'avril, en chemin par les Apennins vers la Toscane, où il menaça inutilement Florence, et sans se laisser arrêter par les foudres que le pape lança sur lui et son armée, il marcha par Sienne, Viterbe et Moncigliano vers le Tibre. L'armée impériale s'accrut en route par le corps de cavalerie du prince Philibert d'Orange, par les corps francs italiens de Maramaldo, de Sciarra Colonna, de Louis Gonzague et par les nombreux transfuges des troupes alliées, à 40,000 hommes. Dès le 5 mai, les Impériaux se déployèrent dans la plaine de Rome, qui n'était défendue que par des soudoyers ramassés dans le voisinage et le peuple de la capitale. Le duc de Bourbon fit sommer la ville, et ayant reçu un refus, il conduisit, le 6 mai 1527 au matin, à la faveur d'un brouillard épais, l'armée à l'assaut. Le duc lui-même appuya la première échelle contre le mur, y monta, mais fut tué d'un coup d'arquebuse au moment qu'il excitait ses soldats à suivre son exemple. Le prince d'Orange prit aussitôt le commandement de l'armée, qui avec une fureur, redoublée par la perte de son vaillant chef, continua l'assaut. Le combat fut opiniâtre, et les Impériaux perdirent près de mille hommes avant de pouvoir pénétrer dans la ville. Mais alors cette belle capitale fut aussi livrée à la cruauté et à l'avidité d'une soldatesque effrénée. Sept à huit mille Romains qui avaient pris les armes, furent hachés par les vainqueurs échauffés. Le pillage et le saccagement de Rome furent continués sans interruption pendant plusieurs semaines. Le prince d'Orange n'avait pas assez d'autorité pour tenir les troupes en bride.

Le pape Clément VII, qui s'était sauvé au château

de S. Ange, y fut assiégé. L'armée principale des alliés, sous les ordres du duc d'Urbino et du margrave de Saluce, arriva vers le milieu du même mois à Oviéto. Mais, au lieu de marcher rapidement sur Rome, les chefs délibérèrent durant cinquante jours sur le moyen à employer pour ouvrir au pape un chemin hors de la forteresse où il se trouvait renfermé. Mais par haine contre le pontife et la Maison de Médicis, le duc d'Urbino fit échouer toute assistance effective, et se retira même, le 1 juin, avec l'armée à Monte Erosi; en sorte que le pontife, réduit à l'extrémité par l'épuisement des vivres, fut forcé à conclure un fort dur accommodement avec Hugues de Moncada et le marquis del Vasto. Clément VII s'engagea à payer en certaines termes 400,000 ducats pour satisfaire les troupes impériales, et à demeurer avec les treize cardinaux qui l'accompagnaient dans le château de S. Ange jusqu'à ce que les premiers 150,000 ducats eussent été comptés; après cela il devait se rendre à Naples ou à Gaëte, et y attendre ce que l'Empereur déciderait ultérieurement à son égard. Le pape fut en outre obligé de remettre, pour garantie de l'accomplissement du traité, les villes d'Ostie, de Civita vecchia, de Civita castellana, de Modène, de Parme et de Plaisance aux troupes impériales, et de donner aussi plusieurs ôtages. Le colonel d'Alarçon fut chargé de garder le pape au château de S. Ange. Comme les remises d'argent furent fort retardées, et que la plupart des villes mentionnées ci-dessus refusèrent d'admettre des garnisons impériales, le pape Clément fut retenu pendant six mois dans le château de S. Ange.

La prise et le sac de la capitale du monde chrétien, et surtout la captivité du chef de l'Église, causa une sensation inexprimable en Europe. Les Catholiques en furent tout consternés, tandis que les Protestants attendaient de cet événement les suites les plus avantageuses pour leur

cause. L'Empereur déclara, qu'il n'avait rien su de l'entreprise de Bourbon contre Rome, et qu'elle avait eu lieu contre son intention; mais il y ajouta qu'il espérait que le malheur du pontife romain avancerait le rétablissement de la tranquillité générale. Cependant, comme Henri VIII d'Angleterre et François I de France avaient déjà conclu dans les mois d'avril et de mai 1527 une alliance offensive contre l'Empereur, et que ces deux Souverains confirmèrent cette union à Amiens, le 8 août de la même année, Charles-Quint envoya au prince d'Orange l'ordre d'élargir le pape, dès qu'il aurait remis l'argent nécessaire pour payer la solde arriérée des troupes. Les Florentins n'eurent pas plutôt appris la captivité du pape, qu'il chassèrent leur gouverneur, le cardinal de Cortona, de la ville (17 mai), bannirent les Médicis, et se constituèrent de nouveau en République. Les Vénitiens s'emparèrent de Ravenne et de Cervia, sous prétexte qu'ils voulaient garder ces villes pour le souverain pontife. Le duc de Ferrare prit Modène, et Sigismond Malatesta se rendit maître de Rimini.

Au mois d'août 1527, François I envoya une armée d'environ 30,000 hommes, sous le maréchal Lautrec, au delà des Alpes. Ce Général, soutenu par l'amiral Doria, fit la conquête de Gènes, et y établit Théodore Trivulce en qualité de gouverneur royal. Après avoir soumis Alexandrie et emporté Pavie d'assaut (1 octobre), il se dirigea vers la basse Italie pour effectuer la délivrance du pape. Le 7 décembre, on renouvela à Mantoue la sainte ligue dans laquelle, outre les républiques de Florence et de Venise, les ducs de Ferrare et de Mantoue, furent aussi compris le pape, les rois de France et d'Angleterre, et le duc de Milan. Les troupes impériales à Rome avaient jusque-là obstinément refusé de quitter cette capitale tant qu'elles n'auraient pas reçu leur solde arriérée.

endant intimidés par l'ordre impérial précité, non moins par l'approche des Français, les soldats impériaux rnèrent à l'obéissance de leurs chefs. Le prince d'O-e conclut, le 26 novembre 1527, deux traités avec ape Clément VII. Par le premier, le pontife promit convoquer un concile général et de laisser, pour ga-ntir l'accomplissement de cette promesse, les villes et âteaux d'Ostie, de Civita vecchia, de Civita castellana t de Forli, entre les mains de l'Empereur. La ville de Rome devait être évacuée sur-le-champ par les Impériaux. Le prince d'Orange s'obligea aussi à quitter les autres États de l'Église, du moment que l'armée des alliés s'en erait également éloignée. Dans le second traité le pape 'engagea à faire compter en certaines termes 368,144 ½ uronnes pour la solde arriérée de l'armée impériale. Le emier prorata ayant été effectivement payé, le château S. Ange fut remis aux troupes pontificales; le pape vait être relâché le 7 décembre, et partir pour Oviéto. ais par défiance Clément s'enfuit, dès la nuit précédente, crètement et déguisé, de la capitale. Cette fuite causa lendemain une grande émeute parmi les troupes impé-ales; comme en outre on ne les payait pas au terme ipulé, elles refusèrent de nouveau d'évacuer la ville. es Impériaux restèrent effectivement dans Rome jusqu'au ois de février 1528, et se vengèrent, par une oppres-on redoublée des malheureux habitants du peu d'exacti-de du pape à remplir ses engagements.

Sur ces entrefaites, les ambassadeurs de France et Angleterre avaient eu une entrevue à Valence avec l'em-reur Charles-Quint. Ce monarque, désirant rendre la ix à l'Europe, se montra prêt à recevoir, en échange la Bourgogne, les deux millions que François I i-même avait déjà offerts, comme aussi à relâcher s deux princes français, sitôt que le maréchal Lautrec

aurait évacué Gènes et Asti, et quitté avec son armée l'Italie. Mais François I était tellement encouragé par son alliance avec l'Angleterre et les succès de Lautrec, qu'il rejeta les conditions proposées par l'Empereur; en sorte que les négociations furent rompues; et le 22 janvier 1528, des hérauts français et anglais déclarèrent à Burgos la guerre à l'Empereur.

Dès le 16 février de la même année, le maréchal Lautrec, à la tête d'une armée de 40,000 hommes, franchit les frontières du royaume de Naples et s'avança par l'Abruzze. Les restes de l'armée impériale, réduite par des maladies à 13,000 hommes, évacuèrent enfin la ville de Rome, pour couvrir Naples. Pendant sa marche le prince d'Orange évita sagement tout combat et arriva avec ses troupes heureusement dans cette capitale. Pendant ce temps-là, Lautrec avait conquis toutes les places dans l'Abbruzze, en Apulie et dans la Terra di Lavoro, à la réserve de Naples et de Gaète. Il parut, le 29 avril, devant les murs de Naples, assit son camp près de Poggio, bloqua étroitement la place, et voulut la réduire par la faim; la force de la garnison l'empêchant d'en faire le siège en règle. André Doria fit en même temps fermer par une flotte de galères, sous son neveu Philippe Doria, le port de Naples, par où les transports sur la mer étaient coupés à la ville. Le vice-roi Hugues de Moncada, qui avait remplacé Charles de Lannoy († au mois d'août 1527) dans cette dignité, attaqua, le 28 mai, avec une escadre impériale la flotte génoise au cap d'Orco dans le golfe de Salerne; mais il perdit la bataille et la vie. Le marquis del Vasto et plusieurs officiers impériaux de distinction tombèrent entre les mains des Génois. Ce fut sans doute un grand malheur, qui toutefois procura à la Maison impériale des avantages qu'elle n'aurait pas eus sans lui. Le marquis del Vasto, qui ne perdait jamais de vue

les intérêts de son prince et de son pays, trouva dans la captivité l'occasion de se concilier, ainsi qu'à l'Empereur, son maître, l'amitié si importante d'*André Doria*. Cet habile et vaillant amiral était aigri au suprême degré du traitement indigne que lui et sa patrie avaient à souffrir de la part de la Cour de France. François I avait laissé entrevoir l'intention de transporter le commerce de Gènes à Savone. Indépendamment de cela, il voulait remplacer l'amiral patriote Doria, qu'il redoutait, par l'amiral Barbesieux dans le commandement de la flotte, et le faire arrêter. En conséquence, le marquis del Vasto vint facilement à bout de conclure avec André Doria un traité, qui assurait à Gènes la liberté sous la protection de l'Empereur, et promettait de soumettre de nouveau Savone à la domination génoise. André Doria se déclara alors contre le roi de France, et fit voile avec sa flotte vers Naples, pour apporter à la ville les vivres dont elle avait tant besoin.

Cependant le roi de France s'était bientôt convaincu, qu'il n'avait que de très-faibles secours à attendre de tous ses alliés. Le pape négociait en secret avec l'Empereur. Les Vénitiens étaient jaloux des progrès des armes françaises et sans se mettre en peine de les soutenir ultérieurement, ils s'occupaient de la conquête de quelques villes sur la côte napolitaine. Le roi d'Angleterre se voyait empêché par le mécontentement que causait à la nation l'alliance française, de prendre une part bien active à la guerre, et conclut, le 15 juin à Hamptoncourt, avec l'archiduchesse Marguerite, régente des Pays-Bas, une trêve de huit mois, qui fut confirmée par le traité, signé le 28 juillet à Malines. En Italie, la fortune avait aussi entièrement abandonné les Français.

L'armée, qui assiégeait Naples, fut anéantie avec son chef, le maréchal de Lautrec, par la peste. Le reste,

qui montait à peine à 8000 hommes, se retira à Aversa, où le prince d'Orange enveloppa les Français et les força à capituler. Le commandant en chef, margrave de Saluce, et les autres chefs supérieurs furent faits prisonniers de guerre. Les troupes durent déposer les enseignes, les armes et bagages, et furent ensuite congédiées. Le margrave mourut à Naples des suites de ses blessures. André Doria fit voile de Naples vers Gènes, pour délivrer aussi sa ville natale. Sitôt que la flotte parut, le 22 septembre, devant le port, les bourgeois ouvrirent les portes. Le gouverneur Trivulce s'enfuit avec la garnison française dans la citadelle; mais il capitula dès le 21 octobre, faute de vivres. Les Génois conquirent alors Savone, qui fut obligée de reconnaître leur domination. Il n'aurait alors tenu qu'à Doria de s'emparer du gouvernement; mais satisfait d'avoir mérité le titre de sauveur de son pays, il rendit toute l'autorité au sénat. En Lombardie, les Français n'étaient pas moins malheureux. Le duc Henri de Brunswick le jeune était arrivé, le 10 mai, de Trente avec 10,000 lansquenets, qu'en partie l'Empereur, et en partie le roi Ferdinand avaient fait enrôler dans la haute Italie. Il assiégea Lodi et traita le pays avec la plus grande dureté. Mais le 13 juin, ses troupes se révoltèrent parce qu'ils ne recevaient point de payement. Une partie prit service dans le corps du général de Leve. Le plus grand nombre se dispersa et repassa en toute hâte les Alpes. Alors le général de Leve commença ses opérations par une attaque subite sur Pavie, qu'il emporta d'emblée et dont la garnison française fut passée au fil de l'épée.

Pour sauver l'armée de Lautrec qui faisait encore en ce temps-là le siège de Naples, François I envoya, vers le milieu du mois de juillet, le comte de Saint-Pol avec un corps de troupes fraiches de 500 gendarmes, de 500 chevaux-légers, de 6000 fantassins français et de 4000

lansquenets, au delà des Alpes. Ce Général assiégea, conjointement avec le duc d'Urbino, la ville de Pavie; mais les Impériaux la défendirent avec tant de fermeté et de courage, que ce ne fut que vers la fin de la campagne qu'il vint à bout de prendre la place par assaut; en sorte qu'il ne put empêcher la destruction de l'armée de Naples. Dans la campagne suivante, au commencement de mai 1529, Saint-Pol marcha, concurremment avec les ducs de Milan et d'Urbino, sur Martignano, et investit la ville de Milan. Mais la concentration des troupes impériales, sous Antoine de Leve, causa au Général français de si grandes inquiétudes qu'il renonça, au mois de juillet, à ce blocus. L'armée alliée se divisa. Urbino conduisit les Vénitiens à Cassano sur les bords de l'Adda; Sforce marcha avec les Milanais au Tésin vers Pavie, et Saint-Pol se dirigea avec les Français vers Lambro morto. Ce dernier avait formé le plan d'entreprendre une attaque sur Gènes. Mais il fut atteint, le 21 juillet, près de Landriano par de Leve, qui le vainquit et fit prisonnier avec tous ses Généraux. Les débris de l'armée française se dissipèrent, et reprirent à la hâte le chemin de leur pays.

Tous les partis désiraient la fin de cette longue guerre. Sur l'assurance qu'on donna au pape Clément VII, que l'Empereur aiderait l'Église à recouvrer les pays qu'elle avait perdus, et ferait réintégrer la famille de Médicis dans la possession de Florence, le pontife fit, le 29 juin 1529, la paix avec Charles-Quint. Ce monarque consentit à rendre Milan à François Sforce, en cas que ce prince ne fût pas trouvé coupable de trahison. Le pape promit à l'Empereur de lui donner l'investiture de Naples, de se contenter, à la place du cens féodal, de la remise annuelle d'une haquenée blanche, d'abandonner à Charles-Quint la nomination à vingt-quatre évêchés napolitains, et de le couronner empereur, dès que le calme serait rétabli. Il fut

aussi réglé, que Charles et le roi Ferdinand auraient la faculté d'employer le quart des revenus ecclésiastiques de leurs pays aux dépenses de l'État, et à la défense contre les Turcs et les Français. En retour, ces deux potentats s'engagèrent à faire rentrer, de gré ou par force, les novateurs apostats dans le sein de l'Église catholique. L'accession à ce traité devait être permise aux Vénitiens, sitôt qu'ils auraient restitué toutes les places dont ils s'étaient emparés dans l'État ecclésiastique et le royaume de Naples.

Comme François I se trouvait de cette manière abandonné de ses principaux alliés, et que Charles-Quint, de son côté, avait lieu de craindre qu'il ne se vît bientôt obligé de faire passer ses plus grandes forces tant en Allemagne, pour empêcher les troubles dont elle était menacée, qu'en Hongrie pour s'opposer aux Turcs qui étaient sur le point d'engloutir ce pays, ces princes se déterminèrent enfin à mettre un terme à leur longue querelle. Ils convinrent qu'on s'assemblerait à Cambrai pour travailler à une paix générale. Les plénipotentiaires furent la mère du roi de France, Louise de Savoye, et la tante de l'Empereur, Marguerite d'Autriche, gouvernante des Pays-Bas; et ces deux princesses, après trois semaines de conférence, conclurent, le 5 août 1529, un traité connu dans l'Histoire sous le nom de *Paix des Dames*, dont les principaux articles furent: que le roi payerait à l'Empereur deux millions d'écus d'or, pour la rançon de ses enfants; qu'il rendrait la ville et le château d'Hesdin; qu'il renoncerait à la suzeraineté de la Flandre et de l'Artois; qu'il ferait évacuer dans le terme de six semaines le comté d'Asti, et toutes les places qu'occupaient peut-être encore alors ses troupes dans le Milanais et le royaume de Naples, et se désisterait pour jamais de toutes ses prétentions sur Milan, Naples et Gènes; que les héritiers du duc de

Bourbon, comme aussi le prince Philippe d'Orange, seraient rétablis dans les biens qu'ils possédaient en France; que le roi payerait à l'Empereur un subside de 300,000 écus, pour le voyage qu'il se proposait de faire en Italie, et lui prêterait douze galères et huit autres vaisseaux pour six mois; enfin que François I épouserait *Éléonore* de Portugal, soeur de l'Empereur, avec laquelle il était fiancé depuis plus de trois ans, et qu'il recevrait le payement de la dot de 200,000 écus. Le pape et le duc de Savoye furent compris dans ce traité; mais on ne stipula rien pour les autres confédérés d'Italie, qui furent abandonnés à la discrétion de l'Empereur. Le même jour, on signa, également à Cambrai, un traité de paix particulier entre l'Empereur et le roi d'Angleterre. Quatre mois plus tard, sur les bords de la Bidassao, au même endroit où François I avait été rendu à la liberté, la royale fiancée et les deux princes furent remis aux commissaires français. Dans l'abbaye de Veien se fit la cérémonie du mariage, à laquelle succéda l'entrée solennelle à Bordeaux. Bientôt après, Éléonore fut couronnée reine de France dans l'église de Saint-Denis.

Les troubles de religion en Allemagne avaient déjà pris pendant ce temps-là un caractère fort sérieux. Le bruit qui se répandit, que le roi Ferdinand et les Souverains catholiques avaient, au mois de mai 1527, conclu à Breslau une union secrète pour arrêter de vive force les progrès du Luthéranisme, alarma tellement les princes attachés à cette doctrine que, dès le 9 mars 1528, l'électeur Jean de Saxe et le landgrave Philippe de Hesse se liguèrent, à Weimar, pour leur défense réciproque. Quoique la fausseté de cette nouvelle, qu'avait controuvée et répandue le docteur Pock, conseiller du duc Georges de Saxe, vînt alors au jour, le landgrave de Hesse ne déposa cependant les armes qu'il avait déjà prises contre

l'électeur de Mayence et les évêques de Bamberg et de Wurzbourg, qu'après que ces prélats lui eurent payé la somme de 100,000 florins pour le dédommager de ses préparatifs de guerre.

Le repos des Pays-Bas continuait d'être troublé par Charles d'Egmont qui, toujours protégé en secret par la France, résistait à Charles-Quint, à qui rien n'avait résisté ailleurs. Ce monarque s'accorda enfin avec lui. Par le traité conclu à Gorkum, le 5 octobre 1528, Egmont renonça à l'alliance française, et reçut de l'Empereur l'investiture du duché de Gueldre et du comté de Zutphen. Le droit de succession dans ces pays fut assuré à l'Empereur et à ses descendants, après l'extinction des héritiers mâles et femelles du duc. Le 21 octobre 1528, l'évêque d'Utrecht, Henri, comte palatin du Rhin, céda sa souveraineté temporelle sur cette ville et le territoire appartenant à l'évêché, puis sur le pays d'Over-Yssel, à l'Empereur, comme duc de Brabant et comte de Hollande. Le 30 novembre 1530, mourut l'archiduchesse *Marguerite*, gouvernante des Pays-Bas. L'Empereur confia, en juillet 1531 à Bruxelles, cette charge importante à sa soeur, la reine douairière *Marie de Hongrie* qui prit, au mois d'octobre de la même année, les rênes du gouvernement de ces provinces.

J'ai rapporté plus haut que Jean Zapolya, à l'apparition du roi Ferdinand avec son armée en Hongrie, s'était enfui de Bude en Transylvanie. Mais ce pays s'étant déclaré pour Ferdinand, Zapolya se vit obligé de quitter sa vayvodie. Il trouva un refuge à Homona, dans le comitat de Zemplin. Pendant son séjour dans cette ville, il négocia avec le roi de Pologne et le sultan, pour obtenir leur appui contre Ferdinand. Sur les fortes recommandations de la France et de Venise, et surtout par l'entremise de Louis Gritti, agent diplômatique de

cette dernière Puissance près la Porte-Ottomane, Jean vint à bout de conclure, le 29 février 1528 à Constantinople, une alliance avec Soliman II. Le sultan, dont l'ambition était flattée par la perspective d'écarter un ennemi dangereux, et d'acquérir un vassal fidèle et soumis à ses ordres, céda à Jean Zapolya le royaume de Hongrie qu'il regardait comme un pays conquis, parce qu'il l'avait parcouru en dévastateur (1526), et lui promit son assistance contre le roi Ferdinand. Jerôme Laski, Noble polonais, vayvode de Siradie, qui avait négocié cette alliance, devait faire avec une armée formée de Turcs, Valaques, Moldaves et Tatars, la conquête de la Transylvanie, tandis que Zapolya s'avancerait précipitamment avec le corps de troupes qu'il avait rassemblé à Homona. À Bukarest le 10 avril 1528, Laski déclara formellement la guerre au roi Ferdinand.

Ce prince avait été averti assez à temps de toutes les intrigues de Zapolya, pour se mettre en état de les déjouer. Au mois de janvier 1528, ses ambassadeurs avaient déjà obtenu du roi de Pologne la promesse, qu'il resterait neutre dans la guerre où la Hongrie allait être engagée. La Diète, ouverte le 22 janvier à Bude, prit les mesures les plus énergiques pour mettre une armée en campagne. Il en était plus que temps; car les Turcs avaient déjà conquis Jaicza et la plus grande partie de la Bosnie, comme aussi Udbina, Licca et Corbavia en Croatie. Au commencement du mois de mars, le Roi partit pour la Bohème, afin de se procurer aussi des troupes dans ce royaume et les provinces qui en dépendaient, attendu que les forces de la Hongrie seules n'étaient pas suffisantes, pour résister aux attaques qui menaçaient de plusieurs côtés ce royaume. Zapolya s'était répandu, au mois de mai, dans la haute Hongrie. Jean Katzianer le battit complètement près de Szina, non loin de Cassovie,

et l'usurpateur s'enfuit à Tarnow en Pologne. Laski alors renonça à l'irruption qu'il s'était proposé de faire en Transylvanie, et les Turcs ne songèrent plus à envahir, cette année, la Hongrie. Le général Katzianer réduisit beaucoup de partisans de Zapolya, et fit la conquête de Trentschin. Le roi de Pologne assurait encore toujours sa neutralité, bien qu'il permît à Zapolya le séjour dans ses États et l'enrôlement de troupes sur le territoire polonais. Mais le pape Clément VII promit, le 30 août 1528, à Zapolya qu'il avait excommunié, deux ans auparavant, le soutien de la ligue italienne.

Le 25 novembre 1528, les rebelles de la haute Hongrie remportèrent, dans le voisinage de Saros-Patak, des avantages sur Étienne Revai, général du roi Ferdinand. Immédiatement après, Zapolya entra avec 4000 hommes en Hongrie. Comme les États, assemblés en octobre à Presbourg, ne pouvaient fournir ni troupes, ni argent en quantité suffisante, Ferdinand quitta la Hongrie, pour se procurer dans les pays autrichiens et auprès de la Diète, convoquée le 15 mai 1529 à Spire, les secours nécessaires. Katzianer, laissé sans appui, ne pouvait rien entreprendre avec son faible corps d'armée dans la Hongrie supérieure. En Croatie, les partisans de Zapolya relevèrent la tête. Le vayvode Pierre de Moldavie pénétra en Transylvanie, vainquit, le 22 juin 1529, les troupes royales près de Marienbourg, et conquit Cronstadt et Bistritz. Au mois de juillet, l'armée de Soliman parut sur les frontières de la Hongrie. La sainte couronne tomba entre les mains des Zapolyens, et fut portée au camp turc. La Diète de Spire avait accordé un secours de 10,000 hommes à pied et de 4000 cavaliers, toutefois en argent seulement. Mais la lenteur que mirent, comme toujours, les États à fournir leurs contingents, fut cause qu'une petite partie des troupes enrôlées n'arriva en Hongrie que lors-

que ce pays se trouvait déjà dans un danger imminent. La garnison de Bude fut renforcée par 1000 hommes de ces troupes, et on en fit passer une partie à Vienne. Le roi Ferdinand fit, le 28 août à Linz, un appel à tous les Chrétiens, pour les engager à le secourir dans la lutte décisive qu'il allait avoir à soutenir contre les Mahométans. Ce Souverain se rendit plus tard à Prague, pour y attendre les autres troupes que devait lui fournir l'Empire. Vers la fin du moi d'août, les Turcs commencèrent le siège de Bude. Thomas Nadasdy, qui commandait dans cette ville, avait fait toutes les dispositions pour défendre vigoureusement la place; mais les troupes de l'Empire, qui faisaient partie de la garnison, se révoltèrent, livrèrent leur commandant à l'ennemi et rendirent la ville par capitulation. Le sultan laissa sortir la garnison de Bude, conformément à la convention; mais elle fit pour la plus grande partie hachée par les Turcs, et reçut ainsi le prix que méritaient sa lâcheté et sa trahison. Soliman II continua sa marche triomphante jusqu'aux portes de *Vienne*. Strigonie, Raab, Altenbourg et Visségrade tombèrent au pouvoir des Ottomans qui renouvelèrent, comme prétendus alliés de la Hongrie, tous les ravages qu'ils y avaient faits, comme ennemis. La ville de Bruck-sur-la-Leitha ayant été sommée, le commandant répondit qu'il ne prendrait une résolution qu'après que le sort de Vienne aurait été décidé. Neustadt se défendit courageusement, et repoussa avec la plus grande vigueur toutes les attaques de l'ennemi.

Le 21 septembre 1529, les troupes légères du sultan se déployèrent dans la plaine devant Vienne, qui se vit bientôt investie par les bandes ottomanes. Mais le vainqueur de Rhodes échoua devant la capitale de l'Autriche, et ne parut sous ses murs que pour donner aux assiégés le spectacle d'un camp magnifique. Les pavillons

du sultan et de ses officiers étalaient tout le luxe de l'Asie, et les tentes des soldats, rangées avec ordre, couvraient une étendue de quatre lieues, et offraient un aspect aussi pompeux que terrible. Dans la ville se trouvaient le comte palatin Philippe, les généraux Nicolas de Salm et Guillaume de Roggendorf avec 20000 hommes d'infanterie et 2000 chevaux. Cette armée était composée de quelques troupes de l'Empire, d'un corps espagnol et de troupes autrichiennes, styriennes, carinthiennes, bohêmes et moraves. Le 27 septembre, les Turcs commencèrent l'attaque de la place avec toute la furie et persévérance qui leur étaient encore propres dans ce temps-là. Pendant les vingt-quatre jours que dura le siège, ils continuèrent à travailler aux mines avec une activité infatigable. Ils entreprirent aussi dix-neuf assauts. Mais le courage invincible de la garnison, les talents militaires des Généraux, le dévouement et la valeur de la Noblesse *), et la fidélité des habitants, qui s'étaient également armés pour la défense de la ville, rendirent vains tous les efforts de l'ennemi. Le comte palatin Frédéric, commandant en chef de l'armée de l'Empire, eut à peine rassemblé quelques troupes qu'il s'avança jusqu'à Crems. Mais la faiblesse de son corps d'armée, qui n'excédait point 8500 hommes, le mettait hors d'état de faire aucun mouvement pour soutenir la capitale, et il se vit obligé d'être témoin passif de l'horrible désolation dans le pays. Cependant le siège de Vienne continuait avec la plus grande vigueur. Les assiégés se signalèrent par des prodiges de bravoure. L'artillerie jouait de part et d'autre avec un fracas affreux. À chaque assaut, de rangs entiers de Turcs étaient

*) Parmi cette Noblesse il s'en trouvait plusieurs dont les familles existent encore, tels que *Auersperg*, [illegible], *Harrach*, *Khevenhüller*, *Kolowrath*, *Lamberg*, *Liechtenstein*, [illegible], *Puchheim*, *Rosenberg*, [illegible], *Schwarzenberg*, *Starhemberg*, *Trautmansdorf*, *Wildenstein* et autres.

versés. Soliman vit tomber le pacha de Natolie et
mbla pour lui-même. D'ailleurs la saison commençait
evenir si rigoureuse, que les soldats avaient peine à
ir plus longtemps la campagne et qu'on en trouvait
ıque jour morts de froid. Enfin, désespérant du succès de
te entreprise, le sultan leva, le 16 octobre, le siège
ıdant lequel son armée avait été diminuée de 40,000 hom-
s par les combats et les contagions. Les assiégés n'a-
ent perdu, à ce qu'on prétend, que 1500 hommes; mais
sque deux tiers de la population des plaines de la basse
ıtriche avaient été en partie massacrés, et en partie traî-
s en esclavage. Une forte colonne de l'armée ottomane
retira par la Styrie, brûla en passant plusieurs en-
ıits, et assaillit trois fois en vain la ville de Marbourg.
corps de troupes turques fut défait par le général Si-
mond de Weichselbourg dans la plaine de Leibnitz, et
ssa 2000 morts sur la place. À son arrivée à Bude,
sultan Soliman déclara Jean Zapolya, qui était resté
ec 3000 hommes dans cette ville, roi de Hongrie, et
assura en cas de besoin son assistance contre Ferdi-
ıd; mais il emmena aussi captifs 50,000 Hongrois qui
aient été pris, à ce qu'on disait, dans les terres des
rtisans de Ferdinand. La fin de l'année 1529 fut mar-
ɞe par plusieurs avantages qu'obtinrent les troupes roy-
s sur les Ottomans. Altenbourg, Trentschin, Erlau
Cassovie furent conquis. En Transylvanie les bour-
ɔis de Cronstadt avaient chassé la garnison zapolyenne et
evé par cet exemple le courage de la garnison d'Herman-
dt, qui était demeurée fidèle à son Souverain. Tout le
ɣs des Saxons se leva contre l'usurpateur. Le pape
ément VII fulmina une bulle d'excommunication sur Za-
lya et ses adhérents, pour avoir attiré les Mahométans
ns les pays chrétiens. La guerre en Hongrie, en Tran-
ıvanie et en Croatie se borna, l'année suivante (1530),

à de nombreux petits combats et escarmouches, qui n'aboutirent qu'à ruiner encore davantage ces pays. Sur l'invitation de Zapolya, le pacha de Semendria traversa, au mois d'août, avec 25,000 hommes la Hongrie, afin de faire, par le ravage de la Moravie, une diversion au roi Ferdinand. Mais le pacha, n'ayant pu franchir la Waag dont on avait enlevé tous les ponts, retourna sur ses pas, dévasta en passant la Hongrie même, et emmena de nouveau 70,000 captifs. Au mois d'octobre, Guillaume de Roggendorf marcha avec 10,000 hommes sur Bude, et ayant été renforcé par quelques troupes des comitats qui étaient restés fidèles au Roi, il assiégea Zapolya dans cette ville. Le siége fut commencé avec un zéle fort actif. Mais deux assauts manqués, la rigueur de la saison, les maladies qui régnaient parmi les troupes, et la proximité de l'armée ottomane qui se rassemblait près de Cinq-Églises pour venir au secours de Bude, contraignirent Roggendorf à renoncer à son entreprise (19 décembre), et à se retirer à Strigonie.

En Bohème, le Roi avait convoqué en automne une Diète, dans la vue d'arrêter les progrès des dogmes luthériens. Les prédicateurs les plus obstinés de la doctrine nouvelle furent bannis du royaume, et on fit une loi qui statuait, qu'à l'exception des Catholiques et des Calistins, aucun autre parti de religion ne serait plus toléré en Bohème. En Silésie le Roi avait déjà, l'an 1528, lancé un édit sévère contre les hérétiques. Par l'entremise du roi de Pologne, il fut conclu, le 21 janvier 1531 à Visségrade, une trêve de trois mois avec Zapolya. Le 27 avril, cette suspension d'armes fut prolongée pour une année entière. Mais le congrès qu'on tint pendant ce temps à Bude, se sépara sans avoir pu effectuer un rapprochement.

L'assemblée des États de l'Empire, ouverte par le roi

Ferdinand à Spire, le 15 mai 1529, fut extraordinairement nombreuse, à cause de l'importance des affaires qui devaient y être traitées. L'état de la religion fut mis le premier en délibération. La plus grande partie des États conclurent, que jusqu'à la convocation d'un concile général, qui devait être tenu dans un an, ou dans deux ans au plus tard en Allemagne, et décider la contestation, la doctrine nouvelle ne pourrait être propagée nulle part. On déclara toutefois, qu'on ne voulait pas contraindre jusqu'alors par la force les habitants des pays, où cette religion avait déjà pris pied, à retourner à l'ancienne Foi; mais on devait cependant empêcher aussi, autant que possible, dans ces contrées toute réforme dans la communion, dans la messe etc., et prendre des mesures rigoureuses particulièrement contre les Zwingliens et les Anabaptistes qui différaient des Luthériens dans la doctrine de la cène. Les princes évangeliques protestèrent, le 19 avril, par écrit contre cet arrêté. Ils soutenaient dans cette déclaration, que le concile proposé n'avait pas le droit non plus de condamner leur croyance, et qu'ils ne pouvaient être contraints d'y renoncer. Ce fut de cet acte que les adhérents de la religion nouvelle reçurent dans la suite le nom de *Protestants.* Comme la majorité catholique des États, en rédigeant le recez de l'Empire, n'eut aucun égard à ces représentations, le parti luthérien dressa un appel, par lequel il s'en remettait, par rapport à ses griefs, à la décision de l'Empereur et du futur concile. Cet appel fut signé par l'électeur de Saxe, le margrave Georges de Brandebourg-Anspach, le duc Erneste de Lunebourg, le landgrave de Hesse et le prince Wolfgang d'Anhalt, puis par les quatorze villes impériales: Strasbourg, Nuremberg, Ulm, Constance, Lindau, Memmingen, Kempten, Nœrdlingue, Heilbron, Reutlingen, Isny, Saint-Gall, Weissenbourg-sur-le-

Rezat et Windsheim-sur-l'Aisch. L'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse firent publier cet appel dans leurs pays, au mois de mai de la même année.

L'Empereur avait, le 29 juillet 1529, fait voile avec une flotte considérable, sous les ordres d'André Doria, de Barcelone pour l'Italie. Il débarqua, le 12 août, à Gènes et se rendit, le 30 du même mois, à Plaisance où une ambassade des États évangéliques lui présenta la protestation de Spire. Comme cette déclaration fut accueillie avec mécontentement par le monarque, et qu'il enjoignit aux États protestants de se conformer au recez de l'Empire, les envoyés lui remirent alors aussi leur recours à un libre concile général. Les États protestants, qui s'étaient déjà concertés, au mois de juin à Rodach, sur le rassemblement d'une armée confédérée, continuèrent en octobre à Schwabach leurs délibérations relativement à cet objet. Dans le cours du même mois, une conférence avait eu lieu à Marbourg entre les théologiens des deux partis de Luther et de Zwingle, dans la vue de réunir les opinions de ces sectes, et de fortifier par là les moyens de défense de la ligue évangélique. Mais ces savants ne purent s'accorder dans la chose principale et se quittèrent, fort aigris les uns contre les autres.

L'Empereur avait amené avec lui à Gènes 1000 cavaliers et 11,000 fantassins espagnols; et 10,000 lansquenets allemands attendaient ce prince en Lombardie. Près d'Aquilée le prince d'Orange rassembla 10,000 Allemands et Italiens, les restes de l'armée qui avait conquis Rome et défendu Naples. Un petit corps de troupes espagnoles assiégea Monopoli en Apulie et combattit dans cette province contre les Vénitiens. Antoine de Leve fit la guerre au duc de Milan et lui enleva de nouveau Pavie par surprise. Le margrave de Mantoue obtint, au mois de septembre, non-seulement son pardon de l'Empereur,

mais ce monarque lui confia même le commandement de l'armée impériale qui devait attaquer la république de Venise.

Charles-Quint eut, le 5 novembre 1529, une entrevue avec le pape Clément VII à Bologne. Le 22 février de l'année suivante, le souverain pontife le couronna, dans la chapelle épiscopale de cette ville, *roi d'Italie*, et le surlendemain, dans l'église de S. Petron (San-Petronio), *empereur romain.* Ce monarque chercha, avec grande modération, à terminer les querelles qui avaient si longtemps troublé l'Italie. À l'intercession du pape, l'Empereur avait pardonné à François Sforce et réintégré, le 23 décembre 1529, ce prince dans le duché de Milan. Sforce s'engagea à payer dans le terme d'un an à l'Empereur 400,000 ducats, jusqu'à l'acquittement de laquelle somme le château de Milan et la ville de Come devaient rester occupés par des troupes impériales. Il fut convenu, que le duc de Milan payerait en outre dans chacune des dix années suivantes la somme de 50,000 ducats. Sforce fut encore obligé de céder à Antoine de Leve le comté de Pavie, pour en jouir sa vie durant. L'Empereur maria le duc à sa nièce, Christine de Danemark, qui arriva à Milan au mois d'avril 1534. Charles-Quint s'accommoda, le 23 décembre 1529, également avec la république de Venise. Le sénat remit au pape Ravenne et Cervia, à l'Empereur les places napolitaines, occupées par les troupes vénitiennes, et paya à ce monarque 300,000 ducats. Le même jour, on signa entre l'Empereur, le roi Ferdinand, le duc de Milan, le pape et Venise, une alliance pour protéger l'Italie. Les États libres de Gènes, de Sienne, de Lucques, les margraves de Montferrat et de Mantoue, et le duc de Ferrare, furent compris dans cette union. Les ducs de Savoye et d'Urbino, le margrave de Montferrat, les républiques de Gènes, de Sienne et de

Lucques, firent hommage à l'Empereur. Le pape et le duc Alphonse de Ferrare soumirent, le 20 mars 1530, leur ancien différend à la décision impériale. La sentence prononcée par Charles-Quint ne fut publiée que le 31 avril de l'année suivante. Le pape fut obligé d'investir Alphonse du duché de Ferrare, moyennant la somme de 100,000 ducats que ce prince s'engagea à payer au souverain pontife. Quant aux fiefs de l'Empire, Modène, Reggio et Rubiero, le duc Alphonse en reçut l'investiture de l'Empereur. Le 25 mai 1530 à Mantoue, l'Empereur érigea ce margraviat en *duché* en faveur de Frédéric de Gonzague. La maison de Gonzague augmenta sa puissance par l'acquisition du margraviat de Montferrat qui, après la mort du dernier margrave, Jean-Georges, arrivée le 3 novembre 1533, fut adjugé, le 3 novembre 1536, par l'Empereur au duc de Mantoue. Pendant son séjour en Italie, Charles-Quint fit présent de l'île de *Malthe* et de celles de Goze et de Camino aux chevaliers de Saint-Jean, que les Turcs avaient expulsés de leur siège, l'île de Rhodes, y mettant toutefois la condition expresse, que ces religieux guerriers, qui depuis lors furent désignés sous le nom de *chevaliers* de *Malthe*, continueraient à faire la guerre aux Mahométans et aux corsaires africains.

Les députés de Florence étaient venus en septembre 1529 à Plaisance, pour prêter foi et hommage à l'Empereur. Mais ils furent renvoyés, parce qu'ils n'étaient pas munis d'un plein pouvoir qui les autorisait à signer une soumission. Florence ne voulait pas accepter la paix, par la raison qu'on avait prescrit pour condition à cet État de recevoir de nouveau les Médicéens expulsés. L'Empereur résolut de réduire les Florentins par la force. Les troupes impériales, commandées par le prince d'Orange, après avoir conquis les villes de Spello, de Perugia, de Cortona et de Strezzo, vinrent camper, le 14 octobre 1529,

levant Florence, sur la rive gauche de l'Arno. Le prince ssaya, le 10 novembre, de prendre la ville d'assaut. Iais cette tentative échoua. Vers la fin de décembre, un orps d'environ 20,000 Espagnols et Allemands se mit n marche de la Lombardie, traversa les Apennins et nvestit Florence sur la rive droite de l'Arno. On comença à bombarder la ville. Les Florentins continuèrent endant plusieurs mois de se défendre avec la plus grande ntrépidité. Leur général Ferrucci, ayant rassemblé en iillet 1530 un corps de troupes assez considérable, iarcha au secours de la place. Le prince d'Orange alla à a rencontre avec une partie de l'armée de siège. Le 2 août uivant, les deux armées en vinrent aux prises dans le voiinage de Gavinana. Le combat fut opiniâtre et sanglant. e prince d'Orange et Ferrucci y perdirent la vie; mais armée de ce dernier fut anéantie. Le 12 août 1530, Floence se rendit par capitulation à Ferdinand de Gonzaue, général de l'Empereur. Le 5 juillet 1531, l'envoyé e Charles-Quint établit Alexandre de Médicis, petit-neeu du pape, comme Souverain héréditaire à Florence. In dressa une nouvelle constitution du pays, en vertu de iquelle Alexandre fut proclamé, le 1 mai 1532, prince e Florence, avec le titre de *duc* ou de *doge*. Sa soeur atherine fut mariée, le 27 octobre 1533, avec le duc Orléans, dans la suite Henri II, roi de France. Le 3 février 1536, l'Empereur donna au duc Alexandre la ain de sa fille naturelle Élisabeth. Mais dès le 6 janier 1537, ce prince fut assassiné par son cousin Laurent. omme il n'avait point d'enfants, un parent éloigné, Côme e Médicis, lui succéda dans le gouvernement et y fut nfirmé, le 21 juin 1537, par un décret impérial, exédié le 28 février de la même année.

L'Empereur avait invité de Bologne les États d'Almagne à s'assembler à Augsbourg, tant pour délibérer

sur les moyens de détourner le danger dont on était menacé plus que jamais de la part des Turcs, que pour effectuer un accommodement amiable entre les partis de religion ennemis. L'Empereur arriva, le 15 juin 1530, à Augsbourg. Ce fut dans cette Diète que les Protestants présentèrent, le 25 du même mois, à ce monarque leur fameuse confession de foi, composée par le célèbre Mélancton, leur plus savant théologien, et qui fut appelée plus tard la *Confession d'Augsbourg*. Le 3 août, on fit dans l'assemblée lecture d'une réfutation des dogmes luthériens, rédigée par les théologiens catholiques; sur quoi l'Empereur enjoignit aux États évangéliques, sous peine d'encourir sa disgrâce souveraine, de s'accorder avec l'Église romaine sur les points dans lesquels ils s'étaient jusqu'alors écartés de cette dernière. Les Protestants acceptèrent la proposition que leur firent les États catholiques, de laisser examiner les points de religion contentieux par quelques médiateurs choisis. Ceux-ci s'occupèrent en effet pendant plusieurs semaines à ménager un accommodement. Mais le 31 août, les conférences furent rompues, attendu que les Protestants rejetèrent les dernières propositions des Catholiques, et en appelèrent encore une fois à un concile général.

Le recez de l'Empire, publié le 19 novembre 1530, accorda aux États évangéliques un délai jusqu'au 15 avril 1531, pour s'accorder avec le pape, l'Empereur et les membres de l'Église catholique, sur les articles de Foi controversés. Il fut en outre réglé, que jusqu'à cette époque les Protestants ne pourraient propager davantage leur doctrine; qu'ils ne troubleraient, ni comprimeraient le culte catholique; que les couvents dépouillés dans les pays évangéliques seraient indemnisés; qu'on rendrait les biens de l'Église confisqués ou en payerait la pleine valeur; que les prédicateurs protestants ne prêcheraient rien de sé-

ditieux ou contraire à la doctrine catholique; enfin que les manuscripts destinés à l'impression seraient auparavant soumis à une censure. L'empereur Charles-Quint promit d'engager le souverain pontife à convoquer dans six mois, ou au plus tard dans un an, un concile général. L'Empereur et les États catholiques convinrent, que la paix publique ne serait point troublée, à cause de la religion, et que tous ceux qui la violeraient, seraient mis au ban de l'Empire. Le Conseil suprême d'Empire fut supprimé par ce monarque, parce qu'il n'avait pas répondu à sa destination.

Pendant cette même Diète, l'Empereur avait aussi renouvelé les arrangements antérieurs, relatifs aux *pays* et *possessions autrichiens* de son frère Ferdinand. Il avait déjà en 1525 (15 février) sanctionné, par un acte expédié à Madrid, le traité de partage de 1522, et permis de le rendre public. Maintenant, il confirma d'abord, le 18 juillet 1530, les privilèges du duché de Carinthie. Le 29 juillet, il signa un nouvel acte, relativement à la cession des comtés d'Ortenbourg, de Lienz, de Gmunde et de Dornbach. Le 5 septembre, l'Empereur donna au roi Ferdinand, comme les privilèges autrichiens l'exigeaient, sur le propre territoire de ce prince, près du château de Wellenbourg situé non loin d'Augsbourg, dans le margraviat de Burgau, l'investiture de tous les pays héréditaires d'Autriche; Ferdinand la reçut à cheval selon le privilège des archiducs. Le 8 septembre, on expédia encore un diplôme impérial concernant tous les privilèges autrichiens, ainsi que les hypothèques que possédait l'Autriche sur le vicariat de Souabe. Bientôt après, le 24 décembre 1530 à Cologne, l'Empereur confirma les droits et franchises du royaume de *Bohème* et accorda, le 27 du même mois, au roi Ferdinand un indult féodal pour la remise de son investiture, comme roi et électeur de Bo-

hème, laquelle investiture Ferdinand ne reçut effectivement que le 13 mars de l'année 1541 dans la ville de Ratisbonne.

L'Empereur Charles-Quint avait déjà proposé, dans la Diète d'Augsbourg, aux États catholiques d'élire son frère Ferdinand roi des Romains. Mais lorsque l'Empereur manda, le 28 novembre 1530, les princes électeurs à Cologne pour terminer cette affaire, les États évangéliques résolurent de s'opposer à l'élection de Ferdinand, parce que ce prince était connu pour un antagoniste zélé de la nouvelle doctrine, et qu'on devait par conséquent s'attendre qu'il chercherait sérieusement à ramener les adhérents de cette religion à l'Église catholique. Ces princes et États s'assemblèrent le 22 décembre à Smalkalde, et y délibérèrent sur les moyens d'affermir et de propager leur doctrine. Ils résolurent d'envoyer un écrit apologétique à toutes les Cours de la chrétienté, mais surtout à Paris et à Londres, et de solliciter leur entremise auprès de Charles-Quint. Ils adressèrent aussi (24 décembre) une lettre à l'Empereur, par laquelle ils se déclarèrent d'avance contre l'élection du roi Ferdinand. Encore une fois l'électeur de Saxe, comme chef du parti luthérien, fit remettre, le 29 décembre, une protestation au congrès d'élection assemblé à Cologne. Mais on n'en tint aucun compte, et les autres électeurs proclamèrent, le 5 janvier 1531, le roi *Ferdinand de Hongrie* et *de Bohème roi des Romains*, et le couronnèrent à Aix-la-Chapelle, le 11 du même mois. Le souverain pontife exprima dans une lettre du 13 février le contentement que lui causait cette élection.

Les princes et États évangéliques s'étant de nouveau réunis à Smalkalde, l'électeur Jean de Saxe, et son fils Jean-Frédéric, les ducs Philippe, Erneste et François de Brunswick-Lunebourg, Philippe de Bruns-

wick-Grubenhagen, le landgrave Philippe de Hesse, le prince Wolfgang d'Anhalt, puis les villes de Strasbourg, Ulm, Constance, Reutlingen, Memmingen, Lindau, Biberach, Isny, Lubeck, Magdeburg et Brème, firent une ligue pour se mettre en état de résister à l'Empereur et aux princes catholiques, au cas qu'ils voulussent les contraindre en quelque chose au sujet de la religion. Les confédérés firent partir aussitôt des ambassadeurs pour la France et l'Angleterre, et recherchèrent l'appui de ces royaumes. Avec François I il fut en effet conclu un traité secret. Mais Henri d'Angleterre ne fit aux Protestants que de vagues promesses. Les électeurs de Mayence et du Palatinat furent autorisés par l'Empereur à faire encore une tentative pour réconcilier les deux partis de religion. Après avoir longtemps disputé dans les assemblées tenues tour à tour à Francfort, à Smalkalde et à Schweinfort, sur les conditions de l'accommodement, la *première paix de religion* fut enfin conclue, le 23 juillet 1532 à Nuremberg. Les principaux articles en furent: que jusqu'à la décision d'un concile général les Protestants ne seraient point inquiétés dans l'exercice de leur culte; que tous les procès intentés pour faits de religion à la Chambre impériale seraient suspendus, et qu'on n'en recevrait plus de nouveaux; que l'Empereur tacherait de faire indiquer le concile dans six mois, et d'en procurer la tenue dans un an; que, si cette demande ne pouvait être accomplie, une Diète générale délibérerait sur ce qu'il y avait à faire ultérieurement à cet égard. D'un autre côté, les Protestants promirent d'observer ponctuellement la paix, et de fournir leurs contingents pour la guerre contre les Turcs. Ce traité de pacification fut signé par les princes, États et villes évangéliques, puis confirmé par l'Empereur, le 2 août à Ratisbonne, et publié le lendemain dans toute l'Allemagne.

À Ratisbonne l'Empereur avait déjà, le 6 janvier

1532, ouvert une Diète. Pendant que le congrès de Nuremberg travaillait à effectuer une réconciliation entre les Catholiques et les Protestants, la Diète accorda à l'Empereur des secours pour reconquérir entièrement le royaume de Hongrie. Afin d'améliorer l'administration de la justice, on publia le nouveau code d'instruction criminelle et pénal. Dans le recez de l'Empire il ne fut point fait mention de la paix de religion de Nuremberg, parce que le légat du pape, la plupart des États catholiques, et aussi beaucoup de protestants avaient déjà manifesté leur improbation à l'égard de cet accommodement. De Ratisbonne Charles-Quint se rendit, en septembre, à Linz, pour diriger de là les opérations militaires contre les Turcs, qui avaient envahi les États autrichiens. Soliman, ne trouvant point ailleurs d'ennemis à combattre, avait reparu au printemps de la même année (1532) en Hongrie, à la tête d'une armée qui fut évaluée à 300,000 hommes. Il renvoya les ambassadeurs de Ferdinand, Nogarola et Lamberg, avec une lettre par laquelle il provoquait le monarque autrichien à venir avec toutes ses forces à sa rencontre pour livrer une bataille, qui déciderait si le royaume de Hongrie appartenait à lui, Ferdinand ou à Jean, vassal du sultan. Ensuite il marcha le long du Danube vers l'Autriche. Les provisions et la grosse artillerie furent transportés sur mille bâteaux qui remontèrent le fleuve. Mais au mois de juillet, ce transport fut tellement retardé par la crue extraordinaire du Danube, que les troupes qu'on attendait de l'Allemagne et de l'Italie, eurent le temps de se rassembler près de Vienne. Les États de l'Empire avaient mis, cette fois-ci, leurs contingents de troupes en campagne au terme précis et dans le nombre déterminé, ce qui n'avait eu lieu que fort rarement jusqu'alors. Cette armée, forte de 24,000 hommes, était commandée par le comte palatin Frédéric. Les duchés autri-

s avaient fourni au roi Ferdinand 13,000 hommes, Bohème 8000. L'Empereur l'avait renforcée par o lansquenets allemands et soudoyers flamands, par 11,000 Italiens et 8000 Espagnols, que le ma- del Vasto et Antoine de Leve avaient conduits au be. Cette force réunie comptait par conséquent o hommes, dont 11,000 étaient à cheval. La partie cipale de l'armée était placée près de la montagne appe- Bisamberg, entre Corneubourg et Vienne. Cette capi- e reçut une garnison convenable. Le général espagnol appata occupa avec une forte division les îles du Danube près de Presbourg. Il fit des dispositions pour brûler la lotte ottomane, si elle tentait de passer à côté de ces îles en remontant le Danube. Le sultan, qui n'avait plus que quelques marches à faire pour arriver à Vienne, ayant té informé de la force et de la position de l'armée chré- enne, changea son plan d'opération, et au lieu de con- nuer sa route vers la capitale, il s'éloigna du Danube se dirigea à gauche vers Guns, pour pénétrer par la yrie en Autriche. Dans cette petite ville, Nicolas Jur- sich avec huit cents hommes, pour la plupart des paysans més, opposa au sultan la plus vive résistance. Depuis 1 jusqu'au 22 août, les Turcs employèrent en vain tous urs efforts, pour se rendre maîtres de la place. Avec une leur égale François Nadasdy défendit le château de Sar- ur. En même temps, des corps de coureurs croates coupè- nt les transports aux Ottomans. Soliman, aussi malheu- eux dans les sièges qu'heureux dans les batailles, voyant le eu de succès de ses entreprises, résolut de suspendre pour ette année ses opérations et de se retirer par la Styrie et Esclavonie jusqu'à Belgrade. Afin de cacher cette retraite l'armée près de Vienne, il fit, au mois de septembre, ranchir la Leitha par un corps de 12,000 cavaliers, sous les ordres du Kasan Aga. Mihal Oglu, qui s'avança

vers Mariazell et dans l'Ennsthal en Styrie et jusqu'à la Forêt de Vienne (*Wienerwald*), pilla et brûla toutes les habitations et fit massacrer un grand nombre de gens de la campagne. Le pacha se dirigea ensuite par le mont Semmering vers l'Autriche. Le comte palatin Frédéric passa avec une division de l'armée le Danube et prit position entre Laxembourg et Schœnau. Le 19 septembre, le pacha descendit tout à coup de la montagne et vint fondre dans la plaine; mais il fut enveloppé par les Chrétiens près de Léobersdorf et Enzersfeld, et entièrement anéanti.

Sur ces entrefaites, Soliman avait continué sa marche vers Gratz. Son armée passa près des murs de la ville, qui fut ensuite vainement attaquée par Ibrahim pacha qui commandait l'arrière-garde ottomane. Celui-ci suivit bientôt l'armée principale par Marbourg et Pettau, étant vivement poursuivi par des corps autrichiens qui lui tuèrent beaucoup de monde. En tout les Turcs perdirent, à ce qu'on prétend, au delà de 15,000 hommes depuis leur retraite de Guns jusqu'à leur arrivée aux bords de la Drave et de la Save. Mais en revanche aussi les cantons de Styrie, de Carinthie et de Carniole, par où ces troupes passèrent, furent ravagés de la manière la plus cruelle. Comme dans le Conseil de guerre, tenu le 30 septembre par le comte palatin Frédéric, les commandants de l'armée de l'Empire opinèrent, que la saison était trop avancée pour continuer les opérations, et que l'approvisionnement des troupes devenait impossible dans les pays dévastés par les Turcs, l'Empereur se vit obligé de consentir en octobre au licenciement des troupes germaniques, qui d'ailleurs désiraient retourner dans leurs foyers, le terme de six mois pour lequel elles avaient été engagés, approchant de sa fin.

L'amiral Doria avait en été conduit la flotte impériale sur les côtes de la Morée, débarqué un corps de troupes,

qui en septembre conquit les villes de Coron et de Patras, puis les châteaux au détroit de Corinthe. Cette diversion contribua beaucoup à déterminer le sultan à la retraite. Il appréhendait que, si les Impériaux s'avançaient plus loin dans cette péninsule, les Grecs ne prissent les armes, et ne cherchassent à se soustraire à la domination ottomane.

Vers le même temps, le roi Ferdinand envoya un agent secret à Constantinople, pour travailler à la paix. Avec Zapolya il fit signer, le 31 décembre 1532, à Megyer dans l'île de Schutt, une suspension d'armes pour quatre mois, pendant lesquels les négociations furent continuées à Altenbourg. Le 31 janvier de l'année suivante, le Roi conclut aussi une trêve avec Soliman. Au mois de mars, un ambassadeur turc apporta au roi Ferdinand les propositions du sultan. En attendant, la trêve fut prolongée jusqu'au mois de mai 1534, et Soliman consentit à rendre au Roi une grande partie de la Hongrie, sous la condition toutefois que l'Empereur ferait évacuer les places conquises par Doria dans la Morée. Mais ces perspectives favorables s'évanouirent, l'Empereur ayant trop longtemps tardé à donner son consentement, et Coron étant d'ailleurs retombé entre les mains des Turcs par une révolte de la garnison espagnole de cette ville. Au printemps 1534, une armée ottomane, venant de Belgrade, se rassembla dans le camp près de Pesth. Le Vénitien Gritti que Zapolya avait, au grand dépit des Hongrois, élevé à la dignité de gouverneur du royaume, et qui avait soumis la Transylvanie aux lois de l'usurpateur, marcha avec un corps d'armée, composé de Turcs, de Moldaves et de Valaques, en Transylvanie, pour achever l'asservissement de la partie de ce pays, habitée par les Saxons. Mais ayant été assiégé, au mois de septembre, dans Mediasch par Étienne Mailáth, il fut fait prisonnier dans une sortie et exécuté À Lippa le 15 novembre 1534, Zapo-

lya conféra au moine Martinuzzi l'évêché du Grand-Waradin, et le nomma commandant en chef en Transylvanie.

Au printemps 1535, on conclut à Vienne avec les ambassadeurs de Zapolya une prolongation de la trêve pour un temps indéterminé. On convint, que les hostilités ne pourraient être reprises qu'après avoir prévenu vingt-cinq jours avant la cessation de l'armistice. Au mois d'août, l'ambassadeur impérial, l'archevêque Jean de Lund, ménagea une prolongation de la trêve jusqu'à la fin de février 1536. Jusqu'alors les deux parties belligérantes devaient garder tout ce qu'elles possédaient en Hongrie. Par conséquent Zapolya fut obligé de lever le siége d'Hermanstadt qu'il avait commencé. Un grand nombre de partisans les plus notables de Zapolya se rangèrent dans ce temps-là du parti du roi Ferdinand. Dans l'assemblée des magnats à Vienne, au mois de mai, et dans la Diète qui fut tenue en octobre à Tyrnau, les États demandèrent qu'on prît des mesures efficaces, pour protéger le royaume contre les Turcs. Dans les négociations avec Zapolya, ils établirent pour base qu'aucun partage du royaume ne pourrait avoir lieu. Le palatin Étienne Bathori étant mort, Ferdinand nomma provisoirement Alexis Thurzo lieutenant *(Locumtenens)* du Roi. Le 19 novembre, la Diète fut continuée à Presbourg. Les États accordèrent des troupes et de l'argent; mais ils insistèrent de nouveau sur l'indivisibilité du royaume, et firent plusieurs ordonnances énergiques concernant le Conseil d'État, l'administration de la justice, la sûreté publique et le monnayage.

La trêve conclue entre Ferdinand et Zapolya ayant pris fin, les hostilités éclatèrent de nouveau en été 1536. Balthasar Banffy, que le Roi avait nommé vayvode de Transylvanie, pénétra dans cette province, conquit et perdit bientôt après de nouveau Szathmar Nemethi, et fut ensuite forcé à évacuer le pays. Le 4 décembre 1536,

les Zapolyens se rendirent maîtres de Cassovie. Pour se maintenir dans la Hongrie supérieure, Ferdinand chargea le général Fels de reconquérir cette place. Le général Katzianer devait attaquer les Turcs dans la Hongrie méridionale, et après les avoir repoussés, remonter le Danube et prendre Bude. Le 25 janvier 1537, Ferdinand ouvrit une Diète à Presbourg, qui accorda des troupes et des subsides. Les magnats promirent en outre au Roi de le suivre avec leurs vassaux à la guerre, s'il se mettait lui-même à la tête de l'armée. Mais comme l'exécution des armements demandait beaucoup de temps, les Zapolyens s'emparèrent de Tokai aussi. Enfin au commencement du mois d'août, Léonard Fels fut à même de commencer ses opérations. Il enleva, le 25 septembre, le château de Saros, défendit Éperiès contre les forces supérieures du général ennemi Pereny, poursuivit celui-ci dans sa retraite, et conquit ensuite plusieurs châteaux dans la haute Hongrie. Mehmetbeg, commandant de Belgrade, avait pendant ce temps-là rassemblé un corps de troupes turques dans le voisinage d'Esseck. Il pénétra en Esclavonie, prit Posséga, Obrowacz et plusieurs autres endroits, et assiégea Clissa. Pierre Krussich, général du Roi, s'avança au secours de la place; mais il fut complètement battu. Le général Katzianer marcha, en septembre, avec 16,000 hommes d'infanterie et 8000 chevaux sur Esseck, dont on avait fait, par ordre du sultan, une forte place d'armes. Mais Katzianer n'ayant pas pourvu aux besoins de son armée, elle fut en partie détruite par la faim et les maladies. Katzianer se vit par conséquent obligé de se retirer. Comme l'artillerie ne pouvait être transportée plus loin à cause des mauvais chemins, on encloua les canons. La cavalerie chercha à se mettre au plus tôt en sûreté. Mais l'infanterie fut atteinte par les Turcs et taillée en pièces, après une longue et vigou-

reuse résistance. Nicolas Jurrissich, qui avait été nommé alors commandant en Croatie, fit en hiver 1537-1538, à l'aide des bans Thomas Nadasdy et François Bathiany, les arrangements nécessaires pour la défense du pays jusqu'à la campagne prochaine. Le Roi lui-même pressa les armements des provinces intérieures de l'Autriche. L'archevêque de Lund travailla, pendant ce temps-là, avec un zèle infatigable au rétablissement de la paix en Hongrie.

L'Empereur se rendit, à la fin d'octobre 1532, de Vienne à Bologne, pour se concerter dans une entrevue avec le pape Clément VII sur la convocation d'un concile général. Le souverain pontife se déclara prêt à indiquer une telle assemblée ecclésiastique, si le roi de France et les autres monarques l'approuvaient, et si les Protestants voulaient reconnaître d'avance l'autorité et les futures décisions du concile. Clément VII cependant n'était pas du tout porté à convoquer réellement une assemblée ecclésiastique, attendu que la paix de religion de Nuremberg lui avait inspiré de la méfiance contre l'Empereur, et qu'il était connu que les États de l'Allemagne se proposaient de soumettre à ce concile leurs griefs contre le Siège apostolique. Le roi de France avait déjà été disposé de manière, que la Cour romaine était bien assurée, qu'il ne consentirait point à la tenue d'un concile. D'un autre côté, on ne pouvait guère s'attendre à voir les Protestants souscrire à la condition préliminaire, qu'on leur avait imposée d'accepter sans contradiction les futures décisions du concile. Le 8 janvier 1533, l'Empereur notifia aux États de l'Allemagne le résultat de ses négociations avec le pape. Clément VII, de son côté, adressa, le 10 du même mois, une lettre aux princes électeurs et États de l'Empire, par laquelle il cherchait à les convaincre de sa disposition à accélérer la convocation d'un concile.

Le 24 février 1533, l'alliance conclue l'an 1522 fut

renouvelée par l'Empereur, le pape et tous les princes et républiques d'Italie, et prolongée pour dix-huit mois. Seulement la république de Venise avait refusé son accession, et se déclara neutre. Antoine de Leve fut nommé capitaine-général de l'armée confédérée, auquel chaque membre devait, en cas de nécessité, fournir un contingent proportionné à ses moyens. Ensuite l'Empereur congédia une partie de ses vieux guerriers, stationnaires en Italie, et envoya les autres, partie en Sicile, partie en Espagne. Lorsque les ambassadeurs français se plaignirent auprès du pape de cette ligue dirigée contre leur maître, le pontife leur assura qu'il n'avait souscrit à ce traité, que pour éloigner d'une bonne manière les soldats impériaux de l'Italie. Il ajouta, que ceci était un véritable avantage pour le roi de France, et que d'ailleurs l'alliance ne serait pas de longue durée. En effet, quelques mois après le départ de l'Empereur pour l'Espagne (en octobre 1533), Clément VII eut une entrevue avec François à Marseille où il signa, le 20 octobre, le contrat de mariage entre Cathérine de Médicis, proche parente du pape, et le deuxième fils du roi, Henri d'Orléans; et immédiatement après, le bruit se répandit que le pape s'était étroitement uni avec le roi de France contre l'Empereur, et que ces deux potentats avaient formé le projet de procurer au duc d'Orléans le duché de Milan, et au Siège pontifical Reggio et Modène.

De Bologne le pape et l'Empereur avaient, en janvier et en février, envoyé des commissaires en Allemagne, pour convenir avec les princes protestants des principes préalables par rapport au concile. Les principaux points de la proposition pontificale étaient: que les princes et prélats qui voulaient accéder au concile, s'obligeraient d'avance à obtempérer à ses décrets; que jusqu'à la décision du concile, il ne serait point permis d'introduire aucune

novation en matière de Foi ; que les princes choisiraient une des trois villes de Mantoue, de Bologne et de Plaisance, pour siège du concile ; que, si quelques monarques ou princes ne prenaient part, soit en personne, soit par des ambassadeurs, au concile, cela n'arrêterait point la marche de cette congrégation : contre les princes et États qui n'obéiraient pas aux décisions du concile, ou s'opposeraient à l'autorité de cette assemblée des Pères ou à celle du souverain pontife, tous les autres Puissances chrétiennes devaient réunir leurs forces, pour défendre le pape et l'Église. L'envoyé de l'Empereur déclara que ce monarque avait déjà accepté ces conditions.

Les États évangéliques s'étant rassemblés à Smalkalde, décidèrent, le 30 juin, que le concile devait être tenu dans une ville d'Allemagne, parce que cela avait été statué ainsi par des motifs importants dans plusieurs recez de l'Empire : que le concile devait être libre, et que le pape ne pouvait y paraître comme juge, mais seulement comme partie, attendu qu'on y devait examiner si le pontife avait condamné de droit la doctrine nouvelle ; que si on voulait que les États protestants s'engageassent d'avance à se conformer aux décrets du concile, celui-ci ne devait se laisser conduire dans ses sentences par aucune considération pour le pape, ou pour une autre autorité humaine, mais uniquement par l'écriture sainte. Les princes déclarèrent du reste, qu'en cas même que le concile ne fût pas constitué d'après les principes ci-dessus énoncés, et que par conséquent ils ne pussent accepter d'avance les décisions de cette assemblée, ils y enverraient toujours leurs ambassadeurs. Le pape renvoya, dans ces circonstances, le concile à des temps plus favorables et fit pu- [illegible] le 20 mars 1534, une déclaration dans laquelle il [illegible] tifier cet ajournement, que le roi de France [illegible] mer son assentiment à la tenue de cette

assemblée ecclésiastique. Immédiatement après, il arriva en Angleterre un événement fort douloureux pour l'Église catholique. Henri VIII avait répudié son épouse Cathérine d'Aragon, et s'était remarié avec Anne Boulen *(Boleyn)*. Mais le pape déclara, le 23 mars 1534, ce nouveau mariage nul, et ordonna au roi de reprendre sur-le-champ sa première épouse, sous peine d'excommunication. Le procédé du pape piqua tellement Henri VIII que, ne consultant plus que sa passion et sa colère, il fit, par un acte du Parlement, abolir entièrement l'autorité et la juridiction du pape en Angleterre, et se déclara lui-même chef de l'Église anglicane. Telle est l'origine du schisme de l'Angleterre. Clément VII survécut peu de temps à cette révolution; il mourut le 25 septembre 1534, et eut pour successeur Alexandre Farnèse qui monta, le 23 octobre de la même année, sur le trône pontifical, sous le nom de *Paul III*.

À peine Charles-Quint fut-il arrivé en Espagne (1533), qu'il reçut l'avis, que le duc Ulric de Wurtemberg mettait tout en oeuvre auprès des princes protestants, pour rentrer en possession de son duché, dont l'Empereur avait investi son frère, le roi Ferdinand, dans la Diète d'Augsbourg, le 5 septembre 1530. Les intrigues d'Ulric furent même si heureuses qu'il engagea le landgrave Philippe de Hesse et le duc Henri le jeune de Brunswick à prendre hautement sa défense. Le landgrave de Hesse leva une bonne armée avec l'argent que lui donna le roi de France. Mais avant de se mettre en campagne, il publia un manifeste, où il disait que le prince Christophe, fils du duc Ulric, n'ayant pas eu part à la faute de son père, il était injuste qu'il fût compris dans la punition. Peu de temps après que ce manifeste eut été répandu, le landgrave Philippe, à la tête de 24,000 hommes, pénétra dans le duché de Wurtemberg et battit, le 13 mai 1534 près

de Laufen, l'armée de 12,000 hommes à pied et de 400 chevaux, qu'avait ramassée à la hâte le comte palatin Philippe, gouverneur du pays. L'Empereur et le roi des Romains étant persuadés, qu'en cas qu'ils voulussent venger par la force des armes cette violation de la paix publique, ils se verraient enveloppés dans une guerre avec les princes de la ligue de Smalkalde, et peut-être avec la France aussi, consentirent à entrer en négociation. L'électeur de Mayence et le duc Georges de Saxe se chargèrent de moyenner l'accommodement qui fut conclu, le 29 juin 1534 à Kaaden en Bohème. Le roi des Romains consentit que le duc Ulric rentrât en possession de son duché, mais ce fut à condition que lui et ses successeurs ne le posséderaient que comme un arrière-fief de la Maison d'Autriche, et qu'à défaut d'héritiers mâles de la Maison de Wurtemberg, ce duché reviendrait à celle d'Autriche. En conséquence de cet accord, l'électeur de Saxe reconnut en son nom et en celui de la ligue protestante, Ferdinand pour roi des Romains. L'année suivante, le roi Ferdinand, en sa qualité d'archiduc d'Autriche, donna, le 9 août à Vienne, au duc Ulric avec grande solennité l'investiture du pays de Wurtemberg. Le duc commença encore dans la même année à réformer l'Église dans son pays, et confisqua les fondations catholiques, pour payer les dettes qu'il avait dû contracter pour se remettre en possession de ses États.

La paix ayant été assurée pour quelque temps à l'Allemagne, Charles-Quint entreprit une expédition sur les côtes d'Afrique. Charadin, surnommé Barberousse, qui régnait à Alger, avait mis son État sous la protection de Soliman II, qui l'avait nommé grand-amiral de la flotte ottomane. L'activité de Barberousse augmenta par cette nouvelle dignité. Ses navires parcoururent les mers qui baignent l'Europe méridionale et occidentale, et donnèrent

la chasse aux vaisseaux chrétiens. De fréquentes descentes sur les côtes de l'Italie et de l'Espagne répandirent la terreur dans ces contrées. Enfin, ce fameux corsaire agrandit sa puissance par la conquête de Tunis, dont il chassa Muley Hassan, Souverain de ce pays. Le roi expulsé invoqua la protection de l'empereur Charles-Quint qui, voulant arrêter les progrès de Barberousse, lui déclara la guerre. La flotte chrétienne, forte d'au delà de cent gros vaisseaux et d'un nombre égal de bâtiments d'un moindre calibre, se rassembla à Cagliari en Sardaigne sous les ordres de l'amiral Doria. L'armée de terre qui consistait en 30,000 hommes, parmi lesquels se trouvaient 12,000 cavaliers, avait pour chef le marquis del Vasto. L'Empereur, ayant mis à la voile le 14 juin 1535, débarqua dès le troisième jour dans le voisinage de la Goulette (à peu de distance de Tunis), et commença aussitôt le siège de cette forteresse. Après une résistance opiniâtre, la place fut emportée d'assaut (le 14 juillet), et la flotte barbaresque, composée de dix-huit galères, outre un grand nombre de plus petits navires, et commandée par Barberousse lui-même, tomba au pouvoir des Impériaux. Charles-Quint marcha ensuite sur Tunis, prit cette ville, le 21 juillet, et la livra au pillage. Vingt-deux mille captifs chrétiens recouvrèrent la liberté. L'Empereur rétablit Muley Hassan dans ses États, à condition que lui et ses successeurs seraient feudataires du royaume d'Espagne. Le traité, conclu le 6 août 1535, stipulait en outre, que Muley Hassan relâcherait tous les esclaves chrétiens qui se trouvaient dans son pays; qu'il accorderait la libre navigation aux sujets de l'Espagne et permettrait aux Chrétiens de s'établir dans ses États. L'Empereur conserva la Goulette avec un rayon de deux milles de circuit, et y laissa une garnison, pour l'entretien de laquelle Muley Hassan s'obligea à payer annuellement 12,000 florins d'or.

François I s'était montré, aussi après la paix de Cambrai, dans chaque occasion l'ennemi de Charles-Quint. Il avait non-seulement fait en 1533 un traité secret avec le pape Clément VII pour détruire l'influence de l'Empereur en Italie, et soutenu par de fortes sommes d'argent le landgrave de Hesse dans l'envahissement du pays de Wurtemberg, mais il entretenait encore une liaison fort intime avec le sultan, et excitait de toute manière les Protestants à des hostilités ouvertes contre le chef de l'Empire. Avec François Sforce, duc de Milan, il était d'intelligence depuis l'année 1531. Un agent secret du roi se trouvait à la Cour de Milan. L'Empereur en fut informé, et somma en 1533 le duc de rendre compte de sa conduite. Sforce fut mis par là dans un embarras, d'où il ne sut autrement se tirer, qu'en faisant faire le procès et trancher la tête à Maraviglia, c'est le nom de l'agent secret, dont les gens venaient d'assommer dans une dispute, survenue par hasard, un camérier du duc de Milan. Le roi demanda alors à l'Empereur qu'il enjoignît au duc de Milan, comme son vassal, de donner satisfaction de l'outrage fait à la couronne de France dans la personne de son envoyé. Comme cette réclamation resta sans effet, François I fit des préparatifs pour une expédition en Lombardie. Mais étant convaincu que la France ne pourrait jamais s'affermir dans le Milanais, s'il n'existait entre les deux pays une communication non interrompue par un territoire étranger, il résolut de s'emparer du duché de Savoye. À ces fins, il demanda, au mois de mai 1535, le libre passage par ce pays pour l'armée destinée à marcher en Lombardie. Le duc Charles de Savoye l'ayant refusé, le roi ordonna à l'amiral Brion Chabot d'entrer par force dans ce pays. Le duc Charles était frère de Louise, mère du roi de France; mais il vivait depuis longtemps en mauvaise intelligence avec François I. Le

duc Charles, qui était marié avec Béatrice de Portugal, soeur de l'impératrice Isabelle, aurait aussi, à ce qu'on prétend, prêté en 1524 des sommes considérables au duc de Bourbon pour l'enrôlement des troupes qui aidèrent à vaincre les Français près de Pavie. Ensuite il avait acheté de l'Empereur le comté d'Asti, qui avait appartenu auparavant à la France, et l'avait réuni au Piémont. Enfin François I faisait aussi valoir les prétentions de sa mère Louise sur l'héritage de Savoye. Comme le duc ne s'était en aucune manière mis en garde contre une attaque aussi imprévue de la part de son neveu, les Français conquirent sans peine ses États, à l'exception de quelques forteresses piémontaises.

Le 25 octobre 1535, mourut le duc François Sforce. Ce prince n'ayant point laissé d'enfants, l'Empereur fit occuper par Antoine de Leve le duché de Milan, comme fief vacant de l'Empire. Mais le roi de France réclama ce pays, et prétendait qu'il n'avait renoncé, par la paix de Cambrai, au duché de Milan qu'en faveur de la famille de Sforce et que, celle-ci étant maintenant éteinte, les anciens droits de la France sur le Milanais rentraient en vigueur. Dans la conférence qui s'assembla relativement à cette affaire, l'Empereur, pour assurer la tranquillité en Italie, établit d'avance pour principe d'une convention, que Milan ne pourrait jamais être réuni à la couronne de France. Ce monarque ne voulait pas non plus que le second fils du roi, le prince d'Orléans, possédât Milan, parce que ce prince pouvait chercher un jour à faire valoir les prétentions de son épouse Cathérine de Médicis, sur Florence et sur Urbino, et par là troubler la paix de l'Italie. En revanche, l'Empereur se montra disposé à céder Milan au duc d'Angoulème, troisième fils du roi de France. Par cette conduite modérée et désintéressée, Charles-Quint gagna la confiance des Italiens, tandis que François I, par ses démarches violentes contre le duc de

Savoye, avait excité la crainte et l'indignation chez les peuples de la péninsule. Ces sentiments s'accrurent encore lorsque le général français Annebaut, qui s'était avancé avec 800 lances, 1000 cavaliers et 23,000 fantassins par Suse, s'empara, le 13 avril 1536, de Turin, capitale du Piémont.

L'Empereur, de son côté, avait fait les plus grands préparatifs pour arrêter les conquêtes des Français. Les corps qui avaient été employés à l'expédition d'Afrique, furent complétés, et on enrôla de nombreuses troupes de lansquenets en Allemagne. Dans les Pays-Bas, une armée se rassembla pour pénétrer de ce côté en France, dès que les hostilités viendraient à éclater. Les Vénitiens firent alliance avec l'Empereur. Les Suisses promirent d'observer une stricte neutralité, et de ne pas accorder à la France la permission de recruter dans leur pays. Dans ces intervalles, le gouverneur impérial de Milan, Antoine de Leve, avait déjà, au mois de mars 1536, prêté un secours efficace au duc de Savoye contre les Français. Il avait renforcé la garnison de Vercelli, où ce prince s'était retiré, et avait pris avec un corps de 12,000 hommes d'infanterie et de 600 chevaux, une position qui empêchait les généraux Annebaut et Brion de s'avancer plus loin dans le pays.

Le 5 avril (1536), Charles-Quint quitta la Sicile, où il s'était rendu après son expédition d'Afrique, et alla à Rome où il fut suivi par des ambassadeurs français, qui demandèrent une réponse décisive sur la question milanaise. Le 17 avril, dans une grande assemblée, à laquelle assistèrent le pape, les cardinaux et tous les princes, seigneurs et envoyés qui se trouvaient à Rome, l'Empereur peignit la conduite toujours également astucieuse qu'avait tenue François I pendant une longue suite d'années, se plaignit de son avidité de pays, ainsi que

des moyens illégaux qu'il employait pour venir à bout de ses projets, et se déclara encore prêt à abandonner le duché de Milan au duc d'Angoulème. Le 18 avril, Charles-Quint partit de Rome pour Sienne, où parut le cardinal de Lorraine pour proposer un accommodement, au nom du roi de France. Mais comme ce monarque persistait à demander qu'on donnât Milan au duc d'Orléans, les négociations furent rompues.

L'armée impériale, qui était composée de troupes espagnoles, italiennes et allemandes, comptait 40,000 hommes à pied et 10,000 cavaliers. Le 6 mai, l'Empereur arriva à l'armée, dont Antoine de Leve était le général en chef. Sous ce grand capitaine commandaient le marquis del Vasto, le duc d'Albe et Ferdinand Gonzague. L'armée française, sous les ordres de l'amiral Brion, était campée près de Vercelli. Les cantons catholiques de l'Helvétie avaient rappelé les Suisses qui servaient dans cette armée, parce qu'ils ne voulaient pas les employer contre leur allié, le duc de Savoye. Le roi ordonna à l'amiral de bien garnir les forteresses piémontaises, de laisser le margrave de Saluce avec un corps volant pour couvrir le pays ouvert, et de marcher avec les autres troupes en Dauphiné. Antoine de Leve commença le siége de Fossano, occupé par les Français, qui se rendit le 6 juillet. À Astí, l'Empereur reçut la nouvelle, que le margrave de Saluce avait abandonné le parti français et s'était déclaré pour lui.

Ces deux événements favorables engagèrent Charles-Quint à entreprendre une expédition au delà des Alpes, dans la France méridionale. Il espérait de cette diversion un succès d'autant plus décisif, que deux corps d'armée impériaux devaient en même temps faire une invasion en Picardie et en Champagne. La régente des Pays-Bas et le roi Ferdinand avaient reçu de grandes

sommes d'argent, pour mettre sur pied les troupes nécessaires à ces opérations. C'est pourquoi aussi l'Empereur ne voulut pas attendre qu'on eût enlevé auparavant Turin aux Français; mais il se mit en marche pour Nice, où il arriva le 25 juillet. À la tête de 50,000 hommes, Charles-Quint pénétra en Provence, tandis que l'amiral Doria parut avec la flotte sur les côtes de cette province. L'Empereur désirait livrer aux Français une bataille générale qu'il espérait bien certainement de gagner, vû la grande supériorité de ses forces. Mais le roi se borna par la même raison à la défensive. Il fit occuper par le maréchal de Montmorenci un camp près d'Avignon, lequel était couvert par le Rhône et la Durance et fortément retranché. Avec un autre corps de troupes le roi lui-même campa sur les bords du Rhône près de Valence. Marseille et Arles reçurent de bonnes garnisons; mais Antibes, Fréjus, Tarascon et Beaucaire ne furent que faiblement garnis, et on rasa les fortifications des autres places qui pouvaient être attaquées les premières par l'armée impériale. De tous les endroits de cette contrée les vivres avaient été enlevés ou détruits; on avait brûlé les moulins et les fours, encombré les puits, et conduit les habitants avec leurs troupeaux et leurs effets les plus précieux plus avant dans le pays, derrière la ligne de défense de l'armée française. Depuis les Alpes jusqu'à Marseille, et depuis la côte de la mer jusqu'aux frontières du Dauphiné, le pays était converti en désert.

Antibes se rendit aux Impériaux sans résistance. Fréjus fut réduit par la flotte, après une courte défense. L'Empereur s'avança sur Aix, où l'armée s'arrêta près de quatre semaines. Cependant la contrée environnante était dévastée dans une fort grande étendue. Le Piémont et la Savoye, entièrement épuisés, se trouvaient également hors d'état de fournir des vivres à l'armée, et la

flotte, chargée de provisions en abondance, était empêchée par des vents contraires de s'approcher des côtes. Le camp des Français près d'Avignon était si bien fortifié par la nature et par l'art, qu'on ne pouvait l'attaquer sans sacrifier une quantité infinie de troupes. Afin d'attirer le maréchal de Montmorenci hors de cette position, l'Empereur commença, le 25 août, le siège de Marseille et menaça en même temps Arles. Ce monarque espérait ainsi engager les Français à un combat décisif. Mais les deux armées françaises restèrent immobiles dans les positions qu'elles occupaient. Les attaques sur Marseille n'eurent aucun succès. Les paysans, réduits au désespoir, s'étaient armés et interceptèrent les transports de vivres, d'ailleurs assez rares. La famine s'accrut d'une manière effrayante dans le camp impérial, et occasionna des maladies épidémiques qui moissonnèrent près de 20,000 hommes, parmi lesquels se trouvait le commandant en chef, Antoine de Leve. Le 10 septembre, l'Empereur se vit obligé de se mettre en marche pour retourner en Italie. François I ne put le poursuivre, attendu qu'une nouvelle invasion des Impériaux en Picardie menaçait Peronne du plus grand danger, et qu'il était urgent d'y envoyer des secours. À Nice, l'Empereur conféra le commandement général au marquis del Vasto; après quoi il s'embarqua à Gènes, et fit voile en novembre vers Barcelone.

Pendant que la principale force impériale opérait en Provence, le général Jacques de Médicis et le margrave de Saluce avaient enlevé aux Français différentes petites places en Piémont. Ensuite ils assiégèrent Turin avec 10,000 hommes. Sur ces entrefaites, les généraux français Rangone et Pierre Strozzi, après avoir vainement tenté de prendre Gènes par un coup de main, conquirent Carignan, Raconniggi et Carmagnole, par où les Impériaux se virent obligés de lever le siège de Turin. À la

fin du mois de septembre, le roi de France donna le commandement de ses troupes en Italie au général Burie. Celui-ci surprit Casale, mais il fut battu et fait prisonnier par le marquis del Vasto, qui était déjà arrivé de Nice; Casale fut reconquis. Au mois d'octobre, les Impériaux entreprirent encore une attaque contre le Languedoc. La flotte alliée inquiéta les côtes de cette province, tandis qu'une colonne espagnole s'avança du Roussillon sur Narbonne, et une seconde sur Carcassone. Sur tous ces points les Impériaux furent contraints à la retraite par la supériorité numérique des Français.

La troisième armée de l'Empereur s'était rassemblée dans les Pays-Bas. Elle était forte de 20,000 hommes d'infanterie et de 6000 chevaux. Le comte Henri de Nassau et Adrien de Roeulx la conduisirent en Picardie, enlevèrent les villes de Bray et de Guise, et ravagèrent le pays. Ensuite ils assiégèrent Peronne. Mais ils furent repoussés dans trois assauts qu'ils entreprirent contre cette forteresse. Un corps de troupes françaises étant venue en septembre au secours de la place, le comte de Nassau se retira dans l'Artois, et Roeulx à Cambrai. L'entreprise en Champagne aurait dû être exécutée par l'armée de l'Empire; mais le roi de France vint à bout, par les intrigues de son envoyé du Bellay, à engager les princes d'Allemagne à garder chez eux les contingents en troupes qu'ils avaient promis, dans la Diète de Worms en 1535, de fournir au roi Ferdinand; en sorte qu'il ne se forma point d'armée germanique, et que l'invasion de la Champagne n'eut pas lieu.

La France, à cette époque, fut jetée dans une grande consternation par la mort subite du Dauphin qui termina sa vie à Tournon, au mois d'août 1536. Au commencement de l'année suivante, François fit jouer par son parlement à Paris une comédie politique. L'Empereur fut

accusé par l'avocat général en séance publique d'avoir violé la paix de Cambrai. Il avait par conséquent, disait-on, perdu la dispense, qui lui avait été accordée dans ce traité, de prêter l'hommage dû à la couronne de France pour la Flandre et l'Artois. Comme feudataire de la France, l'Empereur s'était, prétendait-on, rendu coupable de rebellion, parce qu'il avait pris les armes contre le roi, son suzerain. Charles-Quint fut cité par un héraut, qui parut sur les frontières des Pays-Bas, devant le parlement pour rendre compte de sa conduite; comme ce monarque méprisait trop cette farce pour envoyer un plénipotentiaire dans une telle affaire à Paris, on le déclara par un arrêt du parlement déchu de ses fiefs, la Flandre et l'Artois, et la réunion de ces deux provinces au royaume de France fut prononcée.

La guerre dans cette année (1537) fut surtout continuée dans les Pays-Bas avec la plus grande vivacité. Le roi François pénétra, au mois de mars, avec 25,000 hommes dans l'Artois et conquit Hesdin, Saint-Paul, Lillers, Saint-Venant et plusieurs autres endroits. Mais les Impériaux, sous les ordres de Buren, reprirent, le 15 juin, Saint-Paul d'assaut, s'emparèrent de Montreuil et assiégèrent Térouanne-sur-la-Lys. Le duc d'Orléans, alors devenu Dauphin, et le maréchal de Montmorenci s'avancèrent au secours de la place, et on était sur le point de livrer une bataille décisive. Mais la gouvernante Marie et la reine Éléonore avaient ménagé une trêve de dix mois pour la Picardie et les Pays-Bas. Par suite de cette convention, qui fut signée le 30 juillet, les troupes impériales levèrent le siége de Térouanne. En Piémont le marquis del Vasto conquit dans les mois d'août et de septembre Chiari, Cherasco, Arbe et Carmagnole. Mais le Dauphin et Montmorenci étant arrivés avec des troupes fraiches, et ayant approvisionné Turin,

del Vasto se replia sur Asti. Enfin, le 16 novembre 1537, on conclut aussi une suspension d'armes pour l'Italie, le Dauphiné et la Provence. Cette trêve, dont la durée avait été fixée à trois mois, fut ensuite prolongée jusqu'au 1 juin 1538, afin qu'on eût le temps de traiter de la paix définitive.

Le roi de France s'était en 1536 formellement allié avec le sultan Soliman II contre l'Empereur, ensuite de quoi les Turcs s'avancèrent non-seulement en Hongrie, l'an 1537, mais inquiétèrent aussi les côtes napolitaines. Le pape Paul III, craignant que les Mahométans ne vinssent fondre aussi sur la basse Italie, conclut, le 8 février 1538, avec l'Empereur, le roi Ferdinand et les Vénitiens une alliance défensive contre la Turquie. Les confédérés convinrent d'armer jusqu'à la fin du mois de mars trois cents galères et cent autres navires. Le souverain pontife travailla ensuite avec grand zèle à rétablir la paix. Sur son invitation, l'Empereur et le roi François se rendirent, vers la fin de mai, à Villafranca, non loin de Nice. Mais l'animosité réciproque de ces deux princes était encore si grande, qu'ils ne se parlèrent, ni se virent pendant tout le temps qu'ils se trouvèrent dans le même endroit. Le pape négocia en personne entre les monarques ennemis et les engagea, le 18 juin, à conclure une trêve de dix ans, pendant laquelle toutes les affaires devaient être laissées dans l'état où elles se trouvaient présentement. Les Souverains avaient ensuite quitté Nice. François s'était rendu à Avignon, et le pape et l'Empereur étaient allés à Gênes. Là, Charles-Quint reçut un message de la part de François I qui l'invitait à s'arrêter, en retournant par mer en Espagne, sur les côtes de France, pour avoir ensemble une conférence qui effectuerait une parfaite réconciliation. La reine Éléonore avait, par de pressantes prières, persuadé son époux à

cette démarche. L'entrevue eut lieu à Aigue-Mortes, le 14, 15 et 16 juillet 1538. En effet, par ce pourparler de trois jours tout germe de méfiance semblait être extirpé dans l'esprit de ces deux grands monarques. François donna à l'Empereur les plus fortes assurances de son amitié, et promit de rompre toute communication avec les Turcs, aussitôt que le temps qu'avait encore à durer l'alliance avec le sultan, serait expiré. L'Empereur confirma cette convention, l'an 1539, par un acte expédié à Tolède le 1 février. Charles-Quint avait, à cette époque, particulièrement obligé le pape Paul III, en mariant sa fille, l'archiduchesse *Marguerite*, veuve d'Alexandre Médicis, assassiné l'an 1537, avec le petit-fils du pontife, Octave Farnèse, fils de Pierre-Louis Farnèse, duc de Castro.

La ligue de Smalkalde, dont la durée avait été fixée jusqu'au mois de février 1537, fut prolongée en décembre 1535 pour dix ans. Le nouvel acte de fédération fut signé à Smalkalde, le 29 septembre de l'année suivante. À cette ligue avaient accédé, l'an 1531, les nouveaux membres suivants: le duc Ulric de Wurtemberg, les ducs Barnim et Philippe de Poméranie, trois princes d'Anhalt, les villes d'Augsbourg, de Francfort, de Kempten, d'Hannovre, d'Hambourg, de Minden, d'Esslingue, de Brunswick, de Goslar, de Gœttingue et d'Einbeck. La constitution de la ligue fut formellement organisée. Une armée permanente de 10,000 hommes à pied et de 2000 chevaux devait être entretenue à frais communs. Depuis l'année 1535 des délégués français et anglais avaient négocié sans cesse avec la ligue de Smalkalde. Le 5 octobre 1536, le roi Chrétien III de Danemark conclut aussi avec les princes évangéliques une alliance, tendante à maintenir leurs opinions religieuses.

Dans l'assemblée de Smalkalde en février 1537,

l'Empereur fit déclarer aux États protestants, qu'il avait depuis longtemps donné l'ordre à la Chambre impériale de ne pas s'occuper d'affaires de religion et de procès qui y avaient rapport. Mais la demande que firent les États de laisser participer aussi aux bienfaits de cette convention leurs coreligionnaires, qui n'étaient entrés dans l'Union qu'après que la paix de religion de Nuremberg eut été conclue, fut rejetée, comme n'étant pas équitable. Enfin, l'Empereur fit inviter les États protestants à reconnaître, sans s'y opposer plus longtemps, le concile que le pape avait convoqué à Mantoue le 23 mai 1537, et de se trouver présents dans cette assemblée. Mais ils persistèrent dans toutes leurs prétentions. Ils refusèrent en outre à l'Empereur, tant qu'il ne remplirait pas leurs demandes, tout soutien dans la guerre turque, comme aussi le payement de leur quotité pour l'entretien de la Chambre impériale. Ils publièrent vers le même temps une confession de Foi, composée en partie par Luther lui-même, en partie par d'autres théologiens évangéliques, et appelée *les articles de Smalkalde*, qui éclaircissaient tous les points de religion, dans lesquels la nouvelle doctrine différait de l'ancienne Foi catholique. Ces articles furent signés le 2 février 1537. Le souverain pontife, qui avait remis la tenue du concile au 1 novembre 1537, désigna bientôt après Vicence pour lieu de cette assemblée et en fixa l'ouverture au 1 mai de l'année suivante. Pendant ce temps-là, le vice-chancelier de l'Empire Held avait activement travaillé en Allemagne à la formation d'une ligue catholique, qui devait contre-balancer l'union évangélique de Smalkalde. Cette confédération fut effectivement conclue pour onze ans à Nuremberg, le 10 mai 1538, et appelée la *Ligue sainte*. Les membres en furent: l'Empereur, le roi Ferdinand, l'électeur de Mayence, comme archevêque de Magdebourg et évêque

d'Halberstadt, l'archevêque de Salzbourg, les ducs Guillaume et Louis de Bavière, Georges de Saxe, Eric l'aîné de Brunswick-Callenberg, et Henri le jeune de Brunswick-Wolfenbuttel. Cette ligue aussi eut son règlement, des colonels et conseillers, et sa caisse militaire commune.

Après la trêve conclue à Nice, les rois de France et d'Angleterre, qui avaient pendant plusieurs années incité les États protestants contre l'Empereur, et leur avaient fait les promesses les plus brillantes, abandonnèrent les confédérés Smalkaldiens. En revanche, le roi Chrétien III de Danemark entra, le 9 avril 1538, dans la ligue pour neuf ans. La nouvelle doctrine gagnait toujours plus d'adhérents. Dès l'année 1536, l'électeur Herman de Cologne introduisit la réformation dans son pays. Dans les années suivantes, l'électeur Joachim II de Brandebourg et le duc Henri de Saxe et de Misnie (après la mort de son père Georges, arrivée au mois d'avril 1539), puis les évêques de Lubeck, de Camin, de Schwerin et plusieurs autres, suivirent cet exemple. La force du parti protestant s'accrut encore considérablement par la réunion des Luthériens et Zwingliens qui s'étaient accordés, le 29 mai 1536, sur les points de religion dans lesquels ils avaient différé les uns des autres. Deux ans d'après (1538), les Suisses protestants accédèrent aussi à ce traité.

Les deux compétiteurs au trône de Hongrie continuaient à se faire la guerre avec des succès variés. Enfin *Ferdinand* ayant peu d'espoir, faute d'appui, de l'emporter sur son adversaire, qui était maître de la plus grande partie du royaume et avait pour soutien les forces ottomanes, et *Jean Zapolya*, las d'être l'esclave de l'altier Soliman, tous les deux d'ailleurs persuadés que le sultan n'alimentait leur inimitié que pour s'emparer

du pays, aux dépens des deux rivaux, prirent la sage résolution de mettre fin à leur longue querelle. En conséquence, l'ambassadeur impérial, l'archevêque Lund, et le plénipotentiaire de Ferdinand, le général Léonard Fels avaient conclu, le 28 février 1538 au Grand-Waradin, avec les commissaires de Zapolya une transaction, par laquelle Charles-Quint et Ferdinand, son frère, reconnurent Jean Zapolya pour roi. Ils contractèrent avec ce prince une alliance, pour protéger la Hongrie contre les Turcs, et reconquérir la forteresse de Belgrade. Le roi des Romains et Zapolya renoncèrent à toutes les alliances étrangères, dirigées réciproquement contre l'un et l'autre. Charles et Ferdinand consentirent en outre à laisser à Zapolya la Transylvanie, et la partie du royaume de Hongrie dont il était alors en possession. En revanche, Ferdinand conserva l'Esclavonie et les comitats de Hongrie, occupés par ses troupes ou partisans. On convint qu'après la mort de Jean tout le territoire, temporairement cédé à ce prince, retournerait au roi Ferdinand et que, si Zapolya laissait un fils, celui-ci n'aurait que le comté de Zips avec le titre de duc, et en outre les biens patrimoniaux qui étaient fort considérables. Il fut aussi réglé que, si Jean venait à mourir sans postérité, il pourrait librement disposer de la moitié de ces domaines, qui devait passer à son épouse, en cas qu'elle lui survecût. Une amnistie pour les partisans réciproques, l'élargissement des prisonniers, la cessation des faides particulières et la répression des entreprises révolutionnaires, furent également stipulés dans ce traité de pacification.

Cette convention devait être tenue secrète encore pendant quelque temps, et surtout rester cachée à la Cour de Constantinople, afin de ne pas l'exciter à une attaque contre la Hongrie. Mais le sultan en fut cependant bientôt informé et en ressentit une furieuse colère. Il fit

ssitôt rassembler une armée, pour fondre de nouveau la Hongrie. Il publia, il est vrai, que cette démonstion hostile était dirigée contre le vayvode Pierre de ldavie; mais Zapolya ne prit point le change et se para à une vigoureuse résistance. Il vint à bout de ner une armée de 60,000 hommes. Le roi Ferdinand promit 13,000 hommes de troupes auxiliaires, dont partie se mit effectivement en marche pour rejoindre mée de Zapolya. Les Turcs avaient pris Dubitza en oatie; mais en revanche le ban Thomas Nadasdy s'était du maître de Jessenowatz dans la même province. liman lui-même conquit en 1538 la Moldavie. Le vayle Pierre se sauva en Hongrie, dans son château de icso, et le sultan conféra la vayvodie à Étienne, frère prince expulsé. Ensuite Soliman somma Zapolya de rendre compte de ses armements. Ce dernier, intilé par les succès du sultan, chercha à l'apaiser par de ndes sommes d'argent et par la promesse de lui payer tribut annuel. Il ordonna même d'assiéger le voyvode rre dans son château, et l'y fit dans la suite prisonr. Ce fut par crainte de la vengeance de Soliman, que polya remettait toujours la publication du traité conclu c Ferdinand, sur laquelle ce monarque insistait sériement.

Dans cette année, le roi Ferdinand demanda aux États l'Allemagne en général, et à quelques princes en partiier, des secours contre les Ottomans. Pour satisfaire réclamations des Protestants et les disposer à prêter istance au roi des Romains, on conclut, le 19 avril 39 à Francfort, un parfait armistice pour quinze mois re les deux partis de religion. Les procès de la Chamimpériale furent aussi suspendus pendant ce temps-là. puis la conclusion du traité de Nice, l'Empereur avait ouvé différents revers. Ses troupes, qui avaient à

prétendre des arrérages de solde notables, s'étaient mutinées. En Lombardie, et à Naples surtout, les excès avaient atteint un haut degré. Après que les soudoyers eurent enfin reçu leur payement et que la tranquillité eut été retablie, la plus grande partie de ces troupes turbulentes furent congédiées, et l'on ne garda sous les drapeaux que le nombre de soldats nécessaire pour les garnisons.

Afin de se procurer les sommes dont il avait indispensablement besoin, pour subvenir aux pressantes nécessités de l'État, Charles-Quint avait proposé aux États de la Castille, assemblés à Tolède, d'introduire un nouvel impôt sur les marchandises. Mais ils refusèrent d'acquiescer à la demande de l'Empereur. Pareille chose arriva dans les Pays-Bas. La gouvernante Marie avait, en 1536, convoqué les États provinciaux, et leur avait demandé des subsides pour les armements contre la France. Mais les Gantois, craignant le déclin de leur commerce très-florissant avec ce royaume, se déclarèrent contre la guerre et refusèrent de payer leur quote-part dans la subvention. Ils prirent bientôt après les armes, et offrirent en 1537 au roi de France de se soumettre à sa domination. Mais la trêve de Bommy ayant été conclue vers le même temps, François I rejeta les propositions des rebelles et découvrit même celles-ci à l'Empereur. Comme les troubles des Pays-Bas continuèrent dans les années suivantes, et que la présence de l'Empereur y devint instamment nécessaire, le roi de France accorda à Charles-Quint le passage par son royaume, cette route étant plus sûre, plus commode et plus courte que toutes les autres, pour se rendre d'Espagne aux Pays-Bas. Dans son voyage de Bayonne par Paris à Valenciennes, en hiver 1539—1540, Charles reçut tous les honneurs possibles de la part de la famille royale.

Les bourgeois de Gand se soumirent et l'Empereur y fit son entrée, le 24 février 1540. Il ôta à cette ville séditieuse tous ses droits et privilèges, la condamna à une forte amende qui fut employée à la construction d'une citadelle, dominant la ville, et lui imposa une contribution pour l'entretien de la garnison de ce château. Quelques fauteurs de la révolte eurent la tête tranchée, et les autres furent bannis.

Le duc Charles Egmont de Gueldre et de Zutphen avait diversement violé la paix, conclue avec l'Empereur à Grave le 15 décembre 1536. En automne de l'année suivante, il chercha à persuader les États provinciaux, assemblés à Arnheim, d'assurer après sa mort la succession de ses pays au roi de France. Les États s'opposèrent d'abord sérieusement à cette proposition, et des hostilités eurent même lieu entre eux et le duc. Mais vers la fin de janvier 1538, ils transportèrent, d'accord avec le duc, la succession à Guillaume, prince héréditaire de Juliers qui, après la mort de Charles Egmont, arrivée le 30 juin de la même année, prit effectivement possession de la Gueldre et de Zutphen. Le 4 février 1539, Guillaume parvint aussi par la mort de son père Jean au gouvernement de Juliers et de Cléves. Au mois de mai 1540, le duc Guillaume avait essayé de faire un arrangement avec l'Empereur; mais cette démarche n'ayant pas eu l'effet désiré, il s'allia en juillet 1540 avec le roi de France.

Pendant son séjour dans les Pays-Bas, Charles-Quint travailla avec un zèle fort actif à la réconciliation des deux partis de religion. Dans ce dessein il envoya, au mois de mars 1540, des plénipotentiaires à l'assemblée des Protestants à Smalkalde, et accorda la tenue de conférences religieuses (*Religionsgespräche*). Elles commencèrent en janvier 1541 à Worms; mais elles

furent interrompues au bout de quelques jours et transférées à la Diète de Ratisbonne que l'Empereur ouvrit lui-même, le 5 avril suivant. Les théologiens réciproques s'accordèrent, à la vérité, sur quelques articles de Foi; mais ils entrèrent par rapport à d'autres dans une si vive querelle, que la négociation fut entièrement rompue (le 22 mai). Au mois d'août, l'Empereur se rendit en toute diligence par le Tyrol en Italie. Après avoir visité Milan et Gênes, il arriva le 10 septembre à Lucques, où il eut une entrevue avec le pape. Charles pressa vivement le pontife de tenir enfin le concile attendu depuis si longtemps, pour faire cesser la division qui affligeait l'Église.

Dans le cours de la même année, Charles-Quint tourna de nouveau ses armes contre les États barbaresques. Le fameux Chairadin Barberousse faisait depuis 1536 ravager par de fréquentes invasions les côtes de l'Espagne, et inquiéter par ses armateurs la navigation sur la mer méditerranée; ce qui causait un tort si sensible au commerce espagnol, que l'Empereur résolut d'attaquer et de détruire Alger, le repaire de ces brigands. En conséquence, le vice-roi de Sicile sortit avec sept galères et cent-cinquante autres navires, des ports de ce royaume et fit voile vers Majorque. Charles-Quint s'embarqua, le 28 septembre 1541, sur l'escadre d'André Doria, forte de trente-sept galères, et navigua vers la même île. La flotte espagnole, qui comptait cent cinquante voiles, se rendit de Malaga directement à Alger, où toute la force navale se trouva réunie, le 20 octobre. Le sur-lendemain, 25,000 hommes débarquèrent dans le voisinage d'Alger. L'Empereur s'avança avec cette armée sur la ville qui n'était défendue que par 800 Turcs [illegible] 6000 Mores; un orage épouvantable, qui s'éleva au [illegible] où les troupes chrétiennes s'approchaient de la

place, et les rendait incapables au combat, favorisa la sortie que firent les Algériens, le 24 du même mois. Des tempêtes furieuses qui détruisirent une partie de la flotte, ainsi que le manque de vivres et de munitions, contraignirent l'Empereur à se retirer au cap de Matafuz, situé à trois marches d'Alger. Les troupes furent rembarquées à Matafuz, où la tempête avait poussé les vaisseaux échappés à sa fureur. Immédiatement après, de nouvelles tempêtes dispersèrent la flotte. Charles-Quint n'entra que le 1 décembre dans le port de Carthagène.

En Hongrie, le mariage de Jean Zapolya avec Isabelle, fille du roi Sigismond de Pologne, avait été célébré le 29 janvier 1539, et la princesse avait été couronnée reine à Albe-Royale, le 2 février suivant. Zapolya refusait toujours de publier la paix du Grand-Waradin. De petites vexations, qui commençaient à avoir lieu entre les partisans de Ferdinand et ceux de Zapolya, aigrissaient de nouveau les deux partis. Une commission, établie à Strigonie par les deux rois, devait accommoder tous les points contentieux; mais la mésintelligence prenait chaque jour un caractère plus sérieux; des guerres particulières et courses déprédatrices des vassaux et des commandants militaires troublaient le calme intérieur et la sûreté du pays. Zapolya envoya au sultan, à l'Empereur, aux rois de Pologne et de France des ambassadeurs, qui devaient partout l'excuser, le justifier et demander du secours. En février 1540, Zapolya livra effectivement Pierre de Moldavie au sultan, auprès duquel il intercéda toutefois pour faire rétablir le prince dans sa vayvodie. Les deux vayvodes de Transylvanie Étienne Mailáth et Emméric Balassa, avaient gagné les Saxons et les Szeklers pour le roi Ferdinand, et travaillaient maintenant à engager tout le pays à se soulever contre Zapolya. Mais ce prince marcha en toute hâte avec un

nombreux corps d'armée en Transylvanie, proscrivit les vayvodes, enleva leurs châteaux et punit leurs partisans. Le 7 juillet 1540, naquit à Jean Zapolya à Bude un fils, qu'il n'eut pas le bonheur d'embrasser; car il mourut à Muhlenbach en Transylvanie, le 21 du même mois. Zapolya n'était point fait pour le trône, où il s'était laissé conduire par des seigneurs ambitieux qui voulaient gouverner sous son nom. Il choisit pour protecteur l'ennemi de sa religion, et plongea par là sa patrie dans un gouffre de misères. Par son testament, il nomma l'évêque Georges Martinuzzi du Grand-Waradin premier ministre et régent en Transylvanie, et Pierre Petrovits comte de Témeswar et commandant en chef, mais les avait désignés tous les deux pour tuteurs de son fils. Ces seigneurs envoyèrent aussitôt le tribut à Constantinople, et sollicitèrent le sultan de reconnaître le fils de Zapolya, qui reçut au baptême le nom de *Jean-Sigismond*, pour roi de Hongrie. Soliman ayant donné, le 27 octobre 1540, cette confirmation, les tuteurs du jeune prince le firent proclamer roi dans une assemblée tenue dans la plaine de Rakos. Mais une partie des magnats de Hongrie insistèrent sur l'accomplissement de la condition de paix, en vertu de laquelle le royaume tout entier devait maintenant appartenir au roi Ferdinand. En Transylvanie, on tint en septembre une Diète à Schæsbourg, dans laquelle les partisans de Ferdinand, Mailáth et Balassa, furent nommés capitaines du pays. Le général autrichien, Léonard Fels, arriva, vers le milieu du mois d'octobre, avec un corps d'armée devant Bude. Mais ayant investi en vain pendant quatre semaines la place, il renonça à cette entreprise, et occupa en revanche Pesth, Waitzen, Visségrade et Albe-Royale. Le pape déclara, par un bref du 3 octobre, Ferdinand seul et unique roi de Hongrie. Le père de la reine Isabelle, Sigismond de Pologne,

lui-même conseilla de faire un arrangement et d'accomplir le traité du Grand-Waradin. Quoique Martinuzzi sommât alors la reine de maintenir la couronne pour son fils, et de s'unir fermément au sultan, Isabelle, princesse aussi distinguée par ses vertus et ses talents que par ses grâces et sa beauté, fit cependant en 1541 nouer secrètement des négociations avec Ferdinand, pour céder à ce prince la ville de Bude et tout le royaume. Mais Soliman déclara vouloir conserver la couronne de Hongrie à la famille de Zapolya qu'il nommait son allié, son ami. Les pachas de Belgrade et de Croatie entrèrent par son ordre en Hongrie, avant le commencement de l'hiver et conquirent Waitzen, mais assiégèrent la ville de Pesth en vain.

Dans la Diéte à Ratisbonne, en juin 1541, les États de l'Allemagne assurèrent au Roi des secours contre les Turcs; et le comte Frédéric de Furstenberg fut désigné pour conduire les troupes auxiliaires en Hongrie. Dès le commencement du mois de juin, le général de Ferdinand, Guillaume de Roggendorf, avait paru devant Bude. On était convenu avec la reine Isabelle et les ambassadeurs polonais, de remettre la ville aux troupes du roi Ferdinand, dans la nuit du 10 juin. Mais Martinuzzi découvrit ce dessein et le fit échouer. On commença le siège de la place. Mais au bout de huit semaines, Roggendorf fut obligé d'abandonner cette entreprise, le sultan étant arrivé, à la tête d'une armée nombreuse, dans le voisinage, pour délivrer la capitale. Roggendorf, voyant son armée presque enveloppée par les Ottomans, se retira, le 22 août, avec perte de son artillerie et d'une grande partie de son infanterie, au delà du Danube à Pesth, et de là plus loin dans l'île de Schutt, où il mourut de ses blessures. Pesth se soumit aux Turcs. Le roi Ferdinand se rendit en toute hâte de Vienne à Linz, pour accélérer la marche des troupes de l'Empire, tandis que Léonard Fels ralliait près de Presbourg les restes de l'armée.

Le sultan s'empara, le 2 septembre, de Bude par ruse, et prescrivit alors les conditions d'un traité, par lequel Isabelle et son fils conservèrent la Transylvanie, les comitats jusqu'à la Teisse et le bannat de Témeswar. Soliman prit pour lui Bude, avec un district entre le Danube et la Teisse qui fut converti en un Sandschakat turc. Toutefois il promit de rendre ce territoire à Jean-Sigismond, dès qu'il serait majeur, et de le reconnaître alors pour roi de toute la Hongrie. Ferdinand fit offrir au sultan de lui payer annuellement les mêmes sommes, que celles qu'il avait reçues de Zapolya, s'il voulait lui remettre tout le royaume. Mais Soliman rejeta cette proposition et fit dévaster, immédiatement après, les terres frontières de l'Autriche. En Transylvanie, Mailáth avait été pendant ce temps-là assiégé dans Forgáras par les Turcs et les Moldaves, qui le firent prisonnier par ruse. Il termina sa vie dans les sept tours à Constantinople.

Georges Martinuzzi cependant entra alors en négociation avec Ferdinand. Isabelle et son père, le roi de Pologne, désirant s'arranger avec Ferdinand, on conclut un traité sur les mêmes bases que la paix du Grand-Waradin. On devait avant tout mettre Jean-Sigismond en jouissance du pays de Zips, et assurer à Isabelle une pension de 12,000 florins d'or. Il fut réglé, qu'après la remise du château de Zips, Isabelle livrerait la couronne de Saint-Étienne au roi Ferdinand, et ferait évacuer les districts de Hongrie dont elle était en possession, comme aussi la Transylvanie. Les points, qui concernaient les biens patrimoniaux et les domiciles affectés au douaire de la reine, devaient ensuite être accomplis dans le terme de deux ans, par l'entremise de l'Empereur et du roi de Pologne. Mais Martinuzzi, homme avare et ambitieux, différa la ratification de ce traité par Isabelle jusqu'à l'été suivant, afin d'avoir encore toujours les mains libres pour

arranger ses plans de manière à pouvoir satisfaire le mieux son intérêt personnel.

Le 9 février 1542, le roi Ferdinand ouvrit la Diète que l'Empereur avait convoquée à Spire, et demanda des secours contre les Turcs. Les Protestants obtinrent, le 10 avril, une prolongation de la paix de religion de Ratisbonne pour cinq ans entiers après la fin des entreprises, qu'on allait faire contre les Mahométans, ainsi que le droit des visites de la Chambre impériale. Lorsque le légat du pape proposa d'ouvrir, le 15 août de la même année, le concile général à Trente, et que cette ville eut aussi été acceptée par le Roi et les États catholiques, les Protestants déclarèrent qu'ils ne se soumettraient jamais à un concile indiqué par le pape; mais que c'était l'Empereur qui devait le convoquer. Malgré cette protestation, le souverain pontife fixa par une bulle du 29 juin l'ouverture du concile au mois de novembre. Le 10 avril, on dressa le recez de l'Empire, qui accordait des secours contre les Turcs durant deux ans, nommait l'électeur Joachim de Brandebourg général en chef de l'armée germanique et établissait une taxe sur les biens par toute l'Allemagne, pour subvenir aux frais de la guerre. Les intrigues des ambassadeurs français, qui cherchèrent à détourner les États de la guerre turque, n'avaient à la vérité pu empêcher ces résolutions énergiques; mais les États de l'Empire montrèrent dans l'accomplissement de leurs promesses l'ancienne lenteur accoutumée. Quelques-uns envoyèrent un trop petit nombre de gens de guerre, et plusieurs n'en envoyèrent pas du tout; d'autres encore ne donnèrent pas l'argent promis. Les troupes qu'on était parvenu à rassembler, manquaient d'artillerie et de poudre à canon. Dans la nouvelle Diète à Nuremberg, en juillet 1542, le Roi fit des reproches aux États sur leur impardonnable négligence, et ordonna dans le recez de l'Em-

pire, en date du 26 août, l'exécution par le fisc contre ceux, qui tarderaient encore plus longtemps à fournir leurs contingents en troupes et en argent.

L'armée chrétienne se rassembla alors près de Vienne. Le nombre des troupes de l'Empire seules devait consister en 30,000 fantassins et en 7000 cavaliers. Mais plusieurs contingents ne parurent point. Les troupes autrichiennes étaient sous le commandement de Jean d'Ungnad. Les seigneurs et Etats de la Hongrie, dévoués au Roi, fournirent 15,000 cavaliers et quelques troupes d'infanterie. Nicolas Zrini, ban de Croatie et d'Esclavonie, André Bathori et Pierre Pereny les commandaient. Le pape Paul III envoya Alexandre Vitelli, guerrier expérimenté, avec 5000 Romains, auxquels s'était joint aussi un corps de Milanais, sous les ordres de Medigini. Martinuzzi avait déclaré, qu'il resterait à la vérité neutre au commencement de la campagne, mais qu'aussitôt que les Chrétiens auraient obtenu des avantages décisifs, il aiderait de toutes ses forces à achever l'expulsion des Mahométans. L'armée combinée marcha en automne 1542 sur la rive droite du Danube par la Hongrie, passa ce fleuve près de Waitzen, et occupa un camp devant Pesth. Les chefs des troupes hongroises et italiennes étaient d'avis qu'on attaquât sans délai la ville de Bude; mais le général en chef de l'armée de l'Empire fut engagé par les conseillers de guerre des dix cercles d'Allemagne, qu'on lui avait adjoints, à insister sur le siège de Pesth. Les Turcs avaient dans cette place une très-forte garnison, qui pouvait toujours être renforcée par des troupes fraiches de Bude, située vis-à-vis de la première ville sur la rive opposée du Danube. Les assiégés faisaient de fréquentes sorties. La cavalerie turque coupait le transport à l'armée chrétienne, et l'inquiétait par des attaques continuelles. Enfin Vitelli tenta avec les Italiens seuls l'assaut de la place. Mais

n'ayant été soutenu ni par les Allemands, ni par les Hongrois, il fut battu et repoussé avec grande perte. L'armée alors se mit en marche pour retourner en Autriche. Ce siége lui avait coûté près de 15,000 hommes, dont la plupart perdirent la vie par la disette et les maladies.

La transaction avec Isabelle Zapolya avait enfin été ratifiée à Albe-Julie (Weissenbourg), le 26 juillet 1542; mais Ferdinand ne pouvait lui remettre la citadelle de Zips, parce que la famille de Thurzo était en légitime possession de ce château. La reine alors éleva plus haut ses prétentions; elle réclama aussi les treize villes du pays de Zips, engagées à la Pologne; en sorte que le traité d'accommodement ne fut pas encore exécuté. Les rapports d'amitié entre les familles royales d'Autriche et de Pologne furent affermis, à cette époque, par le mariage de l'archiduchesse *Élisabeth*, fille de Ferdinand, avec le prince Sigismond-Auguste, fils du monarque polonais. Les noces furent célébrées le 6 mai 1543. Ensuite les négociations avec les plénipotentiaires d'Isabelle furent continuées, et l'on se concerta sur l'échange provisoire du bannat de Témeswar et des districts de la haute Hongrie contre les biens patrimoniaux de la famille de Zapolya.

Au printemps 1543, le sultan Soliman partit avec son armée de Semendria, et pénétra en Croatie. Il conquit en été Valpo, Siklos, Cinq-Églises, Strigonie, Tata (Dotis) et Albe-Royale. Les Tatars parcoururent le pays le long du Danube et de la Leitha, et traînèrent plusieurs milliers d'habitants en esclavage. Les troupes du Roi étaient pour la plupart reparties dans les garnisons. Le reste, sous les ordres du général Ungnad, était placé derrière le Danube près de Comorn. Martinuzzi avait été sommé par le sultan de soutenir avec les troupes transylvaines les opérations de l'armée ottomane; mais il s'en était excusé, sous prétexte qu'il devait avant tout avoir

soin de la défense des frontières. Dès le commencement de la même année, le roi Ferdinand avait convoqué une Diète à Nuremberg, pour demander l'assistance des États contre les Turcs. La majorité des membres de l'assemblée vota en effet un secours de 20,000 hommes d'infanterie et de 6000 chevaux. Mais les Protestants voulaient, qu'on leur accordât auparavant certaines conditions. Ils demandaient, entre autres, que la déclaration impériale du recez de Nuremberg (1532) fût confirmée par les États catholiques, et que la trêve de cinq ans, conclue à Spire, fût convertie en une paix de religion permanente. Comme ces demandes ne leur furent point accordées, ils refusèrent de contribuer à la guerre contre les Ottomans, et protestèrent, le 23 avril, contre le recez de l'Empire. Cependant les États catholiques firent marcher leurs troupes. Le pape envoya 4000 hommes. Les forces militaires, de la Bohème et de l'Autriche reçurent l'ordre de se rendre en Hongrie. De cette manière on parvint enfin à rassembler dans le voisinage de Presbourg une armée de 40,000 hommes. Toutefois Ferdinand ne trouva pas cette force suffisante pour agir offensivement contre les Turcs. Il se borna à les empêcher, par sa position, de faire de plus grands progrès, et de protéger les frontières de l'Autriche contre les invasions de ces redoutables ennemis. Le sultan par conséquent opéra sa retraite presque sans être inquiété; car Zrini seul hasarda d'attaquer l'arrière-garde ottomane, et fit hacher 3000 Tatars.

Dans le cours de l'année suivante (1544), le sultan, excité de nouveau par la Cour de France contre la Maison d'Autriche, ordonna à plusieurs pachas de pénétrer en Hongrie. Ceux-ci conquirent Visségrade, Novigrad, Hatvan, Ozora, Simontornya et plusieurs autres places. Les généraux Nicolas Zrini et Georges de Wildenstein furent battus près de Selnitze. Cependant les affaires de

Ferdinand prirent bientôt après une meilleure tournure. Dans le traité de paix, conclu le 18 septembre 1544 à Crèpy, entre l'Empereur et le roi de France, ce dernier s'engagea à fournir 600 cavaliers et 10,000 hommes d'infanterie contre les Ottomans. Les fils du sultan Soliman avaient aussi excité des troubles contre leur père. Un envoyé extraordinaire de l'Empereur, Gérard Veldwick, s'était rendu à Constantinople pour arranger avec Soliman, au nom de Charles-Quint, les affaires de Hongrie. Cet agent diplomatique vint à bout de conclure à Constantinople une paix préliminaire, et arriva avec ce traité à Bude, le 7 décembre 1545. Martinuzzi continuait à dominer despotiquement sur Isabelle et sur la Transylvanie; mais comme il était fin politique, il payait régulièrement le tribut au sultan. La mort de l'archiduchesse Élisabeth († 1545), mariée au jeune prince polonais, relâcha les noeuds d'amitié qui unissaient l'Autriche et la Pologne. L'Empereur envoya, le 16 juillet 1546 de Ratisbonne, encore une fois Veldwick à Constantinople, pour négocier un traité définitif. Le résultat de cette ambassade fut la conclusion d'une trêve de cinq ans, dans laquelle furent comprises aussi Venise et la France. Ferdinand accorda au sultan un cens annuel de 30,000 ducats. L'étendue et la limitation des possessions de Ferdinand, du sultan et d'Isabelle en Hongrie devaient rester, durant ces cinq années, dans l'état où elles se trouvaient. Les hostilités furent de part et d'autre sérieusement défendues. À Prague arrivèrent aussi des ambassadeurs d'Isabelle, qui sollicitèrent l'assistance du Roi contre les usurpations audacieuses de Martinuzzi. Les Turcs avaient de nouveau exigé de cette princesse la cession de quelques places situées sur la Teisse; mais on était parvenu à les contenter, pour cette fois, en augmentant le tribut.

Pendant le temps que le roi Ferdinand continuait la lutte pénible contre la supériorité ottomane, l'empereur Charles était engagé dans une nouvelle guerre avec la France. Après l'entrevue de Charles-Quint et de François I à Aique-Mortes, et après le séjour du premier de ces princes à Paris, une parfaite amitié semblait unir les deux monarques. Cette bonne intelligence fut troublée par là, que le roi de France fit, en 1540, renouveler par une ambassade envoyée aux Pays-Bas ses prétentions sur Milan auprès de l'Empereur. Mais ce prince croyait, comme il a déjà été mentionné, qu'il était absolument nécessaire pour le repos de l'Italie, que Milan ne passât jamais sous la domination des rois de France. En revanche, il offrit de donner au plus jeune des fils de François I, le duc Charles d'Orléans, la main de sa fille Marie, et de céder aux deux époux et à leurs descendants la souveraineté indépendante des Pays-Bas. Toutefois après l'extinction de cette race, les provinces précitées devaient retourner à l'Espagne. L'Empereur exigea aussi que, si cet hymen se réalisait, le roi de France restituât la Savoye et le Piémont au duc Charles de Savoye. Mais les deux monarques ne purent s'accorder sur l'exécution de ce plan. François I manifesta par l'alliance défensive qu'il conclut, le 17 juillet 1540 à Ennet, avec Guillaume de Cléves, ses sentiments hostiles envers Charles-Quint. Des agents français incitèrent le sultan Soliman à attaquer la Hongrie, et invitèrent la république de Venise à une alliance contre l'Empereur. Le gouverneur de Milan, marquis del Vasto, fit guetter deux de ces agents, qui s'étaient embarqués sur le Pô et voulaient se glisser par le Milanais dans Venise, pour s'emparer de leurs personnes et de leurs dépêches. Le 3 juillet dans le voisinage de Pavie, à l'embouchure du Tésin, le navire qui portait ces voyageurs fut arrêté par deux

canots dans lesquels se trouvaient des soldats impériaux. Les agents ne voulurent pas se rendre et furent tués en se défendant. Ce malheureux accident fut regardé par le roi de France comme une violation du droit des gens, bien que ce ne fût qu'après la mort de ces émissaires, qu'il leur attribua la qualité d'ambassadeurs ou de plénipotentiaires diplômatiques. Il demanda satisfaction à l'Empereur. Un autre envoyé extraordinaire se rendit en toute hâte à Constantinople, pour concerter une attaque simultanée. Chrétien III de Danemark et Gustave-Wasa, roi de Suède, conclurent, celui-là en novembre 1541, et celui-ci le 1 juillet 1542, une alliance avec François I. Mais les tentatives que fit ce dernier prince pour engager également le roi Henri VIII d'Angleterre à se liguer avec lui contre l'Empereur, n'eurent aucun succès. Le pape et la république de Venise se bornèrent à déclarer leur neutralité.

Le roi de France et ses alliés ouvrirent en 1542 la campagne avec cinq armées, qui agirent séparément sur autant de points différents. Le Dauphin marcha, au mois de juin, avec 40,000 hommes vers les frontières d'Espagne, pour attaquer Perpignan, capitale du Roussillon. Mais il laissa aux Espagnols plus de temps qu'il ne leur en fallait, pour mettre la place en état de défense. Vers la fin du mois d'août, il commença effectivement le siège de la ville et le continua jusqu'en octobre, où l'approche d'une armée impériale, qui s'était rassemblée près de Pampelune et de Fuentarabbia, l'engagea à se retirer avec ses troupes en France. Guillaume du Bellay, qui commandait les forces françaises en Piémont et dans le Montferrat, remporta quelques avantages contre les troupes impériales du marquis del Vasto, et fit la conquête de plusieurs places fortes. Dans l'arrière-saison, les troupes revenues du Roussillon marchèrent en Italie. Le

commandement en chef de l'armée fut alors confié au général Boutières. Le duc de Vendôme avec la troisième armée porta, dès le mois de mai, la guerre dans le comté d'Artois et ravagea ce pays; mais sur l'avis qu'une armée flamande, sous le comte de Roeulx, venait à sa rencontre, il se retira aussitôt en Picardie. Avec la quatrième armée, les ducs d'Orléans et de Guise conquirent tout le pays de Luxembourg, à l'exception de la forteresse de Thionville. Enfin la cinquième armée, formée des troupes de Guillaume de Cléves, au nombre d'environ 14,000 hommes, auxquels s'étaient joints 600 cavaliers français, marcha au mois de juin, sous la conduite du général Rossem, en Brabant, défit le prince d'Orange près de Hoogstraeten et essaya, mais en vain, de se rendre maître d'Anvers. Ensuite elle pilla le pays jusqu'à Malines; mais elle fut battue dans une attaque qu'elle entreprit contre Louvain. Le prince d'Orange et le comte van Buren ayant rassemblé les troupes belges, obligèrent Rossem à se retirer au delà de la Meuse. Le prince d'Orange, profitant de l'absence du duc d'Orléans qui, sur la nouvelle que l'Empereur lui-même voulait livrer une bataille pour délivrer Perpignan, était allé au secours de son frère le Dauphin dans le Roussillon, reconquit ensuite au mois de septembre la ville et le duché de Luxembourg, à l'exception d'Yvoir qui fut défendu par le duc de Guise avec tant de fermeté et de courage, que les Impérieux furent obligés de lever le siège. Ensuite le prince d'Orange punit le duc de Cléves pour les ravages qu'avaient faits ses troupes en Brabant, par la dévastation d'une partie du pays de Juliers et de Gueldre, et par la conquête de plusieurs places dans ces contrées. Les progrès des Impériaux furent arrêtés par les négociations que le duc de Cléves entama, mais seulement pour gagner du temps. Dès qu'il eut reçu de quelques princes d'Allemagne des

troupes auxiliaires, il recommença en hiver les hostilités, et reprit la plupart des places, qu'il avait perdues.

Le roi Henri VIII d'Angleterre s'unit par un traité, conclu à Londres le 11 février 1543, à l'Empereur contre François I, auquel ces deux monarques convinrent de faire la guerre jusqu'à ce qu'il eût renoncé à l'alliance avec les Turcs. Le sultan avait envoyé une flotte sous Barberousse au secours du roi François. Ce redoutable corsaire fit, au mois de mai 1543, le plus terrible dégât sur les côtes du royaume de Naples; s'étant ensuite réuni près de Toulon et de Marseille avec une flotte française, il attaqua, le 10 août, conjointement avec elle, la ville de Nice, la seule possession qui restât au duc de Savoye. La place se rendit le 20 août. Mais la citadelle opposa la plus courageuse résistance. Le marquis del Vasto avec un corps de troupes, et Doria avec la flotte impériale, étant accourus au secours des assiégés, les Turcs et les Français se retirèrent le 8 septembre avec précipitation, après avoir auparavant pillé la ville. La flotte ottomane passa l'hiver à Toulon. Del Vasto conquit Mondovi et Carignan, mit ensuite une partie de ses troupes en quartiers d'hiver dans le Piémont, et s'en retourna avec le reste à Milan.

L'Empereur était, au mois de mai 1543, arrivé avec une flotte d'Espagne à Gènes. En juin ce prince s'aboucha avec le pape à Busetto, petite ville située sur le Taro. Mais comme le pontife ne voulait pas abandonner le système de neutralité qu'il avait adopté, et que d'un autre côté Charles-Quint refusait de confirmer Pierre Farnèse dans la possession de Parme et de Plaisance, cette entrevue ne produisit aucun résultat. L'Empereur céda à Côme de Médicis, moyennant 200,000 ducats, les citadelles de Florence et de Livourne, qui étaient encore occupées jusqu'alors par les troupes impériales. Le 6

juillet, le pape ajourna, par une bulle datée de Bologne, l'ouverture du concile pour un temps indéterminé. L'Empereur, s'étant rendu en Allemagne vers le milieu de juillet, se mit à la tête de 40,000 hommes pour aller réduire le duc de Cléves dont les troupes, après avoir ravagé le duché de Luxembourg, étaient entrées dans le pays d'Utrecht et avaient enlevé, le 16 juillet, la ville d'Amersfort. Charles-Quint commença son expédition par le siège de Duren, place forte du pays de Juliers. Les Impériaux l'emportèrent d'assaut le 14 août, la pillèrent et y mirent ensuite le feu. Ce traitement rigoureux ayant jeté l'effroi dans les places voisines, la plupart des villes, comme Juliers, Ruremonde et autres, envoyèrent présenter les clefs au vainqueur: le duc lui-même vint se jeter, le 7 septembre, aux pieds de l'Empereur pour lui demander pardon. Il l'obtint à condition qu'il céderait la Gueldre et Zutphen à ce monarque. On lui rendit le pays de Juliers, après qu'il eut renoncé pour toujours à toute communication avec la France, la Suède et le Danemark, et qu'il eut promis de conserver dans ses États la religion catholique en toute sa pureté. Le 2 janvier 1544, un traité d'amitié et d'alliance défensive fut conclu à Bruxelles entre l'Empereur et le duc de Cléves. Charles-Quint ne fut pas si heureux dans les Pays-Bas. Le roi de France avait, au printemps 1543, envahi le Hainaut, et s'était rendu maître de Maubeuge, de Landreci et de plusieurs autres places. Au mois d'août, le duc d'Orléans fit une expédition dans le duché de Luxembourg et conquit en septembre la ville de ce nom. Après que l'Empereur eut humilié le duc de Cléves, il marcha lui-même en Hainaut, et le général en chef Ferdinand Gonzague commença le siège de Landreci et de Guise, où 6000 hommes de troupes auxiliaires d'Angleterre rejoignirent l'armée impériale. Charles-Quint était resté malade au

Quesnoy. François I s'étant avancé, en octobre, au secours de Landreci, Gonzague se prépara au combat. Mais le roi ne fit que jeter des troupes et des provisions dans la ville, et retourna ensuite sur ses pas. Le même jour, Charles-Quint arriva au camp et fit poursuivre les Français. Il se rendit encore maître du château Cambresis, de Crevecoeur et de Cambrai; mais comme le temps rigoureux se faisait déjà sentir, il leva le siège de Landreci et mit ses troupes en quartiers d'hiver.

Pendant ce temps-là, il s'était élevé en Allemagne des troubles nouveaux et sérieux, auxquels la différence de religion donnait toujours sujet, ou servait au moins de prétexte. L'électeur Jean de Saxe expulsa en 1542 de vive force l'évêque Jules de Naumbourg de son diocèse, s'arrogea sur ce fief immédiat de l'Empire la puissance temporelle, et y établit un évêque protestant. Le duc Henri le jeune de Brunswick-Wolfenbuttel fut chassé en 1542 par la ligue de Smalkalde, à cause de quelques oppressions commises envers les villes de Brunswick et de Goslar; et la réformation avait été introduite dans le pays. Les admonitions sérieuses de l'Empereur, l'intervention de la Chambre impériale et les décrets improbateurs des Diètes furent reçus par les princes évangéliques avec indifférence, et n'apportèrent aucun changement dans leur conduite séditieuse. La propre jalousie entre les membres de la ligue de Smalkalde arrêta les progrès ultérieurs de ces entreprises hardies. Les villes s'étaient déjà aperçues que les princes les mettaient à l'écart dans chaque occasion, et considéraient plus leurs avantages personnels que le bien-être de la ligue. D'ailleurs, la manière d'agir équivoque de quelques-uns de ces princes leur avait ôté la confiance des bourgeois. Le landgrave Philippe de Hesse avait déjà en 1541 fait des traités secrets avec l'Empereur. L'électeur Frédéric de Saxe

s'était ouvertement brouillé avec son cousin, le duc Maurice; et ce dernier avait même renoncé à la ligue de Smalkalde. Maurice se montra aussi dévoué à l'Empereur, en amenant en 1542 un corps de troupes choisies au roi Ferdinand contre les Turcs, et dans les années suivantes à Charles-Quint contre la France. Lorsque l'archevêque Herman de Cologne, qui avait abandonné la religion catholique, eut été déclaré déchu de sa dignité par le souverain pontife, l'an 1546, et que par conséquent la réformation de l'archevêché de Cologne eut échoué, la ligue de Smalkalde n'osa prêter aucun secours au prélat déposé.

Le 20 février 1544, l'Empereur ouvrit en personne la Diète à Spire, laquelle dura quatre mois. Dans le recez de l'Empire, publié le 10 juillet, les États promirent à l'Empereur des subsides, pour entretenir pendant six mois une armée de 20,000 hommes, destinée à agir contre la France, et en partie aussi contre les Turcs en Hongrie. Il fut convenu, que jusqu'à l'ouverture de la prochaine Diète, on rédigerait un projet de réformation modéré et conciliant, s'il était possible, les différentes opinions religieuses. Pendant cet intervalle, le recez de l'Empire d'Augsbourg de l'année 1530, et tous les procès de la Chambre impériale en matière de religion, devaient être suspendus, et la paix de religion de Ratisbonne de 1541 maintenue par les deux parties. Le 23 mai 1544, la paix entre l'Empereur et le roi Chrétien III de Danemark fut aussi conclue à Spire. On prononça dans la même Diète contre le duc Henri de Brunswick-Wolfenbuttel une sentence, portant que ses États seraient séquestrés, au nom de l'Empereur, par deux princes électeurs, jusqu'à ce que ses affaires fussent décidées par voie de justice. Cet arrêt fut confirmé dans la Diète suivante, le 10 juin 1545, à Worms et ensuite mis à exécution. Mais Henri rassembla, au mois d'août, une armée de 14,000 hommes et

reconquit une partie de son pays. Du consentement de l'Empereur, les forces réunies du landgrave de Hesse, du duc Maurice et de l'électeur Frédéric de Saxe marchèrent, au mois d'octobre, dans le pays de Brunswick. Le duc Henri se vit obligé de se rendre prisonnier, et fut détenu jusqu'en 1547 au château de Ziegenhayn.

Les Français ouvrirent la campagne de 1544 en Piémont dès le commencement du mois d'avril. En même temps Barberousse avec la flotte turque, à l'assistance de laquelle François I avait renoncé pour écarter les justes reproches de toute la chrétienté, fit en retourant de Toulon à Constantinople les plus grands ravages sur le côtes de la Toscane et de Naples. Le comte d'Enghien, qui commandait l'armée de France, assiégea la forteresse de Carignan qui se rendit aux Français, après qu'ils eurent vaincu, le 14 avril à Cérisoles, le marquis del Vasto qui s'était mis en campagne pour délivrer la place. Mais comme le roi de France se trouva, bientôt après, obligé d'affaiblir son armée d'Italie pour défendre son propre royaume, que Charles-Quint et Henri VIII d'Angleterre attaquèrent alors chacun de leur côté, Enghien ne put continuer ses opérations contre Milan. Le marquis del Vasto ayant, peu de temps après, reçu des renforts considérables, dispersa vers la fin de mai près de Seravalle un corps de plusieurs milliers d'hommes, que le duc de Mirandole et Pierre Strozzi avaient enrôlés pour le roi de France. Le 6 juin, le marquis enleva Ponte Stura par surprise, et causa aux troupes françaises une telle frayeur, qu'elles évacuèrent un grand nombre de places dans cette contrée. Vers le même temps, une flotte française fut défaite et pour la plus grande partie détruite par l'amiral espagnol Alvarez Bazan sur les côtes de la Galice.

La principale armée de l'Empereur s'était rassemblée en Lorraine. Le comte Guillaume de Furstenberg,

qui déjà au mois de mai avait été détaché avec un corps allemand contre les Français dans le pays de Luxembourg, se rendit maître de cette place. Vers le même temps, le duc de Norfolk débarqua avec l'armée anglaise à Calais; et s'étant réuni avec les troupes belges, commandées par les comtes van Buren et Roeulx, il commença le siège de Montreuil. L'Empereur arriva, dans la première quinzaine du mois de juin, près de Metz et fit la revue de son armée. Quelques semaines après, Henri VIII aborda aussi à Calais. Les deux monarques étaient convenus de marcher droit vers Paris et de forcer le roi de France à une bataille décisive. Conformément à ce projet, Charles-Quint conquit Commerci, Ligny et Brienne dans le duché de Bar. Ensuite il pénétra avec 50,000 hommes et une forte artillerie en Champagne. Cette province avait été ravagée par les Français eux-mêmes; en sorte que l'armée impériale n'y trouva point des moyens de subsistance, et se vit réduite aux transports qui venaient des pays qu'elle laissait derrière elle. Il était donc urgent de s'emparer, avant d'aller plus loin, de quelques points fortifiés, où l'on pût établir des magasins. Mais la réduction de Saint-Dizier-sur-Marne prit à l'Empereur six semaines de temps. Henri VIII avait, le 26 juillet, commencé avec sa force principale le siège de Boulogne, et fit en même temps continuer l'attaque sur Montreuil; ce qui donna au roi de France le temps de rassembler une armée de 44,000 hommes dont le Dauphin prit le commandement. Après la prise de Saint-Dizier (17 août), l'Empereur s'était dirigé vers Vitry pour marcher ensuite sur Paris. Mais le roi d'Angleterre refusa de s'avancer de son côté, avant que Montreuil et Boulogne ne fussent tombées. Par là Charles-Quint se vit entravé dans son entreprise, qui seule pouvait amener une prompte décision de la guerre. Comme d'ailleurs

armée manqua d'argent et de provisions, il écouta rablement les propositions de paix que lui fit le roi de ance. Toutefois il déclara que, sans avoir égard aux gociations qui furent ouvertes à Chaussey, non loin de âlons, il continuerait sans interruption ses opérations itaires jusqu'à ce que la paix fût effectivement signée.

L'Empereur marcha sur Châlons. Cette ville avait e garnison de 18,000 hommes. Le Dauphin, qui était té dans le voisinage, évita soigneusement le combat, érant que le manque de vivres engagerait bientôt pereur à la retraite. Charles conquit, à la vérité, ernai et Château-Thierry, et trouva dans ces villes elques magasins dont son armée avait grand besoin pour subsister; mais il avait laissé beaucoup de troupes dans les garnisons et perdu une grande partie de ses soldats par les siéges, les petits combats et les maladies; les magasins dont il s'était emparé, furent bientôt épuisés, et l'armée recommençait à souffrir de la disette. Le Dauphin laissa une garnison à Meaux, jeta 8000 hommes dans Paris, et se plaça avec son armée près de La Ferté. L'Empereur ne pouvait continuer sa marche sur Paris, si le Dauphin n'était auparavant vaincu. Indépendamment de cela, on était à l'entrée de l'hiver, et le temps de service des troupes germaniques, qui n'avaient été accordées que pour six mois, touchait à sa fin. Toutes ces circonstances accélérèrent la conclusion de la paix, qui fut signée à Crèpy en Valois, le 18 septembre 1544. Les conquêtes faites réciproquement par l'Empereur et le Roi, depuis la trêve de Nice, comme aussi les terres que les Français avaient enlevées depuis cette époque au duc de Savoye, à la duchesse-douairière de Mantoue dans le Montferrat, et au duc de Lorraine, devaient être restituées. Les deux monarques s'engagèrent à travailler de concert à la réunion des croyances catholique et luthé-

rienne, et à chasser les Turcs dans leurs limites. Le roi de France s'obligea à fournir 600 gendarmes et 10.000 hommes d'infanterie contre les Ottomans, dès qu'il en serait requis par l'Empereur et le Corps germanique. François I se désista de toutes ses prétentions au royaume de Naples, à la suzeraineté sur la Flandre et l'Artois, et renonça à ses droits sur la Gueldre et Zutphen. L'Empereur réitéra sa renonciation à la Bourgogne, à Auxonne, à Saint-Laurent, à l'Auxerrois, au Mâconnais, et à Bar-sur-Seine. Il promit de donner dans l'espace de quatre mois au second fils du roi, le duc d'Orléans, pour épouse ou sa fille aînée Marie, ou la princesse Anne, seconde fille du roi Ferdinand. Dans le premier cas, les nouveaux mariés devaient avoir le gouvernement-général des Pays-Bas, de la Franche-Comté et du comté de Charolais, d'abord, et après la mort de l'Empereur la possession héréditaire de ces pays. Le roi de France et le Dauphin étaient en même temps obligés de renoncer à leurs prétentions sur le duché de Milan et le comté d'Asti. Si toutefois il ne naissait pas d'héritiers de ce mariage, les Pays-Bas retournaient à l'Espagne, et les prétentions de la France sur Milan et Asti, de même que celles de l'Empereur sur la Bourgogne, l'Auxerrois etc. rentraient en vigueur. Dans le deuxième cas, le Milanais devait appartenir, en pleine souveraineté au duc d'Orléans et à Anne d'Autriche et passer à leurs propres héritiers mâles, ou aussi à ceux issus d'un second mariage de ce prince. A défaut de ces derniers, le duché de Milan retournait à l'Empire germanique. Il fut réglé, que dans le premier cas le roi de France rendrait aussi, immédiatement après la consommation du mariage, au duc de Savoie toutes les provinces dont il l'avait dépossédé, et dans le second cas, cette restitution aurait lieu au moment où se ferait la remise du duché de Milan.

Le roi François accepta aussi la médiation de l'Empereur, pour amener la paix avec l'Angleterre.

Le roi d'Angleterre avait, cinq jours avant la conclusion de ce traité, fait la conquête de Boulogne. Ce succès fit qu'il ne voulut rien savoir de la paix, et qu'il continua seul encore pendant deux ans la guerre contre la France. Il leva toutefois dans l'arrière-saison 1544 le siège du Montreuil. Dans l'année 1545, François I fit partir deux fois ses forces navales, pour attaquer la flotte anglaise, et débarquer une armée sur les côtes de l'Angleterre. Ces tentatives épuisèrent les forces de la France, sans lui procurer le moindre avantage. Le 7 juillet 1546, la paix fut enfin conclue près d'Ardres; et François I laissa Boulogne pour huit ans entre les mains des Anglais, pour sûreté de la somme de deux millions de couronnes qu'il promit de payer dans cette espace de temps à l'Angleterre.

L'Empereur avait, au commencement de 1545, déclaré qu'il destinait au duc d'Orléans la main de la princesse Anne avec le duché de Milan. Mais Charles d'Orléans mourut encore avant le mariage, le 8 septembre 1545. Comme par conséquent une principale condition du traité de Crèpy ne pouvait plus être accomplie, et que l'Empereur refusa d'entamer des négociations avec la France sur une autre indemnité, à la place de Milan, François I ne rendit pas non plus au duc de Savoye ses pays.

L'empereur Charles-Quint arriva, le 16 mai 1546, à Worms où le roi Ferdinand avait ouvert la Diète le 24 mars. La paix publique et la paix de religion de Nuremberg furent confirmées par le recez de l'Empire du 4 août. L'Empereur ordonna des conférences religieuses, par lesquelles il espérait enfin venir à bout de réunir les deux partis. Les disputes commencèrent le 27 janvier 1546, et furent terminées le 20 mars de la même année,

sans avoir amené le moindre résultat. Le 18 février 1546, *Martin Luther* était mort à Eisleben, sa ville natale. Le concile général avait commencé à *Trente*, le 13 décembre 1545. Mais les États protestants avaient déclaré, qu'ils ne reconnaîtraient point les décisions de cette assemblée parce que, le procès étant dirigé contre le pape même, ce pontife ne pouvait pas être juge. L'Empereur fit demander par ses commissaires au concile, qu'on commençât les travaux par la réforme de la discipline ecclésiastique; mais les légats du pape voulurent absolument qu'on examinât et décidât avant toutes choses les points de religion contentieux. À la Diète, ouverte par l'Empereur le 5 juin 1546 à Ratisbonne, la plupart des princes protestants n'avaient pas été présents en personne. Leurs ambassadeurs et les autres États évangéliques rejetèrent encore une fois le concile de Trente, et demandèrent un concile national allemand, ou une conférence religieuse bien préparée. Les États catholiques se séparèrent alors des Protestants de la manière la plus positive, et déclarèrent d'une voix unanime, que le concile de Trente devait être reconnu pour juge dans la querelle de religion. L'Empereur, courroucé du refus qu'avaient fait les princes évangéliques de comparaître personnellement à une Diète si importante, et persuadé d'ailleurs qu'il n'obtiendrait rien par la voie de la douceur, prit le parti d'avoir recours aux armes, pour vaincre et punir leur obstination. Il arma avec une grande activité et conclut, le 26 juin 1546, une alliance avec le pape, qui avait déjà pressé l'Empereur d'employer la force contre les princes de la ligue protestante. Paul III promit à l'Empereur de lui fournir 12,000 hommes de pied et 500 chevaux-légers pour six mois, avec deux cents mille écus romains. Dans tous les pays d'Allemagne, on établit des capitaines qui étaient chargés d'enrôler des soldats pour l'Empereur. Le comte Maxi-

milien van Buren rassembla beaucoup de monde dans les Pays-Bas, pour renforcer l'armée impériale. Comme Charles avait déclaré qu'il n'en voulait aucunement aux adhérents du luthéranisme, mais qu'il avait seulement pris les armes contre quelques princes rebelles qui professaient par hasard cette religion, les margraves Jean et Albert de Brandebourg allèrent aussi servir avec leurs troupes sous les drapeaux de l'Empereur.

Ce Souverain somma, au mois de juin, les villes impériales, appartenantes à la ligue de Smalkalde, le duc Ulric de Wurtemberg et les Confédérés suisses de se séparer de la cause des rebelles. Mais les États et villes évangéliques refusèrent d'abandonner les chefs de leur ligue. Ils armèrent alors également avec zèle, et recherchèrent l'appui de la France, de Venise, de l'Angleterre, et de la Confédération helvétique. Ils furent éconduits par les deux premières Puissances; le roi d'Angleterre se montra disposé à leur accorder son assistance; mais il y mit des conditions qui n'étaient pas acceptables; et les Suisses promirent seulement d'observer une stricte neutralité. La ligue de Smalkalde commença cependant les hostilités, en faisant avancer Schærtlin de Burtenbach avec les milices des villes impériales vers le Tyrol, pour fermer aux troupes italiennes le chemin de l'Allemagne. Schærtlin occupa, le 14 juillet 1546, la ville de Fussen, pénétra par le défilé d'Ehrenberg, et marcha sur Inspruck. Déjà il s'approchait de cette ville lorsque le gouverneur de Trente François de Castelalto se jeta dans la place menacée. Le Conseil, établi par la ligue à Ulm, rappela Schærtlin à Gunzbourg, où était le rendez-vous général de l'armée. Les troupes du duc de Wurtemberg étaient déjà arrivées en cette ville. Le landgrave de Hesse et l'électeur Jean-Frédéric de Saxe s'avançaient par la Franconie pour se rendre au lieu du rassemblement.

Le 20 juillet 1546 à Ratisbonne, l'Empereur déclara l'électeur Jean-Frédéric de Saxe et le landgrave Philippe de Hesse rebelles, coupables de lèse-majesté, et perturbateurs du repos public, et les mit au ban de l'Empire, ainsi que tous leurs partisans et ceux qui les soutiendraient. Charles-Quint n'avait auprès de lui à Ratisbonne qu'un corps de 9000 Allemands et Espagnols. Il laissa 4000 hommes dans cette ville et se retira, le 3 août, avec le reste dans un camp fortifié près de Landshut, où il attendit les troupes qui étaient en marche de l'Italie et des Pays-Bas. L'armée de la ligue, qui s'était alors réunie près de Donauwœrth, comptait 50,000 combattants. Fiers de la supériorité de leurs forces, les confédérés avaient rejeté les propositions que différents princes leur avaient faites de ménager une réconciliation avec l'Empereur. Le 11 août 1546, ils firent déclarer la guerre à Charles-Quint. Mais ils avaient laissé passer l'instant favorable pour attaquer ce monarque avec chance de succès, et plus tard ils n'en trouvèrent plus l'occasion; car dès le 15 du même mois on vit arriver à Landshut Octave Farnèse avec 10,500 hommes de troupes pontificales, et 300 cavaliers de Florence et de Ferrare, et quelques jours après un corps de 6000 Espagnols, venant de Naples et de Milan. L'Empereur s'avança alors par Ratisbonne à Ingolstadt. Les Protestants confédérés commencèrent, le 31 août, à tirer avec leur grosse artillerie sur le camp impérial; mais Charles-Quint s'y était si bien retranché, qu'ils n'osèrent tenter un assaut. Le 4 septembre, l'armée de la ligue se mit en marche, et alla à la rencontre du comte van Buren qui amenait à l'Empereur 20,000 hommes des Pays-Bas. Elle s'avança à Wemdingen; mais elle ne réussit point à atteindre le comte, qui arriva par Nuremberg, le 15 septembre, dans le voisinage d'Ingolstadt. Comme l'Empereur se voyait alors à la tête de 50,000 hom-

mes, il prit l'offensive. Neubourg, Donauwœrth, Hœchstædt, Dillingen, Lauingen et Gundelfingen furent conquis. Au mois d'octobre Charles-Quint était maître du Danube, et menaçait Augsbourg et Ulm. Les confédérés jetèrent 4500 hommes dans cette dernière ville, et placèrent l'armée près de Giengen, derrière la Brenz. Il y eut pendant ces mouvements quelques petits combats qui n'eurent point de suite. La discorde et la méfiance qui régnaient parmi les chefs des confédérés, se communiquèrent bientôt aux troupes aussi. Les soldats manquaient depuis deux mois de vivres, d'habits et d'argent. Des maladies contagieuses et la désertion des soudoyers, qui quittaient par troupes leurs drapeaux, diminuaient cette armée chaque jour. Pour surcroît de malheur, on reçut l'avis, que Maurice de Saxe avait pénétré dans les pays de l'électeur Frédéric, ce qui engagea les confédérés à abandonner le Danube et à voler au secours de leurs propres États.

Le duc Maurice, quoique Protestant, avait, le 10 juin, conclu à Ratisbonne un traité d'alliance défensive et offensive secrète avec l'Empereur et le roi des Romains. Ensuite il avait armé avec la plus grande ardeur, dans la vue apparente de protéger son territoire contre toute attaque. Lui et l'électeur de Brandebourg offrirent encore en juillet aux chefs de la ligue protestante leur médiation, qui toutefois ne fut pas acceptée. Le 1 août, l'Empereur chargea le roi des Romains et le duc Maurice de l'exécution de la sentence de ban prononcée contre l'électeur de Saxe. Le roi avait tenu, à la fin de juillet, une Diète à Prague, et ordonné dans cette assemblée une subvention de guerre et une levée en masse. Les troupes devaient être rassemblées au commencement du mois de septembre. Sébastien de Weitmuhl fut nommé général en chef des Bohèmes. Mais l'électeur de Saxe adressa une lettre aux

États de Bohème, dans laquelle il leur rappelait le pacte d'hérédité qui existait depuis longtemps avec la Maison de Saxe, et les conjura de ne point prendre les armes contre un prince qu'on persécutait uniquement à cause de son attachement à la nouvelle doctrine, mais de lui prêter au contraire l'assistance qu'ils lui devaient en vertu de la susdite convention. Cet écrit fit plus d'impression sur les Bohèmes, que l'arrêt de ban porté contre l'électeur de Saxe, dans lequel cependant toutes les alliances et tous les traités quelconques, conclus avec ce prince, étaient déclarés nuls et de nul effet. Lorsque la levée en masse de Bohème se fut rassemblée près de Kaaden, les chefs refusèrent de marcher contre l'électeur. Après une longue résistance, une partie de ces troupes consentirent, il est vrai, à passer les frontières, conjointement avec un corps de 6000 Hongrois; mais d'autres bandes restèrent au camp près de Kaaden, et une partie de cette milice retourna arbitrairement chez elle. Le 20 octobre 1546, le roi Ferdinand déclara la guerre à l'électeur de Saxe. Ensuite ses troupes allemandes et hongroises, et les bandes bohèmes pénétrèrent dans le Voigtland. Le duc Maurice se réunit, au commencement de novembre, près de Zwickau avec l'armée royale et occupa, après quelques combats insignifiants, les pays de l'électeur. À la fin de l'année, il avait déjà reçu l'hommage de la plupart des villes de l'électorat. Gotha, Eisenach et Wittenberg seuls firent résistance.

Sitôt que les confédérés protestants eurent été instruits de la perte de la Saxe, ils envoyèrent une ambassade à l'Empereur pour solliciter la paix. Mais ils refusèrent d'accepter les conditions sur lesquelles ce Souverain insistait. Ils laissèrent ensuite le général Heydeck avec un corps de 9000 hommes en Souabe, et l'électeur se mit, le 23 mai, en marche pour la Saxe. Mais les

troupes hessoises retournèrent dans leur pays pour protéger leurs propres foyers. Le comte van Buren avait été détaché par l'Empereur en Franconie, afin de couper à l'électeur le plus court chemin de la Saxe. Buren s'avança par le comté de Katzen-Ellenbogen, et prit le 21 décembre la ville de Darmstadt, et le 27 du même mois celle de Francfort-sur-le-Mein. Le roi Ferdinand et le duc Maurice avaient en partie congédié leurs troupes, et en partie les avaient envoyées dans les quartiers d'hiver; en sorte que ce dernier prince n'était pas en état de résister à l'électeur. Par conséquent celui-ci reconquit dans les premiers jours de l'année 1547 son électorat; il fondit ensuite à son tour sur les pays de Maurice, et assiégea la ville de Leipzig. Mais voyant qu'il ne pouvait se rendre maître de la place, il mit également ses troupes en cantonnement dans la contrée d'Altenbourg. Le 3 mars 1547, l'électeur surprit près de Rochlitz le margrave Albert de Brandebourg que l'Empereur avait envoyé avec 7000 hommes au secours du duc Maurice, le fit prisonnier et dispersa ses troupes. Alors tous les pays et villes du duc, à l'exception de Leipzig, de Dresde et de Pirna, se soumirent à l'électeur. Maurice se vit obligé de solliciter une trêve que l'électeur lui accorda pour un mois seulement.

Après que l'armée protestante fut partie de Giengen pour la Saxe, la plupart des villes impériales évangéliques en Souabe et en Franconie se soumirent à l'Empereur. Elles furent obligées de livrer une partie de leur artillerie et de payer de fortes amendes. L'électeur palatin Frédéric obtint, le 21 décembre 1546 à Schwæbisch-Hall, son pardon de l'Empereur. Le duc Ulric de Wurtemberg rentra, par le traitré de Heilbron du 31 décembre, en grâce auprès du chef de l'Empire, après qu'il se fut engagé à payer une amende de 300,000 florins, et qu'il eut, comme les autres États et villes impériales en Souabe, en

Westphalie et en basse Saxe, qui avaient fait partie de la ligue de Smalkalde, renoncé pour toujours à cette confédération. Le 25 janvier 1547, l'archevêque protestant Herman de Cologne, qui était aussi évêque de Paderborn, fut déposé de ses dignités par une commission impériale, et se retira dans ses terres de famille, situées dans le comté de Wied.

Aucun traité n'avait été capable d'étouffer la haine enracinée que François I avait depuis vingt-sept ans manifestée contre Charles-Quint. La dissolution de la ligue de Smalkalde contraria infiniment le monarque français, parce qu'elle accomplissait les désirs de l'Empereur et augmentait la puissance de ce redoutable rival. Il résolut de mettre tout en oeuvre, pour arracher à Charles-Quint les fruits de ses triomphes. Dans cette vue, il entama des négociations avec les princes protestants, leur promit un soutien efficace, et envoya effectivement quelques subsides à l'électeur de Saxe et au landgrave de Hesse. Il engagea aussi le sultan à profiter du moment favorable où l'Empereur se trouvait enveloppé dans la guerre d'Allemagne, pour faire une invasion en Hongrie. Il proposa au pape et aux Venitiens de contracter une alliance contre l'Empereur. Ses ambassadeurs cherchèrent en outre à former avec le Danemark et l'Angleterre une union contre Charles-Quint. Cette activité hostile de la part du roi de France commençait à inquiéter beaucoup Charles-Quint, lorsque la mort de François I, arrivée le 31 mars 1547, interrompit les plans de ce prince. Deux mois avant, le roi Henri VIII d'Angleterre était également descendu au tombeau. L'électeur Jean-Frédéric de Saxe était le plus dangereux des ennemis qu'avait encore à combattre l'Empereur. L'étroite liaison du prince saxon avec les États de Bohème faisait craindre que des troubles intérieurs n'éclatassent dans ce royaume. Les troupes

bohèmes n'avaient suivi qu'avec répugnance l'armée royale en Saxe dans l'arrière-saison passée. Lorsque Ferdinand rejoignit le corps du duc Maurice, les Bohèmes avaient même abandonné leurs drapeaux et repris le chemin de leur pays. En hiver, plusieurs capitaines de cercle et beaucoup de Nobles furent emprisonnés et condamnés à des amendes, pour n'avoir pas exécuté les ordres du Roi, et le capitaine du cercle de Tabor eut la tête tranchée. Le Roi appela, le 12 janvier 1547 et sans tenir une Diète, la milice de tous les cercles sous les armes, et menaça les désobéissants de la perte de l'honneur, de la fortune et de la vie. Mais les bourgeois de Prague refusèrent de marcher contre l'électeur de Saxe, alléguant pour motif, qu'ils étaient dans la plupart des articles de Foi de la même opinion que ce prince. L'assemblée de la Noblesse à Leitmeritz, où Ferdinand se rendit de Prague, ne se soumit également pas aux volontés du Roi et exigea qu'il convoquât une Diète. Les États de quelques cercles, réunis à Prague, formèrent même, le 15 février, une confédération pour leur défense réciproque. Au mois de mars, l'électeur de Saxe informa les Bohèmes de la victoire qu'il avait remportée près de Rochlitz et réclama encore une fois leur assistance. Ferdinand, qui se trouva au mois de mars à Dresde, convoqua de nouveau l'arrière-ban de Bohème. Mais au lieu de suivre cet appel, l'assemblée des États à Prague conclut, le 23 mai, une ligue défensive, forma une armée, et nomma Gaspard Pflug pour la commander. Elle engagea aussi les Moraves, Silésiens et Lusaciens à se joindre aux Bohèmes contre les Espagnols, les Hongrois et autres troupes étrangères que le Roi avait amenées dans le pays. Cette grande animosité était l'effet du bruit que les antagonistes des Catholiques avaient répandu, qu'on voulait non-seulement abolir les usages religieux des Calistins, mais dissoudre

aussi le royaume de Bohème même et extirper leur langage. Les Bohèmes étaient tellement préoccupés de cette idée, que les assurances souvent réitérées de l'Empereur et du Roi ne furent pas en état de bannir de l'esprit du peuple ces absurdes inquiétudes. Comme il était à craindre que l'électeur de Saxe ne se prévalût de ces conjonctures pour pénétrer en Bohème, le roi Ferdinand et le duc Maurice engagèrent par de pressantes représentations l'Empereur à marcher d'abord contre Jean-Frédéric. Sur la fin du mois de mars, Charles-Quint se mit en mouvement de Nœrdlingue avec une armée de 20,000 hommes, et se porta par la Franconie et le Haut-Palatinat vers les frontières de la Bohème. Le roi Ferdinand, les ducs Maurice et Auguste de Saxe s'étaient rendus, à la tête de 12,000 hommes, à Brux en Bohème. Le 5 avril l'Empereur, et le jour suivant le roi Ferdinand et le duc Maurice arrivèrent avec leurs troupes à Egre. Le 13 du même mois, l'armée se mit en marche vers l'Elbe et atteignit, le 22 du même mois, le canton de Muglen, à trois milles de Meissen où l'électeur était encore en parfaite sécurité. Il avait laissé une partie de ses troupes en garnison dans les places conquises. Un corps considérable, qui avait été détaché vers les limites de la Bohème, occupa Joachimsthal, Pressnitz, Ellenbogen et Falkenau; il devait tirer à lui les troupes auxiliaires, promises par les États de Bohème, et les amener à l'électeur. Mais le général des États Pflug ayant déclaré, le 16 avril, au commandant du corps saxon Thumshirn, qu'il ne pouvait pas le rejoindre, faute d'argent et d'ordres positifs de la part des États, comme aussi à cause de l'indocilité des chefs des différentes troupes dont son armée était composée, le général Thumshirn se retira de la Bohème.

L'électeur se voyant de cette manière pris au dépourvu, évacua Meissen le 23 avril, brûla le pont sur

l'Elbe, et marcha le long de la rive droite sur Muhlberg. L'Empereur le suivit le lendemain, encore avant l'aube du jour, sur la rive gauche dans la même direction, et se trouva bientôt vis-à-vis de Muhlberg. Un épais brouillard déroba les mouvements de l'armée impériale aux regards de l'ennemi. Cette dernière était forte de 30,000 hommes d'infanterie et de 5000 chevaux. L'électeur n'avait rassemblé près de Muhlberg que 9000 hommes; mais il tenait l'Elbe, qui séparait les deux armées, pour une barrière si impénétrable, qu'il ne fit aucunes dispositions ni pour défendre sa position, ni pour assurer sa retraite en cas de malheur. Cependant les Espagnols pénétrèrent dans le fleuve, et commencèrent le feu contre les avant-postes des Saxons. Ce ne fut qu'alors que l'électeur se retira jusqu'à Wittenberg. L'Empereur fit aussitôt travailler à un pont de bateaux. Mais la cavalerie ayant trouvé un bon gué et traversé l'Elbe, l'Empereur, sans attendre l'infanterie, ordonna au duc d'Albe, qui n'avait que 5000 cavaliers, de poursuivre l'électeur. À trois milles de Muhlberg, devant la bruyère de Lochau, le duc d'Albe atteignit son adversaire, et le força à en venir à une action décisive. L'électeur se défendit jusque dans la nuit. Enfin sa cavalerie fut mise en fuite et la plus grande partie de son infanterie taillée en pièces; outre cela, Jean-Frédéric eut le malheur d'être fait prisonnier avec le duc Erneste de Brunswick et plusieurs comtes et chevaliers. On prétend que de toute l'armée saxonne il échappa à peine quatre cents hommes. Après cette victoire, l'Empereur se dirigea sur Wittenberg. Torgau se rendit le 26 avril; Wittenberg fut assiégé, le 4 du mois suivant.

Pendant ce siège, Charles-Quint fit assembler son Conseil, pour délibérer sur la manière dont il fallait punir l'électeur Jean-Frédéric. Comme ce prince avait mérité

la mort par sa révolte armée, et que cette peine d'ailleurs avait déjà été prononcée par le ban de l'Empire, lancé contre lui, chacun opina pour l'exécution de cet arrêt. Cependant l'Empereur, par la *capitulation de Wittenberg*, ainsi dite, fit à l'électeur grâce de la vie (19 mai); mais ce prince fut déclaré déchu de la dignité électorale et de ses États, qui furent transportés à son cousin, le duc Maurice de Saxe. Ce dernier fut obligé d'assurer à la famille de Jean-Frédéric un revenu annuel de 50,000 florins, en lui cédant les villes d'Eisenach, de Weimar, de Iéna, ainsi que différents bailliages et châteaux. L'Empereur laissa encore à Jean-Frédéric la ville de Gotha, et à ses enfants celle de Saalfeld, relevant de la couronne de Bohème, avec son territoire. Le duc Jean-Erneste, demi-frère de Jean-Frédéric, conserva le duché de Cobourg. En échange des fiefs bohèmes, que Jean-Frédéric avait possédés et qui maintenant auraient été dévolus à la Bohème, le duc Maurice céda au roi Ferdinand la principauté de Sagan en Silésie, laquelle principauté était, comme on sait, depuis soixante-sept ans réunie à l'électorat de Saxe. Jean-Frédéric dut aussi renoncer à la ligue de Smalkalde et s'obliger à demeurer prisonnier tant que l'Empereur le jugerait à propos. Wittenberg ouvrit, le 23 mai, ses portes à l'Empereur, après que Jean-Frédéric eut délié la garnison de son serment de fidélité. Le 4 juin, au camp près de Wittenberg, Charles-Quint conféra au duc Maurice la dignité d'archimaréchal de l'Empire, l'électorat de Saxe et les pays de son cousin. L'investiture impériale eut lieu dans la Diète d'Augsbourg, le 24 février 1548.

Les États de Bohème avaient, en avril 1547, tenu arbitrairement une Diète à Prague. Les plénipotentiaires royaux, à la tête desquels se trouvaient l'évêque Jean d'Olmutz et le capitaine du pays de Moravie, Venceslas

de Ludanitz, sommèrent les États de dissoudre sur-le-champ leur ligue et de licencier leurs troupes. Un envoyé impérial aussi les exhorta, au nom de Charles-Quint, à l'obéissance. Mais les États persistèrent dans leur obstination; et ils avaient déjà nommé une députation pour aller notifier au Roi les décisions qu'ils avaient formées, lorsque la nouvelle de la bataille de Muhlberg arriva, et coupa soudain la voix aux orateurs pompeux. Les délégués reçurent alors une tout autre instruction; ils devaient assurer au Roi la soumission des États à sa volonté souveraine. Immédiatement après, les États congédièrent leurs troupes, bien aises d'aller retrouver leurs pénates. Après que les plénipotentiaires bohèmes eurent rempli leur mission auprès de l'Empereur et du Roi, au camp devant Wittenberg, et qu'ils furent de retour à Prague, la Diète continua cependant, le 20 mai, ses séances. Les États furent encore une fois sommés, par les commissaires royaux, de se soumettre sans condition. Mais la Diète fit partir une seconde députation, pour justifier sa conduite. Elle rencontra, le 1 juin, le Roi à Pirna. Mais Ferdinand, qui était parti du camp près de Wittenberg avec un corps de troupes respectable, pour retablir en cas de besoin de vive force la tranquillité en Bohème, continua sa marche sans interruption et arriva, le 3 juin, à Leitmeritz. Là, il émit un mandement qui ordonnait à tous les États fidèles de se rendre auprès de lui. La plupart des Nobles, et les députés de beaucoup de villes accoururent à Leitmeritz, et renoncèrent à la confédération. Une grande quantité de troupes, venues de la Silésie, de la Moravie et de la Lusace, s'étaient rangées sous les drapeaux du Roi. Dans la nuit du 30 juin, le château de Prague dit le *Hradschin* fut occupé par des Allemands. Pendant plusieurs jours, les troupes livrèrent des combats à la populace de la ville vieille *(Altstadt)* de Prague, sur la rive

de la Moldave, puis devant les portes et dans les plus proches environs de la capitale. Le 8 juillet, les principaux chefs et le comité des bourgeois de Prague furent traduits devant le tribunal du Roi au château. On procéda ensuite de même contre les magistrats des autres villes qui avaient pris part à la sédition, et contre les Nobles. La ligue des États fut anéantie, et les actes, lettres et écrits qui y avaient rapport, furent livrés au Roi. Les villes, les bailliages et les corps de métiers perdirent leurs privilèges; les biens communaux, les impôts et autres revenus de ville furent confisqués. On transporta les canons, les munitions et les fusils dans les arsenaux royaux. Les Nobles qui, comme le général des États Gaspard Pflug, s'étaient sauvés par la fuite, furent déclarés infâmes, condamnés à mort, et leurs biens confisqués. Plusieurs d'entre les Nobles aussi qui s'étaient soumis furent dépossédés de toute leur fortune; d'autres en perdirent une partie. Le 22 août, le roi Ferdinand tint une Diète générale. Avant l'ouverture de cette assemblée, les quatre principaux moteurs de la révolte: les chevaliers Piétipesky et Barchanez, le vicaire de Wrat, juge de la Cour royale, et Venceslas Geleni, bourgeois de la ville neuve *(Neustadt)* de Prague, furent exécutés. Les autres bourgeois, qui s'étaient rendus particulièrement coupables, furent en partie bannis du pays, et en partie condamnés à de fortes amendes. Ensuite le Roi établit dans toutes les villes des capitaines et des juges de la Cour particuliers, et nomma son fils, *l'archiduc Ferdinand*, gouverneur-général du royaume de Bohême. Le 10 octobre, le roi Ferdinand partit de Prague, pour aller rejoindre l'Empereur son frère à Augsbourg.

Les troupes impériales, détachées dans la basse Saxe, ient éprouvé, au printemps 1547, quelques désavan- s'étaient vues obligées de lever, au mois

de mars, le siège de Brème et avaient été battues, le 24 mai, près de Drakenbourg par le comte Albert de Mansfeld. Mais la nouvelle du traité, conclu à Wittenberg, eut pour résultat la soumission du reste de la ligue de Smalkalde. Le nouvel électeur Maurice de Saxe et celui de Brandebourg cherchèrent à obtenir aussi la grâce du landgrave Philippe de Hesse. Leur entremise resta longtemps sans succès. Enfin, le 19 juin à Halle, le landgrave demanda pardon à genoux à l'Empereur, en présence de plusieurs princes, lui remit son pays avec toutes les places, l'artillerie et les munitions, et lui paya cent cinquante mille florins pour les frais de la guerre. Jean-Frédéric de Saxe et Philippe de Hesse demeurèrent prisonniers de l'Empereur.

Le pape avait, sous prétexte qu'il régnait un air malsain à Trente, transféré, au mois de mars 1547, le concile à Bologne. Cette démarche mécontenta beaucoup l'Empereur, qui en voulait déjà au pape, à cause qu'il avait rappelé les troupes de l'Église dans le plus fort besoin de la guerre de Smalkalde. Charles-Quint et les États catholiques étaient tous du sentiment qu'il fallait transférer de nouveau le concile à Trente, assurer un sauf conduit aux Protestants, et procéder dans les négociations avec eux d'après les principes d'une stricte équité, si l'on voulait atteindre le but qu'on s'était proposé par la convocation de cette assemblée. Sous ces conditions réservées, les Protestants, comme les Catholiques, s'en remirent entièrement à l'Empereur du soin d'arranger cette affaire. Charles-Quint pressa conséquemment le pape de faire retourner les Pères à Trente; et sur le refus du pontife de consentir à cette demande, il fit protester par ses ambassadeurs dans la congrégation à Bologne, le 16 janvier 1548, et dans le consistoire à Rome, le 28 du même mois, contre le concile assemblé à Bologne.

Afin d'amener en attendant une union religieuse, qu'on ne pouvait guère espérer d'obtenir par un concile, Charles-Quint avait fait dresser par quelques théologiens un formulaire de Foi et de discipline pour l'Allemagne, lequel devait rétablir et maintenir, jusqu'à la convocation d'un concile général, la tranquillité dans l'Empire. Ce fameux règlement fut communiqué, le 15 mai 1548, au Corps gérmanique dans la Diète que l'Empereur avait ouverte à Augsbourg, le 1 juin de l'année précédente, et reçut le nom d'*Interim d'Augsbourg.* Parmi les vingt-six articles de ce réglement il y avait trois points de la plus grande importance; c'étaient ceux qui accordaient aux Protestants le mariage de leurs prêtres, la communion sous les deux espèces et la jouissance de biens de l'Église confisqués. Le pape, les électeurs ecclésiastiques, les évêques et beaucoup d'États catholiques se récrièrent extrêmement contre les concessions faites aux Luthériens. La majorité des princes et des villes impériales protestants rejetèrent également l'Interim. Il n'y eut que les électeurs du Palatinat et de Brandebourg qui l'acceptèrent pour leur pays. Dans le duché de Wurtemberg, à Augsbourg, Ulm, Nuremberg et dans d'autres villes, occupées par des troupes impériales, l'Interim fut introduit par la force. L'électeur Maurice de Saxe avait également refusé son accession à l'Interim d'Augsbourg. Il en fit dresser un autre qui fut adopté, le 22 décembre 1548 à Leipzig, par les États de Saxe. Cet *Interim de Leipzig* fut établi fort rigoureusement dans les États de Maurice. Ces deux Interim produisirent la plus grande confusion en Allemagne, et augmentèrent beaucoup la haine réciproque des deux partis, comme aussi la division dans la Foi et les esprits.

Le traité de Bourgogne, signé le 26 juin 1548, mit tous les Pays-Bas, réunis depuis 1512 sous le nom de *cercle*

de Bourgogne, sous la protection de l'Empire. On lui assura les droits et franchises, comme aussi voix et séance dans les Diètes de l'Empire, à l'égal des autres États d'Allemagne. En revanche, ils devaient payer leur quote-part dans toutes les contributions de l'Empire, et en cas qu'ils restassent en retard, y être contraints par la Chambre impériale. Dans tous les autres cas toutefois ils furent confirmés dans leurs privilèges particuliers, et affranchis de la juridiction de l'Empire. Ces provinces étaient par conséquent indépendantes de l'Empire germanique, hormis sous les rapports ci-dessus énoncés. Il fut cependant réglé, que celles des provinces des Pays-Bas, qui avaient de tout temps été des fiefs de l'Empire continueraient, pour elles et en particulier, à relever du Corps germanique. Par cet arrangement Charles-Quint soustrayait les Pays-Bas à la suprême autorité immédiate de l'Empire germanique, et leur assurait cependant l'assistance et la participation de l'Allemagne aux guerres françaises, aussi souvent que le théâtre de ces dernières se portait dans les Pays-Bas.

Charles-Quint avait cherché à assurer à son fils Philippe la possession de Milan et des Pays-Bas. Par un nouvel acte qu'il fit expédier l'an 1549, il déclara que le Milanais, qui en 1540 n'avait été conféré qu'aux descendants mâles de Philippe, passerait aussi aux femelles, par où le droit de succession fut aussi concédé à ces dernières. En été 1549, l'Empereur fit inaugurer son fils dans toutes les provinces des Pays-Bas comme futur Souverain de ces pays. Enfin le 8 mars de l'année suivante à Augsbourg, Charles-Quint donna encore une fois à l'infant Philippe l'investiture du duché de Milan, puis de ceux de Brabant, de Gueldre, de Luxembourg, de Limbourg et des comtés de Flandre et de Bourgogne.

Le pape Paul III étant mort, le 10 novembre 1549,

le cardinal del Monte, qui lui succéda, le 7 février 1550, sous le nom de *Jules III*, convoqua, le 27 décembre de la même année, le concile de Bologne de nouveau à Trente, où il devait être continué, le 1 mars 1551. Les États protestants réitérèrent dans la Diète, tenue en juillet 1550 à Augsbourg, la déclaration qu'ils avaient déjà faite antérieurement, de reconnaître ce concile et d'y assister sous la protection du chef de l'Empire.

Vers le même temps, la nouvelle circulait en Allemagne, que Charles-Quint avait l'intention d'engager son frère Ferdinand, roi des Romains, à renoncer à sa dignité en faveur de l'infant Philippe, afin que le trône impérial fût assuré à ce dernier prince. Ce bruit ayant alarmé les princes électeurs, qui craignaient que l'Empereur ne voulût entièrement supprimer leur droit d'élection et rendre la couronne impériale héréditaire dans sa famille, Charles-Quint fit remettre, le 2 mars 1551, aux princes électeurs une protestation contre les vues qu'on lui supposait. En même temps il leur notifia, qu'il était convenu avec son frère Ferdinand que, s'il parvenait à l'Empire après sa mort, il ferait élire par les princes électeurs l'infant Philippe roi des Romains; qu'en revanche si Philippe devenait empereur, il proposerait aux princes électeurs de déférer la dignité de roi des Romains à l'archiduc Maximilien, fils du roi Ferdinand. Par cet arrangement Charles-Quint ne voulait, à ce qu'il disait, que maintenir l'Allemagne dans une étroite liaison avec la ligne espagnole de la Maison d'Autriche pour le propre avantage de l'Empire germanique, et afin que celui-ci pût être mieux protégé contre ses ennemis extérieurs. Mais comme les princes électeurs ne goûtèrent point ces raisons, Charles-Quint renonça à son projet.

Les villes de Magdebourg et de Constance avaient été mises au ban de l'Empire, parce qu'elles continuaient

à braver l'Empereur avec une obstination téméraire. Le général Alphonse Vives attaqua, au mois d'août 1548, par ordre du roi Ferdinand, avec 3000 Autrichiens et 3000 Espagnols la ville de Constance; mais cet officier ayant été tué, ses troupes furent dispersées par les bourgeois. Néanmoins, comme Constance ne recevait point le secours qu'elle attendait de la part des confédérés, elle se rendit, le 15 octobre, au roi des Romains; cette ville perdit son immédiateté et devint sujette de la Maison d'Autriche. Magdebourg arma pour sa défense et publia, le 1 août 1548, un manifeste par lequel cette ville se déclara dans les termes les plus menaçants contre l'Intérim d'Augsbourg, émané de l'Empereur, comme aussi contre tous ceux qui l'avaient adopté. Charles-Quint renouvela, le 18 mai 1549, l'arrêt prononcé contre Magdebourg, et enjoignit aux princes et États voisins d'exécuter cette sentence. Mais cette année et une grande partie de la suivante s'étant écoulées, sans qu'on prît des mesures pour remplir cet ordre souverain, l'Empereur ordonna en octobre 1550 à l'électeur Maurice de Saxe d'exécuter le ban de l'Empire, décrété contre Magdebourg, et assigna à ce prince sur la caisse de l'Empire la somme de 100,000 florins pour faire face aux frais des armements, puis 60,000 florins par mois pour l'entretien des troupes.

Au mois de novembre 1550, le duc Maurice de Saxe investit, il est vrai, la ville de Magdebourg; mais ce prince, qui depuis si longtemps s'était montré partisan zélé de l'Empereur, et qui avait obtenu de ce monarque un électorat pour prix de son dévouement, songeait déjà alors à devenir parjure et traître envers son bienfaiteur. Dans les négociations entre l'empereur Charles-Quint et Philippe de Hesse, Maurice et l'électeur Joachim de Brandebourg avaient garanti au landgrave, qu'en se soumettant sa liberté personnelle ne courait absolument aucun danger.

Ces deux princes avaient compris la promesse faite par Charles-Quint, que le landgrave ne subirait point une détention perpétuelle *(ohne ewige Gefangenschaft)*, comme s'il y était dit, qu'il ne subirait aucune détention *(ohne einige Gefangenschaft)*. Ils furent donc fort étonnés de voir qu'on retenait Philippe prisonnier, et demandèrent aussitôt son élargissement. Ils réitérèrent plus tard à différentes reprises leurs représentations et prières. Mais depuis que le Landgrave avait tenté à Malines de s'évader, il fut gardé encore plus rigoureusement. Cette inflexibilité de l'Empereur révolta enfin l'électeur Maurice au point, qu'il se détermina à employer la force pour délivrer le landgrave son beau-père, et pour regagner l'affection des Protestants, qui lui reprochaient non-seulement d'avoir sacrifié sa croyance à son ambition, mais encore de s'entendre avec Charles-Quint pour laisser en prison Jean-Frédéric de Saxe, son cousin. Afin toutefois de se procurer des forces suffisantes, pour faire la guerre à l'Empereur lui-même, Maurice se permit avec une dissimulation hypocrite chaque fourbe qui pouvait servir à cacher au monde ses véritables sentiments. Lui-même avait arrangé par une fine ruse, qu'on le proposât pour exécuteur du ban de l'Empire prononcé contre Magdebourg. Cette expédition lui fournissait des raisons plausibles pour faire des levées de troupes, ainsi que de s'allier avec différents princes. Il conclut, le 5 octobre 1551 à Friedewalde, avec *Henri II de France*, fils et successeur de François I, un traité d'alliance, dans lequel furent compris Guillaume de Hesse, fils aîné du landgrave Philippe, le duc Jean-Albert de Mecklembourg et le margrave Albert de Brandebourg-Culmbach. Le roi Henri II s'engagea à lui payer des subsides pour les armements et l'entretien des troupes confédérées, et promit aussi de renforcer, en cas de besoin, l'armée alliée par

un corps auxiliaire français. Les confédérés alléguèrent pour but de leur union la défense de la liberté germanique et l'élargissement du landgrave Philippe. On devait inviter tous les princes et États de l'Empire à entrer dans la coalition, et traiter ceux qui demeuraient fidèles à l'Empereur, comme ennemis et traîtres à la patrie. Quel était l'attachement que Maurice et ses alliés portaient à leur patrie, ils le prouvèrent par là qu'ils permirent aux Français de prendre possession des villes allemandes de Cambrai, de Metz, de Toul et de Verdun; qu'ils firent à Henri II la promesse d'élire empereur, à la prochaine vacance du trône d'Allemagne, ou le roi de France lui-même, ou en cas qu'il n'eût point envie de cette couronne, telle autre personne qui serait agréable à ce monarque. Henri II ratifia le traité à Chambord, le 15 janvier 1552. Les confédérés s'adressèrent ensuite aussi au roi *Édouard VI*, fils et successeur de Henri VIII d'Angleterre, et sollicitèrent un emprunt de 400,000 couronnes; mais ils éprouvèrent un refus absolu.

À peine le traité avec la France fut-il conclu, que Maurice termina aussi les négociations avec Magdebourg. Le 6 novembre 1551, la capitulation fut signée. La ville se rendit à discrétion à l'Empereur. On imposa pour toute punition à Magdebourg la remise de dix pièces de canon et une amende de 50,000 florins. Les bourgeois firent hommage à l'Empereur et à l'électeur Maurice, et s'engagèrent par serment à reconnaître ce dernier pour leur maître, tant que l'Empereur ne leur en aurait pas désigné un autre. La possession de cette forteresse favorisa beaucoup les vues de Maurice, qui fit de cette ville sa principale place d'armes. À la fin de novembre, les électeurs Maurice de Saxe et Joachim de Brandebourg envoyèrent une ambassade à Charles-Quint, qui se trouvait à Inspruck, et prièrent encore une fois ce monarque

de remettre le landgrave Philippe en liberté. Cette demande fut appuyée par plusieurs autres princes, et par le roi Ferdinand lui-même; mais l'Empereur persista dans son refus. Toutefois il promit de traiter ultérieurement de cette affaire à l'arrivée personnelle du landgrave Philippe à Inspruck, où ce prince était attendu.

Dans ces entrefaites, le bruit s'était déjà répandu en Allemagne, que Maurice méditait de mauvais desseins contre l'Empereur. Il fut causé par la circonstance, que l'électeur n'avait pas licencié les troupes dont il s'était servi pour réduire la ville de Magdebourg. Mais ce prince astucieux sut écarter les soupçons qui planaient sur lui, en faisant partir en février 1552 ses théologiens pour Trente. Lorsque ceux-ci furent arrivés à Nuremberg, où il leur avait ordonné de s'arrêter, il écrivit à l'Empereur: qu'il voulait aller lui présenter personnellement ses hommages à Inspruck. Il donna aussi des ordres, pour qu'on lui préparât un logement dans cette ville, se mit effectivement en route, au commencement du mois de mars, mais il retourna, sous des prétextes spécieux, sur ses pas à moitié chemin. Il sut ainsi prolonger l'illusion de l'Empereur jusque vers le printemps. Ce monarque avait été averti par les archevêques de Mayence et de Cologne d'être sur ses gardes à l'égard de Maurice. Mais Charles-Quint leur montra les lettres amicales de ce dernier, et s'en référa aux rapports des espions qu'il avait parmi les secrétaires de Maurice. Ceux-ci cependant avaient dès longtemps été reconnus par l'électeur, qui les avait si bien trompés, qu'ils ne pouvaient mander à l'Empereur que des choses que Maurice disait, faisait ou traitait à dessein en leur présence, et qui toutes marquaient un dévouement et une fidélité inaltérables envers le chef de l'Empire. Par conséquent le monarque abusé tint tous ces bruits pour des calomnies que les ennemis du

repos public répandaient, dans la vue de troubler l'union entre lui et les princes, et d'entraver la marche du concile.

L'électeur Maurice, à la tête d'une armée de 25,000 hommes, se mit, le 20 mars 1552, en marche de la Thuringe pour la Franconie et la Souabe. Le jeune landgrave de Hesse et le margrave Albert de Brandebourg se joignirent à lui. Le 1 mai, l'armée se trouva campée devant Augsbourg. Les confédérés firent connaître dans un manifeste les motifs qui les avaient engagés à prendre les armes contre l'Empereur. Ces raisons étaient: les prétendus efforts de ce Souverain pour étouffer entièrement la religion protestante, pour renverser la constitution germanique et détruire la liberté allemande; l'introduction des troupes étrangères (espagnoles et italiennes) dans l'Empire; ses extorsions d'argent (les contributions versées dans les caisses de guerre et les amendes payées par les princes et États rebelles); le projet de faire élire l'infant Philippe roi des Romains; enfin la détention du landgrave Philippe de Hesse. Le roi de France adressa en même temps à tous les princes d'Allemagne une lettre circulaire, datée de Fontainebleau le 3 février, dans laquelle il les exhortait à la guerre contre l'Empereur, et se nommait le protecteur de la liberté germanique et des princes captifs, pour lesquels il allait prendre les armes.

L'Empereur fut surpris par cette révolte. Ses troupes étaient dispersées dans des cantonnements fort étendus; en sorte qu'il ne pouvait assez rapidement rassembler des forces suffisantes pour faire tête aux rebelles. Il prit, le 4 avril, la résolution de quitter Inspruck, et de se rendre par le défilé d'Ehrenberg au lac de Constance, puis de là par la Lorraine dans les Pays-Bas, où se trouvait une quantité considérable de troupes impériales. Il partit en effet la nuit suivante. Mais ayant reçu en route l'avis

que les premières troupes des confédérés avaient déjà passé Kaufbeuern et Kempten, et faisaient des courses vers Fussen, il se vit obligé de retourner à Inspruck. Augsbourg s'était rendu, le 4 avril, par capitulation. Les Nurembergeois, effrayés par les menaces des confédérés, payèrent à ces derniers 100,000 florins, et la plupart des villes impériales de Souabe leur accordèrent une subvention équivalente à six mois romains. Mais la ville d'Ulm rejeta toutes les propositions des confédérés, et ayant été assiégée, elle se défendit si résolument, que les assaillants furent forcés à la retraite. Le roi Ferdinand se rendit en toute hâte à Linz dans la haute Autriche, et offrit sa médiation aux princes révoltés. Il eut dans cette ville une entrevue avec l'électeur Maurice, à qui il proposa une suspension d'armes pour seize jours (jusqu'au 16 mai), au bout desquels les négociations devaient être continuées à Passau.

Dans l'intervalle, le landgrave Guillaume de Hesse et le duc Jean de Mecklembourg s'étaient avancés jusqu'à Stockach, où ils reçurent les subsides français. Ils se dirigèrent ensuite de nouveau vers le Danube, sur Gundelfingen. Des détachements de leurs troupes occupèrent le jeune Palatinat; sur quoi le comte palatin Othon-Henri accéda à la ligue. D'autres bandes chassèrent l'évêque Othon d'Augsbourg de son pays. Au retour de Maurice de Linz (le 8 mars), l'ambassadeur français insista sur la continuation des hostilités. Les confédéres décidèrent par conséquent, que l'armistice ne commencerait qu'au 26 mai, époque fixée pour l'ouverture du congrès de Passau, et ne durerait que quinze jours. Il fut convenu, que Maurice employerait le temps qui lui restait jusqu'au commencement de la trêve, à faire une invasion en Tyrol. Les confédérés marchèrent, le 12 mai et les jours suivants, par Mindelheim, Kaufbeuern, Rosshaupt, et repoussèrent,

le 18 du même mois, les troupes impériales, campées entre Fussen et Reutti. Le 16 mai, ils assaillirent les ouvrages extérieurs du défilé d'Ehrenberg, tournèrent le château par les montagnes, le forcèrent à se rendre, et firent 2000 prisonniers. Une révolte qui éclata parmi les troupes de Maurice, l'empêcha de surprendre Charles-Quint dans Inspruck, où ce Souverain était malade de la goutte. L'Empereur et le roi Ferdinand avaient, après la prise d'Ehrenberg, quitté Inspruck dans la nuit du 20 mai, et se rendirent par Brunnecken, sur des chemins détournés fort incommodes, à Villach dans la haute Carinthie. Avant son départ, Charles-Quint avait rendu la liberté au duc Jean-Frédéric. Mais ce prince, soit qu'il craignît de tomber entre les mains de son cousin Maurice, qu'il regardait avec raison comme son plus grand ennemi, et comme l'auteur de toutes ses disgrâces, soit qu'il ne voulût devoir sa liberté qu'aux princes protestants, suivit l'Empereur à Villach. Le 23 mai, l'électeur Maurice entra dans Inspruck. Les succès des Protestants jetèrent tant de frayeur parmi les Pères du concile de Trente, qu'ils quittèrent cette ville et se dispersèrent. Comme le temps approchait où la trêve devait commencer, Maurice quitta, le 28 mai, le Tyrol, fit camper ses troupes près de Fussen, plus tard près d'Echweil et Eichstædt, et se rendit ensuite à Passau. Pendant ce temps-là, le margrave Albert de Brandebourg avait ravagé le territoire d'Ulm et de Nuremberg, et commença alors le siège de cette dernière ville.

Le roi Henri II de France avait déjà commencé les opérations convenues à Friedewalde. Il était entré, au mois de mars 1552, avec une armée de 25,000 hommes en Lorraine, et avait occupé Toul, Verdun, Nancy et Metz. Ensuite Henri se dirigea vers l'Alsace. Strasbourg, que les Français voulaient prendre par un coup de main,

ne dut son salut qu'à la vigilance de ses bourgeois. En revanche le roi s'empara des villes alsaciennes de Haguenau et de Weissenberg. Henri II se proposait de faire de plus grandes conquêtes; mais les électeurs de Mayence, du Palatinat, de Trèves et de Cologne, les ducs de Cléves et de Wurtemberg, et plusieurs autres princes allemands du voisinage, comme aussi les Confédérés helvétiques, s'opposèrent avec grande énergie à toute usurpation ultérieure. Ils firent au roi l'observation, que ce n'était point en asservissant des villes allemandes qu'il se montrait le protecteur de la liberté germanique, tel qu'il s'était annoncé, observation dont Henri paraît avoir senti la justesse, puisqu'il renonça à ses projets sur Strasbourg. Les Français avaient déjà capturé, dans les années précédentes, plusieurs navires belges dans les mers qui baignent la France, et mis en séquestre des marchandises flamandes qu'on avait trouvées en France. La reine Marie, gouvernante des Pays-Bas, n'ayant pu obtenir la satisfaction qu'elle avait demandée à différentes reprises, ni même la cessation de ces actes d'hostilité, fit également confisquer les biens français dans les Pays-Bas et déclara, le 26 septembre 1551, au roi Henri II la guerre par mer et par terre. Dans l'automne de l'année suivante, le général Martin van Rossem fit avec un corps de troupes belges une invasion en Champagne et ravagea cette province. Mais en revanche le roi marcha dans le pays de Luxembourg, conquit Stenay, Damvilliers, Bouillon et Ivoy, et conduisit au mois de juillet son armée dans le comté d'Artois, où elle occupa des quartiers de rafraichissement. Le comte de Roeulx avec les troupes flamandes s'était emparé d'Hesdin; mais le 26 décembre cette forteresse se rendit de nouveau au général français Vendôme.

Le congrès de Passau fut ouvert, le 1 juin 1552, par le roi des Romains. Dans cette ville s'étaient réunis

l'archevêque de Salzbourg, les évêques d'Eichstædt et de Passau, le duc Albert de Bavière, les envoyés de tous les électeurs, et beaucoup d'autres princes et États; un ambassadeur français y était également arrivé. L'électeur Maurice demanda qu'on accordât pleine liberté de conscience aux Protestants; que son beau-père Philippe de Hesse fût élargi et que l'Empereur et ses ministres s'abstinssent de toute démarche contraire à la constitution de l'Empire. La trêve fut prolongée jusqu'au 3 juillet. Mais comme ce terme expira sans que l'Empereur eût pu se résoudre à accepter les conditions alléguées ci-dessus, l'électeur Maurice retourna, le 5 juillet, à l'armée des confédérés. Le roi Ferdinand se rendit en toute diligence à Villach auprès de l'Empereur, pour l'engager à satisfaire les exigences des Protestants. Les confédérés levèrent, le 12 juillet, le camp qu'ils occupaient alors près de Mergentheim, investirent, le 17 du même mois, la ville de Francfort-sur-le-Mein, occupée par les Impériaux, et commencèrent à l'assiéger. Pendant ce temps-là, le margrave Albert de Brandebourg dévasta et rançonna les évêchés de Bamberg et de Wurzbourg, l'électorat de Mayence et les évêchés de Worms et de Spire.

L'Empereur ayant enfin consenti aux demandes des confédérés, le roi Ferdinand revint à Passau. Le 30 juillet 1552 le traité, qu'on appela la *pacification de Passau*, fut signé au camp devant Francfort. Ce traité a depuis toujours été considéré comme le fondement et le titre qui établit la liberté de la religion protestante. Il porte en substance: que les confédérés licencieraient leur armée jusqu'au 12 août; que dans ce même espace de temps le landgrave Philippe de Hesse serait mis en liberté; que les comtes de Mansfeld et d'Oldenbourg, le comte du Rhin et autres, proscrits depuis la guerre de Smalkalde, obtiendraient leur pardon, et qu'on rendrait au comte

palatin Othon-Henri, au prince Wolf d'Anhalt etc. leurs pays, qui dans l'intervalle avaient été occupés par les Impériaux; qu'on tiendrait dans le terme de six mois une Diète, où seraient discutés la querelle de religion et les griefs relativement aux atteintes portées à la constitution de l'Empire; qu'en attendant il y aurait une paix parfaite entre les deux partis de religion, et une pleine liberté de conscience jusqu'à une réunion définitive. On accorda une amnistie à tous ceux qui avaient pris part à la dernière révolte. Le 27 août à Augsbourg, l'Empereur mit Jean-Frédéric de Saxe en possession de tous les pays que la transaction de Wittenberg lui avait encore laissés.

Le margrave Albert de Brandebourg-Culmbach n'avait pas accédé à la paix de Passau. Lui seul continua encore pendant quelque temps le siège de Francfort, et saccagea ensuite encore une fois les pays de Worms, de Spire et de Mayence. Vers la mî-août il occupa cette dernière ville, s'avança ensuite dans l'archevêché de Trèves et s'empara, le 28 du même mois, de la ville du même nom. En septembre il ravagea les duchés de Luxembourg et de Lorraine, et occupa ensuite une position près de Pont-à-Mousson. Là, il se mit à négocier tant avec l'Empereur qu'avec le roi de France; mais il resta longtemps indécis de quel côté il devait se ranger. Enfin il conclut, le 20 octobre à Thionville, une convention avec l'Empereur, laquelle fut confirmée, le 10 novembre au camp devant Metz, par un second traité. Le margrave obtint une amnistie pour lui et ses partisans, et entra au service de l'Empereur. Une partie des troupes hessoises s'étaient réunies, au mois d'août, avec le margrave, ce qui avait un peu retardé l'élargissement du landgrave Philippe, qui fut enfin relâché à Louvain, le 3 septembre de l'année 1552. L'électeur Maurice envoya ses troupes de Francfort à Donauwœrth; là, elles s'embarquèrent sur

le Danube pour se rendre en Hongrie, où elles devaient être employées contre les Turcs. Maurice lui-même les suivit dans ce royaume. Mais quant à la Diète, qui devait être tenue dans six mois, la guerre avec la France et les troubles qui continuaient de régner en Allemagne, en empêchèrent pendant longtemps la convocation.

Charles-Quint marcha, en automne 1552, par Augsbourg, Ulm et Landau, à Thionville. Ensuite il s'avança avec une armée de 56,000 fantassins et de 10,000 cavaliers, vers la Lorraine. Au mois d'octobre, le duc d'Albe commença le siège de Metz que défendait François de Lorraine, duc de Guise. Mais l'intempérie de la saison et le manque de vivres engendrèrent des maladies qui moissonnèrent la troisième partie de l'armée impériale. Le margrave Albert de Brandebourg s'était, à la fin d'octobre, porté dans l'évêché de Toul, que ses soldats ravagèrent de la manière la plus cruelle. Le 4 novembre il attaqua inopinément, près de Saint-Nicolas, le corps français du duc d'Aumale, qui y était posté pour observer ses mouvements, le battit, le dispersa et fit le duc prisonnier. Ensuite il se réunit avec l'armée impériale devant Metz. Le 10 décembre Charles-Quint leva le siège de la place, mit ses troupes en quartiers d'hiver et se rendit à Bruxelles.

En Italie, les hostilités avaient déjà commencé, une année auparavant, entre l'Empereur et le roi de France par rapport à Parme. Le pape Jules III avait, peu de temps après son exaltation (en février 1550), confirmé Octave Farnèse dans la possession de ce duché. Mais l'Empereur s'opposa à cette disposition, alléguant pour motif, que Parme était un ancien fief de l'Empire, et que d'ailleurs cette ville avait longtemps appartenu au duché de Milan. Octave s'adressa alors au roi de France, pour obtenir le secours de ce monarque. Cette démarche engagea le pape à offrir à Octave la principauté de Came-

rino en échange du duché de Parme et, sur son refus, à le citer, comme suzerain, à comparaître devant son tribunal, à cause de son union avec la France. L'Empereur ordonna, le 13 mai 1551, à Ferdinand de Gonzague, gouverneur de Milan, de s'emparer de Parme et de son territoire. Mais Octave Farnèse se ligua, le 27 mai, avec le roi Henri II de France, qui lui promit des troupes et des subsides. Le souverain pontife, indigné de cette alliance, déclara Octave, comme rebelle, déchu de ses fiefs. L'Empereur lui retira en même temps les villes de Novare et de Civita di Penne, qu'il lui avait assignées pour dot de sa fille Marguerite. Vers le milieu du mois de juin, Gonzague entra avec 13,000 hommes sur le territoire de Parme. Mais lorsqu'il investit cette ville, une garnison française de 10,000 hommes était déjà arrivée dans la place. Alexandre Vitelli commença avec 10,000 hommes de troupes pontificales le siège de Mirandole, dont le possesseur était également entré en intelligence avec le roi Henri. Tandis que les garnisons de ces deux villes se défendaient courageusement, les commandants français en Piémont Brissac, Pierre Strozzi et Horace Farnèse inquiétèrent les Impériaux par des diversions contre la Lombardie. Gonzague se vit obligé de retourner avec la plus grande partie de ses troupes dans le Milanais, pour couvrir ce pays; et les siéges de Parme et de Mirandole furent changés en blocus. Les Turcs avaient fait à cette époque une descente en Sicile. Henri II fit arrêt sur tous les revenus ecclésiastiques que le Saint-Siége tirait de la France. Il ordonna aussi aux prélats français qui se trouvaient au concile de Trente, de retourner dans l'espace de six mois dans leurs diocèses, et menaça le pape de convoquer un synode gallican. Jules III se vit contraint par ces circonstances à céder. Il conclut, le 23 avril 1552, sous la médiation des Vénitiens, avec le roi Henri et

Octave Farnèse une trêve de deux ans, qui laissa ce dernier prince en possession de Parme. Les troupes de l'Église évacuèrent alors les territoires de Parme et de Mirandole, après quoi celles de l'Empereur, trop peu nombreuses pour continuer seules le blocus de ces villes, retournèrent aussi dans le Milanais. Charles-Quint accéda, le 20 mai, à la trêve conclue avec Octave Farnèse. Afin de se procurer, dans la position embarrassante où l'avait mis l'attaque perfide de l'électeur Maurice, les fonds nécessaires aux armements, l'Empereur céda à Côme de Médicis, Souverain de Florence, la principauté de Piombino, pour sûreté de la somme de 200,000 écus qu'il reçut de ce prince. Les Siennois, qui appréhendaient d'avoir le même sort, recherchèrent l'appui de la France, se soulevèrent en juillet contre leur garnison espagnole, l'assiégèrent dans la citadelle, qu'on avait récemment bâtie, et la forcèrent, à l'aide des troupes françaises arrivées du Piémont, à se retirer à Orbitello. Les Français et les Siennois tentèrent alors de conquérir cette place aussi; mais les Impériaux la défendirent avec tant de vaillance que leurs ennemis échouèrent dans cette entreprise. Dans l'année 1553, la guerre continua, malgré tous les soins que prit le pape Jules III pour ménager la paix. Le duc de Florence et Don Garzias de Tolède, général de l'Empereur, avaient formé le plan d'attaquer Sienne et le corps français qui était venu au secours de cette ville. Ils commencèrent leurs opérations avec succès, conquirent plusieurs places et assiégèrent, sur la fin de mai, Monte alcino. Mais l'apparition d'une flotte franco-ottomane, sous les ordres du prince de Salerne et de Dragul, amiral du sultan, avec qui le roi de France s'était allié, le 1 février 1553, jeta l'épouvante tant dans Florence que dans Naples. Les Impériaux levèrent aussitôt le siège de Monte alcino, et marchèrent au secours des

places maritimes qui étaient en danger. Lés Français et les Turcs étaient débarqués en Sicile, plus tard sur les côtes du royaume de Naples, et s'emparèrent enfin d'une grande partie de l'île de Corse, appartenante à Gênes. Dans la haute Italie, le gouverneur de Milan Ferdinand Gonzague conquit, au mois d'août, Casale, ville forte dans le Montferrat et dégagea, le 25 décembre, la forteresse de Vercelli que le général Brissac avait surprise.

Dans les Pays-Bas, les généraux de l'Empereur, le comte de Roeulx et Martin Rossem, assiégeaient depuis la fin du mois d'avril (1553) la forteresse de Térouanne. Le prince Guillaume d'Orange arriva en été avec des troupes fraiches dans le pays d'Artois et prit le commandement général de l'armée impériale. Térouanne fut emportée d'assaut, le 20 juin, et démolie de fond en comble; la prise de cette place fut suivie de celle d'Hesdin qu'on rasa également. Henri II avait, sur la f du mois d'août, rassemblé une armée près d'Amiens, il fut rejoint par 10,000 Suisses. Le connétable de Mon morenci battit le corps impérial du comte Lamoral d'E mont qui s'était avancé contre Dourlens. Mais le abandonna les attaques commencées sur Bapaume Cambrai, et marcha contre le camp de l'Empereur p de Valenciennes. Mais ayant perdu beaucoup de mo dans l'attaque qu'il entreprit, le 18 septembre, contre retranchements, il jugea à propos de se retirer; sur q les deux armées prirent leurs quartiers d'hiver.

Au mois de juin 1554, trois armées françaises nétrèrent dans les pays d'Artois, de Hainaut, de Luxe bourg et de Liège, conquirent plusieurs places fortes assiégèrent Renty. Le 3 août, l'armée impériale, s Guillaume d'Orange, qui était venue au secours de place, livra aux Français une bataille qui resta indéci Toutefois le défaut de vivres força bientôt après

Français à lever le siège. Les Impériaux ravagèrent ensuite encore une partie de la Picardie, et essayèrent de surprendre, d'intelligence avec les habitants, la ville de Metz; mais la vigilance du gouverneur français Vieilleville fit manquer ce coup de main.

La garnison française à Sienne était commandée par Pierre Strozzi. Le 29 janvier 1554, le général Jacques de Médicis, margrave de Marignan, attaqua cette ville qui fut défendue avec une grande résolution. Au mois de juin, Strozzi dévasta le territoire florentin; mais il fut battu, le 2 août, dans les environs de Marciano. Sienne ne se rendit qu'à la dernière extrémité (le 21 avril de l'année 1555). Ferdinand Gonzague avait, en 1554, été remplacé par l'Espagnol Suarez de Figueroa dans le gouvernement de Milan. Le général français Brissac conquit en Piémont Ivrée, assiégea Valfenera, renonça toutefois à cette attaque, lorsqu'il apprit la défaite des Français près de Marciano. Suarez s'était emparé de Sommariva par surprise. Dans l'année 1555, la guerre fut continuée dans la haute Italie avec la plus grande vivacité. Le général Brissac prit Casale d'emblée (3 mai), et conquit ensuite Valence, San Salvatore et plusieurs autres places sur la rive gauche du Pô. L'Empereur envoya alors le duc d'Albe en Italie, et le nomma gouverneur-général de toutes les possessions espagnoles dans ce pays, ainsi que commandant en chef de l'armée. Le duc d'Albe dégagea, au mois de juin, quelques places fortes, qui n'en furent pas moins conquises en automne par les Français.

Le 12 février 1556, il fut enfin signé dans l'abbaye de Vaucelles près de Cambrai, entre l'Empereur et le roi de France une trêve de cinq ans, pendant laquelle chacun des deux monarques devait rester en possession de tous les pays qu'il occupait alors.

Le margrave Albert de Brandebourg-Culmbach avait dans les traités, signés à Thionville le 24 octobre, et près de Metz le 10 novembre 1552, reçu de l'Empereur la promesse que les transactions qu'il avait conclues avec les évêques de Bamberg et de Wurzbourg *avant* la pacification de Passau, seraient accomplies. Mais la Chambre impériale déclara ces actes nuls, comme ayant été arrachés par la force et en violant la paix publique. Le margrave rejeta l'accommodement que lui proposèrent, au mois de mars 1553 dans le congrès d'Heidelberg, les ducs de Bavière, de Wurtemberg et de Clèves, qui avaient été désignés pour médiateurs par Charles-Quint. Ces trois ducs conclurent alors entre eux une alliance défensive pour trois ans, à laquelle accédèrent ensuite aussi les électeurs de Mayence et de Trèves. Le margrave Albert fit valoir son prétendu droit par les armes, et conquit plusieurs villes et châteaux sur les territoires de Wurzbourg, de Bamberg et de Nuremberg; de là il passa dans la basse Saxe, et mit tout à feu et à sang dans ce pays. Le 13 avril à Egre, le roi des Romains, l'électeur Maurice et le duc Henri de Brunswick se liguèrent avec les évêques de Wurzbourg et de Bamberg contre le margrave Albert. Ce prince ayant été attaqué, le 9 juillet, près de Sievershausen dans le pays de Lunebourg, par les troupes réunies de l'électeur Maurice de Saxe, du duc Henri de Brunswick et celles de Bohème, sous les ordres du burgrave de Meissen, Henri de Plauen, fut défait complètement. Mais cette victoire coûta cher à l'électeur Maurice et au duc Henri; le premier mourut, le 11 juillet, des suites de ses blessures, et le second perdit ses deux fils, Charles et Philippe. Comme Maurice de Saxe ne laissait point d'enfants, ses dignités et ses États passèrent à son frère Auguste, qui avait déjà en 1548 reçu la co-investiture à Augsbourg. Vainement

Jean-Frédéric réclama l'électorat qu'il avait jadis possédé. Il dut se contenter du traité, conclu le 24 février 1554 à Naumbourg, qui lui rendait encore quelques pays qu'il avait cédés par la capitulation de Wittenberg. Le margrave Albert remit une armée sur pied et recommença les hostilités; mais il fut vaincu, le 12 septembre 1553, par le duc Henri de Brunswick dans le voisinage de la ville de ce nom, et quelque temps après (7 novembre) par Henri de Plauen près de Lichtenfels dans le pays de Bamberg. Le 1 décembre, le margrave fut mis au ban de l'Empire. Au mois de mars 1554, les alliés assiégèrent Schweinfort. Le margrave évacua la ville, sans être aperçu, dans la nuit du 13 juin. Mais il fut atteint près du couvent de Schwarzbach, et éprouva une nouvelle défaite. Il se sauva avec le petit reste de ses troupes au delà du Mein, à Kitzingen, d'où il se retira bientôt après en France. Au bout de deux ans (en mars 1556) Albert de Brandebourg, qu'on nommait l'*Alcibiade*, obtint à la vérité un sauf-conduit pour retourner en Allemagne, et négocia avec ses ennemis; mais il fit des prétentions si exorbitantes, qu'on ne put parvenir à effectuer un accommodement. Le margrave Albert mourut le 8 janvier 1557 à Pforzheim. L'arrangement entre les confédérés franconiens et la Maison de Brandebourg au sujet des réclamations réciproques, provenant des guerres du margrave Albert, ne se fit qu'au congrès de Vienne, le 8 octobre 1558, où les prétentions brandebourgeoises furent satisfaites par une somme d'argent.

La Diète qu'on devait assembler, conformément au traité de pacification de Passau, avait été plusieurs fois convoquée; mais l'ouverture en avait été différée tantôt par les troubles de la guerre en Allemagne, tantôt par la non-comparition des princes. Enfin le 5 février 1555, cette assemblée ouvrit effectivement ses séances à Augs-

bourg, sous la présidence du roi des Romains. Après une délibération de plusieurs mois, les États des deux partis s'étaient accordés sur la première et la plus importante question : *la paix de religion.* Dans le recez de l'Empire du 26 septembre, le décret de pacification fut également publié. Les principaux articles en furent : que les Protestants jouiraient d'une liberté entière par rapport à la religion; qu'on n'intenterait aucune action contre ceux des Protestants qui s'étaient emparés de biens ecclésiastiques; que la juridiction spirituelle des prélats catholiques sur leurs sujets protestants, en matière de religion, serait suspendue; que si les sujets d'un prince de l'une et de l'autre religion voulaient émigrer pour raison de croyance, il leur serait permis de le faire, comme aussi de vendre leurs biens; que personne, quelque puisse être son rang ou sa condition, n'offenserait ou insulterait ses voisins, à cause de la différence des cérémonies de l'Église et du culte divin; que tout prélat ou ecclésiastique qui abandonnait l'ancienne religion, renoncerait aussitôt à sa dignité ou à son bénéfice, ainsi qu'aux revenus qui y étaient attachés; c'est ce qu'on a appelé la *réserve ecclésiastique.* Cette clause, qui est considérée par les Catholiques comme une loi fondamentale de l'Empire, a toujours été rejetée par les Protestants, et occasionna dans la suite bien des troubles en Allemagne. Pendant que les États de l'Allemagne débattaient cette question si importante pour l'Église catholique et pour l'influence de la Cour de Rome, trois papes différents occupèrent successivement la chaire de Saint Pierre. Le 23 mars 1555 mourut *Jules III.* Le 9 avril *Marcel II* monta sur le trône pontifical, mais il cessa de vivre dès le vingtième jour après son élection. Il eut pour successeur le cardinal Caraffa, qui fut élu le 23 mai et prit le nom de *Paul IV.* Ce changement si rapide de chefs de l'Église affaiblit beaucoup l'opposition

qu'aurait probablement éprouvée la tolérance dont on avait usé pour la doctrine luthérienne.

Parmi les autres affaires qui furent traitées et conclues dans la Diète d'Augsbourg, se trouvait aussi une nouvelle ordonnance, qui prescrivait aux cercles de l'Empire la conduite qu'ils avaient à tenir dans les exécutions dont ils seraient chargés de la part de l'Empereur ou de la Chambre impériale. Le but de ce nouveau réglement était de maintenir avec d'autant plus de vigueur la paix publique générale. Pour en mieux assurer l'exécution, on introduisit les députations permanentes des cercles, les colonels, les princes-directeurs des cercles, et plusieurs autres améliorations dans la constitution des cercles de l'Empire. Comme la paix de religion concédait aux Protestants les mêmes droits qu'aux États catholiques, la Chambre impériale reçut une nouvelle organisation, qui accordait aux Religionnaires la faculté d'être admis parmi les juges, et les rendait aussi en tout point égaux aux Catholiques devant ce tribunal.

Dans la nouvelle Diète, ouverte le 15 juin 1556 à Ratisbonne, les États évangéliques protestèrent formellement contre la réserve ecclésiastique, statuée par la paix de religion, conclue dans la Diète précédente. Il fut ordonné qu'on ferait encore une tentative pour amener, au moyen d'une discussion théologique, une réunion des deux croyances. Une conférence religieuse commença effectivement au mois d'août à Worms. Mais elle se termina en novembre 1557, comme toutes les précédentes, sans porter aucun fruit.

L'empereur Charles-Quint avait en 1553 conçu le dessein de procurer aussi à son fils *Philippe* la souveraineté de l'Angleterre. Le roi Édouard VI étant mort le 6 juillet 1553, sans laisser d'enfants, sa soeur *Marie* lui succéda sur le trône. Cette princesse promit, contre

la volonté du parlement, sa main à l'infant Philippe, destiné par son père pour roi de Naples. Le 12 janvier 1554, le contrat de mariage fut conclu à Londres. Philippe eut le titre de roi d'Angleterre, mais avec une influence fort limitée sur l'administration du royaume, pendant la vie de Marie seulement. Les enfants nés de cette union devaient hériter le trône anglais de la mère, et les Pays-Bas, du côté du père. On convint que, si le fils de Philippe du premier lit, Don Carlos, venait à mourir, la succession de toute la monarchie espagnole écherrait aussi aux héritiers précités. Philippe fut obligé de promettre, qu'il laisserait toujours Marie et ses enfants en Angleterre et qu'il céderait, après la mort de la reine, sans contradiction le trône aux héritiers légitimes. Enfin il fut stipulé, que l'Angleterre ne s'ingérerait jamais dans les guerres qui éclateraient entre l'Espagne et la France, et que ses relations amicales actuelles avec cette dernière Puissance seraient maintenues. Le 27 juillet 1554 à Winchester, le mariage fut consommé. Philippe fut couronné roi, conjointement avec son épouse Marie.

Le pape Paul IV regarda les concessions, faites sans son concours aux Protestants, comme une atteinte portée à son autorité. Il menaça l'Empereur et le roi des Romains de les excommunier, s'ils n'annullaient point l'acte de paix et de tolérance conclu avec les ennemis de l'Église. En même temps il entra en intelligence secrète avec le roi Henri II, à qui il proposa de se joindre à lui, pour faire la conquête du royaume de Naples, qu'il promit de donner à un fils du monarque français, sous la condition toutefois que les couronnes de France et de Naples ne seraient jamais réunies sur une seule tête. Mais tandis que le souverain pontife réfléchissait sur les moyens d'ébranler la puissance de Charles-Quint, ce grand prince, tourmenté par la goutte et par d'autres douleurs corporelles,

dégoûté du monde et des hommes, et accablé d'une sombre mélancolie qu'accrut encore la mort de sa mère, la reine Jeanne († le 13 avril 1555), formait le projet de renoncer à toutes ses couronnes, pour passer le reste de ses jours dans la retraite. Il avait déjà cédé, comme on l'a vu, à son fils Philippe le royaume de Naples, lors de son mariage avec la reine Marie; et le pape Jules III en avait investi l'infant, le 28 octobre 1554. Lorsque Philippe fut de retour d'Angleterre, l'Empereur le créa, le 25 octobre 1555, *chef et Souverain de l'ordre de la Toison d'or*, et lui remit le gouvernement des Pays-Bas, en présence des États assemblés à Bruxelles. Le 6 janvier de l'année suivante, également à Bruxelles, Charles renonça à la souveraineté de tous les États espagnols, et les céda à son fils Philippe; ensuite il nomma, le 3 août, le prince Guillaume d'Orange son plénipotentiaire, pour résigner aussi en son nom la dignité impériale en faveur de son frère, le roi des Romains Ferdinand. Par une lettre adressée, le 7 août de Seebourg (Ramekkens) en Zélande, aux princes électeurs et États, Charles-Quint déclara qu'il avait déjà remis le gouvernement de l'Allemagne à son frère, et les exhorta à être fidèles et obéissants à son successeur. Ferdinand ne prit cependant le titre d'Empereur, qu'après que les électeurs eurent approuvé l'abdication de Charles-Quint, et transféré solennellement la dignité impériale au roi des Romains (le 14 mars 1558). Le 15 septembre 1556, l'Empereur s'embarqua avec ses soeurs, les reines douairières Éléonore de France et Marie de Hongrie, à Seebourg pour l'Espagne. Il arriva, le 28 du même mois, à Laredo en Biscaye et se rendit par Burgos et Valladolid directement à la petite habitation qu'il avait fait construire près du monastère de Saint-Juste, dans une charmante contrée non loin de Plasentia en Estremadure.

Le pape Paul IV avait été compris par le roi Henri II dans la trêve, conclue à Vaucelles, au mois de février 1556. Mais le pontife, se voyant par là contrarié dans les plans qu'il avait concertés avec le roi de France, et effrayé d'ailleurs des mouvements du duc d'Albe qui menaçait l'État ecclésiastique du côté de Naples, fit jouer tous ses ressorts pour troubler la trêve. Par ses manoeuvres il vint effectivement à bout d'engager le roi Henri II à signer, le 31 juillet 1556, une nouvelle alliance avec lui contre l'Empereur et le roi Philippe. Paul IV, assuré du secours de la France, ne chercha qu'à faire naître une querelle, et débuta par faire des procédures, qui devaient aboutir à déclarer Philippe déchu du royaume de Naples, sous prétexte de quelques insultes faites par le duc d'Albe au Saint-Siège. Le duc Hercule de Ferrare accéda à la ligue contre l'Empereur. En revanche, Octave Farnèse de Parme conclut, le 15 septembre, un traité de paix et d'amitié avec Philippe II. Par cette convention Octave recouvra Plaisance et toutes les villes et terres, qui avaient composé la dot de son épouse Marguerite. Le roi Philippe II, outré des démarches du pape, s'en vengea en ordonnant au duc d'Albe d'entrer à main armée dans l'État de l'Église. Le duc obéit aussitôt, s'empara de plusieurs villes; et bientôt toute la Campagne de Rome fut en son pouvoir. Un corps de troupes pontificales qui de la Marche d'Ancône avait pénétré dans les Abruzzes, fut repoussé. Enfin le duc d'Albe prit encore Ostie d'assaut. Le pape alors chercha à gagner du temps par un armistice; et Albe, qui connaissait la répugnance de son maître pour cette guerre, consentit, le 19 novembre, à suspendre les hostilités pendant quinze jours.

Le duc de Guise conduisit, dans l'hiver 1556-1557, une armée de 17,000 Français, Suisses et Grisons en
...t le roi Henri envoya au pape des secours d'argent

notables. Les troupes papales, commandées par Pierre Strozzi et le duc de Palliano, prirent Ostie, Vicovaro et plusieurs autres villes. Le duc de Guise arriva en février 1557 à Bologne. Le cardinal Madruzzi, gouverneur de Milan, le général espagnol, marquis de Pescaire, ni le duc de Parme, n'avaient pas des forces suffisantes, pour arrêter la marche des Français. Au mois d'avril, le duc de Guise continua sa route vers le royaume de Naples; mais toutes ses entreprises contre ce royaume échouèrent. Le duc de Guise, après avoir perdu une grande partie dé son armée par les maladies, fut obligé, le 31 mai, de lever le siège de Civitella, attendu que le duc d'Albe s'approchait à la tête de 22,000 hommes au secours de la place. Le marquis de Pescaire et le duc de Parme ayant fait une course sur le territoire du duc de Ferrare, le duc de Guise détacha une partie de ses troupes pour soutenir l'allié de la France. Ensuite il opéra sa retraite d'Ascoli par Spolète à Monte rotondo, où il fit camper son armée. Le duc d'Albe le suivit dans la Campagne de Rome, conquit sur son chemin les places occupées par les Français, et battit près de Castel ferro un corps de troupes pontificales, sous les ordres du marquis Montevello. Le 28 août, le duc d'Albe se déploya devant Rome.

Les armes de France ne furent pas plus heureuses du côté des Pays-Bas, où l'amiral Coligny, gouverneur de la Picardie, avait rompu la trêve de Vaucelles. Cet amiral avait, dans la nuit du 6 janvier 1557, essayé de prendre Douai par surprise. Ce coup ayant manqué, Coligny envahit le comté d'Artois, ravagea le pays, conquit, pilla et incendia la ville de Lens. Le roi Philippe ordonna de rassembler une armée sur les frontières de la Picardie, et engagea son épouse, la reine d'Angleterre, à déclarer, le 7 juin, la guerre à la France. Le duc Éric de Brunswick-Lunebourg et plusieurs comtes et Nobles

d'Allemagne, amenèrent des troupes à Charleroi, qui était le lieu de rassemblement, et Marie envoya sur la fin du mois de juin le comte de Pembroke avec 8000 Anglais aux Pays-Bas. Emmanuel-Philibert, duc de Savoye, fut nommé commandant en chef de l'armée, qui s'était accrue au nombre de 60,000 hommes. Il ouvrit, au mois d'août, la campagne par le siège de Saint-Quentin, et défit (10 août) totalement le connétable Montmorenci qui, à la tête de 30,000 hommes, s'était avancé pour dégager la place. Presque tous les Généraux français furent tués ou pris. Le connétable lui-même tomba au pouvoir des vainqueurs. Les Français se retirèrent à La Fère. Le 27 août, Saint-Quentin fut emporté d'assaut, en présence du roi Philippe. La prise de Ham, de Noyon et du Catelet termina la campagne.

Henri II avait, immédiatement après la bataille de Saint-Quentin, fait revenir de la Romagne l'armée du duc de Guise, et ordonné aussi au général Brissac, qui était en Piémont, de ramener ses troupes en France. Le pape Paul IV, se voyant alors privé du secours de la France, et craignant le ressentiment des Espagnols, fit des démarches pour se réconcilier avec Philippe II. Par l'entremise de Côme de Médicis et des Vénitiens, la paix fut signée à Calvi dès le 14 septembre 1557. Philippe rendit au pape les places conquises. Le pontife, de son côté, renonça à l'alliance française et se déclara neutre dans une guerre que lui seul avait allumée. Le duc de Guise conduisit l'armée française à Civita vecchia, où il s'embarqua pour la France. Le pape ménagea alors aussi la réconciliation du duc de Ferrare avec le roi de Naples. Le 19 juillet 1557, Philippe avait conclu une alliance défensive et offensive avec le duc Côme de Florence, à qui il confirma la possession de la ville et du territoire de Sienne, engagés depuis 1555 à Florence. Le roi d'Espagne se réserva les Présides (*Stato degli Presidj*),

avec les villes d'Orbitello, de Porto-Ercole, de Telamone, de Monte Argentaro et de Porto San Steffano, situés dans ce petit pays, la ville de Piombino avec ses dépendances et en outre l'île d'Elbe. Toutefois le port de Porto-Ferrajo dans cette île fut cédé au duc de Florence.

À peine le duc de Guise fut-il arrivé en France, et eut-il pris le commandement général de l'armée, qu'il poussa les armements avec une activité extraordinaire, et rassembla les troupes près de Compiegne. Ce Général, qui avait la plus haute réputation, proposa d'aller attaquer Calais, dont la prise pouvait seule réparer les pertes qu'on avait faites au commencement de la campagne. Les Anglais, qui depuis plus de deux siècles étaient maîtres de cette place importante, n'y avaient laissé qu'une faible garnison, parce qu'ils ne croyaient pas, que dans l'état où se trouvait la France, on pût penser à une telle entreprise. Le duc de Guise, pour cacher son dessein, fit d'abord mine d'en vouloir à Luxembourg, et quand il vit que les troupes espagnoles marchaient vers ce côté, pour couvrir le pays, il se réplia tout à coup, après bien des marches et des contre-marches, sur Calais: il arriva devant cette ville le 1 janvier 1558, et s'en rendit maître au bout de huit jours. Les ducs de Nevers et de Bouillon, qui avec un autre corps s'étaient avancés sur les frontières de la Flandre, s'emparèrent d'Harbemont et de plusieurs autres places; après quoi l'armée française entra en quartiers d'hiver. Le roi Philippe avait, l'automne dernier, licencié la plus grande partie de ses troupes, faute d'argent pour les payer; il n'aurait par conséquent en aucune manière pu empêcher dans cette campagne d'hiver inattendue les progrès des armes françaises. Vers la fin du printemps, les Français mirent deux armées sur pied. Le duc de Guise, à la tête de la première, se porta dans le duché de Luxembourg, et forma le siège de Thionville,

une des plus fortes places de ce pays, et d'Arlon, tandis que le maréchal de Thermes, qui commandait la seconde, faisait une irruption dans la Flandre maritime. Ce Général prit Dunkerque et Bergue-Saint-Vinox, et pilla le pays jusqu'à Nieuport. Mais comme il retournait en France, chargé de butin, le comte Philippe d'Egmont, gouverneur des Pays-Bas, l'attaqua sur les bords de la mer, près de Gravelines, avec des forces supérieures et le battit complètement. Presque toute l'infanterie française fut tuée ou prise, tant dans le combat que dans la fuite. Le maréchal de Thermes et les principaux officiers furent faits prisonniers. Dès que le duc de Guise, qui s'était rendu maître de Thionville après trois semaines de siège, eut appris ce fatal événement, il accourut au secours de la Picardie, pour faire échouer les projets du roi Philippe qui s'était mis à la tête de l'armée réunie du comte d'Egmont et du duc de Savoye, et qui s'était avancé jusque sur les bords de la rivière d'Authie, près de Dourlens. Henri II, de son côté, se rendit au camp sur la rive droite de la Somme, dans la contrée d'Amiens, où arrivèrent encore beaucoup de troupes de l'intérieur de la France, et où fut bientôt rassemblée une armée de 70,000 hommes. Plusieurs escarmouches, à la vérité, eurent lieu entre les avant-postes; mais les rois ne montraient aucune envie d'en venir à une bataille décisive, et tous deux se bornèrent autant que possible à la défensive. Enfin les deux partis, également las de cette guerre, se prêtèrent aux vues pacifiques du duc Charles de Lorraine et de la duchesse-douairière sa mère. Par leur entremise, des plénipotentiaires espagnols, anglais et français s'assemblèrent à l'abbaye de Cercamp dans l'Artois, pour terminer tous les différends. Dès la première conférence on convint d'une suspension d'armes; en conséquence les deux armées se séparèrent; et comme alors on était déjà sûr de la paix, Philippe et Henri

licencièrent même une partie de leurs troupes. Pendant les délibérations de ce congrès, la reine Marie d'Angleterre cessa de vivre, le 17 novembre 1558. Sa soeur *Élisabeth* lui succéda. Les négociations furent interrompues par cet événement pendant plusieurs semaines. Toutefois, elles recommencèrent, le 6 février de l'année suivante à Câteau-Cambrésis. Le 2 avril, on signa la paix de la France avec l'Angleterre, et le lendemain celle avec l'Espagne. Élisabeth consentit à laisser Calais à Henri II, à condition que cette ville lui serait rendue dans huit ans, ou qu'il payerait à l'Angleterre une somme de cinq cent mille écus d'or, s'il refusait la remise de la place. La princesse Élisabeth, fille aînée de Henri, fut destinée pour épouse au roi Philippe; et Marguerite, soeur du monarque français devait être mariée avec le duc Philibert de Savoye. Toutes les conquêtes, faites depuis 1551 par l'Espagne ou par la France dans les provinces frontières de ce dernier royaume et des Pays-Bas, furent restituées de part et d'autre. Henri rendit sur-le-champ au duc Emmanuel-Philibert de Savoye le Piémont, le comté d'Asti et le Bressan. Seulement les villes de Turin, de Quiers, de Pianerol, de Chivas et de Villanova restèrent encore occupées par les troupes françaises, jusqu'à ce que les prétentions de Henri sur l'héritage de son aïeule, Louise de Savoye, eussent été juridiquement examinées et satisfaites. Les Français évacuèrent toutes les places qu'ils occupaient en Toscane et sur le territoire de Sienne. Henri restitua de plus la ville de Valence au duché de Milan, le margraviat de Montferrat au duc de Mantoue, et rendit aux Génois les places qu'il avait conquises en Corse. Le comte Guillaume de Nassau, que le prince René d'Orange avait institué son héritier, devait entrer en possession de tous les biens de ce dernier en France qui avaient été confisqués. Philippe II, de son côté, rendit

au roi de France Saint-Quentin, Ham et le Catelet. Les trois évêchés de Metz, Toul et Verdun, dépendants de l'Allemagne restèrent aussi aux Français. À la vérité on n'avait pas fait mention de ces trois villes dans les conférences de Câteau-Cambrésis, et elles furent réclamées par la Diète de l'Empire à Augsbourg, l'an 1559; mais cette demande fut constamment refusée par les rois de France, jusqu'à ce que la paix de Westphalie confirma effectivement la France dans la possession de ces trois villes épiscopales. Les deux rois s'obligèrent à mettre tout en usage pour rétablir, moyennant un concile général, l'union de l'Église chrétienne. Le pape, l'Empereur et plusieurs autres monarques, furent compris dans ce traité de pacification. Le duc d'Albe arriva au mois de juin 1559 à Paris, et fut marié, comme représentant le roi Philippe II, avec la princesse Élisabeth. Pendant les fêtes qui eurent lieu à cette occasion, le roi Henri II mourut le 10 juillet 1559 d'une blessure qu'il reçut à l'oeil droit dans un tournois, en rompant une lance avec le comte de Montgomeri. Son fils *François II* lui succéda sur le trône. Peu de temps après, le 18 août 1559, mourut aussi le pape Paul IV, dont l'esprit turbulent avait de nouveau excité la lutte entre la France et l'Espagne. Il eut pour successeur *Pie IV* de la Maison de Médicis.

J'ai encore à remarquer ici les événements qui s'étaient passés en *Hongrie* depuis la trêve de cinq ans conclue en 1547 avec la Porte Ottomane. Les États de Hongrie avaient approuvé ce traité dans la Diète, assemblée à Tyrnau en novembre de la même année. Ils prièrent le roi Ferdinand d'établir sa résidence en Hongrie, ou d'assigner du moins ce royaume pour demeure habituelle au prince royal *Maximilien*. Le Roi fit espérer aux Hon- son acquiescement à cette dernière demande. Mais dans l'impossibilité d'accomplir ce voeu

national ; attendu que l'archiduc Maximilien, après avoir épousé, le 15 septembre 1548 à Valladolid, l'infante *Marie*, fille de l'empereur Charles-Quint, fut nommé gouverneur-général des Pays-Bas. Georges Martinuzzi, évêque du Grand-Waradin et vayvode de Transylvanie, se défiant du sultan que la reine Isabelle avait déjà indisposé contre lui, et prévoyant d'un autre côté que, si jamais cette princesse remontait sur le trône, le premier usage qu'elle ferait de son autorité serait de se venger des outrages qu'elle avait reçus de lui, renoua les négociations avec le roi Ferdinand, qui depuis longtemps s'efforçait d'attirer l'évêque dans ses intérêts. Ce prélat eut, le 8 septembre 1549 à Nyir-Bathor, une entrevue avec Nicolas Salm et André Bathori, plénipotentiaires de Ferdinand, et fit avec eux une convention par laquelle il fut réglé, que Jean-Sigismond Zapolya conserverait tous les biens héréditaires de son père, et épouserait l'archiduchesse Jeanne, fille du roi Ferdinand. Le duché d'Oppeln en Silésie devait être concédé à Isabelle. Il fut en outre stipulé, que Martinuzzi aurait l'archevêché de Strigonie et le chapeau de cardinal, et conserverait en même temps l'évêché du Grand-Waradin et le gouvernement de la Transylvanie. Quelque soin qu'eût Martinuzzi de traiter secrètement cette affaire, les Turcs aussi bien que la reine en furent bientôt instruits. Les premiers firent aussitôt des courses sur le territoire hongrois de Ferdinand ; et Isabelle et le comte Petrovitz de Témesvar se préparèrent à la résistance. Dans la Diète de Clausenbourg, en janvier 1550, Isabelle accusa Georges Martinuzzi d'avoir trahi le pays. Un ambassadeur ottoman arriva dans cette ville et demanda, par ordre du sultan, qu'on lui livrât l'évêque. Une lutte alors éclata entre les partis d'Isabelle et de Martinuzzi. Mais ce prélat triompha rapidement de ses ennemis, et força la reine dans Weissenbourg

(Carlsbourg) à la réconciliation. On était étonné de l'inaction de la Pologne, qui voyait d'un oeil indifférent la fille de ses rois persécutée en Hongrie. Mais Sigismond-Auguste, frère d'Isabelle, qui après la mort de son père Sigismond (1 avril 1548) était monté sur le trône de Pologne, avait par un mariage contracté sans l'aveu de la nation, irrité cette dernière qui se vengea en lui refusant le secours qu'il demandait pour sa soeur.

Cependant Isabelle avait peu de temps auparavant sollicité le secours des Turcs; et en effet, au mois d'octobre, les pachas de Bude et les vayvodes de Moldavie et de Valachie s'avancèrent en Transylvanie. Mais Martinuzzi appela toute la nation sous les armes. Les Turcs éprouvèrent des échecs près de Déva, les Valaques près de Statzeg et les Moldaves dans le voisinage de Vasarhély. Ils évacuèrent d'autant plus promptement le pays, que la reine Isabelle avait déclaré n'avoir plus besoin de leur assistance. Martinuzzi alors engagea le roi Ferdinand à prendre possession de la Transylvanie. Dans une entrevue que Georges eut, le 7 février 1551 à Dioszeg, avec André Bathori et le général en chef des troupes royales, Erasme Teuffel, il concerta avec eux le plan d'opérations à suivre pour assurer le succès de cette entreprise. Cependant la situation de l'évêque même devint fort critique. Le sultan avait fait expédier un firman qui ordonnait aux Hongrois de couronner sur-le-champ le jeune Jean-Sigismond Zapolya, de remettre la régence à Isabelle et d'éloigner Martinuzzi. Un messager secret du sultan apporta bientôt après un arrêt qui condamnait ce prélat à mort. Mais lorsque Isabelle tenta, au mois de mars 1551 dans la Diète d'Ennyed, de mettre les ordres du sultan en pratique, Martinuzzi fit échouer par son opposition hardie et vigoureuse tous les projets de la reine Isabelle. Dans le cours du mois suivant, arri-

vèrent le juge de la Cour royale *(Judex Curiae)* Thomas Nadasdy, le capitaine-général André Bathori et Sigismond de Herberstein, en qualité de commissaires du roi Ferdinand, pour prendre possession de la Transylvanie. Le général Baptiste Castalde, qui avait vieilli dans les camps, et fait la guerre en Italie sous le marquis de Pescaire, rassembla sur les bords de la Teisse une armée de troupes espagnoles, autrichiennes et hongroises, pour soutenir les commissaires royaux. Cependant, dans les instructions que ces derniers avaient reçues du Roi, il leur avait été enjoint d'exiger, qu'un article de la convention de Nyir-Bathor fût changé. Jean-Sigismond Zapolya pouvait, s'il demeurait en Hongrie, ne fût-ce que comme propriétaire puissant, encore toujours servir de point de réunion aux esprits mécontents et mutins; c'est pourquoi on devait lui céder les duchés de Sagan, de Neubourg et de Priebus en Silésie, en échange du pays de Zips et des domaines patrimoniaux en Hongrie, et donner à Isabelle pour sa dot de 100,000 ducats le duché de Munsterberg et Frankenstein, outre une somme de 60,000 ducats. Martinuzzi avait pris la ville de Weissenbourg, d'où Isabelle ne s'était sauvée qu'avec peine. Les troupes royales s'étaient, le 13 juin, avancées jusqu'à Ennyed. Le 27 du même mois, dans l'entrevue à Muhlenbach, Isabelle consentit à la transaction. Pendant ce temps-là, Castalde entra dans Clausenbourg. Là, Isabelle remit à l'assemblée des États la couronne de Hongrie, pour être envoyée au roi Ferdinand. Néanmoins, elle demanda pour son fils le duché d'Oppeln et de Ratibor, à la place de ceux de Sagan, de Neubourg et de Priebus, avec la main de l'archiduchesse Jeanne, et pour elle-même seulement le payement de toute sa dot dans le terme de six mois. Les plénipotentiaires du Roi accédèrent à ces conditions. Le 18 juillet à Kolos-Monostor, Jean-Sigis-

mond fut fiancé par procureur à l'archiduchesse, âgée de cinq ans. Toutes les places fortes en Transylvanie, et les comitats de la Hongrie supérieure, soumis jusqu'alors à la Maison de Zapolya, nommément Bihar, Arrad, Czongrad, Czanad, Zarand, Bekes, Torontal, Témes etc., furent remis aux troupes royales. Le comte Petrovitz se soumit, rendit le banat de Témeswar, et eut en échange Munkatsch. Georges Martinuzzi fut alors nommé vayvode et grand-trésorier de Transylvanie, promu à l'archevêché de Strigonie et reçut le chapeau de cardinal que le pape lui accorda, à la prière de Ferdinand. Castalde eut le commandement de la force armée.

Cependant il paraît, que l'ambition et l'avidité de Martinuzzi ne se trouvèrent pas encore satisfaites par tous les titres et dignités qu'il avait obtenus, et que ce prélat conçut le projet de s'ériger lui-même en Souverain de la Transylvanie, sous la protection de la Porte Ottomane; car il entra dès le mois d'octobre 1551 en correspondance suspecte avec les Turcs, chercha à calmer le courroux du sultan en continuant de lui payer le tribut, et lui offrit sa coopération pour chasser les Allemands de la Transylvanie. Mais Soliman II, indigné d'avoir été le jouet de Ferdinand, d'Isabelle et de Georges, ordonna aux pachas de Bude, de Nicopolis et de Silistria, de rassembler une armée. Ces Généraux se réunirent dans un vaste camp près de Salankamen; et s'étant ensuite mis en marche, ils s'emparèrent, en septembre et octobre, de Bets, de Betskerek, de Czanad et de Lippa. Les troupes royales, que Bathori avait rassemblées près du Grand-Waradin, se débandèrent par crainte de la force supérieure de l'ennemi. Martinuzzi avait concentré les Transylvains près de Rudas, mais il n'alla point au secours des Hongrois, et se garda bien d'en venir aux prises avec les Ottomans, dont le perfide voulait gagner la faveur.

Depuis le 16 octobre les Turcs assiégeaient Témeswar, qui toutefois fut défendu par Étienne Lozonce (Lossontz) avec la plus intrépide valeur. Les ordres très-sévères du Roi avaient cependant enfin contraint Martinuzzi à se joindre à Castalde. Mais leurs esprits étaient divisés. Georges détestait Castalde, parce que le mérite de ce dernier lui donnait de l'ombrage, et Castalde se défiait du cardinal, parce qu'il savait que cet homme faux et rusé ne cherchait qu'à ruiner tour à tour les Autrichiens par les Turcs et les Turcs par les Autrichiens. À l'approche de l'armée chrétienne, les Mahométans levèrent le siège de Témeswar. Le 2 novembre, Castalde investit Lippa. Martinuzzi trahit ici ses intelligences avec l'ennemi, en arrêtant le progrès du siège, en s'opposant à l'assaut, et en ménageant enfin la libre sortie de la garnison ottomane. Toutefois celle-ci, dans une rixe qui s'éleva entre elle et les troupes royales, fut attaquée et pour la plus grande partie hachée en pièces.

Le cardinal Martinuzzi donna dans sa conduite ultérieure les preuves les plus convaincantes, qu'il méditait des desseins perfides et qu'il se préparait à les réaliser. Il déposa arbitrairement le commandant établi par Castalde à Déva, et conféra ce poste important à une de ses créatures; ensuite il s'opposa à ce que Castalde conduisît son armée dans la Transylvanie, et exigea que les troupes de ce Général prissent leurs quartiers d'hiver à Lippa. Mais ce brave guerrier n'eut aucun égard à cette contradiction du cardinal, et marcha avec l'armée jusque dans la contrée d'Alvintz. C'était là que Martinuzzi se proposait de passer l'hiver. Castalde avait déjà, par plusieurs rapports, informé le Roi des intrigues criminelles du cardinal, et Ferdinand lui avait enjoint de prendre, selon les circonstances, toutes les mesures nécessaires au salut de l'armée. En conséquence, Castalde, qui avait appris que Martinuzzi

continuait sa correspondance secrète avec les pachas ottomans du voisinage, et qu'il tenait caché dans la cave du château d'Alvintz un derviche turc qui servait de messager, crut ne pouvoir autrement prévenir les dangers qui menaçaient et la Transylvanie et l'armée royale, qu'en se défaisant promptement du traître. Le 17 décembre 1551, le cardinal Georges Martinuzzi fut assassiné par quelques officiers italiens, qui l'avaient surpris dans sa chambre.

Dans les mois de février et de mars 1552, la Diète de Presbourg régla les rapports des parties du royaume de Hongrie, alors réunies de nouveau, et prit différents arrêtés sur les subsides pour l'entretien d'un état militaire convenable, sur le monnayage et plusieurs autres objets. Isabelle quitta Cassovie qui fut remise, le 14 juin, aux troupes royales, après qu'elle eut effectivement reçu une partie de sa dot; elle se retira dans ses nouvelles terres en Silésie. Le 1 avril 1552, André Bathori fut nommé vayvode de Transylvanie. Étienne Lozonce devint comte de Témeswar. Le comte de Helfenstein amena au général en chef Castalde un renfort de 4500 Allemands.

Cependant, les hostilités avec les Turcs avaient déjà commencé dès le mois de février (1552). Un corps de 5000 Heiduques surprit, le 22 de ce mois, Szegédin, s'empara de la ville, mais ne put se rendre maître du château et fut, le 2 mars, attaqué inopinément par un détachement de la garnison de Bude, et pour la plus grande partie massacré. Le 1 juin, Vesprim se rendit aux Turcs. Témeswar tomba, le 27 du mois suivant, malgré tous les efforts d'Étienne Lozonce, qui pendant quatre semaines avait défendu cette place avec une bravoure extraordinaire. Le 8 août, Étienne Teuffel, qui commandait un corps de 17,000 Allemands, Italiens et Hongrois, perdit la bataille près de Palasty, et fut fait

prisonnier avec 4000 hommes et toute son artillerie. Caransebés, Lugos, Czanad, Lippa et plusieurs autres forteresses, enfin le 2 septembre, Szolnok aussi tombèrent au pouvoir de l'ennemi.

Le roi Ferdinand avait été empêché par l'invasion qu'avait faite l'électeur Maurice en Tyrol, et par les négociations de Passau, de venir au secours de son royaume de Hongrie. Ce prince ne fut de retour de Passau à Vienne que le 13 août 1553. En vertu du traité de paix, le duc Maurice marcha alors en Hongrie. David Ungnad conduisit en octobre un corps autrichien à Raab. Dans ces entrefaites, les Turcs avaient investi Erlau avec 100,000 hommes. La courageuse défense des généraux Étienne Dobo et Étienne Metschkei fut si bien soutenue par les troupes qu'avaient envoyées les comitats voisins, les villes royales et les Nobles, que les Turcs levèrent, le 15 octobre, le siège de la place.

Les armements pour la prochaine campagne furent réglés dans la Diète, ouverte à Presbourg le 9 avril 1553. Le Roi avait, dès le mois de septembre de l'année précédente, nommé Thomas Nadasdy capitaine-général du royaume. Comme André Bathori et Castalde avaient résigné, le premier la place de vayvode, et le dernier celle de commandant militaire de la Transylvanie, François Kendi de Szent-Ivany et Étienne Dobo furent élevés à la dignité de vayvodes ou gouverneurs de cette province. Le Roi fit partir deux plénipotentiaires transylvains pour Constantinople, qui y apportèrent, au nom des États, le tribut annuel de 10,000 ducats, payé par Zapolya. Ces envoyés frayèrent le chemin à des négociations, et le sultan ordonna au pacha de Bude de suspendre les hostilités pendant la durée des conférences. Les ambassadeurs du Roi, qui étaient alors arrivés à Constantinople, demandèrent la restitution de toute la Hongrie, moyennant

un tribut annuel que Ferdinand offrit de payer à la Porte Ottomane. Mais le sultan exigea, comme condition préalable, que le Roi cédât la Transylvanie à Jean-Sigismond, et lui fît connaître dans le terme de trois mois sa décision à cet égard. Mais les Transylvains déclarèrent, dans la Diète tenue au mois de janvier 1554, leur résolution de rester soumis aux lois de Ferdinand, et envoyèrent un ambassadeur au sultan pour lui notifier ce voeu national. Au mois de mars, le Roi et l'archiduc Maximilien parurent dans la Diète à Presbourg. Ici Thomas Nadasdy fut choisi pour Palatin, et André Bathori pour *judex Curiae*. Sforzia Pallavicini demeura au service du Roi, en qualité de commandant des troupes étrangères. Dans cette année les négociations avec la Porte furent interrompues. Le calme du royaume de Hongrie ne fut troublé au commencement que par les intrigues de la reine Isabelle. Les envoyés de cette princesse à Constantinople convinrent avec les ambassadeurs français, que son fils Jean-Sigismond épouserait une princesse de France, et serait placé par le secours de cette Puissance sur le trône de Hongrie. Les ministres ottomans laissèrent apercevoir clairement l'intention de pénétrer en Transylvanie, dès que la guerre où la Porte se trouvait engagée avec la Perse serait terminée. Le pacha de Bude recommença même les hostilités. Il fit surprendre, le 8 septembre, le château de Filek. En novembre, les Turcs attaquèrent subitement la garnison d'Erlau, et la taillèrent en pièces.

Au mois d'avril 1555, le sultan conclut à Almasia dans l'Asie mineure la paix avec les Perses. Ensuite il nomma Pierre Petrovitz vayvode de Transylvanie, et lui ordonna d'introduire Isabelle dans ce pays. Busbeck, que le Roi avait envoyé à Constantinople pour continuer les négociations de paix, obtint, le 2 juin, encore une trêve de six mois, pendant laquelle le sultan voulait attendre la dernière

déclaration de Ferdinand, s'il consentait à rendre volontairement la Transylvanie à Isabelle. Déjà cette princesse était, au mois d'août, arrivée à Szolnok, et Petrovitz à Lugos; déjà un corps de Valaques s'était avancé jusqu'aux frontières de la Transylvanie et allait entrer dans ce pays, lorsqu'un firman du Grand-Seigneur ordonna de cesser les hostilités. Le 24 juin, l'archiduc Maximilien ouvrit une Diète à Presbourg, dans laquelle les États accordèrent la levée de troupes permanentes. En octobre, les Turcs élevèrent plus haut leurs prétentions. Ils réclamèrent non-seulement la Transylvanie, mais encore Cassovie, Gyula, le Grand-Waradin et plusieurs autres places pour la reine Isabelle. Dès le mois de septembre, des hostilités avaient eu lieu sur les frontières de la Transylvanie. L'évêque du Grand-Waradin tenta une attaque sur le château de Bata Szent-Miklos, nouvellement bâti par les Turcs non loin de la Teisse. Cette entreprise échoua. Les Mahométans chassèrent alors les garnisons royales de Kapos-Ujvar, de Babolcsa et de Korothna.

Le 1 janvier 1556, Busbeck arriva à Constantinople avec l'ultimatum du Roi, qui rejetait les conditions de la Porte. La Diète de Hongrie décréta de grandes levées de troupes, et la fortification des châteaux sur les frontières. Quant aux Transylvains, ils tinrent en février une Diète à Vasarhély, et envoyèrent une députation au Roi, pour le prier de les aider efficacement à défendre leur pays contre les Ottomans. Sur la déclaration de Busbeck, le sultan commanda d'attaquer la Transylvanie. Le pacha Melchior se mit à la tête des partisans d'Isabelle en ce pays, et fut renforcé par un corps de Moldaves; Petrovitz s'avança par Lugos. Les révoltés conquirent ou occupèrent Muhlenbach, Déva, Szamos-Ujvar et plusieurs autres endroits, et assiégèrent Husst et le Grand-

Waradin, qui ne se rendirent qu'après une longue résistance. Les vayvodes Alexandre de Moldavie et Pierre de Valachie se postèrent avec leurs troupes près de Szathmar-Nemethy, et saccagèrent beaucoup de villages dans les comitats voisins, soumis au roi Ferdinand. Une assemblée des États, tenue au mois de juin à Muhlenbach, invita Isabelle à se rendre en Transylvanie. Cette princesse avait, déjà l'année précédente, quitté les possessions qui lui avaient été assignées en Silésie, et dont elle était fort mécontente à cause de leur peu de valeur, et s'était retiré en Pologne. Elle arriva, le 22 octobre, de Léopol *(Lemberg)* à Clausenbourg. Le 25 novembre, on ouvrit une Diète dans cette ville. Comme Jean-Sigismond n'avait que seize ans, il fut décidé que la reine Isabelle gouvernerait encore le pays pendant cinq ans.

Dans la haute Hongrie, comme aussi en Croatie, la petite guerre continua toute cette année, et plusieurs villes et châteaux furent de part et d'autre attaqués et conquis. Le général du Roi, Puchheim, fut battu le 6 septembre près Krassnehorka. Husst et Tokai tombèrent alors au pouvoir des Transylvains, qui se répandirent chaque jour plus loin. Aly, pacha de Bude, attaqua, le 20 juin, la forteresse importante de Szigeth, que Marc Horvath défendit glorieusement. Le palatin Nadasdy marcha avec une armée, qu'il avait rassemblée près de Canissa, au secours de la place. Les Turcs perdirent, le 22 juin, une bataille près de Babolcsa; mais l'armée victorieuse, par un excès de prudence, se réplia sur Canissa. Ce ne furent que la résistance vigoureuse de la garnison de Szigeth et une sortie, dans laquelle l'artillerie ottomane fut mise hors d'état de servir, qui engagèrent, le 27 juillet, le pacha à lever le siége et de se retirer à Cinq-Églises. En revanche, Costainitza tomba, le 16 juillet, entre les mains de ces conquérants.

L'année 1557 se passa dans la Transylvanie et la haute Hongrie en sièges de différentes places, et en escarmouches insignifiantes. Au printemps, la ville du Grand-Waradin se rendit aux partisans d'Isabelle. La Diète, assemblée au mois de juin à Presbourg, envoya une députation aux États de l'Allemagne pour solliciter leur assistance. Le vayvode d'Isabelle, Petrovitz, mourut en octobre à Clausenbourg. Cette princesse perdit par là un appui puissant. En revanche, elle eut l'avantage de voir arriver Jean de Cambrai, en qualité d'ambassadeur de Henri II, qui offrit encore une fois à Jean-Sigismond la main d'une princesse de France, des subsides et son soutien, pour procurer au jeune prince la couronne de Hongrie. Isabelle fit partir des plénipotentiaires pour Paris et Constantinople, afin d'ouvrir des négociations relativement à cet objet. Les envoyés de Ferdinand avaient déjà alors déclaré à la Porte, que le Roi s'offrait à renoncer à la Transylvanie et à payer pour la Hongrie un cens annuel. Dans le même temps, les plénipotentiaires d'Isabelle réclamèrent les villes de Lippa et de Témeswar, occupées par les Turcs. Au mois d'août, la Porte donna un refus aux Zapolyens; à ceux de Ferdinand il fut signifié que le Roi, comme condition préalable, devait consentir à la démolition de Szigeth, et payer le présent qu'il devait encore pour les deux dernières années, et qu'après cela seulement on continuerait à négocier sur la détermination des limites autrichiennes et ottomanes en Hongrie. Telle était la situation du royaume de *Hongrie*, à l'époque où Ferdinand succéda à son frère sur le trône impérial.

J'ai déjà allégué les raisons qui, pendant cette période, avaient plusieurs fois troublé la tranquillité du royaume de *Bohème*. Les querelles des deux partis religieux, les Catholiques et les Calistins, et les mouvements excités par

les prédications de quelques propagateurs fanatiques de la doctrine luthérienne, continuèrent encore longtemps avec leurs suites funestes. Mais la révolte qui eut lieu en Bohème dans les années 1546 et 1547, à l'occasion de la guerre saxonne, avait été entièrement apaisée par les mesures rigoureuses auxquelles le Roi s'était vu obligé d'avoir recours. En *Silésie* aussi, Breslau, Schweidnitz et plusieurs autres villes avaient pris part à cette rebellion, et en furent punies par de fortes amendes. Le roi Ferdinand voua dans l'année 1547 une sollicitude particulière aux affaires de la Bohème, et se concerta dans plusieurs Diètes avec les États sur les moyens d'affermir solidement le bien-être et la prospérité du royaume. Dans l'assemblée de 1549 l'archiduc *Maximilien*, fils aîné de Ferdinand, fut solennellement reconnu, le 18 février, par les États pour *futur roi de Bohème*. Dans une autre Diète, en janvier 1552 à Prague, les États de la Bohème, de la Moravie, de la Silésie et de la Lusace accordèrent non-seulement au Roi de plus grands secours contre les Turcs, mais ils donnèrent aussi, pour que la transaction avec la famille de Zapolya pût s'effectuer, leur assentiment à l'échange des principautés silésiennes d'Oppeln et de Ratibor contre la Transylvanie [1]).

[1]) Le margrave Georges de Brandebourg, qui possédait conventionnellement le droit de succession sur les deux principautés d'Oppeln et de Ratibor, avait en 1531 cédé ce droit au roi Ferdinand pour la somme de 183,333 florins d'or. Le dernier duc d'Oppeln et de Ratibor, Jean, étant mort en 1532, le margrave prit possession de ces pays, pour sûreté de la dite somme. Son fils, le margrave Frédéric, rendit enfin, l'an 1552, Oppeln et Ratibor au roi Ferdinand qui lui donna en nantissement pour la somme stipulée Sorau en Lusace et Sagan. Lorsque la reine Isabelle, à qui Oppeln et Ratibor avaient été cédés pour l'indemniser de la perte de la Transylvanie, rompit en 1556 le traité et retourna en Transylvanie, les deux principautés susdites furent administrées par des commissaires royaux, comme étant des pays héréditaires du royaume de Bohème.

Les *duchés autrichiens* avaient, conformément à la demande de Ferdinand, pris part à la guerre contre les Turcs et la famille de Zapolya en Hongrie, comme aussi contre la ligue de Smalkalde en Allemagne, en fournissant des troupes, de l'argent et des munitions de guerre. J'ai déjà rapporté tous les désastres qu'éprouvèrent l'Autriche et la Styrie par les irruptions des Ottomans. Mais la différence de religion devint aussi pour ces pays une source de grandes et longues souffrances. La véhémence avec laquelle les États protestants des provinces autrichiennes, depuis l'année 1532, insistaient de nouveau sur le libre exercice de leur culte divin, et la manière dont ils s'opposaient à toutes les autres ordonnances de Ferdinand, pour le contraindre à remplir leurs voeux en ce point, firent naître la mésintelligence entre eux et le Souverain. Dans la Diète en décembre 1541, les États évangéliques d'Autriche, de Styrie, de Carinthie et de Carniole, demandèrent qu'il fût permis aux ministres de leur religion de prêcher librement et publiquement. Mais Ferdinand réitéra non-seulement la défense qui existait déjà, mais il interdit encore toute novation en fait de religion, et renvoya les États à la décision prochaine du concile général. Pour opposer une digue aux progrès du Luthéranisme, Ferdinand appela les Jésuites dans ses États, et leur confia l'éducation de la jeunesse. Cet Ordre religieux, qui avait été fondé par Jean Loyola vers l'an 1540, sous le nom de *Compagnie de Jésus*, s'était distingué par ses missions et les services importants qu'il avait rendus à l'Église catholique romaine et à l'humanité. Il était composé d'hommes versés dans les Lettres, les langues, les arts, la philosophie, la théologie, et qui pratiquaient les bonnes moeurs et la vertu. Les premiers membres de cette association pieuse vinrent s'établir à Vienne l'an 1551. Ferdinand leur assigna, quelques années

après (1554) pour demeure le couvent des Carmes sur la place appelée le *Hof*, l'ancienne résidence des ducs d'Autriche de la Maison de Babenberg, qui devint ensuite l'hôtel de la Monnaie, et où se trouve aujourd'hui la chancellerie du Conseil aulique de guerre. Deux ans après (1556), les Jésuites s'établirent aussi en Hongrie et en Bohème. Le 20 février 1554, Ferdinand défendit par un édit aux laïques dans les pays autrichiens de recevoir la communion sous les deux espèces, et exhorta tous ses sujets à persévérer dans l'ancienne croyance. Les remontrances, faites à différentes reprises par les États, ne purent changer la résolution du monarque. C'est aussi à cette époque que Ferdinand fit composer par *Pierre Canisius*, Belge de nation, le manuel de la doctrine catholique, appelé *Catéchisme* qui, par ordonnance royale du 14 août 1554, fut introduit en Autriche.

Dès l'année 1544 Ferdinand avait rendu un décret contre les prétendus sorciers, devins et autres imposteurs semblables, qui dans ce temps ténébreux dupaient par leurs jongleries hardies les gens crédules. Dans la même année, les Israélites, qui étaient accusés d'entretenir des intelligences secrètes et criminelles avec les Mahométans, furent obligés de quitter les États autrichiens. Dix ans plus tard, le 2 janvier 1554, cet ordre fut réitéré. Pour une autre raison, les Juifs en Bohème furent également bannis par un arrêt de la Diète de l'année 1543; c'est-à-dire qu'on les accusait faussement d'être les auteurs du grand incendie qui détruisit, le 2 juin 1541, une partie du Petit-Côté *(Kleinseite)* de Prague, la résidence royale et les archives du royaume. Un grand nombre d'Israélites emigrèrent à cette époque en Pologne. Cependant, le Roi révoqua en 1550 pour la Bohème le décret de bannissement porté contre les Israélites, attendu qu'ils avaient déjà été trouvés innocents du crime qu'on leur imputait.

Dans la Diète qui s'assembla en hiver 1555-1556 à Vienne, pour délibérer sur les armements à faire, à cause du danger croissant dont le pays était menacé de la part des Turcs, et sur les contingents d'hommes et d'argent à fournir par les provinces, les États d'Autriche réitérèrent leur demande relative à la pleine liberté de conscience. Mais le Roi persista dans sa résolution. Seulement il révoqua l'article de l'ordonnance du 8 février 1554, qui interdisait aux laïques la communion sous les deux espèces, et permit aux habitants des provinces autrichiennes l'usage du calice provisoirement et jusqu'à ce que le concile de Trente, qui allait continuer ses délibérations, eût effectué l'arrangement espéré en matière de religion. Mais les députés ne se contentèrent point de ces concessions, et la Diète fut dissoute sans que les États eussent accordé des troupes et des subsides.

Dans la période du règne de Charles-Quint, comme empereur, les possessions de la branche allemande de la Maison d'Autriche furent considérablement augmentées. Toutefois cela ne se fit, pour la plus grande partie, aucunement par l'influence de ce monarque. L'acquisition des royaumes de *Hongrie* et de *Bohème* fut la suite des traités d'État, conclus dans des temps fort antérieurs. À la vérité, Ferdinand obtint en 1520 de l'Empereur et de l'Empire le *duché de Wurtemberg;* mais ce pays fut, l'an 1534, rendu au comte Ulric. La seule et unique acquisition que Ferdinand dut à la sollicitude de son frère, l'Empereur, ce fut celle de la ville de *Constance* (1548). Ferdinand acheta en 1532 du comte Hugues de Montfort la deuxième moitié de la seigneurie de *Bregenz* et en 1542 *Tengen*, appartenant au comte Chrétien du même nom. Il racheta, l'an 1541, le territoire dit *Leutkirchner-Heide* en Souabe, engagé depuis 1522 au comte Truchsess de Waldbourg, en 1558 le *vicariat de Haguenau*

(ôté l'an 1504 à l'électeur palatin Philippe) sur les dix villes impériales en Alsace, que Charles-Quint avait en 1530 donné en hypothèque à l'électeur Louis pour la somme de 48,000 florins d'Empire, enfin en 1559 le margraviat de *Burgau*, engagé à l'évêque d'Augsbourg. Dans l'année 1561, le 28 juin, Ferdinand fit hypothéquer par le gouvernement de l'Autriche antérieure à Inspruck, l'Orténavie à Georges de Hohenheim, commandeur de l'ordre Teutonique en Allemagne, pour une rente annuelle de 800, ou un capital de 20,000 florins.

Outre les alliances de famille importantes de la Maison d'Autriche avec des Souverains étrangers, déjà mentionnées dans le cours de cette histoire, je dois encore remarquer que le prince héréditaire *François de Lorraine* fut marié, le 10 juillet 1541, avec la nièce de Charles-Quint et de Ferdinand, Christine de Danemark, duchesse douairière de Milan; que l'archiduchesse *Anne*, fille de Ferdinand, épousa, le 4 juillet 1546, le prince héréditaire, *Albert de Bavière*, et que le 18 du même mois une autre fille du Roi, *Marie*, donna sa main au *duc Guillaume de Clèves.*

L'empereur Charles-Quint passa les deux dernières années de sa vie à Saint-Juste, dans un entier détachement des choses du monde. La douceur du climat, jointe à l'éloignement des affaires et des soins du gouvernement, avait calmé sensiblement la violence de sa goutte et suspendu les douleurs aigues dont il avait été si longtemps tourmenté. Il s'occupait dans sa retraite à cultiver de ses propres mains les plantes de son jardin; quelquefois suivi d'un seul domestique à pied, il allait se promener dans le bois voisin, monté sur un cheval, le seul qu'il eût conservé. Lorsque ses infirmités le privaient de ces récréations actives, il recevait la visite de quelques gentilshommes qui avaient leurs habitations près du couvent, et

il les admettait familièrement à sa table ; ou bien il s'amusait à faire quelques ouvrages curieux de mécanique. Quelques fussent les autres occupations qui remplissaient le reste de son temps, il en réservait constamment une bonne partie pour des exercices de piété; soir et matin il assistait régulièrement au service divin dans la chapelle du monastère. La première année s'écoula ainsi, soit dans des amusements innocents qui adoucissaient ses peines, ou délassaient son esprit fatigué par une longue et excessive application aux affaires, soit dans des occupations pieuses qu'il regardait comme essentielles pour se disposer à un autre état. Mais environ six mois avant sa mort, la goutte reparut avec un surcroît de violence, qui affaiblit son âme comme son corps. Dès ce moment une superstition timide et funeste s'empara de son esprit, et il perdit le goût de tout amusement, et tâcha d'assujettir sa vie à toute l'austérité de la règle monastique; il ne désirait plus d'autre société que celle des religieux, et passait presque tout son temps à chanter avec eux les hymnes du missel. Pour expier ses péchés, il se donnait en secret la discipline. Mais croyant cette mortification encore trop peu sévère pour mériter le pardon de ses fautes, il chercha quelque acte de piété extraordinaire et nouveau, qui pût signaler son zèle et attirer sur lui la faveur du Ciel. L'idée qu'il conçut fut en effet aussi nouvelle que bizarre. Il résolut de célébrer ses propres obsèques avant sa mort. En conséquence, il se fit élever un tombeau dans la chapelle du couvent. Au jour destiné à assister à ses funérailles, il se rendit à l'église avec tous ses gens vêtus de deuil qui se placèrent autour du catafalque. Après cela, on étendit le prince, revêtu d'une longue robe noire, dans un cercueil avec beaucoup de solennité; on chanta l'office des morts; enfin on répandit, suivant l'usage, de l'eau bénite sur la bierre. La cérémonie achevée, les

assistants se retirèrent, et les portes de la chapelle furent fermées. Charles sortit alors du cercueil et se retira dans son appartement. Mais soit que la longueur de la cérémonie l'eût trop fatigué, soit que cette image de la mort eût fait sur lui une impression trop forte, il fut attaqué d'une fièvre violente qui l'emporta, le 21 septembre 1558, âgé de cinquante-huit ans, six mois et vingt-cinq jours.

Charles-Quint eut de son épouse *Isabelle*, fille d'Emmanuel, roi de Portugal, plusieurs enfants. Trois seulement survécurent à leur mère: *Philippe II*, roi d'Espagne, de Naples et de Sicile, tige de la branche espagnole d'Autriche; *Marie*, qui eut pour époux l'empereur *Maximilien II*, et *Jeanne*, qui fut mariée à *Jean*, *infant de Portugal*. Parmi les enfants naturels que laissa Charles-Quint, deux sont célèbres dans l'histoire. *Don Juan*, si fameux dans les fastes militaires de l'Europe, et *Marguerite* qui, après avoir été mariée à Alexandre de Médicis, épousa en secondes noces *Octave Farnèse*.

Pendant les trente-cinq années que Charles-Quint régna, il développa les grandes facultés de son esprit de la manière la plus brillante. La nature l'avait doué de toutes les qualités, qui étaient indispensablement nécessaires pour gouverner tant de peuples, si différents par la culture, par les usages, par les passions nationales et les préjugés. Charles avait, dès sa plus tendre jeunesse, acquis maintes connaissances. Il parlait et écrivait avec facilité l'allemand, le français, le flamand, l'espagnol et l'italien. Il avait fait d'assez grands progrès dans les mathématiques, dans l'histoire naturelle, la géographie, l'art nautique et quelques autres sciences. Mais, comme son grand-maître Guillaume de Croy, seigneur de Chievres, lui avait fait quitter de bonne heure ses études, pour le former dans les exercices de chevalerie, et lui enseigner ensuite les premiers principes de la Politique et de l'art militaire,

il avait négligé les belles-lettres. C'est à ce défaut d'instruction qu'on doit attribuer les suites de son abdication. En effet, si ce grand prince, descendu du trône, se montra si peu semblable à lui-même, c'est que son âme, dépourvue de nourriture, fut sans défense contre les idées superstitieuses qui l'assaillirent et contre l'exemple contagieux des personnes qui l'entouraient dans sa solitude. Cependant, quoiqu'illettré, Charles-Quint était trop habile dans l'art de gouverner, pour ne pas sentir tout l'éclat que les arts et les sciences répandent sur les princes qui les protègent. Il combla donc de bienfaits un grand nombre des savants et les artistes; de ce nombre furent l'historien *Guichardin* et le fameux *Titien*.

Dans sa quinzième année, Charles était déjà Souverain des Pays-Bas, dans sa seizième roi d'Espagne, de Naples, de Sicile, de Sardaigne, dans sa vingtième empereur d'Allemagne. Déjà à cette époque, le prince adolescent se montra maître dans l'art de régner. Il joignait à une profonde politique beaucoup de prudence, de courage et de constance dans l'exécution de ses projets. Il était d'un discernement exquis dans le choix de ceux auxquels il confiait les affaires; aussi son règne fut-il fertile en grands capitaines et en politiques consommés. Lorsqu'il s'était mis lui-même à la tête de l'armée, il déployait une vaste intelligence dans l'art de la guerre et un véritable talent de Général. La fortune demeura longtemps fidèle à ses drapeaux, et il eut le rare bonheur de faire prisonniers ses ennemis déclarés; par là il gagna de la confiance dans ses armes, et de la fermeté dans les positions dangereuses. Son activité était vraiment surprenante. Dans le discours qu'il tint le jour où il remit le gouvernement des Pays-Bas à son fils Philippe, il dit lui-même aux États-Généraux de ces provinces, qu'il avait fait neuf voyages en Allemagne, six en Espagne,

sept en Italie, quatre en France, dix aux Pays-Bas, deux en Angleterre, autant en Afrique, et qu'il avait traversé onze fois la mer.

À l'égard de la religion, il est constant que Charles y fut toujours fort attaché, et s'il ne réussit point à rétablir le Catholicisme en Allemagne, on peut dire au moins qu'il ne négligea aucun des moyens qu'il crut propres pour y parvenir. Les Protestants, pour justifier leur révolte, accusèrent l'Empereur de plans despotiques contre la liberté germanique; et les princes, jaloux de la puissance et de la splendeur de la Maison d'Autriche, firent répandre par leurs agents dans toute l'Europe l'opinion que Charles-Quint aspirait à la monarchie universelle. Les esprits faibles et bornés le crurent; mais les personnes sensées et impartiales haussèrent les épaules, et prirent la chose pour ce qu'elle était, savoir pour un bruit inventé par la malveillance et l'envie, dans le dessein de susciter des ennemis à l'empereur Charles-Quint. En effet, si ce Souverain avait conçu l'idée qu'on lui prêtait, il n'aurait bien certainement point divisé les intérêts de sa Maison en la partageant en deux branches; il n'aurait pas élargi son plus puissant ennemi qu'il tenait prisonnier; il n'aurait pas si facilement renoncé au duché de Bourgogne et rendu à Maximilien Sforce le duché de Milan; il n'aurait pas promis la possession héréditaire des Pays-Bas, de la Franche-Comté et du Charolais à sa fille aînée, Marie, en cas qu'elle épousât le duc d'Orléans, deuxième fils de François I de France, au préjudice de son propre fils Philippe; enfin il n'aurait pas renoncé à toutes ses couronnes pour passer, comme un autre Dioclétien, le reste de ses jours dans l'obscurité. D'un autre côté, si l'on considère la faiblesse intérieure de ses États, qui se manifestait dans chaque guerre, la difficulté que Charles-Quint avait à se procurer l'argent nécessaire pour défendre et protéger

ses propres pays, l'opposition opiniâtre qu'il éprouvait de la part des États, l'indiscipline qui régnait parmi les soudoyers, et la dissolution des armées après chaque campagne, on conviendra qu'avec des moyens si faibles aucun Souverain encore n'est devenu un conquérant. Il est donc de toute évidence que, si Charles-Quint ambitionnait d'être le premier roi du continent chrétien, comme le fut Charlemagne, d'avoir la principale influence, et de conserver la suzeraineté sur l'Italie, il n'a jamais aspiré à la monarchie universelle, qui n'est qu'une chimère politique, dont la réalisation est aussi impossible qu'une paix perpétuelle, ce beau rêve dont se repaissent nos philantropes. Que Charles-Quint n'a jamais eu non plus le dessein de s'ériger en Souverain absolu de l'Empire d'Allemagne, il l'a prouvé en laissant, après la victoire de Muhlberg où tout pliait sous ses volontés, cependant intacte la constitution germanique, malgré toutes ses défectuosités.

Quant à sa vie privée, Charles aimait à être vêtu simplement, et oubliait assez souvent sa haute dignité, pour se communiquer plus facilement à ses sujets; il était d'ailleurs affable, accessible à tout le monde. Comme la plupart des grands hommes, il aimait le beau-sexe; mais il cachait avec soin cette faiblesse, pour ne pas l'autoriser par son exemple. Cependant l'amour ne le domina jamais assez, pour lui faire commettre une action répréhensible. Le trait suivant en est une preuve. Il était passionnément amoureux de la femme d'un des meilleurs officiers de son armée; de lâches courtisans qu'il admit dans sa confidence, l'engagèrent à céder à son penchant: „À Dieu ne plaise, leur dit-il, que j'offense l'honneur d'un homme, qui défend le mien l'épée à la main.“

CHAPITRE III.

Ferdinand I, empereur d'Allemagne, roi de Hongrie et de Bohême, archiduc d'Autriche.
De 1558 à 1564.

L'abdication de Charles-Quint étant un événement inoui jusqu'alors en Allemagne, il s'éleva des difficultés sur le mode de recevoir cette résignation; et deux années s'écoulèrent avant que les électeurs de l'Empire prissent une décision à cet égard. Enfin ces princes, réunis le 25 février 1558 à Francfort, transportèrent, le 14 du mois suivant, solennellement le gouvernement impérial et le titre *d'Empereur élu* au roi des Romains *Ferdinand I.* Ce prince jura pour la seconde fois la capitulation d'élection qu'il avait déjà acceptée, lors de son élevation à la dignité de roi des Romains. Toutefois on y ajouta quelques nouveaux articles, qui concernaient la stricte observation de la paix de religion d'Augsbourg, l'empêchement des abus qu'on avait à craindre des concordats germaniques, et les procès de la Chambre impériale qui avaient rapport au ban de l'Empire. Le 18 mars, les électeurs renouvelèrent leur union, qui à la vérité existait déjà dès l'année 1521, mais qui depuis avait été fort ébranlée par les dissentions religieuses.

Ferdinand envoya, quelques jours après son avénement, son grand-chambellan Don Martin Gusman à Rome, pour notifier au pape Paul IV la résignation de Charles-Quint et l'élévation de son frère au trône impé-

rial. Mais le pontife reçut ce message avec la plus grande indignation, et refusa de reconnaître Ferdinand pour empereur. Il prétendait en premier lieu, que c'était à lui de juger si l'abdication de Charles-Quint avait été légitime; et puis il regardait l'élévation de Ferdinand comme nulle, parce que les électeurs protestants, qui étaient déchus, disait-il, du droit de suffrage depuis qu'ils s'étaient séparés de l'Église romaine, avaient pris part à cette élection. Le pape accusa le monarque d'avoir, par le rétablissement de la paix de religion d'Augsbourg, dérogé arbitrairement aux droits de l'Église catholique, et le menaça même de l'excommunier. Paul IV persista dans ce procédé jusqu'à sa mort, arrivée le 18 août 1559. Mais son successeur *Pie IV* reconnut dans un consistoire public à Rome, le 30 décembre 1559, le roi Ferdinand pour *Empereur romain*. Les papes prétendaient encore toujours, que les empereurs d'Allemagne, immédiatement après leur avénement au trône, prêtassent par l'organe de leurs ambassadeurs l'*obédience*, une sorte d'hommage, au chef de l'Église. L'envoyé de Ferdinand, comte Scipion d'Arco, bien que son instruction lui enjoignît d'exprimer seulement au pape le respect et la révérence filiale de l'Empereur, outrepassa cet ordre et accomplit effectivement, au nom de son maître, l'humiliation réclamée par la Cour pontificale. Mais Ferdinand déclara cet acte nul. Une longue contestation s'éleva entre la Chancellerie impériale et la Cour romaine. La suite en fut, qu'aucun empereur n'alla plus se faire couronner à Rome, parce que recevoir la couronne impériale des mains du pape, c'était toujours lui concéder une espèce de droit de confirmation.

Le 3 mars 1559, l'Empereur ouvrit la Diète à Augsbourg; Ferdinand y déclara que, comme le concile de Trente (commencé en 1545, puis transféré à Bologne

en 1547 et rétabli à Trente en 1551) avait été entièrement interrompu en 1552, il prendrait à tâche d'en faire convoquer un nouveau pour terminer enfin, s'il était possible, les querelles de religion. Mais les États évangéliques protestèrent d'avance contre toute décision judiciaire de la part d'un concile, où l'on accorderait une influence dirigeante quelconque au pape. En sorte que le recez de l'Empire du 19 août confirma seulement le traité de Passau et la paix de religion d'Augsbourg, jusqu'à ce qu'un parfait accommodement eût été effectué d'une manière ou d'autre. L'ordonnance de 1555, concernant l'exécution contre les perturbateurs du repos public, fut confirmée et rendue encore plus rigide. Ferdinand défendit aussi d'engager des soldats pour le service étranger dans tous les pays de l'Allemagne, à moins qu'on n'eût auparavant sollicité pour cet enrôlement la permission impériale, et que des lettres-patentes n'eussent été accordées à cet effet par l'Empereur. Les entrepreneurs non autorisés, comme aussi les promoteurs de ces recrutements devaient encourir le ban de l'Empire. Ferdinand avait déjà, le 3 avril de la même année, publié aussi une ordonnance, par laquelle le collège impérial du Conseil aulique (*Kaiserliches Hofraths-Collegium*), qui avait existé jusqu'alors, fut transformé en *Conseil aulique d'Empire*, et séparé de toutes les chancelleries des pays héréditaires d'Autriche, comme aussi des affaires qui étaient du ressort de ces dernières. La réforme de la Chambre impériale qu'on avait proposée fut remise à la Diète prochaine.

Les pressantes représentations de l'Empereur et des rois d'Espagne et de France engagèrent enfin le pape Pie IV à publier, le 29 novembre 1560, la continuation du *concile de Trente*. Ce pontife envoya des légats en Allemagne pour inviter les princes, tant catholiques que luthériens, à cette assemblée. Mais les Protestants re-

fusèrent, par les motifs souvent allégués, de donner les mains à un concile qui émanait du pape. Le concile-général ne commença que le 15 janvier 1562. Comme ministres plénipotentiaires de l'Empereur, assistèrent à cette assemblée l'archevêque Antoine Bruss de Prague, le comte Sigismond de Thun, et pour la Hongrie l'évêque de Cinq-Églises, Georges Drascovitz. L'Empereur, les rois d'Espagne et de France, et le duc de Bavière ayant insisté sur la réformation de l'Église, le concile établit une députation particulière à ces fins. Mais comme celle-ci ne s'occupa dans le commencement que d'objets peu d'importance, l'empereur Ferdinand fit remettre, le 17 juin 1562, au concile vingt-sept articles dont il demanda la discussion. Les principaux points étaient: l'usage du calice dans la communion, et le mariage des prêtres. Les demandes de l'Empereur furent appuyées par les envoyés de France, de Bavière et de plusieurs princes avec beaucoup d'énergie, mais avec peu de succès; seulement la permission de communier sous les deux espèces fut renvoyée par les Pères à la décision du souverain pontife. Le cardinal de Lorraine arriva, le 13 novembre 1562, à Trente et présenta, au nom du roi de France, au concile trente-quatre articles de réformation. L'Empereur se rendit, au commencement de février 1563, à Inspruck afin d'accélérer, par sa présence dans le voisinage, les travaux du concile; mais tout espoir d'amener la réunion des esprits par cette assemblée ecclésiastique, s'était déjà alors entièrement évanoui.

Dans le congrès à Francfort en novembre 1562, les Protestants avaient adressé une lettre d'excuse à l'Empereur, laquelle exprimait de la manière la plus positive leur résolution de ne pas assister au concile. Comme après ce refus aucun monarque ne s'attendait plus à l'accomplissement du but pour lequel le concile s'était assemblé, l'Empereur retourna, le 25 juin 1563, à Vienne,

et l'assemblée des Pères, dont le pape désirait la dissolution, termina le 4 décembre ses séances. Ses décrets confirmèrent tous les dogmes de la Foi catholique, et ne firent au parti protestant aucunes concessions. Les articles de réformation qui furent réellement exécutés, ne concernaient que des cérémonies et des accessoires, ainsi que la suppression de plusieurs abus qui s'étaient introduits à cet égard. Le pape sanctionna, l'année suivante, les décrets du concile. Il établit une congrégation de huit cardinaux, pour veiller à l'observation de ces lois. L'Empereur et les États catholiques de l'Allemagne accédèrent aux décisions du concile de Trente, bien que leur désir de voir les deux croyances réunies n'eût aucunement été satisfait. Le pape érigea vers le même temps aussi les soi-disant *nonciatures*, qui devaient veiller à la conservation de la religion catholique dans toute sa pureté, à l'observation des dogmes de l'Église tridentins, et s'opposer à la propagation du Luthéranisme.

Le 16 avril 1564, le pape Pie IV adressa à l'Empereur, au duc de Bavière, aux électeurs de Mayence et de Trèves, et à plusieurs autres princes d'Allemagne, une bulle, par laquelle il autorisait leurs sujets à communier avec du pain et du vin. Mais le mariage des prêtres, que l'Empereur avait également sollicité, ne fut point accordé. Par édit du 14 juin, Ferdinand notifia cette permission pontificale à tous les évêques dans les pays autrichiens, comme aussi en Hongrie et en Bohème. Mais dès l'année 1568, le pape Pie IV révoqua par un bref, adressé à l'évêque de Passau, la permission de recevoir le calice pour tout son diocèse, qui dans ce temps-là s'étendait sur une grande partie de la haute Autriche. Toutefois ce ne fut qu'en 1600, que l'usage du calice cessa par ordre du pape Clément VIII dans les duchés autrichiens; en Bohème, en Moravie et en Silésie il ne prit fin que dans l'année 1623.

L'Empereur avait fait couronner, le 20 septembre 1562 à Prague, son fils aîné *Maximilien II roi de Bohème*. Le 24 novembre de la même année, les princes électeurs de l'Empire, assemblés à Francfort, élurent unanimement Maximilien roi *des Romains* et le couronnèrent, le 30 novembre, dans la même ville. Selon l'ancien usage, le couronnement devait se faire à Aix-la-Chapelle; mais à cause de la rigueur de l'hiver la ville d'Aix consentit qu'il se fît à Francfort. Le pape Pie IV, à qui le roi des Romains avait notifié son élection, fit difficulté de reconnaître l'élévation de Maximilien, alléguant entre autres pour raison, que trois princes protestants avaient pris part à l'élection, et que le couronnement n'avait pas eu lieu à Aix-la-Chapelle, conformément à la bulle d'or. Néanmoins, le pape s'offrit à passer sur ces prétendus griefs et de confirmer le roi Maximilien dans sa dignité, après qu'il aurait juré *l'obédience* au Saint-Siège, comme l'avaient fait, à ce que la Cour de Rome prétendait, les prédécesseurs de ce prince. Mais Maximilien, persuadé qu'un pareil serment blessait la majesté impériale, fit déclarer au pontife que, l'Empire ne relevant point du Saint-Siège, il ne pouvait jurer obéissance à ce dernier, attendu que ce serait s'en reconnaître le vassal; que si ses prédécesseurs s'étaient prêtés à cet acte de soumission, leur exemple n'était pas une règle pour lui, puisqu'ils l'avaient fait sans y être obligés. Ce différend occasionna une longue négociation. Enfin, il fut résolu que l'ambassadeur de Maximilien promettrait, au nom du Roi son maître, toute sorte de respect et de révérence *(obsequium)*, au pape et au Saint-Siège: mais Pie IV suppléa au reste dans la réponse qu'il fit, le 5 février 1564, à l'ambassadeur; il dit qu'il confirmait l'élection du Roi et qu'il recevait son obédience.

C'est à ce temps qu'il faut rapporter les troubles que le chevalier *Guillaume Grumbach* excita en Allemagne. Ils dataient encore de l'époque, où le fameux margrave Albert de Brandebourg-Culmbach avait menacé de la guerre l'évêque de Wurzbourg, Melchior de Zobel. Ce prélat s'était adressé à Grumbach, gouverneur brandebourgeois, pour le prier de détourner le margrave de ses vues hostiles contre l'évêché, et lui avait promis des terres et des sommes notables pour prix de ce service. Grumbach accommoda effectivement les différends, se chargea de satisfaire le margrave qui réclamait de fortes sommes de l'évêque, et s'arrangea avec Albert qui lui devait beaucoup d'argent. Lui-même fut indemnisé par des domaines considérables que lui donna l'évêque de Wurzbourg. Mais l'empereur Charles-Quint ayant dans la suite déclaré tous les traités extorqués par le margrave proscrit nuls et de nul effet, l'évêque de Wurzbourg reprit aussi les terres concédées à Grumbach, et comme ce chevalier eut recours aux armes pour se venger de l'évêque, ce prélat confisqua aussi ses fiefs de famille situés dans le diocèse de Wurzbourg. Grumbach chercha auprès de la Chambre impériale et ensuite auprès de l'Empereur lui-même l'assistance de la justice contre l'évêque. Ne l'ayant pas obtenue, il fit, le 15 avril 1558, assassiner par des gens apostés l'évêque Zobel, quoiqu'il déclarât dans la suite qu'il l'avait seulement voulu faire prisonnier. Toutes les tentatives que Grumbach fit plus tard pour s'arranger avec Frédéric, nouvel évêque de Wurzbourg, relativement à ses possessions confisquées, furent inutiles. Par conséquent, Grumbach, soutenu par le duc Jean-Frédéric de Saxe-Gotha et par plusieurs chevaliers, commença en septembre 1563 la guerre contre l'évêché. Il mit, au commencement d'octobre, à contribution la ville de Wurzbourg, et força le Chapitre à lui restituer ses

biens et à s'obliger au payement d'une grande somme. Par cette violation de la paix publique, Grumbach et ses partisans encoururent le ban de l'Empire (en octobre 1563). L'empereur Ferdinand annulla aussi la transaction arrachée par force au Chapitre de Wurzbourg et ordonna, le 13 janvier 1564, au duc Jean-Frédéric de Saxe-Gotha de la manière la plus sévère, de ne pas accorder plus longtemps aux perturbateurs un refuge dans ses États.

Les ambassadeurs royaux de Hongrie Veranzi et Zay avaient, en octobre 1557, apporté à Vienne les conditions préalables du sultan Soliman qui avait, comme il a été dit dans le chapitre précédent, exigé qu'on démolît Szigeth et payât le présent arriéré, avant que de procéder au réglement des limites respectives. En attendant la décision de la Cour impériale, le sultan avait prolongé, au mois de mars 1558, la trêve jusqu'en octobre de la même année. Mais cela n'empêcha pas le sandschack d'Albe-Royale de prendre, le 1 mai, Tata (Dotis) par un coup de main. Les partisans d'Isabelle Zapolya continuèrent également leurs courses dans la haute Hongrie vers Patak, Tokai etc. La Cour de cette princesse était le théâtre de différentes cabales. Les querelles de religion contribuaient à embrouiller encore davantage la situation intérieure, déjà assez critique, de la Transylvanie. Il est vrai, que la Diète de Clausenbourg avait, en novembre 1556, confirmé les franchises des différents états et tribus de la nation, et accordé aux deux partis de religion, les Catholiques et les Protestants, les mêmes droits pour l'exercice de leur culte; mais en même temps les biens des églises catholiques furent confisqués, et ceux qui étaient demeurés fidèles à l'ancienne religion eurent à souffrir les plus dures persécutions. La réformation se répandit encore davantage en Transylvanie, et gagna surtout beaucoup de partisans parmi les Saxons de ce pays. Les intri-

gues des différents partis, auxquelles prirent part aussi les amis de la Maison de Zapolya, furent encore encouragées davantage dans cette année par un nouvel ambassadeur français, Martinez, qui offrit, au nom de son Souverain, la main d'une princesse de France pour Jean-Sigismond, fils d'Isabelle, puis des subsides pour l'entretien des troupes, et en outre l'entremise de sa Cour auprès de la Porte, pour faire ravoir à Isabelle Lippa, Témeswar et autres endroits. En même temps, il s'immisça aussi dans les secrètes machinations des mécontents. Isabelle se procura du repos, en faisant assassiner dans la nuit du 1 septembre 1558 François Bebek et les deux frères François et Antoine Kendi. Le principal des meurtriers, Melchior Balassa, reçut des terres et de riches revenus pour récompense, et fut nommé par Isabelle Capitaine supérieur de la partie de la haute Hongrie appartenante à cette princesse. Au commencement de l'hiver 1558, Balassa investit le château de Telekessy à Kis-Varda (le Petit-Waradin sur la Teisse). Le sandschak de Filek qui, d'accord avec lui, avait entrepris une course sur les terres des mécontents, fut battu, le 13 octobre, près de Kaza sur le Sajo par Emméric Telekessy. La triste situation, où se trouvaient ces pays, empira encore par la peste, qui pendant cet automne avait fait de grands ravages en Hongrie et en Autriche.

Au commencement de l'année 1559, l'archiduc Maximilien tint une Diète à Presbourg, laquelle n'accorda les subsides, demandés par l'Empereur pour six ans, que pour une seule année, et en diminua même encore un tiers. Bientôt après, il fut conclu une trêve avec Isabelle Zapolya, et on ouvrit ensuite à Vienne les négociations pour une paix définitive, auxquelles assista aussi un ambassadeur polonais. Les conférences furent aussi continuées après la mort d'*Isabelle*, arrivée le 15 septembre 1559.

Mais Jean-Sigismond fit des conditions si peu acceptables, que le congrès se sépara au printemps 1560, après avoir toutefois prolongé la trêve pour un an. Les Turcs aussi se tenaient à cette époque assez tranquilles sur les frontières, et la trêve avec Sigismond fut de nouveau prolongée, au printemps de 1561. Sur la fin de cette année, Melchior Balassa se rangea du côté de Ferdinand. Un aventurier, Jean Heraclidés, se disant despote ou dominateur des îles de Samos et de Paros, proprement un rebelle moldave, avait en été 1561 entrepris, conjointement avec Antoine Szekély, une course en Moldavie. Il vainquit le vayvode Alexandre, fut reçu avec solennité à Suczava par l'évêque et les boyards, et proclamé prince de Moldavie. Après une nouvelle défaite, Alexandre s'enfuit à Constantinople. Les Turcs, ayant appris que l'empereur Ferdinand avait donné à Heraclidés de l'argent pour soudoyer des troupes allemandes et polonaises, commencèrent les hostilités vers la fin de la même année. Melchior Balassa combattit dans la haute Hongrie contre François Neméthi et Étienne Bathori, généraux de Sigismond.

Au mois d'avril 1562, le pacha de Bude marcha dans la haute Hongrie, et assiégea avec 20,000 hommes Hadad (dans le comitat de Szolnok); mais au bout de seize jours il renonça à cette attaque. Le 5 avril, Jean Balassa fut vaincu au siège du château de Szecsén par le Sandschack de Filek. En revanche Zriny battit Arslan-Beg près de Monossle, et le palatin Nadasdy fit reconquérir par Valentin Magyar et le comte de Salm, Hegyesd, dans le comitat de Tolna. Les Szeklers, révoltés contre Jean-Sigismond, furent réduits au commencement de juin. Dans le cours du mois d'août, Busbek apporta de Constantinople une trêve qu'il avait conclue, le 7 janvier, pour huit ans avec la Porte, et dont les principales conditions furent, que l'Empereur payerait durant cette trêve au sultan un

cens annuel de 30,000 écus d'or, monnaie de Hongrie, et que les deux Souverains, comme aussi Jean-Sigismond de Transylvanie, et les vayvodes de Moldavie et de Valachie resteraient pendant ces huit années en possession des pays et villes qu'ils occupaient. Les différends qui pourraient survenir au sujet des limites, devaient être accommodés à l'amiable par des plénipotentiaires des deux parties.

Le 20 août 1563, commença la Diète de Presbourg, qui adopta la proposition que fit l'Empereur d'élever aussi *Maximilien* à la dignité de *roi de Hongrie*. Ce prince fut couronné en cette qualité, le 8 septembre, dans la même ville. Les négociations avec Jean-Sigismond continuèrent dans cette année et les suivantes, sans amener le résultat désiré.

Ferdinand avait, au mois d'avril 1560, ordonné que toutes les cures et écoles en Hongrie seraient occupées par des Catholiques, et que les biens qui avaient auparavant appartenu à l'Église, mais se trouvaient maintenant en d'autres mains, retourneraient à leur destination primitive. Les prélats hongrois tinrent plusieurs synodes provinciaux, pour mettre ces ordonnances royales à exécution. Les évêques commencèrent alors à persécuter les Luthériens avec la plus grande dureté.

Ferdinand avait, bientôt après son avénement à l'Empire, de nouveau visité la *Bohème*. Le 8 novembre 1558, il fit son entrée solennelle dans Prague, accompagné de son deuxième fils, l'archiduc *Ferdinand*, qui remplissait la place de gouverneur-général de Bohème. Ensuite il convoqua une Diète, où l'on régla les impôts, fixa les subsides pour la guerre turque, comme aussi les secours d'hommes à fournir par les pays bohèmes pour la Hongrie, et fit plusieurs propositions pour l'amélioration du monnayage, le rétablissement des mines d'argent de Kuttenberg, négligées depuis quelque temps, la navi-

gation de l'Elbe etc. L'Empereur assista à l'assemblée des États, qui fut tenue à Prague en septembre et en octobre 1561. L'année suivante, il conféra l'archevêché de Prague, vacant depuis 1431, au grand-maître des chevaliers de la Croix à l'étoile rouge, Antoine Bruss. Un des principaux soins de l'empereur Ferdinand fut de réunir les deux partis de religion en Bohème, les Catholiques et les Utraquistes. Il espérait venir à bout de ce grand dessein par la permission générale de communier sous les deux espèces qu'il avait sollicitée du souverain pontife. La bulle papale qui accordait cette faculté, fut publiée le 23 juin 1564, dans les églises, et l'on commença en même temps à la mettre effectivement en pratique à l'office divin. Rien ne paraissait plus propre à faire oublier pour toujours ces dissentions intestines, qui avaient causé aux pays bohèmes de si grands et si longs malheurs. Pour écarter autant que possible tout ce qui pouvait fournir matière à de nouvelles fermentations, les Luthériens et Picardites ne furent point légalement tolérés dans le pays. Néanmoins, la religion protestante se fit beaucoup de prosélytes en Bohème; et particulièrement les professeurs de l'université de Prague penchaient vers la doctrine nouvelle.

L'empereur *Ferdinand I* mourut à Vienne, le 25 juillet 1564, dans la soixante-deuxième année de son âge. Déjà à Linz, le 7 septembre 1532, puis le 1 juin 1543 à Prague, Ferdinand I avait fait son testament. D'après cet acte *Maximilien*, prince premier-né, devait hériter les royaumes de Hongrie et de Bohème. Il fut réglé que ce prince et ses deux frères, *Ferdinand* et *Charles*, posséderaient conjointement tous les autres anciens États héréditaires d'Autriche, et qu'aucune séparation des provinces ne pourrait avoir lieu pour ces princes avant que le plus jeune d'eux, Charles, n'eût atteint sa dix-huitième année. En cas que la race masculine de Ferdinand I vînt à s'é-

teindre, sa fille aînée était appelée à la succession des royaumes de Hongrie et de Bohême, et les États héréditaires d'Autriche devaient passer à l'empereur Charles-Quint, ou à ses descendants mâles. La reine *Anne*, épouse de Ferdinand, étant morte à Prague, le 27 janvier 1547 [1]), Ferdinand I ajouta, le 4 du mois suivant, à cet acte un codicile, dans lequel il confirmait et répétait les principaux points du testament et octroyait le partage des pays. À Vienne, le 25 janvier 1554, il dressa un supplément à ses dernières volontés, par lequel il préscrivait dès à présent, d'une manière fixe et précise, comment le partage concédé à ses fils devait se faire après sa mort, afin de prévenir les démêlés qui avaient souvent désuni sa famille, et causé tant de désastres au pays. Ces statuts *(Hausordnung)* furent ensuite signés par les trois princes qui, après le décès de leur père, se conformèrent scrupuleusement au mode de partage, ordonné dans son testament. Ferdinand statua en outre que Maximilien II, et dans la suite toujours l'aîné de ses héritiers mâles, serait le chef de la Maison d'Autriche; que ce dernier recevrait, tant en son propre nom qu'en celui des autres archiducs, l'investiture des fiefs de l'Empire et que les archiducs séparés ne pourraient commencer aucune guerre, sans en avoir reçu auparavant le consentement du chef de la famille. Un grand nombre d'articles déterminait les revenus des princes et des princesses; la dot de ces dernières; la succession des princesses dans les royaumes de Hongrie et de Bohême après l'extinction de tous les princes mâles de la

[1]) La reine Anne n'est pas seulement louée pour le soin qu'elle eut de ses enfants, et pour avoir aimé uniquement son royal époux, mais encore pour avoir été l'une des plus belles et des plus sages princesses de son temps. Guidée par une piété vive et sincère, elle fut la mère des pauvres et la bienfaitrice de l'Église: elle fonda plusieurs monastères et embellit plusieurs temples. Sa mort fut pour son époux un sujet de chagrin et une perte réelle pour tous ses sujets.

Maison de Habsbourg-Autriche, comme aussi le droit d'hérédité qu'avait, ce cas avenant, la ligne habsbourgeoise-espagnole sur les autres pays autrichiens; le retrait de l'arrière-fief de l'Empire, Wurtemberg, après l'extinction de la famille ducale régnante de ce pays; le partage du trésor de la Maison d'Autriche, des insignes royaux, des arsenaux &c.

Conformément aux dispositions de Ferdinand I, son fils aîné *Maximilien* eut les royaumes de *Hongrie* et de *Bohème* et l'archiduché de *haute* et de *basse Autriche*. À *Ferdinand*, deuxième prince, furent donnés le comté de *Tyrol* et tous les *pays antérieurs d'Autriche* en *Souabe*, dans la *Forêt-Noire*, en *Alsace*, dans le *Sundgau* et le *Brisgau;* enfin *Charles*, qui était le plus jeune, eut en partage la *Styrie*, la *Carinthie*, la *Carniole*, la *Marche vénède*, l'*Istrie*, la *Gorice* et *Trieste*. Des neuf filles de l'Empereur défunt, *Élisabeth* (vécut de 1526-1545) était mariée au duc de Lithuanie, et ensuite roi de Pologne, Sigismond II Auguste; *Anne* (1528-1587) au duc Albert V de Bavière; *Marie* (1530-1584) à Guillaume, duc de Cléves; *Cathérine* (1533-1572) au duc François II de Mantoue (en secondes noces à son beau-frère Sigismond-Auguste de Pologne); *Éléonore* (1534-1594) à Guillaume III, duc de Mantoue; *Barbe* (1539-1572) au duc Alphonse II de Ferrare; *Jeanne* (1547-1578) à François-Marie de Médicis, grand-duc de Toscane. Les trois autres princesses, *Madeleine*, *Marguerite* et *Hélène*, prirent le voile dans l'abbaye noble de Hall en Tyrol, qu'elles avaient fondée.

L'empereur *Ferdinand*, dont l'histoire est étroitement liée avec celle de l'empereur Charles-Quint, son frère, avait été élevé avec grand soin en Espagne sous les yeux de son aïeul maternel, le roi Ferdinand-le-

Catholique. Dès sa jeunesse il montra un vif penchant pour les arts et les sciences; il les encourageait constamment, il aimait et protégeait les savants. Ferdinand connaissait les auteurs classiques grecs et romains, et était versé dans la philosophie, l'histoire et la théologie. Il possédait parfaitement les langues allemande, espagnole, flamande et française, et savait aussi un peu l'italien et le latin.

Sur le front de Ferdinand se peignaient la droiture et la bonté de coeur, qui étaient les principaux traits de son caractère. Dans son jeune âge ce prince, qui avait l'esprit vif, était facile à émouvoir; actif sans relâche dans les affaires d'État; tout ouvert et décidant d'un ton positif; quelquefois bouillant et emporté. Il joignait à une grâce infinie cet air noble et majestueux qui convient à un Souverain. Il était juste, impartial, politique sans duplicité, courageux sans ostentation, et si scrupuleux observateur de sa parole, qu'ayant promis un jour une gratification à un officier qui s'en était depuis rendu indigne, il la lui accorda pourtant, en disant „qu'un Souverain devait avoir plus d'égard à sa promesse qu'au mérite de celui auquel il l'avait faite.“ Paroles sublimes et vraiment royales qui sont dignes d'être gravées en lettres d'or au temple de mémoire, où ses vertus lui assurent une place. Dans la vie domestique, Ferdinand I était un modèle de continence, de modération, de sobriété et d'ordre ponctuel.

Ferdinand avait une grande intelligence de l'art militaire; il acquit dans ses campagnes beaucoup d'expérience et déploya sur le champ de bataille la valeur la plus intrépide. Cependant où il pouvait éviter la guerre, il le faisait par inclination intérieure, par amour sincère pour l'humanité. Il maintint sérieusement et sévèrement la paix publique et l'améliora par de nouveaux décrets.

Dans l'administration de ses vastes États, ce monarque montra une grande pénétration d'esprit, une par-

faite connaissance des constitutions des différents royaumes et provinces, et une activité si bien réglée, que toutes les branches des affaires marchèrent constamment dans le meilleur ordre. Il fit dans ses États plusieurs lois, concernant les mines et les fiefs, et fonda le magnifique cabinet de monnaies, dont il confia d'abord la direction à Wolfgang Laz (Lazius), son médecin, conseiller et historiographe.

Ferdinand I, quoique intimment attaché à la religion de ses pères, ne manifesta point son zèle pour la Foi catholique en employant le fer et le feu contre les Luthériens; mais il chercha à terminer les querelles religieuses par la persuasion et des conférences pacifiques; et il n'eut recours aux armes, que lorsque les défenseurs fanatiques des novations se levèrent avec force ouverte contre les lois fondamentales de l'État et les droits si anciens de l'Église. Cependant, dans la suite, lorsque le premier orage fut apaisé, et que l'intérêt politique ne chercha plus à faire servir la doctrine nouvelle de prétexte pour pêcher en eau trouble, Ferdinand pencha visiblement vers la tolérance, l'expérience de tous les temps lui ayant appris que la persécution d'une secte quelconque ne fait qu'en multiplier les prosélytes.

CHAPITRE IV.

Maximilien II.
De 1564 à 1576.

Le roi des Romains *Maximilien* qui prit, immédiatement après la mort de son père, le gouvernement de l'Empire germanique, était né à Vienne le 1 août 1527; il fut élevé en Espagne avec l'infant Philippe, sous les yeux de Charles-Quint, dont il se concilia tellement l'estime que ce prince le maria (13 septembre 1548) à sa fille aînée *Marie* et lui confia, à l'âge de vingt ans, le gouvernement-général de l'Espagne. Maximilien géra cette administration avec gloire jusqu'en 1551, où il la remit dans les mains de Philippe, prince héréditaire d'Espagne. Les années suivantes, Maximilien fut employé par son père dans les affaires d'État de l'Empire et des pays autrichiens, hongrois et bohèmes; ce qui lui fournit une nouvelle occasion de déployer les grands talents dont il était doué, ainsi que les excellentes dispositions de son coeur et de son esprit. Sa générosité, sa prudence, son amour pour la justice et sa tolérance lui avaient déjà acquis la confiance et l'affection de tous les partis. C'est pourquoi aussi l'on vit rarement un monarque qui, en montant sur le trône, eût été salué avec des espérances si joyeuses que celles qui se manifestèrent à l'avénement de Maximilien.

Un des premiers actes du gouvernement de ce prince fut le partage, ordonné par son père, des pays autrichiens, excepté la Hongrie et la Bohême; savoir: de l'archiduché

de haute et basse Autriche, des provinces de l'Autriche intérieure, de la Styrie, la Carinthie, la Carniole etc., puis du Tyrol et de l'Autriche antérieure. Le traité conclu à cet égard fut signé par les frères, Maximilien, Ferdinand et Charles, à Vienne le 1 mars 1565. Par ce partage la *ligne allemande de la Maison de Habsbourg* fut divisée en trois branches; savoir: celle d'*Autriche*, celle de *Tyrol* et celle de *Styrie* [1]. Afin d'égaliser la différence des revenus de ces trois parties des pays autrichiens, on fit encore une convention particulière à Linz, le 6 janvier de l'année 1568.

Avant de passer à l'histoire de *Maximilien II* et de la *ligne principale de la Maison d'Autriche*, il me paraît nécessaire de tracer auparavant une courte esquisse des événements particuliers qui ont eu lieu dans les deux autres lignes, surtout dans celle du *Tyrol*, jusqu'à l'époque où ne fleurissait plus que la ligne de *Styrie* toute seule. Ces événements, qui prirent une influence générale sur tous les pays autrichiens, seront ensuite racontés plus en détail dans l'histoire des trois chefs de famille et empereurs qui se suivirent: Maximilien II, Rodolphe II et Mathias.

L'empereur Ferdinand I avait déjà en 1563 fait inaugurer éventuellement en *Tyrol* son deuxième fils *Ferdinand*, né le 14 juin 1529. Ce prince avait depuis 1556 administré la Bohème, en qualité de gouverneur-général. Il était depuis l'année 1550 secrètement marié à *Philippine Welser*, fille d'un patricien de la ville d'Augsbourg, jeune personne qui joignait à une beauté remarquable les qualités les plus rares. L'empereur Ferdinand I, quoique sincèrement attaché à ses enfants et jaloux de leur bonheur, ne voulut cependant pas consentir à ce mariage qui fut regardé comme une mésalliance. Néanmoins, Philippine

[1]) Voir la table ci-jointe, page 212.

L'empereur Ferdinand I.

L'empereur Maximilien II, fondateur de la branche *autrichienne*, † 1576.

- L'empereur Rodolphe II hérite 1595 le *Tyrol*, † 1612.
- L'empereur Mathias, † 1619; l'*Autriche* et le *Tyrol*, outre les *pays hongrois* et *bohèmes*, passent à Ferdinand II de Styrie.
- Erneste, † 1595.
- Maximilien, † 1618.
- Albert, † 1621.

Ferdinand, fondateur de la branche *tyrolienne*, † 1595 sans postérité d'égale naissance.

Charles, fondateur de la branche *styrienne*, † 1590.

- L'empereur Ferdinand II hérite 1619, l'*Autriche* et le *Tyrol*, outre les *pays hongrois* et *bohèmes*; remet 1619 le gouvernement du *Tyrol* à son frère Léopold, † 1637.
  - L'empereur Ferdinand III, Souverain d'*Autriche*, de *Styrie*, de *Carinthie*, de *Carniole* etc, roi de *Hongrie* et de *Bohème*, † 1657.
    - Le roi Ferdinand IV, † 1654.
    - L'empereur Léopold I hérite le *Tyrol* 1665, † 1705.
  - Léopold-Guillaume, † 1662.
- Maximilien-Erneste, † 1616.
- Léopold, depuis 1619 Souverain du *Tyrol*, † 1632.
  - Ferdinand-Charles, † 1662.
  - Sigismond-François, † 1665. Le *Tyrol* et l'*Autriche antérieure* retournent à l'empereur Léopold I.
- Charles, † 1624.

La généalogie détaillée se trouve à la fin de cette Epoque.

ayant trouvé l'occasion de pénétrer dans l'appartement de l'Empereur, et de se jeter à ses genoux, ce monarque, frappé de sa beauté et touché de ses prières, lui accorda le pardon désiré depuis si longtemps par son époux, et confirma, le 6 septembre 1561 à Prague, le mariage de son fils, sous la condition que les enfants nés de cette union ne formeraient jamais aucune prétention quelconque sur l'égalité de naissance avec les autres membres de la Maison archiducale, et tout aussi peu sur la succession dans les pays autrichiens. Par les traités du 11 février 1563 et du 30 mars 1570, les empereurs Ferdinand I et Maximilien II réglèrent, que les enfants de Philippine Welser auraient pour apanage de seigneuries dans l'Autriche antérieure. De cette union sont issus deux fils: *André*, né le 12 décembre 1558, fut depuis 1576 cardinal, depuis 1589 évêque de Constance et depuis 1591 évêque de Brixen. Il était en outre depuis 1587 administrateur des deux abbayes princières, Murbach en Alsace sur la rivière de Rothbach et Lure (Luders) en Franche-Comté sur l'Oignon. André remplit depuis 1577 la place de gouverneur-général du Tyrol et de l'Autriche antérieure, et mourut le 12 novembre 1600 à Rome; *Charles* était né l'an 1560. Il eut, après la mort de son père, le margraviat de *Burgau* et le landgraviat de *Nellenbourg* pour héritage; il posséda ces domaines sous la suzeraineté de l'empereur Rodolphe II, comme arrière-fiefs autrichiens de l'Empire, et se nomma aussi dans ses titres seigneur de Feldkirch, de Brégenz et de Hoheneck. Charles avait épousé Sibylle, fille du duc Guillaume de Juliers. Le 25 août 1606, le margrave Charles obtint encore en fief le comté de *Hohenberg*. Il établit en 1609 sa résidence à Gunzbourg, et mourut le 30 octobre 1618, sans laisser d'enfants. Ses fiefs furent alors réunis de nouveau à l'Autriche antérieure.

Philippine Welser mourut au château d'Ambras, dans le voisinage d'Inspruck, le 24 avril 1580. L'archiduc Ferdinand épousa en secondes noces sa cousine, *Anne-Cathérine*, fille du duc Guillaume de *Mantoue*, qui ne lui donna point de fils. Cette princesse vécut après la mort de son époux, arrivée le 24 janvier 1595, avec sa fille cadette *Cathérine* au couvent des Servites qu'elle avait fondé dans la ville d'Inspruck, et y termina ses jours, le 3 août 1621. Sa fille aînée *Anne*, née le 4 octobre 1585, fut mariée, le 4 décembre 1611, à son cousin *Mathias*, alors roi de Hongrie et de Bohème, et ensuite empereur d'Allemagne, et cessa de vivre a Vienne, le 18 décembre 1618, sans laisser d'enfants.

L'archiduc Ferdinand, qui n'avait pris le gouvernement du *Tyrol* et de l'*Autriche antérieure* qu'en 1567, eut peu de temps après des démêlés avec l'évêque Louis Madruzzi de Trente; la querelle devint bientôt si sérieuse que l'Archiduc fit occuper la ville de Trente par ses troupes, et administrer le pays par ses commissaires. L'empereur Maximilien mit, l'année suivante (1568), l'évêché de Trente en séquestre, au nom de l'Empire. En 1571 l'Empereur ménagea entre l'archiduc Ferdinand et le cardinal-évêque Louis un accommodement, par lequel tous les anciens traités politiques des comtes de Tyrol avec les évêques de Trente furent renouvelés et confirmés; mais les différends survenus depuis 1567 furent renvoyés à une future composition amiable ou à une décision judiciaire. L'état incertain de la ville de Trente dura dix ans, jusqu'à ce que l'évêque Louis se soumit enfin aux conditions prescrites par l'Empereur.

Ferdinand chercha à ramener les Protestants du Tyrol, dont la tranquillité publique avait plusieurs fois été troublée par les querelles de religion, au sein de l'Église catholique, ou à les éloigner du pays. Pour obvier à la

propagation ultérieure de la nouvelle doctrine, il fit saisir dans tous les lieux les livres et écrits luthériens, et força les prédicateurs fanatiques et leurs adhérents à l'émigration.

L'Archiduc s'appliqua avec le plus grand zèle à faire accroître l'état florissant du pays. Pour faciliter le commerce avec l'Allemagne, il fit améliorer les routes qui conduisent par les montagnes de Brenner, d'Ehrenberg et d'Arlberg. Dans la Diète en 1573 on délibéra mûrement sur les finances du Tyrol; et des moyens efficaces furent employés pour bien affermir le crédit de l'État, et mettre en équilibre les recettes et les dépenses. Les États du pays se chargèrent de l'amortissement des dettes nationales, et un nouveau système de contributions fut établi sur des principes solides. En 1578 l'Archiduc publia un nouveau réglement général. Par son ordre, émané le 23 septembre 1583, le nouveau calendrier, ou calendrier grégorien, fut adopté dans le Tyrol et l'Autriche antérieure. Ferdinand avait aussi fondé la collection d'Ambras si riche en curiosités précieuses. Par une stricte économie publique, l'archiduc Ferdinand fut à même d'agrandir son territoire de plusieurs acquisitions. Il retira, le 7 août 1564, la seigneurie de *Kurnberg*, engagée aux barons de Hohenschwand et d'Erbach, pour la somme de 9200 florins. Ensuite il acheta en 1567 la seigneurie de *Schwarzenberg* pour la somme de 28,000 florins, et puis le village de *Buchholz* en Brisgau l'an 1577, pour 6600 florins, du chevalier Chrétien d'Au.

Comme les fils du premier lit de l'archiduc Ferdinand étaient inhabiles à succéder, le *Tyrol* et l'*Autriche antérieure* auraient, après sa mort (1595), dû échoir selon les anciens pactes de famille au *chef de la branche aînée autrichienne*, c'est-à-dire à l'empereur *Rodolphe*, suivant le droit de primogéniture. Mais la *branche de Styrie*, qui faisait également des prétentions sur le Tyrol

et l'Autriche antérieure, demanda le partage de ces pays, et fut soutenu dans ses réclamations par la Cour d'Espagne. L'empereur Rodolphe nomma en attendant son frère *Maximilien* régent du Tyrol et de l'Autriche antérieure; mais il se réserva la souveraineté de ces pays, la suprême juridiction, l'administration et le droit d'hypothèque. Après de longues négociations, l'Empereur prit enfin à Prague, le 5 février 1602, un arrêté, portant que le droit de souveraineté sur le Tyrol resterait, à la vérité, réservé à tous les archiducs d'Autriche, mais que l'exécution du pouvoir suprême ou le gouvernement effectif appartiendrait uniquement et exclusivement au chef de la famille. Il fut réglé, que Maximilien gouvernerait le Tyrol et l'Autriche antérieure au nom des deux branches d'Autriche et de Styrie, mais que dans la suite les deux lignes alterneraient dans l'administration des susdits pays. Maximilien introduisit pendant sa régence la levée en masse, pour défendre en cas de besoin le pays. Lorsqu'après la mort de Rodolphe, *Mathias* parvint à la souveraineté illimitée de l'Autriche, cet empereur céda le Tyrol à l'archiduc Maximilien, comme un domaine séparé et indépendant, de la même manière et sous le même rapport envers l'Autriche, que des lignes collatérales de la Maison de Habsbourg avaient déjà antérieurement possédé le pays précité. Après la mort de Maximilien (2 novembre 1618), le Tyrol et l'Autriche antérieure retournèrent sous la domination immédiate de l'Empereur et y restèrent jusqu'à la mort de Mathias, arrivée peu de semaines après. L'empereur Ferdinand II confia en 1619 la régence du Tyrol à son frère *Léopold*, dont les descendants se trouvent dans la ligne de Styrie.

Charles, Souverain de l'*Autriche intérieure* et fondateur de la ligne *styrienne*, fut marié avec *Marie*, fille du duc Albert V de Bavière. Son règne fut troublé par des

dissentions intestines et par les guerres contre les Turcs. Son frère l'empereur Maximilien II, et son neveu l'empereur Rodolphe II lui confièrent la défense des parties de la Croatie limitrophes de la Styrie et de la Carniole, contre les irruptions des Ottomans le long de la Save et de la Drave. Les événements qui se passèrent dans les pays de l'Autriche intérieure pendant le règne de Charles, seront rapportés dans l'histoire des empereurs Maximilien II et Rodolphe II. L'archiduc Charles mourut à Gratz, le 10 juillet 1590. Son épouse Marie le suivit, le 20 avril 1608, dans la tombe.

Par le droit de primogéniture, que Charles avait établi pour sa ligne dans son testament, daté le 1 juillet 1584, *Ferdinand*, son fils aîné, était appelé à succéder à son père dans la souveraineté de l'*Autriche intérieure*. Ce prince n'étant âgé, à la mort de son père, que de douze ans, son cousin, l'archiduc *Erneste*, frère de l'empereur Rodolphe, géra la tutelle et la régence qui, à son départ pour les Pays-Bas en 1593, furent confiées à son frère *Maximilien*. Au mois de décembre 1596, l'archiduc Ferdinand, alors âgé de dix-huit ans, prit lui-même les rênes du gouvernement. Ce prince avait été remis par sa mère, après la mort de son époux, au duc Guillaume de Bavière, son frère, pour être élevé sous ses auspices. Le duc confia l'instruction de son neveu, comme aussi de son propre fils et prince héréditaire Maximilien, aux Jésuites, et ces deux princes achevèrent, sous la direction de ces savants religieux, leurs études à l'université d'Ingolstadt. On comprendra fort bien qu'un tel genre d'éducation devait beaucoup contribuer à assurer à l'Église catholique le dévouement inébranlable de ces princes, et à leur inspirer la plus grande répugnance pour la religion protestante. En effet, Ferdinand commença à persécuter les adhérents de cette dernière doctrine; ce qui occasionna bien des

troubles dans ses pays. Indépendamment de cela, l'Autriche intérieure fut jusqu'à l'année 1619, où Ferdinand monta sur le trône impérial, fréquemment inquiétée par les courses des Turcs et des Heiduques rebelles. Le 23 avril 1600, Ferdinand épousa la princesse *Marie de Bavière* († le 8 mars 1616).

Le deuxième fils de l'archiduc Charles était *Maximilien-Erneste*, commandeur de l'ordre Teutonique, qui mourut le 18 février 1616. Le troisième fils, *Léopold*, devint évêque de Passau (1597), de Strasbourg (1608) et abbé de Murbach et de Lure (1614). Ce prince, qui avait été nommé par l'empereur Ferdinand II administrateur du Tyrol (1619), ayant quitté l'état ecclésiastique, épousa Claudine de Médicis. Il cessa de vivre le 13 septembre 1632. Il eut de son épouse († le 25 décembre 1648) deux fils, dont l'aîné, *Ferdinand-Charles* fut marié à *Anne* de Médicis, et mourut le 31 décembre 1662. Le deuxième prince, *Sigismond-François*, devint évêque de Brixen (1644), de Gurk dans la même année, d'Augsbourg (1646) et de Trente (1658). Comme son frère Ferdinand-Charles ne laissa pas de fils, mais seulement deux filles, Sigismond-François prit le gouvernement du Tyrol (1662), et continua à régir ce pays jusqu'à sa mort, arrivée le 15 juin 1665. L'aînée de ses deux nièces précitées, *Claudine-Félicité*, était mariée à l'empereur *Léopold I*, auquel échut aussi le pays vacant de Tyrol. Le quatrième et le plus jeune frère de Ferdinand II était *Charles*, évêque de Breslau (1608), et de Brixen (1613), puis grand-maître de l'ordre Teutonique en 1619. Il mourut le 26 décembre 1624.

Des filles de l'archiduc Charles, *Anne* fut mariée à Sigismond III, roi de Pologne; *Marie-Christine* à Sigismond Bathori, vayvode de Transylvanie; *Marguerite* à Philippe III, roi d'Espagne; *Constance* à son beau-

frère le roi Sigismond, enfin *Marie-Madeleine* au grand-duc Côme II de Florence.

Les princes de la *ligne autrichienne*, c'est-à-dire les descendants directs de l'empereur Maximilien II se trouvent dans la généalogie à la fin de cette Époque.

Pour achever l'aperçu de la ramification généalogique de la Maison de Habsbourg, suivent encore ici les *rejetons de la ligne espagnole* jusqu'à leur extinction.

Charles, 1[er] du nom comme roi d'Espagne, procréa avec son épouse *Isabelle*, fille du roi Emmanuel de Portugal, en outre de deux fils morts dans l'enfance, *Ferdinand* et *Jean*, seulemant l'infant *Don Philippe* (né le 21 mai 1527), qui lui succéda sur le trône d'Espagne, et deux filles: *Marie*, épouse de l'empereur Maximilien II, et *Jeanne*, mariée à l'infant Jean de Portugal. Parmi les enfants naturels qu'a laissés Charles-Quint, *Don Juan d'Autriche*, le héros de Lepante († le 1 octobre 1578), et *Marguerite*, mariée en premières noces à Alexandre de Médicis, en secondes noces à Octave Farnèse, duc de Parme, puis régente des Pays-Bas († en février 1586), se rendirent célèbres, ainsi qu'il a déja été remarqué. *Philippe II*, après l'abdication de son père Charles-Quint en 1556 roi d'Espagne, et après la vacance du trône portugais 1580, aussi roi de *Portugal*, mourut le 13 septembre 1598. Il avait eu quatre épouses: *Marie, infante de Portugal; Marie, reine d'Angleterre; Élisabeth*, fille du *roi Henri II de France* et *Anne, archiduchesse d'Autriche*. Du premier mariage était issu *Don Carlos*, connu par sa fin tragique, arrivée le 4 juillet 1568. De la seconde union il ne naquit point d'enfants. Le troisième hymen donna au roi deux filles: *Isabelle-Claire-Eugénie*, mariée à l'*archiduc Albert d'Autriche*, et *Cathérine*, épouse du duc *Charles-Emmanuel de Savoye*. Ce ne fut qu'au quatrième mariage que l'héritier du trône Philippe dut son existence.

Philippe III, né le 14 avril 1578, et mort le 30 mars 1621, fut uni, l'an 1599, à l'*archiduchesse Marguerite d'Autriche*, et laissa trois enfants: *Anne-Marie*, épouse du *roi Louis XIII de France*, *Marie-Anne*, mariée à l'*empereur Ferdinand III*, et le successeur au trône

Philippe IV, né le 8 avril 1605, qui mourut le 17 septembre 1665. Il avait épousé en premières noces *Isabelle*, fille du roi *Henri IV de France*, et en secondes noces *Marie-Anne*, *archiduchesse d'Autriche*, fille de l'empereur Ferdinand III. De ses deux filles, *Marie-Thérèse* était mariée à *Louis XIV*, *roi de France*, et *Marguerite-Thérèse* à l'*empereur Léopold I*. Il eut pour successeur son fils unique

Charles II, né le 6 novembre 1661. Ce prince, qui avait épousé en premières noces la princesse *Marie-Louise d'Orléans* et en secondes noces *Marie-Anne* princesse du *Palatinat-Neubourg*, mourut le 1 novembre 1700 sans lignée. Comme alors la race masculine de la *ligne espagnole de la Maison de Habsbourg* était éteinte, les descendants des deux soeurs de Charles II prétendirent au trône d'Espagne. La *ligne autrichienne de la Maison de Habsbourg*, par sa proche parenté avec la famille royale d'Espagne, avait d'abord pour elle le droit de succession naturel sur ce royaume, et en outre il était né de l'union de l'infante Marguerite avec l'empereur Léopold I deux princes: *Joseph* et *Charles*, dont le plus jeune monta effectivement sur le trône d'Espagne. Mais un petit-fils de l'infante Marie-Thérèse et de Louis XIV, roi de France, Philippe, duc d'Anjou, disputa à Charles III la couronne d'Espagne, et il s'ensuivit une longue guerre, dont le résultat fut que Philippe V d'Anjou conserva la souveraineté de l'Espagne, et que Charles d'Autriche monta sur le trône impérial.

Encore dans la première année du règne de Maximilien II, le feu de la guerre se ralluma en Hongrie. Comme on n'avait pu conclure un accord entre l'Empereur et Zapolya, et que le sultan n'avait pas encore reçu jusqu'alors le cens que Ferdinand lui avait promis en 1562, les Turcs ne se crurent aucunement liés par le dernier traité. Étienne Bathori, commandant de Jean-Sigismond Zapolya au Grand-Waradin, s'empara en septembre de Szathmar par surprise, et conquit Nagybanya. Ensuite Jean-Sigismond lui-même, renforcé par une partie de la garnison turque de Témeswar, s'avança dans la haute Hongrie, et réduisit Hadad, Kis-varda, Etsed et plusieurs autres châteaux. Mais le général Lazare Schwendi, baron d'Hohenlandsberg, nommé Général en chef de l'armée impériale dans la haute Hongrie, fit la guerre avec tant d'intelligence et de vigueur, que Tokai et Szerencs tombèrent en son pouvoir, au mois de février 1565, et qu'enfin Erdőd, Szathmar et Nagybanya furent aussi évacués par les ennemis. Jean-Sigismond ayant, par le conseil pressant du roi de Pologne, entamé des négociations avec Schwendi, ses délégués signèrent, au camp impérial près d'Erdőd, un traité préliminaire qui stipulait, que Jean-Sigismond renoncerait au titre royal; qu'outre la Transylvanie il ne conserverait dans la haute Hongrie que Bihar et le Grand-Waradin; qu'il céderait Munkatcs, Marmaros et les salines, et confirmerait le droit d'hérédité de la Maison d'Autriche sur la Transylvanie, si lui-même venait à mourir sans hoirs mâles.

L'Empereur avait, l'hiver dernier, envoyé au sultan le cens pour les trois années arriérées, dans l'espoir d'amener par ce moyen une trêve avec la Porte. Ses envoyés revinrent, accompagnés d'un ambassadeur ottoman, à Vienne où arriva aussi un agent diplômatique polonais. Le sultan Soliman II exigea, que Maximilien

rendît à Jean-Sigismond tous les endroits et districts qu'il avait conquis sur lui, et qu'il laissât intact le territoire du prince transylvain jusqu'à la rive gauche de la Teisse. Mais l'Empereur ayant rejeté ces conditions, on continua la guerre, qui toutefois n'amena point pour le moment de grands résultats. Jean-Sigismond avec les Transylvains, et le pacha Hassan de Témeswar attaquèrent, au mois de juin 1565, le camp du général Schwendi près de Szathmar et furent repoussés. Mais Erdőd et Nagybanya tombèrent de nouveau entre les mains des Ottomans. En revanche le pacha Mustapha de Bosnie, qui avait enlevé Crupa et Novi en Croatie, fut défait par Pierre Erdődy dans le voisinage d'Obresko. Le 13 septembre, le général Schwendi convint avec le pacha de Témeswar d'une trêve, occupa de nouveau Jenő et Nagybanya, et reconduisit ses autres troupes dans la contrée de Cassovie. Une partie des cohortes rassemblées près de Presbourg furent congédiées. Le sultan aussi retira une partie des siennes de la Hongrie, et dirigea ses forces contre les chevaliers de Saint-Jean de Malthe.

L'Empereur appréhendant, que le sultan ne s'avançât au printemps prochain avec une armée plus nombreuse en Hongrie, convoqua, le 23 mars 1566, une Diète à Augsbourg, pour y demander du secours contre les Ottomans. Maximilien sut si bien ménager les États d'Allemagne dans cette occasion, qu'il obtint de plus grands secours d'argent qu'on n'en avait accordés jusqu'alors. Les États protestants prièrent l'Empereur de convoquer un synode national, afin de mieux accommoder, s'il était possible, les différends en matière de religion. Ils portèrent aussi différentes plaintes sur des violations de la paix de religion, et demandèrent qu'elle fût rigoureusement maintenue. Quoique par cette paix de religion, toutes les sectes qui s'éloignaient de la confession d'Augsbourg

eussent été sévèrement défendues dans l'Empire germanique, le *Calvinisme* [1]) s'était cependant introduit dans le Palatinat. On insista de la part des légats romains, et de quelques États catholiques et luthériens, pour qu'on abolît la doctrine calvinienne. Mais on convint, après quelques débats, d'arranger plus tard cette affaire à l'amiable, et de tolérer jusqu'alors tacitement les Réformés.

On renouvela aussi dans cette Diète, le 13 mai, la proscription portée, l'an 1563, contre le chevalier Grumbach, ainsi que contre les autres perturbateurs alliés avec lui, et menaça de la même peine tous les princes et États qui donneraient asile à ces rebelles. En même temps la paix publique, promulguée en 1548 avec l'ordonnance d'exécution de 1555 et tous les réglements supplémentaires émanés depuis cette époque, furent confirmés. On reorganisa la Chambre impériale d'une manière plus convenable, et améliora le réglement de ce tribunal. L'ordonnance de 1559 concernant les monnaies fut confirmée, et adoptée alors aussi par le cercle de Bourgogne ou les Pays-Bas espagnols d'alors. Le 31 mai, le recez de l'Empire fut publié; après quoi l'Empereur partit le 3 juillet d'Augsbourg pour Vienne.

Le 2 février 1566, la Diète hongroise avait été ouverte par l'archiduc Charles à Presbourg. Les armements formidables que faisaient les Turcs engagèrent les États à accorder des subsides et des troupes. La Noblesse déclara qu'elle était prête à marcher avec toutes ses forces en cas d'extrémité et si le Roi se mettait lui-même à la tête de l'armée. Ensuite l'Archiduc tient à Vienne une

[1]) *Calvin* avait commencé à répandre, sous le règne de François I, sa doctrine en France, sa patrie. Il était protégé par Marguerite, reine de Navarre, soeur de ce monarque, et mourut en 1564 à Genève où il avait établi son domicile et son autorité. Les sectateurs de Calvin se nommaient les *Réformés*; mais leurs adversaires les appelaient les prétendus-réformés.

assemblée des États d'Autriche, qui accordèrent également les contributions de guerre qu'on demandait, et s'obligèrent à fournir des ouvriers pour améliorer et augmenter les fortifications de Vienne. Pour la levée en masse, ils promirent de faire marcher le trentième homme, et si le danger croissait, le dixième et même, s'il le fallait, le cinquième homme de la population. Le pape donna à l'Empereur 50,000 ducats pour le soutenir dans les armements contre les Turcs. Vers le milieu du mois de mars, Maximilien appela les Nobles et les sujets de ses pays sous les armes. De toutes les provinces autrichiennes, comme aussi des pays allemands du Rhin, des troupes nombreuses à pied et à cheval se mirent en marche vers la Hongrie.

Le sultan avait déjà, au mois d'avril, ordonné au pacha Arslan de Bude de s'avancer avec un corps nombreux, qui devait se réunir avec le prince de Transylvanie. Dans la seconde quinzaine d'avril, ceux-ci commencèrent les hostilités par la prise de Hainatskő. Ensuite les Turcs attaquèrent Szigeth; mais ils furent repoussés par le comte Nicolas de Zrini jusqu'à Cinq-Églises. Le pacha de Bude assiégea, sur la fin de mai, Palota. Le comte Frédéric de Salm dégagea cette place (le 15 juin). Il emporta vers la fin de juin Vesprim d'assaut, réduisit le 9 du mois suivant Dotis et ensuite encore plusieurs autres endroits. Le général Schwendi assiégea le château de Husst. Les Transylvains, qui s'étaient avancés au secours de la place, furent repoussés malgré la supériorité de leurs forces. Néanmoins, le Général autrichien ne jugea pas à propos d'attendre une seconde attaque, et leva le siège. Dans le cours du mois de juin, Soliman II avec la principale force ottomane arriva d'Adrianople près de Belgrade. Il fit exécuter le pacha Arslan, pour avoir été cause, par son attaque précipitée sur Palota, que les

Chrétiens avaient commencé d'autant plus tôt leurs armements, et les avaient exécutés avec une célérité et un accord rares. Le pacha Mustapha de Bosnie fut désigné par le sultan pour remplacer Arslan dans le pachalic de Bude.

L'Empereur pressa, à Vienne au mois de juin, les préparatifs de guerre avec grande activité. On vit arriver près de cette capitale une infinité de princes, de comtes et de chevaliers d'Allemagne, de France, d'Italie, d'Angleterre, de Pologne et d'autres contrées. Plusieurs d'entre eux amenèrent des corps de troupes plus ou moins considérables. Le 12 août, l'empereur Maximilien se mit en mouvement avec les troupes rassemblées près de Vienne, les conduisit à Altenbourg, où il les passa en revue. Cette armée principale comptait, y compris les troupes sous les ordres du comte Frédéric de Salm, campées près de Comorn, environ 80,000 combattantes, parmi lesquels étaient 25,000 cavaliers. L'archiduc Ferdinand avait, sous l'Empereur, le commandement en chef. Les troupes allemandes de l'Empire, qui faisaient partie de cette armée, consistaient en 16,000 fantassins et 6000 chevaux. Le nombre des guerriers autrichiens qui se trouvaient à l'armée, était de 8000 hommes, et celui des Hongrois de 2500. Parmi les principaux chefs se trouvaient: le margrave Philippe de Bade-Bade, le comte Frédéric de Salm; les comtes palatins Wolfgang de Deux-Ponts et Richard de Simmern; Ferdinand, deuxième prince de Bavière; le duc Jean-Frédéric de Poméranie; les comtes de Schwarzbourg, d'Helfenstein, de Barby, de Hardeck, d'Oettingue et plusieurs autres. Indépendamment de cette armée principale, il y avait le corps de 12,000 hommes, commandé par Lazare Schwendi, dans la haute Hongrie près de Cassovie, la division d'Étienne Dersfi, forte de 3000 hommes, près de Neutra, afin en Croatie le corps de l'archiduc Charles et du ban Pierre d'Erdödy. Un

nombre de troupes considérable était en outre distribué dans les différentes garnisons.

L'Empereur avec la grande armée marcha, en descendant le Danube, à Raab où il occupa un camp qu'il fit retrancher avec grand effort, et dans lequel il était résolu d'attendre l'attaque du sultan. Mais Soliman ne s'approcha point de cette position. Il avait déjà, au mois de juillet, envoyé le pacha de Bude avec 36,000 hommes devant la forteresse de Gyula, qui se rendit le 1 septembre, faute de vivres. Encore dans le cours du même mois Jenõ tomba aussi. Zapolya avait, avec 16,000 Transylvains et auxiliaires tatars, attaqué, au mois d'août, Szathmar et Tokai. Le nouveau pacha de Bosnie, Mehmet, avait été surpris et tué près de Sziklos par un corps de troupes envoyé de Szigeth. Soliman s'était proposé d'attaquer Erlau; mais ayant appris la défaite du pacha de Bosnie, il franchit le Danube près d'Esseck et se dirigea avec son armée principale, forte d'environ 200,000 hommes, vers cette forteresse, dont la conquête flattait l'ambition de Soliman. Le comte *Nicolas de Szrini*, qui commandait dans cette place importante, n'avait que 2500 soldats; mais la confiance qu'ils avaient dans la bravoure de leur Général, doublait leur force et leur courage. Quinze assauts que les Turcs entreprirent sur la place, furent heureusement repoussés. Les assaillants avaient déjà perdu près de 30,000 hommes; mais ils s'étaient cependant emparés de la ville neuve, et plus tard de la vieille ville aussi. Zrini se vit alors resserré dans le château, et dut renoncer à l'espoir de continuer la résistance, la disette étant parvenue au plus haut degré. Enfin au seizième assaut, le 7 septembre, le héros hongrois fit avec les deux cents braves guerriers qui lui étaient restés, une vigoureuse sortie et périt avec tout son monde, les armes à la main. L'ennemi pénétra alors,

est vrai, dans la citadelle, laissée sans défense; mais
n grand nombre de Turcs furent encore emportés par les
oudrières, auxquelles on avait mis le feu. L'armée
hrétienne, rassemblée près de Raab, n'avait fait aucun
nouvement pour secourir cette importante forteresse et
es défenseurs héroïques.

Soliman II, qui régnait depuis 46 ans, était mort
ubitement trois jours avant la prise de Szigeth; mais le
rand vizir sut si bien cacher cet événement, que per-
onne ne l'apprit avant que *Sélim II*, fils et successeur
u défunt, ne fût arrivé à l'armée. Le nouveau sultan re-
ourna avec la plus grande partie de l'armée par Belgrade
Constantinople. Il laissa le pacha Pestan avec un corps
ombreux de Turcs et de Tatars en Hongrie. Jean-
Sigismund leva, vers le milieu du mois d'octobre, le siége
e Tokai, et se vit obligé d'attaquer et de mettre en fuite
es propres auxiliaires tatars et valaques, qui s'étaient
évoltés et avaient fait de terribles ravages dans le pays.
L'Empereur ne laissa sur les frontières dans la haute
Hongrie et les comitats sur le Raab et le Waag, puis entre
e Danube et la Drave, qu'autant de troupes qu'il fallait pour
ccuper les forteresses de Raab, d'Oedenbourg, de Canissa
tc., et pour s'opposer aux courses des Ottomans. Toutefois
es Tatars pénétrèrent, en s'en retournant, d'un côté
usque vers Cassovie, et de l'autre jusqu'à Sarvar-sur-la-
Guns, et enlevèrent un grand nombre de gens de la cam-
agne. La majeure partie des soldats chrétiens s'en re-
ournèrent pour cet hiver chez eux.

Vers le milieu de novembre (1566), l'Empereur
onvoqua une Diète à Vienne. Au commencement, les
États ne voulaient se charger des contributions de guerre,
u'après que Maximilien leur aurait accordé le libre exer-
ice de la religion; mais ce prince ayant insisté avec grande
ermeté sur l'accomplissement pur et simple de ses de-

mandes, ils se soumirent à la volonté du Souverain. Maximilien visita alors la Diète des Moraves à Brunn, des Silésiens à Troppau; et l'archiduc Ferdinand assista à celle des Bohèmes à Prague, dans lesquelles Diètes on traita avec les États relativement aux contingents de subsides et de troupes nécessaires à la continuation de la guerre contre les Ottomans.

Le général Lazare Schwendi ne demeura pas inactif, cet hiver, et fit dans chaque rencontre éprouver des échecs à l'ennemi. Vers la fin de l'année 1566, il assiégea Szadvar qui se rendit, le 15 janvier 1567, par capitulation. Ensuite il attaqua le château de Munkacs; et, après s'être rendu maître de cette place (le 21 février), il marcha sur Husst, qu'il avait assiégé en vain dans la campagne précédente. À peine l'attaque de cette forteresse fut-elle commencée, que le pacha de Bude fit prier Schwendi de lever le siège, afin que les négociations de paix qu'on était à la veille d'entamer, ne fussent point troublées par cette entreprise. Comme le Général autrichien n'eut aucun égard à cette proposition, le sultan Sélim ordonna au pacha Pestan et au beglerbeg de Romanie de réunir leurs forces et de dégager Husst. Maximilien avait, au printemps, fait continuer les armements avec tous les efforts possibles. Ce prince assista, au mois de février et de mars 1567, en personne aux Diètes de Troppau, de Brunn et de Prague, afin de hâter le fournissement des secours d'hommes et d'argent qu'il avait demandés aux Silésiens, aux Moraves et aux Bohèmes pour la guerre turque. La Diète germanique fut ouverte à Ratisbonne par le duc Albert de Bavière, en qualité de commissaire impérial. Le 9 mai, les États de l'Allemagne accordèrent à l'Empereur pour les deux campagnes prochaines, par conséquent encore dans les années 1567 et 1568, et notamment pour chaque

année douze mois romaines. Cependant malgré tous ces grands préparatifs de guerre, aucun événement important n'eut plus lieu. Les troupes Zapolyennes conquirent en avril Kővar, Nagybanya, Tschervar et Erdőd; et le pacha Hassan de Témeswar s'empara des Dedés, de Putnok, de Monok et de plusieurs autres châteaux. Mais Albert de Wys, l'un des ambassadeurs impériaux qui avaient été retenus à Constantinople lorsque la guerre éclata, ayant obtenu une trêve, il arriva au mois de juin un firman du Grand-Seigneur qui enjoignait à Jean-Sigismond, comme aussi aux pachas des frontières, de ne pas continuer les hostilités. Au mois de juillet, une ambassade impériale, à la tête de laquelle étaient Antoine Veranzi, évêque d'Erlau, et le conseiller de guerre Chrétien de Tieffenbach, se rendirent à Constantinople, pourvus du cens pour une année et de riches présents. Le sultan avait déjà contremandé la marche de son armée en Hongrie, et Schwendi avait, par ordre de l'Empereur, cessé de faire le siége de Husst. La Diète hongroise, ouverte au mois d'août à Presbourg, approuva la trêve conclue avec la Turquie; mais ce nonobstant elle accorda de nouveaux subsides pour la continuation des armements.

Le 22 août, les envoyés de l'Empereur arrivèrent à Constantinople et commencèrent alors les négociations. Comme le sultan Sélim était à cette époque fort occupé, tant par les troubles en Arabie que par sa querelle avec la Perse, et qu'il avait d'ailleurs en vue d'enlever l'île de Chypre aux Vénitiens, il signa, le 17 février 1568, à Adrianople une paix ou plutôt une trêve pour huit ans. Dans ce traité, où fut compris aussi Jean-Sigismond Zapolya, il fut stipulé, que chacun garderait ce qu'il avait conquis pendant la guerre. Les ambassadeurs impériaux étant de retour à Vienne, la paix fut publiée, le 1 mai 1568. Le général Schwendi résigna alors le commandement en chef de l'armée, qui fut conféré à Jean Ruber.

Jean-Sigismond de Transylvanie, toujours inquiet et turbulent, ne put se tenir tranquille, même après la conclusion de la paix. Il fit tramer parmi quelques Nobles hongrois une révolte, à la tête de laquelle se trouvaient les trois beaux-frères, Georges Botskai, Jean Balassa et Éticnne Dobo, qui voulaient aider Zapolya à se rendre maître de toute la Hongrie. Heureusement on découvrit ces intrigues assez à temps pour les déjouer. Les chefs de la conspiration furent arrêtés et traduits en justice par ordre de la Diète, assemblée à Presbourg, au mois d'août de l'année 1569. Cependant, comme la faible santé de Jean-Sigismond faisait prévoir qu'il ne vivrait pas longtemps, les Grands de Transylvanie, pour assurer leur propre sort futur, cherchèrent à amener un accommodement avec l'Empereur. La Pologne se chargea de la médiation. Les négociations commencèrent à Prague, au mois de mai 1570, et furent continuées en été à Spire, où les envoyés transylvains et polonais avaient suivi l'Empereur. Là fut conclu un traité de paix préliminaire, par lequel Jean-Sigismond déposa le titre de Roi et se contenta de celui de *Prince Sérénissime*. Il conserva la Transylvanie et une partie de la Hongrie contigue à ce pays, comme possession indépendante et héréditaire pour ses descendants mâles, notamment les comitats de Bihar, de Szolnok moyen, de Kraszna et de Marmaros, avec la forteresse de Husst. Les États de Transylvanie obtinrent le droit, si Jean-Sigismond venait à mourir sans postérité masculine, de se choisir eux-mêmes un prince, qui toutefois devait toujours être le vassal du royaume de Hongrie. Il fut en outre convenu, qu'une alliance défensive serait conclue entre Maximilien et Jean-Sigismond, et qu'une des nièces de l'Empereur, Marie de Bavière ou Sophie de Juliers, en donnant sa main au prince transylvain, cimenterait le traité. En septembre 1570, cette

convention fut ratifiée par Jean-Sigismond et les Transylvains les plus notables, et puis le 31 septembre 1571 à Prague par l'Empereur aussi. On traita ensuite le mariage du prince de Transylvanie avec Marie de Bavière; mais Jean était attaché aux nouvelles erreurs; c'en était assez pour qu'il fût odieux à la princesse, avant même de l'avoir vu. La fille du duc de Juliers paraissait disposée à remplir les engagements de l'Empereur; mais le prince qui avait essayé un refus s'en vengea par un autre. Cette querelle légère en aurait pu faire naître de plus sérieuses; mais la mort de Jean-Zapolya, arrivée dans la nuit du 13 au 14 mars 1571, prévint les malheurs dont on était menacé. Les États élurent, le 25 mai, pour prince souverain *Étienne Bathori de Solmyo*, ci-devant ministre, qui fit bientôt oublier Jean-Sigismond. Il fut confirmé dans cette dignité tant par l'empereur Maximilien que par le sultan Sélim. Mais la Transylvanie continua à être déchirée par des troubles intérieurs. Déjà sous le règne de Jean-Sigismond non-seulement les querelles entre les Luthériens et les Réformés, mais aussi les intrigues d'une nouvelle secte, qui se propageait rapidement, celle des *Unitaires*, avaient tenu le pays dans une dangereuse agitation. En octobre 1571 Bathori se vit obligé de comprimer une révolte des Szeklers par la force des armes. Un nouveau soulèvement de ce peuple prit en 1575 une fin fort sanglante. Les adversaires de Bathori en Transylvanie surent aussi exciter constamment de nouvelles querelles entre l'Empereur et le prince. Les Turcs continuaient à violer la trêve par de fréquentes irruptions en Hongrie, à surprendre des châteaux et à livrer des combats sanglants aux commandants royaux.

Plusieurs Puissances chrétiennes, à cette époque, avaient pris les armes pour repousser de leurs côtes les flottes ottomanes, ainsi que les escadres des États bar-

baresques d'Afrique. Le roi Philippe II d'Espagne fit dès l'année 1558 entreprendre par son vice-roi de Naples, le duc de Medina-Céli, une grande expédition maritime contre Tripoli, qui toutefois eut une mauvaise issue. La tentative que Don Juan de Mendoza fit en 1563 pour dégager Oran, n'eut pas un meilleur succès. En 1565 la flotte espagnole secourut l'île de Malthe, assiégée par les Mahomètans. Dès lors les Turcs dévastèrent les côtes napolitaines presque chaque année; ils pénétrèrent fort avant dans l'intérieur du pays et pillèrent même une partie des faubourgs de Naples. Dans l'année 1566, la Porte s'empara aussi de l'île de Chios, appartenante à la république de Gènes. En 1570 les Turcs avaient fait une descente dans l'île de Chypre, dont ils convoitaient depuis longtemps la possession et qu'ils avaient déjà cherché plusieurs fois à enlever à Venise, et achevèrent la conquête de ce pays par la prise de Vicosia qu'ils emportèrent d'assaut, le 9 septembre 1570, ainsi que par celle de Famagusta qui capitula le 18 août de l'année suivante, après s'être défendue jusqu'au dernier moment avec une bravoure digne des plus grands éloges. Le pape Pie V, le roi d'Espagne et la république de Venise se liguèrent contre le sultan Sélim. Mais l'Empereur et les rois de France et de Portugal refusèrent d'accéder à cette union. Le 7 octobre 1571, *Don Juan d'Autriche*, commandant en chef de l'armée alliée, secondé par Colonna, amiral du pape, et par Veniéro, chef de l'escadre vénitienne, remporta la grande victoire navale sur les Ottomans dans la baie de Lépante. Plus de cent vaisseaux ennemis furent pris, quatre-vingt coulés à fond, vingt-cinq mille Turcs tués et cinq mille faits prisonniers.

Depuis cette défaite, dont la gloire doit être attribuée aux Espagnols, et surtout à Don Juan d'Autriche, la marine ottomane n'a pu jamais entièrement se relever, et

ce fut un grand bonheur pour la chrétienté. Les Puissances confédérées pressèrent alors de nouveau l'empereur Maximilien d'entrer dans la ligue contre les Mahométans. Mais ce prince pressentait la courte durée de cette alliance; et comme il aurait eu alors à lutter seul contre toutes les forces ottomanes, il refusa itérativement de prendre part à la coalition. L'événement justifia les prévisions de Maximilien. La mort du pape Pie V (1 mai 1572) porta la première secousse à la confédération, bien qu'elle fût aussi confirmée par *Grégoire XIII*, successeur du pontife défunt. L'inaction où Don Juan d'Autriche fut tenu dans la campagne de 1572 par les ordres secrets du cabinet de Madrid, amena la discorde parmi les alliés et entraîna enfin la dissolution de la ligue. Don Juan ayant été obligé de s'abstenir de toute opération décisive, et même à lever le siège de Navarin, le pape et les Vénitiens se plaignirent hautement de ce que la Cour d'Espagne compromettait par ses intrigues l'avantage commun. Comme malgré cela le gouvernement espagnol ne paraissait pas disposé à pousser vigoureusement la guerre, Venise négocia une paix séparée avec la Turquie. Le traité fut effectivement conclu, le 15 mars 1573, mais sous des conditions fort dures et onéreuses pour la République. Les Vénitiens rendirent aux Turcs tout ce qu'ils avaient conquis dans cette guerre, et leur cédèrent l'île de Chypre. Ils s'obligèrent en outre à payer pour l'île de Zante à la Porte un tribut annuel de 1500 ducats, et lui payèrent 300,000 ducats de dédommagement. En revanche Venise recouvra tous les privilèges de commerce dans la Turquie. Une paix de trente ans suivit cette guerre, qui avait coûté à la République une de ses plus belles colonies, et l'avait convaincue qu'il lui était impossible de résister à la longue aux forces redoutables de l'Empire ottoman.

La perte du royaume de Chypre porta le coup le plus funeste à la république de Venise. Ce revers, joint à tous ceux qu'elle avait essuyés depuis la ligue formée contre elle à Cambrai (1508), l'obligèrent à changer de système. Venise renonça à l'esprit de conquête, pour ne plus songer qu'à sa propre conservation. Avant ce temps-là, les Vénitiens s'étaient mêlés presque dans toutes les guerres de l'Europe; depuis, ils ne pensèrent qu'à se maintenir en paix, à amortir leurs dettes (qui après la guerre de huit ans (1508-1517) s'élevaient à cinq millions de ducats), et à faire renaître, autant que possible, leur ancienne prospérité. Mais si depuis les Vénitiens brillèrent moins par les armes, leurs progrès dans les arts furent d'autant plus éclatants. Au temps du doge *François Dondolo* [1]) (1545-1553), les beaux arts étaient déjà très florissants dans Venise. Sous le dogat de *Jerôme Priuli* (1456-1559), les statues, sculptées par le célèbre Sansovino, furent posées sur leur base, et les fameux peintres Titien, Paul Veronèse et Tintoretto ornèrent de leurs tableaux les temples et les palais bâtis par Scamozzi et Paul Palladio.

Cependant le pape et l'Espagne continuèrent la guerre contre la Porte. Don Juan d'Autriche conquit le royaume de Tunis; mais les Espagnols furent bientôt forcés d'évacuer ce pays. En 1576 le gouverneur espagnol de Mondejar repoussa des côtes de Naples les Ottomans qui avaient fait une descente dans ce royaume.

Le duc Jean-Frédéric de Saxe donnait encore toujours au chevalier de Grumbach et à ses partisans asile

[1]) Depuis *André Gritti*, mort en 1539, Venise avait eu dans l'espace de 30 ans huit doges; savoir: *Pierre Lando* (1539-1545); *François Donato* (1545-1553); *Marc-Antoine Trévisani* (1553-1554); *François Veniéro* (1554-1556); *Laurent Priuli* (1556-1559); *Jerôme Priuli*, frère du précédent (1559-1567); *Pierre Lorédano* (1567-1570); *Louis Mocénigo* (1570-1576).

dans la ville de Gotha. Comme toutes les remontrances amiables ne purent vaincre l'obstination du prince saxon, l'Empereur le mit, le 12 décembre 1566, au ban de l'Empire et chargea l'électeur Auguste de Saxe de l'exécution de cette sentence. Le monarque délia les sujets du duc Jean-Frédéric de leur serment de fidélité, et leur enjoignit d'obéir provisoirement au duc Jean-Guillaume, frère du prince proscrit. Gotha et le château de Grimmenstein furent investis, dès le 24 décembre, par les troupes électorales. Les bourgeois se défendirent pendant plusieurs mois avec beaucoup de courage, parce que le duc leur avait persuadé que l'attaque de l'électeur avait pour but la compression de la foi évangélique; mais ayant enfin été instruits que l'entreprise contre leur ville avait été amenée par la protection opiniâtre, accordée par leur duc à Grumbach et à d'autres perturbateurs, ils se saisirent de toute la bande et se rendirent, le 14 avril 1567, par composition. Grumbach et ses suppôts furent livrés à l'électeur de Saxe et exécutés à Gotha, le 18 du même mois. On démolit les fortifications de cette ville, ainsi que le château de Grimmenstein. Le duc Jean-Frédéric et ses fils furent dépouillés de leurs États, qui passèrent à son frère Jean-Guillaume de Saxe-Weimar. Le duc Jean-Frédéric, qui avait été fait prisonnier, fut envoyé à l'Empereur. Ce Souverain, voulant mettre le prince déposé hors d'état de troubler de nouveau la paix publique, le fit enfermer dans une prison, où il resta jusqu'à sa mort (9 mai 1595). À la sollicitation des princes de l'Empire, l'Empereur rendit dans la Diète de Spire en 1570 aux fils mineurs du duc Jean-Frédéric leurs droits sur ses États. Après que l'arrangement avec leur oncle, le duc Jean-Guillaume, eut été effectué, le 6 novembre 1572 à Erfort, ces jeunes princes recouvrèrent Gotha, Cobourg, Eisenach et plusieurs autres villes et bailliages.

Le duc Jean-Guillaume toutefois conserva Weimar, Iéna, Altenbourg, Saalfeld et quelques autres endroits.

Outre la réintégration des princes saxons, d'autres affaires importantes furent encore traitées dans la Diète de Spire en 1570. On régla, le 13 juillet, par des lois rigoureuses les enrôlements et le fournissement de troupes pour des États étrangers, et réforma les abus qui s'étaient introduits à cet égard au grand détriment du repos et de la sûreté de l'Allemagne. De nouvelles ordonnances fort sévères furent rendues concernant l'observation de la paix publique et le réglement d'exécution contre les transgresseurs de cette loi. Mais la proposition que fit l'Empereur d'établir un arsenal général, d'ériger des caisses de munitions et de tenir constamment sur pied quelques troupes dans chaque cercle, ne fut point adoptée par les États. La Diète accorda à l'Empereur un nouveau secours de douze mois romains simples pendant trois années, pour la construction de places fortes et l'entretien des troupes qui en formeraient la garnison. L'imprimerie fut mise sous la surveillance particulière des autorités, et il fut expressément ordonné, que rien ne pouvait être imprimé sans avoir auparavant passé la censure et avoir reçu la permission des magistrats.

Le 7 juillet 1572, mourut *Sigismond-Auguste*, roi de *Pologne*, sans laisser d'enfants. Avec lui s'éteignit la race masculine des Jagellons. Une soeur de Sigismond-Auguste était unie au roi Jean de Suède. Une seconde soeur, aussi déjà fort avancée en âge, n'était pas encore mariée. L'Empereur avait des prétentions sur cette couronne, parce que sa mère Anne, princesse de Hongrie et de Bohême, était la fille du Jagellon Uladislas, auquel le trône de Pologne aurait dû appartenir par droit de primogéniture, mais qui y avait renoncé en faveur de son frère cadet. Maximilien s'efforça de procurer la possession du

royaume de Pologne à un de ses fils. L'archiduc *Erneste*, second fils de l'Empereur, fut proposé par le pape Grégoire XIII pour roi aux Polonais. Les Lithuaniens se montrèrent fort bien disposés pour le prince autrichien. Les Polonais protestants aussi votèrent en faveur du fils d'un monarque, généralement aimé à cause de sa tolérance. Les États de Bohème, assemblés à Prague en 1573, envoyèrent différentes fois des ambassadeurs à Varsovie, pour engager les États de Pologne, réunis pour l'élection d'un roi, à choisir un prince autrichien. Mais Charles IX, roi de France, travailla avec tant d'activité pour son frère, le duc Henri d'Anjou, que celui-ci fut en effet élu roi de Pologne, le 10 mai 1573, et couronné le 15 février de l'année suivante.

Charles IX étant mort le 10 mai 1574, sans laisser de postérité, la couronne de France revenait de droit à son frère Henri, roi de Pologne. Dès que ce prince eut reçu la nouvelle de la mort de Charles IX, il s'évada secrètement de Cracovie, sortit du royaume sans notifier son départ au Sénat et se rendit à Vienne, où il fut accueilli par l'Empereur avec une grande cordialité. Henri, craignant la vengeance des Protestants en Allemagne, à cause de la part qu'il avait prise au fameux massacre de la Saint-Barthélémi, se rendit par la Styrie, la Carinthie et Mantoue à Venise, où il s'embarqua pour la France. Les États de Pologne déclarèrent, le 25 mai 1575, le trône royal vacant. Maximilien fit alors de nouvelles tentatives pour y placer son fils Erneste; mais le parti autrichien, à la tête duquel se trouvaient le prince de Radzivil, grand-maréchal de Lithuanie, et le primat Uchansky, archevêque de Gnèse, préférant cette fois le père au fils, élurent, le 12 décembre 1575, *Maximilien* lui-même pour leur roi. Une ambassade apporta à ce monarque à Vienne les conditions dressées par les

États, les soi-disant *Pacta conventa* [1]), et l'invita à venir prendre possession du trône. Il s'en fallut cependant beaucoup que cette élection fût unanime. Une faction, composée pour la plus grande partie de la basse Noblesse, et ayant pour chef le palatin de Cracovie, Pierre Zborowsky, s'y opposa et proclama de son côté, le 14 du même mois, la princesse Anne, soeur de Sigismond-Auguste, comme héritière naturelle, reine de Pologne, et élut *Étienne Bathori*, prince de Transylvanie, que le sultan aussi avait recommandé aux Polonais pour roi à condition qu'il épouserait la reine Anne. Étienne remit dans la Diète de Mediasch, le 25 janvier 1576, le gouvernement de la Transylvanie à son frère *Christophe* qui prit alors le titre de Vayvode. Une nouvelle assemblée générale des États, ouverte à Andrejow, le 18 janvier 1576, confirma, à la pluralité des voix, l'élection d'Étienne. Ce prince fut couronné le 1 mai à Cracovie; et le lendemain il épousa la reine Anne qui avait alors cinquante ans.

Maximilien hésita longtemps s'il accepterait une couronne dont la puissance était fort limitée par les Pacta conventa, qui n'avait que des revenus peu considérables et n'était pas même héréditaire. Dans les susdites conventions il était entre autres statué, que Maximilien, quoique Souverain d'Allemagne, de Hongrie, de Bohème, d'Autriche etc., résiderait constamment en Pologne; que durant les deux premières années il ne quitterait pas un moment le royaume, et que plus tard il ne s'en éloignerait que du consentement de la Diète plénière et pour peu de temps seulement, afin de soigner les affaires d'État de ses autres pays; que l'Empereur entretiendrait à ses frais une armée polonaise de 10,000 hommes et un corps de

[1]) C'est ainsi qu'on appelait les conventions que le roi de Pologne nouvellement élu, et la république s'obligeaient mutuellement à observer et à maintenir.

réserve de 5000 cavaliers allemands, toujours prêt à marcher au secours de la Pologne, en cas qu'elle fût attaquée; que l'Empereur ferait construire de ses propres moyens quatre nouvelles forteresses sur les frontières de la Pologne, et rétablir les anciennes places qui avaient besoin d'être restaurées; qu'il payerait de ses propres fonds, dans le terme d'un an, toutes les dettes nationales de la Pologne, ainsi que la solde arriérée des troupes. Enfin les Polonais stipulèrent encore, qu'ils ne seraient point obligés de prendre part aux guerres turques, ni de prêter assistance aux Hongrois dans leurs expéditions militaires. Quelqu'étrange et onéreuse que fût cette capitulation, l'Empereur la signa enfin à Vienne, le 23 mars 1576. Ce prince faisait déjà des préparatifs pour détrôner son concurrent, lorsque sa mort dissipa l'orage dont la Pologne était alarmée.

Tandis que la Transylvanie avait été troublée par des conspirations et des émeutes, la tranquillité publique fut aussi troublée en Croatie par une révolte des paysans qui se répandit jusqu'au delà des frontières de ce pays. Les gens de la campagne avaient porté plainte contre les oppressions de leurs seigneurs fonciers; mais le Ban et les États du pays, au lieu de leur faire justice, les réprimèrent sévèrement pour s'être permis cette démarche. Alors les paysans croates entre la Save et la Colape *(Culpa)* prirent les armes (1573). Ils surent se faire beaucoup de partisans dans la basse Styrie, en Carinthie et en Carniole, et commirent les plus horribles excès contre la Noblesse. Mais l'archiduc Charles, le ban Drascovitz et le commandant des *Uscoques* [1]) Lenkowitsch, battirent

[1]) C'étaient des colons militaires d'origine slave, qui avaient quitté la Grèce et s'étaient établis dans les contrées frontières de le Croatie, dépeuplées par les irruptions turques. Ils avaient pris l'engagement de défendre ces cantons contre les Ottomans, auxquels ils se firent bientôt connaître comme des adversaires valeureux.

l'armée des paysans en plusieurs rencontres, et punirent les rebelles par la dévastation de leurs villages. Les Turcs profitèrent de ces troubles pour faire des courses en Croatie, et surprirent et pillèrent, le 1 février 1573, Canissa.

Sur ces entrefaites, l'*archiduc Rodolphe*, fils aîné de l'Empereur, avait, le 25 septembre 1572, été couronné *roi de Hongrie*. Ensuite les princes électeurs de l'Allemagne l'avaient élu *roi des Romains* à Ratisbonne, le 27 octobre 1575. La crainte d'un interrègne, pendant lequel les rois de France et d'Espagne pouvaient tenter de réaliser leurs projets connus sur le trône d'Allemagne, et troubler le repos de l'Empire, non moins que la nécessité d'avoir un chef suprême capable de protéger la patrie allemande contre le danger dont elle était menacée de la part des Turcs, furent le principal motif de cette prompte concordance des sentiments chez les électeurs. *Rodolphe*, qui avait déjà été couronné *roi de Bohème*, le 22 septembre 1575, reçut alors, le 1 novembre de la même année, la *couronne royale romaine.*

La Cour impériale s'étant plainte auprès de la Porte Ottomane des hostilités commises 1573 en Croatie, le Divan allégua pour excuse, que la trêve avait seulement été conclue avec Maximilien, en sa qualité de roi de Hongrie; depuis que l'Empereur avait cédé la couronne de Hongrie à son fils Rodolphe, comme la Porte le supposait faussement, ce traité, disait-elle, avait perdu sa vigueur. Le sultan Sélim étant mort, en décembre 1574, on négocia avec son successeur *Amurat III* sur la confirmation de la trêve qui, au mois de septembre de l'année suivante, fut prolongée pour huit ans.

En décembre 1575, l'Empereur indiqua une Diète d'Empire à Ratisbonne. Le but principal de cette convocation était d'obtenir le secours des États contre les

Turcs, une longue et triste expérience ayant prouvé que des trêves ne mettaient point les pays limitrophes de l'Empire ottoman à l'abri des incursions dévastatrices de ces redoutables voisins, et qu'il était de nécessité urgente de fortifier les places frontières de la Hongrie et d'y mettre de bonnes garnisons, pour protéger ce royaume, ainsi que pour couvrir les pays allemands contigus à ce dernier.

L'assemblée fut ouverte le 25 juin 1576. Les États accordèrent en octobre des secours d'argent notables, pendant six années, savoir pour chaque année dix mois romains simples. Outre cela, ils promirent une subvention extraordinaire de dix mois romains en cas que, pendant cet espace de temps, le sultan lui-même, ou un beglerbeg ou pacha, avec une armée considérable envahît la Hongrie ou un autre pays chrétien voisin.

Les États de l'Allemagne avaient plusieurs fois engagé l'Empereur à réclamer la province de Livonie, appartenante à l'Empire, que les Russes avaient conquise. Mais ils n'avaient pu convenir, ni dans la Diète de Spire, ni dans les assemblées à Francfort et à Nuremberg, à qui c'était de porter les frais de l'ambassade qu'on devait pour cet effet envoyer à Moscou. Dans l'entrefaite, l'Empereur lui-même avait dépêché Jean de Cobenzèl, comme son plénipotentiaire, au czar Ivan Wasilowitsch, l'avait invité à une alliance contre les Turcs, et prié aussi de soutenir les prétentions de la Maison d'Autriche sur le trône de Pologne. Le Czar acceda avec empressement à ces propositions. Il fit signifier par une ambassade aux Polonais, qu'ils eussent à choisir entre un roi de la Maison d'Autriche avec l'amitié de la Russie et l'alliance contre tous les ennemis, ou la dévastation de leur pays par le feu et le fer, s'ils persistaient à vouloir Bathori pour Souverain. Il envoya une seconde ambassade à l'Empereur à Ratisbonne, auquel il fit proposer de con-

former une coalition entre toutes les Puissances chrétiennes contre les Mahométans.

Le 2 septembre 1564, l'Empereur avait de nouveau fait publier dans les *pays autrichiens* la permission de communier sous les deux espèces, accordée par le souverain pontife. Vers la fin du mois de novembre, il s'employa énergiquement auprès du chef de l'Église pour qu'il consentît au mariage des prêtres. L'archiduc Charles en fit de même par une lettre qu'il écrivit à Pie V, le 30 du même mois. Maximilien réitera sa demande encore dans l'année 1565. Mais le pape refusa de se rendre à ces sollicitations.

En Bohème une Diète avait été ouverte, le 29 juin 1565, par l'archiduc Ferdinand, alors gouverneur-général du royaume. Les seigneurs bohèmes s'engagèrent à marcher en personne avec leurs vassaux contre les Turcs, en cas que l'Empereur lui-même prît le commandement de l'armée. Dans l'assemblée générale, convoquée à Vienne en 1566 pour régler les armements à faire contre les Turcs, les États de l'Autriche demandèrent une parfaite et entière liberté de religion. Maximilien assista en personne à la Diète, tenue en février et en mars 1567 à Prague. On y décréta que sur trente hommes en état de porter les armes, il en serait levé un pour la guerre turque, et qu'on en leverait un sur dix pour la défense du pays. L'Empereur abolit les *Compacts* ou la convention conclue par le concile de Bâle (1433) avec les États de la Bohème, en vertu de laquelle les Catholiques et les Utraquistes étaient seuls et exclusivement tolérés en Bohème. Cet acte souverain fit alors effectivement jouir les peuples de ce royaume d'une pleine liberté de religion. La plus grande partie de la Noblesse demeura, il est vrai, fidèle à l'Église catholique; mais la plupart des bourgeois utraquistes embrassèrent le Luthéranisme. La

secte des *Frères bohèmes*, qui jusque-là avait été en butte à beaucoup de persécutions, s'accrut alors de jour en jour. Le décret qui défendait aux Israélites d'établir leur domicile en *Autriche*, fut renouvelé par les ordonnances de l'Empereur du 31 octobre 1567 et du 1 février 1572. Dans la Diète, qui fut tenue le 18 août 1568 à Vienne pour l'amortissement des dettes du pays, Maximilien autorisa les États protestants de la *basse Autriche*, mais seulement aux seigneurs et chevaliers, à exercer librement leur religion dans leurs *propres* villes, villages, châteaux, maisons et édifices à la campagne. Toutefois il leur enjoignit de faire dresser auparavant un agenda spirituel solide, qui servirait ensuite de règle de Foi à leurs co-religionnaires. Pour la confection de cet ouvrage, on fit venir de l'Allemagne quelques théologiens protestants. Dans la Diète de Linz, l'Empereur accorda aussi, le 7 décembre 1568, aux États évangéliques de la *haute Autriche* une égale permission pour le libre exercice de leur culte.

Dans la Diète bohème en 1569, qui dura six mois, l'Empereur demanda aux États de la Bohème, de la Moravie, de la Silésie et de la Lusace, assemblés à Prague, de fortes subventions pour le rétablissement des vieilles forteresses en Hongrie, pour la construction de nouvelles places fortes, et pour l'érection d'arsenaux et de magazins de guerre. Après des discussions fort orageuses, l'assemblée se sépara sans avoir voté les sommes que le monarque avait demandées. Maximilien convoqua, au commencement de 1570, de nouveau les États, qui satisfirent cette fois-ci une petite partie des demandes royales. Pendant le séjour de l'Empereur à Prague, il reçut la visite des électeurs de Saxe et de Brandebourg, du duc de Bavière et de plusieurs autres princes. Le 4 mai 1570, l'archevêque Antoine de Prague donna la bénédiction

nuptiale à l'archiduchesse *Anne*, fille aînée de l'Empereur, et au roi *Philippe II d'Espagne*, qui fut représenté par l'archiduc *Charles*, oncle de la fiancée. Au mois de juin Maximilien partit pour Spire, où la Diète d'Empire s'était assemblée. Dans cette ville la seconde princesse impériale, *Élisabeth*, fut mariée (le 22 octobre) par procuration à *Charles IX, roi de France*. La princesse Anne consomma son hymen avec Philippe d'Espagne à Ségovie, le 14 novembre 1570. Le 14 janvier de l'année suivant à Prague, l'Empereur confirma le nouvel agenda religieux des États protestants d'Autriche, et leur assura par un acte en due forme le libre exercice de leur culte, avec exclusion toutefois des villes et bourgs appartenants au Souverain. Déjà depuis l'année 1567 il existait à Ens un gymnase protestant, qui dans la suite (1578) fut transféré à Linz. Le 7 septembre 1570, l'Empereur octroya l'établissement d'une imprimerie protestante à Stein en basse Autriche. En 1574 le monarque accorda aux États évangéliques de la basse Autriche la permission de tenir leur service divin à Vienne dans l'hôtel des États, plus tard aussi dans l'église des Frères mineurs.

Dans l'année 1571, l'Empereur assista aussi à la Diète de Bohème, où furent réglés les contingents d'argent, de troupes et de munitions que les pays bohèmes avaient à fournir. Le 30 avril, l'archevêque Antoine de Prague intima encore une fois aux Catholiques qu'il leur était permis de recevoir la communion sous les deux espèces. Maximilien confirma (28 juin), dans la capitale de Bohème, les anciens pactes d'hérédité de ce royaume avec l'électeur et les ducs de Saxe.

Le margraviat de Moravie jouit durant tout le règne de Maximilien d'une parfaite tranquillité. L'Empereur éternisa sa mémoire dans ce pays par l'érection de l'université d'Olmutz, qui fut fondée en 1567.

Maximilien était allié par ses soeurs aux ducs de Florence, de Mantoue et de Ferrare, Pie V avait, par une bulle du 27 août 1569, élevé le duc de Florence, Côme de Médicis, à la dignité de grand-duc. Ce prince fut même solennellement sacré et couronné en cette qualité par le souverain pontife à Rome (5 mars 1570), malgré la protestation de l'ambassadeur impérial, le comte Prosper d'Arco, qui déclara cet acte attentatoire à l'autorité du chef de l'Empire. Néanmoins le fils de Côme, François-Charles, époux de *Jeanne d'Autriche*, ayant succédé à son père, le 21 avril 1574, l'Empereur, qui n'avait jamais reconnu la dignité supérieure dont le défunt avait été revêtu par le pape, nomma son beau-frère *grand-duc d'Étrurie*, faisant valoir ainsi ses droits de suzeraineté sur la Toscane, que le souverain pontife semblait vouloir s'arroger. Maximilien avait favorisé le duc Guillaume III de Mantoue, marié à l'*archiduchesse Éléonore*, en érigeant son margraviat de Montferrat en duché. Alphonse II d'Este, époux de *Barbe d'Autriche*, marcha en 1566 au secours de l'Empereur en Hongrie. Ce prince fut le dernier duc de *Ferrare;* car lorsque Alphonse mourut le 27 octobre 1597 sans laisser d'enfants, son cousin *César d'Este*, qu'il avait institué son héritier, se vit tellement menacé par les armes spirituelles et temporelle du pape Clément VIII qu'il céda, le 13 janvier 1598, par convention le duché de Ferrare à l'État ecclésiastique. À partir de cette époque, la Maison d'Este fut réduite à la possession des duchés de *Modène* et de *Reggio*.

À Ratisbonne, le jour même où le recez de l'Empire fut publié, le 12 octobre 1576, mourut *Maximilien II* dans la quarante-neuvième année de son âge. Son épouse *Marie*, fille de l'empereur Charles-Quint, qui après la mort de son époux se retira au couvent de Sainte-Claire à Villamonte près de Madrid, ne le suivit que le 26 fé-

vrier 1603 dans l'éternité. Quinze enfants furent les fruits de cette union. Six fils survécurent à l'empereur Maximilien. *Rodolphe*, né le 18 juillet 1552, lui succéda sur le trône. *Erneste*, né le 15 juin 1553, fut nommé, l'an 1593, gouverneur-général des Pays-Bas espagnoles; mais il cessa de vivre dès le 20 février 1595. *Mathias*, né le 24 février 1557, succéda à son frère sur le trône impérial. *Maximilien* vit le jour, le 12 octobre 1558. Il fut depuis le 22 août 1587 jusqu'en 1589 revêtu de la dignité de roi de Pologne, devint en 1595 grand-maître de l'ordre Teutonique et fut, après l'extinction de la ligne tyrolienne, chargé par l'empereur Rodolphe II de l'administration du Tyrol et de l'Autriche antérieure. Il mourut le 2 novembre 1618. *Albert* naquit le 13 novembre 1559. Il devint le 4 mars 1575 cardinal, en 1583 gouverneur-général du Portugal, 1594 archevêque de Tolède et fut, le 20 avril 1595, nommé par le roi Philippe d'Espagne gouverneur-général des Pays-Bas. Albert quitta bientôt après l'État ecclésiastique et épousa, le 8 mai 1598, à Bruxelles par procuration, et le 15 avril 1599 en personne à Madrid, l'infante *Isabelle-Claire-Eugénie*, fille du roi d'Espagne, après que ce monarque eut cédé, par acte expédié le 6 mai 1598, à cette princesse la souveraineté des Pays-Bas. Albert termina sa carrière le 16 juillet 1621 à Bruxelles, sans laisser de postérité. Par conséquent, les Pays-Bas retournèrent par dévolution à la couronne d'Espagne. L'infante Isabelle mourut en décembre 1566. *Venceslas*, né 1560, devint grand-prieur de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, et mourut déjà le 7 novembre 1578. Les archiducs *Ferdinand*, *Charles* et *Frédéric* étaient également morts fort jeunes. Les mariages de l'empereur Mathias et de l'archiduc Albert ne laissèrent point d'héritiers. L'empereur Rodolphe et ses autres frères n'avaient jamais été mariés. Par con-

séquent avec le dernier des six fils de l'empereur Maximilien II, l'archiduc Albert, finissait la *branche autrichienne* de la race allemande de Habsbourg. Comme aussi la *branche tyrolienne* s'était déjà éteinte en 1595, la ligne allemande des Habsbourgeois ne continuait plus à fleurir que dans la *branche styrienne*, dont le chef était *Ferdinand*, qui réunit sur sa tête la couronne impériale d'Allemagne avec les couronnes de Hongrie et de Bohème.

Quant aux filles de Maximilien II; *Anne* (née 1549) était, comme il a déjà été rapporté, mariée à son oncle, le roi Philippe II d'Espagne, dont elle fut la quatrième épouse; *Élisabeth* (née 1554) fut unie depuis 1570 jusqu'en 1574 à Charles IX, roi de France. Après la mort de ce prince, elle fonda à Vienne un monastère en honneur de la Sainte-Vierge, et y termina ses jours en 1592; *Marguerite* mourut comme religieuse au couvent de Sainte-Claire à Villamonte en Espagne, le 5 juillet 1633; *Éléonore* et deux autres princesses, qui portaient le nom de *Marie*, moururent en bas âge.

L'Empire et l'Autriche perdirent en Maximilien un excellent Souverain. Aussi sa mort causa-t-elle un deuil général dans toute l'Allemagne, où aucun prince n'a été plus regretté. Maximilien avait reçu, sous les yeux de son oncle Charles-Quint et de son père Ferdinand, une éducation fort soignée. Il eut pour instituteur le célèbre Augé-Ghislain Busbecq (Busbecke) qui lui enseigna tout ce qui était nécessaire à un prince appelé à gouverner un vaste Empire. Il parlait et érivait l'allemand, l'espagnol, l'italien, le français, le flamand, le bohème, le hongrois et le latin, avec une égale facilité. Maximilien attirait à sa Cour les hommes renommés par leur érudition, et se plaisait à discuter avec eux sur des matières scientifiques. Né avec des inclinations entièrement portées au bien, sa

vie ne fut qu'un tissu de bonnes actions. La candeur de son âme et son affabilité lui avaient gagné tous les coeurs. Il était accessible à tout le monde et écoutait avec patience les plaintes de ceux qu'il admettait à son audience. Il n'était pas ennemi des plaisirs de la vie sociale; mais il ne passait jamais les bornes de la modération et de la sobriété. Il se distinguait aussi de ses contemporains par une politesse de moeurs et amabilité rares dans la conversation [1].

Dans les affaires du gouvernement Maximilien était actif, laborieux, et sa sollicitude pour le bien-être de ses peuples infatigable. Déjà dans sa jeunesse ce prince avait manifesté une grande intelligence des affaires politiques et judiciaires, ayant assisté par ordre de son père aux séances du conseil d'État, dont il étonnait souvent les membres par ses bons et sages avis. Il sut concilier dans toutes ses actions l'amour de la justice avec une saine politique. Pendant les trois années qu'il administra l'Espagne, en qualité de gouverneur-général (1548-1551), il acquit toutes les connaissances et la réputation bien méritée d'un bon régent, quoiqu'il n'eût pas encore atteint sa vingt-unième année lorsqu'il entra en charge.

Maximilien II avait pris part, sous Charles-Quint, à la campagne de 1544 contre les Français, et à la guerre de Smalkalde en 1547. Mais il ne montra jamais beaucoup de penchant pour les armes et les combats. Rétablir la paix au dehors, et maintenir la concorde dans l'intérieur, c'était-là l'objet principal de sa constante sollicitude. Une prudence innée et une constitution faible rendaient ce prince peu propre à des entreprises hardies et périlleuses; ce qui l'a fait taxer de pusillanimité par quelques historiens. Quant au reproche qu'ils lui font, d'être resté spectateur

[1]) Henri de Valois disait, que dans toutes les Cours qu'il avait visitées, il n'avait jamais trouvé un prince plus accompli.

oisif de l'attaque des Turcs, au siège de Szigeth, ils n'ont pas réfléchi, que dans l'état critique où se trouvait la Hongrie à cette époque, la perte d'une bataille aurait pu entraîner celle de tout le royaume, et avoir les suites les plus funestes pour l'Autriche et même pour l'Allemagne.

Dans les affaires de religion, Maximilien montra une tolérance personnelle, qui empêcha que la haine qui bouillait dans les esprits échauffés, n'éclatât. Il avait d'ailleurs pour maxime, que les affaires spirituelles ne devaient pas être décidées par le glaive temporel, et qu'on ne parvenait jamais à changer l'opinion publique, surtout en matière de religion, par des moyens violents. C'est pourquoi il accorda dans ses pays héréditaires aux différentes croyances les mêmes droits et une égale protection. L'exemple du Souverain produisit l'heureux résultat que les sujets, nonobstant la différence des confessions de Foi, vécurent ensemble en bonne union. Même la Bohème, si souvent déchirée par des dissentions religieuses, jouit pendant tout le règne de Maximilien d'une tranquillité parfaite. La meilleure preuve du mérite éminent de l'empereur Maximilien II, c'est l'accord commun des historiens allemands, autrichiens, hongrois et bohèmes, soit catholiques, soit protestants, qui tous le représentent comme un modèle d'impartialité, de justice, de sagesse et de bonté.

CHAPITRE V.

Rodolphe II.
De 1576 à 1612.

Couronné *roi* des *Romains*, de *Hongrie* et de *Bohème*, *Rodolphe II* prit, après la mort de son père, les rênes du gouvernement. Le 4 février 1577, il ouvrit en personne la Diète à Prague où il fut inauguré par les États de la Bohème. Le 28 du même mois, l'empereur Rodolphe donna au roi Philippe II d'Espagne l'investiture de *Milan*. Ensuite Rodolphe confirma le pacte de succession réciproque du royaume de Bohème avec les pays saxons. En été il tint successivement des Diètes en *Moravie*, en *Silésie* et en *Lusace*, et reçut l'hommage de ces provinces. Dans chacune de ces assemblées, il avait bénévolement confirmé les droits et franchises des pays respectifs, et s'était par là concilié l'affection des peuples de ces contrées. Les bourgeois de Prague particulièrement se sentirent flattés par la déclaration de Rodolphe, qu'il avait choisi le château royal de cette capitale pour sa résidence ordinaire.

Les peuples s'attendaient à vivre heureux et tranquilles sous le gouvernement d'un prince, qui montait sur le trône dans la fleur de son âge, — il était dans sa vingt-quatrième année, — et sous les auspices les plus favorables. Un calme parfait régnait dans tout l'Empire. L'Autriche, la Hongrie et la Bohème, qui avaient été constamment en butte à des secousses politiques, jouissaient d'un repos

qui dès longtemps n'avait par été leur partage. La Porte Ottomane même, jusque-là si turbulente et si avide d'agrandissement, ne songeait pas à troubler cette tranquillité générale. L'amour de Rodolphe pour la paix et le repos était connu. La réputation de ses talents et de ses vastes connaissances s'était répandue partout, et l'excellent exemple de son illustre père, dont la sagesse et la prudence avaient su presque éteindre la haine réciproque des partis religieux, pouvait lui servir de guide dans sa carrière politique. Mais l'éducation que reçut le jeune prince à la Cour d'Espagne, gâta toutes ses heureuses dispositions. Cependant l'empereur Maximilien, malgré la connaissance qu'il avait du caractère de Philippe II, et du ton qui régnait à sa Cour, n'avait pu se dispenser de confier son fils au monarque espagnol. Philippe n'avait, après la mort tragique de Don Carlos († le 4 juillet 1568), point d'enfants, et par conséquent la monarchie espagnole paraissait alors devoir devenir un jour l'héritage d'un prince de la ligne autrichienne de la Maison de Habsbourg. Par là Maximilien fut mis dans la dure, mais presqu'inévitable nécessité d'envoyer son fils Rodolphe à Madrid, pour être élevé sous les yeux de la nation, dont il était le futur Souverain présomptif. Les fruits de ce sacrifice porté à la politique, furent cependant perdus. Le roi Philippe s'était remarié (le 4 mai 1570) avec l'archiduchesse Anne, fille de l'empereur Maximilien. Cette princesse lui donna, le 14 avril 1578, un fils, Philippe III, qui depuis règna sur l'Espagne. Lorsque Maximilien, fort mécontent de la direction qu'avait prise la culture d'esprit de son fils, le rappela de Madrid, il était déjà trop tard pour effacer de l'âme du prince les impressions qu'elle avait reçues.

Le *cercle de Bourgogne*, ou les *Pays-Bas*, avait, comme on sait, lors du partage des États laissés par

Maximilien I, passé à l'empereur Charles-Quint et à ses descendants. Les peuples de ces pays, quoique sujets de l'Espagne, se gouvernaient d'après leurs propres lois. Philippe II essaya, au commencement de son règne, d'extirper la doctrine protestante dans ces pays, et de supprimer les privilèges des différentes provinces de cette contrée, lesquels ne paraissaient pas compatibles avec la forme du gouvernement monarchique. *Marguerite de Parme*, fille de Charles-Quint, avait depuis 1559 gouverné avec une sage modération les peuples des Pays-Bas, extrêmement jaloux de leurs franchises, et qui ne souffraient point la plus légère oppression. Philippe adjoignit à cette princesse le fier, avare et sévère évêque d'Arras et cardinal Granvelle. L'érection de trois archevêchés et de treize nouveaux évêchés, dont le gouvernement assura l'entretien par la suppression de plusieurs abbayes et couvents, ainsi que par la réduction des revenus superflus d'autres prélats, excita un grand mécontentement parmi les États des Pays-Bas. La Noblesse crut son influence sur l'administration de l'État compromise par la création de tant de nouveaux évêques qui agrandissaient le parti royaliste. Les Protestants avaient tout à craindre de cette mesure. La dureté de Granvelle acheva d'irriter les esprits, et causa une fermentation générale dans le pays. Une opposition puissante s'éleva contre le gouvernement, à la tête de laquelle se trouvaient Guillaume de Nassau, prince d'Orange, gouverneur des provinces de Hollande, de Zélande, d'Utrecht et de Frise occidentale, puis les comtes Lamoral d'Egmont, gouverneur de la Flandre et de l'Artois, et de Hornes, amiral des Pays-Bas. La Cour d'Espagne se vit par là obligée de rappeler en 1564 le cardinal de Granvelle; mais cette mesure conciliante ne satisfit point l'opposition, qui aspirait aussi à obtenir pour le cercle de Bourgogne la liberté de conscience, telle

qu'on l'avait accordée aux neuf autres cercles de l'Empire. Le comte Egmont se rendit, l'an 1565, en qualité de plénipotentiaire du conseil d'État des Pays-Bas, à Madrid pour mettre au Roi clairement sous les yeux la situation critique des Pays-Bas, relativement aux affaires religieuses, aux abus qui s'étaient introduits dans l'administration de la justice, et au désordre dans lequel se trouvaient les finances. Mais son voyage resta pour la plus grande partie infructueux, et les évêques appelés au conseil d'État se déclarèrent principalement contre tout ménagement dans la poursuite des hérétiques.

Au mois d'octobre 1565, Philippe II fit émaner de Madrid un édit, qui ordonnait aux peuples des Pays-Bas d'accepter purement et simplement les décrets du concile de Trente, d'introduire l'inquisition espagnole, et d'exécuter les lois contre les hérétiques qui, à la vérité, avaient déjà été établies, le 29 avril 1550 à Bruxelles, par l'empereur Charles-Quint, mais qui n'étaient pas exactement observées. Cette ordonnance répandit un mécontentement général dans le pays. Plusieurs gouverneurs déclarèrent l'exécution de ces mesures rigoureuses impossible. En hiver 1566, on fit les premières démarches ouvertes pour s'y opposer; c'est-à-dire, quatre cents Nobles s'associèrent à Bréda et dressèrent une réquête, tendante à faire supprimer l'inquisition. Au mois d'avril, une députation présenta cette pétition à la Gouvernante à Bruxelles. La duchesse Marguerite, ayant pris lecture du placet, promit aux députés de l'appuyer auprès du roi son frère.

En effet, Philippe II paraissait, sur les représentations de Marguerite, disposé à modifier ses ordonnances; mais au mois d'août, une révolte sérieuse éclata en Flandre et dans l'Artois, et se répandit avec rapidité dans tous les Pays-Bas. On fit d'abord la guerre avec une fureur fanatique contre les croix et les images; mais on attaqua

bientôt aussi les couvents et églises ; et en peu de jours plusieurs monastères furent détruits. La Gouvernante et les seigneurs confédéres, effrayés du danger dont le pays se voyait menacé de la part de la populace furibonde, conclurent, le 24 août, une transaction et Marguerite promit de suspendre jusqu'à nouvel ordre l'inquisition et les lois contre les hérétiques, comme aussi de tolérer le culte luthérien. En même temps, Marguerite arma pour s'opposer avec vigueur à de nouveaux excès de la part de la populace. Cette princesse fit lever des troupes, occuper les places fortes, poursuivre et exécuter les auteurs de la révolte. Ces mesures énergiques et la nouvelle qu'une armée espagnole était en marche d'Italie, alarmèrent aussi les Grands qui avaient pris part secrètement à ces désordres. Une grande partie de ces seigneurs abandonnèrent le pays, et la ligue de Bréda fut dissoute. Le prince d'Orange, qui était connu comme chef de l'opposition, se retira dans le pays de Nassau, domaine de sa famille.

Don Ferdinand de Tolède, duc d'*Albe*, chevalier de la Toison d'or, arriva, au mois d'août 1567, avec une armée composée d'Espagnols et d'Allemands dans les Pays-Bas. Il avait reçu de Philippe II des pouvoirs illimités, avec l'ordre d'employer le fer et le feu pour subjuguer la révolte et détruire l'hérésie. Digne ministre d'un tel maître, le duc d'Albe commença la poursuite des mécontents avec une telle rigueur, que la duchesse Marguerite se démit, dès le mois de décembre, du gouvernement, et partit de Bruxelles pour l'Allemagne et l'Italie, au grand regret des peuples des Pays-Bas, qui n'avaient eu qu'à se louer de son administration. Le duc d'Albe succéda à cette princesse, en qualité de capitaine-général des Pays-Bas. Après le départ de Marguerite, le duc d'Albe, devenu maître absolu des affaires, donna l'essor

à son caractère violent et sanguinaire. Il alluma partout des bûchers, fit élever de toutes parts des gibets, commit les cruautés les plus inouies, et viola les capitulations avec la perfidie la plus atroce. Il fit arrêter les comtes d'Egmont et de Hornes (Philippe de Montmorenci), et après les avoir retenus pendant longtemps en prison, il les fit juger, comme fauteurs de la rebellion, par un tribunal extraordinaire, établi à Bruxelles, qui les condamna à être décapité; ce qui fut exécuté au mois de juin de l'année 1568. Plusieurs autres personnes de rang et un grand nombre d'individus des autres classes du peuple subirent le même sort, et les absents, parmi lesquels se trouvait aussi Guillaume de Nassau, prince d'Orange, furent proscrits et leurs biens confisqués. Le prince alors prit les armes, et fit en 1568 attaquer les Pays-Bas sur plusieurs points. Dans cette lutte la victoire se déclara le plus souvent pour le duc d'Albe qui, croyant alors n'avoir plus à craindre aucune résistance, introduisit en 1569 effectivement l'inquisition.

Afin de tenir en bride les villes puissantes, le duc d'Albe résolut d'y faire bâtir des citadelles; et pour faire face aux frais de cette construction, il établit de nouveaux impôts très-vexatoires. Mais il trouva auprès des États et de la nation toute entière une opposition fort décidée. Le prince d'Orange avait encore envoyé beaucoup d'armateurs qui poursuivaient avec bonheur les vaisseaux des Espagnols, et causèrent grand dommage au commerce de ces derniers. Ces armateurs formèrent bientôt une flotte considérable, et commencèrent alors, par des descentes dans les provinces maritimes, à donner une grande inquiétude au gouvernement espagnol. En 1572, les mécontents pénétrèrent en Hollande, et conquirent Briel et Vliessingue. Alors la Hollande, la Zélande, la Gueldre, Over-Yssel, Utrecht et la Frise, se déclarèrent pour le

prince d'Orange. La plupart des villes de ces provinces ouvrirent leurs portes aux *Gueux-de-mer*, c'est ainsi que les appelait le duc d'Albe [1]. Vers le milieu du mois de juillet, les États de ces provinces tinrent une assemblée à Dordrecht, et dressèrent les premières bases de la constitution qui fonda la république des Pays-Bas unis. Don Frédéric de Tolède, fils du duc d'Albe, conquit, il est vrai, dans les années 1572-1573 la Gueldre, Zutphen, Over-Yssel, la Frise, puis les villes de Naarden et de Haarlem en Hollande, et dévasta ces provinces de la manière la plus cruelle; mais en 1573 il fut obligé de lever le siège d'Alkmaar. Gertruidenbourg était, le 28 août, tombé au pouvoir de Poyet, un des Généraux du prince d'Orange, et la flotte espagnole avait été battue sur le Zuyder-See, le 11 octobre de la même année. Philippe II, alarmé des progrès des rebelles, et mécontent de la tyrannie du duc d'Albe, parce qu'elle n'avait pas atteint le but qu'on s'était proposé, le rappela, en novembre 1573, des Pays-Bas qu'il avait régis pendant six ans avec une barbarie si effroyable, que de centaines de milliers d'habitants les plus industrieux abandonnèrent pour toujours le pays, et allèrent s'établir en Allemagne, en Suisse, en France et en Angleterre.

Le nouveau gouverneur-général, Don Louis Zunigo

[1]) Voici ce qui donna lieu au sobriquet de *Gueux* qu'on appliqua depuis aux religionaires des Pays-Bas. Le comte de Barlaimont, favori de la duchesse Marguerite, apercevant parmi le grand nombre des députés de l'association de Bréda, qui vinrent en 1566 demander à cette princesse la suppression de l'inquisition, plusieurs gentilshommes moins riches que lui, dit à la Gouvernante qui craignait un soulèvement, qu'il n'y avait aucune raison de s'alarmer, et que ce qu'elle voyait, n'était qu'une bande de *Gueux*. Les Nobles confédérés, loin de se trouver offensés par ces paroles injurieuses du comte, s'habillèrent dès ce moment tous de gris, portant à leurs chapeaux de petites écuelles et de calebasses de mendiants, et en buvant hautement à la santé des *Gueux*, lorsqu'ils se traitaient les uns les autres.

de Requesens, grand-commandeur de Castille, personnage également remarquable par sa naissance et par son mérite personnel, tenta de recouvrer par la douceur et la condescendance ce que le duc d'Albe avait perdu par sa cruauté tyrannique. Mais l'amnistie générale, publiée au mois de juin 1574, ne fit aucune impression sur les esprits irrités. L'armée espagnole se vit obligée de lever le siége de Leyde, et les troupes royales se révoltèrent parce qu'elles ne recevaient point leur payement. Enfin, les conjonctures devinrent si menaçantes, que Philippe II accepta la médiation que lui offrait l'empereur Maximilien II. Mais le congrès de pacification, assemblé à Bréda, se sépara en juillet 1575, sans avoir amené le résultat désiré. Le commandeur de Requesens étant mort, le 5 mars 1576, Philippe confia le gouvernement au conseil d'État de Pays-Bas. Au mois de juillet, les troupes espagnoles se mutinèrent de nouveau, s'emparèrent des villes d'Alost en Flandre, de Maestricht et d'Anvers et pillèrent ces cités. Le 8 novembre de la même année, le prince Guillaume d'Orange conclut, pour les provinces septentrionales, la Hollande et la Zélande et leurs alliés, avec les États des provinces méridionales, le Brabant, la Flandre, l'Artois, le Hainaut, réunis à Gand, le traité d'union et de confédération connu sous le nom de *Pacification de Gand.* D'après ce pacte fédératif, les troupes espagnoles devaient être chassées du pays. On abolit les lois contre les hérétiques. La religion catholique fut maintenue dans toutes les provinces, à l'exception de la Hollande, de la Zélande et des pays qui leur étaient alliés. Le prince Guillaume accepta la place d'amiral-général et de gouverneur royal en Hollande et en Zélande, que lui avaient offerte les États. Le 9 janvier 1577, les États des provinces méridionales signèrent à Bruxelles un nouvel acte dont les principaux articles

furent : qu'ils défendraient la religion catholique et le traité de Gand ; qu'ils prêteraient, à la vérité, au roi Philippe l'obéissance qu'ils lui devaient ; mais qu'ils réuniraient toutes leurs forces pour expulser du pays les Espagnols et leurs partisans. Les provinces septentrionales refusèrent d'acccéder à cette convention.

Telle était la situation des affaires, lorsque *Don Juan d'Autriche*, fils naturel de l'empereur Charles-Quint, à qui Philippe II venait de confier le gouvernement des Pays-Bas, arriva à Luxembourg. Ce prince signa, le 12 février 1577 à Marche en Famine, petite ville du duché de Luxembourg, avec les États un accommodement qu'avait ménagé l'empereur Rodolphe II. Don Juan promit d'effectuer la confirmation royale du traité de Gand. On convint de tenir une assemblée générale des États ; les troupes étrangères devaient être éloignées du pays, et les privilèges des différentes provinces confirmés. Le 17 février, le conseil d'État à Bruxelles, ainsi que les États des provinces méridionales, et le 7 avril le roi Philippe confirmèrent le soi-disant *Edit perpétuel*, qui toutefois fut rejeté par le prince d'Orange et les provinces de Hollande et de Zélande. Don Juan envoya alors les troupes espagnoles en Italie ; cependant il retint les troupes allemandes et fit occuper par elles le château de Namur (24 juillet). Mais un pareil dessein sur Anvers échoua. Alors les citadelles que le duc d'Albe avait fait construire, tant en cette ville que dans plusieurs autres, furent rasées par le peuple. Don Juan fit revenir en toute hâte les Espagnols d'Italie, ce qui n'empêcha point que le prince d'Orange ne fût élu par les États de Brabant à Bruxelles régent, sous le titre de conservateur de leur repos (22 octobre 1577). Dès le 8 septembre les États des Pays-Bas avaient sollicité le roi Philippe II de rappeler Don Juan, [illegible] que ce prince avait à chaque occasion manifésté son

aversion pour les habitants de ces provinces. Toutefois un parti de la Noblesse catholique, mal disposé pour le prince d'Orange, ne voulait pas laisser le pouvoir dans les mains d'un régent évangélique. Cette résolution était surtout fondée sur les violations du traité de Gand que la populace luthérienne en Hollande s'était plusieurs fois permises, en déposant les magistrats catholiques, et en s'emparant par force des églises. Ce parti offrit en septembre 1577 à l'*archiduc Mathias d'Autriche* le gouvernement des Pays-Bas. Ce prince, qui était fier, ambitieux et fort entreprenant, accepta cette proposition et se rendit, au commencement d'octobre, de Vienne dans les susdites provinces, sans en avoir prévenu, à ce qui paraît, l'empereur Rodolphe II son frère, et la Cour de Madrid. Le 7 décembre 1577, Don Juan fut déclaré par les États perturbateur du repos et ennemi du pays, à cause de l'occupation astucieuse du château de Namur. Après que Mathias eut accordè quelques conditions restrictives, par rapport à la religion et à l'administration du pays, il reçut, le 20 janvier 1578, le serment de fidélité des États à Bruxelles, en qualité de gouverneur-général; et le prince d'Orange fut confirmé, le même jour, dans le gouvernement des provinces septentrionales, et comme lieutenant de l'Archiduc.

Alexandre Farnèse, fils de Marguerite de Parme, ci-devant gouvernante des Pays-Bas, arriva avec les troupes espagnoles d'Italie dans ces provinces. Don Juan commença la guerre contre les États et battit, le 31 janvier 1578, leur armée près de Gemblours. Louvain, Diest et plusieurs autres villes en Brabant et en Hainaut, se rendirent aux troupes de ce prince. Mais le 8 février, la puissante cité d'Amsterdam se joignit aux provinces confédérées. L'armée des États se trouva forte de 50,000 hommes par les secours que lui envoyèrent plusieurs

princes protestants d'Allemagne. Outre cela, les États avaient reçu de la reine Élisabeth d'Angleterre des sommes d'argent considérables, à la place des troupes qu'elle leur avait promises, et le duc d'Anjou avait, en juillet, concentré un corps de 9000 hommes sur la frontière du Hainaut, pour soutenir l'armée confédérée. Le 13 août à Mons, les États wallons (catholiques) conclurent une convention avec le duc, par laquelle ils le proclamèrent protecteur de la liberté flamande, et lui donnèrent même l'espérance de le choisir pour leur Souverain. Le 1 octobre, Don Juan fut enlevé par une mort subite, que presque tous les historiens assurent n'avoir pas été naturelle. Peu de temps auparavant, il avait remis le gouvernement à Alexandre Farnèse.

Ce prince employa toutes les ressources de la plus fine politique, de même que la sévérité et la force militaire, pour rétablir la domination espagnole dans les Pays-Bas. Les provinces étaient désunies entre elles. Les deux partis religieux se persécutaient avec une grande animosité. À la vérité le prince d'Orange ménagea, le 16 décembre à Gand, un accord entre les Catholiques et les Protestants; mais dès le 6 janvier 1579, les provinces d'Artois, de Hainaut et Douai, conclurent entre elles une union pour le maintien de la Foi catholique et de la souveraineté espagnole. Le 17 mai ils signèrent dans l'abbaye de Saint-Vaste à Arras une transaction avec Farnèse, par laquelle ils se soumirent de nouveau entièrement au roi d'Espagne, moyennant l'assurance que l'édit perpétuel et la paix de Gand seraient maintenus, et que les troupes étrangères quitteraient le pays. Les cinq provinces septentrionales: la Gueldre et Zutphen, la Hollande, la Zélande, Utrecht et la Frise, au contraire, conclurent, le 23 janvier 1579 à Utrecht, une confédération, par laquelle ces pays se soustraiaient entièrement à la

domination espagnole. Over-Yssel et Groningue accédèrent aussi plus tard à cette union. Le 29 juin, Farnèse prit Maestricht d'assaut. Tous les Pays-Bas furent déchirés par les factions, et la guerre civile désolait déjà plusieurs de ces provinces.

Dans l'entrefaite, la Cour de Madrid avait accepté la médiation que lui avait offerte l'empereur Rodolphe. Les négociations commencèrent à Cologne, au mois de mai 1579. Les principaux plénipotentiaires furent: de la part de l'Empereur les électeurs de Trèves et de Cologne; de la part de l'Espagne le duc de Terranova, et de la part des provinces néerlandaises le duc d'Arschot. Mais le congrès fut rompu en janvier 1580, parce que les envoyés espagnols n'étaient pas autorisés à accorder aux États la liberté de conscience. Ainsi donc, au printemps, la guerre intestine commença entre les Wallons du duc de Parme et les adhérents du prince d'Orange qui furent soutenus par des Anglais. Par un édit, daté de Maestricht le 15 mars, le roi d'Espagne proscrivit de nouveau le prince Guillaume. Comme les États confédérés reconnurent l'impossibilité de faire avec leurs propres forces seules la guerre à l'Espagne, les provinces de Brabant, de Flandre, de Hollande, de Zélande, de Malines, de Groningue et de Frise conclurent, le 19 septembre 1580 à Plessis-les-Tours, un traité avec la France, dans lequel ils transportaient à François-Charles de Valois, duc d'Anjou, frère du roi Henri III de France, la souveraineté des Pays-Bas héréditairement pour lui et ses descendants mâles, et le reconnaissaient pour leur prince. Le roi Henri promit des subsides notables. À Bordeaux le 23 janvier 1581, le traité fut juré par les plénipotentiaires respectifs. En vertu d'une convention secrète avec le duc d'Anjou, le prince Guillaume d'Orange fut proclamé régent souverain de la Hollande, de la Zélande et de la Frise. Le 26 juillet 1581

à la Haye, les provinces des Pays-Bas confédérées renoncèrent, par une déclaration publique, à l'obéissance du roi d'Espagne. Dans ces conjonctures fâcheuses, l'archiduc Mathias, se voyant sans autorité, quitta son poste de gouverneur-général qu'il ne pouvait plus conserver avec honneur, et retourna, au mois d'octobre 1581, par Cologne en Autriche. Il fut fort mal reçu par Rodolphe II son frère qui, de même que le roi d'Espagne, était très-mécontent de la conduite que l'Archiduc avait tenue dans les Pays-Bas. L'Empereur ne lui permit point de se rendre à Prague, et lui assigna la ville de Linz pour résidence.

Vers le même temps, il s'était de nouveau élevé, dans plusieurs contrées de l'Allemagne, des troubles au sujet de la religion. En *Autriche*, où Maximilien II avait, si non permis, au moins toléré l'exercice du culte protestant, les seigneurs et chevaliers luthériens avaient depuis 1574 tenu, du consentement de ce Souverain, des assemblées religieuses dans la salle de l'hôtel des États à Vienne: tous les habitants de cette capitale qui professaient la même doctrine, se pressèrent dans la suite pour y être admis, et les prédicateurs franchirent bientôt dans leur zèle fanatique les bornes de la prudence et de la modération. La religion catholique et les cérémonies ecclésiastiques, le pape, les moines etc. furent pris pour objets de leurs attaques. Outre cela, ces ministres se glissèrent, contre le sens exprès de la concession faite par Maximilien, dans les maisons des bourgeois, et employèrent tous les moyens possibles pour gagner des partisans à leur secte. Parmi la Noblesse le nombre des Luthériens s'était déjà tellement accru, que dans les affaires du pays qui étaient du sort des États, les Protestants avaient acquis une pré-
nce décidée sur les Catholiques. Pour obvier à
gouvernement fut obligé de restrein-

tre les limites de la tolérance que les religionaires avaient manifestement outrepassées.

L'*archiduc Erneste*, gouverneur de l'Autriche, défendit, le 7 juin 1577, aux bourgeois de Vienne de prendre part au culte protestant. Au commencement de mai 1578, l'empereur Rodolphe somma les États évangéliques de l'Autriche d'interdire aux prédicants téméraires, mentionnés ci-dessus, l'exercice de leurs fonctions et de s'abstenir de toute tentative ultérieure pour propager le Protestantisme parmi les basses classes de la nation. Comme les États refusèrent de se conformer à cet ordre souverain, Rodolphe II eut recours à des moyens plus rigoureux. Par un décret du 21 juin, le culte protestant et l'école évangélique à Vienne furent supprimés, et les prédicateurs et professeurs bannis du pays. La même chose eut lieu, immédiatement après, dans plusieurs autres endroits, particulièrement dans les villes et bourgs de la basse Autriche appartenants au Souverain. Les habitants luthériens de ces places furent sommés de revenir au giron de l'Église catholique, et on leur fixa pour cet effet certains termes, après l'expiration desquels les récalcitrants devaient quitter les pays. Les temples furent également fermés dans les lieux appartenants à la Noblesse dont les possesseurs, en contravention à l'ordonnance impériale, accordaient aux bourgeois de Vienne l'accès aux prêches. Mais toutes ces mesures, au lieu de rendre les religionaires plus dociles, ne firent qu'accroître leur obstination; ce qui engagea l'Empereur à user encore d'une plus grande sévérité. Il fut ordonné, qu'avant d'être nommé à un emploi de magistrature dans les villes et les bourgs, qu'avant même d'obtenir le droit de bourgeoisie, chaque candidat serait tenu de subir un examen dans la doctrine chrétienne et de garantir par un serment sa fidélité à l'Église catholique romaine. Il fut enjoint à l'université

de Vienne de ne promouvoir personne au doctorat ou de lui conférer une place de professeur, qui n'aurait pas fait auparavant la confession de Foi prescrite. Au mois de novembre 1580, la vente de tous les livres luthériens fut aussi défendue. Les inconvenances grossières que les membres évangéliques des États se permettaient dans la Diète envers les prélats et autres seigneurs catholiques, ayant presqu'entièrement éloigné ces derniers des assemblées délibérantes, par où la direction des affaires les plus importantes du pays, surtout celles qui concernaient les contributions, se trouvait entre les mains des Protestants, Rodolphe II exhorta les seigneurs et chevaliers catholiques à remplir leurs devoirs comme membres du collège des États, et promit de les protéger contre toute offense ultérieure.

Les Protestants, qui étaient fort aigris de ces restrictions, que leurs propres ministres avaient provoqués en portant, par leur prosélytisme, atteinte à la religion dominante du pays, mirent tout en usage pour se procurer la liberté de conscience. Ils avaient remis, dès l'année 1578, à l'archiduc Erneste, gouverneur-général de l'Autriche, une représentation à ce sujet. Mais ce prince les éconduisit, en leur dépeignant vivement les abus qu'ils avaient faits des privilèges religieux qui leur avaient été concédés. Deux ambassades que les religionaires envoyèrent pour le même objet à l'Empereur, n'eurent point un plus heureux succès. Les États protestants de la haute Autriche s'engagèrent entre eux, le 5 septembre 1578, à continuer, nonobstant la défense de l'Empereur, l'exercice de leur religion dans leur hôtel à Linz. Mais ceux de l'Autriche intérieure arrachèrent, dans la Diète de 1578 à Bruck, par des menaces à l'*archiduc Charles* la permission d'exercer leur culte tant dans leurs domaines, que dans les villes de Gratz, de Clagenfort et de Laibach.

En juillet 1579, la populace protestante de Vienne se souleva pour obtenir l'autorisation de pratiquer librement leur religion. Mais on étouffa bientôt cette sédition. Dans l'année 1581, l'Empereur ordonna par un édit aux Frères moraves ou *Picardites* de quitter la Bohème. L'archiduc Charles interdit, dans la Diète au printemps 1582, aux bourgeois de l'Autriche intérieure l'exercice du culte protestant. L'*archiduc Ferdinand* de Tyrol se vit obligé d'éloigner de son territoire les prédicants du Luthéranisme qui y avaient plusieurs fois troublé la tranquillité publique.

Cependant les dangers dont la Hongrie était toujours menacée de la part des Turcs, et l'état de confusion où se trouvaient les Pays-Bas, engagèrent l'Empereur à tenir, le 3 juillet 1582, une Diète à Augsbourg, où ce prince rendit compte aux États des rapports avec la Porte Ottomane depuis la trêve conclue 1575 avec le sultan Amurat et la mort de l'empereur Maximilien III. Nous savons que ce monarque s'était proposé de disputer, les armes à la main, à Étienne Bathori la possession de la couronne de Pologne. Un corps de troupes impériales avait déjà passé les frontières de la Transylvanie et pénétré en Pologne; un autre marcha par la Marmaros vers ce royaume. Mais Rodolphe II rappela ces troupes d'abord après son avénement au trône. Les Turcs avaient en 1576-1577 entrepris plusieurs courses dans les pays autrichiens.

L'archiduc Charles, régent de l'Autriche intérieure, fut alors confirmé par l'empereur Rodolphe dans la place de Général en chef héréditaire des frontières de Croatie et d'Esclavonie. L'Archiduc fit fortifier en Styrie les villes de Gratz, de Furstenfeld et de Radkersbourg, en Croatie Canissa, Pétrinia, Varasdin et autres endroits, et posa le fondement de la place d'armes de Carlstadt. Les États de l'Autriche intérieure s'obligèrent à payer an-

nuellement certaines sommes pour l'entretien des forteresses croates et des troupes, destinées à défendre ces frontières. Pour la construction de Carlstadt ils accordèrent une somme particulière de 200,000 florins. En revanche, les arrangements à faire pour la défense des frontières de Croatie devaient dépendre de la direction d'un Conseil de guerre séant à Gratz. Les demeures des Uscoques, qui étaient particulièrement chargés de la défense de ces frontières, étaient sous la dépendance du Généralat. Le ban de Croatie demeura régent des districts du pays qui n'étaient pas soumis au Généralat, comme aussi juge supérieur et chef des habitants de ces cantons.

Dans la Diète de Presbourg, en février 1578, les États approuvèrent l'*organisation de la Limite militaire de Croatie*, et acceptèrent aussi l'archiduc Charles pour commandant-général des frontières hongroises. Sur ces entrefaites, les Turcs avaient continué leurs incursions. L'archiduc Charles, usant de représailles, leur fit enlever en 1579 Ruzin, Zrin et plusieurs autres places. En septembre 1580, le bey de Posséga fut battu près de Copreinitz-sur-la-Drave. D'autres bandes ottomanes éprouvèrent une défaite sur la Teisse, près de Nadodvar.

Christophe Bathori, vayvode de Transylvanie, avait, en avril 1581, fait choisir par les États son fils Sigismond, âgé de neuf ans, pour son successeur. Le roi Étienne de Pologne avait consenti, malgré lui, à cette mesure, contre laquelle Rodolphe protesta, mais qui fut approuvée par le sultan. Christophe étant mort peu de temps après (le 27 mai 1581), un comité de douze Transylvains fut chargé de l'administration du pays, pendant la minorité de Sigismond; mais le roi de Pologne confia, le 6 mai 1583, la régence à trois gouverneurs. Étienne Nyari, ambassadeur du roi de Hongrie, avait conclu à Constantinople une prolongation de la trêve,

qui finissait, pour huit ans, à compter du 1 janvier 1581. Néanmoins, la guerre avec les pachas turcs des frontières continua sans interruption. Des châteaux furent réciproquement assiégés, assaillis et dévastés, des villages pillés et saccagés; des combats sanglants eurent lieu et beaucoup de Chrétiens furent trainés en esclavage par les Mahométans. La seule circonstance qui distinguait cette lutte d'une guerre effective, c'était celle que le sultan ne mit point exprès pour cela un corps d'armée en campagne, et que les agressions se firent d'après le caprice de pachas particuliers, sans déclaration de guerre et sans justification, c'est-à-dire à la manière des brigands.

Dans l'année 1581 l'Autriche intérieure, la haute et la basse Autriche s'unirent pour la défense commune contre les attaques de Turcs, qui avaient de nouveau inquiété plusieurs de ces provinces par des courses dévastatrices. L'archiduc Charles appuya, dans la Diète d'Augsbourg en 1582, la demande que fit l'Empereur d'un secours contre les Turcs, par un mémoire, dans lequel il détaillait la misère et les désastres que les provinces de l'Autriche intérieure, ainsi que les frontières croates et vénèdes, confiees à sa garde, éprouvaient par les invasions continuelles des Ottomans. Les États de l'Empire, surtout les princes et États protestants, en général, et toutes les villes se montrèrent peu disposés à consentir à la demande de l'Empereur. À la fin cependant on accorda un secours de quarante mois romains en argent, à répartir en cinq années. Les États promirent en outre dix mois romains, payables sur-le-champ, en cas que le sultan commençât une guerre formelle contre la Hongrie, ou contre d'autres pays chrétiens.

Un événement fort inattendu alarma, cette année, l'Empire. Gebhard de Truchsess comte de Waldbourg, archevêque et électeur de Cologne, embrassa en décembre

1582 publiquement la confession d'Augsbourg, et proclama l'exercice libre de la religion dans son diocèse. Mais les États du pays rejetèrent ces novations, incompatibles avec la paix de religion; le pape excommunia Gebhard, qui dans l'intervalle s'était marié avec la comtesse de Mansfeld, et il ordonna qu'on élût un nouvel archevêque. Le Chapitre métropolitain déclara à Gebhard la guerre et choisit, le 23 mai 1583, le prince Erneste de Bavière, évêque de Liége et de Fribourg, pour archevêque de Cologne. Expulsé de toutes ses possessions par des troupes bavaroises et espagnoles, l'ancien électeur trouva d'abord un refuge en Angleterre, et plus tard à Strasbourg, où il remplit les fonctions de doyen du Chapitre jusqu'à sa mort, arrivée le 21 mai 1601.

Ce fut aussi dans la Diète d'Augsbourg en 1582, que l'empereur Rodolphe proposa aux États d'adopter le nouveau *calendrier* [1], que le pape *Grégoire XIII* avait introduit par une bulle, en date du 24 février 1581. Les États de l'Allemagne s'opposèrent à l'adoption de cette réforme nécessaire, parce qu'ils appréhendaient sans aucun fondement que les peuples, en recevant de la Cour de Rome des lois dans l'Astronomie, n'en reçussent aussi

[1]) Ce calendrier fut appelé *grégorien*, parce que le pape Grégoire XIII acheva de le faire corriger. Notre calendrier nous vient de Romulus, premier roi de Rome, qui partagea l'année en dix mois. Numa-Pompilius, son successeur, y ajouta deux mois. Cet ancien calendrier, sujet à beaucoup d'erreurs, fut corrigé par Jules-César, et prit le nom de *julien*. Charlemagne l'introduisit en Allemagne. Comme on le trouva encore fautif, on parla de le corriger dans plusieurs conciles, mais sans effet. Enfin Grégoire XIII, ayant appelé à Rome plusieurs astronomes, le fit rectifier. Ce fut l'ouvrage de dix ans. On l'envoya à toutes les nations de l'Europe. Les Catholiques s'empressèrent de l'accepter; mais il fut rejeté par les Protestants. Les deux calendriers causèrent beaucoup de confusion en Allemagne jusqu'en 1700, où les Protestants acceptèrent également le grégorien; depuis ce temps toutes les nations chrétiennes, les Russes et les Grecs exceptés, ne se servent plus d'autre calendrier.

des lois dans la religion. Toutefois l'Empereur, convaincu de la nécessité de régler le Style en Allemagne d'après le calendrier, déjà adopté par l'Italie et autres États voisins, enjoignit, par un décret du 4 septembre 1583, à tous les *pays autrichiens d'Allemagne* l'introduction du calendrier grégorien, et elle fut en même temps recommandée avec instance aux états de l'Empire germanique. L'archiduc Charles de l'Autriche intérieure, et larchiduc Ferdinand, Souverain du Tyrol et des pays d'Autriche antérieurs, ordonnèrent aussitôt l'introduction du nouveau calendrier dans leurs provinces. La Diète de Bohème aussi décréta que le nouveau calendrier romain serait reçu dans les pays de Bohème, de Moravie et de Silésie, à commencer de l'année suivante 1584. Alors les États catholiques de l'Empire ne firent plus difficulté d'adopter le nouveau Style. Mais les Protestants restèrent encore plus d'un siècle fidèles à l'ancien calendrier. Dans la Diète de Hongrie, qu'ouvrit Rodolphe en personne, le 1 mars 1583, ce monarque proposa d'introduire le calendrier grégorien dans le royaume. Mais les États s'en excusèrent également par la raison qu'ils craignaient de concéder par là une influence dominante à la Cour pontificale. Néanmoins, le Roi recommanda aux évêques le nouveau calendrier, et de cette manière celui-ci se répandit successivement en Hongrie aussi.

Le roi Étienne de Pologne étant mort, le 13 décembre 1586, une partie des États du royaume élevèrent, le 18 août de l'année suivante, sur le trône le prince Sigismond de Suède, fils de la princesse polonaise Cathérine, soeur de Sigismond-Auguste, dernier roi du sang des Jagellons. Une autre faction, dont les chefs étaient le comte Stanislas Gorka, vayvode de Posen, et le chancelier du royaume, Zborowsky, proclama, le 22 août, *Maximilien*, frère de l'empereur Rodolphe. Les deux

concurrents se rendirent en Pologne, à la tête de quelques troupes. Maximilien, qui avait en vain sommé Cracovie de lui ouvrir les portes, ayant essuyé, le 25 novembre 1587, un échec près de cette ville, se retira en Silésie. Sigismond fut couronné à Cracovie, le 27 du mois suivant. Cependant Maximilien, ayant été renforcé en janvier 1588 par quelques troupes volontaires hongroises, livra près Pitschen en Silésie un combat à l'armée de Zamoiski, général de Sigismond, qui était fort supérieure à la sienne (24 janvier). L'Archiduc fut vaincu, assiégé dans Pitschen et fait prisonnier, le 28 du même mois. Il fut conduit au château de Krasnostaw près Lublin, et ne recouvra sa liberté qu'au mois d'août de l'année suivante, après avoir formellement renoncé à la couronne de Pologne en faveur de Sigismond. Cet accommodement se fit par la médiation des Cours de Rome et d'Espagne.

Malgré la paix conclue entre la Hongrie et la Porte Ottomane, les hostilités continuaient toujours. Le 8 octobre 1588, le corps d'armée du pacha de Bude, fort de 12,000 hommes, qui avait entrepris une attaque sur Szikszo, fut battu et en grande partie anéanti par une troupe de 3000 Hongrois qui était accourue au secours de la place. En novembre on enleva aux Turcs le château de Gesztes par surprise. Mais l'Empereur, voulant éviter une nouvelle guerre avec les Turcs, leur fit restituer ce château, et remettre en avril 1589 au sultan le cens de la dernière année. Mais Amurat demanda aussi les deux années d'arrérages, et les pachas des frontières ravagèrent les environs de Canissa, d'Erlau et d'Albe-Royale jusqu'à ce qu'on eut remis à la Porte les sommes réclamées (en septembre 1590). Peu de mois après (en décembre), l'internonce impérial Pezzen obtint, non sans peine, du sultan Amurat une prolongation de la paix pour huit ans. Toutefois le grand visir Sinan Pacha déclara que la

Porte se réservait le droit de regarder la trêve comme rompue et de recommencer les hostilités, si le cens stipulé n'était pas ponctuellement payé, ou si l'Empereur s'immisçait dans les affaires de la Pologne, ou enfin si les Uscoques de Zengg ne cessaient leurs incursions sur le territoire ottoman. L'*archiduc Charles*, régent de l'Autriche intérieure et commandant de la limite militaire de Croatie, étant mort le 10 juillet 1590, l'*archiduc Erneste* géra, comme tuteur de l'archiduc Ferdinand, fils aîné de l'archiduc Charles, l'administration politique et le commandement militaire dans ces pays.

Dans l'année 1591, les Turcs recommencèrent leurs ravages avec plus d'audace que jamais. Hassan, pacha de Bosnie, voulant se venger des invasions des Uscoques, fit parcourir la Croatie par ses troupes. Les commandants impériaux répondirent à ces agressions par d'égales hostilités. En avril 1592, Hassan conquit Chrastowitz au mois de juin Bihatsch, et fit ensuite construire le château de Pétrinia. Le 19 juillet, il battit le ban Thomas Erdődy, près de Breszt-sur-la-Colape; après quoi il attaqua Sissek, mais sans succès. Le grand danger qui menaçait alors les pays autrichiens, engagea l'Empereur à convoquer des Diètes dans toutes les provinces, pour inviter les États à appeler promptement sous les drapeaux les hommes en état de porter les armes, et à presser avec activité les enrôlements et autres préparatifs de guerre. L'archiduc Erneste et le margrave Charles de Burgau furent nommés commandants des troupes rassemblées au camp près de Carlstadt et d'Agram. Sur ces entrefaites, Rodolphe avait sollicité le secours des princes d'Allemagne, du roi d'Espagne, du pape et des États d'Italie. Les troupes hongroises, comme celles du margrave de Burgau, arrivèrent au mois de novembre près d'Agram, pour empêcher les Turcs de s'avancer davan-

tage en Croatie; mais la saison était déjà trop avancée et le temps trop mauvais, pour entreprendre encore une opération de quelque importance.

Hassan pacha avait investi, au mois de juin 1593, Sissek pour la seconde fois; mais le ban Erdődy, le capitaine du pays vénède, Rupert Eggenberg, et le commandant de Carlstadt, André d'Auersperg, qui avaient rassemblé dans Agram un corps de 5000 hommes tout au plus, s'avancèrent résolument au secours de la place menacée. Le pacha se mit en marche de Sissek, à la tête de 20,000 hommes, et passa la Colape sur un pont qu'il avait fait dresser sur cette rivière, pour aller à la rencontre de ses ennemis. Mais ayant été attaqué par les Impériaux pendant qu'il effectuait son passage, il fut anéanti avec toute son armée, dont à peine 2000 hommes échappèrent à la mort. Parmi ceux qui perdirent la vie dans cette journée, se trouvaient Hassan lui-même, le neveu du sultan, Mehmed, sandschak de Herzégovine, et quarante beys. Les 10,000 Turcs qui étaient restés près de Sissek, pour continuer le siège de cette forteresse, informés de la défaite de leurs frères, prirent précipitamment la fuite.

Le sultan Amurat, irrité de la victoire que les Impériaux venaient de remporter, déclara en juillet formellement la guerre à l'Empereur, et ordonna à Sigismond Bathori, vayvode de Transylvanie, de la commencer également de son côté. Mais ce prince s'était en secret allié avec l'empereur Rodolphe II, n'ayant pu faire autrement dans la situation critique où il se trouvait. Par conséquent il ne chercha qu'à gagner du temps, et instruisit l'Empereur des projets et des mouvements des Turcs, se flattant de l'espoir que la guerre prendrait un tour favorable qui lui permettrait de se déclarer ouvertement contre les Ottomans.

Le grand vizir Sinan pacha commença les opérations

avec vigueur; et la désunion qui régnait entre les Généraux impériaux lui en facilita l'exécution. Les Turcs, après avoir pris Sissek d'assaut, le 24 août, passèrent la Save, et dévastèrent le pays jusqu'aux portes d'Agram par le feu et la flamme. Le 2 octobre, Sinan pacha arriva avec une armée de 40,000 hommes devant Vesprim. La garnison s'enfuit de la place; mais ayant été atteinte par l'ennemi, elle fut en partie faite prisonnière, en partie passée au fil de l'épée. Le 13 octobre, Sinan pacha fit commencer le bombardement de Pallota. Cette place se rendit, après une courte résistance, par capitulation. Il avait été stipulé qu'il serait permis à la garnison de sortir librement; mais à peine fut-elle à quelque distance de la place, qu'on l'enveloppa et massacra impitoyablement. Après cette expédition, le grand vizir mit ses troupes en quartiers d'hiver. Peu de temps après, le sultan, qui était engagé dans une querelle avec la Perse, rappela Sinan pacha de la Hongrie. Sigismond Bathori, qui avait retardé la marche de ses troupes jusqu'à ce que la campagne fut terminée, reçut une forte réprimande de la part du sultan, avec l'ordre de se joindre immanquablement, l'année prochaine, à l'armée de grand vizir.

Cet acharnement des Turcs contre les Hongrois, tant de traités violés, ces brigandages autorisés par la Porte, auraient dû apprendre assez aux États de la Hongrie, que le dessein de s'emparer de tout ce royaume était héréditaire chez les empereurs ottomans. Cependant les magnats et les députés du pays, aveugles sur les dangers qui les entouraient, au lieu de prendre les mesures que les circonstances exigeaient si impérieusement, restaient dans une inaction qui étonnait l'Europe, et indignait les vrais amis de leur patrie. Pendant que les Turcs prenaient des villes et désolaient les campagnes, la Diète délibérait sur les subsides nécessaires à l'entretien de l'armée et à la

défense du royaume. Ce ne fut qu'au mois d'octobre qu'un corps de 18,000 hommes à pied et un nombre proportionné de cavaliers, composé de différentes troupes hongroises, allemandes et bohêmes, se rassembla près de Comorn-sur-le-Danube. Les généraux *Palfy*, *Hardegg*, *Zrini*, *Nadasdy* et *Redern* convinrent de couvrir Dotis, menacé d'une attaque de la part des Turcs, et d'assiéger Albe-Royale. Le 27 et 28 octobre, l'armée chrétienne passa le Danube. L'avant-garde conquit, le 31 du même mois, un des faubourgs d'Albe-Royale. Le pacha de Bude accourut au secours de la place et attaqua, le 2 novembre, le camp du général Hardegg; mais il fut repoussé avec perte de 10,000 hommes. Malgré ce succès brillant, l'armée impériale leva le siège d'Albe-Royale qui était vigoureusement défendue, et se retira à Comorn et à Raab, les troupes ayant fait leur temps et abandonné leurs drapeaux, sans qu'on eût pu les retenir.

Un corps particulier de 14,000 hommes, stationné dans la haute Hongrie sous les ordres de *Christophe Tieffenbach*, qui avait reçu de la grande armée quelques renforts sous Palfy, enleva vers la fin de novembre, Szabadka et Divin aux Turcs. Filek était assiégé depuis le 10 du même mois. Le pacha de Témeswar s'avança, à la tête de 18.000 hommes, pour délivrer la place. Tieffenbach alla avec 7000 hommes à la rencontre de l'ennemi, surprit le pacha dans son camp à quatre lieues de Filek, près de Szetsen, et mit ce corps d'armée en fuite. Le pacha lui-même et plusieurs milliers de Turcs furent tués, et trente pièces de canon avec tout le bagage tombèrent au pouvoir des Impériaux. L'armée triomphante prit Filek d'assaut (26 novembre). La citadelle capitula. Plusieurs autres châteaux furent abandonnés par les Ottomans. En décembre, Tieffenbach prit également ses quartiers d'hiver.

À cette époque, la direction supérieure du départe-
nt de la guerre subit de grands changements. Le prince
Parme, Alexandre Farnèse, gouverneur-général des
ys-Bas, étant mort le 3 décembre 1593, l'archiduc
neste fut nommé par le roi Philippe II pour succéder
défunt dans le gouvernement des susdites provinces.
défense des frontières et la direction des forces mili-
res en Hongrie furent confiées à l'archiduc *Mathias*.
archiduc *Maximilien* régit alors, comme tuteur du
ince Ferdinand, l'Autriche intérieure, et dirigea la dé-
se des frontières en Croatie.

L'archiduc Mathias, s'étant mis à la tête de l'armée
e son frère Rodolphe destinait contre les Turcs, ouvrit la
mpagne de 1594 par le siège de Novigrade, qui se rendit
2 mars. Dans le même mois Berzentze, Chorgo et
sieurs autres places en Croatie furent conquises. L'Ar-
duc avait l'intention de faire le siège de Strigonie, et
mée s'était déjà mise en marche vers cette ville; mais
temps rigoureux et les mauvais chemins nécessitèrent
prince à la rappeler à Comorn et à la mettre en quartiers
cantonnement. Raab fut désigné pour lieu de rassem-
ment de l'armée pour le mois d'avril suivant.

L'empereur Rodolphe avait, avec toute l'activité
exigeaient les dangers qui menaçaient toute la chré-
té, envoyé des ambassadeurs dans toutes les contrées
l'Europe, pour engager les Souverains de ces pays à
secourir contre l'ennemi commun. Dès le mois de
rier, Stanislas Clopitz, hetman ou chef d'un corps de
00 *Cosaques saporégiens* [1]), au service de l'Empereur,

[1]) Cette milice s'est rendue plus tard et encore de nos jours si remarquable, que je ne puis me dispenser d'en faire une briève description. Quelques étymologistes font dériver le nom des *Cosaques* de *Kosak* dans la Cubardie; mais il est beaucoup plus vraisemblable qu'il vient de *Kasak*, qui veut dire en turc autant que brigand, et en tatare autant que cavalier léger ou chevau-léger, ou peut-être d'une province Kaschia.

avait été envoyé avec des lettres de Rodolphe au czar Féodor Ivanowitsch à Moscou, comme aussi aux vayvodes

Il se peut qu'ils soient d'origine tatare. Leur plus belle stature d'à présent ils la doivent évidemment à l'union avec des femmes du sang circassien, de qui ils tiennent aussi une plus grande propreté (en comparaison des Russes proprements dits) et le meilleur soin du corps. Ils parlent la langue russe, mélée de mots polonais et turcs. Leurs demeures, qui sont peu spacieuses, sont assises sur des fleuves. Leur occupation en temps de paix consiste dans l'entretien du bétail, la culture de la vigne et le jardinage. L'agriculture ne s'étend que sur les productions ordinaires de la campagne, et l'industrie sur les nécessités de la vie les plus pressantes. Dans quelques endroits on fait aussi le commerce. En temps de guerre les Cosaques sont comme cavalerie légère fort à leur place. La lance leur sert d'arme principale; ils emploient aussi le sabre et les pistolets, et même l'arc en cas de besoin. Dans l'attaque régulière on ne peut employer que les Cosaques proprement organisés militairement et enrégimentés, surtout ceux du Don. Les autres sont redoutables, à cause de la vigueur agile de leurs petits chevaux (qui peuvent faire 10 à 12 milles par jour et sont instruits à franchir des fossés, à traverser les rivières les plus rapides, et à gravir d'un pas sûr au bord des précipices), et à cause de leur infatigabilité dans les charges plusieurs fois réitérées, surtout pour les fuyards et ceux qui marchent par détachements isolés, comme aussi pour les attaques sur le bagage etc. Comme ils ont les sens fins, ils sont excellents pour le service des avant-postes et pour faire la patrouille. On peut diviser les Cosaques en trois grandes classes. *A. Les Cosaques Malorosses* ou de la petite Russie; ils prirent probablement origine pendant les guerres polonaises dans le XIVème siècle, où les habitants de ces contrées, inquiétés par des irruptions ennemies, cherchèrent sûreté sur les rives du Bug et du Niester; ils y construisirent des maisons, se donnèrent une constitution militaire et firent des courses déprédatrices sur les terres des peuples voisins. Le roi Sigismond de Pologne concéda à ces dangereux colons, qui furent alors appelés *Cosaques Saporégiens*, une pièce de terre au-dessus des cataractes du Nieper, et Tscherkask ou Tscherkassi devint leur capitale, d'où provient le nom de *Cosaques Tscherkassiens*. Étienne Bathori leur donna 1576 des institutions particulières, et forma de ce peuple guerrier six régiments, chacun de mille hommes sous un hetman ou chef particulier. Sigismond III restreignit leurs droits, leur defendit les courses qu'ils avaient coutume de faire, et voulait les contraindre à embrasser la religion catholique. Il s'ensuivit une longue guerre, dont le résultat fut que Jean-Casimir se vit obligé 1667 de céder les Cosaques en partie aux Turcs et en partie aux Russes. *B. Les Cosaques du Don*, desquels

aron de Valachie et Janus de Brzesc. À Moscou se ›uvait en outre l'envoyé impérial Varcorius. Cet amssadeur reçut non-seulement du czar l'assurance, qu'il ait disposé à seconder les vues de l'Empereur, mais il ofita encore de la présence d'une ambassade persanne à Cour de Russie pour poser la base d'une union polime entre le Souverain de la *Perse* et l'Empereur, laelle union se réalisa effectivement plus tard. Le roi de ilogne fut, à la vérité, empêché par la paix qui existait tre lui et le sultan, de soutenir publiquement l'Empeur, toutefois il s'engagea à ne mettre en aucune manière stacle aux plans de ce monarque, et d'accomplir le sir de l'Empereur, pour autant qu'il n'était pas en conıdiction ouverte avec les stipulations du dit traité de paix. :s princes et États d'Italie promirent leur soutien et de rgent. Le pape envoya et soudoya 500 fantassins et 0 cavaliers, et imposa une contribution de guerre de : pour cent sur les revenus ecclésiastiques. Le grand-c de Toscane, les ducs de Mantoue, de Ferrare, de

sont sortis plusieurs colonies de Cosaques, nommément ceux de Terek, de Mozdock, du Bug, d'Oural, d'Orenbourg, du Volga, de Derbent et de la Sibérie etc. Ces derniers se subdivisent en *Cosaques Toungouses* et *Bouriats* ou *Bratskis*, et en ceux de *Tobolsk*, de *Tomsk* et d'*Irkoutsk*. C. Les *Cosaques Tschernomorskis* ou de la mer Noire, que les Polonais appellent *Haidamaques*. On compte en tout 800,000 (selon d'autres 600 à 700,000) Cosaques en état de porter les armes, dont 10,000 seulement firent service dans la guerre de sept ans, et bien 100,000 peut-être dans celle de 1812 — 1814, non compris ceux qui portaient le nom de Cosaques sans appartenir à cette troupe leste et courageuse. On sait que dans cette campagne à jamais mémorable, qui décida du sort de l'Europe, les Russes levèrent aussi des paysans ordinaires, les armèrent, dans leur costume national, d'une lance et les placèrent sur des chevaux. Quoique ces hordes ramassées fussent naturellement mal disciplinées, on ne les en confondit pas moins avec les Cosaques réguliers; en sorte que le pillage et les excès que commettaient ces *Cosaques-Paysans*, comme aussi leur peu de bravoure, furent attribués aux Cosaques réguliers.

Parme et d'Urbino, et les républiques de Venise, de Gènes et de Lucques donnèrent en partie des troupes, en partie des subsides. Une alliance plus étroite fut négociée avec Sigismond Bathori, vayvode de Transylvanie. Ce prince fit dès le printemps 1594 ses dispositions, pour s'affranchir de la dépendance de la Porte Ottomane. Mais une partie des États du pays étaient fort mécontents de ce projet, et se conjurèrent en été pour livrer leur prince aux Turcs, et proclamer Balthasar Bathori, son cousin, Souverain du pays. Mais le complot ayant été découvert, Balthasar et les autres conjurés furent mis à mort. Cet événement engagea le prince Sigismond à s'unir encore plus étroitement à l'Empereur; et son ministre Étienne Bocskai poussa avec grand zèle les négociations à Prague; cependant ce ne fut qu'au mois de janvier de l'année suivante, qu'on en vint à une conclusion.

La Diète bohème, tenue au mois d'octobre 1593 à Prague, avait assuré à l'Empereur un secours de troupes et d'argent pour trois ans; et en effet au printemps 1594 un corps de 6000 cavaliers bohèmes et quelques troupes d'infanterie, sous les ordres du comte Sébastien de Schlick, de Rodolphe de Tieffenbach et de plusieurs autres chefs, se mirent en marche pour la Hongrie.

Le 23 mai 1594, l'Empereur avait ouvert en personne la Diète d'Empire à Ratisbonne, et demandé avec instance des secours contre les Turcs. Les princes protestants, dans l'assemblée tenue au mois de mars à Heilbronn, étaient convenus entre eux de n'accorder absolument aucun subside à l'Empereur, avant qu'ils n'eussent obtenu de lui le redressement de leurs griefs de religion. Malgré leur opposition, une grande majorité des États vota des sommes assez notables. Mais comme le versement des contingents ne devait se faire qu'en plusieurs années, et que le premier payement n'échéait qu'à Noël

94, après la fin de la campagne qu'on allait ouvrir, ces cours ne produisirent point l'avantage que l'Empereur en était promis.

L'archiduc Mathias, qui avait pris le commandement l'armée, forte de 50,000 hommes, marcha au mois de i sur Strigonie. Pendant qu'il faisait le siège de cette le, on tint, le moi suivant, dans le camp une Diète, qui corda plusieurs contributions de guerre et une levée nérale. Le baron de Tieffenbach avait déjà, le 6 avril, mmencé avec 20,000 hommes le siège de Hatvan. Le cha de Bude et Hassan, beglerbey de la Grèce, accourent avec 15,000 hommes au secours de la place. Mais brave Tieffenbach alla avec une partie de ses troupes la rencontre de l'ennemi, le battit et le chassa vers sth. Les Turcs alors évacuèrent plusieurs châteaux de tte contrée. Le grand vizir Sinan s'étant mis en marche Bude, à la tête de 100,000 hommes, pour délivrer igonie, Mathias leva, le 20 juin, le siège, et prit une sition derrière le Danube, entre Raab et Comorn. Le nd vizir conquit, le 23 juillet, Dotis et assiégea Raab. n corps de 25,000 Tatars de la Crimée était arrivé par Pologne en Hongrie, et ravageait le pays à une grande endue. Le grand vizir fit, au mois d'août, passer la abnitz à cette horde sauvage, et dévaster le territoire trichien jusque dans le voisinage de Vienne. Un autre rps de 8000 Turcs entreprit des courses vers Altenurg, mais il fut repoussé par le général Nadasdy. ieffenbach avait, vers le milieu du mois de juin, repoussé e nouvelle tentative que firent les Turcs pour dégager atvan; mais un assaut général qu'il entreprit, le 18 juin, r la place, échoua et coûta la vie à un grand nombre de s plus vaillants guerriers. Alors les troupes hongroises andonnèrent par bandes le camp, et Tieffenbach n'avait ière plus de 2000 soudoyers allemands sous ses dra-

peaux, lorsque le grand vizir se mit en mouvement pour marcher sur Hatvan. Par conséquent Tieffenbach s'était vu obligé de lever le siège de cette forteresse et de se retirer vers Cassovie. Le 7 septembre, le grand vizir força le passage du Danube. L'armée royale quitta son camp retranché, et se replia sur Altenbourg. Raab tomba, le 29 septembre, au pouvoir des Ottomans, et immédiatement après, Pàpa eut le même sort. Le vizir assiégea en octobre Comorn; mais l'archiduc Mathias, dont l'armée s'était de nouveau accrue au nombre de 40,000 hommes, ayant fait mine de s'avancer de son camp près de Bischdorf pour dégager Comorn, le vizir leva, le 28 octobre, le siège de cette ville et reprit avec la plus grande partie de son armée par Bude le chemin de Constantinople. L'archiduc Mathias ne put poursuivre les Turcs, parce qu'une partie de ses troupes, surtout la milice hongroise, retournèrent, bientôt après, arbitrairement dans leurs foyers et qu'on se vit obligé de licencier les soldats allemands, faute d'argent.

L'archiduc *Maximilien*, qui avait rassemblé dans l'Autriche intérieure et en Croatie une armée de 20,000 hommes, conquit, le 10 août, Pétrinia, et ordonna la démolition de cette forteresse. Pendant ce siège, le colonel Lenkowitsch s'était rendu maître de Chrastowitz et de Gora. Les Turcs évacuèrent alors Sissek, après avoir mis le feu à la ville. Mais encore à l'entrée de l'hiver, les Turcs avaient repris Chrastowitz et Gora, et commencé à bâtir une nouvelle forteresse sur les ruines de Pétrinia. Pendant que le vayvode de Transylvanie négociait encore sur le traité avec l'Autriche, ce prince, comme aussi les vayvodes de Moldavie et de Valachie, avaient déja fait commencer les hostilités contre la Turquie. Un corps de 6000 hommes, composé de troupes de ces pays, et Stanislas Chlopitz avec ses Cosaques pénétrèrent par la

Bulgarie jusque dans le voisinage d'Adrianople, dévastèrent le pays par le feu et le fer, inquiétèrent en novembre la marche du grand vizir qui retournait à Constantinople, et lui arrachèrent une partie du butin fait en Hongrie.

L'archiduc Mathias ouvrit, le 10 janvier 1595, la Diète à Presbourg. Bientôt après, on reçut la nouvelle que le sultan *Amurat III* était mort le 18 janvier, et que son fils *Mahomet III* lui avait succédé sur le trône. Sur ces entrefaites, Sigismond Bathori de Transylvanie s'était rendu auprès de l'Empereur à Prague, et y signa, le 28 janvier, l'alliance contre la Porte. La suzeraineté de la Hongrie sur la Transylvanie, le droit de succession des descendants de Sigismond sur cette principauté, la réversibilité, à défaut de ces derniers, à Rodolphe et à ses successeurs furent confirmés. Pour consolider cette alliance, l'Empereur promit au prince la main d'une des filles de l'archiduc Charles de Styrie, et en cas qu'une mauvaise issue entraînât la perte de la Transylvanie, un asile et un établissement convenable à son rang dans les États autrichiens. Les hospodars de Moldavie et de Valachie furent compris dans cette convention. Après qu'elle eut été confirmée par les États de la Hongrie, on envoya des ambassadeurs au roi de Pologne pour l'inviter à y accéder. Mais ce prince refusa d'y consentir. Le traité de Prague fut bientôt suivi du mariage de Sigismond avec l'*archiduchesse Marie-Christine*. Étienne Botskai se rendit à Gratz, où il épousa, le 5 mars 1595, la princesse au nom de Bathori, en présence de l'archiduc Maximilien, frère de l'Empereur et de Ferdinand, frère de l'archiduchesse. Elle fut ensuite conduite à Albe-Julie (*Weissenbourg*) en Transylvanie, où elle arriva dans les premiers jours d'août, et fut reçue par le prince et le peuple avec des témoignages de joie extraordinaires.

L'armée principale en Hongrie était commandée par

l'archiduc Mathias et le comte *Charles de Mansfeld*, jusqu'alors général au service d'Espagne, que l'Empereur créa, au mois de mars à Prague, chevalier et éleva à la dignité de prince. Les corps d'armée dans la haute Hongrie étaient sous les ordres de l'archiduc Maximilien et de Christophe Tieffenbach. Le grand-duc Féodor de Moscou envoya, au mois d'août, 150,000 ducats à l'Empereur à Prague, et se donna toutes les peines possibles, pour engager le roi de Perse à une attaque contre les Turcs. Lorsque les troupes qu'on attendait de la Bohème et des pays autrichiens, de Pays-Bas, de l'Italie et de l'Empire germanique, furent arrivées, l'armée compta au delà de 65,000 hommes, parmi lesquels se trouvaient 14,000 cavaliers. Depuis le commencement de l'année, les Impériaux avaient fait plusieurs courses heureuses au delà du Danube, et s'étaient emparés, le 18 janvier, de la ville de Waitzen. Au mois de mars, un corps d'Heiduques bulgares et de Rasciens avait surpris et pillé Sophie. Le général de Mansfeld ayant, au mois de juin, concentré l'armée près de Comorn, traversa le Danube et arriva le 1 juillet devant Strigonie. Le 4 août, il mit en fuite l'armée du pacha de Bude et du beglerbey de la Grèce, qui marchait au secours de la place menacée. L'ennemi perdit 14,000 hommes et 37 pièces d'artillerie. Mansfeld étant mort le 18 août, l'archiduc Mathias prit lui-même le commandement du corps de siège. Sur la fin du mois d'août, un corps de troupes ottomanes, qui se rassembla près d'Alt-Ofen (ancienne Bude) pour tenter encore une fois la délivrance de Strigonie; mais il fut surpris et dispersé par une division de 8000 hommes, commandée par Charles de Burgau, qu'on avait envoyée pour soutenir les assiégeants. Le 2 septembre, Strigonie se rendit par capitulation. Les Turcs évacuèrent la plupart des châteaux situés dans la contrée jusqu'à Bude, et se

concentrèrent près de cette ville; mais ayant été de nouveau surpris par la cavalerie chrétienne, ils s'enfuirent dans la place même. Le général du pape, Aldobrandini, et Palfy conquirent, après six jours de siège, le château de Visségrade, le 30 septembre. Le château de Waitzen fut évacué par les Turcs, après qu'ils y eurent mis le feu. L'Archiduc, voulant poursuivre ses succès, avait formé le projet d'attaquer la ville de Pàpa; mais le départ des troupes wallonnes et italiennes qui, ayant fait leur temps, avaient persisté à demander leur congé, et l'insubordination de celles qui restèrent sous les drapeaux, vinrent déranger tous ses plans.

L'archiduc Maximilien, ayant été renforcé, au mois d'octobre, par quelques troupes de la grande armée et par 7000 Transylvains, passa la Teisse, s'émpara de plusieurs châteaux, et commença le siège de Szolnok. Mais la disette de vivres et les émeutes des soudoyers contraignirent également ce prince à abandonner cette entreprise et à se retirer à Cassovie, où ses troupes furent mises en quartiers d'hiver.

Sigismond Bathori soutenait, depuis le commencement de l'année, le vayvode Michel de Valachie contre la force ottomane, qui menaçait ce pays. Plusieurs pachas turcs furent battus par les alliés; et de vastes cantons de la Bulgarie sur la rive droite du Danube jusqu'à la mer Noire dévastés. Enfin en automne le grand visir Sinan pacha pénétra avec une armée formidable au delà du Danube et occupa Bukarest et Tergowischt. Mais ses troupes éprouvèrent un échec dans les montagnes, où elles furent attaquées par les Valaques. Vers la fin d'octobre, Bathori lui-même se rendit de la Transylvanie en Valachie, et Sinan repassa en toute hâte le Danube. Les alliés conquirent, le 7 novembre, Giurgévo. Les géneraux de Bathori, Albert Kiraly et Georges Borbely, avaient enlevé dans cette

campagne un grand nombre de places et de châteaux dans la haute Hongrie, et s'étaient enfin rendus maîtres aussi de la forteresse de Lippa.

En Croatie, les colonels Lenkowitsch, Eggendorf, Herberstein, Thomas Erdődy et plusieurs autres firent la guerre avec vigueur et succès. Ils emportèrent Babolta, au mois d'août. Le mois suivant, Pétrinia, nouvellement fortifié par les Turcs, la forteresse de Chrastowitza et plusieurs autres châteaux tombèrent au pouvoir des Impériaux. Dans le cours de novembre, la ville de Bihatsch fut surprise et brûlée. Malheureusement la discorde se mit alors entre les Généraux croates et allemands, et empêcha de profiter de tous ces avantages.

La nouvelle s'étant répandue vers le même temps, que le sultan Mahomet III conduirait lui-même, l'année suivante (1596), ses phalanges en Hongrie, l'Empereur fit faire des préparatifs dans tous ses États, pour résister à ce redoutable ennemi. L'armée chrétienne devait être portée à 70,000 combattants, dont 24,000 à cheval. Le prince de Transylvanie se concerta, au mois de mars à Prague, avec l'Empereur sur les opérations de guerre, et en avril à Carlsbourg avec les États de son pays sur les armements nécessaires pour soutenir la lutte dangereuse où l'on allait se voir engagé. Les hospodars de Moldavie et de Valachie promirent de joindre leurs forces à celle de l'Empereur et du prince transylvain pour combattre les Ottomans.

Cependant, malgré tous ces apprêts formidables, les événements militaires se réduisirent dans les premiers mois de 1596 à des attaques réciproques sur différentes places, sans qu'on en vînt à une action sérieuse. Jusqu'au mois de mai, Rodolphe II n'avait pas même encore désigné un Général en chef dans la basse Hongrie; car sa défiance contre l'archiduc Mathias, excitée et entretenue

par les pronostics trompeurs du célèbre astronome ***Tycho de Brahé*** [1]), avait déjà atteint alors un haut degré. Le 1 juin, l'Empereur nomma à cette place son frère l'archiduc ***Maximilien***, grand-maître de l'ordre Teutonique. Encore avant l'arrivé de ce prince à l'armée, Adolphe de Schwarzenberg la conduisit au delà du Danube et occupa, le 24 juillet, la ville de Waizen que le Turcs avaient abandonnée. Le 15 aout, l'Archiduc commença le siège de la forteresse d'Hatvan, qui fut emportée d'assaut, le 3 du mois suivant. De là il retourna peu de jours après à Waizen, ayant reçut l'avis que Mahomet s'était mis en mouvement de Belgrade vers Bude, à la tête de 200,000 hommes. Mais lorsqu'on fut informé que le dessein du sultan était, non pas de tenter une attaque sur Vienne, comme on l'avait cru généralement, mais de faire la conquête d'Erlau, l'Archiduc conduisit l'armée à Strigonie.

[1]) Ce savant qui, au témoignage de La Lande, occupe le premier rang dans l'histoire de l'Astronomie, était né 1546 à Landscron en Suède. Il était issu d'une ancienne maison de Suède et de Danemark qui descendait de Nohammer, parent du roi Suerker l'ainé, et donna à la Suède plusieurs grands hommes d'État et même des rois (Valdémar et Magnus-Ladislas). Tycho commença ses études académiques à Copenhague, où l'observation d'une éclipse de soleil (1560) fit une si profonde impression sur lui, que dès ce moment il se voua dans cette ville, et plus tard aussi à Leipzig, presque uniquement aux études astronomiques. Il acquit bientôt une si grande réputation que le roi Frédéric II le prit sous sa protection particulière. Ce prince le fit voyager en Allemagne, en Italie et en Suisse, et pour l'attacher au service de son pays, il lui donna non-seulement de grands appointements, mais lui fit aussi présent de l'île d'Hyeen et lui assigna des sommes considérables pour la construction d'un observatoire, et en outre plusieurs bâtiments pour l'enseignement de l'astronomie et les opérations de la chimie, avec une imprimerie particulière etc. Après la mort du roi Frédéric, Tycho de Brahé perdit le soutien du gouvernement; comme d'ailleurs on lui défendit même les occupations astronomiques, et qu'il avait de puissants ennemis à la Cour, auxquels il ne pouvait résister, il se vit contraint de quitter entièrement sa patrie. Mais il trouva un nouveau protecteur dans Rodolphe II qui l'appela à Prague, lui fit arranger un nouvel observatoire, et en outre un laboratoire de chimie.

Les Turcs ayant effectivement commencé, le 18 septembre, le siège de la ville d'Erlau, Maximilien, pour sauver cette place importante, se mit en marche de Strigonie, tandis que Bathori s'avançait de Lippa avec ses Transylvains. D'un autre côté, Palfy à la tête de 11,000 Hongrois de la levée en masse, et Tieffenbach avec sa division s'approchaient également pour coopérer à la délivrance d'Erlau. Mais le prince Maximilien, arrêté dans la marche par le mauvais temps et la disette de vivres, s'avançait avec une telle lenteur que la forteresse tomba, le 14 octobre, par une révolte de la garnison, entre les mains des Mahométans. Sigismond Bathori se réunit, le 18 octobre, près de Miskolz avec l'Archiduc. Tieffenbach et Palfy rejoignirent également ce prince, quelques jours après. L'armée combinée comptait 32,000 cavaliers et 28,000 fantassins, avec 120 canons. Le 26 octobre, l'avant-garde ottomane, forte de 32,000 hommes, fut défaite près de Kerestès, et poursuivie par la cavalerie jusque dans le camp. Le sultan s'enfuit à Szolnok. Mais la cavalerie des Chrétiens s'étant dispersée pour piller le bagage ennemi, la garde du sultan, qui était déjà coupée, se jeta sur les Chrétiens isolés, qui prirent la fuite. Cicala pacha profita du moment favorable, et poursuivit avec une partie de l'arrière-garde turque les fuyards. Le désordre et la terreur gagnèrent rapidement l'infanterie chrétienne. Tout se dissipa, et se retira en toute hâte en partie avec l'Archiduc sur Cassovie, et en partie avec Bathori sur Tokai. Dans l'entrefaite Cicala pacha avait aussi continué sa retraite à Szolnok. De cette manière les camps respectifs avec tout le bagage et toute l'artillerie restèrent abandonnés, et furent pillés par les traineurs des deux armées et par les gens de la campagne du canton. Ce ne fut qu'au troisième jour que les Turcs retournèrent sur le champ de bataille. Sigismond Bathori

conduisit les Transylvains dans leur pays. Le sultan marcha avec la plus grande partie de l'armée par Belgrade vers Constantinople. Elle fut attaquée dans les montagnes de Bulgarie par les Transylvains et les Valaques, et perdit 7000 hommes. En Croatie, le pacha de Bosnie avait, le 14 septembre, commencé à assiéger avec 20,000 hommes Pétrinia. Mais le colonel Lenkowitsch, secondé par Draskowitz et Thomas Erdődy, étant venu avec 9000 hommes au secours de la place, battit les Turcs et les força ainsi à lever le siège. Une seconde tentative que ces derniers firent, quelque temps après, pour s'emparer de la même forteresse, n'eut pas un meilleur succès.

En février 1597, Sigismond Bathori arriva à Prague, et conclut avec l'empereur Rodolphe un traité, par lequel il cédait la *Transylvanie* à ce monarque, qui lui donna en échange les principautés d'*Oppeln* et de *Ratibor* en Silésie, et une pension annuelle de 50,000 écus. Dans quelques articles secrets l'Empereur promit au prince transylvain que, si l'inclination que celui-ci avait déclaré avoir pour l'état ecclésiastique, n'était pas à vaincre, il consentirait à la dissolution de son mariage avec l'archiduchesse Marie-Christine, lui conférerait le plus riche évêché des États autrichiens, et lui procurerait le chapeau de cardinal.

On concerta aussi à Prague, tant avec le prince de Transylvanie, qu'avec les ambassadeurs du vayvode de Valachie, le plan d'opérations pour la campagne suivante. La Diète autrichienne à Vienne en janvier 1597, la Diète bohème à Prague, celle de Hongrie à Presbourg au mois de février, comme aussi les Diètes en Moravie et en Silésie, avaient accordé à l'Empereur les secours qu'il demandait, pour continuer la guerre contre les Turcs. Dans cet hiver le pape et le roi d'Espagne avaient aussi

envoyé des ambassadeurs en Pologne, pour engager le roi Sigismond à prendre part à la guerre contre les Mahométans; mais tous ces efforts échouèrent, à cause des grandes sommes que les Polonais demandèrent pour leur assistance. Les Persans, qui avaient fait en Asie une invasion sur le territoire ottoman, envoyèrent des ambassadeurs à Prague, pour inviter l'Empereur à pousser vigoureusement la guerre contre les Ottomans. Comme en outre le czar de Moscou commençait, de son côté aussi, à inquiéter les Turcs, la Porte se vit obligée de diviser ses forces; ce qui était une circonstance dont les Chrétiens espéraient tirer avantage.

L'armée principale des Chrétiens se trouva réunie, au mois d'août, dans le camp entre Altenbourg et Wieselbourg. Déjà auparavant (le 23 mai), les généraux Bernstein et Palfy avaient surpris et emporté Dotis d'assaut. Le général Tieffenbach étant mort à Cassovie, Henri Lassota le remplaca dans le commandement en chef dans la haute Hongrie. Lorsque l'archiduc Maximilien, qui commandait l'armée principale, commença les opérations, il n'avait pas plus que 26,000 hommes. La ville de Pàpa, investie depuis le 13 août, fut prise d'assaut, le 20 du même mois. L'Archiduc assiégeait Raab depuis le 9 septembre. Au commencement du mois suivant, une armée ottomane de 40,000 hommes arriva dans le voisinage de Dotis, pour dégager cette ville. Comme les forces de l'Archiduc se trouvaient alors réduites à 20,000 hommes, et que les renforts qu'il attendait de l'Autriche et de la Hongrie, au lieu de s'avancer, demeuraient immobiles sur la Leitha à Bruck, ce prince se vit obligé de se retirer dans l'île de Schutt, et vers le milieu d'octobre à Comorn et à Strigonie. L'armée chrétienne ne fit rien pour sauver Dotis, qui fut évacué, le 12 octobre, par la garnison, réduite à l'extrémité. Mais ensuite l'Archiduc occupa

avec 15,000 hommes un camp retranché près de Waizen. Les Turcs, au nombre de 40,000, s'avancèrent pour l'attaquer. Maximilien avait fait sortir la garnison du château de Waizen, et ordonné qu'on y mit le feu. Les Turcs campèrent, le 2 novembre, vis-à-vis de la position bien choisie et fortifiée du prince autrichien, et l'attaquèrent à différentes reprises. Toutefois on n'en vint point à une bataille générale, et les assauts partiels furent repoussés. Les Turcs alors conclurent une suspension d'armes, et s'en retournèrent à Bude. Palfy occupa de nouveau Waizen. L'archiduc Maximilien conduisit l'armée par Strigonie à Comorn.

La Diète de Hongrie, ouverte le 25 janvier 1598, par l'archiduc Maximilien, accorda des subsides et des contingents en troupes, et consentit à une levée en masse, si besoin en était. L'archiduc Mathias devait commander les forces principales, et avoir sous ses ordres Nicolas de Palfy et Adolphe de Schwarzenberg. L'archiduc Maximilien et Georges Basta furent désignés pour prendre possession de la Transylvanie, au nom de l'Empereur. Il fut enjoint aux Généraux de commencer les opérations de la campagne prochaine par la reprise de la forteresse de Raab, regardée à juste titre comme le boulevard de l'Autriche du côté de la basse Hongrie.

Le 29 mars 1598, Palfy et Schwarzenberg enlevèrent effectivement *Raab* par une attaque inopinée et à l'aide de pétards. Le 10 avril, la Transylvanie, comme aussi le Grand-Waradin, Lippa et les autres places de la haute Hongrie, qui avaient appartenu à Sigismond Bathori, furent remises aux commissaires impériaux. Le prince partit pour la Silésie où il prit, le 19 juin, possession des principautés d'Oppeln et de Ratibor. Les Turcs alors commencèrent à menacer la Transylvanie. Ils furent à la vérité battus, le 7 juillet, sous le murs de Lugos qu'ils

avaient attaqué; mais ils conquirent Czanad, Arad et Nagulak, et se preparèrent à faire le siège du Grand-Waradin. Cependant Sigismond Bathori se repentit bientôt du marché qu'il avait fait avec l'Empereur, en lui cédant la Transylvanie pour les principautés d'Oppeln et de Ratibor, dont les palais étaient dans un fort mauvais état, et les revenus d'un très-modique rapport. Il cherchait par conséquent un prétexte pour rompre ses engagements; et la négligence avec laquelle Rodolphe II remplissait les siens, lui en fournit un fort plausible, vu qu'on ne payait point au prince de Transylvanie la pension promise par l'Empereur. Sigismond quitta secrètement, déguisé en moine, la Silésie et arriva à Clausenbourg, sans avoir été découvert. Il fit arrêter les commissaires impériaux, chargés de prendre possession du pays, et s'arrogea de nouveau le gouvernement. Le parti des mécontents, à la tête duquel se trouvait Étienne Bocskai, oncle du prince, le soutint, il est vrai, dans cette démarche; mais Sigismond se vit trompé dans l'espérance qu'il avait conçue de se réconcilier avec la Porte; et le pacha de Témeswar n'en continua pas moins les hostilités contre la Transylvanie. Le prince alors se mit à négocier de nouveau avec l'archiduc Maximilien, qui était tombé malade à Cassovie, ainsi qu'avec l'Empereur à Prague.

Le vayvode Michel de Valachie, par le traité conclu le 9 juin à Tergowischt, avait formellement renoncé à la domination ottomane, s'était soumis, comme feudataire, à l'Empereur et au royaume de Hongrie, et avait promis de payer un cens annuel, et de fournir des troupes et des subsides pour faire la guerre aux Turcs. Au mois de septembre, le vayvode franchit le Danube, entra en Bulgarie et mit en fuite le corps d'armée, que le pacha de Silistria avait rassemblé dans le voisinage de Nicopolis.

Le vizir Omar pacha assiégeait depuis le 1 octobre

avec 48,000 Turcs la ville de Grand-Waradin. Melchior de Rœdern, qui commandait la place, défendit le château avec un tel courage, que l'ennemi renonça à son entreprise. L'archiduc Mathias, avec l'armée principale, s'était mis en mouvement fort tard en été. Pendant ce temps-là, Schwarzenberg et Palfy avaient enlevé aux Turcs Dotis, Pallota, Vesprim et plusieurs autres places fortes. Le 5 octobre, Schwarzenberg commença le siège de Bude; mais il fut obligé de le lever, le 3 novembre, à cause de la rigueur du temps.

Les plénipotentiaires transylvains, Démétrius Napragyi et Étienne Bocskai, étaient arrivés à Prague pour négocier sur les conditions du raccommodement, proposées par Sigismond Bathori. Ils avaient, en cas de nécessité, plein pouvoir pour consentir à une cession itérative de la Transylvanie, moyennant toutefois la concession de plus grands avantages pour le prince et son épouse. Mais toujours inconstant et faible, Sigismond Bathori céda, le 21 mars 1599 à Mediasch, la Transylvanie à son cousin, le cardinal *André Bathori.* Sigismond passa en Pologne, et l'archiduchesse Marie-Christine, son épouse, se rendit à Gratz. La nouvelle de la démarche inconcevable, faite par Sigismond, étonna d'autant plus Rodolphe II et les ambassadeurs de Bathori que ces derniers avaient conclu, le 6 avril à Prague, un nouveau traité par rapport à la cession de la Transylvanie. Les efforts du cardinal, pour apaiser la colère de l'Empereur et s'arranger avec ce monarque, furent inutiles, malgré l'entremise du pape Clément VIII qui s'employa pour mettre les deux princes d'accord. Georges Basta et le vayvode Michel de Valachie reçurent de l'Empereur l'ordre d'attaquer la Transylvanie. Le cardinal fut vaincu, le 28 octobre, par le prince Michel entre Schellenberg et Hermanstadt et tué dans la fuite, peu de jours après. La plupart des places fortes de

la Transylvanie se rendirent au prince Michel. Dans l'entrefaite, Georges Basta s'était mis en marche de Cassovie; il s'avança par le Grand-Varadin en Transylvanie, où son principal soin fut d'engager Michel à évacuer ce pays dont la plus grande partie était en son pouvoir.

Une épidémie dévastatrice qui régnait à Prague, avait obligé l'Empereur Rodolphe à transférer, en 1599, sa résidence à Pilsen. Le monarque reçut dans cette ville une ambassade du grand-prince de Moscou, Boris Gudenov. Une alliance fut conclue entre le czar et l'Empereur, à qui le premier prince fit offrir 40,000 hommes contre les Ottomans. Mais l'envoi de ce secours n'eut point lieu, par la raison que le roi de Pologne refusa aux Russes le passage par ses États. L'année suivante (1600), parut aussi dans Prague une ambassade persane qui déclara, au nom du schah, que ce prince se propasait d'attaquer les possessions ottomanes en Asie. Après un séjour de deux mois dans la capitale de Bohême, les envoyés de Perse retournèrent dans leur pays, après avoir reçu de l'Empereur l'assurance, qu'il était résolu à combattre les Turcs avec une vigueur redoublée.

Philippe II, roi d'Espagne, cessa de vivre le 13 septembre 1598. Quelques mois avant sa mort (6 mai), ce prince avait accordé à l'archiduc *Albert* [*]), frère de

[*]) Ce prince, qui fut élevé à Madrid sous les yeux du roi Philippe II son oncle, s'était voué à l'état ecclésiastique. Il devint, comme il a déjà été remarqué, en 1577 et selon d'autres en 1575 cardinal, et en 1595 archevêque de Tolède. Le roi Philippe l'avait nommé, l'an 1584, vice-roi de Portugal, où il affermit par sa prudence l'autorité encore chancelante du conquérant. Il défendit vaillamment Lisbonne, capitale du royaume, contre Antoine le Bâtard et contre François Drak, amiral de la flotte anglaise qui l'attaquait par mer et par terre. Après la mort de l'archiduc Ernest son frère (1595), Albert fut nommé gouverneur-général des [illegible] Calais, Ardres et autres villes [illegible] Nieuport par le prince Maurice [illegible] roi de France, conclut en 1598

mpereur Rodolphe II, la main de sa fille *Isabelle-* *aire-Eugénie*, et avec elle la souveraineté indépendante

avec l'Espagne, pour rendre par là le calme à ses États, dévastés par une guerre civile de 36 ans, priva les provinces unies d'un puissant allié. Dans la même année, le roi Philippe II céda formellement la souveraineté des Pays-Bas à sa fille l'infante *Isabelle-Claire-Eugénie*, qu'il avait fiancée à l'archiduc Albert. Ce prince, s'étant démis du cardinalat et de toutes ses autres dignités ecclésiastiques, se mit, au mois de septembre, en voyage pour ramener d'Espagne sa nouvelle épouse. Le 5 septembre 1599, les archiducs Albert et Isabelle arrivèrent à Bruxelles, et furent inaugurés comme Souverains des Pays-Bas. Ensuite l'Archiduc fit des préparatifs pour continuer la guerre contre les provinces unies; mais il fut vaincu pour la seconde fois près Nieuport par le prince d'Orange, et presque fait prisonnier (1600). L'année d'après, il marcha devant Ostende qu'il assiégea pendant plus de trois ans. Au mois d'août 1604, cette ville, qui fut appelée la *nouvelle Troie* à cause de sa longue et héroïque défense, se rendit à l'habile général espagnol, Ambroise Spinola, qui avait amené d'Italie un renfort de 8000 hommes. Ce siège, un des plus remarquables que l'histoire connaisse, coûta aux Espagnols 50,000 hommes et quatre millions de florins; la défense avait presque coûté encore davantage aux États Généraux; mais ils en furent dédommagés par l'acquisition des villes de Grave et de Sluys, que leurs troupes avaient enlevées pendant le siège aux Espagnols, tandis que ces derniers n'avaient conquis qu'une ruine, qui resta longtemps inhabitée. Le 9 avril 1609, il fut conclu une trêve de douze ans entre les provinces unies, d'une part, et l'Espagne et l'archiduc Albert d'Autriche, d'autre part. Après l'expiration de la trêve, le prince Albert arma pour renouveler la guerre; mais une maladie de langueur le conduisit au tombeau, le 13 juillet 1621, au grand regret des Belges, dont il avait gagné les coeurs par sa piété, sa douceur, sa modération, son affabilité et sa bienfaisance. Ce prince n'ayant point laissé d'enfants de son union avec Isabelle, Philippe IV, roi d'Espagne, devint Souverain par regrès des Pays-Bas, et fut inauguré au mois de mars 1623; mais l'infante continua à les régir comme gouvernante-générale, avec toutes les prérogatives dont elle avait joui pendant qu'elle en était la Souveraine. Cette princesse, aussi distinguée par sa fermeté et son courage *), que par sa piété et sa sagesse, défendit le Brabant contre les attaques du prince

*) Isabelle accompagna son époux à l'armée, dans les diverses campagnes de ce prince. Se trouvant au fameux siège d'Ostende, elle résolut, dit-on, de ne changer de linge qu'après la prise de cette place. On ne fixe point à quelle époque Isabelle fit cet étrange voeu; mais Ostende ayant résisté trois ans et quelques mois, le linge que portait cette princesse avait pris une teinte fauve à laquelle on donna le nom de *Couleur Isabelle*.

des Pays-Bas pour lui et les descendants qui naîtraient de cette union. Comme l'Archiduc était alors absent à Bruxelles, la cérémonie du mariage se fit par procuration à Madrid (8 mai 1598); et ce ne fut que le 15 avril de l'année suivante, que l'archiduc Albert célébra dans la capitale d'Espagne personnellement ses noces avec l'infante Isabelle. Le même jour, *Philippe III*, fils et successeur de Philippe II et frère de cette princesse, épousa l'archiduchesse *Marguerite d'Autriche*, fille de l'archiduc Charles de Styrie. Une soeur de cette princesse, l'archiduchesse *Anne*, qui était mariée depuis 1595 au roi *Sigismond III de Pologne*, était morte l'an 1598. Ce prince, après avoir pendant longtemps, mais en vain, lutté pour la couronne de Suède, épousa, le 11 décembre 1605, sa belle-soeur *Constance*, troisième fille de l'archiduc Charles de Styrie. Le 23 avril 1600, l'archiduc Ferdinand célébra à Gratz son mariage avec la princesse *Marie-Anne de Bavière.* De cette union naquit, le 13 juillet 1608, un fils, *Ferdinand.* Peu de mois avant (le 29 avril 1608), la mère de l'archiduc, *Marie,* avait terminé sa carrière. Le 18 octobre de la même année, la plus jeune des soeurs de Ferdinand, l'archiduchesse *Marie-Madelaine*, fut mariée au prince *Côme de Médicis*, fils du grand-duc de Florence.

Le duc Frédéric de Wurtemberg obtint, par la transaction conclue à Prague le 24 janvier 1599, de l'Empereur, que la suzeraineté sur tous les pays wurtembergeois, qui appartenait à l'Autriche depuis le traité de Kaaden de l'année 1534, fût dissoute moyennant une somme de rachat de 400,000 florins. Toutefois l'expectative sur le

d'Orange, déjoua par sa prudence et son énergie une conspiration tramée pour ériger les Bays-Bas catholiques en république indépendante (1622), donna asile à Marie de Médicis, lorsque cette reine se vit obligée de quitter la France, et mourut peu de temps après (1 décembre 1633).

duché de Wurtemberg et de Teck, en cas de l'entière extinction de la race masculine actuelle des ducs de Wurtemberg, resta expressément réservée à la Maison d'Autriche. Ce traité fut confirmé, par des actes particuliers, tant par les États du pays de Wurtemberg, que par les archiducs d'Autriche et tous les princes électeurs de l'Empire.

Le général en chef en Transylvanie, Georges Basta, n'avait pu venir à bout d'en éloigner le vayvode Michel qui, pour prix de ses services, prétendait régner sur les États qu'il avait conquis. Après s'être fait inaugurer par les habitants du pays, il demanda à l'Empereur l'investiture de la Transylvanie, la concession de tous les biens de la famille de Bathori, des subsides annuels, le rappel de Basta etc. Sur ces entrefaites, Sigismond Bathori qui, comme presque tous les princes qui ont abdiqué, regrettait le trône dont il venait de descendre, soutenu par des troupes polonaises et par le prince de Moldavie, Jérémie Mogila, s'était mis en mouvement pour reconquérir la Transylvanie. Par conséquent Michel marcha, à la tête de 50,000 hommes, vers la Moldavie, défit en plusieurs combats l'armée du vayvode Jérémie, composée de 30,000 Moldaves, Polonais, Turcs et Tatars, et s'empara ensuite de tout son pays. Cependant Michel, ayant essuyé au mois d'août plusieurs échecs, se retira vers la Transylvanie. Ce prince fut alors sérieusement sommé par Georges Basta d'évacuer cette principauté. Comme il ne voulut pas acquiescer à cette demande, le Général autrichien marcha contre lui, l'attaqua, le 18 septembre, dans sa position près de Miriszlo, et le battit complètement. Le vayvode s'enfuit par Cronstadt à Tergovischt. Les Polonais s'avancèrent bientôt après de la Moldavie, et occupèrent la plus grande partie de la Valachie. Le prince Michel alors pria l'Empereur de lui accorder un sauf-conduit, et se rendit en décembre 1600 par Vienne à Prague.

Au printemps de l'année 1600, où l'archiduc Mathias tenait une Diète à Presbourg, pour délibérer sur la levée de troupes et les contributions nécessaires pour la campagne prochaine, des ambassadeurs ottomans parurent en Hongrie et firent, le 17 mars à Saint-Georges, en apparence des ouvertures de paix à l'Archiduc. Mais, comme on avait des preuves convaincantes que la Porte ne cherchait par cette négociation qu'à endormir l'Empereur, les envoyés furent reçus avec beaucoup de froideur, et renvoyés peu de jours après.

L'armée principale de l'Empereur était commandée par Philippe-Emmanuel de Vaudemont, duc de Mercoeur, Français de nation. Elle ne se rassembla qu'au mois de septembre, et fut peu nombreuse. Faute de payement, la garnison de Pápa, composée de 1200 François et Wallons, excita une révolte, et conclut avec le pacha de Bosnie une convention pour lui remettre la forteresse. Mais elle fut assiégée par Adolphe de Schwarzenberg et, après que ce Général eut été tué par une balle, réduite par François Nadasdy. Les Turcs prirent, le 4 septembre, Babolnsa. Le 8 du même mois, le grand vizir Ibrahim commença le siége de Canissa. Le duc de Mercoeur, qui s'était avancé pour délivrer la place, s'efforça de justifier le choix que l'Empereur avait fait de lui; il attaqua, deux jours de suite (le 11 et le 12 octobre), les assiégeants qui lui étaient fort supérieurs en nombre; mais n'entrevoyant aucune possibilité de dégager la place, il se retira à Raab. La forteresse assiégée tomba le 20 octobre 1600.

En Transylvanie, le 4 février 1601, dans la Diète de Clausenbourg, Sigismond Bathori fut pour la troisième fois proclamé vayvode, et Étienne Czaki commis gouverneur jusqu'à l'arrivée du prince. Bathori arriva à la ... de la Moldavie en Transylvanie, reprit, le ... du gouvernement, et chercha ensuite à

s'y faire confirmer par le sultan. Georges Basta s'était retiré à Kœvar et à Husst. Par ordre de l'Empereur, il se raccommoda avec le vayvode Michel de Valachie, contre lequel il nourrissait un ressentiment vindicatif qu'il avait longtemps caché au fond de son coeur. Ce prince avait fait, au mois de mars à Prague, sa sommission à l'Empereur, et offert son assistance pour reconquérir la Transylvanie. Il se joignit alors à Basta pour attaquer Bathori. Moïse Szekely, général de ce dernier, fut vaincu, le 3 août, près de Goroszlo, sur la Szamos, et le prince Sigismond s'enfuit par Cronstadt en Moldavie. Basta en usa avec la principauté comme avec un pays conquis, et imposa aux villes de fortes contributions. Le prince Michel, de son côté, laissa de nouveau apercevoir l'intention de s'approprier la Transylvanie; mais n'osant espérer d'en obtenir le consentement de l'Empereur, il entra en correspondance avec le pacha d'Erlau, avec le kan des Tatars et les Polonais. Mais le général Basta, ayant découvert les intrigues de Michel, le fit arrêter, le 19 août, dans sa tente près de Torda par quelques soldats impériaux qui, furieux de la résistance opiniâtre qu'il leur opposait, le tuèrent sur la place. Un certain *Georges Radul* fut nommé vayvode de Valachie. Bathori, soutenu par un corps considérable de Turcs et de Tatars, entra bientôt après de nouveau en Transylvanie.

L'archiduc Mathias et le duc de Mercoeur, qui commandaient la grande armée, composée de Hongrois, d'Allemands et de Wallons, prirent, le 20 septembre 1601, Albe-Royale d'assaut et battirent, le 15 octobre, l'armée turque du pacha de Bude, qui voulait attaquer cette forteresse. L'archiduc Ferdinand et le duc Vincent de Mantoue commandaient l'armée en Croatie. Celle-ci, forte de 27,000 hommes, et formée d'Autrichiens, de Croates, Italiens et Espagnols, commença, le 10 septembre, le

siège de Canissa. Le général Herman-Christophe Rosswurm, qu'on avait détaché avec un corps considérable de la grande armée, vint, le 14 novembre, renforcer les assiégeants. Mais c'était peu de combattre les hommes, il fallait vaincre aussi la nature : l'hiver faisait déjà sentir ses rigueurs ; un vent du nord soufflait avec impétuosité ; les soldats expiraient de froid à leurs postes ; les chevaux manquaient de fourrage ; épuisés de fatique, engourdis de froid, ils tombaient sous les cavaliers. Tant d'obstacles forcèrent, le 18 novembre, l'Archiduc à lever le siège. Le duc de Mercoeur mourut peu de temps après ; l'empereur Rodolphe regretta la perte de ce brave Général, qui joignait à un génie supérieur beaucoup de modestie, d'affabilité, de douceur et de franchise. Au mois de février 1602, Bathori fit de nouvelles propositions de paix à Basta qui, de son camp près de Dees, dominait par la terreur sur la Transylvanie. Sigismond céda, en juillet, de nouveau cette principauté à l'Empereur, se contenta de quelques biens en Bohème avec une pension de 50,000 écus et se mit, immédiatement après, en voyage pour la Bohème. L'obstiné Moïse Szekely éprouva une défaite sur la Maros, près d'Albe-Julie, et se réfugia avec quelques chefs du parti mécontent auprès des Turcs à Témeswar.

Dans la haute Hongrie, à Cassovie, Jacques Barbiano, comte de Belgiojoso, était à la tête des troupes impériales. Le feldmaréchal Rosswurm commandait, sous l'archiduc Mathias, l'armée principale. Celle-ci était encore campée près d'Altenbourg, lorsque le grand vizir et Hassan, pacha de Bude, assiégèrent Albe-Royale, et se rendirent maîtres de cette ville par la trahision et la révolte de la garnison. Rosswurm commença, le 29 septembre, le siége de Bude et s'empara de Pesth, le 5 du mois suivant; mais le froid pénétrant qui était survenu, obligea le

feldmaréchal à lever, le 18 novembre, le siège de la première de ces villes. Pendant ce temps-là, ses corps détachés avaient conquis plusieurs châteaux. Les Turcs, à qui les rigueurs de la saison avaient frayé un chemin sur les fleuves glacés, firent, de leur côté, de fréquentes courses dans les contrées voisines. Dans le cours de cette année, les Turcs bosniaques avaient étendu leurs déprédations jusqu'à Radkersbourg en Styrie.

Le besoin et la misère s'étaient tellement accrus en Transylvanie, que le général Basta, pour soulager ce pays, se détermina, au commencement de 1603, à faire passer la plus grande partie de ses troupes dans la haute Hongrie. Moïse Szekely, profitant de cette diminution des forces impériales, partit, au mois d'avril, de Témeswar, à la tête d'une armée turco-tatare, entra en Transylvanie, et s'empara rapidement de presque tout le pays. Il fut proclamé prince par les Transylvains, et confirmé en cette qualité par le sultan. Cronstadt seûl se défendit résolument, et pendant le siège de cette place Moïse fut surpris, vainçu et tué, dans la nuit du 17 au 18 juillet, par le prince Radul de Valachie. Le pacha de Témeswar et Albert Nagy cherchèrent à rallier les troupes dispersées; mais ils furent mis en déroute et défaits près de la *porte de fer* par Henri Duval, comte de Dampierre, général de l'Empereur. Basta occupa de nouveau avec toutes ses troupes la principauté de Transylvanie.

La guerre en Hongrie et en Croatie ne conduisit, cette année, à aucun événement important. On se livra plusieurs petits combats, et conquit de part et d'autre quelques châteaux. Le général Rosswurm alla camper, au commencement de septembre, devant Bude et remporta, le 29 du même mois, plusieurs avantages sur l'armée que Hassan-Kara-Jatzig avait amenée de la Natolie. Il termina la campagne, dans les derniers jours de no-

vembre, par la prise de Hatvan. Les négociations, entamées avec le pacha de Bude, ne conduisirent à aucun résultat. Les Turcs de Bosnie et de Croatie firent de nouvelles incursions en Styrie, et traînèrent plusieurs centaines d'habitants en esclavage.

En janvier 1604, la mort du sultan Mahomet III, qui eut pour successeur son fils *Achmet I*, encore en âge de minorité, donna occasion de renouer les négociations avec le pacha de Bude; mais les prétentions outrées qu'on formait de part et d'autre, les firent de nouveau échouer. En été de la même année, le commandement en chef de la grande armée, sous l'archiduc Mathias, fut conféré à Georges Basta; celui à Cassovie demeura au comte Belgiojoso et celui en Transylvanie fut confié au comte Thomas Caprioli. Hassan, pacha de Bude, occupa en septembre les villes de Pesth et de Hatvan, abandonnées par les Impériaux.

Étienne Bocskai, oncle de Bathori du côté maternel, entretenait avec Gabriel Bethlen une correspondance tendante à arracher, par le secours des Turcs, la Transylvanie à la Hongrie. Ayant à se plaindre de différentes vexations qu'il avait essuyées de la part des commandants impériaux dans la haute Hongrie, il s'était rendu auprès de l'Empereur à Prague pour en obtenir justice. Cependant il était déjà auparavant entré en intelligence avec les pachas de Gyula et de Temeswar, qui avaient voulu attaquer Lippa; mais ils furent battus par Dampierre. Parmi le butin on trouva des papiers qui instruisirent le général commandant Belgiojoso des intrigues perfides de Bocskaï. Pour prévenir les suites de cette conspiration, Belgiojoso fit sur-le-champ attaquer les châteaux de Bocskai, qui se mit alors ouvertement à la tête des mécontents, et excita les Heiduques réglés, qui servaient sous Belgiojoso, à la révolte. Ce corps était

formé de la cavalerie qu'avait mise sur pied les sept villes heiduques, situées dans le comitat de Szabolcs, et qui pour la plus grande partie étaient protestantes. Le 24 octobre, après qu'on eut quitté le camp près d'Adorian, dans le comitat de Bihar, 6000 de ces Heiduques, sous les ordres de Dampierre, se soulevèrent, surprirent et repoussèrent, près de Dioszeg, les troupes allemandes, qui étaient en marche du Grand-Waradin, et se réunirent ensuite avec Bocskai à Debretzin. Belgiojoso se retira du Grand-Waradin à Tokai. La partie protestante des Nobles de la haute Hongrie, puis les villes de Cassovie, d'Eperiès, de Barfeld, de Leutschau, de Kæsmarkt et autres endroits, se déclarèrent pour Étienne Bocskai. Belgiojoso fut assiégé, mais en vain, dans le château de Zips jusqu'au mois de décembre de la même année (1604).

L'Empereur ordonna à Sigéfroi Kollonits, capitaine supérieur du pays en deçà du Danube, et à Georges Basta de comprimer la sédition avec un corps de 20,000 hommes qu'on avait, après le départ des Turcs, rassemblé près de Strigonie. Dans l'intervalle, Bocskai fit conclure, le 19 novembre 1604, à Pesth, une alliance avec le grand vizir Mehmet. Son général Blaise Nemethy avait, peu de jours auparavant, été battu près d'Osgyan par Basta, qui le fit prisonnier et le livra au supplice. Basta s'avança par Edélény, surprit un camp des révoltés et des Turcs, les vainquit, enleva Szendrœ près d'Eperiès et plusieurs autres villes du pays de Zips, dégagea Tokai et força aussi par ses habiles manoeuvres les rebelles à lever le siège de château de Zips. Mais l'attaque qu'il entreprit sur Cassovie échoua par la disette de vivres, et par les émeutes qui avaient fort affaibli son armée. Basta se mit, le 8 décembre, en marche pour retourner à Eperiès. Après que ce Général eut, en hiver 1604-1605, renforcé

les garnisons de Tokai et d'autres places de cette contrée, il continua sa retraite par les comitats de Zips, de Liptau, de Thurocz et de Neutra, vers Presbourg. Alors les Nobles, demeurés fidèles à l'Empereur tant dans la haute Hongrie qu'en Transylvanie, furent en peu de temps vaincus par Bocskai, à l'aide des Ottomans; la plupart des places encore occupées par les Impériaux tombèrent en son pouvoir; les autres furent assiégées par les rebelles. Le 18 avril 1605, Bocskai, qui était un orateur aussi éloquent que brave guerrier, tint à Szorencs une assemblée des États, qui le proclama prince de Transylvanie et des districts hongrois qui naguère étaient encore réunis à cette principauté. Sur ces entrefaites, les généraux de Bocskai, qui suivaient Basta dans sa marche, avaient conquis presque tout le pays sur la rive gauche du Danube. Szathmar, Hust, Neutra, Tyrnau et l'île de Schutt avaient déjà été enlevés par les Transylvains. Seulement Tokai se défendit jusqu'en avril de l'année suivante, et le Grand-Waradin résista avec un courage intrépide à toutes les attaques de l'ennemi.

Le 18 mai 1605, Michel Szobor, général transylvain, qui était posté avec ses troupes près de Skalitz sur la Morave, fit émaner des proclamations, par lesquelles il cherchait à exciter les Moraves et les Silésiens à la révolte. Des bandes d'Heiduques se mirent à ravager les cercles de Hradisch et de Brunn; après quoi ils se fixèrent près de Gœding où ils retranchèrent leur camp. Mais la levée en masse de Moravie, soutenue par des Bohèmes, les forcèrent bientôt par quelques combats heureux à évacuer le pays. D'autres chefs de rebelles passèrent le Danube, et parcoururent les comitats occidentaux. Leurs hordes dévastèrent en même temps, conjointement avec des bandes turques et tatares, au mois de juin, la basse Styrie et les cantons d'Autriche voisins, jusque vers

Vienne, tandis que d'autres troupes d'Heiduques faisaient des courses dans le Marchfeld jusque devant cette capitale. Bocskai, à qui l'archiduc Mathias avait envoyé deux fois (en mai et en juin) des plénipotentiaires à Cassovie avec des propositions d'accommodement, fit enfin remettre au prince quelques articles préliminaires, comme base des futures négociations ultérieures.

Cependant le grand vizir Mehmet avait, vers la fin d'août 1605, investi Strigonie, que la mutinerie des troupes de la garnison et le désordre qui régnait dans la ville, firent tomber entre les mains des Ottomans. Neuhæusel, assiégé par les troupes de Bocskai et un corps turc, se rendit le 17 octobre. Le 10 septembre à Clausenbourg, Bocskai avait reçu le serment de fidélité des Grands, et le 14 du même mois à Megyès celui de la Diète. Le 28 octobre, à Saros-Patrak, Bocskai reçut une lettre du sultan, par laquelle la dignité de prince lui fut confirmée. Le 11 du mois suivant, dans la plaine de Rakos près de Bude, Étienne Bocskai fut installé par le grand vizir, moyennant la remise d'un drapeau, comme prince de Transylvanie et même désigné, par le présent qu'on lui fit d'une couronne, pour futur roi de Hongrie, laquelle dignité toutefois Bocskai eut l'esprit de refuser. Il fut obligé de promettre fidélité au sultan. Le grand vizir lui annonça qu'il serait affranchi pendant les premières dix années de tout cens, et que dans la suite il ne payerait annuellement que 10,000 ducats.

À Karpfen, le 19 novembre, Bocskai reçut la réponse de l'Empereur sur les articles préliminaires qu'il avait proposés. La plupart n'avaient été acceptés qu'avec de grandes modifications, et plusieurs avaient été entièrement refusés. En même temps Étienne apprit, que des plénipotentiaires impériaux négociaient avec Ali, pacha de Bude, pour conclure une paix séparée, à l'exclusion de

Bocskai et de ses partisans, et qu'ils traitaient d'une alliance de famille avec le roi Sigismond de Pologne. En conséquence, il réitéra ses propositions d'accommodement et les appuya par une longue représentation, qui fut portée à Vienne par deux ambassadeurs du prince. Deux autres de ses partisans furent envoyés à Constantinople, pour engager le divan à faire la paix avec l'Empereur, se flattant de l'espoir qu'elle se ferait sous sa médiation.

L'archiduc Mathias conclut, à Vienne le 15 janvier 1606, au nom de Rodolphe II son frère, une trêve avec Bocskai, laquelle devait durer jusqu'au 24 juin. Le 9 février, une série d'articles fut acceptée par un traité préliminaire. Un de ces articles portait que l'archiduc Mathias, en raison de l'absence du Roi, serait nommé *Gouverneur (Gubernator) du royaume de Hongrie.* En conséquence de cet arrangement, l'Empereur déféra, le 21 mars à Prague, à l'archiduc Mathias cette dignité avec pleine autorité et puissance. Après que plusieurs de susdits articles préliminaires eurent encore été l'objet de longues et difficiles discussions, les plénipotentiaires respectifs signèrent enfin, le 23 juin 1606 à Vienne, le traité de pacification définitif. Les points principaux furent: que l'exercice de la religion serait libre; que la paix serait en même temps conclue avec les Hongrois et avec les Turcs aussi; que Bocskai se chargerait de ménager au moins une trêve de longue durée entre l'Empereur et la Porte et que, si cette dernière Puissance ne voulait pas accepter une paix équitable, la Hongrie et la Transylvanie s'uniraient pour faire la guerre aux Ottomans; que l'archiduc Mathias gouvernerait la Hongrie, à la place du Roi absent; que la couronne serait rapportée dans le royaume et conservée à Presbourg. À l'égard de la personne et des prétentions de Bocskai, il fut réglé qu'il possédérait héréditairement la grande-principauté de

Transylvanie, le district oriental de la Hongrie jusqu'à la rive gauche de la Teisse, y compris la ville de Tokai, puis les comitats d'Ugocsa, de Beregh et de Szathmar. On stipula aussi que, si le prince Bocskai venait à mourir sans laisser d'héritiers mâles, tous ces pays reviendraient à la couronne de Hongrie. Ce traité de paix ayant été ratifié par l'Empereur, le 6 août, à Prague, les députés plénipotentiaires des États de la Hongrie, comme aussi ceux de la Bohème, de la Moravie, de la Silésie, de la Lusace, puis de la haute et basse Autriche, et de l'Autriche intérieure, le confirmèrent le 23 et 25 septembre 1606 à Vienne.

Depuis le mois de mars on avait aussi fort activement négocié avec les Turcs; mais ce ne fut qu'au 20 octobre que les plénipotentiaires de l'archiduc Mathias, de Bocskai et du sultan, se réunirent à l'embouchure de la Sittva *(Sittvatorok)*, vis-à-vis d'Almos. Le 11 novembre, on conclut une trêve de vingt ans, à compter du 1 janvier 1607. L'état de possession actuel fut pris pour base du traité. L'Empereur devait payer la somme de 200,000 florins, une fois pour toutes; moyennant quoi le cens annuel stipulé antérieurement fut entièrement supprimé. Il fut aussi réglé, que tous les trois ans l'Empereur et le sultan se salueraient l'un l'autre par l'envoi d'ambassadeurs avec des présents, et que les deux monarques se donneraient réciproquement le titre d'*Empereur*. On convint en outre, qu'il serait permis de rétablir de vieux châteaux sur les frontières, mais non d'en construire de nouveaux; que toutes les courses et brigandages cesseraient et que les transgresseurs de cette défense seraient punis. L'empereur Rodolphe ratifia ce traité à Brandeis, le 9 décembre 1606.

Étienne Bocskai ne jouit pas longtemps de sa fortune; il mourut à Cassovie, le 29 décembre 1606. À Clausenbourg le 8 février 1607, les Transylvains choi-

sirent *Sigismond Rakotzi*, qui avait été jusqu'alors leur gouverneur, pour prince. Il fut reconnu par l'empereur Rodolphe. Au mois de février, les villes de Cassovie, de Leutschou et autres furent remises aux commissaires impériaux, et l'on commença l'exécution de quelques-uns, des autres points du traité de paix, qui ne dépendaient point de la délibération de la Diète. On laissa aux Heiduques le choix, ou de se vouer à la culture des champs, ou de prendre service dans les troupes impériales.

Dans les pays allemands de la Maison d'Autriche la persécution des Protestants avait, dans les dernières années, fréquemment troublé la tranquillité publique. Dans plusieurs villes et villages de la basse Autriche les prédicateurs évangéliques avaient été supprimés. Le magistrat et la bourgeoisie de Waidhofen-sur-l'Yps bravèrent les ordonnances du gouverneur, l'archiduc Erneste, et rétablirent les prêtres luthériens dans leurs églises. Les commissaires impériaux, qui arrivèrent en novembre 1586 à Waidhofen pour exécuter la réformation, coururent grand danger dans une émeute populaire. L'exemple qu'on fit des perturbateurs exaspéra les esprits, sans qu'on atteignît le but qu'on s'était proposé.

En haute Autriche une sédition s'éleva, l'an 1594, dans le cercle dit *Hausruck - Viertel*, et se répandit sur plusieurs endroits de ceux de *Muhl-* et de *Traun-Viertel*, où partout les prêtres catholiques furent chassés. Mais le baron Godard de Starhemberg ayant battu en 1595 les émeutiers près de Neumarkt, dans le cercle de *Muhl-Viertel*, ils se soumirent pour la plus grande partie. En automne de l'année suivante, le peuple de la campagne dans la haute Autriche se leva de nouveau, refusa de payer les contributions et de fournir des troupes pour la guerre turque. On fut encore une fois obligé d'employer la force contre eux, et de punir de mort les principaux moteurs de la rebellion.

Dans la basse Autriche la révolte avait également éclaté. L'archiduc Léopold, comme évêque de Passau, et l'administrateur de l'évêché de Wiener-Neustadt, Clésel, ayant cherché d'introduire dans leurs diocèses la communion sous *une seule* espèce, les insurgés pillèrent l'abbaye de Lilienfeld, et assiégèrent Saint-Hippolyte. Mais cette ville fut dégagée par les colonels Kollonitsch et Morawetzky. Bientôt après, les paysans essuyèrent une défaite dans la plaine nommée *Steinfeld*, non loin de Wilhelmsbourg. Leurs chefs, ayant été faits prisonniers, furent exécutés à Vienne, le 21 octobre 1597.

Dans le même temps qu'on travaillait à la réformation en Autriche, l'archevêque de Salzbourg, Wolfgang-Thierry de Raitenau, s'efforçait aussi de ramener ses sujets évangéliques au giron de l'Église. Le 9 juillet 1588, il publia l'édit de réformation, et le 3 septembre de la même année, les obstinés furent bannis du pays.

L'*archiduc Ferdinand* d'*Autriche intérieure* ayant atteint, le 4 décembre 1596, l'âge de majorité, les États de la *Styrie* lui prêtèrent, le 12 du même mois à Gratz, serment de fidélité. En janvier 1597 l'archiduc fut aussi inauguré en personne à Clagenfort comme *duc de Carinthie*, et en février à Laibach comme *duc de Carniole.* L'inauguration à Gorice, Gradisca, Trieste etc. se fit par des commissaires. L'archiduc commença, bientôt après, la réforme dans ces pays par la tentative qu'il fit d'éloigner tous les prédicateurs protestants.

L'Empereur avait en 1596 émis pour la haute et la basse Autriche un décret, par lequel il était défendu aux États protestants de soutenir les basses classes de leurs coreligionnaires en matière de religion, et de tenir des prêches dans les villes et bourgs appartenants au Souverain. Mais cette loi fut transgressée aussi souvent qu'on en trouvait l'occasion, et le culte évangélique qu'on exerçait

jusqu'alors à l'hôtel des États à Linz, de même que le gymnase qu'on avait supprimé dans cette ville, furent arbitrairement rétablis par les États. En 1598 le repos public fut aussi troublé dans la ville de Steyer et plusieurs autres endroits par un tumulte qu'excitèrent les Protestants. L'Empereur alors établit en 1600 une commission de réforme, et les États furent forcés, par la menace de fortes peines pécuniaires et de la perte de leurs franchises, à la soumission. L'archiduc Léopold, évêque de Passau, et le cardinal-évêque de Vienne Clésel abolirent, par ordre du pape Clément VIII, en 1600 la communion sous les *deux* espèces pour les laïques dans leurs diocèses.

Les prélats, chargés du soin des âmes dans les différents districts des provinces de l'Autriche intérieure, la Styrie, la Carinthie et la Carniole, savoir le patriarche d'Aquilée, l'archevêque de Salzbourg et l'évêque de Seckau, s'étaient déjà fortement opposés antérieurement à la propagation du luthéranisme. Mais en plusieurs endroits, particulièrement à Villach, la bourgeoisie brava l'autorité de ces pasteurs et prit les armes. Le 13 septembre 1598, l'archiduc Ferdinand bannit à perpétuité les prédicateurs et maîtres d'école protestants de Gratz, de Judenbourg et de toutes les villes, bourgs et territoires appartenants au Souverain. Les bourgeois évangéliques furent sommés de rentrer dans le sein de l'Église romaine. On permit à ceux qui refusèrent de changer de religion, de sortir du pays avec tout leur bien, après avoir payé une taxe de vingt pour cent. Ces mesures furent effectivement mises à exécution, l'an 1599. Dans les provinces de l'Autriche intérieure, la communion sous les deux espèces fut également abolie dans le cours de l'année suivante.

Pour la Bohème l'Empereur ordonna en 1602, qu'ex-

cepté la religion catholique et celle des Utraquistes, aucune autre ne serait tolérée. Les anciens édits contre les Picardites furent réitérés et alors étendus aussi sur les Luthériens et les Calvinistes. On défendit à toutes ces sectes de tenir des assemblées religieuses; on ferma leurs temples et églises, et leurs adhérents furent exclus des emplois publics.

Les Protestants de l'Empire germanique s'étaient plaints depuis une longue suite d'années des procès, instruits par le Conseil aulique d'Empire et la Chambre impériale, contre les religionnaires; de l'administration défectueuse de la justice; de la restitution des biens ecclésiastiques que les Protestants s'étaient appropriés, réclamée par les Catholiques dans les Diètes; de la prétendue violation du traité de Passau et de la paix de religion; de l'imposition continuelle pour la guerre turque; du peu d'égard qu'on avait à leurs griefs qu'ils avaient présentés à différentes reprises à l'Empereur et à l'Empire etc. L'électeur palatin Frédéric IV était depuis plusieurs années le meneur actif de toutes ces intrigues, qui avaient pour but d'engager les Protestants à s'unir étroitement et à s'opposer ouvertement au chef de l'Empire et aux États catholiques. L'exécution du ban contre les Protestants à Aix-la-Chapelle, ordonné en décembre 1597 par la Diète de Ratisbonne, causa aux religionnaires de nouvelles inquiétudes. Il tinrent en 1599 plusieurs assemblées, se liguèrent pour maintenir la paix de religion, et convinrent entre eux de ne point payer la contribution accordée par la Diète de Ratisbonne pour la guerre turque, mais de retenir l'argent pour leur propre défense. Les Protestants s'assemblèrent de nouveau en février 1603 à Heidelberg, où les électeurs Frédéric IV du Palatinat, et Joachim-Frédéric de Brandebourg, l'administrateur de l'archevêché de Strasbourg, Jean-Georges de Bran-

debourg, le comte palatin Jean de Deux-Ponts, le margrave Georges-Frédéric d'Anspach, le landgrave Maurice de Hesse, et le margrave Erneste-Frédéric de Bade formèrent, le 12, une union pour la défense de leurs droits et franchises contre les actions en justice intentées par le Conseil aulique d'Empire, contre la Chambre impériale, ainsi que contre la confiscation des abbayes et couvents sécularisés dont ils étaient menacés. On devait établir à Heidelberg un directoire de l'union, et ériger par des secours d'argent communs une caisse de confédération.

Dans la Diète, ouverte le 21 mars 1603 à Ratisbonne par l'archiduc Mathias, ce prince demanda, au nom de l'Empereur, l'argent nécessaire pour l'entretien de l'armée destinée à agir contre les Turcs. Malgré la vive résistance des Protestants, les États de l'Empire accordèrent un subside de quatre-vingt-six mois romains, dont vingt devaient être payés encore dans le cours de l'année 1603 et le reste dans les trois suivantes. L'examen des griefs des Protestants, comme tous les autres objets de délibération portés devant la Diète, furent renvoyés à une future assemblée des États.

Dans la ville impériale de *Donauwœrth* en Souabe, le magistrat et le plus grand nombre des habitants étaient depuis 1577 attachés à la doctrine luthérienne. Au mois d'avril 1606, le peuple insulta une procession que faisaient les Catholiques. Le Conseil aulique d'Empire ordonna une rigoureuse instruction de l'affaire. Le 3 août 1607, la ville fut mise au ban de l'Empire, et l'Empereur chargea le duc Maximilien de Bavière d'exécuter la sentence. Ce prince, charmé d'avoir une occasion de faire valoir ses prétentions sur Donauwœrth, qui avait autrefois obéi aux ducs de Bavière, rassembla aussitôt ses troupes, investit cette ville et la força à se rendre (17 décembre). C'est ainsi

que cette ville rentra sous l'obéissance des ducs de Bavière, qui ensuite ont trouvé le moyen de s'en faire confirmer la possession. Les princes évangéliques protestèrent inutilement contre la réduction de Donauwœrth. Mais l'effet de cette mesure rigoureuse se montra dans la Diète qui commença, le 12 janvier 1608 à Ratisbonne, sous la présidence de l'archiduc Ferdinand. L'Empereur fit demander avant tout aux États de nouveaux secours d'argent, qui étaient d'autant plus nécessaires que les Turcs se montraient disposés à se mêler des menées continuelles des mécontents en Hongrie, et à rompre ainsi la paix de Sittvatorok. Après cela seulement on devait délibérer sur les affaires de justice, sur les troubles de la guerre dans les Pays-Bas, — en tant qu'ils avaient une influence désavantageuse sur les cercles de l'Empire limitrophes — enfin sur la monnaie et la matricule de l'Empire. Les États catholiques approuvèrent cet ordre des propositions, et se déclarèrent prêts aussi à fournir de l'argent pour la guerre turque. Mais les Protestants exigèrent qu'on examinât auparavant les affaires de justice, qu'on redressât leurs griefs et confirmât amplement le traité de Passau et la paix de religion. L'archiduc Ferdinand leur fit espérer l'accomplissement de leurs voeux, et envoya en effet un courier à Prague pour avoir de nouvelles instructions à cet égard; mais les Protestants n'attendirent pas la résolution de l'Empereur, et quittèrent Ratisbonne à la fin d'avril, après avoir de nouveau présenté leurs plaintes, peu de jours avant. Le 6 mai, arriva la réponse de l'Empereur. Elle contenait l'ordre de dissoudre la Diète, afin de pouvoir, après une mûre délibération, reprendre les objets contentieux dans une future assemblée des États.

L'empereur Rodolphe était, à cette èpoque, en mésintelligence avec différents princes de sa Maison. Il avait depuis longtemps manifesté tantôt une inaction

insouciante, tantôt une timide irrésolution dans les affaires d'État. Tycho de Brahé, qui déshonorait ses connaissances réelles et ses rares talents par les rêveries de l'astrologie judiciaire et de l'alchimie, mais qui du reste était un homme estimable, inspira à l'Empereur une si forte inclination pour les sciences occultes, que ce prince leur consacrait une grande partie de son temps. L'illusion que Tycho de Brahé se faisait à lui-même, produisit un bien plus grand mal encore. Comme l'interprète des constellations qui, selon son opinion, gouvernent les destinées humaines, il persuada l'Empereur que sa vie serait mise en danger par un prince de son sang. Cette prédiction funeste accrut encore la défiance naturelle de Rodolphe, et contribua à faire perdre son affection aux personnes de sa famille, et à l'en éloigner. L'astronome désigna aussi plusieurs ministres et autres personnages de crédit à la Cour comme des ennemis dangereux du monarque. Le renvoi de ces fonctionnaires et l'isolément complet et pénible dans lequel Rodolphe vécut dès ce moment, furent les suites de la confiance que ce prince avait eue dans ces prophéties qu'il tenait pour infaillibles. Après la mort de Tycho de Brahé, arrivée le 24 octobre 1601, d'autres hommes, qui se vantaient d'avoir des connaissances secrètes, gagnèrent la faveur de Rodolphe, et ce Souverain ne vécut alors presqu'exclusivement que pour l'étude de l'alchimie, de l'astronomie et de l'astrologie, puis pour la peinture, les arts mécaniques, la botanique, la zoologie et la chimie. Pendant ce temps-là, ses favoris et conseillers s'emparaient de toute l'autorité et remplissaient, par l'abus qu'ils en faisaient, le peuple d'inquiétude et de tristes pressentiments pour l'avenir.

Quoique l'Empereur fût déjà fort avancé en âge, il éludait constamment les propositions de mariage qui lui furent faites de toutes parts; il s'efforça même d'empêcher

ses frères de se marier. Il n'avait fait non plus aucune disposition pour régler la succession dans ses propres États, et pour assurer à la Maison d'Autriche la possession de la couronne impériale d'Allemagne. Rodolphe s'était aussi aliéné le coeur de ses sujets protestants par les oppressions que les ministres, les gouverneurs des provinces et les évêques leur faisaient souffrir avec la prétendue autorisation de l'Empereur. Dans ces circonstances impérieuses, l'*archiduc Mathias*, héritier naturel du trône de Hongrie et de Bohème, et futur Souverain de l'Autriche, se crut obligé de prévenir, par une intervention efficace, les suites funestes qui menaçaient de résulter de ce déplorable état des choses pour l'intérêt de toute la famille de Habsbourg, et pour le bien-être de ses pays. Les Protestants s'étaient effectivement adressé en secret à ce prince, pour obtenir sa protection et son assistance, et l'une et l'autre leur avaient été assurées par l'Archiduc. Lorsque l'Empereur éleva en 1606 Mathias à la dignité de gouverneur du royaume de Hongrie, ce prince fut investi d'un pouvoir étendu, et il exerça dès lors une influence décisive sur les affaires de l'Autriche.

Mathias se concerta à Vienne avec l'archiduc Maximilien son frère, puis avec Ferdinand et Maximilien-Erneste de Styrie, ses cousins, sur la situation critique de l'État. Ces trois princes conclurent, le 25 avril 1606, avec Mathias un traité secret dans lequel, sous prétexte que l'Empereur était empêché par une faiblesse d'esprit fort inquiétante de prendre soin du gouvernement, ils déclaraient Mathias chef de la Maison de Habsbourg, lui assuraient le soutien dont il pourrait avoir besoin, et lui promettaient aussi de l'appuyer de toutes leurs forces, en cas qu'il fût trouvé nécessaire d'élire un roi des Romains. L'archiduc Albert, qui résidait aux Pays-Bas, accéda à cette union à Bruxelles, le 11 novembre 1606. Les archi-

ducs Léopold et Charles de Styrie, qui étaient absents, avaient été compris dans le traité.

L'Empereur avait, comme il a été dit plus haut, ratifié le traité de paix conclue à Vienne avec Bocskai, ainsi que la trêve avec la Porte Ottomane; mais Bocskai étant venu à mourir, Rodolphe hésitait à faire les arrangements nécessaires à l'exécution de ces traités. À la vérité il avait, au commencement de l'année 1607, reconnu *Sigismond Rakotzi* pour prince de Transylvanie; mais s'étant bientôt après repenti de cette condescendance, il refusa, au mois de juillet suivant, de la manière la plus positive de reconnaitre Sigismond en la dite qualité. Comme l'Empereur avait manifesté son indignation contre Mathias en désignant l'archiduc *Ferdinand de Styrie* pour le représenter dans la Diète de l'Empire, convoquée à cette époque à Ratisbonne, on crut généralement que Rodolphe avait l'intention de nommer son cousin Ferdinand corégent, et de lui laisser tous ses États, au préjudice de Mathias et de ses autres frères. Afin de prévenir le tort que l'Empereur voulait lui faire, l'archiduc Mathias commença par convoquer, en sa qualité de gouverneur-général de la Hongrie, les États de ce royaume, le 2 janvier 1608 à Presbourg, et se rendit en personne dans cette ville, peu de jours après. Le maintien de la *pacification de Vienne* et de la trêve de Sittvatorok fut déclaré premier but de l'assemblée et l'on invita, le 24 janvier, les États confédérés des pays héréditaires d'Autriche à agir de concert avec les Hongrois.

L'empereur Rodolphe avait fait connaître son mécontentement de cette démarche en indiquant une autre Diète, à la vérité également à Presbourg, mais pour le mois de mars 1608; et comme ce nonobstant les États se réunirent au temps fixé par l'Archiduc, l'Empereur ordonna par décret du 23 janvier à l'assemblée de se séparer, comme

étant tenue à son insu. Mais les sommations de la Porte, relativement à l'exécution du traité de paix, devenant chaque jour plus pressantes, on ne pouvait remettre jusqu'à l'époque désignée par l'Empereur pour l'ouverture de la Diète, les délibérations sur les moyens à employer pour la pacification et la sûreté du pays. En conséquence, les États insistèrent sur l'accomplissement de la paix de Vienne en général, et particulièrement sur celui du premier article qui concernait le libre exercice de la religion. Pour appuyer ce traité et celui de Sittvatorok, comme aussi pour se défendre contre les Ottomans, on ordonna des armements et des levées de troupes. Ensuite (1 février) les États de la Hongrie et ceux de la haute et basse Autriche formèrent une ligue, tendante à maintenir les deux traités. Dans un écrit adressé à l'Empereur, les États cherchèrent à s'excuser de ce qu'ils avaient fait sur le danger imminent où se trouvait le royaume; et ils sollicitèrent en même temps l'entremise du Corps germanique auprès de l'Empereur.

Le 2 et 3 février, les décisions de la Diète furent signées par les États de la Hongrie. Ceux de la Moravie accédèrent, le 19 avril, à l'union du 1 février. Des plénipotentiaires hongrois conclurent, le 25 mars à Neuhæusel, un traité avec la Porte Ottomane, ensuite duquel un ambassadeur devait se rendre, d'ici à quarante jours, à Constantinople avec des présents de paix. *Sigismond Ragotzi* de Transylvanie, vieillard infirme, ayant bientôt senti que le fardeau dont il se chargeait était au-dessus de ses forces, avait résigné, le 3 mars 1608, et le même jour *Gabriel Bathori* fut élu prince par les États du pays.

Dès le 23 février, l'Empereur déclara nuls tous les actes de la Diète de Presbourg. Comme les armements, ordonnés par ce prince immédiatement après, semblaient annoncer qu'il avait dessein de dissoudre la ligue par la

force des armes, les États confédérés se préparèrent également à la défense. Mathias envoya des ambassadeurs à la Diète de l'Empire, ainsi qu'aux princes électeurs, pour justifier sa conduite et mettre les États de l'Allemagne dans ses intérêts. Un de ces envoyés fut arrêté à Ratisbonne; et ce ne fut que par les papiers qu'on trouva sur lui que Rodolphe II eut connaissance du pacte fait entre les archiducs, et de l'étendue de la confédération formée contre lui. Dans ces circonstances critiques, l'Empereur fit partir le cardinal-évêque d'Olmutz, François comte de *Dietrichstein* [1]), pour Vienne, afin de prévenir par l'entremise de ce sage et respectable prélat les suites sérieuses qu'il avait à craindre par cette conspiration. Il consentit à confirmer les traités conclus avec Bocskai et la Turquie; mais il exigea en même temps la dissolution de la ligue des États de la Hongrie et de l'Autriche. Il demanda aussi que Mathias renonçat à l'union, conclue le 25 avril 1606, ainsi que l'avaient déjà fait les autres archiducs. Mais les réponses évasives de Mathias faisant voir clairement, que ce prince méditait encore d'autres actes de violence, Rodolphe ordonna d'accélérer les armements. En effet, l'Archiduc ne visait à rien de moins qu'à s'emparer du gouvernement. Il avait depuis longtemps sondé les esprits des Hongrois et des Autrichiens. Ce prince s'était aperçu que ces peuples, reconnaissants des grands services qu'il leur avait rendus par la valeur avec laquelle il avait combattu les Turcs, avaient bien plus d'attachement pour lui que pour Rodolphe. Ils reprochaient à ce monarque l'indifférence avec laquelle il se reposait du sort de leur pays sur ses Gouverneurs et ses Généraux. Ils ne cachaient pas même le désir d'être gouvernés par un prince qui avait exposé ses jours pour

[1]) Ce seigneur appartenait á la branche de cette ancienne et célèbre Maison qui fut élevée 1631 à la dignité princière par l'empereur Ferdinand II.

la défense de l'État. Mathias profita de ces dispositions favorables pour mettre, aussitôt que possible, son plan à exécution.

Ce prince partit le 15 avril de Vienne, à la tête de 10,000 hommes, et marcha à Znaim. Par les troupes qui vinrent en toute hâte de la Hongrie et de la Moravie, son armée s'accrut en peu de jours à 25,000 combattants. On vit arriver à Znaim des ambassadeurs du pape et du roi d'Espagne, puis le cardinal Dietrichstein, afin d'empêcher l'archiduc Mathias de s'avancer plus loin. Ils furent suivis par une députation des Etats de la Bohème, qui demandèrent à l'Archiduc des éclaircissements sur sa marche hostile vers les frontières de leur royaume. Mathias différa de donner une réponse décisive jusqu'à ce qu'il fut arrivé à Czaslau. Il manda dans cette ville la Noblesse bohème du voisinage et lui annonça, que son intention était de persuader l'Empereur à lui céder l'administration de la Hongrie, de l'Autriche, de la Bohème et de la Moravie. Les envoyés des électeurs de Brandebourg et de Saxe offrirent leur médiation, et obtinrent effectivement une trêve de huit jeurs. Néanmoins l'Archiduc fit avancer son avant-garde jusque dans le voisinage de Prague.

Sur ces entrefaites, Rodolphe avait tenu, le 19 mai, une Diète à Prague. Les Protestants profitèrent de la situation très-fâcheuse où se trouvait l'Empereur, pour lui demander le libre exercice de leur culte, et différentes autres concessions. Rodolphe leur accorda quelques-uns des articles réclamés qui concernaient l'administration du pays, et leur donna l'assurance, que leurs griefs, relatifs à la religion, seraient redressés dans la prochaine Diète. Surquoi les États résolurent de mettre sur pied une armée de 34,000 hommes pour la défense de l'Empereur. À la vérité, Mathias se rapprocha avec ses forces principales encore davantage de Prague; mais les conférences

tenues à Dubetz, plus tard à Lieben, amenèrent, le 25 juin, la conclusion d'un accommodement. L'Empereur abandonna à son frère Mathias le royaume de *Hongrie* et l'*archiduché d'Autriche au-dessus et au-dessous de l'Ens*, lui transporta l'administration de la *Moravie* et lui concéda, avec l'expectative du trône bohème, le titre de *roi désigné de Bohème*. Mathias céda en échange à l'Empereur sa part au Tyrol et aux pays de l'Autriche antérieure. Cet arrangement fait, l'armée de Mathias évacua la Bohème. Le 14 juillet, il fit son entrée à Vienne, et fut proclamé, le 26 du même mois, *margrave de Moravie* par les États du pays assemblés à Olmutz. Ses plénipotentiaires conclurent, le 20 août à Cassovie, avec les envoyés de Gabriel Bathori un traité, par lequel la paix de Vienne fut confirmée. Après que Mathias eut accordé aux Hongrois leurs demandes en matière religieuse et politique, et confirmé les articles de la pacification de Vienne, il fut couronné *roi de Hongrie* à Presbourg, le 19 novembre 1608.

Les États évangéliques de la basse Autriche, avant de prêter au roi Mathias le serment de fidélité, avaient demandé, comme condition préliminaire, qu'il leur accordât le libre exercice de leur religion. Les États de la haute Autriche formèrent même, le 30 août, une ligue à Linz, pour rétablir dans un seul et même jour le culte luthérien dans tous les lieux, où il avait existé auparavant. Mais le Roi fit réprimer, au mois de septembre, cette conduite arbitraire. Comme les États protestants de la basse Autriche virent alors, que Mathias n'était pas disposé à satisfaire leurs prétentions, ils se rendirent de Vienne à Horn, et envoyèrent de là une lettre circulaire aux États catholiques, dans laquelle ils avertissaient ces derniers que, s'ils ne refusaient pas de prêter foi et hommage au Roi, les Protestants protesteraient contre cet acte. Ils

s'armèrent aussi pour leur défense, et sollicitèrent l'appui les Hongrois, des Bohèmes, des Moraves et de différents princes et États protestants d'Allemagne. Ils persistèrent même encore dans leur refus de prêter serment de fidélité au Roi, après que les Etats catholiques et le magistrat de Vienne eurent, le 16 octobre, effectivement fait hommage à ce prince. Malgré l'entremise de l'archiduc Maximilien, on ne put venir à bout de vaincre l'obstination des États protestants. Mathias se proposait de réduire les récalcitrants par la force des armes. Mais comme une telle dissention intestine pouvait entraîner après elle des maux incalculables, il accepta la médiation des États de Moravie. Le 19 mars 1609 à Vienne, Mathias signa le soi-disant *Décret de capitulation*, par lequel il accordait aux États évangéliques de la haute et basse Autriche, et par une addition verbale aux villes et bourgs de l'Autriche aussi, la liberté de religion, toutefois en termes vagues et qu'on pouvait interpréter de diverses manières. Après cela, les États de la basse Autriche prêtèrent, le 24 avril à Vienne, et ceux de la haute Autriche, le 22 mai à Linz, effectivement le serment de fidélité.

Au mois de juin, dans la Diète à Olmutz, les États luthériens de Moravie insistèrent également sur la liberté de religion pour leur pays. Mais les Catholiques de cette province surent empêcher l'acquiescement à cette demande. Les États de l'Autriche intérieure demandèrent, vers la fin de Novembre, à l'archiduc Ferdinand également le libre exercice de leur religion, qui toutefois leur fut refusé par une résolution de ce prince, en date du 8 décembre 1609.

Le 28 janvier de la même année, avait commencé la Diète à Prague, dans laquelle les griefs des Bohèmes protestants, concernant la religion, devaient être examinés et soumis à la décision de l'Empereur. Ce monarque se

montra disposé à accorder aux Utraquistes le libre exercice de leur culte. Mais, comme il refusait la même faveur aux Frères moraves, et que les Utraquistes demandaient une liberté illimitée de religion, la Diète fut dissoute, le 1 avril, sans qu'on eût pu s'accorder. Les Utraquistes s'adressèrent alors au roi Mathias et aux électeurs et princes protestants d'Allemagne, pour en obtenir du secours. Ils tinrent des assemblées, de leur propre autorité, et déployèrent une telle fermeté et résolution, que Rodolphe trouva nécessaire de les tranquilliser par un édit du 20 mai. Il convoqua une nouvelle assemblée des États, pour terminer entièrement les querelles de religion. Mais ayant refusé, cette foi aussi, d'accorder aux Protestants la liberté illimitée de religion qu'ils demandaient, et s'étant borné à confirmer, par un décret du 5 juin, l'exercice de leur culte, tel qu'il avait eu lieu jusqu'alors, les Utraquistes protestèrent, le 13 juin, contre toute limitation ultérieure, et résolurent immédiatement après de mettre sur pied une armée, pour défendre la liberté de leur religion et leurs autres droits et privilèges. Ils nommèrent le comte Henri-Mathias de Thurn, Léonard de Fels et Jean de Bubna commandants des troupes. Ils choisirent aussi parmi leurs coreligionnaires trente directeurs, pour gérer leurs affaires.

Vers le même temps, une députation des princes et États de Silésie était arrivée à Prague, pour demander pareillement la liberté de religion. Dans ce pays les Protestants s'étaient depuis plusieurs années opposés à toute restriction, et on s'était vu obligé d'employer la force, pour ramener les villes de Troppau et de Breslau à la soumission. Les députés silésiens entrèrent, au mois de juin 1609, dans la ligue des Utraquistes bohèmes. Rodolphe, pressé de toutes parts, se décida enfin à céder aux voeux de ces sectaires. Il accorda, le 11 juillet 1609, par des lettres impériaux aux Utraquistes de Bohème une

entière liberté de leur culte. Le sous-consistoire et l'académie à Prague leur furent rendus, et on leur permit de bâtir de nouvelles églises et écoles. Par d'autres lettres impériaux du 20 août, le libre exercice de la religion fut aussi octroyé aux Protestants de la haute et basse Silésie. En même temps l'Empereur leur promit que la charge de capitaine-général du pays, que remplissait depuis 1608 l'archiduc Charles de Styrie, qui venait d'être nommé évêque de Breslau, serait dès à présent administrée par un prince séculier. En effet, Rodolphe conféra alors cette dignité au duc Charles d'Oels.

La sentence de ban exécutée contre les Protestants de Donauwœrth avait fait craindre aux États évangéliques de l'empire d'Allemagne, que les Catholiques ne méditassent d'anéantir entièrement la doctrine luthérienne. Du moins l'électeur palatin Frédéric sut si bien persuader ses coreligionnaires de l'imminence de ce danger, qu'il les engagea à conclure, le 4 mai 1608, une *Union* de dix ans pour la défense de leur religion. La plupart des princes, États et villes évangéliques accédèrent à cette ligue. Mais l'électeur de Saxe refusa absolument de prendre part à cette confédération, tant par jalousie contre l'électeur palatin Frédéric, à qui l'on avait conféré le directoire de l'Union, que par haine contre la doctrine réformée que Frédéric professait.

Les États catholiques, de leur côté, avaient avec raison conçu des inquiétudes à l'égard des vues de l'Union, d'autant plus qu'elle tenait ses projets et négociations soigneusement cachés. Après plusieurs conférences, qui eurent lieu à Coblence, Fulde et quelques autres endroits, le duc de Bavière, les évêques de Wurzbourg, de Bamberg, de Passau, de Strasbourg, de Constance et d'Augsbourg, le prévôt d'Ellwangen et l'abbé de Kempten, se confédérèrent enfin, le 10 juillet 1609 à Munich,

pour se défendre contre toutes les entreprises que l'Union pourrait tenter contre les Catholiques. Le 30 août, les trois électeurs ecclésiastiques, l'évêque de Ratisbonne et plusieurs autres États entrèrent dans cette *ligue catholique*, dont la durée fut fixée à neuf ans. Le souverain pontife et le roi d'Espagne promirent de soutenir la ligue par des subsides considérables.

La contestation qui, à cette époque, s'éleva sur la *succession de Juliers*, augmenta encore les troubles en Allemagne, déjà assez agitée par la querelle de religion. Jean-Guillaume, duc de Cléves, de Juliers et de Berg, mourut le 25 mars 1609 sans postérité. La Maison de Saxe formait des prétentions sur cet héritage, et les fondait tant sur l'expectative que l'empereur Frédéric IV lui avait octroyée, le 26 juin 1483, et que les empereurs suivants avaient itérativement confirmée, que sur le pacte de famille fait en 1526, à l'occasion du mariage de la princesse Sibylle de Cléves avec l'électeur Jean-Frédéric de Saxe. La succession fut encore réclamée par le comte palatin Philippe-Louis de Neubourg, époux d'Anne, soeur du duc défunt, pour son fils Wolfgang-Guillaume, et par l'électeur Jean-Sigismond de Brandebourg, en qualité d'époux d'une fille de la soeur aînée du duc Jean-Guillaume, déjà décédée, Marie-Éléonore, mariée au duc Albert-Frédéric de Prusse, de la Maison de Brandebourg. Tous deux s'appuyèrent sur le décret de réhabilitation de l'empereur Charles V de l'année 1546, par lequel le droit de succession avait été aussi concédé aux descendants féminins du duc Guillaume, alors régnant. La troisième soeur du duc Jean-Guillaume, Madeleine, veuve du duc palatin Jean de Deux-Ponts, et Charles d'Autriche, margrave de Burgau, qui avait épousé la princesse Sibylle, fille cadette du duc défunt, demandèrent un partage égal du pays entre toutes les quatre soeurs ou leurs

descendants. D'un autre côté, le duc Charles de Nevers, vicomte de la Marche, et les ducs de Bouillon et d'Aremberg, parents éloignés du duc Jean-Guillaume, réclamèrent une partie de ce riche héritage. L'électeur de Brandebourg et le comte palatin Wolfgang-Guillaume de Neubourg firent occuper militairement les États de Cléves. Mais l'Empereur, qui avait à juger à qui la succession de Jean-Guillaume devait appartenir, exigea que les prétendants attendissent sa décision. Alors les princes, qui avaient pris possession du pays, convinrent entre eux, le 10 juin 1609 à Dormund, d'attendre à la vérité que l'affaire fût juridiquement examinée et décidée, mais de garder conjointement dans l'intervalle les pays contestés, et de les défendre contre toute attaque. Mais l'empereur Rodolphe annulla, par un édit du 7 juillet 1609, la convention de Dormund, et envoya des commissaires, pour prendre possession de ces pays jusqu'à la décision définitive de cette affaire. En même temps il chargea l'*archiduc Léopold* de Styrie, évêque de Strasbourg et de Passau, d'administrer les États de Juliers pendant leur séquestration.

Au commencement du mois d'août, Léopold arriva à Juliers et mit la ville en bon état de défense. L'électeur de Brandebourg et le comte palatin de Neubourg, comptant sur la promesse que l'Union évangélique, l'Angleterre, la France et la Hollande leur avait faite de les secourir efficacement, protestèrent contre la séquestration, ordonnée par l'Empereur. Dans l'assemblée des princes, tenue le 7 juillet 1610 à Prague, l'Empereur investit l'électeur Chrétien II de Saxe des États de Cléves, après toutefois que ce prince eut donné une lettre réversale par laquelle les droits des autres prétendants furent réservés. Cependant Rodolphe II ne jugea pas à propos de rappeler les troupes qu'il avait envoyées dans le pays de

Juliers, et qui s'étaient emparées de quelques places appartenantes à la succession du duc Jean-Guillaume. D'un autre côté, les princes de Brandebourg et de Neubourg, secondés par des troupes de l'Union évangélique et de la France, poussèrent vigoureusement la guerre. Ils commencèrent, le 8 juillet, le siége de Juliers. Cette ville se défendit avec beaucoup de courage; mais malgré ses efforts redoublés, elle fut obligée de capituler. Par la reddition de cette forteresse, tous les pays contestés se trouvaient au pouvoir des alliés et le séquestre impérial levé par le fait.

L'archiduc Léopold avait réuni dans le voisinage de Passau une armée de 16.000 hommes, à laquelle on donna le nom de *troupes passaviennes*, et dont la destination était aussi peu connue que celle des forces nombreuses que la *ligue catholique*, et surtout le duc de Bavière, avaient constamment à leur disposition. Par une lettre, du 7 septembre, l'archiduc Maximilien somma, au nom de la ligue, les Protestants unis d'empêcher à l'avenir les excès que leurs troupes commettaient dans les pays rhénans catholiques, et de dédommager les contrées et les princes des pertes qu'elles leur avaient causées. Au mois d'octobre, les Protestants unis envoyèrent une ambassade à Munich pour justifier leur conduite, engager le duc de Bavière à la condescendance dans l'affaire de Donauwoerth, et d'excuser la marche de leurs troupes de l'Alsace et du Rhin vers le Danube par la nécessité d'observer le corps d'armée de l'archiduc Léopold, rassemblé dans le pays de Passau. Ensuite de ces négociations, le duc de Bavière conclut, le 24 octobre, un accommodement avec lui. Les deux parties promirent de licencier jusqu'au
nombre la plus grande partie de leurs troupes, et
sur pied que jusqu'à ce que les in-
troupes passaviennes et stras-

bourgeoises, ou de tout autre danger de guerre, fussent occupées.

Pour terminer le différend sur la succession de Juliers, et rétablir la tranquillité en Allemagne, l'Empereur avait fait tenir, au mois de septembre, un congrès de princes à Cologne. Mais après deux mois de négociations, cette assemblée se sépara sans avoir pu atteindre le but pour lequel elle avait été convoquée. Enfin les princes, s'étant de nouveau réunis à Jutterbock, le 31 mars 1611, proposèrent une transaction portant que la Saxe, moyennant le remboursement des sommes dépensées lors de l'occupation des États de Cléves, pourrait se mettre provisoirement en possession commune de ces pays avec l'électeur de Brandebourg et le comte palatin de Neubourg, en attendant que l'Empereur, après avoir consulté les électeurs, examinât et décidât la contestation. Les électeurs de Saxe et de Brandebourg signèrent avec plusieurs princes présents cet accord, qui fut confirmé par l'Empereur. Mais l'accommodement définitif du différend qu'on avait attendu de cette convention, fut entravé par les protestations de l'électrice de Brandebourg, comme proprement cohéritière, et du comte palatin Wolfgang-Guillaume de Neubourg.

Cependant, de nouvelles mésintelligences s'étaient élevées entre l'Empereur et le roi Mathias. Rodolphe se répandait en plaintes contre son frère, qui n'avait pas rempli les conditions du traité du 25 juin 1608, et donné à l'Empereur la satisfaction qu'il lui devait pour les offenses faites antérieurement à la dite convention. D'autre part, le Roi se plaignait de ce que Rodolphe aliénait de lui, Mathias, les esprits des peuples des pays qui lui avaient été cédés, et de ce que les troupes que l'archiduc Léopold avait rassemblées dans le voisinage de Passau, paraissaient menacer ces pays d'une invasion.

Le congrès de princes à Prague, déjà mentionné, avait commencé au mois de mai 1610. Les archiducs Ferdinand, Maximilien et Léopold, puis un envoyé de l'archiduc Albert, les électeurs de Mayence, de Cologne et de Saxe, les ducs de Bavière et de Brunswick et le landgrave de Hesse-Darmstadt assistèrent à cette assemblée. L'administration suprême de la justice, l'affaire de la succession de Juliers, celle qui concernait la ville de Donauwoerth, dont les Protestants réclamaient l'ancienne immédiateté etc. devaient être mises en délibération. Mais les princes furent fort sagement d'avis, que le premier objet dont ils avaient à s'occuper, c'était la parfaite réconciliation entre l'Empereur et son frère. Le 15 septembre, Rodolphe II et tous les princes réunis à Prague signèrent un acte d'accommodement dont les principaux articles étaient: que le roi Mathias ferait faire des excuses à l'Empereur par rapport aux événements qui avaient précédés la conclusion du traité du 25 juin 1608; qu'il reconnaitrait Rodolphe pour chef de la Chrétienté et de la Maison d'Autriche, comme aussi pour seigneur suzerain relativement à tous les pays autrichiens qui lui avaient été cédés; que Mathias ne prendrait part à aucune confédération dirigée contre l'Empereur, la Maison d'Autriche ou l'Empire germanique, et que tous les traités antérieurs, contraires à cet article, seraient annullés. Il fut aussi stipulé, que le roi Mathias ne s'immiscerait en aucune manière dans les affaires de l'empire d'Allemagne, et qu'il ne prendrait aucune résolution arbitraire dans celles qui concernaient toute la Maison d'Autriche, ou lorsqu'il s'agirait de faire la guerre ou la paix avec la Turquie ou autres Puissances, mais qu'il en réserverait la décision à l'Empereur. Les deux parties contractantes étaient tenues de renvoyer, dans l'espace d'un mois après la ratification de ce traité, les troupes rassemblées sur

les frontières ou, si cela ne pouvait se faire par des motifs importants, Mathias devait du moins s'engager à n'employer les siennes ni contre l'Empereur et ses pays, ni contre les princes et États de l'Empire qui étaient fidèles à ce monarque. En revanche l'Empereur promit de ne pas se servir de ses troupes contre son frère. Le 9 octobre, Mathias signa cette convention à Vienne. Quelques jours après, les archiducs Maximilien et Léopold, et l'ambassadeur de l'archiduc Albert, se présentèrent devant l'Empereur, pour s'acquitter de la dépréciation stipulée; mais le monarque ne permit point qu'elle s'effectuât, et déclara qu'il se contentait de la bonne volonté que Mathias lui témoignait, et qu'il pardonnait et oubliait tout le passé. Il est à croire que rien n'aurait plus troublé la paix domestique, si la persistance de Rodolphe à vouloir priver Mathias, en tout ou en partie, de son héritage légitime, n'avait rallumé le flambeau de la discorde.

Rodolphe II avait eu auparavant l'intention de transporter tous ses États à son cousin, l'archiduc *Ferdinand de Styrie;* mais comme ce prince l'avait offensé en prenant part à la ligue de 1606, il jeta les yeux sur l'archiduc *Léopold*, frère de Ferdinand, à qui il voulait du moins procurer le trône de Bohème. L'armée que ce prince avait rassemblée dans le voisinage de Passau, se trouvait toujours prête à sa disposition. Il pouvait aussi compter sur un grand nombre de partisans en Bohème; il en avait même dans le Conseil de l'Empereur; ceux-ci craignaient le ressentiment de Mathias auquel ils avaient été constamment opposés; et c'était pour mettre ce prince hors d'état de ce venger qu'ils voulaient faire placer la couronne sur la tête de Léopold, qui en attendant ne quittait pas la Cour de son oncle à Prague. Le traité, conclu avec le roi Mathias, stipulait à la vérité le licenciement des troupes passaviennes, et l'Empereur, de même que

Léopold, avaient effectivement fait expédier des ordres pour les congédier; mais, comme on ne pouvait pas payer les arrérages de leur solde qui étaient fort considérables, elles restèrent dans leurs quartiers pour y attendre leur payement. Enfin, au mois de décembre 1610, ce corps d'armée, sous la conduite du colonel Ramée, se mit en marche vers la haute Autriche, où on le fit cantonner. Le roi Mathias adressa des plaintes fort amères à l'Empereur au sujet de cette violation de territoire, et arma pour défendre la rivière d'Ens. Des envoyés impériaux excusèrent cette invasion qui n'était, disaient-ils, qu'un passage pour se rendre dans les cantonnements qu'on devait assigner aux troupes passaviennes soit en Bohème, soit en Tyrol, jusqu'à ce qu'on leur eût payé la solde qui leur était due, ou qu'elles fussent congédiées. Ces troupes avaient effectivement fait quelques mouvements vers les frontières de la Styrie, qui semblaient indiquer le dessein de se rendre en Tyrol. Mais au commencement de février 1611, ce corps d'armée franchit le Danube et entra en Bohème, occupa Krumau, Budweis, Pisek et Tabor, et marcha vers Prague. Rodolphe, prévoyant les suites fâcheuses qu'aurait l'entrée de ces troupes en Bohème, envoya un héraut à leur rencontre à Beraun, avec l'ordre de retourner sur-le-champ à Krumau et d'y attendre le payement de leur solde. Mais le colonel Ramée répondit qu'il venait pour défendre l'Empereur contre ses ennemis, occupa le Mont-Blanc et, le 15 février, aussi le Petit-Côté *(Kleinseite)* de Prague.

Les États de Bohème ayant appelé le roi Mathias à leur secours, ce prince avait rassemblé une armée, composée de Hongrois, de Moraves et d'Autrichiens, et s'était mis en marche vers ce royaume; ce qui engagea l'Empereur à faire tous ses efforts pour éloigner les Passaviens de la capitale. Il ordonna aux États de les contenter; et comme

on n'eut aucun égard à ses ordres, Rodolphe donna aux Passaviens 300,000 florins à compte de la paye qu'on leur devait; sur quoi le colonel Ramée évacua le Petit-Côté et reconduisit ses troupes à Budweis. L'archiduc Léopold ne crut pas devoir s'arrêter plus longtemps dans la capitale et retourna à Passau. Cependant, Mathias s'avançait à marches forcées par Iglau et Czaslau vers Prague, et y entra, le 24 mars, au milieu des applaudissements du peuple. Alors l'Empereur, contraint de s'accommoder aux circonstances critiques où il se trouvait, convoqua une Diète générale de Bohème, de Silésie et de Lusace à Prague et déclara, le 11 avril, aux États qu'il désirait que son frère Mathias fût sans retard proclamé roi effectif de Bohème. Les États y consentirent; mais ils dressèrent une capitulation, que Mathias fut obligé de jurer avant son couronnement. Mathias promit de confirmer, dans le terme de quinze jours après avoir reçu la couronne, les privilèges du royaume de Bohème en matière de politique et de religion, comme aussi les traités de 1608, 1609 et 1610. À l'égard d'autres points; savoir: le rétablissement de l'union entre la Bohème, la Hongrie et l'Autriche, le renouvellement des anciennes conventions d'hérédité avec la Pologne et la Saxe, l'autorisation, demandée par les États de tenir à leur gré des assemblées de cercle et de former des établissements pour la défense du pays, la décision en fut remise à la prochaine Diète générale.

Le 23 mai, Mathias fut couronné *roi de Bohème* par le cardinal-évêque d'Olmutz, comte de Dietrichstein. Le 3 du mois suivant, il donna aux États la confirmation promise des privilèges politiques et religieux du pays. Le 11 août, le traité définitif entre l'Empereur et le Roi fut signé. Rodolphe se réserva sa résidence au château de Prague. On lui assura une rente annuelle de 300,000 florins d'Empire, payable sur les revenus des pays cédés,

et la jouissance à vie des quatre seigneuries de Pardubitz, de Brandeis, de Lissa et de Pezerau. Mathias satisfit les troupes passaviennes, qui furent licenciées. En Lusace et en Silésie, le Roi reçut l'hommage dans les mois de septembre et d'octobre. Le 8 décembre 1611, on célébra à Vienne le mariage du roi Mathias avec *Anne*, fille de l'archiduc *Ferdinand de Tyrol*. Les princes électeurs d'Allemagne tinrent depuis le 14 octobre jusqu'au 12 novembre une Diète à Nuremberg, où l'Empereur et le roi Mathias envoyèrent des plénipotentiaires. L'assemblée délibéra sur l'élection d'un roi des Romains, et les électeurs convinrent de se réunir pour cet effet en avril 1612 à Francfort. Les anciens griefs relativement au Conseil aulique d'Empire, à la Chambre impériale, à l'administration entravée de la justice etc., furent remis sur le tapis à Nuremberg. On traita avec l'Empereur pour la convocation d'une Diète générale, où l'on devait examiner ces objets et remédier à tous les défauts.

Mathias ne se vit pas plutôt en paisible possession de l'Empire autrichien, qu'il s'occupa des affaires de Transylvanie. Ce pays gémissait, sous le gouvernement de Gabriel Bathori, dans une dure oppression. Ce prince extorquait non-seulement de fortes sommes à ses sujets aisés, mais il persécutait aussi les Catholiques de la manière la plus cruelle, et devint bientôt l'objet de la haine générale. Dès le mois de mars 1610, une conspiration, à la tête de laquelle se trouvait son chancelier, Étienne Kendy, fut découverte et punie. Poussé par son avidité de faire des conquêtes, Gabriel surprit en décembre 1610 le prince valaque Radul, avec lequel il avait naguère contracté une alliance, et le chassa de son pays. Radul se rendit en toute diligence auprès du roi Mathias à Vienne, pour se procurer l'appui de ce prince, et ensuite auprès du pacha de Bude, afin d'obtenir la protection de

la Porte Ottomane. Plus tard Radul passa en Pologne où il enrôla des troupes. Gabriel, après avoir fait ravager la Valachie, retourna en Transylvanie. Au mois d'avril 1611, Bathori se vengea de la bonne réception que Radul avait trouvée à Vienne, par la dévastation des contrées de Szathmar et de Kallo. Mathias, irrité de cette audace, ordonna, vers la fin du mois de juin, au capitaine-général à Cassovie, Sigismond Forgacs, de marcher en Transylvanie avec une forte armée. Pendant cette marche, les Heiduques se révoltèrent; ils battirent même le général du Roi, Étienne Palfy, près de Dioszeg, et passèrent à l'ennemi. Sur ces entrefaites, le prince Radul était rentré dans la Valachie; il se mit en marche pour la Transylvanie où les Saxons, qui accoururent en foule se ranger sous ses drapeaux, renforcèrent son armée. Bathori fut défait, le 12 juillet, près de Cronstadt. Le général Forgacs, qui avait également pénétré en Transylvanie, investit au mois d'août le prince Gabriel dans Hermanstadt. Mais les propres troupes de Bathori, André Nagy à la tête des Heiduques, et deux corps auxiliaires ottomans arrivèrent de plusieurs côtés au secours de la place assiégée. Le général Forgacs, ayant été coupé de manière à ne pouvoir opérer sa retraite par le plus court chemin, se dirigea sur Mediasch et Cronstadt, d'où il marcha ensuite par les forêts moldaviennes et la Pologne, et revint en Hongrie, après avoir perdu la plus grande partie de son armée.

Le prince Radul se retira vers le même temps en Valachie. Les troupes auxiliaires turques et tatares se mirent alors à ravager elles-mêmes la Transylvanie, et amenèrent 12,000 Szeklers en esclavage. En automne 1611, le palatin Thurzo négocia à Tokai une trêve qui fut signée le 17 décembre. Gabriel Bathori parcourut, l'année suivante, sa principauté, ne respirant que la

vengeance, et saccagea les places, surtout dans le p des Saxons, qui s'étaient révoltées contre lui, avec cruauté inhumaine. Mais cette conduite, digne des te barbares, n'empêcha point qu'un nouveau soulève n'éclatât bientôt après. André Getzi et Gabor Beth qui étaient à la tête des insurgés, ne se sentant pas as forts pour lutter contre les forces de Bathori, implorè l'appui du sultan Achmet, qui leur promit effective son assistance. Le prince Bathori, alarmé de cette ance, s'adressa, de son côté, au roi Mathias pour obte son secours. Comme ces troubles menaçaient la Hong de grands dangers, un ambassadeur du Roi se ren aussitôt à Constantinople, et chercha à détourner la Port de toute intervention dans les démêlés transylvains, qui lui avait d'ailleurs été défendue par le dernier traité. Mais le sultan ne paraissait pas disposé à se laisser arrêter encore ultérieurement par la paix de Sittvatorok dans l'exécution de ses projets. On craignait généralement que le sultan n'eût l'intention d'occuper la Transylvanie, et de s'approprier ce pays.

Tandis que le roi Mathias songeait aux moyens de conserver à la Hongrie le calme et la paix dont jouissait depuis quelque temps ce royaume, l'empereur *Rodolphe II* était allé chercher dans la tombe un repos qu'il n'avait pas trouvé sur la terre. Ce prince, accablé de chagrins et de regrets, était tombé malade sur la fin de décembre 1611, et son mal empira de telle sorte qu'il termina, le 20 janvier 1612 au château de Prague, sa pénible carrière, après avoir régné trente-six ans.

Rodolphe II, confié jusqu'à l'âge de douze ans aux soins de sa mère, princesse fort pieuse, et envoyé ensuite en Espagne pour y achever son éducation, avait adopté tous les sentiments religieux qu'on avait pris à tache de faire germer dans son âme. La nature l'avait

doué d'un esprit et d'un jugement solide, qui le mettait à même tant de faire dès sa jeunesse de grands progrès dans les sciences que d'acquérir des connaissances dans l'art difficile de régner. Il dirigea, pendant une grande partie de son long règne, les affaires des États autrichiens et de l'empire d'Allemagne avec une sagacité qui voilait son défaut d'énergie et de résolution.

La Bohème, où Rodolphe passa la plus grande partie des années de son règne, parvint sous lui au plus haut point de prospérité; l'exploitation des mines fut améliorée, la police organisée, le commerce encouragé par des arrangements confortables; et Prague devint une des plus belles et des plus riches villes de l'Allemagne. La Moravie, la Silésie et les deux Lusaces étaient si bien unies au royaume de Bohème, que l'état florissant de ce dernier devait nécessairement se répandre aussi sur ces provinces. L'archiduché d'Autriche, les pays de l'Autriche intérieure (la Styrie, la Carinthie et la Carniole), le comté de Tyrol et les possessions autrichiennes antérieures, administraient différents princes de la Maison impériale, en partie en qualité de gouverneurs, et en partie comme Souverains particuliers, en quelque sorte indépendants. Dans toutes ces contrées la désunion qui régnait entre les États catholiques et protestants, devint pour elles la source de grandes souffrances. Des deux côtés l'animosité allait croissant de jour en jour, et chaque parti surpassait l'autre en intolérance, dès qu'il acquérait assez de force pour braver et accabler ses antagonistes. La tolérance, accordée par l'empereur Maximilien II, avait des bornes déterminées; mais, comme les Protestants cherchaient sans cesse à les outrepasser, le gouvernement, pour garantir la religion dominante du danger dont elle était menacèe, se vit obligé de restreindre les concessions faites aux adhérents de la doctrine nouvelle. Il en résulta du mécontentement, des

troubles intérieurs, des révoltes, ouvertes de la part des religionnaires, qu'excitaient encore et soutenaient les pays étrangers.

L'empereur Rodolphe avait, il est vrai, des forces suffisantes pour réprimer les séditieux; mais une bonté innée l'empêcha d'employer les mesures rigoureuses, par lesquelles les Souverains espagnols cherchaient à dompter l'esprit rebelle de leurs sujets dans les Pays-Bas. Il ignorait que la clémence doit toujours être accompagnée d'une certaine fermeté; qu'il faut épargner le sang des factieux, mais leur montrer le glaive avec lequel on aurait pu le faire couler. En Hongrie aussi la querelle de religion aurait suffi pour troubler la tranquillité publique et pour empêcher le développement de la prospérité de l'État, quand même ce royaume n'eût pas sans cela été plongé dans une profonde misère par son démembrement entre les trois dominations autrichienne, ottomane et transylvaine, ainsi que par les guerres de dévastation dont ce pays était si souvent le théâtre.

L'amour excessif de Rodolphe pour les arts et les sciences fut une des causes de ses disgrâces. S'il s'était contenté de les encourager et de les protéger, on aurait célébré sa générosité, sa bienfaisance; mais en s'y appliquant lui-même avec trop de passion et avec trop d'assiduité, il rendit un mauvais service à son pays, parce qu'il leur consacra une trop grande partie de son temps, et ce à une époque où les affaires publiques réclamaient impérieusement toute son attention et tous ses soins. Souvent il se livrait, dans une tranquillité insouciante, à l'étude dans des moments où une autorité ferme et sage, jointe à une modération pleine de dignité, pouvait seule arrêter les progrès de grands désastres. Cependant on ne peut disconvenir, que de sa prédilection pour les arts et les sciences résultèrent aussi de grands avantages pour ses

États. Tous les hommes recommandables par leur savoir étaient admis à sa Cour et traités avec distinction. Il employa les célèbres astronomes Tycho de Brahé et Jean Képler pour dresser les tables rodolphines. Il fit des collections de pierres, d'antiques, de tableaux, qui font encore aujourd'hui le plus bel ornement des cabinets de Vienne. Les historiens de la Bohème donnent les plus grands éloges aux soins que mit ce Souverain à améliorer l'éducation, à multiplier les écoles et à inspirer l'amour de l'étude à ses sujets. Lui-même était versé dans les langues anciennes et modernes; il se distinguait surtout dans l'histoire naturelle, l'astronomie, les arts mécaniques, la zoologie, la botanique et la chimie. Plus jaloux de répandre les bornes des connaissances humaines que de reculer les limites de son Empire, Rodolphe II n'avait en aucun temps montré de l'inclination pour les armes; ce qui fit qu'il négligea l'administration militaire. Aussi les caisses de guerre étaient-elles presque toujours vides, et on n'avait jamais des fonds suffisants pour payer les troupes; d'où il résulta que le succès de campagnes, heureusement commencées, fut bien des fois anéanti par les émeutes et la trahison des soudoyers. Les armements contre les Turcs furent en outre encore entravés, en Hongrie par les dissentions intestines et par les guerres avec les princes de Transylvanie, et dans les autres pays autrichiens par la malveillance de la Noblesse protestante, enfin dans l'Empire germanique par la lenteur que les États mirent à fournir leurs contingents, ou par le refus ouvert de tout secours de la part des Protestants.

L'empereur Rodolphe était doux, affable envers ses sujets, généreux sans être prodigue, économe dans son ménage, simple dans ses moeurs, ennemi d'un vain luxe. Lorsqu'il fut plus avancé en âge, une longue suite de revers et de contrariétés avait changé son caractère;

son esprit n'avait pas la force de dominer les circonstances difficiles, ni de s'élever au-dessus des coups du sort. L'astrologie judiciaire et l'alchimie, auxquelles plus tard il se voua exclusivement, exercèrent surtout une influence fort préjudiciable à son corps et à son âme. Il devint mélancolique, morose, craintif et méfiant. Ce fut la confiance aveugle qu'il avait dans le premier de ces arts chimériques, qui l'induisit à vouloir frustrer Mathias et ses autres frères de sa succession en faveur de parents plus éloignés. Ce procédé, qui était un exemple de dangereuse conséquence, eut pour l'empereur Rodolphe lui-même des suites très-funestes; car dès ce moment tous les malheurs, toutes les humiliations s'accumulèrent sur ce bon prince, et abreuvèrent d'amertume ses dernières années.

CHAPITRE VI.

Mathias.
De 1612 à 1619.

Mathias, qui était déjà assis sur les trônes de Hon-
:e, de Bohème et d'Autriche lorsque l'empereur Ro-
phe II mourut, ne tarda pas à faire les démarches nè-
ssaires pour monter aussi sur celui d'Allemagne. Mais
'encontra dans le commencement des difficultés aux-
elles il était loin de s'attendre. Les électeurs catholiques,
e ses liaisons avec les Protestants avaient indisposés,
rirent la couronne impériale à l'archiduc *Albert*, Sou-
:ain des Pays-Bas; l'électeur Jean-Georges de
xe, qui avait succédé à Chrétien II son frère, et
avait blâmé ouvertement la conduite de Mathias
vers Rodolphe, se joignit à ces princes; les élec-
rs palatin et de Brandebourg mêmes, malgré leurs
ations intimes avec Mathias, ne parlèrent pas en sa
'eur, parce qu'ils trouvaient probablement impolitique
tendre trop le pouvoir du chef de la Maison d'Autriche.
prirent en secret la résolution de porter au trône *Maxi-
lien* son frère. Mais les archiducs Maximilien et Al-
t, princes modestes et peu ambitieux, refusèrent non-
lement, mais sollicitèrent encore eux-mêmes la cou-
ne en faveur de Mathias, qui fut alors unanimement
roi de Romains et *futur empereur* par les électeurs
emblés à Francfort, le 13 juin 1612, et couronné le
du même mois dans la dite ville. La capitulation

qu'il jura avant son élection, fut à peu près la même que celle de ses prédécesseurs; toutefois on y ajouta quelques nouveaux articles; Mathias fut obligé de promettre, qu'il ne souffrirait pas que les fiefs impériaux en Italie fussent détachés de l'Empire germanique; que, si les princes d'Empire amenaient des troupes étrangères en Allemagne, il les éloignerait sur-le-champ; qu'il employerait les contributions de l'Empire uniquement d'après la destination pour laquelle on les avait accordées; qu'il rétablirait la liberté de navigation sur le Rhin, à laquelle depuis les guerres des Pays-Bas on avait fréquemment porté préjudice; qu'il tiendrait la main à l'exacte exécution des lois féodales; qu'il ferait rendre bonne et prompte justice; qu'il consulterait les électeurs dans les affaires importantes de l'État, et ainsi du reste.

L'Empereur ouvrit la Diète de l'Empire à Ratisbonne, le 13 août 1613. Il désirait et espérait amener le rapprochement des États divisés par la querelle de religion, ou maintenir du moins la paix intérieure en Allemagne. Mais ses voeux ne furent point accomplis. Presque aucun des princes évangéliques ne fut personnellement présent dans cette Diète, bien qu'ils eussent été priés avec instance d'y assister en personne. À peine l'Empereur eut-il fait connaître ses propositions, qui avaient pour objets l'amélioration de la justice et de la Chambre impériale, le maintien de la paix publique et de religion, la dissolution de toutes les ligues particulières des États entre eux, le secours à fournir contre les Turcs, le complèment de la matricule de l'Empire etc., que les envoyés des princes protestants présentèrent un cahier de tous les griefs de leur parti. Ils déclarèrent en même temps, au nom de leurs commettants, qu'ils n'assisteraient aux séances de la Diète, ni prendraient part aux délibérations, qu'après avoir obtenu le redressement de leurs griefs.

Les points principaux de leur plainte étaient: la juridiction trop étendue du Conseil aulique d'Empire, les défectuosités de la Chambre impériale, les violations de la paix de religion de la part des Catholiques, et la décision des affaires de l'Empire par la pluralité des voix, qui privait les États évangéliques, fort inférieurs en nombre, de toute influence sur les arrêtés de la Diète. Mathias refusa de rien changer à l'ordre prescrit par le réglement pour les délibérations. Toutefois il se déclara prêt à examiner, encore pendant cette session, les griefs des États protestants, et à terminer au plus tôt possible cette affaire. Nonobstant cette promesse, les États évangéliques persistèrent dans leur refus d'assister à la Diète. Mais l'Empereur resta ferme dans sa résolution, et les États catholiques votèrent, le 5 septembre, le rejet des plaintes et demandes des Protestants, comme mal fondées et préjudiciables au bien commun. Ensuite ils accordèrent à l'Empereur un secours de trente mois romains, payables en quatre termes dans l'espace de deux ans.

Mathias avait signè, le 1 mai 1613, dans la Diète de Presbourg une alliance défensive avec le prince Bathori, qui toutefois excepta la Porte de ce traité. Il fut conclu une pareille alliance entre l'Empereur et le roi de Pologne contre tous les ennemis, hormis les Turcs et les Transylvains. Dans cette convention, les traités qui existaient antérieurement entre les royaumes de Hongrie et de Pologne, furent également confirmés.

Gabriel Bethlen, communement connu sous le nom de *Bethlen Gabor*, avait été élevé, au mois de mai 1613 à Adrianople, à la dignité de *prince de Transylvanie* par le sultan Achmet. Vers la fin de septembre, Bethlen et Scander pacha pénétrèrent, par la porte de fer, — Aly pacha, les Tatars, les Moldaves et les Valaques, par la forêt de Terzbourg, en Transylvanie. Le 10 oc-

tobre, ils vinrent à se choquer près de Clausenbourg avec Bathori. Les troupes de ce prince se dispersèrent. Bathori lui-même s'enfuit au Grand-Waradin. Le 23 du même mois, les Transylvains élurent, dans la Diète à Clausenbourg, Bethlen Gabor pour leur prince. Peu de jours après (27 octobre), Gabriel Bathori fut assassiné au Grand-Waradin par les Heiduques. Les troupes auxiliaires turco-tatares de Bethlen quittèrent, à la vérité, en novembre la principauté, mais ils traînèrent près de 80,000 prisonniers transylvains en esclavage. Bethlen força les districts qui opposaient encore de la résistance, comme aussi les Grands du pays, à se soumettre à sa domination. Au mois de mai 1614, il entama des négociations avec l'Empereur. Le 6 mai de l'année suivante, les points d'accommodement préliminaire furent signés à Tyrnau. Les principaux en étaient: la confirmation du droit des Transylvains de choisir librement leurs princes, la ratification de la paix de Vienne, l'indépendance de la Transylvanie du royaume de Hongrie, la conclusion d'une alliance défensive entre l'Empereur et le prince contre leurs ennemis respectifs, dont toutefois les Turcs furent exceptés de la part de Bethlen. Le 12 mai 1615, on vit arriver une ambassade ottomane à Vienne, chose inouïe jusqu'alors, et le 26 du mois suivant, la paix de Sittvatorok fut prolongée pour vingt ans. À Tyrnau on conclut, le 31 juillet 1617, une nouvelle convention entre l'Empereur et le prince Bethlen, par laquelle les traités précédents furent confirmés.

En été 1615, l'empereur Mathias avait tenu à Prague la Diète bohème que ce prince, avant son couronnement, avait promis de convoquer, pour encore mieux examiner quelques points de la capitulation d'élection qu'on lui avait présentée. Parmi les objets des délibérations, la prolongation projetée de la ligue des États avec la Hongrie et

[illegible]triche échoua par la raison qu'aucun député hongrois [illegible] parut dans Prague, et que les délégués autrichiens [illegible]taient point munis de pouvoirs et instructions suffisants. [illegible] assemblées de cercle furent permis suivant les or[illegible]nances antérieures existantes. Pour ce qui concernait [illegible] renouvellement des anciens pactes d'hérédité de la Bo[illegible]e avec quelques princes de l'empire d'Allemagne, [illegible]mpereur fit faire les dispositions nécessaires à cet [illegible]ard. On régla ensuite tout ce qui avait rapport à la [illegible]fense réciproque du royaume, et des pays de Moravie, [illegible] Silésie et des deux Lusaces, dépendants de la cou[illegible]e de Bohème. Les Protestants portèrent différentes [illegible]intes sur les violations des lettres impériaux, dont il [illegible]ra parlé ci-après. Les États de l'Autriche avaient, au [illegible]ois d'avril 1615, pareillement soumis à l'Empereur une [illegible]inte, relativement à diverses limitations qu'avait souf[illegible]rtes leur culte religieux. Comme ils réitérèrent, sur la [illegible] du mois de décembre, leurs représentations, Mathias [illegible]ercha, par une ordonnance expédiée le 5 février 1616, à redresser du moins en partie, les griefs des États.

Les princes investis de la succession de Clèves et de Juliers, l'électeur de Brandebourg et le comte palatin de Neubourg, avaient ensemble de grands démêlés, en partie sur les affaires religieuses et des objets d'administration des susdits pays, en partie au sujet d'événements qui les regardaient personnellement. Le troisième participant était, comme on sait, l'électeur de Saxe, dont l'ambassadeur avait, le 26 février 1613, reçu de l'Empereur à Vienne l'investiture des pays contestés. Le comte palatin Wolfgang-Guillaume de Neubourg abandonna son parti, en se mariant, le 10 novembre 1613 à Munich, avec la princesse catholique Madeleine de Bavière, une soeur du chef suprême de la ligue, le duc Maximilien de Bavière, comme aussi de l'épouse de l'archiduc Ferdinand.

L'électeur de Brandebourg rechercha alors l'amitié des Hollandais, ainsi que de la Maison d'Orange; et dans l'espoir d'obtenir des secours de ce prince, il se fit calviniste en février 1614. D'un autre côté, le comte palatin embrassa, le 23 mai 1614, la religion catholique pour s'assurer l'appui de la Cour d'Espagne. Le 12 août, ce prince succéda à son père Philippe-Louis dans la souveraineté du jeune Palatinat.

L'électeur de Brandebourg commença les hostilités, et fut soutenu par des troupes hollandaises, tandis qu'Ambroise Spinola amena une armée espagnole au secours du comte palatin. Les troupes auxiliaires des deux princes ennemis s'emparèrent des forteresses et principales villes des pays de Juliers. Cependant, comme une trêve avait été conclue, l'an 1609, entre l'Espagne et la Hollande, les chefs des deux armées se gardèrent bien de se rencontrer l'un l'autre, et évitèrent tout contact hostile de leurs troupes. La France, l'Angleterre et l'Union protestante parvinrent, il est vrai, à conclure, le 12 novembre 1614, entre le comte palatin de Neubourg et l'électeur de Brandebourg, sans faire mention de la Saxe, un arrangement préalable, d'après lequel les pays de Juliers devaient être évacués incontinent par les troupes étrangères, et partagés en deux portions égales entre les deux princes, qui en étaient les possesseurs actuels, pour les administrer provisoirement; mais comme l'Espagne n'accéda point à ce traité, et que ses troupes continuèrent d'occuper Wesel, les Hollandais n'évacuèrent pas non plus la forteresse de Juliers. Ces derniers se répandirent plus tard dans les pays du cercle du Bas-Rhin et de Westphalie. Les Espagnols mirent leur cavalerie en cantonnement dans les pays de Munster et de Paderborn; et les deux partis se fortifièrent dans les places qu'ils avaient enlevées. Cet état fâcheux de choses dura encore pendant

ıurs années pour le malheur de ces pays, qui eurent
ffrir des vexations de tout genre de la part de ces
es étrangères. On a fait à l'empereur Mathias des
ches relativement à sa conduite dans cette circon-
e; mais ceux qui les lui ont adressés, n'auront pas
ıe l'épuisement de ses propres finances, et la con-
n qu'il n'avait point de secours efficace à attendre de
rt du Corps germanique, l'empêchèrent de mettre sur
une armée d'une force suffisante pour faire respecter
écuter ses décisions.

L'âge déjà avancé de Mathias et ses infirmités lui
ıient peu d'espoir d'avoir des enfants. Maximilien,
·ère et son héritier présomptif, ne s'était jamais en-
dans les liens du mariage, Albert approchait de sa
ntième année, et n'avait pas encore de postérité.
ɔnséquent l'empereur Mathias résolut de transporter
ccession de tous les États autrichiens à l'*archidue*
'inand, chef de la branche de Styrie, qui avait dès
après que les archiducs Maximilien et Albert lui
ıt cédé leurs droits, et que le roi Philippe III d'Es-
e eut renoncé à ses prétentions sur l'hérédité. L'Em-
ır s'adressa d'abord aux États de la Bohème qui,
ı une courte délibération, proclamèrent au mois de
1617 l'archiduc Ferdinand *futur roi de Bohème*.
rince fut couronné le 29 juin. Dans le cours des mois
nts, il reçut l'hommage en *Silésie*, en *Moravie* et
les deux *Lusaces*. Les efforts de l'Empereur pour
élire Ferdinand roi des Romains, furent rendus vains
es manoeuvres de l'Union protestante et principale-
de leur chef, l'électeur palatin Frédéric. En *Hongrie*,
ète fut ouverte, au mois de mars 1618 à Presbourg,
e roi Ferdinand de Bohème, l'archiduc Maximilien
cardinal Clésel, en qualité de commissaires impéri-
l'Empereur étant empêché par ses infirmités d'assister

en personne à cette assemblée. Le 16 mai, Ferdinand fut élu *roi* de *Hongrie*, et couronné le 1 juillet 1618.

L'Empereur s'efforça de dissoudre les ligues particulières, qui depuis plusieurs années causaient tant de troubles en Allemagne, et d'assurer par ce moyen le repos de l'Empire à l'avenir. L'Union protestante avait été considérablement renforcée par des membres nouvellement engagés, et par des alliances avec des États étrangers. Ce fut ainsi que le nouvel électeur de Brandebourg, Ulric, entra en 1613 dans l'Union. Le chef de cette dernière, l'électeur palatin Frédéric, s'était marié, le 14 février 1613 à Londres, avec Élisabeth, fille du roi d'Angleterre. Le 16 mars de la même année, on signa une alliance défensive pour cinq ans avec la Hollande, et les États-Généraux promirent à l'Union 4000 hommes de troupes auxiliaires. Lorsque les États unis tinrent, au mois d'avril 1617, une assemblée à Heilbronn, l'Empereur les somma de dissoudre cette fédération inconstitutionnelle, et leur promit en revanche de supprimer aussi sans délai la Ligue catholique. Mais les États protestants unis refusèrent d'agréer la demande de l'Empereur, le requirent de redreser leurs griefs, et de rétablir l'équilibre entre les deux partis de religion. Le 23 avril 1617, ils renouvelèrent leur union, qui finissait le 3 mai 1618, pour trois autres années. Vers ce temps-là, s'élevèrent en ***Bohème*** les troubles de religion qui conduisirent bientôt après à cette longue et sanglante guerre, qui dévasta toute l'Allemagne. Les lettres impériaux de Rodolphe II accordaient aux États utraquistes, c'est-à-dire aux seigneurs et chevaliers, ainsi qu'aux villes royales, la permission d'élever des églises et des écoles évangéliques dans leurs domaines. Cependant les bourgeois utraquistes de Braunau, qui étaient sujets de l'abbaye de cette ville, se crurent également autorisés à ériger un temple pour l'exercice de

leur culte. La construction en fut commencé; mais sur le rapport qu'en fit l'abbé, le gouvernement royal à Prague ordonna en 1611 de discontinuer la bâtisse. Les bourgeois protestants de la petite ville de Clostergrabe, appartenante à l'archevêché de Prague, avaient pareillement commencé la construction d'un temple; mais l'archevêque défendit de la continuer. Les États utraquistes, qui regardaient ces ordres rigoureux comme un mauvais présage, se plaignirent dans la Diète de 1615 de ces restrictions, et de plusieurs autres oppressions qu'ils prétendaient avoir à souffrir de la part des Catholiques. Mais l'Empereur déclara, que l'édification de ces temples était absolument contraire au contenu des lettres impériaux. Ce nonobstant, les Utraquistes continuèrent les bâtisses dans les deux endroits ci-dessus nommés. L'archevêque alors fit fermer l'église de Clostergrabe et la démolir, peu de temps après. Celle de Braunau devait être également close par ordre du gouvernement. Les députés de la ville qu'on avait envoyés pour cette affaire aux autorités à Prague, furent jetés dans un cachot. Des troubles pareils s'élevèrent aussi par-ci par-là en Silésie. Le mécontentement du peuple et la disposition des religionnaires à s'aider eux-mêmes par la force, se manifestèrent avec des symptômes fort inquiétants, et furent entretenus par les suggestions secrètes de factieux étrangers. En 1617 les Protestants bohèmes crurent reconnaître dans différentes ordonnances de l'Empereur, qui concernaient la justice et l'administration intérieure, des persécutions préméditées envers ceux qui étaient de leur communion. Le comte Mathias de Thurn cessa d'être burgrave de Carlstein (le 4 octobre). Quoique ce chef des Protestants fût en même temps nommé grand-juge féodal, il ne s'en sentit pas moins mortifié, parce que la garde des insignes royaux lui était ôtée par ce changement. Dans les premiers jours de décembre de la même année, l'Empe-

reur confia l'administration du royaume à dix gouverneurs, dont sept étaient catholiques. En février 1618, Mathias nomma une commission de cinq Nobles bohèmes, qui devaient fermer par son ordre l'église protestante à Braunau, ce qui fut effectivement mis à exécution. Les Utraquistes regardèrent ce procédé comme une violation des lettres impériaux. Les défenseurs de la secte appelèrent tous les hauts fonctionnaires du pays et les députés de tous les cercles à une réunion dans Prague. Cette assemblée, qui fut ouverte le 5 mars, adressa une pétition aux gouverneurs et une autre à l'Empereur lui-même, pour demander la suppression de toute restriction en matière religieuse, et l'élargissement des Braunaviens détenus. En même temps les Protestants bohèmes sollicitèrent l'intercession des États de la Moravie, de la Silésie et de la Lusace auprès de l'Empereur. Dans sa réponse du 18 mars, l'empereur Mathias interdit aux États toute assemblée illicite ultérieure, et menaça les auteurs et chefs des troubles, de faire instruire leur procès et de les punir exemplairement. Le 22 mars, cet ordre impérial fut lu aux États utraquistes, qui cherchèrent à justifier leur conduite dans une lettre, adressée à l'Empereur en date du 31 mars. Dans l'assemblée, tenue le 21 mai suivant, les gouverneurs firent lecture d'un nouveau rescrit impérial, qui défendait encore une fois très-sévèrement toute réunion arbitraire.

Cependant les chefs utraquistes, poussés par la crainte d'être punis comme coupables de haute-trahison, résolurent de tout hasarder; et en effet ils se portèrent bientôt, comme nous allons voir, aux extrémités les plus odieuses. Les gouverneurs Guillaume Slawata et Jaroslas de Sternberg furent accusés par les Bohèmes d'avoir falsifié le rescrit impérial ci-dessus mentionné, à cause de l'aversion que ces deux seigneurs avaient constamment montrée

pour les Utraquistes. On s'imaginait du moins que ces grands officiers avaient conseillé à l'Empereur d'user de rigueur envers les Utraquistes. Par conséquent l'indignation générale éclata sur eux. Le 23 mai, les États utraquistes, ayant à leur tête le comte *Henri-Mathias de Thurn*, que les Français nomment *la Tour*, se rendirent tous armés au château de Prague. Après une courte discussion avec les quatre gouverneurs, présents dans la chancellerie du gouvernement, savoir: le grand-burgrave *Adam de Sternberg*, le chancelier *Diepold de Lobkowitz*, le burgrave de Carlstein, *Jaroslas de Martinitz* et le président de la Chambre et grand-juge du pays, *Guillaume Slawata de Neuhaus*, ces deux derniers, avec le secrétaire Philippe Fabricius, furent saisis et jetés par la fenêtre dans le fossé du château. Martinitz et Fabricius restèrent par hasard sains et saufs; Slawata avait reçu une forte blessure à la tête. Aucun des trois ne fut atteint des coups de pistolets que les Utraquistes tirèrent sur eux des fenêtres, en voyant leurs victimes se relever à l'aide de leurs valets, et s'enfuir dans les maisons les plus voisines.

Les Utraquistes s'arrogèrent alors tout le pouvoir du gouvernement, et transportèrent l'administration du pays à trente directeurs, choisis dans leur parti. Ensuite ils occupèrent le château de Prague (le Hradschin), et contraignirent les gouverneurs et autres employés royaux et les troupes royales à leur prêter serment de fidélité. Enfin ils s'emparèrent des caisses de l'État, des revenus du royaume. Le 25 mai, les insurgents envoyèrent à l'Empereur un mémoire justificatif, dans lequel ils ne témoignaient aucun repentir de leur attentat, mais voulaient encore, pour ainsi dire, s'en faire un mérite. Cependant, comme il était facile à prévoir que l'Empereur ferait des dispositions pour punir leur révolte, les Utraquistes en-

rôlèrent également des troupes et en donnèrent le commandement au comte de Thurn. Ils firent partir aussi des envoyés pour la Moravie, la Silésie, la Lusace, l'Autriche et la Hongrie, afin d'exhorter les Protestants de ces pays à se mettre également en posture militaire, et de leur demander des troupes auxiliaires. Des ambassadeurs furent envoyés au Corps germanique, aux électeurs et à plusieurs autres princes, pour leur représenter les événements qui venaient d'avoir lieu, dans un jour moins défavorable aux Utraquistes, et pour solliciter leur appui.

La crainte de s'engager dans une guerre générale avec les habitants évangéliques de tous ses États, s'il employait des mesures rigoureuses contre les Bohèmes, portèrent l'Empereur à essayer de les ramener au devoir par la douceur et la condescendance. Par conséquent il publia, le 18 juin 1618, un édit par lequel il assurait aux religionnaires bohèmes le maintien des lettres impériaux, ainsi que de la liberté de leur culte, et offrait d'accommoder toutes les mésintelligences. La seul chose qu'il exigeait d'eux, c'était qu'ils congédiassent leurs troupes et s'abstinssent de toute voie de fait ultérieure. Le conseiller intime Eusèbe Khuen se rendit à Prague, et négocia avec Thurn et Fels. Plusieurs monitoires, émanés successivement de l'Empereur, cherchèrent à engager le peuple à la soumission et à la tranquillité. Cependant, lorsque l'Empereur vit que les édits, les promesses et les menaces, loin de produire l'effet désiré, ne faisaient qu'accroître l'audace et l'obstination des Bohèmes, il se prépara à les réduire, l'épée à la main. Le cardinal Clésel, ministre de l'Empereur, et en même temps son ami, son seul confident, lui conseillait encore toujours d'employer la voie de la négociation, pour faire rentrer les Bohèmes dans l'obéissance: le roi Ferdinand, au contraire, pressa vivement l'Empereur de comprimer de vive force l'insur-

rection, avant qu'elle eût le temps de se propager, de se consolider et fortifier davantage. Le roi Ferdinand, comme aussi l'archiduc Maximilien, et l'ambassadeur d'Espagne, furent d'avis qu'il fallait sur-le-champ éloigner Clésel de la Cour. Le 20 juillet, ce prélat fut arrêté et conduit, à l'insu de l'Empereur, au château d'Ambras en Tyrol.

Charles Longueval, comte de Bucquoi, fut nommé général en chef de l'armée, destinée à agir contre les révoltés bohèmes. Le *comte Henri Duval de Dampierre* eut le commandement d'un corps particulier de 10,000 hommes. Une patente impériale défendit d'enrôler des troupes dans l'Empire germanique, et de prêter un appui ou secours quelconque aux Bohèmes. Des envoyés impériaux demandèrent de l'assistance aux électeurs, et à différents princes, États et villes d'Allemagne. Le roi Philippe III d'Espagne envoya une somme de 300,000 florins pour les frais de la guerre, et ordonna à ses gouverneurs en Italie de tenir leurs troupes prêtes pour soutenir l'Empereur.

Les Insurgents craignaient si peu la guerre, qu'ils commencèrent eux-mêmes les hostilités. La plupart des villes du pays s'étaient déclarées pour eux. ***Budweis***, ***Krumau*** et ***Pilsen*** seuls étaient demeurés fidèles à leur Souverain. Les habitants catholiques de la Bohème eux-mêmes, naguère encore si acharnés contre les Protestants, avaient abandonné l'Empereur qu'ils accusaient d'avoir porté atteinte aux droits et privilèges de la nation. Voici ce qui donna lieu à cette imputation: en proposant Ferdinand de Styrie pour son successeur, Mathias s'y était pris de manière que la question du droit d'élection avait pu rester indécise. Mais un nouveau traité, fait à l'insu ou sans l'approbation des États, avait depuis réglé pour l'avenir la succession à la couronne de Bohème. Il portait que, si la postérité masculine de Ferdinand venait à s'éteindre, la

Hongrie et la Bohème retourneraient à Philippe III, roi d'Espagne, qui lui avait cédé ses droits. Les Bohèmes, tant catholiques que protestants, aigris de ce qu'on avait disposé d'eux sans seulement les consulter, prirent les armes, les uns pour défendre le pays, les autres le pays et leur religion. Au mois de juin 1618, parut le comte de Thurn devant Krumau, qui se rendit; ensuite il attaqua Budweis, qui se défendit valeureusement. Ce ne fut qu'alors que Mathias donna l'ordre à ses Généraux de se mettre en marche pour la Bohème. Au mois d'août, Dampierre franchit la frontière et prit Bistritz. Le 14 du même mois, il attaqua Neuhaus sans succès. À l'approche du comte de Thurn, qui avait levé le siège de Budweis, Dampierre se replia sur Bistritz. Près de Czaslau, le 14 septembre, Dampierre, étant venu à se choquer avec un corps bohème qui lui était fort supérieur, fut défait et repoussé jusqu'à Lomnitz. Bucquoi entreprit, au commencement de novembre, une attaque sur Neuhaus; mais il fut contraint par Thurn à se retirer à Budweis.

Le duc de Brieg vint, en qualité de plénipotentiaire des Etats de la Silésie, à Vienne. Son entremise fut aussi infructueuse, que la médiation offerte par quelques électeurs, surtout par celui de Saxe, parce que l'Empereur exigeait, comme condition préalable, que les révoltés missent bas les armes. Les Silésiens firent partir en octobre le duc Jean-Georges de Brandebourg-Jægerndorf avec 2000 fantassins et 1000 chevaux pour la Bohème; toutefois ils publièrent en même temps une déclaration en forme, portant que ces troupes auxiliaires ne pouvaient coopérer qu'à la défense de la religion luthérienne, mais que les États de la Silésie n'approuvaient aucunement les autres vues et entreprises des Bohèmes. Les États de la Moravie érigèrent un corps de plusieurs mille hommes, pour couvrir les frontières de leur pays. Ils envoyèrent,

à la fin du mois de septembre, une ambassade, ayant à sa tête le cardinal Dietrichstein, ce pacificateur zélé des troubles, aux Bohèmes, pour les engager à la soumission.

Les Protestants de la basse Autriche rejetèrent, dans la Diète tenue en novembre 1618 à Vienne, toutes les propositions de l'Empereur concernant le secours à fournir contre les Bohèmes, jusqu'à ce qu'il eût redressé leurs griefs. Les États évangéliques de la haute Autriche refusèrent également d'accorder la subvention de guerre, demandée par le Souverain.

Les Utraquistes avaient été renforcés par un corps de troupes, que le comte Georges-Frédéric de Hohenlohe avait enrôlé à Brunswick. Le prince d'Orange et les Hollandais leur avaient aussi promis leur appui. Alors l'Union protestante se prépara également à soutenir les Bohèmes. Ces derniers demandèrent, dans l'assemblée, tenue au mois de juin à Carlsbourg, à être admis dans la confédération. Les Protestants unis différèrent encore, il est vrai, leur acquiescement à cette demande, toutefois ils exhortèrent les Bohèmes à persévérer dans leur entreprise, et leur firent espérer la prochaine assistance de l'Union. L'électeur palatin Frédéric V, le margrave Joachim-Erneste d'Anspach et le prince Chrétien d'Anhalt formèrent aussi, le 23 août 1618, une ligue secrète pour procurer, après la mort de l'Empereur, à l'électeur Frédéric le royaume de Bohème, et au duc Charles-Emmanuel de Savoye la couronne impériale. Ils étaient déjà en négociation avec ce dernier prince, qui mit un corps de 4000 hommes, que le comte *Erneste de Mansfeld* [1]) avait enrôlé pour lui en Allemagne, à la disposition de l'électeur Frédéric. Celui-ci fit marcher le comte de Mansfeld en Bohème; mais il cacha soigneusement sa coopération à une entreprise hostile contre l'Empereur, et

[1]) Il était fils naturel du brave et habile Général de ce nom.

Mansfeld devait dire, que les États de la Bohème l'avaient pris à leur service et à leur solde.

Les Protestants unis poussèrent leur hypocrisie encore plus loin. Dans l'assemblée tenue en automne à Rothenbourg, ils prièrent, par une lettre du 3 octobre, l'Empereur qu'il voulût bien chercher à mettre fin aux troubles par la voie de la douceur et de la conciliation, et retirer ses troupes de la Bohême, parce que sans cela, disaient-ils, les États évangéliques devaient craindre qu'il n'eût l'intention d'abroger non-seulement les lettres impériaux, mais encore la paix de religion et d'extirper le Protestantisme. En même temps ils invitèrent l'électeur de Saxe à se charger de la médiation, conjointement avec les électeurs du Palatinat et de Brandebourg. Ces princes donnèrent aux Bohêmes le conseil équivoque de prêter à leur Roi l'obéissance qu'ils lui devaient, mais de s'armer en même temps pour défendre leur constitution contre lui, en quoi ils promirent de les soutenir. Les Protestants unis avaient déjà empêché dans leurs pays toutes les recrues impériales et le passage de troupes, destinées à agir contre les Bohêmes. Ils requirent ensuite aussi le cercle de Bourgogne (les Pays-Bas) de prendre les mêmes mesures, de concourir à la défense commune, et ainsi du reste.

Le comte de Mansfeld était entré en Bohème et avait, dans les premiers jours d'octobre, commencé le siège de Pilsen. Le 21 du mois suivant, il emporta la place d'assaut, et il ne resta plus à l'Empereur en Bohème que la seule ville de Budweis. Le comte Thurn franchit la frontière de l'Autriche. La ville de Zwettel fut surprise et enlevée par le comte de Schlick; ensuite plusieurs endroits dans l'Autriche septentrionale furent occupés par les Bohêmes, dont les coureurs pénétrèrent jusque dans la basse Autriche.

Les revers que l'empereur Mathias avait déjà éprou-
s, et la crainte de plus grands malheurs encore, forti-
rent le désir qu'il avait de faire la paix. Par conséquent
envoya, au mois de décembre 1618, Adam de Wald-
in à Prague, pour faire des propositions d'accommode-
nt aux Bohêmes. L'Empereur demandait qu'ils missent
éalablement bas les armes et acceptassent une trêve de
ux mois. Mais les directeurs du pays rejetèrent ces
opositions. La menace que le roi de Pologne avait faite
x Bohêmes de leur déclarer la guerre s'ils ne se sou-
ttaient point à l'Empereur, n'avait pas produit le moin-
e effet. Le 31 décembre 1618, l'Empereur invita, dans
e lettre fort grâcieuse, les États de la Bohème à ac-
érer par une déférence équitable la conclusion de l'ac-
mmodement, dont il venait de charger l'électeur Frédé-
de Saxe. Ce prince avait reçu de l'Empereur un plein
uvoir illimité, pour conclure un armistice. Les États de
Bohème, dans la réponse qu'ils firent le 16 février
19 sur la proposition de l'électeur, se montrèrent, à la
rité, en apparence prêts à l'accepter; mais ils firent des
nditions préliminaires, auxquelles il était impossible à
mpereur de souscrire. L'électeur Frédéric indiqua une
semblée à Egre, le 4 avril, pour convenir des articles de
trêve, et se concerter ensuite sur les négociations de
paix. Les prétentions outrées des Bohêmes, et le zèle
ujours croissant avec lequel ils poussaient leur prépa-
tifs de guerre, laissaient à peine encore quelque espoir
Allemagne de voir la paix rétablie par cette conférence,
sque la mort subite de l'Empereur, qui expira à Vienne
20 mars 1619, le fit entièrement évanouir. Une maladie
langueur consumait Mathias depuis qu'il avait perdu
objets les plus chers à son coeur, son frère Maximilien,
gent de Tyrol et grand-maître de l'ordre Teutonique,
rt le 2 novembre 1618, et l'impératrice Anne qui avait

précédé, le 18 décembre de la même année, son époux dans la tombe. Charles, margrave de Burgau, cousin de l'Empereur, avait terminé sa carrière à Gunzbourg, le 30 octobre 1618.

L'éducation de Mathias fut de bonne heure confiée à des hommes sages et éclairés, qui lui inspirèrent des principes et sentiments bien différents de ceux que son frère Rodolphe avait puisés en Espagne. Doué de rares dispositions et de grandes capacités, Mathias fit en peu de temps des progrès rapides dans les sciences. Mais ardent, hardi, courageux, l'étude n'était pas son élément; braver des périls, se signaler par des exploits, cueillir des lauriers, c'était à quoi il aspirait. Ses premières entreprises n'eurent que peu de succès; en se plaçant de son autorité privée à la tête du gouvernement des Pays-Bas, il se mit dans une position dangereuse qui eut une influence décisive sur le reste de sa vie. Par là qu'il encourut la disgrâce de son frère Rodolphe, et du roi d'Espagne, son cousin, il fut pendant bien des années empêché de prendre part aux affaires militaires et politiques de son pays, qui lui offraient un vaste champ pour déployer son activité et ses talents. Les qualités brillantes que le prince avait fait paraître dans son adolescence, furent étouffées pendant son fâcheux éloignement par la mauvaise humeur, par la défiance et le chagrin; même plus tard, lorsque Mathias fut appelé au commandement des armées et au gouvernement de pays fort étendus, la répugnance de l'Empereur lui imposa de grandes restrictions. Ce ne fut probablement qu'à cette longue et dure contrainte seule, qu'on doit attribuer les écarts dans lesquels Mathias, abusé et séduit par les ennemis de sa Maison et de sa Foi, se laissa entraîner, pour se décorer, quelques années plus tôt, de couronnes qui ne lui apportèrent ni repos, ni bonheur, ni gloire. Au

, l'empereur Mathias avait les vertus et les qualités
bon Souverain. Quoique passionné pour la guerre,
rifia ce penchant au désir de procurer à ses peuples
ix et la tranquillité. S'il n'y réussit point, il faut du
: rendre justice à ses intentions, qui ne tendaient
bien-être et à la prospérité des nations, soumises
lois; témoin les paroles qu'il adressa, au lit de la
, au roi Ferdinand, son successeur. „Songez, lui
l, que le meilleur des gouvernements est le plus
, et comportez-vous de manière à ce que les peuples,
:squels vous êtes appelé à régner, ne sentent pas
domination", conseil qui aurait été très-sage dans
·es circonstances.

CHAPITRE VII.

Ferdinand II.
De 1619 à 1637.

Le roi *Ferdinand* de Hongrie et de Bohème, et Souverain de tous les pays allemands de la Maison de Habsbourg, parvint au trône dans des conjonctures fort difficiles; on peut même dire, que la Maison d'Autriche n'avait pas encore eu de moment si critique. En Bohème il ne lui restait que la ville de Budweis. Le comte de Thurn menaçait Vienne d'une attaque. Les Silésiens et les Lusaciens s'étaient joints en 1618 aux Bohèmes, et on devait s'attendre à la même chose de la part des Moraves. Les États évangéliques de la haute et de la basse Autriche, et ceux de l'Autriche intérieure ne voulaient prêter foi et hommage à Ferdinand, que sous la condition qu'il redresserait leurs griefs et licencierait ses troupes. Avec la Hongrie les Bohèmes étaient déjà en négociation pour en obtenir du secours. Le prince de Transylvanie, Bethlen Gabor, était prêt à entreprendre une invasion en Hongrie. L'armée autrichienne était non-seulement peu nombreuse, mais se trouvait encore dans le plus mauvais état; et le désordre dans les finances était si grand, qu'il n'y avait pas moyen d'augmenter les forces militaires. Tous les Protestants en Allemagne avaient de l'éloignement pour Ferdinand, parce qu'il avait comprimé la doctrine luthérienne en Styrie, et montré constamment une grande prédilection pour les Jésuites qui avaient élevé

ce prince. Dès l'année précédente (1618), les Protestants unis s'étaient secrètement ligués avec les ennemis de Ferdinand; et il n'y avait aucun doute qu'ils ne se déclarassent ouvertement contre lui dans l'élection prochaine d'un chef de l'Empire. L'électeur palatin Frédéric V était marié avec Élisabeth, fille du roi Jacques I d'Angleterre; par conséquent l'électeur et son parti avaient vraisemblablement à espérer l'appui du monarque anglais. La seule assistance sur laquelle Ferdinand pouvait faire quelque fond, c'était celle de Philippe III, roi d'Espagne. Mais il était à craindre, de l'autre côté, que la France, fidèle à son ancienne politique, ne profitât de la position critique où se trouvait la Maison d'Autriche, pour se joindre à ses ennemis et travailler à sa ruine, soit en occupant les Espagnols dans les Pays-Bas et aux Pyrénées, soit en prêtant secours aux factieux allemands.

Le roi Ferdinand se prépara à lutter avec fermeté contre les tempêtes violentes qui menaçaient de l'assaillir. Comme l'attaque de ses adversaires était encore plus dirigée contre la religion catholique que contre sa personne ou contre sa Maison, l'âme de ce prince fut élevée par la pieuse croyance, que le Ciel ne lui refuserait pas sa protection et ferait triompher ses armes, malgré la grande supériorité de ses ennemis. Toutefois la bonne politique, non moins que l'épuisement des caisses de l'État et les mauvaises dispositions des troupes, exigeaient que le Roi cherchât avant toute chose à rétablir par la voie de la douceur et de la conciliation le calme dans son royaume de Bohème. Ce but une fois atteint, tous les autres dangers, ressortissant de ce point central, disparaissaient aussi.

Au mois de mars 1619, Ferdinand envoya un rescrit aux gouverneurs royaux, et tandis qu'il les confirmait dans les dignités dont ils étaient auparavant revêtus, il leur donna en même temps l'assurance, qu'ils maintien-

draient les privilèges des États de la Bohème. Les gouverneurs communiquèrent aux directeurs utraquistes cette lettre du Souverain. Le 6 avril, Ferdinand fit expédier la confirmation formelle des franchises du royaume de Bohème. Mais les Utraquistes se sentirent blessés de ce que le Roi avait confirmé dans leurs places les gouverneurs déposés par la révolte, et avait de cette manière rejeté les directeurs qu'ils avaient choisis arbitrairement. Comme d'ailleurs ils avaient été instruits des armements de Ferdinand, et de l'enrôlement de troupes étrangères pour son service, on publia en Bohème une levée en masse. La sommation, faite par le Roi d'envoyer des plénipotentiaires à Vienne pour négocier un accommodement, demeura sans réponse de la part des directeurs. L'offre d'un armistice, que leur adressa le comte de Bucquoi, ne fut pas mieux accueillie. Par conséquent ce Général commença de nouveau les hostilités, et soumit plusieurs villes. Le comte de Thurn, jugeant le général Mansfeld assez fort pour résister à Bucquoi, entra, au mois d'avril, avec 16,000 hommes en Moravie. Cette province était encore fidèle à la Maison d'Autriche. Mais dès que Thurn eut passé la frontière près de Znaim, les troupes moraves se rangèrent sous ses drapeaux. Ensuite les Utraquistes occupèrent Brunn, et commencèrent la réformation du pays. Le gouvernement fut confié à cinq directeurs. Les fonctionnaires catholiques furent déposés, les biens épiscopaux et ecclésiastiques confisqués, et les Jésuites bannis du pays. En Silésie la réforme fut partout achevée, et l'archiduc Charles, évêque de Breslau, se retira en Pologne.

Le comte de Thurn résolut de poursuivre sa marche vers l'Autriche. Les États protestants de la haute Autriche s'étaient, dès l'année 1618, armés arbitrairement, avaient fortifié les défilés de leur pays et fermé le pas-

sage aux troupes impériales. Les États de la basse Autriche avaient refusé d'inaugurer Ferdinand comme Souverain du pays. Les uns et les autres ne voulurent pas reconnaître les actes, par lesquels l'archiduc Albert, Souverain des Pays-Bas, avait cédé son droit de succession sur l'Autriche à son cousin Ferdinand. Ils demandèrent aussi préalablement la confirmation de la liberté des cultes et de la confédération de 1608. Les habitants de la basse Autriche reçurent le comte Thurn de bonne volonté. Le 6 juin, il parut sous les murs de Vienne. Il espérait, au moyen des intelligences qu'il avait avec les bourgeois protestants, trouver les portes de la ville ouvertes, et s'emparer de la personne du Roi. En effet, le même jour une bande séditieuse de Nobles, sous la conduite d'André Thonrœdel, seigneur d'Ebergassing, avait pénétré dans le palais royal, et démandèrent au Roi avec une impétuosité audacieuse de leur permettre de s'armer et de se réunir aux Bohèmes. Dans ce moment de détresse arrivèrent cinq cents cuirassiers du régiment de *Dampierre*, sous les ordres du colonel *Saint-Hilaire*, sur la place de la Cour. Cette troupe avait été envoyé de Budweis par le général de Bucquoi; elle s'était embarquée à Crems, avait descendu le Danube et était entrée dans la ville par la porte des poissonniers *(Fischerthor)*. À l'apparition des braves cuirassiers, les rebelles se dispersèrent; une partie s'enfuit dans le camp des Bohèmes, et l'autre se cacha dans la ville. Quinze cents bourgeois et étudiants prirent les armes pour la défense de leur prince. Pour recompenser le régiment de Dampierre de la fidélité et de la valeur particulières quil avait montrées dans cette occasion, Ferdinand lui accorda les privilèges suivants. Le régiment peut, dans les cas de service, marcher, au son des trompettes et étendards déployés, par le bourg ou château impérial et la résidence, se ranger sur

la place de la Cour, et y faire pendant trois jours de suite les recrues; ensuite les cuirassiers de ce régiment montent la garde devant le logement qui est assigné, pour la forme, à leur commandant dans le palais, et où les étendarts du régiment doivent être apportées; en pareil cas le colonel commandant de ce régiment est autorisé à se présenter, armé de toutes pièces, devant l'Empereur, sans se faire annoncer. Outre cela, le régiment à l'assurance de n'être jamais réduit ni dissous; enfin il jouit de la distinction, qu'aucun de ses hommes ne peut être exécuté dans le régiment pour crimes qui entraînent la peine capitale, mais doit être chaque fois transféré dans un autre régiment, pour y subir son supplice [1]). Des privilèges qui partent d'une source si noble et si pure, honorent également et le Souverain qui les concède et les sujets qui les méritent. Mais quand les immunités et franchises sont les fruits de la révolte, quand elles ont été arrachées par la force ou par les menaces à la faiblesse ou au malheur, ceux qui en jouissent, ont plus sujet d'en rougir que de s'en glorifier.

Cependant le comte de Thurn tint la ville de Vienne bloquée, se flattant de l'espoir de la réduire ou par la force, ou par famine. Les choses tournèrent autrement. Pendant que Thurn assiégeait Vienne, le comte de Bucquoi tomba si à propos en Bohème sur les troupes de Mansfeld, qu'il les battit et dispersa entièrement près de Zablaty, le 9 juin de l'année 1619. Cette défaite répandit une telle épouvante parmi les révoltés, que les directeurs, dans la crainte que Bucquoi ne s'avançât jusqu'à Prague, ordonnèrent au comte Thurn de retourner sur-le-champ en Bohème pour protéger la capitale. Le 22 juin, Thurn leva le siège de Vienne, et se retira à marches forcées jus-

[1]) Ces privilèges ont été confirmé par l'empereur François I, à l'occasion de l'anniversaire célébré l'an 1819.

qu'à Neuhaus en Bohème. Le 24 juin, le Roi demanda à la Diète hongroise, dont il avait, pendant son absence en Allemagne, confié la direction au palatin Forgacs, qu'on levât sur le champ une armée. Des députés bohèmes et moraves vinrent, il est vrai, à Presbourg pour détourner les Hongrois d'accorder des troupes au Roi et les engager au renouvellement de la confédération, mais on éluda prudemment leurs propositions. L'*insurrection* [1]) fut accordée par les États pour la défense du pays. Mais, comme dans cette Diète rien n'avait été décidé relativement aux griefs religieux, les Protestants avaient en secret sollicité l'appui de Bethlen Gabor, prince de Transylvanie, qui reçut de la Porte la permission et des Bohèmes de l'argent, pour entreprendre une expédition en Hongrie.

Cependant, les princes électeurs s'étaient réunis, le

[1]) La Noblesse hongroise, qui jouit de grandes prérogatives et franchises, était en retour obligée, dans les temps où le royaume était menacé de troubles intestins, ou pressé par des ennemis extérieurs, de rétablir à main armée la tranquillité intérieure et de défendre les frontières contre une invasion ennemie. Elle s'acquittait de ce devoir moyennant une levée en masse, appelée *insurrection* en Hongrie, qui s'effectuait de la manière suivante. Les simples Nobles, dont le nombre excède trois cent mille, paraissaient, à proportion de leurs biens et de leur revenu, en campagne seuls ou avec leurs serfs et gens armés, qui se rangeaient ensemble sous un drapeau. Les magnats et seigneurs puissants, au contraire, se levaient avec leurs compagnies ou *banderies* pour marcher au secours de la patrie. Parmi la Noblesse sont comptées aussi les villes libres royales, dont chacune est considérée comme un Noble, et était tenue de mettre sur pied une *banderie*. L'Insurrection était nommée *personnelle (Personal-Insurrection)*, lorsque les périls de l'État étaient si grands qu'une levée en masse générale devenait nécessaire, et *partielle (Particular-Insurrection)*, lorsqu'une partie de cette force militaire suffisait pour rétablir l'ordre et la paix dans le pays, ou pour le mettre à couvert contre un envahissement. L'insurrection par conséquent tenait lieu de la *milice régulière* qui fut introduite plus tard et qui, à l'avénement de Marie-Thérèse, se signala par son noble dévouement et courage.

20 juillet à Francfort, pour l'élection d'un chef de l'Empire. L'électeur palatin Frédéric V, dans l'unique vue de désunir les Maisons d'Autriche et de Bavière, avait dès l'année 1617 engagé le duc Maximilien de Bavière à postuler la dignité royale. Mais Maximilien, qui avait contracté une étroite amitié avec Ferdinand, avec lequel il avait fait ses études à Ingolstadt, rejeta cette proposition malicieuse. Frédéric chercha cette fois-ci à opposer un autre compétiteur au roi Ferdinand, et offrit d'abord le trône germanique au roi Chrétien IV de Danemark, puis au prince Maurice d'Orange, enfin au duc Charles-Émmanuel de Savoye. Les prétentions excessives que fit ce dernier prince surprirent les Protestants unis, et les portèrent à lui présenter également des conditions fort outrées. Mais le duc de Savoye ne s'engagea pas davantage dans cette affaire avec les chefs de l'Union. L'électeur Frédéric chercha alors à retarder du moins l'élection d'un empereur, jusqu'à ce que les soulèvements en Bohème et en Autriche eussent atteint leur but, et mis le roi Ferdinand dans une situation qui empêcherait le Collège électoral de le choisir pour chef de l'Empire. Cependant il ne réussit point à faire entrer les autres électeurs dans ses vues. Ces princes n'accueillirent pas mieux la démarche hardie des Utraquistes bohèmes, qui demandèrent que le roi Ferdinand ne fût point admis dans l'assemblée électorale, par la raison qu'il n'était pas encore effectivement entré en possession du royaume de Bohème, et ne pouvait par conséquent donner sa voix comme électeur de Bohème. Le roi Ferdinand fut invité par les électeurs à faire exercer par des plénipotentiaires le suffrage électoral de Bohème, tandis que les ambassadeurs, délégués par les États de ce royaume au Collège des électeurs, trouvèrent les portes de Franciorts fermées pour eux. Lorsqu'on procéda à l'élection, l'envoyé de l'électeur palatin

Frédéric proposa d'abord le duc Maximilien de Bavière; mais ensuite il se réunit avec les autres suffrages, en sorte que *Ferdinand* fut élu d'une voix unanime *Empereur romain*, le 28 août 1619, et couronné à Francfort le 9 du mois suivant.

Pendant ce temps-là, les directeurs bohèmes avaient convoqué une Diète générale à Prague. Le 31 juillet, les États de la Bohème, de la Moravie, de la Silésie et de la Lusace conclurent dans cette assemblée une confédération, dont le but était, à ce qu'ils disaient, de défendre leur constitution, l'exercice libre de leur culte, les lettres impériaux et autres privilèges. Le 16 du mois d'août, les États de la haute et de la basse Autriche accédèrent aussi à cette union. Le 17 du même mois, la déposition du roi Ferdinand fut résolue dans cette Diète. Les motifs qu'ils alléguèrent pour justifier ce procédé téméraire, étaient en grande partie dénués de fondement. Avant tout ils accusèrent Ferdinand de ne pas avoir été promu à l'Empire par libre élection, mais d'avoir gagné les suffrages par des présents, des promesses et des menaces; de s'être, en contravention aux réversales qu'il avait données, immiscé pendant la vie du roi Mathias dans les affaires de l'administration; d'avoir commencé la guerre en Bohème, à l'insu et sans l'autorisation de l'Empereur défunt, enfin d'avoir conclu avec l'Espagne un traité relativement à la succession de Bohème, lequel portait atteinte au droit d'élection des États. Ces derniers s'occupèrent alors du choix d'un nouveau roi. Parmi plusieurs princes, proposés pour cette dignité, l'électeur Jean-Georges de Saxe était celui qui avait le plus de voix; mais il fut assez loyal et assez sage pour refuser la couronne que les rebelles lui offraient. Alors la majorité des États se déclara pour l'électeur palatin Frédéric V. Ce prince était un défenseur zélé de la Foi évangélique, bien qu'il appartînt à la secte

dissidente des Calvinistes. Il avait de tout temps favorisé, autant que possible, la révolte en Bohème. Il paraissait en outre, par sa proche parenté avec le roi Jacques I d'Angleterre qui était son beau-père, et avec le prince Maurice d'Orange qui était le frère de sa mère, pouvoir compter sur un soutien puissant.

L'électeur Frédéric fut, il est vrai, tout joyeux de son élévation; mais la crainte des grands dangers dont elle le menaçait, l'empêcha longtemps de prendre une résolution. Son adversaire, le roi Ferdinand, venait de monter sur le trône d'Allemagne. Ce prince pouvait être assuré du soutien de la Ligue catholique et de tous les autres Catholiques, comme aussi de celui du pape; l'appui du roi d'Espagne était indubitable. Le chef de la Ligue, le duc Maximilien de Bavière, donna à l'électeur le sage avis de rejeter les propositions des Bohèmes. De pareilles exhortations lui parvinrent de la part des archevêques de Mayence, de Trèves et de Cologne, ainsi que des ambassadeurs de Saxe et de Brandebourg, réunis à Francfort. Même le roi d'Angleterre, son beau-père, le dissuada de cette démarche qu'il n'approuvait aucunement; mais l'Union évangélique, son épouse Élisabeth d'Angleterre et plusieurs d'entre ses conseillers intimes, lui inspirèrent du courage. Mais ce qui l'engagea principalement à accepter la couronne de Bohème, ce fut la position critique où l'Empereur était mis par une invasion que Bethlen Gabor avait entreprise en Hongrie.

Au commencement de septembre, le prince de Transylvanie, qui peu de temps auparavant avait promis à l'Empereur son assistance contre les rebelles, se mit en marche vers la Hongrie. Il s'avança, sans trouver de résistance, avec une telle rapidité dans ce pays, qu'au bout de six semaines presque toutes les villes et places sur la ligne de la frontière transylvaine jusqu'à Presbourg étaient

en son pouvoir. Oui, le palatin Sigismond Forgacs lui remit même, vers le milieu d'octobre, le château de Presbourg, avec la sainte couronne, et fut en revanche confirmé par Bethlen dans sa dignité. Munkacs, Comorn, Raab et Neutra seuls restèrent dans les mains des troupes royales. L'archiduc Léopold avait en toute hâte rappelé le général Bucquoi avec son corps d'armée de la Bohème, pour protéger la ville de Vienne. Dampierre, qui pendant ce temps-là avait combattu avec avantage les rebelles en Moravie, et leur avait aussi enlevé plusieurs places, se joignit alors au général Bucquoi, et marcha avec lui vers la capitale. Le 1 novembre, l'Empereur arriva de l'Allemagne dans cette ville. Mais dès le lendemain, les troupes de Bethlen Gabor investirent la place. Thurn, qui avait suivi Bucquoi, fut renforcé par un corps de Transylvains, sous les ordres de Rhedei, que Bethlen avait envoyé en Moravie. Près de Nicolsbourg l'arrière-garde de Bucquoi, commandée par Dampierre, fut défaite. D'autres combats furent livrés sur le chemin vers Vienne jusqu'au pont de Tabor, où Thurn et Rhedei se réunirent avec Bethlen. Ils comptaient en tout 60,000 combattants. Bucquoi avec ses 18,000 hommes avait occupé, devant Vienne sur la rive gauche du Danube, un camp bien fortifié. Le 24 octobre, il fut attaqué par l'ennemi. Après une résistance fort courageuse, il se retira en deçà du fleuve dans la ville, et fit rompre le pont. Le comte Thurn fit de vains efforts pour franchir le Danube; quelques milliers de Transylvains seulement vinrent à bout de gagner la rive droite, où ils se mirent aussitôt à ravager le pays. Thurn et Bethlen ayant encore une fois, mais en vain, présenté la bataille (23 novembre), mirent leurs troupes en quartiers d'hiver dans leurs pays. Ce qui engagea principalement Bethlen à terminer cette campagne, ce fut l'irruption que le juge royal de la Cour, Georges Hom-

monai avait faite, avec des Polonais et Cosaques enrôlés, dans la haute Hongrie, où il avait battu Georges Rakotzi, général transylvain. Pendant l'hiver Bethlen Gabor négocia avec l'Empereur sur une trêve entre lui et ce monarque, avec Frédéric et les Bohèmes sur une étroite alliance, pour laquelle toutefois il ne demandait pas moins qu'un subside annuel de 500,000 écus. Le 8 janvier 1620, Bethlen se fit élire *prince de Hongrie,* et le 16 du même mois, il fut conclu une suspension d'armes avec l'Empereur jusqu'au 29 septembre de la même année.

L'électeur Frédéric, après avoir confirmé aux Bohèmes les privilèges du royaume, fut couronné, de même que son épouse, à Prague le 4 novembre 1619. Lorsqu'il eut reçu, en février de l'année suivante, l'hommage des Moraves et des Silésiens, il se rendit à Nuremberg, où l'Union tenait une assemblée. Elle déclara à l'envoyé impérial, le comte Jean de Hohenzollern: „qu'elle soutiendrait le roi de Bohème, en cas qu'il fût attaqué dans ses pays héréditaires.“ Les efforts de Frédéric pour engager l'Union à une déclaration tout aussi positive relativement à la *Bohème,* demeurèrent infructueux. L'Union envoya alors au duc Maximilien de Bavière une ambassade qui demanda, „que la Ligue catholique, ayant pris la première les armes, les déposât aussi la première; que les principaux griefs des Protestants à l'égard du procédé partial de la part du Conseil aulique d'Empire et de la Chambre impériale, et relativement aux biens des ecclésiastiques sécularisés, où le droit des Protestants était évidemment prouvé, fussent redressés sur-le-champ et qu'on examinât et réglât à l'amiable les autres points dans un congrès particulier.“ Les Protestants y ajoutèrent qu'ils attendaient d'ici à deux mois une déclaration franche et ouverte, pour se conduire en conséquence. Le duc de Bavière répondit résolument à ce message „que, les

Catholiques ayant été de tout commencement les premiers lésés dans leurs droits naturels, ils avaient bien à songer à leur propre défense; qu'il appartenait à l'Empereur et à l'Empire seuls d'ordonner qu'ils déposassent les armes; que c'était par conséquent à eux que l'Union avait à s'adresser à cet égard; que du reste l'attitude hostile des Catholiques viendrait à cesser d'elle-même, dès qu'ils seraient entièrement en sûreté contre toute violence inéquitable de la part des Evangéliques.“ Ensuite Maximilien convoqua en février 1620 une assemblée de la Ligue à Wurzbourg. Les membres de cette confédération, surtout les électeurs de Mayence et de Cologne, levèrent en hiver un nombre considérable de troupes. A Wurzbourg, la Ligue déclara, le 5 mai: „qu'elle voulait continuer ses armements, et solliciter l'assistance du pape, du roi d'Espagne et aussi celle des États évangéliques qui n'appartenaient point à l'Union.“ Le duc de Lorraine accéda à la Ligue.

Sur ces entrefaites, l'empereur Ferdinand II s'était préparé avec habilité et énergie à résister vigoureusement aux forces ennemies qui de toutes parts menaçaient de fondre sur ses États. Déjà lors de son couronnement, les trois électeurs ecclésiastiques lui avaient assuré leur appui. Le 8 octobre 1619, il fit signer à Munich une alliance offensive et défensive avec le duc Maximilien de Bavière. L'empereur Ferdinand confia à ce prince la suprême direction des affaires militaires des Catholiques, et lui assura le dédommagement des frais de la guerre, comme aussi des dégâts et pertes qu'il pourrait essuyer et lui promit, dit-on, dès lors la dignité électorale du comte palatin, s'il réussissait à le chasser de la Bohême. Comme les Autrichiens refusaient toujours d'inaugurer Ferdinand, ce prince fit marcher un corps de 2000 Polonais et Cosaques jusqu'aux environs de Vienne. Les États de la basse

Autriche furent saisis d'une telle frayeur par l'arrivée de ces hôtes redoutables, que la plupart d'eux prêtèrent, le 13 juillet 1620, serment de fidélité à l'Empereur. Le monarque leur promit de laisser les rapports du culte protestant tels qu'il les avait trouvés à son avénement. Ceux qui jusqu'à ce jour ne s'étaient point soumis, furent déclarés rebelles.

Les États de la haute Autriche persistèrent encore ultérieurement dans leur refus. Le 29 janvier, Ferdinand II déclara l'élection de Frédéric V, comme roi de Bohème, illégale et non valable. Le roi Philippe III d'Espagne transmit à l'Empereur un secours d'argent de douze cent mille florins, et promit d'envoyer un corps nombreux de troupes des Pays-Bas, pour faire une diversion dans le Palatinat du Rhin. La Hollande était empêchée par les forces espagnoles de soutenir efficacement Frédéric. Venise et la Savoye restèrent dans l'inaction. Le roi de Danemark et le duc de Brunswick se déclarèrent neutres. Le roi Sigismond de Pologne occupait le roi Gustave-Adolphe de Suède, en continuant la guerre qu'il faisait pour faire valoir ses prétentions héréditaires sur le trône, qui avait été ravi à son père par la révolution de l'année 1599. Sigismond autorisa l'Empereur à enrôler des Polonais et des Cosaques. Le grand-duc de Florence et plusieurs autres princes italiens promirent leur assistance à Ferdinand. Ce Souverain fit aussi prier, par le comte de Furstenberg, le roi de France de coopérer à la défense de la Foi catholique. Mais Louis XIII se borna à envoyer des ambassadeurs en Allemagne, qui devaient essayer de faire conclure un accommodement. Le pape Paul V assura à la Ligue catholique un subside de 200,000 ducats par mois sur sa cassette, et il accorda à l'Empereur le dixième des produits de tous les biens ecclésiastiques en Espagne, en Italie, en Sicile et en Flandre.

L'électeur Jean-Georges de Saxe en voulait aux Bohèmes, non-seulement parce qu'ils avaient, par leur obstination, fait échouer l'entremise dont l'empereur Mathias l'avait chargé l'an 1618, mais aussi parce qu'ils s'étaient choisi pour Souverain l'électeur palatin qu'il détestait, comme Calviniste, et à qui, comme chef de l'Union, il portait envie de sa puissante influence. Il ne pouvait supporter l'idée, que c'était à ce prince odieux qu'il devrait faire hommage pour les fiefs saxons, dépendants de la Bohème. En conséquence, cet électeur épousa avec ardeur le parti de Ferdinand. Il engagea les États du cercle de la haute Saxe à obéir en tout point à ce Souverain, mais à observer la neutralité envers les Bohèmes et à lever, pour la maintenir, un corps de 4000 hommes dans leur cercle. Les électeurs de Mayence, de Cologne et de Saxe, le landgrave de Hesse-Darmstadt, et les ministres plénipotentiaires de l'électeur de Trèves et du duc de Bavière tinrent, au mois de mars 1620, une conférence à Mulhausen. Ces princes se déclarèrent prêts à aider de toute manière possible l'Empereur à maintenir et à défendre sa dignité et les royaumes qu'il possédait. Les chefs de la Ligue promirent, au nom de tous les princes catholiques, aux États protestants du cercle de la haute et basse Saxe que, s'ils demeuraient fidèles à l'Empereur, lui prêtaient secours contre ses ennemis, et n'enlevaient plus des archevêchés, des couvents et des domaines aux Catholiques, ces derniers ne les troubleraient ni leur préjudicieraient en aucune manière dans la jouissance des biens ecclésiastiques, confisqués antérieurement. Le 21 mars, les électeurs réunis dans Mulhausen adressèrent des lettres admonitives à l'électeur palatin, aux princes et États unis, aux États de l'Autriche, de la Hongrie, de la Bohème, de la Moravie, de la Silésie et de la Lusace, comme aussi aux différentes associations et communautés

des comtes et de la Noblesse immédiate de l'Empire. Après une vive peinture des dangers auxquels allaient être exposés l'Allemagne et les pays, unis par la Maison d'Autriche au système politique de l'Empire, ils les exhortèrent à rester fidèles à l'Empereur, et à contribuer au rétablissement de la paix. À l'électeur palatin ils déclarèrent qu'en cas de guerre, ils assisteraient l'Empereur autant qu'ils le pourraient. Ferdinand aussi somma les Protestants à la soumission qu'ils lui devaient, et leur enjoignit de cesser les armements.

Cependant tous ces débats et négociations n'empêchèrent point les deux partis de continuer les préparatifs de guerre. Les Évangéliques unis enrôlèrent des troupes en Westphalie, en Lorraine, en Alsace et en Hollande. Le roi Jacques d'Angleterre envoya 4000 hommes en Hollande, et en revanche le Stadthouder (chef de la république des Provinces-Unies) fit marcher 3000 Hollandais au Rhin. Le margrave de Bade fournit 10,000 fantassins et 1000 cavaliers. Le duc Jean-Erneste le jeune de Weimar et plusieurs Nobles immédiats de l'Empire souabes et rhénans amenèrent des troupes auxiliaires à l'électeur Frédéric en Bohème. Bethlen Gabor lui promit 10,000 Transylvains. Les forces que l'Empereur commençait à déployer, étaient bien plus considérables que celle des Protestants. Le roi d'Espagne promit une armée auxiliaire de 20,000 hommes d'infanterie et de 3000 chevaux. Le duc de Bavière seul avait enrôlé dans son pays 15,000 fantassins et 3000 cavaliers. L'archiduc Léopold amena au duc Maximilien les troupes qu'il avait rassemblées dans l'Autriche antérieure. Comme les Protestants confédérés avaient, au mois de mai, réuni leurs troupes, sous le commandement du margrave Joachim-Erneste d'Anspach, près de la ville d'Ulm, le duc Maximilien concentra également les forces de la Ligue catholique

entre Lauingen et Gunzbourg. Toutefois les deux armées n'en vinrent pas aux prises; car les Protestants furent aussi menacés sur leurs derrières par l'armée du général espagnol, marquis Ambroise Spinola, qui s'avançait du côté des Pays-Bas. Dans l'entrefaite, des négociations avaient commencé à Ulm, sous l'entremise de la France. Après quatre semaines de conférence, on conclut, le 3 juillet 1620, un accommodement entre l'Union et la Ligue. Les deux parties s'engagèrent à tenir strictement la paix publique et de religion, et à remettre à un temps convenable l'examen et le redressement de leurs griefs respectifs. Les deux parties se concédèrent mutuellement le passage des troupes par leurs États. Il fut réglé, que cette convention serait valable pour tous les pays, dont les possesseurs appartenaient ou à la Ligue ou à l'Union. La Bohème, la Moravie, la Silésie et la Lusace furent toutefois formellement exclues. Par cette dernière clause, l'Union renonçait à la faculté de prêter à l'électeur Frédéric toute assistance quelconque dans les pays bohèmes. Pour l'électorat du Palatinat et les autres possessions de Frédéric en Allemagne seuls, le traité était également obligatoire. Le margrave d'Anspach se dirigea alors vers le Palatinat du Rhin, pour défendre ce pays contre les Espagnols.

Le comte de Bucquoi fit au printemps des mouvements, qui indiquaient son intention d'envahir la Bohème. Frédéric avait remis le commandement en chef de l'armée bohème au prince Chrétien d'Anhalt et au comte Georges de Hohenlohe, par où il avait excité un grand mécontentement parmi les Bohèmes et ceux qui avaient été jusqu'alors leurs chefs, comme Thurn, Mansfeld et autres. Hohenlohe et Mansfeld furent envoyés en avant dans l'Autriche; ils prirent Rœtz, mais furent vaincus près de Langenlois par le général Bucquoi. Lorsque le prince

d'Anhalt fut arrivé avec la force principale à Eggenbourg, il marcha avec son armée, forte alors de 30,000 hommes, sur Crems, jusqu'où Bucquoi s'était retiré. Mais l'attaque contre cette ville ayant échoué, le prince rétrograda jusqu'à Langenlois, où le manque de toutes les nécessités tint cette grande force dans l'inaction. Indépendamment de cela, Léonard Fels éprouva un échec près de Zistersdorf, et la garnison impériale de Budweis surprit Moldautein et dévasta le pays sur les derrières de l'armée bohème.

Le duc Maximilien de Bavière déploya alors dans ses opérations contre les ennemis de l'Empereur autant de talents que d'activité. Il quitta son camp près de Lauingen et marcha, à la tête de 25,000 hommes, avec une telle rapidité vers la haute Autriche, qu'il arriva sur les frontières de cette province, avant qu'on sût seulement qu'il était en route. Les rebelles consternés lui envoyèrent des députés qui devaient, par des négociations apparentes, gagner du temps pour se préparer à la résistance et appeler les Bohèmes à leur secours. Mais Maximilien déclara, le 20 juillet, à ces délégués: „que l'Empereur l'avait chargé d'exécuter le ban de l'Empire contre les révoltés de la haute Autriche; que toutefois il voulait bien encore accorder un délai de cinq jours, pour se soumettre sans condition.“ Pendant ce temps, les États s'étaient assemblés à Linz, et une seconde députation se rendit auprès du duc. Mais Maximilien ordonna à son avant-garde de 5000 hommes d'entrer dans la haute Autriche, dès que le délai de cinq jours serait expiré. Le colonel Haslang occupa avec ces troupes les places situées sur son chemin. Le lieutenant-général comte Jean de *Tilly* le suivit avec un corps nombreux. Le 28 juillet, le duc même franchit avec la force principale les frontières. Quelques bandes de paysans, qui tentèrent de résister, furent dis-

persés. Les États, se voyant déçus dans l'espoir d'être secourus par les Bohèmes et les Hongrois, députèrent une troisième fois vers le duc de Bavière. Les envoyés déclarèrent, que les États étaient prêts à se soumettre à l'Empereur; mais ils demandèrent auparavant la confirmation des privilèges, concédés par l'empereur Maximilien II, une amnistie complète et l'exemption du logement des troupes. Le duc renvoya les États avec leur pétition à l'Empereur, entra dans Linz et força les États à prêter foi et hommage à leur légitime Souverain.

Après que le duc de Bavière eut ramené toute la haute Autriche à l'obéissance, il se mit, le 23 août, en marche vers la basse Autriche. Son intention était de chasser les Bohèmes de toutes les places fortes qu'ils tenaient encore occupées dans cette province. Le 8 septembre, il opéra dans le voisinage de Zwettel, non loin de Neuen-Pela, sa jonction avec l'armée impériale, sous les ordres du lieutenant-général comte de Bucquoi; la force rassemblée près de cet endroit consistait en 50,000 combattants. Dans le Conseil de guerre, les Généraux furent tous d'avis, qu'il fallait continuer sans retard les opérations directement vers Prague, bien que les troupes bohèmes, pour empêcher l'armée de la Ligue de marcher sur cette capitale, se fussent retirées de l'Autriche en Moravie. Bethlen Gabor écrivit dans ce temps-là au duc Maximilien: „qu'il envahirait son pays et le dévasterait par le fer et le feu, s'il osait jamais attaquer son allié Frédéric en Bohème.“ Mais on ne daigna pas faire réponse au prince transylvain, et l'Empereur fit marcher des troupes vers Presbourg, pour observer ses mouvements.

L'électeur de Saxe avait, par ordre de l'Empereur, conduit 15,000 hommes dans la Lusace. Il avait vaincu et dispersé les troupes silésiennes du margrave Jean-Georges de Brandebourg-Jægerndorf, enlevé Bautzen et

soumis tout le pays. Les Silésiens furent occupés par les Cosaques du roi de Pologne. Le général espagnol Spinola, qui avait pénétré, au mois d'août, avec 24,000 hommes dans le Palatinat du Rhin, fit la conquête de la plupart des villes et châteaux dans cette contrée. Les Évangéliques unis avaient rassemblé leur armée près d'Oppenheim. Mais les troupes étaient mécontentes du retard qu'on mettait à les payer, et les chefs étaient désunis entre eux; chacun ne songeait qu'à la sûreté de ses propres foyers, et aucun ne s'inquiétait du pays voisin, qu'il abandonnait à la merci des Espagnols, sans même avoir fait le moindre mouvement pour arrêter leurs progrès. Les affaires de l'électeur étaient beaucoup empirées. Les Protestants unis l'avaient laissé sans secours. Le roi d'Angleterre ne voulait pas le reconnaître pour roi de Bohème, et bornait son appui à l'envoi de sommes d'argent insignifiantes. Bethlen Gabor avait suspendu les hostilités contre l'Empereur. L'Autriche et la Lusace s'étaient soumises à Ferdinand. Les États de la basse Saxe et le roi de Danemark s'étaient déclarés neutres, et avaient par là renoncé à toute intervention dans la guerre bohème. Pour surcroît de disgrâce, Frédéric avait aigri les Bohèmes, tant catholiques que luthériens, en cherchant par un zèle hors de saison à propager le Calvinisme et à faire adopter, par une réformation violente, la même doctrine à ses nouveaux sujets. Dans cet état de choses, l'électeur Frédéric reçut une lettre du duc de Bavière, dans laquelle ce prince lui notifiait, que l'Empereur lui avait donné mission de s'avancer en Bohème; en même temps il l'engagea à déposer la couronne, et à évacuer les pays bohèmes. Mais Frédéric n'écouta point cette bienveillante exhortation, et se déclara résolu à défendre le trône usurpé.

Toute la force que Frédéric avait alors à opposer à

l'armée impériale, montait à 30,000 hommes. Le 20 septembre, Maximilien et Tilly avec les troupes de la Ligue, et Bucquoi avec l'armée impériale, composée d'Autrichiens, de Wallons, d'Espagnols, d'Italiens et de Cosaques, pénétrèrent de Weidhofen dans la Bohème. Le duc marcha par Gratzen et Budweis. Bucquoi prit Prachatitz d'assaut. Ensuite les deux armées se réunirent devant Pisek, qui fut enlevé de vive force, le 30 septembre ; après quoi les alliés se dirigèrent sur Pilsen. Mansfeld avait été battu dans une tentative qu'il avait faite pour envahir la Bavière. Le colonel Maradas, qui était arrivé avec 8000 Espagnols de Milan en Bohème, marcha à la rencontre du corps bavarois victorieux, et tous les deux se réunirent, le 17 octobre, avec la grande armée, après avoir conquis pendant la marche le château de Riesenberg, Taus, Klattau et plusieurs autres places. Le prince d'Anhalt quitta alors le camp qu'il occupait près de Brzeznitz, et marcha à Rokitzan où Frédéric vint rejoindre l'armée. Les troupes étaient dans un état pitoyable. Elles manquaient de solde, de vêtement, ainsi que de tous les autres objets nécessaires, et la discipline militaire avait entièrement disparu. Frédéric sentit la difficulté de soûtenir le combat avec une pareille armée et proposa, le 20 octobre, une entrevue personnelle au duc Maximilien. Mais ce prince exigea, comme condition de cet abouchement, que Frédéric renonçât auparavant à la couronne de Bohème. Cette demande ayant été rejetée, le duc et Bucquoi se mirent, le 22 octobre, en marche des environs de Pilsen, dont ils n'entreprirent point le siège pour ne pas perdre trop de temps. Les Bohèmes s'étaient retirés jusqu'à Rakonitz, dans le voisinage de laquelle ville les Impériaux arrivèrent le 24 octobre. Ici, on livra, les jours suivants, plusieurs combats, dans l'un desquels le comte de Bucquoi lui-même fut blessé. La disette de

vivres engagea le duc Maximilien à présenter une bataille générale au prince d'Anhalt, qui toutefois l'évita soigneusement.

Le 5 novembre, le duc de Bavière continua sa marche par Strassnitz sur Prague. Par conséquent les Bohèmes se virent obligés de quitter également leur camp, et se hâtèrent de gagner par Unhoscht la capitale avant les alliés. Ils se retranchèrent ensuite sur le mont Blanc *(Weissen-Berg)*, situé dans le voisinage de Prague. Mais le défaut d'ordre et de discipline parmi les troupes fit, que les travaux de fortification furent exécutés avec une grande négligence. Ils n'étaient pas encore fort avancés lorsque le duc de Bavière et le comte de Bucquoi parurent devant le camp ennemi. L'armée bohème comptait 21,000, celle des Autrichiens et Bavarois 40,000 combattants. Le 8 novembre, à l'heure de midi, le duc mena l'armée à l'attaque. Le prince d'Anhalt le reçut avec fermeté. Son fils attaqua avec la cavalerie les Impériaux qui s'étaient avancés contre l'aile droite des Bohèmes, et les força à plier; mais Tilly envoya la cavalerie de la Ligue pour soutenir les Impériaux. Les cavaliers bohèmes furent culbutés, le jeune prince d'Anhalt blessé et fait prisonnier. À l'aile gauche des Bohèmes se trouvait la cavalerie hongroise, qui repoussa le choc des Polonais et des Cosaques, mais qui fut ensuite attaquée par le duc Maximilien et mise en fuite. Alors la déroute dans l'armée de Frédéric devint complète. Les cavaliers hongrois prirent les premiers la fuite; ils descendirent en toute hâte dans la plaine, et passèrent à gué la Moldave *(Moldau)*. Plusieurs périrent dans le fleuve. Alors l'infanterie bohème s'enfuit également. Mais les Moraves se défendirent courageusement, et furent pour la plupart hachés en pièces. Au bout d'une heure la victoire était déjà décidée. Les vaincus avaient laissé 5000 morts sur

le champ de bataille, et 1000 hommes se noyèrent dans la Moldave; dix canons et cent drapeaux tombèrent entre les mains des Impériaux, qui ne perdirent que 300 hommes dans cette journée.

Frédéric, qui tenait pendant la bataille un festin dans Prague, après lequel il voulait se rendre à l'armée, ayant appris la défaite qu'elle avait éprouvée, demanda au duc de Bavière un armistice de vingt-quatre heures. Mais Maximilien ne lui en accorda que huit, et y mit encore cette condition, que Frédéric se soumettrait sur-le-champ à l'Empereur et renoncerait à la couronne de Bohème. Le lendemain matin, Frédéric s'enfuit avec son épouse et ses principaux partisans à Breslau en Silésie. Sa hâte et sa consternation furent si grandes, qu'il oublia la couronne bohème avec les joyaux du royaume, ainsi que les archives qui étaient déjà emballés, et que le prince d'Anhalt, père, laissa les papiers d'État les plus importants au château de Prague. Comme les États de Silésie entamaient précisement alors des négociations avec l'électeur de Saxe pour obtenir leur pardon de l'Empereur, Frédéric continua bientôt après sa fuite par Berlin en Hollande.

La victoire près de Prague eut de grandes suites politiques. Immédiatement après le départ de Frédéric, les habitants ouvrirent les portes. Le 11 novembre, les villes de Prague (la ville-vieille, la ville-neuve et le Petit-Côté) prêtèrent foi et hommage. Le surlendemain, tous les États présents dans la capitale prièrent le duc Maximilien d'obtenir leur grâce de l'Empereur; ils jurèrent serment de fidélité à ce monarque, comme leur roi légitime, renoncèrent à toutes les ligues dirigées contre Ferdinand II, et livrèrent les actes qui y avaient rapport. L'Empereur désigna le prince Charles de Liechtenstein pour diriger les affaires du gouvernement en Bohème. Tilly resta avec une garnison de 8000 hommes dans

Prague. Le duc Maximilien retourna à Munich. Le 11 novembre, toutes les villes bohèmes se soumirent, à l'exception de Pilsen, de Tabor, d'Ellnbogen et de quelques châteaux occupés par Mansfeld, d'où celui-ci rançonnait les domaines des Nobles, dévoués à l'Empereur. Les Catholiques furent rétablis dans leurs charges, dignités et possessions, après les avoir ôtées aux Utraquistes qui s'en étaient emparés. Le comte Bucquoi marcha avec son corps d'armée en Moravie. Cette province se soumit, et tout y fut remis sur l'ancien pied. Par la médiation de l'électeur de Saxe, les Silésiens furent aussi engagés à la soumission, moyennant la promesse qu'on leur fit de leur accorder une amnistie, et de confirmer la liberté de religion et les autres privilèges du pays. Le 18 février 1621, les Silésiens firent hommage à l'Empereur, renoncèrent à la confédération, livrèrent les documents relatifs à ce pacte, s'obligèrent à payer trois tonnes d'or à l'Empereur, pour le dédommager des frais de la guerre, et à lever des troupes pour la défense du pays. On confisqua au margrave Jean-Georges de Jægerndorf sa principauté qui fut donnée au prince Charles de Liechtenstein. Le margrave se rendit dans la suite auprès de Bethlen Gabor en Hongrie.

Les Bohèmes avaient supplié l'Empereur de leur accorder une amnistie générale; mais leurs délits avaient eu des suites si terribles, que l'indulgence eut été ici déplacée. Les auteurs de la rebellion furent arrêtés en février 1621. Leur culpabilité ayant été examinée par une commission aulique, vingt-sept des prévenus subirent, le 21 juin, la peine de mort; seize furent condamnés en partie à une prison perpétuelle, et en partie au bannissement. Les rebelles fugitifs encoururent la mort et l'infamie, et l'on confisqua leurs biens, comme ceux des susdits condamnés. Encore un grand nombre d'autres Nobles,

enveloppés dans la révolte, expièrent leur crime par la perte de leurs possessions. L'Empereur était d'opinion que le plus sûr moyen, pour prévenir dorénavant les troubles intérieurs, était de ne tolérer dans le royaume aucune autre religion que la catholique. Cependant, comme presque trois quarts de la population de Bohème avaient abandonné la communion de l'Église romaine, ce projet ne pouvait pas être mis tout d'un coup à exécution. On commença par défendre le culte calviniste dans la capitale, et par persécuter les Picardites et les Frères moraves. Ensuite il fut enjoint aux prêtres, aux professeurs et maîtres d'école réformés, de quitter dans un court espace de temps la Bohème; en 1622 les prédicateurs et maîtres d'école luthériens furent également exilés, et on expulsa les sénateurs protestants du magistrat de Prague de leur emploi. Dès l'année 1621, les Jésuites avaient été rappelés dans le pays, et on leur remit aussi l'université de Prague. En 1624, tout culte, déclaré hérétique par l'Église catholique, fut interdit en Bohème et en Moravie par plusieurs édits impériaux. Dans la Diète de Prague en 1627 les lettres impériaux de Rodolphe II furent abrogées, et l'on ordonna à tous les religionnaires, qui ne retourneraient pas à l'ancienne religion dans l'espace de six mois, de quitter le royaume. Plusieurs milliers de Luthériens, en partie nobles, en partie bourgeois, marchands, artistes et ouvriers, abandonnèrent alors leur pays natal et allèrent s'établir en Saxe, dans le pays de Brandebourg, en Prusse, en Hollande et en Suisse. Dans cette même Diète l'Empereur confirma en revanche les autres privilèges de la Bohème. L'*archiduc Ferdinand*, fils de l'Empereur, fut couronné *roi héréditaire de Bohème*, le 29 novembre de l'année 1627.

En Moravie, en Silésie et en Autriche, la *contre-réformation* se fit à peu près de la même manière qu'en

Bohème. En 1622, l'université de Vienne fut également confiée aux soins des Jésuites.

L'année suivante, on établit une commission, pour informer des délits des États de la basse Autriche dans les troubles des années précédentes. Cependant toute peine leur fut remise, moyennant l'acceptation pure et nette des dernières lois religieuses, et le payement d'une amende d'un million de florins. Dans la haute Autriche, la commission, établie pour diriger l'affaire de la conversion, laissa aux Luthériens le choix ou d'embrasser la religion catholique, ou de quitter le pays; ce qui excita tellement l'indignation des paysans de cette province, qu'ils se soulevèrent en 1625 et l'année suivante de nouveau. La première sédition fut promptement comprimée; mais celle en 1626 devint si sérieuse que Guillaume Fadinger et 40,000 paysans osèrent assiéger Linz. Cette ville fut dégagée par la général Lœbel, et les révoltés furent défaits à différentes reprises. Le calme ayant été rétabli, le gouvernement fit émaner plusieurs ordonnances, pour extirper d'autant plus tôt le Luthéranisme dans toute l'Autriche.

Le 22 Janvier 1621, l'électeur palatin Frédéric, ayant été déclaré rebelle, perturbateur du repos public et coupable de lèse-majesté, fut mis par l'Empereur au ban de l'Empire, ainsi que ses principaux adhérents, le margrave Jean-Georges de Brandebourg-Jægerndorf, le prince Chrétien d'Anhalt et le comte Georges-Frédéric de Hohenlohe. La sévérité dont l'Empereur avait usé envers les révoltés bohèmes, répandit une profonde consternation parmi les Protestants unis. Comme le temps pour lequel ils avaient conclu leur confédération, expirait au 14 mai 1621, les membres de l'Union se soumirent par la convention, faite le 12 avril, à l'Empereur. Ils promirent de ne prêter aucun secours ultérieur

au comte palatin, de licencier leurs troupes et de né plus prolonger l'Union. Le 14 mai à Heilbronn, l'Union se déclara dissoute.

On avait accordé, le 12 avril, à l'électeur Frédéric une trêve pour le Palatinat; elle fut prolongée, le 14 mai, pour six semaines. Mais l'Empereur ne voulait pas se décider sur le pardon et la réintégration de l'électeur dans ses domaines de famille; il remit jusqu'à la prochaine Diète à prendre une résolution à cet égard. L'électeur fut douloureusement surpris par la nouvelle, que les Protestants unis l'avaient entièrement abandonné à son sort. Tous ses États étaient livrés aux armées ennemies, et notamment le Palatinat du Rhin aux Espagnols, le Haut-Palatinat aux Bavarois. Toutefois l'électeur se flattait encore de l'espoir, que les entreprises des princes, qui étaient les ennemis déclarés de l'Empereur, auraient une bonne issue, et ameneraient aussi pour lui un changement heureux. Parmi ces princes le Souverain de Transylvanie, Bethlen Gabor, était le plus puissant. La trêve avec ce prince avait aussi été confirmée par l'assemblée des États à Presbourg, le 18 janvier 1620, et on avait convoqué une Diète hongroise à Neusol. Les États s'étaient particulièrement efforcés de favoriser l'exercice de la religion protestante. Ils entamèrent des négociations avec l'Union évangélique, avec Frédéric en Bohème, avec la Pologne et la Porte Ottomane. Outre cela, on fit des dispositions pour continuer la guerre; on leva des troupes, répara les forteresses, remplit les magasins, imposa des contributions, séquestra les biens des partisans de Ferdinand émigrés; enfin les États firent un pacte formel avec Bethlen Gabor. Dans l'entrefaite étaient aussi arrivés à la Diète des plénipotentiaires polonais, bohèmes, autrichiens, qui furent suivis, au mois de juin, par des commissaires impériaux. Mais, comme Bethlen et les États

refusèrent d'acquiescer aux demandes équitables de l'Empereur, les envoyés de ce monarque quittèrent, le 17 août, Neusol, et déclarèrent d'avance nuls et de nul effet tous les arrêtés qu'on prendrait dans cette assemblée. Le 26 août, Bethlen se fit élire roi de Hongrie, et confirma ensuite, en cette qualité usurpée, les décrets de l'illégale Diète. La plupart des articles concernaient la liberté de religion et l'emploi des biens du clergé aux besoins de l'État. Ensuite il fut encore accordé une contribution de guerre et une insurrection. Une ambassade partit en toute hâte pour Constantinople, et sollicita le secours de la Turquie contre Ferdinand. Après cela, on commença les hostilités.

Au mois de septembre, Neutra, Pàpa, Vesprim et plusieurs autres places se rendirent à Bethlen. Cependant dans le cours du mois suivant, ses troupes essuyèrent plusieurs échecs, et furent repoussées dans une attaque qu'elles avaient entreprise sur Hainbourg. Dampierre fut tué dans une tentative qu'il fit pour soumettre de nouveau, par surprise, le château de Presbourg à la domination impériale. Ce fut alors qu'arriva la nouvelle de la bataille de Prague. Ce coup inattendu, qui anéantit les rebelles en Bohème, fit aussi un bon effet en Hongrie. Toutefois la petite guerre continua avec une grande vivacité. En décembre un édit impérial invita les Hongrois à la soumission; et en janvier 1621, le général Bucquoi pénétra par la Moravie en Hongrie, et conquit Skalitz, Theben et plusieurs autres endroits. Au mois de mars suivant, on ouvrit des négociations à Hainbourg; mais elles furent infructueuses, l'exigence du prince Gabor s'étant accrue par les promesses de secours que lui apportèrent à Tyrnau des messagers turcs et tatars. En revanche le palatin et beaucoup de magnats se soumirent à l'Empereur, et plusieurs Nobles armèrent leurs sujets

pour le soutenir. Bucquoi se rendit, le 29 avril, maître du château de Presbourg, prit ensuite Tyrnau, Neutra et assiégea Neuhæusel, où il perdit la vie, le 10 juin, dans une attaque de la cavalerie hongroise, et où ensuite une partie des troupes, avec l'artillerie de siège et le bagage, tombèrent entre les mains de l'ennemi. Étienne Palfy et Thomas Bosnyack, partisans de l'Empereur, qui avaient enlevé plusieurs villes de montagne, furent vaincus et faits prisonniers par les bandes de Bethlen Gabor. Au mois de juin, ce prince reprit l'offensive et s'empara de Tyrnau. Le vieux comte de Thurn se trouvait au quartier-général de Bethlen, et excitait ce prince à pousser vivement ses opérations. Le 9 août, le margrave Jean-Georges de Brandebourg-Jægerndorf se joignit avec 9000 hommes à Bethlen, qui commença alors le siège du château de Presbourg. Mais son corps d'armée ayant été surpris, le 27 août, par les Impériaux, le siège fut levé bientôt après. Bethlen vendit tous les prisonniers allemands et autres soldats étrangers aux Turcs. Dans le pays sur la rive droite du Danube, François Bathiany, général de Bethlen, ayant été renforcé, au mois de juin, par des Turcs, reconquit les villes de Guns et de Kœrmend, occupées par le général impérial Colalto, et ravagea la contrée d'Autriche depuis Neustadt jusqu'à Vienne, ainsi que celle de Styrie autour de Vorau. En septembre Gabor, qui avait reçu des troupes auxiliaires de la Turquie, occupa Strassnitz en Moravie et menaça de saccager cette province.

Le 10 octobre 1621, on renoua les négociations à Neusol, et le 31 décembre suivant, la paix fut signée par les soins zélés du cardinal François comte de Dietrichstein, à qui l'empereur Ferdinand avait confié cette mission importante. Ce traité comfirmait les privilèges religieux déjà légalement introduits, et accordait une

amnistie générale. Bethlen renonça au titre royal, eut en retour sept comitats: Szathmar, Szabolcs, Ugocs, Beregh, Zemplin, Borsod et Abaujvar, avec les villes de Cassovie, de Munkacs et de Szathmar, pour en jouir sa vie durant, et reçut à la place de Tokai 100,000 florins, outre une somme annuelle de 50,000 florins pour l'entretien des forteresses. Il obtint de plus le titre de prince d'Empire et celui de duc d'Oppeln et de Ratibor, avec les revenus de ces deux pays. Il rendit les autres quatre comitats qu'il occupait à l'Empereur. Le prince de Transylvanie signa ce traité avec d'autant plus de confiance, que la Porte, dont il trahissait les intérêts, n'était point alors en état de s'en venger. Le sultan *Osman II* [1], vaincu par les Polonais, était revenu à Constantinople, couvert de honte et abattu par son malheur. Le margrave de Jægerndorf s'était déjà auparavant brouillé avec Bethlen, et avait quitté la Hongrie pour retourner en Silésie. Alors les Impériaux prirent les villes de Troppau et d'Oedenberg, qui étaient encore en son pouvoir, et dispersèrent ses autres troupes. La ville de Glatz, défendue par le jeune comte de Thurn, fut également forcée à se rendre. Le prince Chrétien d'Anhalt eut recours à la clémence de l'Empereur.

Pour la cause de l'électeur Frédéric combattaient encore le comte Erneste de Mansfeld, le margrave Georges-Frédéric de Bade-Durlach et le duc Chrétien de Brunswick, administrateur de l'évêché d'Halberstadt. Mansfeld, qui après la prise de Prague était encore maître de Pilsen et de Tabor, avait ramassé un corps de troupes considérable, qu'il entretint encore pendant quelque temps

[1] Achmet I étant mort l'an 1617, Mustapha I son frère monta sur le trône ottoman. Mais comme c'était un prince imbécille, il fut déposé au bout de trois mois, et les Grands proclamèrent sultan Osman II, fils aîné d'Achmet.

r le pillage des contrées environnantes. Frédéric avait nmé Mansfeld feldmaréchal, tandis que l'Empereur vait proscrit et mis sur sa tête un prix de cent mille rins. Les Saxons et les Bavarois réduisirent Pilsen, is Falkenau, Ellnbogen, Tabor et les autres villes de hème. Mansfeld avait déjà auparavant concentré ses ndes de brigands, qu'il avait portées par des enrôlements à 20,000 hommes, et s'était dirigé vers les cantons Bohème limitrophes du Haut-Palatinat. Mais il fut ntôt après enveloppé par les troupes catholiques, et rré de si près par le général Tilly, qu'il demanda à gocier. Mais pendant qu'on traitait ensemble, dans la it du 4 octobre 1621, Mansfeld trompa la vigilance de lly, et partit inopinément avec ses troupes. Il marcha toute diligence vers le Palatinat du Rhin, et Tilly le ursuivit, sans toutefois pouvoir l'atteindre. Le duc aximilien s'empara alors, comme exécuteur du ban de Empire, de tout le Haut-Palatinat.

Le général espagnol, marquis Ambroise Spinola, ait en 1620 exécuté le ban de l'Empire contre les États énans de l'électeur Frédéric, et s'était rendu maître de it le pays, à l'exception des villes de Manheim, de idelberg et de Frankenthal, occupées par les Anglais. ais la trêve, qui avait été conclue entre l'Espagne et Hollande, étant près de finir, ce Général et son armée rent rappelés dans les Pays-Bas. Il n'était resté dans Palatinat qu'un petit corps de troupes espagnoles, sous s ordres du général Gonzalve de Cordoue, qui assiégeait Frankenthal, au moment où Mansfeld arriva au hin. Mansfeld tira à lui les troupes anglaises de Heidelrg et de Manheim, et passa le Rhin près de cette rnière ville, ce qui engagea Cordoue à lever le siège de rankenthal, et à se retirer dans la contrée de Kreuznach d'Oppenheim. Le Palatinat était tellement épuisé par

les Espagnols, que Mansfeld ne fut pas en état de nourrir son armée dans ce pays. Il se dirigea par conséquent vers l'Alsace, occupa Haguenau, mais attaqua en vain Alsace-Zabern, la résidence de l'évêque de Strasbourg.

L'électeur Frédéric ayant rejoint, au mois de mars 1622, l'armée de Mansfeld, celui-ci repassa près de Germersheim sur la rive droite du Rhin, dans la vue d'attaquer Tilly, qui était enfin arrivé sur les bords du Necker, et avait occupé un camp près de Wissloch. Ce Général alla, le 29 avril, à la rencontre de l'ennemi, et perdit la bataille près de Mingolsheim. Plusieurs places du Palatinat se rendirent alors volontairement à l'électeur Frédéric, qui se trouva de nouveau en possession de la plus grande partie du pays. Vers le même temps, l'archiduc Léopold assiégeait Haguenau, dont la garnison mansfeldoise avait, par ses brigandages, fréquemment dévasté les possessions autrichiennes en Alsace.

Après la dissolution de l'Union protestante, le margrave Georges-Frédéric de Bade-Durlach avait pris la résolution de soutenir du moins pour sa personne l'électeur Frédéric, autant qu'il était en son pouvoir. Georges concentra dans son pays une armée de 15,000 hommes. L'envoyé impérial lui ayant demandé, quel était le but de ces armements, le margrave lui donna sa parole qu'il ne voulait que couvrir son pays contre les courses dévastatrices des troupes de Mansfeld. Néanmoins il fut assez déloyal pour se joindre, en avril 1622, avec ses troupes à Mansfeld, et combattre avec lui à Mingolsheim. L'armée réunie de Mansfeld et du margrave Georges était si nombreuse, en comparaison de celle de Tilly, que celui-ci pouvait à peine espérer d'obtenir quelque succès dans cette campagne. Mais au bout de peu de jours les deux corps ennemis se séparèrent; on ne sait si ce fut par désunion, par jalousie des chefs, ou ensuite d'un plan d'attaque con-

certé. Le résultat toutefois montra la supériorité du génie de Tilly et le désavantage de cette séparation. Le margrave de Bade-Durlach avait occupé un camp, entouré d'un retranchement de chars, dans la plaine entre Wimpfen et Heilbron. Tilly tira promptement à lui Gonzalve de Cordoue, assaillit, le 8 mai, le camp du margrave, et anéantit pour la plus grande partie l'armée ennemie. Les caisses, l'artillerie, les drapeaux et un grand nombre de prisonniers tombèrent entre les mains des vainqueurs. Le margrave même put à peine se sauver par la fuite. Il licencia les restes de ses troupes qui se réunirent avec le corps d'armée de Mansfeld. L'électeur Frédéric et Mansfeld dégagèrent Haguenau, assiégé par l'archiduc Léopold. Ensuite ils ravagèrent le territoire de Darmstadt et se saisirent de la personne du landgrave même. Les corps réunis de Tilly et de Cordoue s'étant avancés pour les combattre, ils se hâtèrent de se retirer; mais leur arrière-garde ayant été défaite par les Impériaux, la déroute se répandit rapidement sur toute l'armée ennemie. Les troupes mansfeldoises atteignirent le Palatinat du Rhin dans l'état le plus pitoyable.

Le duc Chrétien de Brunswick, administrateur de l'évêché d'Halberstadt, avait également pris les armes pour l'électeur Frédéric, et levé dans la basse Saxe et en Westphalie une armée de 20,000 hommes. Ayant été vaincu, dans le vallon de Buseck (*Busecker-Thal*) par l'armée germano-espagnole, sous le comte d'Anholt, il se retira en Westphalie, et s'empara de Lippstadt, de Sœst, de Paderborn avec son territoire, et ensuite d'une partie du pays de Munster. Le général Tilly le suivit en Westphalie et le pressa si vivement, qu'il quitta ce pays pour marcher dans le Palatinat du Rhin, où l'électeur l'avait appelé à son secours. Dans ce pays l'archiduc Léopold avait fait la conquête de Haguenau, de Weissen-

bourg, de Landau, de Spire, de Selz et de Germersheim. Ce prince fit aussi entrer un corps de troupes dans les possessions du margrave de Durlach, qui s'était retiré dans le château fort de Hochberg. Près de la ville de Hœchst, où Chrétien de Brunswick était sur le point de passer le Mein sur un pont de bateaux, il fut atteint et battu par les généraux Tilly, Cordoue et Anholt, le 20 juin 1622. Il se sauva avec le reste de ses troupes par une prompte fuite au delà du Rhin auprès du corps de Mansfeld. Ces deux Généraux et l'électeur Frédéric saccagèrent alors de nouveau l'Alsace, et assiégèrent Alsace-Zabern pour la seconde fois.

Cependant Jacques I, roi d'Angleterre, Chrétien IV, roi de Danemark et l'électeur de Saxe travaillaient à réconcilier l'électeur palatin avec l'Empereur. Ils persuadèrent Frédéric à déposer avant toutes choses les armes. Le 23 juillet 1622, ce prince congédia tant le duc Chrétien, que le comte de Mansfeld, et se rendit en Hollande. Ces deux Généraux, qui avaient encore plus de 18,000 hommes sous les armes, offrirent leurs services d'abord à l'Empereur, puis au roi d'Espagne et enfin à la France. Mais, comme l'Empereur ne voulait rien avoir à faire avec ces troupes de brigands et leurs chefs, ceux-ci dirigèrent leur marche par la Lorraine, et après que les négociations avec la France eurent également échoué à cause des prétentions outrées faites par Mansfeld, ils se rendirent avec leurs troupes dans les Pays-Bas. Étant arrivés près de Fleurus dans le comté de Hainaut, ils se firent jour à travers le corps espagnol de Cordoue, qui était accouru de Luxembourg pour leur couper le chemin, se réunirent près de Bréda avec l'armée du prince d'Orange, et prirent une part fort active à la guerre qui avait éclaté de nouveau entre l'Espagne et la Hollande. Sur ces entrefaites, la négociation pour raccommoder l'élec-

ır. Frédéric avec l'Empereur, avait été continuée à uxelles. Mais elle n'eut aucun résultat et fut remise prochain congrès des électeurs, qui devait s'assembler Ratisbonne. Le général Tilly conquit Heidelberg le 16 ptembre, Manheim le 2 novembre, et l'archiduc Léold acheva l'occupation de l'Alsace. Tilly mit ses troupes quartiers d'hiver dans la Vettéravie, dans la Hesse, Palatinat du Rhin, le pays de Deux-Ponts, et sur les ıx rives du Rhin.

Le 7 janvier 1623, l'assemblée des princes fut ourte à Ratisbonne par l'empereur Ferdinand. Le 25 du is suivant, ce monarque, sans égard à la protestation s électeurs et princes évangéliques, investit le *duc aximilien de Bavière* de la dignité *électorale palatine*. utefois dans les lettres d'investiture les droits et prétions des enfants et des agnats de l'électeur proscrit, édéric, leur furent réservés. Ce ne fut qu'après que lecteur de Saxe eut donné son consentement, que le duc ximilien fut effectivement introduit dans le Collège élecal, le 30 juin 1624. Brandebourg donna en 1627 alement son approbation. Des Généraux qui avaient s les armes contre Ferdinand II dans la guerre bohème, comte Georges-Frédéric de Hohenlohe et le prince rétien d'Anhalt furent en 1623 absous du ban de mpire, et obtinrent leur plein pardon de l'Empereur. ndant ce temps-là, les amis de Frédéric n'avaient pas sé reposer leurs armes. Mansfeld attaqua, en novem- 1622, le comte d'Ost-Frise, dévoué à l'Espagne, et quit les forteresses de ce pays, qu'il n'évacua qu'après on eut payé, l'an 1624, la contribution de 300,000 flos qu'il avait exigée. Le duc Chrétien de Brunswick it revenu de la Hollande dans la basse Saxe et avait, nme colonel du cercle, accepté le commandement des upes que les États de ce cercle levaient, pour se

défendre contre Tilly qui s'approchait de ce pays. L'Empereur somma la basse Saxe de tenir la paix publique. Comme précisément alors le général Tilly s'avançait vers ce cercle, les États furent saisis d'une telle frayeur, qu'ils ôtèrent au duc Chrétien le commandement et le prièrent d'évacuer le pays, en cas qu'il ne voulût pas sans délai se soumettre à l'Empereur. L'électorat de Saxe ayant refusé au duc le passage pour se rendre en Bohème, ce prince se mit, en juillet 1623, en marche pour la Westphalie. Son plan était de se réunir avec Mansfeld en Ost-Frise. Mais il fut atteint près de Lœn, dans l'évêché de Munster, par Tilly et Anholt et totalement défait avec perte de 10,000 hommes, de toute l'artillerie et du bagage. Chrétien s'enfuit avec quelques faibles bandes en Hollande. Peu de mois plus tard, Mansfeld se rendit également dans ce pays, où bientôt après ces deux Généraux licencièrent leurs troupes faute d'argent.

Dans le temps où Chrétien de Brunswick et Mansfeld (1623) espéraient encore établir Frédéric dans le royaume de Bohème, ils parvinrent aussi à engager Bethlen Gabor à rompre la paix. Ce prince reçut des troupes auxiliaires turques, et s'avança de Clausenbourg, le 14 août 1623. L'Empereur fit aussitôt concentrer par Jerôme Caraffa les troupes reparties en Bohème et en Moravie, et les renforcer par 6000 Cosaques enrôlés. Dans l'intervalle Bethlen avait, dès le commencement du mois d'octobre, enlevé Tyrnau, puis assiégé le général Caraffa dans Gœding. Les Turcs et les Tatars pillèrent la Moravie. Vers la fin de novembre Bethlen conclut une suspension d'armes; mais encore le 27 du même mois ses bandes de brigands, à leur retour de la Moravie, furent enveloppées et anéanties, dans le passage de la Neutra, par les garnisons de Neuhæusel, de Comorn et de Raab. Le 4 avril 1624, on signa à Vienne un traité de paix,

qui ne fut presque qu'une confirmation des articles de celui de Nicolsbourg. Toutefois Bethlen se vit obligé à restituer Ratibor et Oppeln. En revanche, Tokai et Munkacs lui furent engagés, et on lui céda Etsed, comme possession héréditaire. Une alliance défensive contre les Turcs fut également conclue. Au mois de février 1625, on fit à Gyarmath la paix avec les Turcs, qui ne fit que confirmer, pour la plus grande partie, le traité de Sittvatorok. La possession de Waitzen devait être décidée par une négociation particulière.

Le roi Jacques I d'Angleterre s'était abstenu d'intervenir à main armée dans la lutte que l'électeur palatin, son gendre, avait soutenu si opiniâtrement contre l'Empereur; mais à présent que la plupart des ennemis qui s'étaient élevés contre ce Souverain et pour Frédéric, étaient vaincus, le monarque anglais paraissait s'éveiller de son inaction et avoir tout à coup envie de faire la guerre à l'empereur Ferdinand, pour défendre la cause de Frédéric. Il fiança le prince héréditaire à la soeur du roi de France, afin de s'assurer l'appui de ce monarque. Mais Louis XIII ne voulait se déclarer contre la puissante Maison d'Autriche, qu'après avoir exterminé les *Huguenots*[1]) en France. L'Angleterre hésitait de commencer la guerre sans la coopération de la France. Ce ne fut qu'en automne 1624, que le comte Mansfeld réussit à obtenir du roi Jacques des troupes et de l'argent. Mansfeld avait fait enrôler dans la basse Saxe et en Hollande une bande de soudoyers. Ces troupes devaient marcher dans le Palatinat du Rhin, pendant que Mansfeld faisait, en janvier 1625, embarquer à Douvres les troupes anglaises. Il voulait aborder à Calais et les conduire par la France et l'Alsace dans le Palatinat du Rhin. Mais Louis XIII

[1]) C'est, comme on sait, le nom que les Catholiques en France donnaient autrefois aux Calvinistes.

ne permit point le débarquement à Calais; et lorsqu'ensuite la flotte fit voile vers la Zélande, les négociations avec la république de Hollande par rapport au débarquement, trainèrent tellement en longueur, qu'avant qu'on eût pris une conclusion, la plus grande partie des troupes, à bord des vaisseaux, furent moissonnées par des épidémies. La mort du roi Jacques, arrivée le 6 avril 1625, interrompit pour le moment l'activité de l'Angleterre. Mais peu de temps après, il se forma une nouvelle ligue contre l'Empereur, à laquelle le roi d'Angleterre Charles I prit part aussi.

Un événement arrivé, il y avait déjà quelques années, dans les pays des Alpes, avait excité la jalousie attentive de la France et des Puissances d'Italie. Dans la *Valteline*, les Catholiques se levèrent en 1620 contre les Protestants, tandis que dans d'autres contrées du pays des Grisons, les Protestants en agissaient de même envers les Catholiques; ces contrées étaient le théâtre des scènes sanglantes et des excès les plus affreux. Les Catholiques de la Valteline sollicitèrent la protection du gouverneur espagnol de Milan, le duc de Feria, contre les Grisons, et celui-ci fit effectivement occuper ce pays. La France chercha à éloigner ces troupes par la voie de la négociation, étant persuadée que cet événement servirait aux Espagnols à s'ouvrir pour toujours une communication directe avec les pays rhénans de l'Autriche. Elle fut encore fortifiée dans cette idée par la circonstance, que des troupes autrichiennes entrèrent en même temps dans les pays d'Engadin, de Prettingau, de Munster-Thal, de Meyenfeld et de Chur. Dès l'année 1621, l'Espagne conclut un traité relativement à l'évacuation de la Valteline; mais cette convention n'ayant pas été exécutée, Venise et la Savoye se joignirent à la France pour obtenir par la force l'évacuation de la Valteline. Un corps

d'armée, composé de Suisses et de Français, occupa en peu de jours le pays. La convention, faite le 5 mars 1626 à Mouçon, assura pour l'avenir la Valteline à la Ligue des Grisons. L'archiduc Léopold conclut, le 23 octobre 1622, avec la Ligue grise et cadée *(Casa Dei)* un traité, par lequel huit balliages dans le bas Engadin et dans le Munster-Thal furent cédés à l'Autriche. Mais les Prettigaviens réformés prirent les armes et forcèrent, à l'aide de troupes françaises, les garnisons autrichiennes à quitter ces contrées.

Le roi *Gustave-Adolphe de Suède* avait déjà en 1614 offert son assistance aux Protestants. Les négociations furent continuées; mais la guerre polonaise, dans laquelle Gustave-Adolphe était alors enveloppé, empêcha pendant plusieurs années la conclusion d'une alliance avec l'Union, jusqu'à ce que celle-ci se fût enfin dissoute elle-même. Sur ces entrefaites, les guerres contre le Danemark, la Pologne et la Russie avaient procuré à la Suède de grands accroissements de pays et beaucoup augmenté la puissance de ce royaume. Gustave et l'électeur de Brandebourg offrirent en 1624 une alliance à l'Angleterre. L'année suivante, les négociations étaient déjà si avancées, qu'on fixa pour la fin d'avril une entrevue à la Haye, où le traité devait être conclu. Louis XIII, qui se laissait conduire par le cardinal Richelieu, s'était engagé, à la vérité en secret, à donner un million de livres, payable en deux ans, pour contribuer aux frais de la guerre. Les États-Généraux de Hollande, le roi de Danemark et les princes protestants d'Allemagne devaient être invités à accéder à cette ligue. Au reste, il fut convenu qu'on alléguerait dans les traités, que cette fédération avait pour but la réintégration de Frédéric dans les pays palatins, ainsi que le rétablissement d'une paix assurée. Toutefois, avant de promettre son assistance,

le roi Gustave-Adolphe fit quelques conditions, qui avaient en grande partie retardé jusqu'ici la conclusion de l'alliance. Ce Souverain s'était réservé exclusivement la direction de toutes les affaires de la guerre, et le commandement-général de l'armée combinée. Il demandait aussi que le tiers des troupes fût fourni par l'Angleterre et le deuxième tiers par les princes de l'Empire; la Suède devait donner le troisième tiers. Gustave-Adolphe exigeait en outre, que les confédérés missent la Suède en sûreté contre le Danemark et la Pologne, pendant la guerre en Allemagne. Le roi Chrétien IV de Danemark, soupçonnant Gustaphe-Adolphe d'aspirer à faire pour lui-même des conquêtes en Allemagne, chercha à rompre les négociations entre l'Angleterre et la Suède, et fit au roi Jacques des propositions très-modérées. Il demanda beaucoup moins de troupes et d'argent, que n'avait fait Gustave, et il s'en remit pour la nomination du Général en chef au congrès qui s'assemblerait à la Haye. Le fils et successeur de Jacques, Charles I, donna son plein consentiment aux propositions de Chrétien. Il accorda à ce dernier une forte somme d'argent pour les préparatifs de guerre, outre un subside de 30,000 livres Sterling par mois, et lui conféra la suprême direction de toute la guerre. Cependant, pour ne pas blesser par un subordonnement la fierté du roi de Suède, Charles I proposa que ce dernier conclût une alliance particulière avec Bethlen Gabor, et envahît conjointement avec lui la Silésie. On assura au comte de Mansfeld le commandement d'un corps d'armée indépendant. Le 9 décembre 1625, on signa à la Haye l'alliance entre l'*Angleterre*, le *Danemark* et la *Hollande*. Mais Gustave-Adolphe était tellement piqué de la préférence qu'on avait donnée au roi de Danemark, qu'il refusa de prendre part à cette coalition.

Le comte de Mansfeld et le duc Chrétien de Bruns-

wick marchèrent, au mois de juin, de la Hollande en Westphalie pour se réunir, sur les bords du Weser, avec le corps d'armée du roi de Danemark. Mais le général Tilly, qui se trouvait alors dans le pays de Hesse pour observer les mouvements de Mansfeld et du duc Chrétien, fit échouer ce plan, par la formation duquel le Danemark avait commencé les hostilités sans déclaration de guerre. Tilly fit repousser par le comte d'Anholt, Mansfeld et le duc de Brunswick jusqu'à Munster et Osnabruck. Lui-même força, en juillet, l'armée du roi à se retirer de Hœrter jusqu'à Verden, et conquit Hammeln, Minden et plusieurs autres places. Mansfeld et Brunswick, il est vrai, effectuèrent alors leur jonction avec le roi de Danemark, mais Tilly reçut également un puissant renfort.

La guerre en Allemagne avait été faite jusqu'alors presque par les Généraux et les troupes de la Ligue catholique seuls, qui exécutaient les ordres de l'Empereur; mais ce Souverain se mettait par là dans la dépendance de cette confédération et perdait beaucoup de son autorité dans l'Empire. C'était par conséquent une nécessité urgente d'avoir en Allemagne une force militaire, dépendante du chef de l'Empire seul, tant pour soutenir la Ligue contre les ennemis, dont le nombre s'accroissait chaque jour, que pour la tenir elle-même dans les bornes de l'obéissance. Cependant les ressources des pays autrichiens étaient tellement épuisées par les troubles intérieures et les invasions ennemies, qu'il n'y avait pas moyen de mettre sur pied une armée imposante. Dans ces conjonctures difficiles, un seigneur bohème, très-opulent et renommé par ses services militaires distingués, *Albert de Waldstein*, communément appelé *Wallenstein* [1]), s'offrit à ériger une armée de 40,000

[1]) *Albert (Venceslas-Eusèbe) de Waldstein*, né à Hermanic en Bohême, le 15 septembre 1583, était fils de Guillaume de Waldstein (en bohème

(selon d'autres 50,000) hommes, et à l'entretenir aux dépens des pays ennemis de l'Autriche. Ferdinand II accepta cette proposition, et autorisa Wallenstein à ouvrir l'enrôlement en Bohême, en Franconie et en Souabe, et à nommer les colonels et les officiers entièrement d'après son choix. En même temps l'Empereur lui conféra le titre de *duc de Friedland*, du nom d'une des nombreuses seigneuries que Wallenstein possédait en Bohême. Au mois d'août 1625, le duc de Friedland avait déjà rassemblé une armée de 20,000 hommes, avec laquelle il marcha, le mois suivant, par la Franconie dans le Palatinat du

Walsteinu) et de Marguerite, baronne de Smirriky de Smirric, tous deux Protestants. Albert entra à l'âge de 16 ans au collège des Jésuites à Olmutz, et embrassa la religion catholique. L'anecdote de sa chûte d'un balcon fort-élevé à Inspruck, n'est qu'une fable. Son goût pour la guerre l'engagea à prendre service dans l'armée de l'empereur Rodolphe en Hongrie, où il fut nommé, pendant le siège de Strigonie, capitaine d'une compagnie d'infanterie. Après la paix (1605), il retourna en Bohême et se maria bientôt après avec Lucrèce Nikessin de Landeck, déjà avancée en âge, mais qui avait de grandes possessions en Moravie. À la mort de son épouse (1614), il lui échut une fort riche succession, et il hérita en outre quatorze terres d'un oncle en Bohême. Il prit ensuite part à la guerre que faisait le duc Ferdinand de Styrie (plus tard Ferdinand II, empereur) contre les Vénitiens, et s'y signala par son courage et sa résolution. Après son retour, il épousa en secondes noces la fille du conseiller intime et chambellan comte d'Harrach. L'empereur Mathias lui accorda le titre de comte et le nomma en 1617 chambellan et colonel; en cette dernière qualité il prit le commandement de la levée en masse en Bohême, avec le consentement des États du royaume. Il s'opposa, les armes à la main, aux progrès de la révolte en Bohême sous le comte de Thurn, transporta les caisses du pays d'Olmutz à Vienne, et forma dans cette ville un régiment particulier, qu'il amena au général Bucquoi au camp de Budweis. Après l'entière réduction des rebelles bohèmes (1622), il acheta de l'Empereur soixante terres et biens confisqués d'une étendue plus ou moins grande, pour la somme d'environ sept millions de florins. Après cette acquisition, Wallenstein possédait en biens-fonds une fortune de la valeur de trente millions de florins.

Rhin où, par la grande affluence de gens qui vinrent s'engager, Wallenstein compta bientôt 30,000 combattants sous ses drapeaux. Il avait reçu l'ordre de se réunir avec le général Tilly et d'attaquer immédiatement le roi de Danemark. Mais comme par là Wallenstein se serait vu placé sous le commandement de Tilly, il vint à bout de faire adopter un autre plan, d'après lequel il lui fut permis d'opérer dans des pays inépuisés, où ses troupes pouvaient trouver des vivres en abondance. Il ouvrit la campagne par la prise de Gœttingue, et marcha ensuite dans la contrée d'Halberstadt et de Magdebourg, et plus tard à Dessau, où il fit bien fortifier le pont sur l'Elbe, pour s'assurer dans la suite le passage de ce fleuve. D'ici, le duc de Friedland pouvait pénétrer sur les derrières du roi de Danemark, peut-être jusque dans ses pays allemands.

Tilly continua alors l'offensive, prit le château de Calenberg, et lorsque le duc Frédéric d'Altenbourg et le général Obentraut s'avancèrent contre lui avec un corps danois, ils furent défaits et tués par le général Tilly près de Hanovre, le 4 novembre 1625. Les États de la basse Saxe, qui avaient nommé le roi Chrétien de Danemark colonel du cercle, et l'avaient secondé dans ses préparatifs de guerre, malgré tous les avertissements de l'Empereur, commencèrent alors à négocier à Brunswick sous la médiation des électeurs de Saxe et de Brandebourg. Mais, comme ce fut précisément dans ce temps-là que Chrétien IV conclut le traité avec l'Angleterre et la Hollande, qui assurait au roi et aux États des subsides considérables et la coopération d'une flotte anglaise, Chrétien et les autres princes du cercle firent à l'Empereur des demandes si outrées, que le congrès de Brunswick se sépara sur-le-champ. Cependant le roi de Danemark fut frustré dans l'espérance d'être secouru par l'Angleterre; car Charles I eut de grands démêlés avec son parlement, et ne fut pas

à même de payer les subsides, ni d'armer une flotte. Ce nonobstant les confédérés entrèrent, l'an 1626, en campagne avec trois corps d'armée, qui comptaient ensemble au delà de 60,000 hommes. La division, commandée par Mansfeld, devait marcher à gauche par l'Elbe en Silésie, tandis que les ducs de Weimar et de Brunswick avec la deuxième se dirigeraient à droite par le Weser vers les terres catholiques de cette contrée, et que le roi avec la force principale s'avancerait entre les deux fleuves. Mansfeld marcha de l'évêché de Brème par Zerbst vers Dessau, et fit mine d'attaquer les retranchements de Wallenstein. Mais cet habile Général alla à sa rencontre devant la tête-de-pont, et le vainquit (le 25 avril 1626). Mansfeld se retira dans la Marche de Brandebourg, où le duc Jean-Erneste de Saxe-Weimar lui amena un renfort de 8000 hommes. Le 30 juin, Mansfeld se mit en marche par la Silésie vers la Hongrie. Son intention était de se joindre dans ce pays à Bethlen Gabor, et de pénétrer ensuite en Autriche, où il comptait sur l'assistance de tous les religionnaires.

La paix faite avec Bethlen Gabor n'avait pas été de durée. Ce prince avait d'abord demandé la main de l'archiduchesse Cécile-Rénée; mais ayant éprouvé un refus, il s'était marié avec Cathérine, soeur de l'électeur Georges-Guillaume de Brandebourg. Depuis lors il négociait avec les ennemis de l'Autriche, et contracta en 1626 une alliance avec eux. Il promit de faire marcher, moyennant un subside de 40,000 florins par mois, une armée de 40,000 hommes dans les États de l'Empereur, comme aussi d'engager les Turcs à prêter secours aux confédérés et à ravager l'Autriche. En Hongrie le parti impérial avait fait pendant ce temps-là de grands progrès. La Diète d'Oedenbourg commença le 8 septembre 1625. Le mois suivant, elle élut palatin le comte Nicolas d'Esterhazy, Ca-

tholique, proposé par l'Empereur. Le 25 décembre, l'exercice libre du culte protestant fut confirmé par le Roi, et en revanche les États lui accordèrent des subsides, et choisirent, le 25 novembre, l'*archiduc Ferdinand* pour successeur au trône, et le couronnèrent roi, le 28 du mois suivant.

Mansfeld ne trouva point de résistance dans la Silésie, qui était entièrement dégarnie de troupes. Wallenstein le suivit dans sa marche avec une armée de 30,000 hommes. Il avait reçu l'ordre exprès de tenir Mansfeld éloigné de la Hongrie, et de lui couper, s'il était possible, le chemin de ce royaume. Par conséquent le duc de Friedland s'avança à marches forcées par la Moravie; mais il ne put empêcher que Mansfeld ne se réunît en septembre avec Bethlen Gabor. Le duc de Weimar était resté au commencement en Silésie avec une division de l'armée confédérée, mais il se rendit bientôt après pour sa personne également auprès de Mansfeld en Hongrie. Bethlen s'était mis, dans les premiers jours de septembre 1626, en marche de la Transylvanie. Mansfeld s'avança par Trentschin vers Freystadtl. L'arrivée de ce Général, qui était dénué d'argent et de munitions de guerre, contraria infiniment le prince Gabor, qui devait pourvoir à tous les besoins de ces troupes étrangères. En même temps Wallenstein entrait aussi avec son armée dans la Hongrie, par où ce pays allait devenir le principal théâtre de la guerre.

Les Turcs avaient commencé le siège de Néograde, mais le levèrent bientôt après, et 18,000 hommes de leur armée se joignirent, le 29 septembre, à Bethlen dans les environs de Palanka. Wallenstein, qui était posté près de la rivière de Gran, offrit le combat au Transylvain, tandis que le palatin lui faisait, au nom de l'Empereur, des ouvertures de paix. Le 1 octobre, Bethlen se retira à Szecsen, et ici Mansfeld et Weimar se réunirent à lui avec les 8000

hommes qui leur restaient. Faute de vivres, Wallenstein rétrograda aussi jusqu'à Neuhæusel, et plus tard à Presbourg. On ouvrit des négociations; une trêve fut conclue, le 20 novembre, et Bethlen signa la paix à Leutschau, le 28 du mois suivant. En septembre 1627, on traita avec les plénipotentiaires ottomans à Szöny, pour faire confirmer les anciennes conventions. Le traité de paix concerté dans cet endroit fut ratifié par le sultan *Amurat IV*[1]) au mois d'août 1628. Le 15 novembre de l'année suivante, Bethlen Gabor termina sa carrière. Dès le 18 décembre les sept comitats hongrois qui lui avaient été cédés, furent remis par sa veuve Cathérine à l'Empereur. Les Transylvains reconnurent cette princesse pour leur Souveraine et Étienne, frère du prince défunt, pour gouverneur du pays.

Lorsque le comte de Mansfeld se vit obligé par la trêve, conclue entre Bethlen et l'Empereur, à rester dans l'inaction, et que la plus grande partie de ses troupes se furent déjà dissoutes, il vendit au pacha de Bude son artillerie et équipage de guerre, et se mit avec une petite suite en voyage par la Bosnie et la Dalmatie, pour se rendre à Venise. Mais il mourut en route, le 30 novembre 1626, dans le voisinage de Zara en Dalmatie. Le duc Jean-Erneste de Weimar suivit, dès le 4 décembre suivant, à S. Martin dans le comitat de Thurocz, son ami et compagnon de fortune dans l'autre monde. Une partie des troupes allemandes qui étaient venues avec ces deux chefs en Hongrie, allèrent servir sous les drapeaux de Bethlen; quelques-unes entrèrent au service de la Turquie, et le reste s'en retourna par convention, en petites divisions, par la Silésie dans ses foyers lointains. Quant aux troupes allemandes, qui avaient jusque-là continué les hostilités en

[1]) Ce prince sauva l'Empire ottoman, qui sous ses prédécesseurs Achmet I, Mustapha I et Osman (1617-1623), Souverains faibles et indolents, penchait vers sa ruine.

Silésie, ils furent également chassés par Wallenstein et se sauvèrent en partie en Pologne.

Après que l'expédition de Mansfeld eut aussi éloigné Wallenstein de la basse Saxe, le roi de Danemark envoya un deuxième corps d'armée, sous la conduite du duc Chrétien de Brunswick, en Westphalie. Le général Tilly quitta alors les bords du Weser et suivit le duc, qui continua sa marche vers la Hesse. Tilly se porta également dans ce pays, où il se rendit maître de toutes les places fortes sur la Fulde et la Werra, et emporta d'assaut, en juin 1626, la ville de Munden, assise au confluent des deux fleuves. Dans l'intervalle Chrétien de Brunswick était mort à Wolfenbuttel, le 6 mai. Tilly dégagea, au mois de juillet, la petite ville de Calenberg, assiégée par les Danois, conquit, le mois suivant, Gœttingue et commença l'attaque sur Nordheim. Mais le roi Chrétien étant venu avec ses forces principales au secours de la place menacée, Tilly se retira à Gœttingue. Le monarque danois avait en vue de pénétrer par la Thuringe dans les pays de la Ligue catholique. Mais, comme il ne pouvait laisser sur ses derrières l'armée du général Tilly, et qu'il voulait cependant éviter un combat, il changea son plan et reprit le chemin de Brunswick. Il avait pris trop tard cette résolution; car le comte de Tilly l'atteignit, le 27 août, près du village de Lutter sur la frontière du pays de Hildesheim, et l'ayant vivement attaqué, il le défit complètement. Le roi Chrétien perdit une grande partie de son armée, son artillerie, ses drapeaux, ses bagages, et s'échappa avec la cavalerie seule par Wolfenbuttel à Brème et à Holstein. Tilly occupa les pays brunswickois et poursuivit le roi jusqu'à Brème. Le landgrave de Hesse renonça alors à l'alliance danoise.

Au mois de mars 1627, Charles I donna ordre à 6000 Anglais, qui se trouvaient dans ce temps-là en Hol-

lande, d'aller rejoindre l'armée danoise. Mais les subsides avaient été refusés par le parlement. Louis XIII permit au roi Chrétien d'enrôler 4000 soldats en France, et lui accorda une somme d'argent pour leur entretien. Avec ce faible secours Chrétien IV fut obligé de se borner à la défense du pays entre le Weser et l'Elbe. Au mois d'avril, le général Tilly fit passer l'Elbe près de Tangermunde à une division de ses troupes, qui chassa les Danois de leurs places fortes dans la Marche de Brandebourg. Comme vers le même temps Wallenstein, revenu de la Hongrie, traversait la contrée de Berlin, où il contraignit l'électeur de Brandebourg à reconnaître le duc de Bavière pour électeur, Tilly était en état de poursuivre ses opérations avec d'autant plus d'activité. Les Impériaux conquirent Boitzenbourg et Lauenbourg, et pénétrèrent dans le pays de Holstein. Le vieux margrave Georges-Frédéric de Bade-Durlach avait quitté sa solitude, pour prendre service dans l'armée danoise. Chrétien IV l'avait chargé de couvrir le pays de Holstein; mais le margrave fut vaincu par le comte de Schlick. Alors les Impériaux occupèrent la plus grande partie des pays de Holstein, de Schleswig et de Jutland, et furent à la fin de l'année maîtres de toute la basse Saxe, à l'exception de Stade, de Gluckstadt et de Krempe, qui étaient les seules villes que le roi de Danemark possédât encore sur le continent.

Au mois de septembre 1627, un congrès des électeurs s'assembla à Mulhausen. Les États se plaignirent des extorsions, commises en Allemagne par les Impériaux et les troupes de la Ligue. Le pouvoir étendu du duc de Friedland et sa conduite despotique avaient surtout excité un mécontentement général. Ces circonstances influèrent beaucoup sur les décisions des électeurs. Il est vrai qu'ils déclarèrent d'une voix unanime, que Frédéric du Palatinat ne serait absous du ban de l'Empire et rétabli, si tel

était le plaisir de l'Empereur, dans une partie de ses États, qu'après avoir demandé pardon à ce monarque et renoncé à la couronne de Bohème, à la dignité électorale et à toutes les unions, dirigées contre l'Empereur et l'Empire; ils promirent aussi leur assistance à l'Empereur, en cas que Frédéric et ses amis continuassent les hostilités; mais en revanche ils demandèrent, que leurs pays demeurassent affranchis de tout passage et du logement de troupes, ainsi que de contributions de guerre; que l'Empereur fît la paix avec le roi de Danemark humilié; qu'il n'autorisât plus de nouveaux enrôlements et licenciât les troupes superflues. Les électeurs catholiques prièrent, le 12 novembre, instamment l'Empereur de faire restituer à l'Église catholique tous les couvents, temples et biens ecclésiastiques, que les Protestants avaient confisqués depuis la pacification de Passau, au mépris de la réserve ecclésiastique, adoptée par la paix de religion d'Augsbourg de l'année 1555. En effet, l'Empereur enjoignit sérieusement par quelques mandats à différents princes et États évangéliques de l'Empire, parmi lesquels était Wurtemberg, de restituer les biens de l'Église catholique qu'ils s'étaient appropriés. Les chanoines protestants d'Halberstadt élurent *l'archiduc Léopold-Guillaume*, second fils de l'Empereur, et depuis 1625 évêque de Passau et de Strasbourg, pour leur évêque. Le pape conféra à ce prince l'abbaye de Hirschfeld dans la Hesse, et le nomma bientôt après administrateur de l'archevêché de Magdebourg, attendu que le margrave Chrétien de Brandebourg, qui était auparavant archevêque de la dite ville, avait été proscrit à cause de son union avec le Danemark.

L'empereur Ferdinand avait laissé le duc Maximilien de Bavière en jouissance de la haute Autriche, pour garantie des frais de la guerre, évalués à la somme de treize millions de florins. Mais les électeurs décidèrent dans l'as-

semblée à Mulhausen, que l'Empereur pouvait de plein droit se faire indemniser par les pays palatins. Par une transaction, conclue à Munich le 22 février 1628, l'Empereur transporta la possession des pays du *haut* et du *bas Palatinat* sur la rive droite du Rhin au duc de Bavière, qui en retour restitua la haute Autriche à l'Empereur.

Cependant la guerre fut continuée par Tilly et Wallenstein avec une grande vigueur. Le premier de ces deux grands Généraux conquit, au printemps 1628, Stade et Krempe, mais assiégea Gluckstadt en vain. Wallenstein porta par de nouveaux enrôlements son armée à plus de cent mille hommes, et l'entretint par les contributions de guerre et les fournitures qu'il exigeait des pays tant catholiques, que protestants. Ferdinand II, voyant chaque jour augmenter la gloire de ses armes depuis que Wallenstein s'était voué à son service, se plaisait à le combler de faveurs et de récompenses. Il l'éleva en 1628 au rang de prince de l'Empire germanique, et lui donna le duché de *Mecklembourg*, dont les princes avaient été proscrits parce qu'ils avaient pris part à la guerre contre l'Empereur, en nantissement pour les grandes sommes que le duc de Friedland avait dépensées dans cette guerre. Wallenstein acquit aussi par donation (selon d'autres par achat) de l'Empereur la principauté de *Sagan* en Silésie. Le 21 avril, l'Empereur avait aussi nommé le duc Albert amiral de l'Océan et de la mer Baltique. Ferdinand II avait laissé apercevoir le dessein d'équiper une flotte sur la Baltique, d'occuper les rivages de cette mer, et d'opposer une barrière insurmontable aux Puissances du Nord qui voudraient pénétrer dans l'Allemagne. La prise de Wismar favorisait ce projet, et Wallenstein, dont l'imagination ardente ne voyait aucun intervalle entre le projet et la réussite, y fit construire plusieurs vaisseaux, et voulut occuper Stralsund, dont la possession lui paraissait d'autant plus im-

portante, que cette ville pouvait servir de place d'armes pour transplanter la guerre dans le Danemark même. Mais les bourgeois refusèrent de recevoir une garnison catholique, ou d'accorder aux troupes le passage par leur ville pour se rendre dans l'île de Rugen. Par conséquent Wallenstein fit, au mois de mai 1628, assiéger la place par le général Arnheim. Mais la Suède et le Danemark s'étaient réunies pour soutenir Stralsund, et empêcher que les Catholiques n'étendissent leur puissance dans la mer Baltique. Une garnison danoise était entrée dans Stralsund, et les vaisseaux polonais qui voulaient bloquer le port, furent coulés à fond. Les villes anséatiques firent également passer des troupes et des munitions de guerre aux assiégés. En été l'électeur de Brandebourg et le duc de Poméranie négocièrent avec Wallenstein sur un accommodement. Mais la ville de Stralsund se mit, le 22 juillet, formellement sous la protection suédoise, ce qui engagea le duc de Friedland à lever le siège. Il s'empara ensuite de la ville de Rostock et mit, le 22 août, le roi de Danemark en fuite dans le voisage de Wolgast. Bientôt après Wallenstein entra en négociation avec Chrétien IV, et la conférence, tenue à Lubeck régla, le 12 mai 1629, les conditions d'une paix momentanée. Le roi recouvra tous les pays qu'il avait perdus pendant la guerre; mais il abandonna en retour ses alliés, les deux ducs de Mecklembourg et le comte palatin Frédéric, à leur sort.

Le 6 mai 1629, l'*édit de restitution*, qu'avaient demandé les électeurs catholiques, fut effectivement signé par l'Empereur. Toutes les abbayes, tous les couvents et biens d'église catholiques, que les princes et villes protestants s'étaient appropriés depuis le traité de Passau, devaient être restitués, et les abbayes immédiates de l'Empire, qui avaient passé dans les mains de possesseurs

protestants, devaient être de nouveau conférées à des évêques et prélats catholiques. Les États catholiques furent aussi autorisés à ramener leurs sujets à l'ancienne religion, ou à les exiler de leurs pays. Il fut statué, que la paix de religion ne serait valable que pour les Catholiques et ceux qui suivaient la confession d'Augsbourg, mais que toutes les autres sectes, nommément les Réformés, en seraient exclues et ne seraient pas tolérées dans l'Empire germanique. On nomma des commissaires pour chaque cercle, qui étaient chargés de l'exécution de ces ordonnances et enjoignit aux troupes impériales de prêter à ces officiers toute aide et assistance. L'édit impérial fut exécuté avec rigueur dans une grande partie de l'Allemagne, et les plaintes, élevées à ce sujet par les Protestants, ne furent pas écoutées.

Au mois de mai 1629, les membres de la Ligue s'assemblèrent à Heidelberg et prièrent l'Empereur de convoquer un congrès des électeurs, pour rétablir la concorde entre les États de l'Empire. Ensuite les princes demandèrent à être dédommagés des frais qu'ils avaient eus dans cette guerre, et déclarèrent qu'en attendant ils retiendraient en gage les pays dont leurs troupes avaient fait la conquête. Les Catholiques ne se seraient bien certainement pas avisés de tenir ce langage présomptueux, si l'Empereur n'avait pas été engagé à cette époque dans une guerre en Italie, qui l'obligeait à diviser ses forces militaires.

La ligne de la Maison de *Gonzague*, qui régnait à *Mantoue* et en *Montferrat,* etait éteinte, le 26 décembre 1627, par la mort du duc *Vincent II,* qui n'avait point laissé d'enfants. La ligne cadette de Gonzague-Nevers, établie en France, et celle de Gonzague-Guastalle en Italie prétendirent à la succession. Le Montferrat était réclamé par le duc de Savoye et la princesse Marguerite

de Lorraine, qui étaient également alliés à la famille de Gonzague. Charles Gonzague, duc de Nevers, comme le plus proche parent du défunt, prit immédiatement après la mort du duc Vincent possession de Mantoue et du Montferrat, sans en demander l'autorisation de l'Empereur et de l'Empire. En conséquence, le comte Jean de Nassau se rendit, au mois de mai 1628, à Mantoue, en qualité de plénipotentiaire impérial, pour séquestrer les deux pays jusqu'à la décision juridique du différend. Le duc, comptant sur l'appui de la France, de Venise et du pape, ne se soumit point à la séquestration ordonnée par l'Empereur, et se maintint en possession des pays contestés. Le pape Urbain VIII empêcha, pendant toute l'année 1628, l'Empereur d'expulser le duc Gonzague par la force des armes. Mais les Espagnols avaient déjà enlevé la plupart des places fortes dans le Montferrat, à la réserve de Casale, occupé par les Français. Cette ville forte fut alors assiégée par Gonzalve de Cordoue, gouverneur de Milan. Après que Louis XIII eut réduit les Huguenots, il pénétra, l'an 1629, en Piémont. Le duc de Savoye se vit contraint de conclure, au mois de mars à Suse, une convention par laquelle il assura à l'armée française le libre passage et des vivres. Le siège de Casale fut levé. Les garnisons espagnoles évacuèrent en même temps les places dans le Montferrat; après quoi Louis XIII reconduisit son armée en France.

Au mois de mai, deux corps de troupes impériales, sous les ordres des comtes de Merode et de Colalto, marchèrent de la Souabe, par le pays des Grisons et la Lombardie, vers le territoire mantouan. Casale fut investi pour la seconde fois par les Espagnols sous Spinola, et les Impériaux attaquèrent Mantoue. Le duc de Savoye était secrètement d'intelligence avec l'Autriche et l'Espagne contre la France. Le siège de Mantoue fut inter-

rompu à l'approche du cardinal Richelieu avec une armée française, qui pénétra par Suse, et conquit Pignerole. Le roi Louis XIII parut alors lui-même avec une armée, s'empara de Chambéry et de toute la Savoye; mais une maladie dangereuse l'obligea de retourner à Lyon. La ville de Mantoue fut assiégée, au mois d'avril 1630, par les généraux Aldringen et Gallas et emportée d'assaut, le 18 juillet de la même année. Le siège de Casale avait été terminé, quelques jours avant, par une composition, d'après laquelle cette ville fut remise aux Espagnols; mais la reddition de la citadelle devait seulement avoir lieu, si l'on ne parvenait pas à la dégager dans un temps déterminé. Déjà les Français et les Espagnols étaient sur le point de se livrer bataille près de Casale; mais une nouvelle trêve entre la France et l'Empereur empêcha les deux armées à en venir aux prises.

L'invasion que les Suédois firent précisement alors en Allemagne, engagea l'Empereur à mettre fin à la guerre en Italie. Il promit par une convention, faite le 13 octobre 1630 dans un congrès des électeurs à Ratisbonne, de donner au duc de Nevers l'investiture de Mantoue et de Montferrat; mais il y ajouta cette condition, que le roi de France s'engagerait à ne soutenir d'aucune manière quelconque, directement ou indirectement, les ennemis de l'Empereur soit présents, soit futurs. Le roi Louis XIII refusa de contracter un tel engagement. Cependant les négociations furent continuées et terminées, le 6 avril 1631, par le traité de Chérasco. Dans cette convention l'investiture fut de nouveau assurée au duc Charles Gonzague par l'Empereur. Charles céda aux ducs de Savoye et de Guastalle quelques endroits dans le margraviat de Montferrat, et leur assigna certaines sommes d'argent annuelles sur les revenus de ses pays. Les prétentions de la duchesse de Lorraine devaient être satis-

faites par un accommodement, ou par la décision de l'Empereur. Le 22 juin, Charles de Nevers reçut l'investiture de Mantoue et du Montferrat, et accomplit ensuite les autres points de la convention. Mais ce traité fut enfreint par là, que Louis XIII engagea les ducs de Savoye et de Mantoue à recevoir garnison française, le premier dans Pignerole, et le second dans Mantoue, sous prétexte de les soutenir contre une attaque de la part des Espagnols.

Tous les princes et États d'Allemagne montraient le désir le plus ardent de voir le calme et la paix rétablis dans l'Empire. Mais les Protestants voulaient en même temps, qu'on leur accordât non-seulement l'oubli des démarches qu'ils avaient faites jusqu'ici contre le chef de l'Empire et l'Église catholique, mais encore la confirmation dans la jouissance des abbayes catholiques et biens ecclésiastiques, comme aussi l'assurance de cette possession pour l'avenir. Les Catholiques, au contraire, demandaient, comme base d'une transaction, la restitution des pays ecclésiastiques et domaines de l'Église, que les Protestants s'étaient appropriés, et en outre un entier dédommagement des dépenses faites par la Ligue dans la guerre. Quoiqu'il parût presque impossible de concilier des prétentions si contradictoires et si étendues, l'Empereur n'en convoqua pas moins une assemblée des électeurs à Ratisbonne, afin d'essayer s'il n'y avait point de moyen pour mettre d'accord les deux partis. Il fut lui-même présent dans cette conférence et indiqua, le 3 juillet 1630, les points sur lesquels il voulait qu'on délibérât. On devait travailler sérieusement au rétablissement de la paix ou, en cas de non-réussite, former une confédération entre l'Empereur, les électeurs et les États contre tous les futurs perturbateurs du repos public, et fixer ensuite la conduite qu'on avait à tenir envers le comte palatin

Frédéric qui persistait dans la rebellion, envers les Hollandais qui lui prêtaient leur appui, et envers les Suédois qui menaçaient l'Allemagne d'une guerre. Enfin l'Empereur proposa lui-même de lever par des dispositions convenables les nombreuses plaintes au sujet des exactions et excès, que les troupes de Wallenstein avaient commis dans différents pays de l'Empire. En cas qu'on ne pût venir à bout de faire la paix, et qu'il fût par conséquent nécessaire d'entretenir ultérieurement une force militaire en Allemagne, les électeurs devaient indiquer les voies et moyens, par lesquels cette mesure pouvait être exécutée de la manière la moins onéreuse pour les pays rhénans.

Les électeurs, au lieu de répondre, selon le désir de l'Empereur, aux propositions qu'il leur avait faites, lui présentèrent un écrit, dans lequel ils exposaient tous les malheurs que les troupes du duc de Friedland causaient depuis quatre ans à l'Allemagne. Les extorsions de sommes d'argent très-considérables dans plusieurs provinces, ainsi que dans les villes impériales, les attentats aux droits souverains des princes régnants, les mauvais traitements auxquels étaient en butte les habitants de ces contrées, formaient les points principaux de cette plainte. On accusait hautement Wallenstein d'être la cause de tous ces désordres, et les princes, surtout l'électeur Maximilien de Bavière, demandèrent sa destitution. L'Empereur, qui ne pouvait oublier les obligations qu'il avait au duc Albert, tint ferme pendant quelque temps. Il fut même tenté, à ce qu'on prétend, de suivre le conseil que ce Général lui donna, d'environner de troupes Ratisbonne, et de contraindre par la force les membres de la Diète à faire ses volontés. Mais la crainte d'un soulèvement général le retint, et le détermina à consentir à sa déposition. Wallenstein reçut avec fierté, mais avec modération, les envoyés de Ferdinand qui vinrent, en septembre 1630 à

Memmingen, lui demander sa démission, et se contenta de répondre: „Je respecte la volonté de mon Souverain, quoique je regrette qu'il m'ait sacrifié si facilement.“ Après quoi il quitta le commandement de l'armée et se retira dans ses terres en Bohème. La guerre avec la Suède avait déjà commencé, et ce nonobstant les électeurs persistèrent à demander une diminution de la milice catholique. La plus grande partie de ces troupes, principalement celles de Wallenstein, furent licenciées, et l'on ne conserva que 40,000 hommes à la solde de l'Empereur. Comme la Suède, peu populeuse, n'était pas à même de lever une armée nombreuse pour faire la guerre dans un pays étranger, les princes s'imaginaient, que les forces impériales qui restaient avec les 30,000 hommes que la Ligue tenait alors sous les armes, étaient plus que suffisantes pour faire face à ce nouvel adversaire. Le comte de Tilly fut nommé général en chef des forces impériales en Allemagne, et on lui laissa en même temps le commandement de l'armée combinée de Bavière et de la Ligue.

A l'intercession des électeurs, Ferdinand II se montra disposé à accorder à Frédéric du Palatinat son pardon, et à lui assigner certains revenus sur les pays palatins, si ce prince acceptait les conditions qui lui avaient déjà été préscrites à Mulhausen, l'an 1627. Les États protestants se plaignirent de la rigueur avec laquelle on avait exécuté l'édit de restitution, et proposèrent un accommodement, par lequel ils s'offrirent à rendre aux Catholiques tous les biens de l'Église dont ils s'étaient emparés depuis la paix de religion (ainsi depuis le 26 septembre 1555), comme aussi les abbayes et couvents immédiats. En revanche ils demandèrent que les abbayes, couvents et domaines, confisqués depuis la conclusion de la paix de Passau (le 30 juillet 1552) jusqu'au 26 septembre

1555, leur fussent laissés et cédés pour toujours. Les électeurs catholiques, il est vrai, insistèrent d'abord sur le stricte accomplissement de l'édit de restitution; mais l'Empereur ayant témoigné le désir de voir la tranquillité intérieure en Allemagne enfin rétablie par une condescendance réciproque, les princes convinrent d'un commun accord, qu'on tiendrait, le 3 février 1631, un congrès à Francfort pour arranger cette affaire, et que l'exécution ultérieure de l'édit de restitution serait suspendue jusqu'à cette époque. Pendant la tenue de cette assemblée, des plénipotentiaires de l'Empereur, du roi d'Espagne et du pape avaient fait en secret des démarches auprès des électeurs, pour les engager à élire le roi *Ferdinand de Hongrie et de Bohème* roi des Romains. Mais les électeurs déclarèrent, que cette affaire demandait une mûre déliberation, et qu'ils s'en occupéraient dans un autre congrès, qui devait s'assembler à Francfort, lieu désigné pour l'élection par la bulle d'or.

Il a déjà été rapporté plus haut, que le roi Gustave-Adolphe de *Suède* avait traité premièrement avec les princes protestants unis, ensuite avec la Hollande et l'Angleterre relativement à son assistance, et quels furent les motifs de la rupture de ces négociations. Depuis ce temps-là, Gustave-Adolphe avait remporté de brillants avantages contre les Polonais; il conquit dans la Prusse polonaise les villes de Pillau, d'Elbingen, de Braunsberg, de Memel et de Danzig. Enfin Stralsund se mit aussi 1629 sous sa protection, comme il a déjà été mentionné. Le roi de Pologne accepta alors la médiation de la France, de l'Angleterre et de l'électeur de Brandebourg. Le 26 septembre 1629, on conclut près du village d'Altmark, non loin de Stuhm en Prusse, une trêve de six ans, pendant laquelle toutes les conquêtes, que Gustave-Adolphe avait faites en Livonie, en Courlande et en Prusse, lui furent laissées.

La possession d'un territoire si étendu et de tant de
ts sur les côtes de l'Allemagne, mit le roi de Suède
état de réaliser un plan qu'il méditait depuis quinze ans,
ui de faire la guerre à l'Empereur et à la Ligue catholi-
. Le zèle pour la doctrine protestante, le désir de la
ire, le sentiment de la supériorité de ses troupes, par-
ement bien organisées et disciplinées, étaient les mo-
, qui avaient de tout temps incité le roi Gustave à cette
reprise hasardeuse. Dans un temps plus récent, les
grès de Wallenstein sur les côtes de la mer Baltique,
les prétendus dangers dont les royaumes du Nord se
aient par là menacés, lui avaient aussi fourni un sujet
ur justifier sa conduite hostile envers l'Empereur. Le
de Friedland avait en outre renvoyé avec des mena-
offensantes les ambassadeurs suédois, qui voulaient
29 assister aux conférences tenues à Lubeck, et dé-
hé, après la conclusion de la paix, le général Arnheim
ec 12,000 hommes pour secourir le roi Sigismond de
logne. Le conseil d'État de Suède, il est vrai, se dé-
ra contre cette guerre, et trouva fort invraisemblable
e l'Empereur eût jamais eu l'intention d'inquiéter la
ède, si éloignée, dans ses limites. De plus, la popu-
ion peu nombreuse de la Suède et la modicité des re-
nus de l'État étaient des circonstances, qui rendaient
royaume peu propre à entreprendre une guerre offensive
ns des pays lointains. Mais l'extrême envie qu'avait le
i de prendre pied ferme dans l'Allemagne septen-
onale, et de procurer à son royaume une plus haute
luence politique dans les affaires européennes, prévalut
r toutes les autres considérations. Quoiqu'il ne fût entré
squ'ici dans aucun engagement avec les princes évan-
liques, il espérait néanmoins, que son arrivée les porte-
it tous à se joindre à lui. Il jugeait aussi l'époque d'alors
rticulièrement favorable pour cette expédition, parce que

la Ligue catholique, fort épuisée par les efforts qu'elle avait faits jusque-là, était lasse de cette longue guerre, et n'était point dans la meilleure intelligence avec l'Empereur.

Gustave-Adolphe parut, le 24 juin 1630, avec une flotte de trente vaisseaux de guerre près de l'île de Rugen. Une armée de 15,000 hommes était embarquée sur deux cents bâtiments de transport. Le commandant suédois de Stralsund, Alexandre Lesly, venait de forcer les Impériaux à évacuer cette île. Le roi lui-même se rendit alors maître de l'île d'Usedom, par où il dominait l'embouchure de l'Oder. Wallenstein était en marche pour la Souabe, et n'avait laissé que de faibles garnisons en Poméranie et dans les îles voisines. Déjà plusieurs semaines auparavant, le roi de Danemark s'était offert pour médiateur. Effectivement on convint de tenir un congrès à Danzig; mais comme Gustave-Adolphe ne désirait point la paix, l'arrivée des plénipotentiaires fut retardée, et le congrès n'eut pas lieu. Le roi de Suède n'avait point déclaré la guerre à l'Empereur. En revanche il publia, lors de son débarquement, un manifeste, dans lequel il allégua pour motifs de son expédition: que l'Empereur et la Ligue avaient envoyé des troupes auxiliaires au roi de Pologne; que l'Empereur avait fait saisir les marchandises de négociants suédois et confisquer leurs navires; qu'il avait dépouillé les ducs de Mecklembourg de leur pays, et voulait s'arroger la domination sur la mer Baltique; qu'il avait fortément armé contre la Suède même, exclu les envoyés suédois du congrès de pacification à Lubeck, et entravé la marche de celui de Danzig.

Gustave-Adolphe, après avoir emporté les batteries élevées par les Impériaux sur les bords de la Schwine, ainsi que l'île de Wollin, remonta l'Oder avec un corps de troupes et contraignit, le 30 juillet, le duc Bogislas XIV

le Poméranie à lui remettre Stettin, et à conclure une alliance offensive avec la Suède. Le roi conquit plusieurs villes poméraniennes, encore occupées par les Impériaux, puis une partie du Mecklembourg. Les troupes impériales se retirèrent peu à peu dans la Marche de Brandebourg. Gustave-Adolphe se renforça dans ce temps-là par le grand concours d'officiers et de soldats, qui avaient servi dans les corps, alors licenciés, du roi de Danemark, du duc Chrétien de Brunswick et du comte de Mansfeld. Vers le même temps, Wallenstein s'était démis du commandement, et l'armée impériale avait été diminuée de deux tiers. La Ligue, effrayée du danger qui la menaçait du côté du Nord, s'unit de nouveau d'autant plus étroitement à l'Empereur. Le comte de Pappenheim marcha avec une division de troupes dans le pays de Mecklembourg, pour y renforcer les garnisons impériales. Tilly rassembla toutes les troupes, cantonnées au Rhin, au Mein etc., et se mit en marche vers l'Allemagne septentrionale. Le duc François-Charles de Saxe-Lauenbourg et le duc de Mecklembourg s'étaient déclarés pour la Suède, et le premier de ces princes avait rassemblé un corps de troupes à Ratzebourg; mais il y fut battu et fait prisonnier par Pappenheim.

Au mois de janvier 1631, les Impériaux avaient déjà perdu toute la Poméranie, à l'exception de Greifswalde et de Colberg. Tilly arriva enfin avec 20,000 hommes à Francfort-sur-l'Oder, se réunit avec les 8000 Impériaux qui se trouvaient dans le pays de Brandebourg et emporta, le 9 mars, de vive force la ville de Neu-Brandebourg, occupée par les Suédois. Dans l'intervalle, le roi de Suède avait pris une si excellente position près de Schwedt, sur les bords de l'Oder, que le général Tilly n'osa l'attaquer; il renonça au dessein qu'il avait de reconquérir la Poméranie et le Mecklembourg, et se retira vers Magdebourg. Cette ville avait refusé, l'an 1629, de re-

cevoir les troupes impériales, qui voulaient y prendre ses quartiers d'hiver, et Wallenstein l'en avait punie par un blocus d'une demie année. Elle ne voulait pas reconnaître non plus l'archiduc Léopold-Guillaume qui avait été désigné pour leur archevêque, et elle se proposait de supprimer encore une fois le culte catholique qui y avait été introduit de nouveau. À ces fins, la ville rappela, le 1 août 1630, leur administrateur proscrit et déposé, Chrétien-Guillaume de Brandebourg, et fit en même temps alliance avec la Suède. Les bourgeois invitèrent le roi Gustave-Adolphe à se rendre dans leur ville, qui reçut en attendant de ce prince un commandant suédois, le colonel Thierry de Falkenberg. Chrétien-Guillaume enrôla des troupes, occupa beaucoup d'endroits de l'archevêché, et surprit plusieurs garnisons impériales, réparties dans le pays, comme aussi la ville de Halle. Mais dès le mois de décembre 1630, le comte de Pappenheim, général de la Ligue, enleva à l'administrateur toutes les places qu'il avait conquises, et investit Magdebourg. Le comte de Tilly résolut d'attaquer cette ville avec la plus grande vigueur, d'attirer par là Gustave-Adolphe loin des bords de l'Oder, et de lui livrer ensuite une bataille décisive.

Sur ces entrefaites, le roi de Suède signa, le 13 janvier 1631, à Bernwalde dans la Nouvelle-Marche, une alliance de cinq ans avec la France. Gustave-Adolphe promit de faire la guerre avec une armée de 30,000 fantassins et de 6000 chevaux; et Louis XIII s'obligea à payer au monarque suédois un subside annuel de 400,000 écus. Les deux Souverains alliés assurèrent à la religion catholique leur protection, à la Ligue leur amitié, à tous les princes et États catholiques l'admission dans cette alliance, s'ils la voulaient, ou du moins la neutralité. Immédiatement après le départ de Tilly, le roi leva le camp près de Schwedt, emporta, le 3 avril, Francfort-sur-l'Oder

d'assaut et se rendit maître, le 15 du même mois, de Landsberg-sur-la-Warthe.

Les princes protestants avaient pour la plus grande partie écarté jusque-là une plus proche union avec la Suède. Excepté les ducs de Lauenbourg et de Mecklembourg, que Gustave-Adolphe avait déjà réintégrés dans leurs pays, il n'y avait que Guillaume V, landgrave de Hesse-Cassel, qui s'était volontairement allié avec le roi de Suède (le 9 novembre 1630). Il ne pouvait être indifférent à l'électeur Georges-Guillaume de Brandebourg de voir les Suédois prendre pied ferme en Poméranie, sur lequel pays il avait lui-même les plus proches prétentions après la mort du duc Bogislas XIV. Comme il avait été chargé par les autres électeurs de l'entremise entre l'Empereur et le roi, il chercha alors effectivement à entamer des négociations avec Gustave-Adolphe. Mais ce prince demanda, que l'électeur s'unît à lui et envoyât ses troupes à l'armée suédoise, et plus tard, qu'il remît du moins au roi les forteresses de Custrin et de Spandau, afin d'assurer ses derrières pendant sa marche sur Magdebourg. Comme Gustave-Adolphe ne reçut point une réponse satisfaisante, il marcha vers la Spree, prit Berlin et força, le 4 mai 1631, l'électeur à conclure un traité, ensuite duquel Spandau fut occupé par des troupes suédoises.

L'électeur Jean-Georges de Saxe avait également éludé l'alliance que lui avait offerte Gustave-Adolphe; car il ne se fiait aucunement aux vues du roi de Suède, et il était pleinement convaincu que l'intérêt, la soif de gloire et l'avidité de pays étaient les seuls mobiles de son expédition, lesquels il cherchait à cacher sous l'apparence d'une sollicitude généreuse pour la liberté religieuse et politique de l'Allemagne. Toutefois l'électeur s'efforçait de tirer des circonstances embrouillées et fort critiques, dans lesquelles se trouvait l'Empereur, autant d'avantages que

possible pour le parti protestant. Au mois de février 1631, il invita les princes et États évangéliques à un congrès à Leipzig. Les princes assemblés furent requis par Gustave-Adolphe de se joindre à lui contre l'Empereur; mais ils rejetèrent sans hésiter cette proposition. Le plan de l'électeur était de conclure avec les princes et États réunis dans Leipzig une confédération qui, sous sa direction, fût à même de s'opposer au roi de Suède, en cas qu'il voulût exercer une influence despotique en Allemagne, et de contraindre d'un autre côté aussi l'Empereur à redresser les griefs protestants. Le 28 mars, le congrès de Leipzig représenta à l'Empereur la situation critique dans laquelle se trouvait l'Empire, et le pria de révoquer l'édit de restitution, ainsi que de soulager leurs pays, surchargés par les troupes impériales. Les États s'unirent en outre, le 2 avril, pour leur défense réciproque. Comme ils firent tous les préparatifs nécessaires à cet effet, l'Empereur les somma de discontinuer leurs enrôlements et de se tenir tranquilles. Les électeurs catholiques et les autres membres de la Ligue, de leur côté, se réunirent à Dunkelspuhl, s'engagèrent à redoubler leurs armements pour soutenir l'Empereur, et ils adressèrent alors aussi, le 3 juin, des lettres aux Protestants, pour les détourner de toute entreprise hostile contre le chef de l'Empire et les Catholiques. Comme les États évangéliques n'avaient aucun égard à ces avertissements, et continuaient leurs préparatifs de guerre, l'Empereur ordonna au comte de Furstenberg d'attaquer avec rapidité et vigueur les membres de cette nouvelle confédération. Ce Général rassembla un corps d'armée de 24,000 hommes, réduisit encore dans le cours du mois de juin les villes de Kempten et de Memmingen, et s'empara en juillet du duché de Wurtemberg. Ulm renonça à l'union de Leipzig, et les États du cercle de Franconie se soumirent également; en sorte que la confédération de Leipzig perdit ses membres en Souabe et en Franconie.

Le comte de Tilly avait commencé, dans les premiers jours de mai, le siège de Magdebourg. Les bourgeois, qui se confiaient dans l'assistance du roi de Suède, ayant obstinément repoussé la sommation que Tilly leur avait faite à différentes reprises, la place fut emportée d'assaut, le 20 mai 1631. La plus grande partie des maisons devinrent la proie des flammes, le reste fut pillé. Le colonel suédois tomba en défendant la ville. Chrétien-Guillaume de Brandebourg fut blessé et fait prisonnier. Une grande partie de la garnison et des habitants périrent par le feu ou le fer. Le roi Gustave-Adolphe n'avait osé trop s'éloigner jusqu'alors de l'Oder et de la Warthe, attendu que le général impérial Schaumbourg était posté près de Grand-Glogau, sur les derrières de l'armée suédoise. Mais après la chûte de Magdebourg, il se mit en marche sur Berlin et contraignit, le 11 juin, l'électeur de Brandebourg à signer un second traité. L'électeur lui promit un subside de 30,000 écus par mois, laissa Spandau entre les mains des Suédois, et s'obligea à permettre au roi d'occuper Custrin, chaque fois qu'il en serait requis par ce monarque.

Le 3 juin, le comte de Tilly partit de Magdebourg et se dirigea vers la Thuringe. Il avait forcé l'archevêque de Brême d'abandonner l'Union de Leipzig. Il voulait maintenant contraindre le landgrave Guillaume de Hesse-Cassel à déposer les armes. Pendant la marche, Tilly reçut à Mulhausen des nouvelles des mouvements du roi Gustave, qui l'engagèrent à retourner à l'Elbe. Les Suédois avaient enlevé aux Impériaux Greifswalde, leur dernière place en Poméranie. Le reste du Mecklembourg fut également conquis. La reine de Suède Marie-Éléonore étant débarquée avec 8000 hommes de troupes fraîches en Poméranie, et le marquis Hamilton ayant amené au roi 6000 Anglais, Gustave-Adolphe s'avança vers l'Elbe, prit

Tangermunde et Havelberg, et occupa près de Werben un camp fortifié. Tilly parut devant cette position; mais comme le roi ne sortit pas de son camp pour livrer un combat, et qu'il eut été trop hasardeux d'attaquer l'ennemi dans ses retranchements, le comte, qui commençait d'ailleurs à manquer de vivres, retourna, vers la fin de juillet, dans l'archevêché de Magdebourg, d'où il se proposait de pénétrer dans l'électorat de Saxe. Arrivé à Wolmirstædt, Tilly requit l'électeur de faire passer ses troupes à l'armée impériale, et de continuer à la pourvoir de tout ce qui était nécessaire à son entretien. Cependant, sans attendre sa réponse, Tilly se mit, le 18 août, en marche vers Eisleben, où il se réunit avec le corps d'armée du général Furstenberg, qui venait d'y arriver de la Souabe. Moyennant ce renfort, Tilly se voyait à la tête d'une armée de 40,000 hommes, avec laquelle il se dirigea, le 31 août, sur Halle. Mersebourg, Weissenbourg, Fribourg, Naumbourg, Zeitz et plusieurs autres endroits furent occupés par les Impériaux. Tilly, ayant reçu près de Halle la réponse négative de l'électeur, marcha aussitôt devant Leipzig. Cette ville se rendit par capitulation, après un bombardement de peu de jours.

Le roi de Suède avait quitté son camp près de Werben, et s'était porté à Alt-Brandebourg. Là fut signé, le 1 septembre, entre Gustave-Adolphe et l'électeur de Saxe un traité, par lequel ce dernier prince mettait ses troupes sous les ordres du roi, et lui abandonnait entièrement la direction de la guerre. Il s'engagea à ne point faire la paix, sans le consentement de Gustave-Adolphe, d'ouvrir en cas de retraite ses forteresses sur l'Elbe aux Suédois, et à leur fournir les vivres nécessaires. Ensuite l'électeur passa l'Elbe et se réunit, le 5 septembre, près de Duben avec l'armée suédoise. Le lendemain, le roi et l'électeur marchèrent sur Leipzig. Tilly s'avança de son camp re-

ranché vers le village de Breitenfeld, situé à deux lieues le Leipzig. Les alliés attaquèrent, le 7 septembre, l'armée impériale. À l'aile gauche de cette dernière, les Saxons furent mis en déroute; mais à l'aile droite les Suédois demeurèrent vainqueurs. Tilly se retira par Halle à Halberstadt. Le 8 du même mois, le roi défit l'arrière-garde impériale près de Mersebourg et se rendit maître le cette ville, le jour après. Le 11, il conquit Halle, et 'électeur reprit Leipzig le lendemain; après quoi les Impériaux évacuèrent tout l'électorat de Saxe.

Le roi de Suède ne jugea pas à propos de poursuivre e comte de Tilly dans sa retraite vers la basse Saxe; nais il fut décidé que l'électeur de Saxe pénétrerait par a Silésie en Bohème. Pour lui-même, Gustave-Adolphe choisit l'expédition qu'on avait résolu d'entreprendre par la Thuringe et la Franconie en Bavière. Le 21 septembre, Erfort lui ouvrit les portes. Dans cette ville, il conclut ine alliance avec les ducs de Saxe-Weimar. Le 26 du nême mois, Gustave-Adolphe continua sa marche par la 'orêt de Thuringe. La ville de Wurzbourg capitula, le 4 octobre suivant. La citadelle fut prise d'assaut, peu de ours après. Tilly, qui s'était réuni dès le 3 octobre dans a Hesse avec les deux divisions de Fugger et d'Aldringen, marcha avec 18,000 fantassins et 182 compagnies de cavaliers jusqu'à Fulde. Mais un ordre de l'Empereur lui ayant défendu de livrer un combat et de risquer son armée, ce brave Général ne put rien faire pour la délivrance lu château de Wurzbourg. Près d'Aschaffenbourg, Tilly ut encore rejoint, le 12 octobre, par le duc Charles de Lorraine avec 15,000 hommes. Au moyen de ce renfort, Tilly s'empara de différentes places en Franconie; mais l attaqua Wurzbourg en vain. L'armée impériale ayant été fort affaiblie par le manque de munitions et de vêtenents, par les fortes marches qu'elle avait faites, par les

maladies et la désertion, le roi de Suède se vit à même d'étendre ses conquêtes sur le Rhingau et la contrée dite *Bergstrasse*. Le 7 décembre, il franchit le Rhin près d'Oppenheim, se rendit maître de cette ville et conquit, le 13 du même mois, Mayence, puis Spire, Landau, Weissenbourg, Manheim, Ulm et beaucoup d'autres places. Le landgrave de Hesse-Cassel enleva pareillement plusieurs villes, entre autres Munden et Hœxter en Westphalie, Kœnigstein et Caub-sur-le-Rhin. Dans l'Allemagne septentrionale les Impériaux perdirent encore Rostock, Wismar et Dœmitz. Le congrès qu'on avait ouvert à Francfort-sur-le-Mein, le 5 septembre, fut dissous, le 13 octobre, à l'approche des Suédois.

Deux corps d'armée impériaux avaient, au mois de septembre, attaqué la Lusace. Le général Gœtz occupa la basse Lusace et fit des courses jusqu'à Dresde. Le général Tiefenbach prit Bautzen, Gœrlitz et Zittau. Mais l'armée saxonne, sous le général Arnheim, s'étant alors avancée en Lusace, les Impériaux se virent obligés de se retirer partie en Silésie, et partie en Bohème. L'envoyé d'Espagne à Vienne avait offert à l'électeur de Saxe son entremise pour faire la paix; mais ce priuce, loin d'agréer cette proposition, ordonna, au mois d'octobre, au général Arnheim d'entrer en Bohème. Celui-ci occupa sans résistance Tetschen, Aussig, Tœplitz, Leitmeritz, Slan et enfin Prague (11 novembre). Le commandant impérial de cette capitale, Don Balthasar Maradas, se retira jusqu'à Tabor. Egre, Ellnbogen, Saaz, Kaaden, Laun, Melnik, Brandeis et plusieurs autres villes se rendirent également sans opposition. L'électeur de Saxe arriva lui-même à Prague. Un grand nombre de Bohèmes évangéliques émigrés et de prédicateurs luthériens, qui avaient suivi ce prince, s'emparèrent des églises, des écoles, et les Jésuites reçurent l'ordre de quitter le pays. Sur ces

entrefaites, les généraux Maradas, Tiefenbach et Gœtz s'avancèrent avec leurs divisons vers l'Elbe et occupèrent Nimbourg. L'électeur y envoya le général Arnheim, qui les vainquit et leur enleva Nimbourg. Les Impériaux se retirèrent vers la Moravie. Les Saxons se rendirent maîtres de presque tout le pays jusqu'à la frontière de cette province. Cependant, la crainte des dangers dont la liberté et l'indépendance de l'Allemagne était menacée de la part des Suédois, engagea l'électeur de Saxe à ne pas faire avancer plus loin son armée. La Bohème était déjà entièrement vidée par un pillage systématique. Tout le butin transportable fut envoyé par eau en Saxe. Lorsqu'on crut qu'il n'y avait plus rien à extorquer, l'électeur s'en retourna à Dresde; mais ses soldats continuèrent d'opprimer le pays d'une manière si cruelle, qu'une grande partie des habitants abandonnèrent leur malheureuse patrie et s'enfuirent en pays étranger.

Le duc de Friedland, qui depuis sa destitution résidait à Prague, où il tenait un grand état de maison [1]), avait donné carrière à un sombre chagrin. Il voyait avec une tranquillité apparente les revers étonnants de son Souverain, lorsque Ferdinand II le fit inviter à reprendre son ancien poste. Wallenstein se chargea, après quelque hésitation, de lever une nouvelle armée et de perfectionner en trois mois l'enseignement des troupes qui devaient en faire partie. Dès que son intention fut connue, on vit accourir dans les rangs de ses nouveaux bataillons des milliers de vétérans qui avaient déjà servi sous ses ordres; et trois mois étaient à peine passés, qu'il avait mis sur pied une armée de 30,000 hommes, bien exercés et bien disciplinés. Mais alors il refusa de prendre le commandement de cette armée, et ne céda aux voeux de

[1]) Le récit que Williams Coxe fait de la manière de vivre de Wallenstein à Prague, est fort exagéré.

l'Empereur qu'après que ce monarque eut satisfait les prétentions excessives qu'il formait. Wallenstein, profitant du besoin que Ferdinand avait de ses services, se fit nommer Généralissime de toutes les troupes autrichiennes et espagnoles en Allemagne. L'Empereur renonça au droit de commander lui-même l'armée, comme aussi à la conduite directe des affaires de la guerre. Il s'obligea même à ne point paraître à l'armée. Il fut convenu que l'Empereur établirait sa résidence à Prague, dès qu'on serait parvenu à reconquérir la Bohème. Ferdinand promit à Wallenstein de lui engager un pays héréditaire pour garantie de la rémunération de ses services. Dans les pays allemands conquis, le duc de Friedland devait jouir pour sa personne des revenus du Souverain, et avoir la main libre dans la confiscation et distribution des biens des traitres de l'État. Enfin il fut stipulé, que dans le futur traité de paix on aurait particulièrement égard à l'avantage de Wallenstein, et que la possession du duché de Mecklembourg lui serait assurée. Au mois d'avril 1632, l'armée de Wallenstein était forte de 50,000 hommes, qui n'attendaient que l'ordre de leur chef pour marcher contre les ennemis de l'Empereur.

Les grands progrès que Gustave-Adolphe avait faits dans les pays rhénans, avaient engagé le comte palatin Frédéric à se rendre, en février 1632, de la Haye à Francfort-sur-le-Mein, pour reprendre possession de ses pays palatins. Le roi lui donna des espérances qui toutefois furent détruites par les événements, qui eurent lieu bientôt après. Dans l'entrefaite, Gustave-Adolphe avait conclu des alliances avec les autres princes du nord de l'Allemagne, ainsi qu'avec plusieurs villes impériales, et s'était rendu maître de différents endroits dans la basse Saxe, au Rhin et en Souabe, tandis que son général Banner avait occupé Magdebourg, et que Horn était entré dans Bamberg.

Sur la fin du mois de février, le comte de Tilly commença de nouveau ses opérations. Il expulsa, le 8 mars, le feldmaréchal Horn de Bamberg. Le roi de Suède s'avança contre lui; mais Tilly marcha dans le Haut-Palatinat, pour être à portée de soutenir la Bohème et la Bavière. Le roi le suivit par la Franconie et arriva, le 21 mars, à Nuremberg. Alors Tilly dirigea sa marche vers le Danube sur Ingolstadt. Gustave-Adolphe le suivit dans cette contrée et prit, le 27 mars, Donauwœrth d'assaut. Comme la Bavière était par là menacée d'une invasion, le duc Maximilien se rendit en toute hâte à l'armée de Tilly, et dirigea lui-même les dispositions nécessaires pour la défense de son pays. Le pont sur le Lech près de Rain fut abattu. Le 5 avril, l'armée suédoise fut en présence des Bavarois. Une violente canonnade commença, et fut continuée pendant plusieurs heures sans interruption. Le brave général Tilly fut blessé mortellement. Le roi fit travailler, à l'abri de son artillerie, à la construction d'un pont. L'électeur se retira pendant la nuit vers Ingolstadt, où le comte de Tilly mourut le 30 avril.

Dans la matinée du 6 avril, le roi Gustave passa le Lech, et marcha sur Augsbourg qui capitula le 10 du même mois. Dans cette ville Gustave-Adolphe fit une démarche qui excita la méfiance de ses partisans en Allemagne; c'est-à-dire, il se fit prêter, ainsi qu'à la couronne de Suède, serment de fidélité par les bourgeois. Ce serment était en contradiction avec le désintéressement que le roi avait fait paraître en déclarant à différentes reprises, qu'il ne combattait que pour la constitution de l'Allemagne et la liberté de conscience. Les villes de Rain, de Burgau, de Neubourg-sur-le-Danube, Memmingen, Nœrdlingue, Kempten et plusieurs autres places furent alors occupées par les Suédois. Une division de leurs troupes marcha par l'Algovie, s'avança jusqu'à Fuessen

et Reutti, et menaça le Tyrol; mais elle fut repoussée en voulant passer les défilés de ce pays. Ensuite les Suédois conquirent Brégenz avec tout le Brisgau et la plupart des villes autrichiennes en Alsace. Le roi même attaqua la tête de pont d'Ingolstadt, mais fut repoussé, le 23 avril. Le feldmaréchal Horn avait été détaché au Danube, pour s'emparer de Ratisbonne; mais l'électeur Maximilien, qui l'avait prévenu, l'empêcha de s'approcher de cette ville. Gustave-Adolphe abandonna l'attaque d'Ingolstadt et marcha, le 24 avril, sur Munich où il entra le 7 du mois suivant; cependant il quitta bientôt après cette ville et retourna à Augsbourg. L'électeur avait prié Wallenstein de se réunir avec l'armée de la Ligue catholique. Mais ce Général, qui n'avait pas oublié que Maximilien s'était trouvé à la tête des princes, qui avaient en 1629 exigé sa démission de l'Empereur, lui refusa son assistance. Son plan d'opération tendait à chasser d'abord les Saxons de la Bohème et à les détacher, s'il était possible, de l'alliance suédoise. Vers le milieu du mois d'avril, il avait conduit l'armée de la Moravie en Bohème. Il entama à cette époque des négociations tant avec le général saxon Arnheim à Prague, qu'avec l'électeur même; mais elles n'aboutirent à aucun résultat. Le duc de Friedland s'avança alors sur Prague, bombarda la ville, et l'emporta ensuite d'assaut. La garnison saxonne, restée dans le Hradschin, capitula le 5 du mois suivant. Les Saxons furent expulsés de la plupart des villes bohèmes. Arnheim reconduisit, encore avant la fin du mois de mai, son armée que Wallenstein menaçait d'envelopper, en Misnie. Le duc de Friedland acheva, par la conquête d'Egre, de Falkenau et d'Ellnbogen, la délivrance de la Bohème. Le général suédois Duval et Arnheim attaquèrent, du côté de la Lusace, la Silésie où ils prirent Glogau, et ayant remporté des avantages près de Stei-

nau, ils forcèrent les Impériaux à se retirer dans la haute Silésie.

Déjà plusieurs semaines s'étaient écoulées depuis l'expulsion des Saxons de la Bohème, sans que le duc de Friedland songeât à marcher au secours de l'électeur Maximilien, qui l'en avait itérativement requis. Ce ne fut qu'au mois de juin, après que l'Empereur lui eut expressément ordonné de réunir ses forces à celles de Maximilien, qu'il se mit en marche vers le Haut-Palatinat, et rejoignit près d'Egre l'armée bavaroise. Le roi Gustave accourut pour empêcher cette réunion, mais il arriva trop tard; et comme l'armée réunie lui était beaucoup supérieure, il se retira jusqu'à Nuremberg, où il prit une position qu'il fit entourer de fortes batteries. Le 6 juillet, Wallenstein arriva dans le voisinage de cette ville, et occupa un camp près de Zirndorf sur la Rednitz, à une lieue de la position suédoise. Quoique l'armée de Wallenstein fût forte d'environ 40,000 combattants et que celle du roi n'en comptât que 20,000, le duc Albert n'osa cependent hasarder un combat. Tous les deux continuèrent à fortifier leurs positions; chacun cherchait à contraindre son adversaire à la retraite, en lui coupant le transport de vivres. Mais bientôt le roi de Suède reçut des renforts, qui le mettaient en état de se mesurer avec son redoutable ennemi. La plupart des divisions que Gustave-Adolphe avait laissées dans différentes places au Rhin et au Danube, arrivèrent successivement près de Nuremberg. Le duc Bernard de Weimar, qui avait déjà menacé le Tyrol d'une invasion, et le landgrave Guillaume de Hesse amenèrent pareillement leurs corps au roi. Le 28 août, Gustave-Adolphe rangea son armée, qui s'était accrue à 70,000 hommes, en ordre de bataille, et présenta le combat à Wallenstein, qui ne se mut point de son camp. Cependant les deux armées manquaient déjà en-

tièrement de vivres et ne savaient comment s'en procurer dans la position qu'elles occupaient. Enfin, sur la nouvelle mal fondée, comme si le duc de Friedland était parti avec la plus grande partie de ses troupes, et n'avait laissé qu'un faible corps pour l'occupation du camp, Gustave-Adolphe se détermina à entreprendre une attaque contre ce dernier. Le 24 août au matin, les Suédois assaillirent les retranchements des Bavarois; mais ils furent repoussés par Wallenstein avec les troupes impériales. Après que le feu des canons et des mousquets eut duré pendant plusieurs heures, le roi donna le signal de la retraite.

Ce prince brava encore pendant deux semaines la disette toujours croissante, qui le contraignit enfin, le 8 septembre, à se mettre en marche. Il passa à côté de la position de Wallenstein, et prit la direction par Neustadt-sur-l'Aisch vers Windsheim. Il laissa une forte garnison dans Nuremberg. Le duc Albert ne bougea ni pour attaquer Nuremberg, ni pour aller à la poursuite du roi. Le 13 septembre, il leva son camp et prit le chemin de la Saxe. L'électeur de Bavière se dirigea vers le Danube, pour couvrir son pays que Gustave-Adolphe avait dessein d'envahir une seconde fois. Le duc Bernard de Weimar fut envoyé en Franconie, au Mein.

Wallenstein avait fait partir les généraux Gallas et Holke en avant pour la Saxe et la Misnie, où ils s'étaient rendu maîtres de plusieurs places. Il paraissait que le duc Albert avait l'intention de prendre ses quartiers d'hiver dans ces pays. Sur ces entrefaites, Arnheim avec l'armée saxonne avait conquis presque toute la Silésie. Wallenstein, prévoyant que le général Arnheim et le duc Bernard accourraient, celui-là de la Silésie, et celui-ci de la Franconie, en Saxe pour se réunir contre lui, ordonna au général Pappenheim, qui se trouvait dans la basse Saxe, où il avait combattu avec succès contre des

essois et des Suédois, de venir le rejoindre. Après que ette réunion eut été effectuée, le duc de Friedland mara, le 22 octobre, avec son armée, forte alors de 25,000 mmes, devant Leipzig et força cette ville, ainsi que château de Pleissenbourg, à capituler. Le lendemain, corps impérial occupa Halle; mais ayant ensuite entreris une attaque sur le château de Moritzbourg, il fut reussé par la garnison suédoise.

Sur les instantes prières de l'électeur de Saxe, le i Gustave-Adolphe s'était dirigé vers la Thuringe et il ccupa, le 30 octobre, un camp retranché près de Naumourg. Le duc Bernard de Weimar s'était déjà réuni au oi. Wallenstein avait pris une forte position près de Veissenfels. Le 3 novembre, le roi se vit obligé par le oid rigoureux à mettre ses troupes en cantonnement. e duc Albert, qui s'imaginait que le roi resterait penant assez longtemps dans l'inaction, voulant profiter de et intervalle, commanda le général Pappenheim avec ne forte division, pour effectuer la réduction du château e Moritzbourg près de Halle. Le même jour où Papenheim se mit en marche, Wallenstein quitta aussi son amp près de Weissenfels et se porta vers Leipzig. Les hemins gâtés ralentirent tellement sa marche, qu'il ne ut atteindre que *Lutzen*, et se vit obligé de s'y arrêter ussi le 5 novembre. Ce jour-là, Wallenstein détacha ncore deux colonels avec leurs régiments vers Zwickau t Altenbourg, pour occuper les routes qui conduisent n Bohème.

Le roi de Suède, qui avait été instruit de tous ces nouvements, partit, le 5 novembre, de Naumbourg pour ller attaquer son ennemi. Dès le soir du même jour, il eut des combats entre les avant-postes des deux partis. Le roi voulait attaquer, le lendemain à la pointe du jour, armée de Wallenstein qui ne comptait alors que 12,000

combattants. Le duc envoya des ordres réitérés et pressants à Pappenheim, pour le faire revenir sur-le-champ. À peine ce Général les eut-il reçus, qu'il se mit en marche avec la cavalerie, et commanda à l'infanterie de le suivre aussi rapidement que possible. Les deux armées passèrent la nuit sous les armes. Le 6 novembre au matin, Wallenstein marcha dans la plaine à gauche de Lutzen, espérant d'empêcher la bataille jusqu'à l'arrivée de Pappenheim. Un brouillard épais favorisait son plan. Le brouillard s'étant dissipé vers les onze heures avant midi, le roi ordonna l'attaque. Le combat commença entre l'infanterie avec une grande animosité. La grande route, montante et enclose de deux fossés, devant la position des Impériaux fut emportée d'assaut par les Suédois et perdue de nouveau. Alors le roi Gustaphe-Adolphe mena lui-même la cavalerie au combat. Une balle de mousquet lui fracassa le bras gauche. Il se fit porter hors du combat; mais il tomba derrière son armée entre les mains de cavaliers impériaux qui ne le connaissaient point, et fut tué avec tous ceux qui l'accompagnaient. Le duc François-Albert de Saxe-Lauenbourg eut seul le bonheur de s'échapper, et fut par cette raison fréquemment accusé d'avoir assassiné le héros suédois. Dans l'entrefaite, la force supérieure des Suédois réussit à vaincre la courageuse résistance des Impériaux. Le duc de Friedland s'était déjà mis en marche pour opérer sa retraite, lorsque Pappenheim avec la cavalerie arriva enfin sur le champ de bataille. Il attaqua résolument les Suédois, les repoussa, leur enleva de nouveau les canons qu'ils avaient conquis; mais il fut blessé mortellement. Ses cavaliers, comme aussi l'infanterie impériale, qui avait encore une fois renouvelé l'attaque, furent alors forcés à vider le champ de bataille, qui était couvert de 9000 morts des deux partis. Wallenstein se retira avec son armée à Leipzig.

Lui-même se rendit alors par Zwickau à Prague, où il punit de mort les officiers, à la mauvaise conduite desquels il attribuait la perte de la bataille. Le duc Bernard de Weimar, qui avait pris le commandement de l'armée suédoise, s'étant réuni avec les troupes saxonnes, força, au bout de quelques semaines, les Impériaux à évacuer la Saxe.

La mort du roi de Suède ne produisit point les résultats que le parti catholique s'en promettait. Il est vrai que les princes et les États évangéliques étaient fort consternés, parce qu'ils craignaient que la Suède ne cessât de prendre part ultérieurement à la guerre germanique, et ne les abandonnât à la discrétion de leurs adversaires; mais le chancelier du royaume de Suède, le baron Axel d'Oxenstierna, fut autorisé par le conseil d'État, qui gérait la régence à la place de Christine, fille de Gustave-Adolphe, âgée seulement de seize ans qu'on avait proclamée reine, à continuer la guerre en Allemagne entièrement dans le sens de Gustave-Adolphe. Le comte palatin Frédéric suivit, le 19 novembre 1632 à Mayence, le roi de Suède au tombeau. Tout le Palatinat inférieure ou du Rhin, à l'exception de Heidelberg et de Frankenthal, était alors au pouvoir des Suédois, et Philippe, frère de Frédéric, prit la régence pour Charles-Louis, fils de ce dernier, encore mineur. L'électeur Jean-Georges de Saxe était depuis longtemps las de l'oppression suédoise, et ne cachait plus du tout ses sentiments. Il lui était surtout insupportable de voir la direction des affaires évangéliques dans l'Empire germanique confiée à une Puissance étrangère; et cependant depuis la mort de Gustave-Adolphe, le *directoire* demeurait aux Suédois. L'électeur Jean-Georges le tint au-dessous de sa dignité de dépendre avec son armée et son peuple de la volonté d'un grand-officier de l'État suédois. En conséquence,

lorsque le baron Oxenstierna invita l'électeur à entrer dans la confédération de tous les Protestants allemands, à laquelle on travaillait, le prince saxon s'en excusa, et il accepta l'entremise du roi de Danemark, qui s'efforçait de le réconcilier avec l'Empereur. On conclut en effet une trêve et proposa de tenir, au mois de juillet 1633, un congrès à Breslau pour négocier la paix. Mais cette assemblée n'eut point lieu. L'armistice fut dénoncé, et les hostilités commencèrent de nouveau. L'électeur de Brandebourg déclara, en janvier 1633 à Berlin, qu'il était disposé à accéder à l'Union évangélique.

Le 13 avril 1633, les États des quatre cercles de Franconie, de Souabe, du haut et du bas Rhin, signèrent à Heilbron l'alliance avec la Suède. D'après ce traité d'union, la guerre devait être continuée avec tous les efforts possibles, jusqu'à ce que l'ancienne constitution germanique eût été rétablie; que les États protestants eussent été confirmés dans les biens ecclésiastiques, couvents et abbayes, dont ils avaient été dépossédés par l'édit de restitution; qu'une paix général eût été effectuée et qu'on eût donné à la couronne de Suède la satisfaction qui lui était due. Le directoire fut conféré à Oxenstierna; on lui adjoignit, il est vrai, un Conseil de guerre protestant, mais on concéda néanmoins exclusivement au chancelier du royaume le droit de décider. Les quatre cercles s'engagèrent à lever une armée. La Suède devait rester en possession des pays allemands qu'elle avait conquis, jusqu'à la fin de la guerre et jusqu'à ce qu'elle eût été entièrement dédommagée. A Heilbron les Suédois et les Allemands unis avec eux renouvelèrent aussi, le 13 avril, l'alliance avec la France. Le 14 du même mois, Oxenstierna céda, au nom du royaume de Suède, le Palatinat du Rhin à la famille de Frédéric. Ensuite le chancelier donna une grande partie des terres catholiques

conquises au landgrave de Hesse-Cassel, aux ducs de Wurtemberg, de Saxe-Weimar, de Brandebourg et autres princes et États évangéliques. Il espérait par là perpétuer la haine entre eux et les Catholiques, et unir les religionnaires d'autant plus étroitement à la Suède, de laquelle couronne ces pays devaient dépendre comme fiefs et par conséquent les possesseurs comme vassaux.

Le baron d'Oxenstierna s'étant assuré, par ces traités, l'assistance d'une grande partie de l'Allemagne évangélique, poussa alors les opérations militaires avec autant d'intelligence que d'activité. La force militaire des confédérés s'était divisée, depuis la mort du roi Gustave-Adolphe, en plusieurs grands corps d'armée. Au mois de mai 1633, le rhingrave Othon-Louis et le comte palatin Chrétien de Birkenfeld achevèrent par la réduction de Frankenthal et de Heidelberg, la conquête du Palatinat du Rhin. Bernard de Weimar, après avoir occupé Bamberg, s'était réuni à Gustave Horn et s'avança, au mois de mars, vers la Bavière. Aldringen, qui avec un corps, composé d'Impériaux et de Bavarois, avait réduit au printemps Memmingen et Kempten, se retira devant la supériorité ennemie jusqu'aux bords de l'Iser. Vers le même temps il se forma une conspiration parmi les principaux officiers de l'armée protestant, qui exigeaient des récompenses proportionnées à leurs services. Pour apaiser ces troubles, on distribua aux chefs des biens d'Église catholiques de la valeur d'environ cinq millions d'écus de Suède, et on donna quelque argent aux soldats. Au mois de juin, Horn se rendit maître de Pappenheim et de Neumarkt dans le Haut-Palatinat, sans que le général Aldringen, en partie à cause de l'infériorité de ses forces, en partie retenu par les ordres de Wallenstein, eût tenté de l'en empêcher. Enfin Horn marcha en Souabe devant Constance qu'il attaqua inutilement. Dans le comté de

Tyrol; menacé d'une invasion ennemie, l'archiduchesse *Claudine*, qui gouvernait le pays, en qualité de tutrice de son fils Ferdinand-Charles, dirigea les travaux pour la défense des défilés de la frontière avec autant d'énergie que de sagesse. Le duc Georges de Lunebourg et le feldmaréchal suédois Knipphausen vainquirent en Westphalie les généraux catholiques Gronsfeld et Merode, et enlevèrent Hammeln et Osnabruck. Le landgrave de Hesse-Cassel soumit plusieurs villes.

Un corps suedo-saxon, sous les ordres des généraux Arnheim et Mathias, comte de Thurn, commença, au mois de janvier 1633, les opérations en Silésie par la prise de Brieg, de Strehlen et de Grotkau. Ce corps confédéré ne comptait que 24,000 combattants, tandis que Wallenstein avec 40,000 hommes était posté en Bohème, entre Pilsen et Egre, où il restait dans une inaction que personne ne pouvait comprendre. Enfin au mois de mai, le duc laissa le général Holke avec quelques milliers d'hommes en Bohème, et se mit avec sa force principale en marche vers la Silésie. Il assit son camp près de Neisse et évita le combat que lui présentèrent les confédérés. Il entama arbitrairement des négociations avec Arnheim, et offrit aux Suédois et à leurs alliés une paix extrêmement avantageuse. Le 29 mai, il conclut avec les Généraux ennemis une trêve de quinze jours, qui ensuite fut plusieurs fois prolongée. Oxenstierna tenait les propositions de Wallenstein pour une ruse, afin d'arrêter les Suédois dans leurs opérations, et recommanda au comte de Thurn la plus grande prudence. Mais l'électeur de Saxe fit des conditions de paix les plus extravagantes.

Les négociations avaient duré jusqu'à la fin du mois de septembre. Comme elles n'avaient amené aucun résultat, le duc de Friedland se mit inopinément en marche, comme si son intention était de se porter en Lusace. Le

général Holke avait déjà, avant la trêve, envahi la Misnie et conquis Leipzig. Arnheim évacua alors la Silésie, et accourut pour couvrir l'électorat de Saxe. Dès que Wallenstein fut informé de ce mouvement, il se dirigea sur le corps suédois du comte Thurn qui était alors isolé près de Steinau-sur-l'Oder et sur le général Duval, et les fit prisonniers avec leurs dix mille hommes. Toutefois il rendit, immédiatement après, la liberté au comte de Thurn qui, comme coupable de haute trahision, aurait dû être traduit devant les tribunaux de Bohème. Ensuite Wallenstein conquit Liegnitz, Gross-Glogau, Crossen et Francfort-sur-l'Oder. Il divisa bientôt après son armée. Un corps longea la Warthe pour pénétrer en Poméranie, mais resta dans l'inaction après la prise de Landsberg, Le duc de Friedland marcha avec le deuxième corps en Lusace. Le comte de Schafgotsche était demeuré avec une division en Silésie, où il prit Ohlau, mais attaqua Breslau en vain. Vers le même temps, Wallenstein avait offert de nouveau la paix aux électeurs de Saxe et de Brandebourg.

Un corps auxiliaire de 12 à 14,000 Espagnols s'était rassemblé dans le duché de Milan, et devait être conduit en Allemagne par le duc de Feria. Sa première destination était de dégager, conjointement avec le général Aldringen, les villes de Constance et de Brisac, attaquées par les Suédois; il devait ensuite défendre l'Alsace contre ces derniers et les Français. Wallenstein craignait d'être restreint, par l'arrivée de la force militaire espagnole, tant dans son autorité, jusque-là illimitée, que dans ses négociations équivoques avec les ennemis. Sous prétexte, que l'apparition d'une armée étrangère en Allemagne retarderait décidément la conclusion de la paix qu'il tenait, disait-il, déjà en mains, il protesta contre la marche des Espagnols. Mais le duc de Feria ne se laissa

point arrêter dans son expédition et arriva, au mois de septembre, en Allemagne, où il se joignit au général Aldringen et à un corps de Bavarois, et dégagea en octobre Constance et Brisac.

Lorsque Aldringen alla rejoindre l'infant d'Espagne au Rhin, la Bavière fut laissée sans défense, et menacée par le duc Bernard de Weimar. L'électeur pria Wallenstein de détacher au moins un petit corps de 5000 hommes vers le Danube pour soutenir les Bavarois. Mais le duc répondit qu'il n'avait point de troupes superflues. Il n'obéit pas davantage aux ordres réitérés de l'Empereur qui lui enjoignait de protéger la Bavière, et resta avec son armée en Lusace, s'occupant de la conquête de Gœrlitz et de Bautzen.

Cependant le duc Bernard de Weimar s'était rendu maître en novembre de Ratisbonne, de Straubingen, de Cham et de plusieurs autres places en Bavière. Comme ces conquêtes mettaient aussi Passau et Linz en danger, le duc Albert se mit enfin en marche vers les limites de la Bavière, et fit investir Cham. Mais peu de temps après, il retourna avec ses troupes à Pilsen, sous prétexte que les Saxons menaçaient d'envahir la Silésie. L'Empereur ordonna de nouveau à Wallenstein de conduire sans délai l'armée en Bavière et d'attaquer le duc Bernard. Mais le Généralissime, au lieu d'exécuter les ordres de son Souverain, mit ses troupes en quartiers d'hiver. Ferdinand II avait aussi en même temps ordonné au général baron de Suys, commandant en chef de la haute Autriche, de s'avancer vers la Bavière. Mais le duc de Friedland osa commander au baron de Suys de faire halte, et le menaça de la peine de mort s'il suivait cet ordre de l'Empereur. Les pays autrichiens se plaignaient avec amertume des logements militaires qui ruinaient entièrement ces provinces, déjà tout épuisées. Cependant Wallenstein n'avait

aucun égard ni à ces plaintes, ni aux représentations de l'Empereur, et il prétendait qu'il agissait uniquement d'après les conditions qui lui avaient été accordées par le monarque, lorsqu'il s'était chargé du commandement. Pour empêcher la ruine totale de ses États, et prêter aux Bavarois l'assistance qu'on leur devait, Ferdinand II, sans tenir aucun compte des raisons alléguées par Wallenstein, lui enjoignit encore une fois de quitter les cantonnements en Bohème, de marcher au Danube et de chasser les Suédois. Comme dans ce temps-là le cardinal Don Ferdinand, frère du roi Philippe IV, voulait conduire un deuxième corps d'infanterie espagnole, enrôlé à Milan, dans les Pays-Bas, l'Empereur donna ordre au duc Albert de faire passer 6000 cavaliers à cette division.

Le duc de Friedland avait, par sa désobéissance obstinée, donné à l'Empereur de justes sujets de mécontentement. L'inaction où il était resté dans les derniers mois, ne pouvait être attribuée qu'à une incapacité intellectuelle, survenue subitement, ou à une intelligence secrète avec l'ennemi. Son indocilité antérieure dans l'année 1632, lorsqu'il reçut l'ordre de marcher au secours du duc Maximilien de Bavière, non moins que les négociations multipliées qu'il avait entamées avec la Suède et la Saxe, à l'insu de l'Empereur, et qui avaient causé un désavantage manifeste par le retard qu'elles avaient apporté aux opérations, compromettaient sans contredit sa renommée. Aussi Wallenstein ne se dissimulait-il point qu'il aurait à rendre compte de la conduite qu'il avait tenue. Connaissant d'ailleurs le grand nombre et la puissance de ses ennemis, et convaincu qu'ils ne manqueraient point de taxer de haute trahison l'apparence, en effet fort suspecte, qui avait accompagné ses dernières actions, le duc devait craindre avec raison que l'Empereur ne lui ôtât pour la seconde fois le commandement. L'envoi des 6000 cavaliers

qu'on lui demandait, lui parut être l'avant-coureur de sa disgrâce. Dans la position critique où il s'était enveloppé par sa propre faute, il ne lui restait que le choix ou de donner volontairement sa démission, ou de prévenir sa chûte prochaine par la révolte; car il avait le caractère trop fier, trop violent, pour attendre son renvoi avec résignation. Nous verrons bientôt quel parti prit ce personnage fameux qui, à force de finesse et de dissimulation, s'était rendu si impénétrable que ses véritables sentiments, ses véritables intentions, sont encore aujourd'hui un problème. Le 11 janvier 1634, Wallenstein fit proposer par le général Illo (Illow), dans un Conseil de guerre à Pilsen, ces questions: „si l'armée pouvait, suivant les ordres de l'Empereur, quitter dans cette saison les quartiers d'hiver en Bohème et aller chercher d'autres cantonnements en pays étranger; si l'on était en état de commencer dans cette saison le siège de Ratisbonne; enfin si l'on devait affaiblir l'armée en détachant 6000 cavaliers pour renforcer celle de l'Infant.“ Les Généraux et officiers présents ayant répondu négativement, l'armée impériale resta en Bohème. Les ennemis du duc de Friedland profitèrent de cette opposition, pour engager l'empereur Ferdinand à éloigner le Généralissime pour la seconde fois du commandement des armées. Quelques historiens, nommément *Michel Friedlænder* [1]), rapportent que Wallenstein, dès qu'il apprit ce qu'on tramait contre lui, était prêt à prévenir sa destitution et voulait, comme il était accablé de douleurs de goutte violentes et avait des plaies ouvertes aux jambes, se retirer dans ses terres, mais que les principaux officiers de l'armee, au nombre de quarante, à qui le duc devait des

[1]) Comparez *François Förster: Biographie de Wallenstein, duc de Friedland, d'après les lettres autographes du duc, les actes et documents des archives secrètes d'État à Vienne.* Prague etc.

arriérages de solde considérables, le persuadèrent à garder le commandement général. D'autres, au contraire, prétendent que le duc de Friedland, abusé par des rêves astrologiques qui lui avaient promis une couronne, aspirait à celle de Bohème, et méditait déjà alors le projet de passer à l'ennemi, pour combattre conjointement avec ce dernier, la Maison d'Autriche jusqu'à ce qu'il l'eût entièrement anéantie; après quoi, ajoutent ces mêmes écrivains, il voulait garder la Bohème et la Moravie pour lui, et partager les autres pays autrichiens entre ses amis et partisans. Le 12 janvier, les Généraux et colonels s'engagèrent par écrit à ne pas abandonner le duc de Friedland et à verser pour lui jusqu'à la dernière goutte de leur sang, „tant qu'il resterait au service de l'Empereur et les employerait pour l'avantage de ce monarque"; c'était la clause littérale dans la minute, dont on fit la lecture aux colonels, laquelle clause toutefois Illo avait omise à dessein dans l'exemplaire qui leur fut présenté pour la signature. Lorsque quelques-uns de ces officiers remarquèrent la tromperie et protestèrent contre cet acte, ils furent étourdis par le vin et les persuasions, et finirent par signer aussi.

Cette ligue avait été principalement l'ouvrage des officiers allemands et bohèmes, tandis que les italiens et les espagnols la représentaient à l'Empereur comme étant dirigée contre sa vie et son trône. Comme Wallenstein avait, vers le même temps, conféré le commandement général en Autriche et en Silésie à des hommes qui lui étaient entièrement dévoués, Ferdinand ne douta plus que l'explosion du complot ne fût prochaine. En conséquence, ce Souverain chargea les Généraux qui lui étaient restés fidèles, d'arrêter Wallenstein, ainsi que ses adhérents les plus affidés, et de prévenir, selon les circonstances de quelque manière que ce fût, la révolte.

Le 24 janvier, l'Empereur fit expédier un édit, qui déposait Wallenstein, transportait le commandement en chef au comte de Gallas, et assurait une amnistie générale à tous les officiers impliqués dans la conspiration de Pilsen, à l'exception d'Illo et de Terzky. Les Généraux ci-dessus nommés firent alors toutes les dispositions nécessaires pour empêcher la révolte d'éclater. Ils occupèrent avec quelques régiments, dont les chefs étaient fidèles à l'Empereur, les villes de Budweis et de Tabor. Piccolomini rassembla près de Linz quelques milliers d'hommes, avec lesquels il voulait s'avancer vers Pilsen. Le baron de Suys se rendit en toute hâte à Prague, pour s'assurer de cette capitale et des régiments qui y étaient en garnison. Wallenstein, ayant été instruit que plusieurs chefs avaient déserté sa cause, adressa une proclamation à l'armée pour l'avertir, que les colonels ne pouvaient recevoir des ordres de personne que de lui-même ou des généraux Illo et Terzky. Il ordonna en même temps, que les places fortes en Bohème restassent occupées par ses troupes; que les autres régiments se rassemblassent jusqu'au 23 février dans le voisinage de Prague et y attendissent son arrivée. Terzky prit le devant vers la capitale, pour préparer l'armée à se mettre en marche. La nouvelle lui parvint en chemin que Wallenstein avait été déclaré rebelle et mis hors de la loi, que Prague et Leitmeritz avaient été occupées pour l'Empereur, et que les troupes lui avaient prêté un nouveau serment de fidélité. Quelques écrivains racontent que Wallenstein, informé de l'arrêt prononcé contre lui, manda encore une fois les colonels et donna, le 20 février, une lettre réversale, par laquelle il déclarait, qu'il ne lui était jamais venu dans l'idée d'entreprendre la moindre chose contre l'Empereur ou la religion; ils y ajoutent qu'il envoya deux fois des députés à l'Empereur, avec l'offre de se démettre du commandement et de com-

paraître partout où son Souverain l'exigerait, mais que ces messagers furent toutes les deux fois arrêtés par le comte Piccolomini et n'arrivèrent pas à Vienne.

Le duc de Friedland, ayant alors appris que Piccolomini, Gallas et Maradas s'avançaient contre lui, quitta Pilsen et arriva, le 24 février, avec une escorte de 200 dragons, conduits par le colonel Buttler, à Egre, où il voulait attendre le résultat des négociations qu'il avait nouées avec le chancelier Oxenstierna et Bernard de Weimar. Selon d'autres rapports, ce ne fut que lorsqu'il vit que ses ennemis avaient juré sa ruine, et l'avaient perdu dans l'esprit de l'Empereur, qu'il était prêt à se jeter dans les bras du duc de Weimar, pour se soustraire au danger qui le menaçait. Mais c'était trop tard. Le duc de Friedland reçut enfin lui-même dans la nuit la patente impériale publiée contre lui; ce qui l'engagea à livrer sur-le-champ Egre et Ellnbogen à l'ennemi. Le colonel et commandant d'Egre, Buttler, le lieutenant-colonel Gordon et le major Lesly avaient l'intention de se saisir de la personne de Wallenstein, et de prendre ensuite les ordres ultérieurs de l'Empereur. Mais, comme le danger devenait trop imminent et que leurs forces n'étaient rien en comparaison des secours que Wallenstein pouvait recevoir du dehors, ils se déterminèrent à prévenir par un acte de violence un plus grand mal. En conséquence, les généraux Illo, Terzky, Guillaume Kinsky et le capitaine Neuman, aide-de-camp du duc de Friedland, qui se trouvaient à table au château d'Egre, furent surpris, dans la soirée du 25 février 1634, et hâchés en pièces par une troupe de dragons. Ensuite le capitaine Deveroux avec quelques gens armés pénétra dans la demeure de Wallenstein qui, éveillé de son premier sommeil, tomba sans résistance, le sein percé par un coup de partisanne.

Le *roi Ferdinand de Hongrie et de Bohème* fut

nommé par l'Empereur son père commandant en chef de l'armée. Il se mit, au mois de mars, en marche de Prague vers le Haut-Palatinat, et chassa en peu de temps les Suédois de tout ce pays. Les Bavarois avaient conquis Straubingen. Le Roi se réunit alors avec eux, et marcha sur Ratisbonne. Les Suédois ne rendirent la place que le 26 juillet. Tandis que le Roi était retenu pendant si longtemps avec la force principale dans ces contrées, les armes impériales avaient éprouvé sur tous les autres points de rudes revers. Le duc Bernard avait, le 22 juillet, emporté Landsberg d'assaut, et Aldringen était tombé, en défendant vaillamment cette ville. Les Saxons, sous Arnheim, après avoir expulsé les Impériaux de la Lusace, étaient entrés en Silésie, avaient défait, le 13 mai, un corps impérial près de Liegnitz, et ensuite enlevé Breslau et Gross-Glogau. Avec une division suédoise Banner conquit en juillet Francfort-sur-l'Oder et Crossen. Arnheim et Banner marchèrent ensuite vers la Bohème. Les Saxons prirent Gitschin, les Suédois Leitmeritz et Melnik, et tous les deux réunis parurent, à la fin de juillet, devant Prague; mais ayant trouvé cette capitale dans un bon état de défense, ils se retirèrent jusqu'à l'Elbe. Les Suédois alors se rendirent maîtres de Saaz, et les Saxons prirent Naumbourg.

Le Roi fit partir à la hâte quelques régiments du Danube pour la Bohème, et Collorédo se vit par ce renfort à même de chasser les Suédois et les Saxons du pays. Dans l'entrefaite, le roi Ferdinand remonta avec sa force principale le Danube et s'empara, le 16 août, de Donauwœrth. Ce prince continua ensuite sa marche sur Nœrdlingue. Le feldmaréchal Horn et le duc Bernard réunirent en toute hâte leurs troupes, pour couvrir cette place. Ils réussirent à renforcer, encore avant l'arrivée de l'armée impériale, la garnison de la ville. Ensuite ils se placèrent près de Bopfingen, pour y attendre le rhingrave Othon-

Louis et le feldmaréchal Kratz, qui devaient arriver avec leurs troupes en peu de jours. Dans l'intervalle le Roi avait déjà reçu un renfort considérable, attendu que le cardinal-infant s'était joint à lui avec 15,000 Espagnols et Italiens. Il fit pousser le siège de Nœrdlingue avec la plus grande activité; et la ville avertissait depuis plusieurs nuits les chefs confédérés, par des signaux convenus, du péril instant où elle se trouvait, afin qu'ils ne tardassent point à venir la délivrer.

Les Généraux alliés tinrent un Conseil de guerre. Le duc de Weimar voulait sans retard essayer de faire lever le siège de la ville; mais Horn et la plupart des autres chefs insistèrent fortément sur la nécessité d'attendre les renforts. Le corps d'armée du feldmaréchal Kratz arriva effectivement. Mais le rhingrave n'avait encore atteint que Gœppingue lorsque l'armée se mit, le 5 septembre, en marche de Bopfingen. Elle parut au soir devant la position des Impériaux. Le lendemain à la pointe du jour, les Suédois attaquèrent les hauteurs qui dominaient cette position. Après un combat de huit heures, ils furent défaits totalement, perdirent 18,000 hommes, 80 canons, 300 drapeaux et étendards, et tout le bagage. Le margrave Frédéric d'Anspach se trouvait parmi les morts, Gustave Horn, avec les généraux Kratz, Rosstein et Schaffelitzky, puis quatorze colonels étaient au nombre des prisonniers. La perte des Impériaux fut évaluée à 1500 hommes.

Le gain de cette bataille, qui est une des plus fameuses qui aient été données sous le règne de Ferdinand II, eut les suites les plus avantageuses pour les Impériaux. Tout l'attirail de guerre et le bagage, laissés à Bopfingen, tombèrent entre les mains des vainqueurs. La ville de Nœrdlingue se rendit le 7 septembre. Alors l'armée impériale se divisa, pour tirer des conjonctures favorables tout le profit possible. Les Bavarois investirent Augs-

bourg, qui toutefois ne tomba qu'au mois de mars de l'année suivante. Le duc de Lorraine marcha par la Forêt-Noire dans le Brisgau, qu'il enleva aux Suédois, ensuite en Alsace. Le cardinal-infant continua sa marche vers les Pays-Bas. Le comte Piccolomini se porta en Franconie, où il s'empara de plusieurs places fortes. Le Roi occupa le duché de Wurtemberg, et conquit Heilbron et Waiblingen, les seules villes, qui avaient osé faire résistance. Le duc Éverard s'était sauvé à Strasbourg.

Le chancelier d'Oxenstierna reçut à Francfort-sur-le-Mein la première nouvelle de la bataille de Nœrdlingue. Le congrès, assemblé depuis le 7 avril dans cette ville, où le chancelier cherchait à persuader les deux cercles de Saxe à entrer dans la ligue de Heilbron, fut dissous le 16 septembre, sans avoir atteint le but désiré. Les restes de l'armée vaincue s'étaient rassemblés près de Heilbron. Le rhingrave avec sa division se joignit à eux; mais il mourut, le 16 du mois suivant, au grand regret du parti évangélique qui perdait en lui un de ses plus vaillants et de ses plus heureux chefs. Le duc Bernard de Weimar fut contraint par le manque d'argent et de vivres à conduire l'armée au delà du Rhin, et l'électeur de Saxe traitait déjà de la paix. Le duc Georges de Lunebourg s'occupa pendant tout l'automne à faire le siège de la ville de Munden qu'il voulait s'approprier, et refusa tout envoi de troupes dans les cercles supérieurs, demandé par Oxenstierna. Dans cette situation fâcheuse, le chancelier réclama l'appui de l'Angleterre, de Venise, de la Hollande et de la France. Il remit, sur la fin de septembre, à cette dernière Puissance la forteresse de Philipsbourg, et le 1 novembre on convint à Paris d'un traité préliminaire avec les délégués allemands. Les principales conditions en étaient: que le roi de France entretiendrait une forte armée sur la rive gauche du Rhin, et un corps de 12,000 hommes sur la rive droite en Alle-

magne; qu'il donnerait un subside d'un demi million de livres, pour contribuer au payement de la solde arriérée des troupes allemandes; qu'on remettrait, pour la sûreté du roi, l'Alsace aux troupes françaises, qui occuperaient provisoirement ce pays, à titre d'hypothèque. On convint en outre que les villes impériales, depuis Brisac jusqu'à Constance, seraient conquises par les efforts réunis des alliés, et mises ensuite sous la protection du roi. Il fut toutefois stipulé, qu'après la future conclusion de la paix, ce Souverain évacuerait tous les pays et villes en deçà du Rhin, qui lui avaient été donnés en nantissement, et ne réclamerait aucune espèce de dédommagement pour les frais de la guerre. Cette convention fut signée à Worms par les États confédérés de l'Allemagne, le 18 décembre 1634. Le 11 mars de l'année 1635, ils conférèrent le commandement général de l'armée alliée au duc Bernard de Saxe-Weimar. Encore avant la signature de l'alliance, Colmar, Schlettstadt et plusieurs autres villes en Alsace avaient déjà été remises aux Français. Un corps de troupes de cette nation aida aussi le duc Bernard à dégager, le 12 décembre (1634), la ville de Heidelberg, investie par les Impériaux.

Les Français avaient choisi Philipsbourg pour leur principale place d'armes, pendant la guerre qu'ils allaient faire en Allemagne; ils y avaient transporté l'attirail et les munitions de guerre, mais n'avaient laissé qu'une garnison de 500 hommes dans cette forteresse si importante. Le 14 janvier 1635, le colonel impérial Bamberger enleva Philipsbourg par surprise. Le butin qu'on y trouva était immense. Tous les princes et particuliers des contrées voisines, où les Impériaux et les Espagnols s'étaient montrés depuis le commencement de la guerre, avaient sauvé leurs effets précieux et leurs meilleurs biens meubles dans cette forteresse, alors tenue pour inexpugnable,

Tous ces trésors tombèrent entre les mains des troupes impériales. Outre cela, 128 canons de métal, de grands magasins de munitions et de vivres, seize tonnes et deux coffres pleins d'or, et quantité d'effets et d'armes de valeur furent enlevés à l'ennemi.

Dès le mois de mai 1634, des négociations avaient commencé à Leitmeritz entre les plénipotentiaires de l'Empereur et de l'électeur de Saxe; mais on n'avait pu s'accorder sur les conditions. La victoire de Nœrdlingue décida aussi du système politique de cet électeur. On renoua les négociations à Pirna et conclut, le 24 novembre 1634, une paix préliminaire qui fut suivie par un traité définitif, qu'on signa à Prague, le 30 mai de l'année suivante. L'électeur y stipula, au nom des *Évangéliques de la confession d'Augsbourg*, et non en celui des Protestants en général, par où conséquemment les Réformés furent exclus du traité. À l'égard des biens de l'Église catholique, qui se trouvaient dans les mains des Protestants, on établit les principes suivants: les abbayes, couvents et domaines *médiats*, que les Protestants s'étaient appropriés encore *avant* le traité de Passau, ou *avant* la paix de religion, leur furent laissés, aux termes de cette dernière convention; les abbayes et biens *immédiats*, qui *avant* le traité de Passau ou la paix de religion, et les deux espèces d'abbayes et domaines, en cas que les Évangéliques s'en fussent mis en possession *après* le traité de Passau ou la paix de religion, et les eussent peut-être encore en mains le 12 novembre 1627, jour de l'émanation de l'édit de restitution, devaient être rendus aux Catholiques. Cependant il fut accordé aux possesseurs évangéliques un délai de quarante ans, à compter du jour de la signature du traité de Prague, pendant lequel ils avaient encore à rester en paisible jouissance de ces biens. Il fut réglé que, pendant ce temps-là, on travaillerait à un arrange-

ment particulier entre les anciens propriétaires catholiques, et les propriétaires protestants actuels de ces possessions. Dans tous les cas particuliers, où l'on ne parviendrait pas à effectuer une transaction, la même voie de droit restait ouverte, après la quarantième année, aux deux parties qui leur avait été accordée, le 12 novembre 1627. Cependant les biens ecclésiastiques, relativement auxquels le Conseil aulique d'Empire ou la Chambre impériale avait déjà prononcé un jugement spéciel en faveur des anciens possesseurs, en furent exceptés, et ces décisions devaient être juridiquement accomplies. L'archevêché de Magdebourg fut laissé au prince Auguste de Saxe, l'évêché de Halberstadt à l'archiduc Léopold. On assura à la Noblesse immédiate de l'Empire et aux villes impériales l'exercice libre du culte évangélique, dans le sens de la paix de religion.

Pour les *pays autrichiens en Allemagne*, la décision sur la tolérance du culte évangélique fut, par exception, entièrement remise à la volonté de l'Empereur. Pour ce qui concernait le Palatinat, l'arrêt de l'Empereur fut maintenu, hormis qu'on assura à la veuve et aux enfants de Frédéric un entretien, convenable à leur rang. Ferdinand II promit d'accorder aux ducs de Mecklembourg la paix et leur pardon. L'Empereur et les Catholiques, d'une part, et les Protestants, d'autre part, s'engagèrent réciproquement à restituer les uns aux autres toutes les conquêtes, faites depuis l'apparition des Suédois en Allemagne. Les Protestants s'obligèrent aussi à aider l'Empereur et les Catholiques à reconquérir les territoires et possessions, qui leur avaient été enlevés par les Suédois ou par les Français. Le monarque promit une amnistie complète à tous les Protestants allemands, qui accéderaient sans tarder au traité de paix, à l'exception toutefois des personnes qui étaient enveloppées dans les trou-

bles de la Bohème, ou dans les démêlés palatins, puis les sujets de l'Empereur et de la Maison d'Autriche qui avaient pris les armes contre eux, et enfin le duc de Wurtemberg, le margrave Frédéric de Bade-Durlach, et plusieurs comtes et Nobles des quatre cercles supérieurs de l'Empire. Il fut convenu, que les troupes impériales et saxonnes se réuniraient, pour réduire par la force des armes tous ceux qui s'opposeraient à la paix, et que pour l'entretien de cette armée d'exécution, les États et les villes de l'Empire payeraient cent vingt mois romains, en six termes dans l'espace d'une année et demie. L'Empereur accorda aux Silésiens la liberté de religion. Il céda à l'électeur de Saxe la haute et la basse Lusace, comme un fief masculin de la Bohème, pour les posséder héréditairement. Ces deux pays furent remis, le 24 avril et le 10 mai 1636, à la Saxe.

La paix de Prague eut dans le commencement le sort, que les deux parties s'en plaignirent, les Catholiques parce que l'Empereur avait fait de trop grandes concessions aux Protestants, les Protestants parce que les avantages qu'on leur avait accordés, ne leur suffisaient point. Néanmoins en été 1635, les ducs Guillaume, Albert et Erneste de Saxe-Weimar, puis les ducs de Mecklembourg, de Brunswick-Lunebourg et de Poméranie, l'électeur de Brandebourg, beaucoup d'autres princes, comtes et Nobles, les villes de Francfort-sur-le-Mein, d'Erfort, de Lubeck, de Hambourg, de Brème et de Brunswick, donnèrent leur adhésion à ce traité. Les ambassadeurs wurtembergeois furent, à Heilbron, renvoyés par le roi Ferdinand, parce que le duc avait été exclu de la paix. Le landgrave de Hesse-Cassel était tout dévoué aux Suédois. Le margrave de Bade-Durlach et le duc Bernard de Weimar tenaient pour la France. Louis XIII promit à ce dernier, par le traité de

nt-Germain-en-Laye du 26 et 27 octobre 1635, qu'il lui erait des subsides annuels pour l'entretien d'une armée 18,000 hommes, pendant tout le temps que la guerre erait, et qu'à la paix il lui procurerait la possession Alsace. Oxenstierna adressa des reproches fort amers électeur Jean-Georges de Saxe, à cause de la paix urée qu'il avait conclue au mépris des engagements ractés antérieurement. Mais cela n'empêcha point médiatement après il nouât avec le prince saxon des ociations, dont le but était l'entière évacuation de l'Alle-ne par les Suédois. L'électeur offrit au chancelier sué-deux millions et demi de florins, pour le dédommager frais de la guerre. Mais Oxenstierna ayant demandé, itre d'une somme d'argent pour l'armée, la Poméranie le royaume de Suède, les négociations furent rompues.

Le roi de France, profondément affecté de la perte Philipsbourg, résolut de soutenir avec d'autant plus icacité les ennemis de l'Autriche. L'électeur de Trèves ait mis sous la protection de ce monarque, et toutes ses es fortes étaient occupées par des troupes françaises. linand ne pouvait pas laisser impuni un pareil acte rahison. Le gouverneur de Luxembourg surprit, le nars 1635, avec un corps espagnol la ville de Trèves. fit main basse sur la garnison française, et l'électeur conduit prisonnier à Vienne. Louis XIII, regardant entreprise comme une nouvelle offense de la part Autriche, renouvela, le 28 avril 1635 à Compiegne, ance avec la Suède. Le 19 du mois suivant, il fit rer par un héraut d'armes la guerre au roi d'Es-e, par où la rupture avec l'Empereur aussi était ine. Le roi de France avait déjà auparavant (le 3 er 1635) conclu un traité avec la Hollande, par lequel leux Puissances étaient convenues de partager entre tous les Pays-Bas espagnols.

Les maréchaux Chatillon et Brezé défirent dès le 20 mai les Espagnols près d'Avein, dans le pays de Luxembourg. Ils se réunirent dans la contrée entre Liège et Maestricht à l'armée du prince d'Orange, qui par là s'accrut à 50,000 hommes. Cette force considérable se borna à faire inutilement le siège de Bruxelles et de Louvain. Comme Louis XIII laissait manquer ses troupes d'argent et de provisions, la plus grande partie en fut moissonnée par des épidémies, et le reste s'embarqua en Hollande pour retourner dans son pays. Au mois d'août, Bernard de Weimar et le cardinal la Valette passèrent près de Mayence le Rhin. Après qu'ils eurent dégagé les villes de Deux-Pont et de Mayence assiégées, la première par Gallas, la seconde par le comte de Mansfeld, et qu'ils eurent fait infructueusement quelques mouvements vers le Mein, la disette de vivres les contraignit en septembre à repasser le fleuve. Ils marchèrent vers Metz, vivement poursuivis par Gallas, qui leur enleva leur bagage et leur artillerie. Les deux armées restèrent pendant tout l'automne en Lorraine, sans tenter la moindre entreprise. Les Espagnols s'étaient ouvert par la conquête du fort dit *Schenkenschanze* le chemin de la Hollande. Le duc de Rohan s'empara de la Valteline, pour fermer ce pays aux marches des troupes impériales. Le gouverneur espagnol de Milan, comte Serbelloni, et les généraux Gœtz et Fernemond, qui s'avançaient par le Tyrol, cherchèrent à déloger Rohan de cette contrée. Mais le duc repoussa toutes leurs attaques. La division française du maréchal Crequi, réuni aux troupes des ducs de Savoye et de Piémont, firent la guerre en Lombardie sans vigueur, et assiégèrent Valence-sur-le-Pô en vain.

L'année suivante (1636), Bernard de Weimar et la Valette se rendirent maîtres, le 4 juillet, d'Alsace-Zabern; et le duc de Condé assiégea Dôle en Franche-

Comté. Mais dans le cours du mois suivant, Gallas passa le Rhin près de Brisac, délivra Dôle, mais attaqua Saint-Jean de Laone en Bourgogne sans succès, et se vit enfin contraint par la disette et le mauvais temps à se retirer au delà du Rhin. Les Espagnols avaient déjà en juillet pénétré des Pays-Bas dans la Picardie et conquis la Chapelle, Chatelet et Corbie. Le général Jean de Werth franchit l'Oise et s'avança jusqu'à Saint-Denis, dans le voisinage de Paris. En Italie, les ducs de Savoye et de Piémont et le maréchal Crequi livrèrent au général espagnol Leganez un combat sur les bords du Tésin, et restèrent maîtres du champ de bataille.

La part active que la France prenait à la guerre, eut une influence décisive sur les événements du nord de l'Europe. En été 1635, les Impériaux avaient fait de grands progrès contre les Suédois. Banner se vit obligé d'évacuer Magdebourg, Hildesheim, Brunswick, et de se retirer en Poméranie. Mais par l'entremise de la France, l'armistice entre la Suède et la Pologne, qui durait depuis 1629, fut prolongé, le 12 septembre à Stumsdorf, pour vingt-six ans. Cette convention était d'autant plus avantageuse pour les Suédois, que l'électeur de Saxe venait de commencer les hostilités contre eux. Au mois d'octobre, Banner rassembla promptement les troupes qui se trouvaient en Poméranie, en Prusse et dans la Vieille-Marche, et les conduisit à l'Elbe. Les Saxons furent vaincus, le 2 novembre, près de Dœmitz, et le 17 du mois suivant dans le voisinage de Kyritz.

Oxenstierna conclut, le 20 mars 1636 à Wismar, encore un traité de subsides avec la France; et le landgrave de Hesse-Cassel s'obligea, le 12 octobre, à continuer la guerre, moyennant un secours d'argent de 200,000 écus qu'on devait lui payer annuellement. En Westphalie, les Impériaux perdirent, le 1 janvier 1636,

la bataille près de Haselune contre la général suédois Kniephausen, qui toutefois fut tué dans ce combat. Le feldmaréchal suédois Alexandre Lesly et le landgrave de Hesse-Cassel dégagèrent, le 14 juin, la ville de Hanau. En revanche le général impérial Gœtz ravagea le pays de Hesse. Banner avait en janvier entrepris une expédition dévastatrice en Misnie. Le dessein qu'il avait de contraindre par cette invasion les Impériaux à évacuer la Poméranie et le Mecklembourg, ne fut point accompli. Il fut, au contraire, lui-même obligé, au mois d'avril, de se retirer vers l'Elbe jusqu'à Werben. Au mois de mai, l'électeur de Saxe et le général impérial Hatzfeld commencèrent le siège de Magdebourg. Banner n'entreprit rien pour la délivrance de cette ville, qui se rendit le 3 juillet. Dans le même temps les Suédois avaient aussi été chassés de la plus grande partie du pays de Brandebourg. L'armèe impero-saxonne campa en septembre dans la Marche de Brandebourg, près de Wittstock. Banner et Wrangel attaquèrent, le 24 du même mois, cette position. Le combat, qui fut fort opiniâtre, finit à l'entrée de la nuit, sans qu'on pût dire, lequel des deux partis était vainqueur. L'électeur conduisit ses troupes près de Werben derrière l'Elbe, et ensuite par Magdebourg à Leipzig. Le général Hatzfeld marcha avec les siennes par le pays de Magdebourg et la Thuringe dans la Hesse, où il se joignit au général Gœtz, qui avait été rappelé de la Westphalie. Banner avait suivi les Impériaux dans la Hesse. Lorsque vers la fin de novembre Hatzfeld et Gœtz se dirigèrent de nouveau vers l'Elbe, Banner se mit aussi en marche vers la Misnie, dans la vue d'attaquer les Saxons avant qu'ils se fussent réunis à Hatzfeld. Pendant cette marche il prit, le 22 décembre, Erfort, le 5 janvier 1637 Torgau, et commença ensuite le siège de Leipzig. Mais l'approche des généraux Hatzfeld et Gœtz le contraignit

à renoncer, le 6 février, à cette entreprise. À Torgau il s'arrêta jusqu'au mois de juin. Comme alors les Impériaux cherchèrent à le couper de l'Oder et à l'envelopper, Banner partit subitement avec ses troupes, gagna par des marches forcées le fleuve précité et échappa sans perte en Poméranie.

La princesse de Transylvanie Cathérine Bethlen se trouvait, après la mort de son époux, par rapport au gouvernement, sous l'entière dépendance de son beau-frère, le gouverneur Étienne Bethlen et du conseil d'État, dépendance dont elle cherchait, par différentes voies, bien que toujours en vain, à s'affranchir. La Diète hongroise, assemblée au mois de mai 1630, s'occupa de l'organisation des comitats, des revenus de la Hongrie, de la défense du royaume, des impôts et des prestations en nature. *Georges Rakotzi* profita des troubles intérieurs de la Transylvanie pour s'emparer, en janvier 1631, de la souveraineté de ce pays. Cathérine abdiqua, et la Diète de Schæssbourg choisit Rakotzi pour prince de Transylvanie. Il fut confirmé, au mois d'avril, dans cette dignité par le sultan. L'empereur Ferdinand, qui avait refusé de reconnaître Rakotzi pour prince de Transylvanie, envoya le palatin Nicolas Esterhazy avec un corps de troupes au delà de la Teisse; mais dès le 3 avril on conclut une trêve à Cassovie. Tous les efforts qu'avait faits le roi Gustave-Adolphe pour exciter le prince à faire la guerre à l'Empereur, étaient restés infructueux, et Georges ne songeait qu'à s'affermir en Transylvanie.

Au mois de mai 1633 à Epériès, la paix préliminaire de Rakotzi avec l'Empereur fut conclue et ratifiée, le 28 septembre, par les États de la Transylvanie. Dans l'année 1634, les Turcs, incités par la Suède, firent des démonstrations hostiles. Ils concentrèrent des troupes sur les frontières, et redoublèrent leurs courses dont, malgré

la trêve, ils n'avaient pu s'abstenir entièrement. Par conséquent l'Empereur envoya le ministre Buchhaim à Constantinople pour faire des représentations à ce sujet. La Diète, commencée au mois de décembre, examina les griefs réciproques des Catholiques et des Protestants, s'occupa des hostilités turques, de la défense du pays, des droits et péages &c., et finit en février 1635.

Les querelles de Rakotzi avec Étienne Bethlen et son parti prirent alors une face sérieuse. Bethlen sollicita et obtint en 1636 l'assistance de la Turquie; Rakotzi, au contraire, ne trouva ni auprès de l'Empereur, ni auprès du roi de Pologne, l'appui espéré. Ce dernier Souverain se borna à lui permettre, malgré lui, d'enrôler quelques mille hommes dans son pays. L'Empereur lui conseilla de s'accommoder avec Bethlen, persista dans sa neutralité, et fit marcher un corps d'observation vers les frontières de la Transylvanie. Les Turcs s'avancèrent vers cette principauté; mais, après qu'ils eurent essuyé en octobre plusieurs échecs dans les combats près de Szalonta et de Pankota, la paix entre le prince Rakotzi et Bethlen fut rétablie par un accommodement.

L'empereur Ferdinand, qui vieillissait entre les succès et les revers, désirait ardemment la fin d'une guerre qui désolait depuis tant d'années l'Allemagne, et rendait si malheureux les peuples de cette vaste contrée. Dans cette louable intention, il avait, au mois d'avril 1636, donné plein pouvoir au roi de Danemark pour ménager une réconciliation avec la Suède. Le pape Urbain VIII et le duc de Mecklembourg, animés du même sentiment, cherchèrent de toute manière à seconder les vues pacifiques de l'Empereur, et à accélérer l'ouverture des négociations. Mais ni le congrès qui s'assembla en novembre 1636 à Cologne pour rétablir, sous la médiation du pape, la paix entre la France, l'Empereur et l'Espagne, ni celui

de Hambourg, où le roi de Danemark voulait moyenner celle entre l'Empereur et la Suède, ne conduisirent à aucun rapprochement. En revanche, l'Empereur eut, avant de mourir, la satisfaction de voir son fils *Ferdinand* élevé à la dignité de *roi des Romains*. Le 22 décembre 1636, ce prince fut élu à Ratisbonne par tous les électeurs, à l'exception de l'électeur de Trèves (encore détenu à Vienne), et couronné dans la même ville, le 30 du mois précité. L'empereur Ferdinand II ne survécut que peu de temps à l'élevation de son fils. Il mourut à Vienne, le 15 février 1637, dans la cinquante-neuvième année de son âge, et dans la dix-neuvième après son avénement à l'empire.

Jamais aucun monarque n'a été plus différemment jugé par les contemporains que l'empereur *Ferdinand II*. Autant un parti l'a préconisé, autant l'autre s'est enchaîné contre ce prince. La postérité, certes, ne sanctionnera point toutes les louanges dont l'ont comblé les Catholiques; mais elle approuvera sans doute bien moins encore le mal qu'ont dit de lui leurs antagonistes. Ces derniers semblent avoir oublié les conjonctures difficiles où se trouvait Ferdinand II à son avénement; l'obligation naturelle où est chaque Souverain de combattre et de rendre innuisibles les ennemis irréconciliables de sa Maison, de son pays, de sa religion; ils semblent avoir oublié leur propre opiniâtreté, leur instigation par les États étrangers, et tant d'autres raisons qui rendirent vaines toutes les tentatives, faites par Ferdinand II, pour effectuer une réconciliation et rétablir la paix. Cependant, il se trouva parmi les contemporains aussi des hommes équitables, impartiaux et exempts de préjugés, qui apprécièrent les vertus de ce prince, et en ont transmis le tableau à la postérité.

D'après leur témoignage, Ferdinand II était un père tendre, un maître bon et confiant, un prince juste, un

Souverain actif et diligent. La chasse et la musique étaient presque ses seuls délassements. Les affaires publiques étaient examinées et discutées au conseil d'État, et Ferdinand exigeait des assesseurs la plus grande franchise dans les débats. Il joignait toujours la droiture et la sincérité à la bonté de coeur et à l'affabilité, la confiance en Dieu à une fermeté inébranlable dans les dangers. Il était dévoué avec un zèle passionné à la religion catholique. Cependant ce n'est que l'entière conviction, acquise par une expérience de cent ans (1519 – 1619), qu'il n'existait pas encore en ce temps-là des moyens, pour convertir les zélateurs fanatiques d'alors de la doctrine nouvelle en sujets obéissants d'un prince catholique et en voisins accommodants de concitoyens de cette religion, qui peut avoir prescrit à Ferdinand II les rigoureuses, les dures mesures qu'il employa effectivement contre les Protestants, mesures qui dépeuplèrent une grande partie des États autrichiens, surtout la Bohème, dont les habitants abandonnèrent leur patrie plutôt que de renoncer à leurs opinions religieuses. Au reste, si ce Souverain restreignit la liberté de conscience, il ne porta du moins aucune atteinte à la constitution politique de ses pays, ni supprima leurs droits et privilèges. Il les soulagea, au contraire, autant que les circonstances malheureuses et impérieuses du temps le lui permettaient, les gouverna avec douceur et sagesse, et s'il se servit de moyens coërcitifs contre les religionnaires, ce fut probablement par la raison, qu'effrayé des grands et rapides progrès que faisait dans ses pays le Protestantisme, il ne lui restait d'autre choix pour la conservation de l'État et de la religion de ses pères; mais il est certain que la rigueur dont il crut devoir user, était étrangère à son coeur, et que ce ne fut qu'à regret qu'il y eut recours. Ferdinand II fit aussi de bonnes lois et ordonnances; il fonda plusieurs

instituts pour l'éducation de la jeunesse et d'autres établissements utiles, et fit en général tout ce qu'on peut attendre d'un Souverain soigneux du bonheur de ses sujets; en sorte qu'un célèbre historien [1]) a eu raison de dire que les vertus de l'empereur Ferdinand II appartenaient à lui, ses défautes au destin et à son temps.

[1]) Jean-Baptiste Nani.

—∘⊰⊱∘—

CHAPITRE VIII.

Ferdinand III.
De 1637 à 1657.

Ferdinand III, qui avait déjà été couronné roi de ***Hongrie***, de ***Bohème***, comme aussi ***roi des Romains*** du vivant de son père, lui succéda dans tous les États héréditaires de la Maison d'Autriche. L'avénement de ce prince remplit l'Allemagne et toute l'Europe de joyeuses espérances. La douceur, la tolérance et la justice étaient dans son caractère. Il avait appris à connaître par sa propre expérience tout ce que les pays avaient à souffrir par le double fléau de la guerre intestine et de la guerre étrangère qui les affligeait. On pouvait par conséquent attendre, que Ferdinand chercherait avant toutes choses à rendre la paix à ses États et à l'Empire. Mais les grandes difficultés qu'avaient amoncelées une haine centenaire de religion et une lutte de presque vingt ans s'opposèrent à la bonne volonté du monarque.

J'ai déjà rapporté, que le général suédois Banner, après avoir été expulsé de la Saxe, s'était, en juillet 1637, retiré devant la supériorité des Impériaux jusqu'en Poméranie. Ce n'était pas la crainte seule de s'engager dans un combat inégal qui avait causé cette marche rétrograde; les vues politiques de la Suède sur la Poméranie, vacante par la mort du duc Bogislas XIV (10 mars 1637), y avaient beaucoup contribué. L'électeur de Brandebourg avait, en vertu d'anciens traités, déjà reçu antérieurement

hommage éventuel de la Poméranie; mais le gouvernement suédois prétendait, qu'il était autorisé par l'alliance conclue en 1630 avec le duc Bogislas, à occuper ce pays jusqu'à ce que le droit encore contesté du Brandebourg sur la succession de la Poméranie eût été définitivement décidé, et qu'on eût indemnisé la Suède des dépenses qu'elle avait faites pour soutenir les Protestants. L'électeur de Brandebourg se disposait déjà à prendre possession de l'héritage; mais les grands préparatifs que faisaient les Suédois pour s'y opposer, engagèrent l'électeur à ne pas insister pour le moment sur ses droits, et à laisser la Poméranie entre les mains des Suédois, qui dominaient sur ce pays et en percevaient les revenus.

À la fin du mois de septembre, Banner envahit par la Nouvelle-Marche la Silésie; sur quoi le comte Gallas avec les Impériaux se retira de la Poméranie dans la Marche. Cependant, dans le cours du mois d'octobre, Gallas pénétra de nouveau en Poméranie, conquit Usedom, Wolgast et Demmin, laissa des garnisons suffisantes dans les places fortes, et prit ensuite ses quartiers d'hiver dans le Mecklembourg et la basse Saxe; Banner retourna dans la Poméranie postérieure. Dans le reste de l'Allemagne, la fortune abandonna également les Suédois. Ils perdirent les places sur l'Havel, puis Dœmitz, Lunebourg et Halle avec le château de Moritzbourg. Le duc Georges de Lunebourg se déclara contre eux, et le duc de Mecklembourg paraissait vouloir suivre cet exemple. Le duc Bernard de Weimar opérait en ce temps-là avec un corps particulier, qui ne dépendait point des ordres des Généraux français, sur les deux rives du Rhin. Il conquit une partie du comté de Bourgogne et défit, le 24 juin 1637, le duc Charles de Lorraine près de Besançon. Cependant sur la rive droite du fleuve, Jean de Werth, général de la Ligue, reprit Ehrenbreitstein et toutes les batteries sur le rivage.

Le général Banner ayant reçu, au mois de juin 1638, de la Suède un renfort de 14,000 hommes, bien pourvu de munitions de guerre, expulsa les troupes impériales, épuisées par le besoin et les maladies, de la Poméranie, enleva, le 15 juillet, aux Brandebourgeois Garz-sur-l'Oder et remporta encore des avantages sur Gallas dans le Mecklembourg; ce qui obligea ce Général à faire repasser l'Elbe à ses troupes et à se retirer, au mois de novembre, en Silésie et en Bohème. Les princes du Palatinat du Rhin, Charles-Louis et Robert, avaient enrôlé avec des subsides anglais un corps d'armée, qu'ils réunirent à la division suédoise du général King en Westphalie, où il commencèrent le siège de Lemgo. Ils furent battus, le 17 octobre, par le général impérial comte de Hatzfeld près de Vlotho-sur-le-Weser, et le prince Robert fut fait prisonnier. Charles-Louis et King s'enfuirent à Minden, et plus tard en Angleterre.

Bernard de Weimar quitta dès le mois de janvier 1638 les quartiers d'hiver, qu'il avait pris dans l'évêché de Bâle, se rendit maître de Waldshut, de Seckingen et de Laufenbourg, et assiégea Rhinfeld. Il est vrai que les généraux impériaux Savelli et Werth, par le combat qu'ils lui livrèrent le 18 février, près du fort de Bucken (Beucken), l'obligèrent à lever ce siège; mais ils furent surpris, le 21 du même mois, par le duc Bernard dans leur camp près de Rhinfeld, vaincus et faits prisonniers avec les généraux Enkefort et Sperreuter et plus de 2000 hommes. Le duc de Rohan, qui était revenu de la Valteline, prit part à ce combat, et mourut des suites de ses blessures. La chûte de Rhinfeld, de Rhœteln et de Fribourg fut le résultat de cette victoire. Ensuite Bernard, qui avait été renforcé par des troupes françaises sous Turenne et Guébriant, assiégea Brisac, repoussa, le 10 août près de Winterweier, le général impérial Gœtz qui

'hommage éventuel de la Poméranie; mais le gouver-
ement suédois prétendait, qu'il était autorisé par l'al-
iance conclue en 1630 avec le duc Bogislas, à occuper
e pays jusqu'à ce que le droit encore contesté du Bran-
ebourg sur la succession de la Poméranie eût été défini-
ivement décidé, et qu'on eût indemnisé la Suède des dé-
enses qu'elle avait faites pour soutenir les Protestants.
'électeur de Brandebourg se disposait déjà à prendre
ossession de l'héritage; mais les grands préparatifs que
aisaient les Suédois pour s'y opposer, engagèrent l'élec-
eur à ne pas insister pour le moment sur ses droits, et à
aisser la Poméranie entre les mains des Suédois, qui
ominaient sur ce pays et en percevaient les revenus.

À la fin du mois de septembre, Banner envahit par la
Nouvelle-Marche la Silésie; sur quoi le comte Gallas
avec les Impériaux se retira de la Poméranie dans la
Marche. Cependant, dans le cours du mois d'octobre,
Gallas pénétra de nouveau en Poméranie, conquit Usedom,
Wolgast et Demmin, laissa des garnisons suffisantes
dans les places fortes, et prit ensuite ses quartiers d'hiver
dans le Mecklembourg et la basse Saxe; Banner re-
tourna dans la Poméranie postérieure. Dans le reste de
l'Allemagne, la fortune abandonna également les Suédois.
Ils perdirent les places sur l'Havel, puis Dœmitz, Lune-
bourg et Halle avec le château de Moritzbourg. Le duc
Georges de Lunebourg se déclara contre eux, et le duc
de Mecklembourg paraissait vouloir suivre cet exemple.
Le duc Bernard de Weimar opérait en ce temps-là avec
un corps particulier, qui ne dépendait point des ordres
des Généraux français, sur les deux rives du Rhin. Il
conquit une partie du comté de Bourgogne et défit, le 24
juin 1637, le duc Charles de Lorraine près de Besançon.
Cependant sur la rive droite du fleuve, Jean de Werth,
général de la Ligue, reprit Ehrenbreitstein et toutes les
batteries sur le rivage.

Le duc Bernard de Weimar s'était dirigé, après la prise de Brisac, vers la Franche-Comté et la Bourgogne. En hiver 1638-1639, il s'empara de Landskron, de Pontarlier et de Château-de-Joux, retourna ensuite en Alsace, battit les Lorrains, et enleva aux Impériaux Tham, leur dernière place forte en Alsace. Le cardinal Richelieu avait prié le duc de remettre Brisac aux Français, pour être occupé par eux. Mais Bernard n'eut garde de confier cette clef de l'Allemagne à des mains étrangères. Il paraissait même qu'il avait l'intention de garder pour lui l'Alsace, le Brisgau, l'Orténavie, la Forêt-Noire, ainsi que ses autres conquêtes dans les contrées du Rhin, et qu'il destinait ces pays pour noyau d'un nouvel État indépendant, qu'il se proposait d'étendre autant que possible. Par conséquent la Cour de France lui retira les subsides qu'elle lui avait payés jusqu'alors. Bernard avait dessein d'attaquer en été 1639 la Bavière dans ses propres limites, afin d'empêcher l'électeur de rien entreprendre contre le général Banner qui, comme on sait, opérait dans ce temps-là en Bohème. Mais il tomba subitement malade à Neuenbourg, et mourut le 16 juillet 1639.

Le frère aîné de Bernard, le duc Guillaume, fut empêché par la paix de Prague, à laquelle il avait accédé, de s'approprier l'armée et les conquêtes du défunt. Le prince palatin Charles-Louis, qui accourut d'Angleterre pour s'attribuer l'un et l'autre, fut arrêté dans son voyage par la France à Moulins, et tenu prisonnier à Vincennes jusqu'au mois de mars 1640. Le Cabinet français avait employé cet artifice pour tenir le prince éloigné de la dite contrée, où les chefs des troupes weimaroises, gagnés par les présents et les promesses du duc de Longueville, remirent, le 9 [illegible]ctobre 1639, leurs troupes, la forteresse de Brisac et tou[illegible]es les autres conquêtes à la France.

Le génér[illegible]ral Gallas avait, dans la dernière campagne

de Bohème, montré un tel manque d'activité et d'énergie, que l'Empereur conféra le commandement en chef à son frère, l'*archiduc Léopold-Guillaume*, grand-maître de l'ordre Teutonique. Ce prince, à la tête d'une armée de 30,000 hommes, rassemblée en Bohème, commença les opérations en février 1640. Collin fut emporté d'assaut; on franchit l'Elbe et enleva Chrudim et Kœniggrætz. Banner et Kœnigsmark avaient pris position près de Bunzlau. L'Archiduc leur présenta le combat. Mais ils se retirèrent par Leitmeritz dans les montagnes, et vers la fin de mars en Misnie. Les places fortes, encore occupées par les Suédois, Tetschen, Tœplitz et Hauenstein, se rendirent bientôt après. Le général Gœtz conduisit alors une partie de l'armée impériale en Lusace et en Silésie, pour purger aussi ces provinces d'ennemis. Le 4 avril, les généraux suédois Wittenberg et Pfuhl furent battus près de Plauen. Par suite de ce combat, Banner continua sa retraite jusqu'en Thuringe. Dans le voisinage d'Erfort, les troupes franco-weimaroises, sous Longueville et Guébriant, se réunirent aux Suédois, et Banner reçut des renforts de la part de la landgrave douairière de Hesse-Cassel, ainsi que du duc de Lunebourg, qui avait de nouveau déserté le parti de l'Empereur; par où l'armée suédoise s'accrut à 40,000 combattants. Piccolomini observait avec un corps d'armée, posté près de Saalfeld, les mouvements de Banner. Au mois de mai, ce Général se mit en marche sur Saalfeld. Plusieurs combats partiels eurent lieu; Banner n'entreprit aucune attaque générale contre l'excellente position de Piccolomini, et l'épuisement des vivres et du fourrage le contraignit, le 10 juin, à se retirer. Il prit son chemin par la forêt de Thuringe vers la Franconie, dans la vue de couper les Bavarois, qui s'étaient séparés des Impériaux et marchaient également en Franconie, et de les anéantir par sa supériorité. Mais Piccolomini et le chef des Bavarois, Mercy,

pénétrèrent le dessein du Général suédois, et surent le déjouer par de prompts et habiles mouvements. Ils se réunirent, encore une demie journée avant que Banner fût arrivé à Neustadt-sur-la-Saale, dans une position si forte, que Banner n'osa l'attaquer. Il se retira par conséquent dans la Hesse, et se retrancha dans le camp entre Wildungen et Ziegenhann. Piccolomini, qui l'avait de nouveau suivi, alla camper près de Fritzlar, à une distance de deux milles de l'ennemi. Les deux armées restèrent en présence jusque dans l'arrière-saison, inactives et éprouvant une égale disette de vivres. À la fin cependant Banner, à qui tout avait mal réussi dans cette campagne, eut plus de bonheur dans ses dernières opérations. Piccolomini se proposait de conduire ses troupes affamées dans le Brandebourg, et de les y mettre en quartiers d'hiver. Mais Banner le prévint; il gagna Hœxter avant lui, et empêcha par ses dispositions le Géneral autrichien de passer le Weser; Piccolomini se vit alors obligé de faire cantonner ses troupes dans la Franconie, tout épuisée; et Hatzfeld répartit les siennes dans les pays de Juliers, de Cologne et les terres voisines.

Les souffrances de l'Allemagne croissaient chaque année, tandis que des bandes étrangères avides, qui s'appelaient alliés, s'enrichissaient aux dépens de ce malheureux pays. Fatigués des maux terribles qui les accablaient, les princes et les États d'Allemagne demandèrent la convocation d'une Diète générale, qui pût enfin, par de sages mesures, mettre un terme aux hostilités. En conséquence, les électeurs tinrent, en janvier 1640, une assemblée à Nuremberg. L'Empereur rendit, par l'organe de ses envoyés, les princes attentifs sur le véritable et unique moyen de mettre fin à la misère de l'Empire: la réunion de tous les Allemands avec leur chef suprême contre les ennemis ouverts de l'Allemagne, contre les

aides intrus intéressés et contre les États révoltés qui adhéraient à leur parti. Le roi Chrétien IV de Danemark offrit sa médiation. Encore au mois de septembre l'Empereur ouvrit une Diète générale à Ratisbonne. Les principaux objets de la délibération furent: le rétablissement de la paix, en attendant, la vigoureuse continuation de la guerre, enfin le relèvement et l'amélioration de la Chambre impériale. L'Empereur accorda à tous les princes rebelles et alliés avec les ennemis de l'Empire des sauf-conduits pour eux-mêmes, ou pour leurs plénipotentiaires, afin qu'ils pussent prendre part aux négociations préalables relativement à la pacification. Le congrès devait être ouvert à Lubeck ou Hambourg. Le roi d'Espagne fut prié de donner aussi un pareil sauf-conduit aux ambassadeurs hollandais, et le roi Chrétien IV invita la reine de Suède à envoyer des plénipotentiaires au congrès.

Sur plusieurs autres points les sentiments des princes d'Allemagne étaient fort divisés. Les Protestants demandaient une amnistie générale et illimitée, tandis que Ferdinand et les États catholiques ne voulaient l'accorder qu'avec les restrictions stipulées par la paix de Prague. On n'était pas entièrement d'accord non plus sur les cantonnements à assigner aux troupes impériales pendant l'hiver 1640-1641; car les pays choisis à cet effet, la Westphalie et la Franconie, cherchèrent par d'instantes représentations à se délivrer de ce fardeau. Le moins se fit pour l'augmentation de l'armée germanique. On estimait le nombre des troupes existantes effectivement à 40,000 hommes, moitié cavaliers, moitié fantassins. Cette armée devait, d'après la demande de l'Empereur, être portée au double, et consister en 55,000 hommes d'infanterie et 25,000 hommes de cavalerie. Cependant, comme c'était à la Diète de procurer les fonds nécessaires pour l'entretien de ces troupes, la plupart des États cherchèrent,

sous prétexte de leur impuissance absolue, à s'exempter du payement de leur quotité; et les conférences, après avoir duré presque une année entière, eurent pour résultat final, qu'on accorda des secours non-seulement beaucoup trop tardifs, mais aussi si peu considérables, qu'il fut impossible de mettre sur pied une armée germanique, capable d'imposer du respect aux ennemis.

Pendant qu'on délibérait à Ratisbonne sur les moyens de mettre fin à cette longue et cruelle guerre, le général suédois Banner avait exécuté une entreprise hardie et décisive. Il quitta, en décembre 1640, les quartiers de rafraichissement dans les pays de Brandebourg et de Luneville, marcha vers la Thuringue, se dirigea ensuite par Neustadt-sur-l'Orla, où le maréchal Guebriant avec le ci-devant corps weimarois le rejoignit, par le Haut-Palatinat et arriva, le 17 janvier 1641, devant Ratisbonne. La Diète, consternée, voulait se sauver par une prompte fuite. L'Empereur seul resta calme au milieu des dangers qui l'entouraient. Déployant ce courage et cette fermeté qui le distinguait si éminemment, il déclare qu'il est décidé à défendre la ville jusqu'à la dernière extrémité. Il communique son intrépidité aux membres de la Diète. La terreur disparait. Ferdinand fait fermer les portes, abattre les ponts et tout préparer, pour opposer une vigoureuse résistance. On envoya des courriers en Souabe et en Franconie, pour porter l'ordre aux troupes, cantonnées dans ces contrées, de se rassembler incontinent dans les environs d'Ingolstadt. Le plan de Banner était de cerner sur les deux rives du Danube Ratisbonne, dépourvue de vivres, et de couper les transports à la ville. Il espérait la réduire, avant que les Impériaux eussent réuni une force suffisante pour délivrer la place. L'exécution de ce projet dépendait de la possibilité de traverser le fleuve qui avait gélé, et d'achever l'investissement sur la rive droite.

Effectivement une division de plusieurs centaines de cavaliers avait déjà passé le Danube sur la glace. Mais le fleuve ayant commencé à dégeler le même jour où Banner parut devant la ville, tout passage ultérieur devint impraticable; ce qui, joint à l'approche des troupes impériales qui s'étaient rassemblées près de Kehlheim et s'avançaient sur Ratisbonne, engagea les Suédois à se retirer le lendemain, après avoir tiré quelques coups de canon sur la ville.

Banner voulait se diriger vers la Bohème; mais Guebriant se sépara de lui, et marcha par Nuremberg vers le Mein. Le 21 janvier, le Général suédois occupa Cham, et mit ses troupes en quartiers dans cette ville et les environs. Ses patrouilles faisaient des courses jusqu'à Deckendorf et Passau. Au mois de mars, Piccolomini s'avança à marches forcées vers les quartiers du général Banner, qui s'échappa par Egre et Annaberg à Zwickau en Saxe. Le colonel Schlange resta avec 4000 hommes près de Neustadt dit *vor dem Walde*, sur la rivière de Schwarzach, et couvrit la marche de Banner, en arrêtant les Impériaux pendant quatre jours, au bout desquels seulement il se rendit. Alors Guebriant alla de nouveau rejoindre Banner à Zwickau. Les deux corps se postèrent derrière la Saale, près de Mersebourg et Weissenfels et se virent, dès le 14 avril, obligés de défendre le pont près de ce dernier endroit contre les attaques des Impériaux. L'armée impériale marcha, le long de la Saale à côté de Halle, à Bernbourg et y franchit le fleuve. Banner se mit alors aussi en marche vers Halberstadt, où la mort le surprit le 10 mai. Le duc Georges de Lunebourg avait également cessé de vivre, le 2 avril 1641.

Les généraux Pfuhl, Wrangel et Wiltenberg prirent le commandement par intérim de l'armée suédoise,

qui comptait encore 18,000 hommes. Les ducs de Brunswick assiégèrent Wolfenbuttel. Comme l'archiduc Léopold et Piccolomini s'approchaient pour dégager la ville, les Suédois et Guebriant avec sa division marchèrent d'Halberstadt sur Wolfenbuttel. Le 19 juin, les deux armées vinrent à se choquer. Les Impériaux furent repoussés. Pendant qu'on continuait le siége de Wolfenbuttel, le duc Auguste de Brunswick entama des négociations avec l'archiduc Léopold, et les Hessois déclarèrent vouloir retourner chez eux. Les Impériaux marchèrent, vers la fin du mois d'août, de nouveau sur Wolfenbuttel, pour forcer les Suédois à en lever le siége. En effet ces derniers se retirèrent, le 2 septembre, dans le pays de Hildesheim, et les Impériaux occupèrent plusieurs villes de cette contrée. Vers la fin de cette année, le général suédois Stallhontsch fut chassé de la Silésie, et se rendit avec ses troupes dans la Nouvelle-Marche.

Dans les Pays-Bas, où les Espagnols et les Français s'étaient fait jusqu'ici la guerre avec des succès variés, les ducs de Soissons et de Bouillon, réunis au général impérial Lamboy, vainquirent le maréchal Châtillon près de Sedan. Mais le duc de Soissons périt dans le combat, et le duc de Bouillon se vit contraint à se soumettre à la France. De la même manière le duc de Lorraine conclut avec cette Puissance un dur traité, par lequel il fut obligé de recevoir de la grâce de Louis XIII la plus grande partie de pays qu'il avait perdus, comme fiefs de la couronne de France. La Catalogne s'étant révoltée, se soumit, le 23 janvier 1641, à la domination française, ce qui fut un rude coup pour la monarchie espagnole. Cette Puissance perdit aussi à cette époque le Portugal, dont elle était depuis soixante ans en possession. La Maison de Bragance s'empara de nouveau de la souveraineté de ce royaume, et Jean IV conclut, le 1 juin

641, une alliance avec la France et la Suède. En Italie, e général Harcourt acheva la réduction du Piémont par a conquête de Cunéo. Le 30 juin 1641, un nouveau raité avait été conclu entre la France et la Suède.

La mort de l'électeur Frédéric de Brandebourg (20 ovembre 1640) fut un événement très-fâcheux pour Empereur. L'électeur avait, depuis son accession à la paix le Prague, fort vigoureusement soutenu Ferdinand III. Frédéric-Guillaume, son successeur, voulait s'affranchir, utant que possible, des engagements que son père avait ontractés envers l'Empereur, et maintenir une certaine ndépendance, qui n'était pas compatible avec ses devoirs omme vassal de l'Empereur et électeur. Quoique la uestion poméranienne, ce tison de discorde entre lui et a Suède, ne lui permît point d'être l'ami sincère de cette Puissance qui aspirait à la possession de la Poméranie, entra néanmoins avec les Suédois dans de tels rapports, u'une indemnité suffisante lui fût assurée, en cas que la Poméranie restât perdue pour le Brandebourg.

La Diète de Ratisbonne produisit cependant à la fin uelques résultats désirés et propres, comme on pouvait spérer, à l'accélération de la paix. Le 20 août 1641, Empereur accorda aussi une amnistie pour tous les États ui n'avaient pas accédé à la paix de Prague. On leur romit la pleine restitution à l'égard des biens temporels compter de l'année 1630, et à l'égard des biens ecclésiastiques depuis le 12 novembre 1627. Toutefois ette restitution ne devait avoir lieu, qu'après que tous es États se seraient effectivement réunis au chef de Empire. Les coupables parmi les États et sujets des ays héréditaires de l'Autriche restèrent seuls exceptés e l'amnistie, et l'affaire du Palatinat fut réservée à une égociation particulière. Le recez de l'Empire du 10 octobre confirma cette amnistie, et désigna les villes de

Munster et d'Osnabruck pour la tenue d'un congrès de pacification. La Diète accorda à l'Empereur cent et vingt mois romains pour la continuation de la guerre; mais de cette grande somme peu fut réellement payé.

La France et la Suède avaient accepté l'ouverture d'une conférence à Hambourg, pour arrêter les conditions préliminaires de la paix. Le 25 décembre 1641, les préliminaires furent signés par le plénipotentiaire de l'Empereur, Conrad de Lutzow, par l'ambassadeur de France, Claude d'Avaux, et par l'envoyé de Suède Salvius, et on fixa l'ouverture du congrès à Munster et à Osnabruck au 25 mars 1642. Ces deux villes devaient, pour le temps des conférences, être déclarées neutres et dispensées de leurs devoirs envers l'Empereur et l'Empire, ou envers qui que ce fût. L'Empereur refusa pendant longtemps sa ratification, après avoir fait relever son ambassadeur Lutzow, qui avait outre-passé ses pouvoirs, par le comte Weikhard d'Auersberg. Ensuite on essaya d'engager la Suède à des négociations séparées, parce qu'on était convaincu que la France ne désirait point la paix et entraverait par conséquent tout rapprochement. Mais comme ces efforts bienveillants n'eurent point le succès désiré, que la Suède faisait cause commune avec la France, et que Louis XIII avait déjà fait expédier, le 26 février 1642, son acte d'adhésion, l'Empereur signa également la ratification, le 22 juillet de la même année.

Pendant ces négociations, les hostilités avaient été continuées avec une grande activité. Le général Léonard Torstensohn avait pris le commandement de l'armée suédoise, qui s'était portée, dans l'arrière-saison 1641, de Sarstædt à Winsen-sur-l'Aller. Elle reçut de la Suède un renfort de 8000 hommes. Guebriant se sépara alors des Suédois. Il marcha avec son corps franco-weimarois au delà du Wesel sur le territoire de Cologne, où Eberstein

avec les Hessois se joignit à lui. Ensuite ces Généraux défirent, le 17 janvier 1642, le corps sous Lamboy dans la plaine appelée *Kempener-Haide*. Guebriant occupa la plus grande partie de l'archevêché de Cologne et du duché de Juliers. Torstensohn marcha, en avril 1642, par la Vieille-Marche en Silésie, prit Gross-Glogau d'assaut, assiégea Schweidnitz et vainquit, le 31 mai, le général des Impériaux François-Albert, duc de Saxe-Lauenbourg, qui voulait renforcer la garnison. Le duc mourut, le dixième jour après, des suites de ses blessures. Schweidnitz, Neisse et Troppau tombèrent au pouvoir des Suédois. Alors Torstensohn pénétra en Moravie et conquit Olmutz, le 15 juin; mais il retourna bientôt en Silésie, où il enleva Oppeln de vive force, et fit le siège de Brieg. À l'approche de l'archiduc Léopold et de Piccolomini, qui s'avançaient au secours de la place, Torstensohn s'éloigna de la Silésie et marcha, le long de l'Oder, à Guben où il se réunit, au mois d'août, avec les troupes que le général Wrangel avait amenées de la Suède. Le 2 septembre, Torstensohn dégagea Gross-Glogau, assiégé par les Impériaux, et forma alors le projet d'envahir par la Lusace la Bohème. Mais ce plan ne réussit point. Il est vrai que Torstensohn prit Zittau; mais les Impériaux évitèrent le combat, et surent arrêter Torstensohn de manière, que le manque de vivres le contraignit enfin à se retirer vers l'Elbe. Il passa ce fleuve près de Torgau et commença, le 17 octobre, le siège de Leipzig. Mais l'archiduc Léopold et Piccolomini s'étant avancés par Dresde et Meissen vers la place assiégée, Torstensohn se retira dans la plaine de Breitenfeld. Là, il vainquit, le 2 novembre, l'armée impériale et commença ensuite pour la seconde fois le siège de Leipzig, qui se rendit le 28 du même mois. Dans les derniers jours de l'année, Torstensohn entreprit, malgré l'hiver rigoureux, encore le

siège de Freiberg. Le manque de provisions et l'arrivée de Piccolomini près de Dippoldiswalde l'engagèrent, en février 1643, à se retirer par Strehle et Elsterwerda vers l'Oder.

Dans les Pays-Bas, les maréchaux Harcourt et Grammont avaient été défaits, le 26 mai 1642 à Honnecourt, par le général espagnol Don Francesco de Mello, sans que celui-ci eût tiré de grands avantages de sa victoire. Louis XIII assista lui-même, au moi de mai, au siège de Perpignan, qui se rendit le mois de septembre suivant. Les princes de Savoye se réconcilièrent par un traité, conclu le 1 juin, avec la France, et le prince Thomas se mit avec le duc de Longueville à la tête de l'armee française qui attaqua le duché de Milan, et conquit Tortone. Le 4 décembre, mourut le cardinal Richelieu. Le cardinal Mazarin le remplaça dans la dignité de premier-ministre. Le roi Louis XIII ayant aussi terminé sa carrière, peu de temps après (14 mai 1643), la reine Anne prit la régence pendant la minorité de son fils *Louis XIV*, successeur au trône.

Au mois de février 1643, le général Torstensohn pénétra de Francfort-sur-l'Oder en Lusace, et après avoir détaché Kœnigsmark en Franconie, il marcha par la Silésie en Bohème. Il se dirigea par Turnau sur Leitmeritz et franchit ensuite l'Elbe entre Brandeis et Melnik. Gallas, qui avait repris le commandement en chef de l'armée impériale, était campé près de Kœnigsgratz. Il refusa à Torstensohn, qui avait passé à côté de Prague et s'était avancé par Colin jusqu'à Chrudim, la bataille que celui-ci lui présentait. Torstensohn se dirigea alors vers la Moravie. Il y conquit Kremsier et plusieurs autres places, attaqua, il est vrai, Hradisch et Brunn sans succès, mais répandit, de sa forte position près de Tobitschau sur la Morave, l'épouvante sur tout le pays. Ses

troupes légères firent des courses jusque devant Vienne. Sur le haut Rhin Guebriant reçut, au mois d'avril, des renforts de la France, ce qui n'empêcha point, qu'il ne fût forcé par les Bavarois et les Lorrains à se retirer au delà du fleuve en Alsace. Mais le duc d'Enghien s'étant joint avec 8000 hommes au Général français, celui-ci passa, en octobre, de nouveau le Rhin et enleva, le 9 novembre, Rothweil où les Bavarois avaient leurs principaux magasins. Guebriant mourut des blessures qu'il avait reçues pendant le siège de cette ville. Le corps franco-weimarois ayant essuyé une grande perte tant par la désertion et les combats, que par la rigueur de la saison et la disette de vivres, les généraux Rosa et Ranzau le conduisirent à Dutlingen-sur-le-Danube pour se refaire; mais ces troupes furent surprises, le 24 novembre, dans leurs quartiers par les généraux Mercy, Hatzfeld et Jean de Werth, et enveloppées de toutes parts. Le 25 novembre capitulèrent 7000 hommes à Dutlingen, le jour d'après 2000 à Rothweil. L'artillerie et le bagage tombèrent entre les mains des Impériaux. En Flandre le général Don Francesco de Mello, qui avait, au mois de mai 1643, assiégé Rocroy en Champagne, fut vaincu, le 19 du même mois, par le duc d'Enghien qui enleva, le 10 août, Thionville, et le 2 du mois suivant Sirk-sur-la-Moselle. En Italie commandait, sous le prince Thomas de Savoye, d'abord le vicomte de Turenne, plus tard du Plessis Praslin. Les Espagnols conquirent Tortone, les Français Asti. En Catalogne le maréchal de la Mothe-Houdancourt remporta des avantages sur les Espagnols, et le duc de Fronsac défit leur flotte non loin de Carthagène.

Sur ces entrefaites, le roi d'Espagne avait également ratifié les préliminaires de Hambourg. Le 2 avril 1643, tous les actes de ratification des États contractants

furent échangés à Hambourg, et l'ouverture du congrès à Munster et à Osnabruck fixée au 11 juillet de la même année; mais elle n'eut, comme nous verrons, effectivement lieu qu'au mois de juin de l'année 1645.

Chrétien IV, roi de Danemark, s'était principalement chargé de la médiation de la paix, afin de garder en mains les moyens d'empêcher que les Suédois n'acquissent point des pays en Allemagne. Cette intention se prononça déjà clairement dans le congrès de Hambourg, et amena une rupture entre la Suède et le Danemark. Le manifeste, qui ne parut que le 16 janvier 1644, allégua toutefois pour motif de cette guerre, les vexations que les Danois s'étaient permises, à ce qu'on prétendait, dans les péages du Sund envers les navires suédois. Sur la fin de septembre 1643, Torstensohn avait quitté la Moravie, et s'était porté par la Silésie en Saxe. D'ici ce Général se dirigea par le Brandebourg et le Mecklembourg vers les frontières danoises. Sans avoir auparavant déclaré la guerre, Torstensohn innonda le Holstein et le Jutland, tandis qu'un autre corps d'armée envahissait le pays de Schonen. Au bout de peu de semaines, les Suédois s'étaient rendus maîtres de toutes les possessions danoises sur le continent. Si les Beltes avaient été gélées cette année-là, Torstensohn aurait certainement attaqué aussi les îles. La flotte danoise périt près de l'île de Femern. Kœnigsmark tenait en échec le prince danois Frédéric, évêque de Brême, qui se vit empêché par là de marcher au secours de son père.

L'Empereur forma, au commencement de 1644, le dessein de faire couper les Suédois, qui avaient pénétré dans le Jutlande. La force militaire, rassemblée en Bohème, fut divisée en plusieurs corps. Le général Gœtz partit avec une division pour la Hongrie; un deuxième corps devait assiéger Olmutz, un troisième couvrir la

Silésie, tandis que Gallas avec l'armée principale pénétrerait dans le Holstein sur les derrières de Torstensohn, et que Hatzfeld attaquerait Kœnigsmark. Mais cette entreprise fut exécutée par Gallas avec une extrême tiédeur. Ce ne fut que vers la fin du mois de mai qu'il se mit commodément en marche, et n'arriva qu'en juillet dans le pays de Holstein, où il prit Kiel, se réunit aux Danois et voulut, par l'occupation des défilés près de Schleswig, couper à Torstensohn sa ligne de retraite. Mais cet habile et vaillant Général marcha, au mois d'août, par Rendsbourg à côté du camp de Gallas sans que celui-ci osât l'attaquer, vers Ratzebourg. Gallas abandonna les Danois dans leur pays, et revint en toute hâte avec ses troupes aux bords de l'Elbe. Sur son passage près de Lauenbourg, son arrière-garde fut fort pressée par les Suédois. Gallas assit alors son camp près de Bernbourg et s'y retrancha. Mais Torstensohn franchit, en septembre, l'Elbe près de Boitzenbourg, et se réunit dans les environs d'Halberstadt avec Kœnigsmark. Il marcha ensuite dans le voisinage de la position des Impériaux, et menaça de couper Gallas de la Bohème. Enfin vers le milieu de novembre, Gallas se mit en marche vers Magdebourg. Là, il fut entouré par les Suédois, et sa cavalerie, qui voulait se frayer un passage vers la Silésie, fut vaincue et dispersée dans les environs de Juterbock. Kœnigsmark observa Gallas dans Magdebourg. Torstensohn prit ses quartiers d'hiver en Saxe. La disette dans le camp de Gallas augmenta à un tel point qu'il se mit, le 23 décembre, également en marche avec son infanterie, et reprit par Wittenberg et Dresde le chemin de la Bohème. En Moravie l'attaque des Impériaux sur Olmutz avait manqué. Mais en Silésie ils enlevèrent Schweidnitz, Oppeln, Wohlau et d'autres places aux Suédois.

Afin de relever la réputation des armes françaises,

déchue par la défaite près Dutlingen, Turenne amena, au printemps 1644, des troupes fraîches au Rhin, et prit le commandement de l'armée qui y était en cantonnement. Mais elle était encore si peu nombreuse, qu'elle ne fut pas à même d'empêcher les mouvements du général bavarois Mercy qui se rendit, le 28 juillet, maître de Fribourg. Cependant, après que l'armée française eut été renforcée par le duc d'Enghien, et qu'elle fut portée à 22,000 hommes, elle prit l'offensive. Le 3 août, les Français expulsèrent les Bavarois de leur camp retranché près de Fribourg. Deux jours après, ils attaquèrent ces derniers dans leur seconde position sur les montagnes, derrière Fribourg; mais ils furent repoussés, après un combat opiniâtre et sanglant. Comme les Bavarois avaient perdu beaucoup de monde dans ces deux journées, qu'ils étaient fort pressés par la faim dans les montagnes ci-dessus nommées, et qne l'armée française manoeuvrait sur leurs derrières, le baron de Mercy se retira, quelques jours plus tard, à Rottenbourg-sur-le-Necker. Cependant Fribourg resta occupée par une forte garnison. Les Français alors conquirent Manheim, Spire, Philipsbourg, Worms, Mayence, Landau et plusieurs autres places. Mercy attendit dans le camp près de Neckars-Ulm le corps impérial de Hatzfeld. Mais ce Général arriva si tard avec ses troupes que les Français, pour cette année, ne pouvaient plus être arrêtés dans leurs conquêtes.

L'armée française en Flandre, sous le duc d'Orléans, conquit Gravelines et plusieurs autres places, et le prince d'Orange avec les Hollandais s'empara de Sas-de-Gand. Piccolomini n'ayant point des forces suffisantes à opposer aux Français, dut se restreindre à les empêcher de pénétrer plus avant dans l'intérieur des Pays-Bas. En Italie aucun événement d'importance n'eut lieu pendant cette campagne.

Je reprendrai à présent l'histoire de *Hongrie* depuis l'année 1637, où Ferdinand III prit le gouvernement de ce royaume.

La première Diète que Ferdinand III convoqua à Presbourg dans les derniers mois de l'année 1637, donna à la partie protestante des États l'occasion de demander l'exercice libre de son culte, la restitution des églises dont on l'avait dépossédée etc. Par un décret, émané le 2 février 1638, l'Empereur confirma les articles du traité de Vienne de l'année 1608, qui concernaient la liberté de religion, et ordonna de faire examiner par une commission particulière les prétentions des Protestants sur différentes églises. Dans les années 1640 et 1641, l'Empereur envoya plusieurs plénipotentiaires à Constantinople, pour se maintenir en paix avec la Turquie. Ces ministres s'acquittèrent si bien de leur mission, que le sultan *Ibrahim*, qui avait succédé à son frère Amurat IV († 1640), signa, le 19 mars 1642, une prolongation de la trêve pour vingt ans.

Georges Rakotzi de Transylvanie avait déjà en 1639, où Banner avait pénétré par la Bohème en Moravie, été invité par les Puissances coalisées à prendre les armes contre l'Empereur. Mais on n'avait pu persuader le prince transylvain à aucune action hostile. Lorsque dans la suite (1642) Torstensohn fit la conquête d'Olmutz, Rakotzi ne se remua également point. Il avait seulement profité de l'instant favorable, où il ne craignait point une forte contradiction de la part de l'Empereur, pour faire élire, le 16 février 1642, son fils aîné Georges successeur à la dignité de prince de Transylvanie. Comme le sultan avait donné son consentement à cette démarche, Rakotzi espérait raffermir de cette manière la souveraineté de la Transylvanie dans sa famille. Quelque temps après, des envoyés suédois et français arrivèrent en Transylvanie, et offrirent à Rakotzi une alliance offensive contre l'Empe-

reur. Le prince leur remit les conditions, moyennant lesquelles il consentait à faire la guerre à ce monarque. Ces stipulations étaient: qu'avant toutes choses le sultan approuverait formellement la guerre contre la Hongrie, et lui assurerait, ainsi qu'à la Transylvanie, un soutien vigoureux, en cas d'une issue malheureuse de la guerre; que la France et la Suède aussi lui garantiraient la possession de la Transylvanie, et au pis aller une indemnité suffisante; que la France et la Suède payeraient au prince dans la première année 200,000, et dans les suivantes 150,000 florins, et entretiendraient auprès de l'armée transylvaine un corps de 3000 hommes d'infanterie étrangère; enfin que l'obtention de la liberté du culte protestant et réformé serait alléguée pour motif et pour but principal de la guerre. Les deux Puissances devaient en outre comprendre Rakotzi et la Transylvanie dans la future paix avec l'Empereur. Dans le temps où Torstensohn entra en Moravie, ce Général, comme aussi les plénipotentiaires français, accordèrent au prince Georges toutes ses demandes. L'ambassadeur de France à Constantinople s'était déjà employé auprès du grand vizir, pour procurer à Rakotzi la permission de faire la guerre. Cependant la Porte ne l'accorda, qu'après que le prince Georges lui eut promis pour cela un présent de 25,000 écus, et un tribut proportionné pour les comitats dont Rakotzi ferait la conquête dans la haute Hongrie. En revanche, la Porte s'obligea à faire attaquer la Pologne par les Tatars, afin d'empêcher ainsi le roi Uladislas d'inquiéter Rakotzi dans son flanc droit et de prêter tout autre secours à l'Empereur.

Ferdinand fit encore en 1643 partir un ambassadeur pour Constantinople, afin de gagner le Divan par de riches présents. Dans l'intervalle, Rakotzi parut en décembre à Patak, et attira à lui tous les mécontents de la haute Hongrie. Mais Torstensohn ayant été rappelé par la guerre,

qui venait d'éclater avec le Danemark, dans le nord de l'Allemagne, toute perspective de réunion avec la Suède dans l'année suivante avait disparu pour le prince transylvain. Le général impérial Buchain se mit en marche avec un corps de troupes nombreux, pour punir la trahison de Rakotzi et de ses partisans. Rakotzi publia un manifeste de guerre, daté de Kallo le 17 février 1644; la vue énoncée dans cet écrit était le retablissement de la liberté du culte évangélique; le véritable but, qu'on cachait soigneusement au peuple, mais dont on était convenu avec la Turquie, était d'enlever, s'il était possible, à la Maison d'Autriche toute la Hongrie supérieure, et de réunir ce pays à la Transylvanie sous la domination de Rakotzi. Le manifeste impérial du 23 février dévoila les plus secrets desseins du prince, ses négociations perfides avec les Ottomans, les Français et les Suédois, pour le morcellement du royaume de Hongrie &c. Alors Rakotzi pria le Divan de lui envoyer des troupes auxiliaires. Mais l'ambassadeur impérial à Constantinople sut faire échouer cette espérance, et le Divan signifia au prince de Transylvanie, „que la Porte ne lui permettait point d'arracher *treize comitats* au royaume de Hongrie, mais seulement *sept*, comme Bethlen les avait déjà une fois possédés.“ De nouveaux manifestes émanés, de l'Empereur le 16 mars, de Rakotzi le 29 du même mois, annoncèrent le commencement des hostilités.

Rakotzi marcha avec ses forces principales sur Cassovie. Cette place se rendit, de même que Szathmar, Husst et Szendrő. Ensuite les colonnes transylvaines s'avancèrent par les villes situées dans les montagnes et Liptau. Mais, comme Buchain passa la Gran pour se porter en Transylvanie, Rakotzi concentra son armée près de Patak, et alla par Filek à la rencontre de l'armée impériale. Toutefois il était résolu à ne point livrer de bataille, mais il voulait

seulement fatiguer les Impériaux par de fréquentes attaques. Pour le forcer au combat ou à la retraite, le général Buchain s'avança avec impétuosité contre le Transylvain, qui prit le dernier parti et se replia par Szendrő sur Patak. Buchain et Gœtz enlevèrent Szendrő et Szerents, et assiégèrent Cassovie et Sáros.

Pendant ce temps-là, le général transylvain Jean Kemeny opérait fort activement dans le flanc et sur les derrières des Impériaux. Il reprit Szerents, dégagea Cassovie, approvisionna Sáros, coupa les transports aux Impériaux, et les força en juillet à se retirer par Leitschau et Bajmo.

Dès le mois d'août, on entama des négociations pour retablir la paix, et en septembre un congrès s'assembla dans Tyrnau. Les revers que l'armée impériale sous Gallas avait essuyés dans le pays de Holstein et en Saxe, relevèrent les espérances de Rakotzi et des autres ennemis de l'Autriche. L'Empereur ayant appris bientôt après, que le prince transylvain sollicitait instamment la Porte Ottomane à lui envoyer des troupes auxiliaires pour la campagne prochaine, envoya le général Buchain à Constantinople, pour mettre Rakotzi en défaveur auprès du Divan, et obtenir un firman qui enjoignît à ce prince turbulent de tenir la paix. Dans l'intervalle, les négociations à Tyrnau furent continuées pendant tout l'hiver.

Comme Torstensohn laissait apercevoir l'intention d'envahir la Bohème, le général comte de Hatzfeld fut chargé de défendre ce royaume avec l'armée qui s'était formée des restes de celle de Gallas qui avait été démis du commandement en chef, du corps de Hatzfeld, de celui du général Gœtz qui avait été jusqu'alors en Hongrie, et de quelques mille Bavarois. Torstensohn envoya Kœnigsmark dans la basse Saxe où ce Général conquit, au mois de mars, les pays de Brème et de Verden. Lui-même

ı par la Bohème vers la Moravie. Après avoir tra-
les cercles de Saaz et de Pilsen, et franchi la Mol-
il apprit que l'armée impériale s'approchait pour
ıer; ce qui l'engagea à prendre position près de Jan-
Jankowitz), à trois milles de Tabor. Le 6 mars,
x armées vinrent aux prises. La victoire se déclara
es Suédois. Le général Gœtz et 4000 Impériaux
tués, et le commandant en chef Hatzfeld avec le
nombre de guerriers tomba au pouvoir de l'ennemi.
cette défaite, Gallas eut de nouveau le commande-
ıvec l'ordre de former une nouvelle armée des dé-
ɜ l'armée vaincue de Hatzfeld et des levées consi-
ɜs de soldats qu'on venait de faire. Mais Torsten-
'ofita de sa victoire avec une activité rapide. Il acheva
ıuête de la Moravie, à l'exception de Brunn qui fut
. Ensuite il pénétra par l'Autriche septentrionale
ıu Danube, prit plusieurs châteaux forts, les villes
in, de Crems et de Corneubourg, puis la batterie
ıvrait le pont dit *Wolfsbrücke* près de Vienne, sur
gauche du fleuve. Cette capitale se vit alors me-
l'autant plus dangereusement, que le prince de Tran-
ie recommença, à l'entrée du printemps, également
ıtilités.

es négociations à Tyrnau avaient été continuées jus-
mois de mars. Mais aussitôt que la nouvelle de la
des Impériaux fut arrivée, le congrès se sépara
otzi fit, le 22 avril à Munkacs, un traité d'alliance
ı France, pareil à celui qu'il avait conclu, l'année
ente, avec les Suédois. Vers le même temps arriva
an du Grand-Seigneur, qui enjoignit à Rakotzi de
ı paix, et de se contenter de la possession des sept
ıs hongrois déjà mentionnés. Ce nonobstant le prince
vain se mit en marche vers Rima-Szombath, où une
e défense de la Porte lui parvint, et ensuite il s'avança

par Filek vers Kis-Tapolcsan, où un troisième ordre du sultan lui fut remis. L'avant-garde transylvaine, commandée par le général Bakos, se réunit en Moravie à celle des Suédois, sous le général Duglass. Sur la fin du mois, les Transylvains occupèrent Tyrnau, et Rakotzi menaça Presbourg. Le fils de ce prince, Sigismond, et le général Kemeny conduisirent un autre corps à l'armée de Torstensohn près de Brunn, et continuèrent ensuite avec lui leur marche sur Vienne. Dans l'entrefaite, Rakotzi reçut une quatrième lettre monitoriale de la Porte avec la menace, qu'une armée ottomane entrerait en Transylvanie, si le prince ne cessait sur-le-champ les hostilités contre l'Empereur. En même temps, l'archiduc Léopold et le général Buchain entreprirent des mouvements sur les derrières de l'armée transylvaine, pour dégager Szendrő et pénétrer en Transylvanie.

Dans de telles circonstances, Rakotzi ne tarda point à faire la paix sous des conditions avantageuses. L'Empereur signa à Vienne, le 8 août 1645, le traité par lequel les sept comitats que Bethlen avait possédés, furent remis au prince pour sa vie durante. L'Empereur consentit aussi à ce que les fils de Rakotzi eussent la jouissance à vie de deux de ces comitats, savoir ceux de Szabolcs et de Szathmar, et concéda en outre à la famille du prince des domaines très-considérables en Hongrie; savoir: Tokai, Tarczal, Regets et Etsed, pour les posséder en toute propriété. En retour Rakotzi renonça à toute union avec la France et la Suède et ratifia le traité, le 26 octobre à Albe-Julie (*Weissenbourg*). Le 16 septembre 1645, émana aussi l'ordonnance impériale, qui accordait la liberté de religion aux Hongrois. L'exercice illimité du culte évangélique pour tous les états et classes du peuple, la restitution de toutes les églises, presbytères et revenus ecclésiastiques, qu'on avait pris aux Protestants, la réintégration des prédica-

teurs &c., furent octroyés dans cet édit souverain, qui assurait aussi une amnistie générale pour les Hongrois qui avaient pris les armes contre l'Empereur, ainsi que la restitution réciproque des biens confisqués par les deux partis.

Le général Torstensohn, qui avait traversé en conquérant l'Allemagne, la Bohème et la Moravie, voyant ses opérations entravées par la paix entre l'Empereur et Rakotzi, quitta, après le départ des Transylvains et à l'approche du général Buchain, qui menaçait ses communications sur les derrières, les bords du Danube, et repassa la Taya (*Taja*). Ensuite il leva aussi le siège de Brunn qu'on avait continué durant quatre mois. La faim et les maladies avaient tellement délabré son armée qu'elle ne comptait plus que dix mille hommes. Il laissa des garnisons dans les places qu'il avait conquises en Moravie et en Autriche, et retourna en Bohème. L'archiduc Léopold-Guillaume l'y suivit, et chassa l'ennemi d'une grande partie de ce pays. Cependant les Suédois restèrent pendant tout l'hiver cantonnés dans les districts occidentaux du royaume. Les endroits, encore occupés par les Suédois en Autriche, Crems, Corneubourg etc. furent reconquis 1645 - 1646 par le général Buchain; en Moravie le général de Souches se rendit maître de Lundenbourg, de Maydenberg et de Nikolsbourg.

Le roi de Danemark avait éprouvé dans cette guerre les revers les plus funestes. La France ménagea enfin la paix, qui fut signée à Bœrmsebro, le 13 août 1645, et par laquelle le Danemark céda plusieurs provinces et îles à la Suède, et accorda aussi aux vaisseaux de cette Puissance l'exemption de péage sur le Sund. Sur ces entrefaites, Kœnigsmark avait tellement saccagé les pays de l'électorat de Saxe, que l'électeur conclut, le 27 août à Kletschenbroda près de Dresde, une trêve de six mois, par

31*

laquelle il assura aux Suédois une contribution de 11,000 écus par mois, s'engagea à leur fournir, également tous les mois, une certaine quantité de vivres et de fourrage. En revanche toutes les places de l'électorat de Saxe, à la réserve de Leipzig, furent évacuées par les Suédois. Cette trêve fut constamment renouvelée, dans les années suivantes, jusqu'à la paix de Westphalie.

Le corps français sous Turenne marcha, dans les premiers mois de 1645, par la Souabe en Franconie, et s'empara de Schwæbisch-Hall, de Rothenbourg-sur-le-Tauber et de plusieurs autres endroits. Mais le 25 avril, Turenne fut surpris dans son camp près de Mergentheim par le feldmaréchal bavarois Mercy et mis en fuite; sur quoi ce dernier s'avança vers la Hesse. Turenne rassembla, dans les mois suivants de nouveau ses troupes près de Philipsbourg, tira à lui le corps du duc d'Enghien qui se trouvait en Champagne et en Alsace, comme aussi quelques régiments suédois et hessois, et suivit le général Mercy, qui s'était retiré de la Hesse en Souabe pour couvrir la Bavière. Le 3 août, il y eut, près du village d'Allersheim-sur-la-Wernitz, une action dans laquelle, après un combat des plus sanglants, et après que Mercy eut été tué, les Bavarois se retirèrent à Donauwœrth. Cette victoire, achetée chèrement, avait si fort affaibli l'armée française, que Turenne s'arrêta dans la contrée de Heilbron, qu'il assiégea. En octobre, l'archiduc Léopold avec un corps de troupes de Bohême rejoignit les Bavarois, marcha sur Heilbron, et força Turenne à se retirer par Wimpfen, Philipsbourg et au delà du Rhin. En novembre, Turenne enleva la ville de Trèves aux Espagnols.

Le duc de Lorraine ayant, peu de temps après que la France lui eut rendu ses États, recommencé les hostilités, le marquis de Villeroi marcha contre lui et s'empara, le 7 juillet 1645, du château très-fort de La Mothe.

les Pays-Bas, le duc d'Orléans et les maréchaux
on et Ranzau, sans s'inquiéter des mouvements de
lomini, prirent successivement plusieurs places fortes:
yck, Cassel, Saint-Venant, Bethune, Armentières
Ensuite les maréchaux, réunis aux Hollandais sous
nce d'Orange, passèrent l'Escaut et enlevèrent
e Hulst, Lens, Orchies et autres endroits. Toutefois
spagnols reconquirent, vers la fin de la campagne,
el et Mardyck. En Catalogne, les Français se ren-
maîtres de Rosas, et après avoir défait sur la Sègre
rps espagnol, ils s'emparèrent aussi de Balaguer;
Italie ils conquirent Vigevanno et la Rocca. La
te de France rendit, par le traité du 3 avril, au
duc de Savoye Turin et plusieurs autres places
ys.
Pendant que tous ces événements militaires se pas-
, on avait continué les négociations à Munster et à
bruck. Dès le mois de mai 1643, les plénipotentiaires
iaux étaient arrivés dans ces villes. Il fut convenu,
es ambassadeurs du pape et de Venise ménageraient
ister la paix entre l'Empereur et la France, et qu'on
rait à Osnabruck avec la couronne de Suède, sous
emise du Danemark. Mais les Suédois ayant écarté
diation danoise, ce ne fut que le 1 décembre 1644
es pleins pouvoirs des plénipotentiaires impériaux
échangés à Osnabruck contre ceux des plénipo-
ires suédois. L'échange des pleins pouvoirs des en-
impériaux et espagnols à Munster contre ceux des
res français eut lieu le 16 février 1645. Les pléni-
iaires suédois arrivèrent à Osnabruck vers la fin
vembre, ceux de France à Munster au mois de
de l'année suivante. Les ministres français et sué-
remirent, au mois de juin, leurs propositions qui
ois étaient si peu raisonnables que l'Empereur,

malgré son extrême désir de rappeler la paix et le bonheur au sein de ses États, ne pouvait les accepter sans compromettre et sa dignité et les intérêts de la Monarchie. Les deux Puissances demandaient entre autres, que l'Empereur accordât une amnistie générale illimitée à tous les États allemands, et que ceux-ci fussent rétablis, relativement à leurs dignités, biens et droits, sur le pied où ils se trouvaient dans l'année 1618, y compris toutes les personnes natives des pays héréditaires de l'Empereur qui avaient servi les deux Puissances contre ce monarque, soit dans la guerre, soit autrement; que tous les us et coutumes, constitutions et lois fondamentales de l'Empire d'Allemagne, surtout la bulle d'or, fussent à l'avenir observés exactement; qu'on n'élût plus jamais, du vivant de l'Empereur, un roi des Romains, afin que l'Empire ne devînt point héréditaire dans une seule famille. La Suède et la France réclamaient pour le passé un dédommagement qui leur donnât en même temps sûreté pour l'avenir, et en outre l'acquittement de toutes les prétentions de leurs troupes et celles de leurs alliés, comme p. e. de la landgrave de Hesse-Cassel, du prince de Transylvanie &c. Dans les propositions françaises il fut encore ajouté, qu'après que la France aurait fait la paix avec l'Empereur et l'Espagne, ce monarque ne se mêlerait point dans les guerres, qui pourraient avoir lieu dans la suite entre la France et l'Espagne. Comme, d'un autre côté, les États protestants, à qui l'Empereur avait permis d'envoyer aussi des députés au congrès, formèrent des prétentions non moins outrées, on travailla en vain à un rapprochement entre les deux partis de religion jusqu'au mois de novembre 1646, où le premier ministre d'État impérial, comte Maximilien de *Trauttmansdorf*, muni de pouvoirs fort étendus, arriva à Munster, et avança par sa loyauté connue, par son amour sincère de la paix et par son habilité

à négocier, beaucoup l'oeuvre de pacification. L'armistice proposé n'avait pas été accepté, parce que la France et la Suède espéraient accélérer par d'heureuses opérations les progrès des conférences. Gustave Wrangel avait en hiver 1645-1646 remplacé le célèbre général Torstensohn qui, accablé d'infirmités, avait donné sa démission, dans le commandement de l'armée suédoise, cantonnée en Bohème et en Thuringe. L'archiduc Léopold-Guillaume qui avait rassemblé près de Klattau 24,000 Impériaux, et tiré à lui une partie de l'armée bavaroise, marcha en février 1646 contre Wrangel. Ce Général, qui n'avait pas eu le temps de réunir son armée, forte de 28,000 hommes, évacua la Bohème, et gagna en toute hâte par la Misnie et la Thuringe les bords du Weser. Au printemps, il se dirigea vers la Vettéravie, et prit une position près de Wetzlar, dans laquelle il attendit Kœnigsmark qui était en Westphalie, et Turenne qui se trouvait au Rhin, pour marcher ensuite en Bavière. Mais Turenne éluda sous différents prétextes la demande du général suédois; et ce ne fut qu'après que le cardinal Mazarin le lui eut expressément ordonné, qu'il se réunit avec Wrangel, à Giessen le 10 août 1646.

L'archiduc Léopold-Guillaume, qui se trouvait alors avec l'armée impero-bavaroise près de Friedberg, n'accepta point la bataille que lui présentait l'ennemi, mais il chercha à arrêter, par des manoeuvres, les alliés dans leur marche vers la Bavière. Toutefois Wrangel gagna sur lui les devants au Mein, se dirigea ensuite vers la Souabe, passa le Danube près de Donauwœrth et de Lauingen, puis le Lech près de Rain et commença, le 28 septembre, le siège d'Augsbourg. L'archiduc marcha alors par la Franconie et le Haut-Palatinat, et arriva quinze jours plus tard au secours de la place menacée; sur quoi Wrangel se retira, le 13 octobre, à Lauingen.

L'Archiduc espérait éloigner les ennemis du voisinage de la Bavière, en occupant un camp retranché au delà du Lech près de Memmingen. Mais, au lieu de le suivre en Souabe, Wrangel et Turenne passèrent le Lech dégarni, prirent Landsberg, où se trouvaient les principaux magasins de l'Archiduc, et pénétrèrent fort avant en Bavière. Leurs courreurs parurent devant les portes de Munich. Le prince autrichien, se voyant empêché par l'épuisement des vivres, de tenter de nouvelles opérations, laissa partir les Bavarois pour aller défendre leur pays, et s'approcha avec les troupes impériales des frontières de l'Autriche. Wrangel fut bientôt après contraint de mettre fin à son expédition dévastatrice, le vicomte de Turenne lui ayant déclaré que des négociations sur une trêve entre la France et la Bavière avaient été entamées, et que par conséquent il allait évacuer la Bavière et marcher au delà du Lech en Souabe. Quoique Wrangel protestât grandement contre un tel armistice particulier, il se vit néanmoins obligé de quitter la Bavière en même temps que Turenne. Les Suédois prirent les quartiers d'hiver au lac de Constance, les Français dans les pays de Wurtemberg et de Bade.

En automne 1646, le général suédois Wittenberg avait fait avec un corps nombreux une invasion en Silésie, et repoussé le comte Raimond Montecucoli, général de l'Empereur, jusqu'en Bohême. Près de Kœnigshof Wittenberg remporta des avantages sur ce corps impérial, et marcha ensuite, sans trouver d'obstacle, en Moravie. Après avoir renforcé la garnison d'Olmutz, il retourna en Silésie. Montecucoli avait pris alors une bonne position près de Kœniggrætz, où Wittenberg n'osa pas l'attaquer. Mais les Impériaux n'étaient pas assez en force, pour arrêter les Suédois dans leur marche.

Dans les Pays-Bas, les ducs d'Orléans et d'Enghien

conquirent Courtrai. Les Français et les Hollandais terminèrent la campagne par la conquête de Saint-Vinax (près de Courtrai), de Mardyck et de Dunkerque.

Quoique l'Empereur cherchât à empêcher la conclusion de l'armistice entre la France et la Bavière, par où il perdait son plus puissant et fidèle allié, on n'en commença pas moins, en janvier 1647 à Ulm, les négociations relatives à cette affaire. Comme les ambassadeurs impériaux, d'après leurs instructions, ne pouvaient accéder aux conditions proposées, et que la France et la Suède n'inclinaient aucunement pour une trêve générale, mais voulaient seulement, par des conventions séparées, priver l'Empereur de ses alliés, le traité fut conclu, le 14 mars, par la Bavière seule, tant avec la France qu'avec la Suède, et ratifié par l'électeur le 19 du même mois. Les Suédois rendirent à l'électeur toutes les places conquises en Bavière, et Maximilien remit aux alliés différentes villes et terres, occupées par ses troupes en Souabe et en Franconie. L'électeur de Cologne et la landgrave de Hesse-Cassel furent compris dans le traité. Tous les trois princes devaient rester neutres pendant la durée de cette guerre. Turenne alors se mit en marche du haut Rhin par le territoire de Mayence et de Hesse-Darmstadt, dont il contraignit les Souverains par la force des armes à accepter la neutralité; après quoi il se rendit avec ses troupes dans les Pays-Bas.

Wrangel avait conquis, au commencement de 1647, la ville de Brégenz. Il se porta alors en Franconie, réduisit Schweinfort le 25 avril, et se dirigea ensuite vers la Bohème. Ce Général et ses troupes marchèrent à cette expédition avec une confiance entière, persuadés que l'Empereur, abandonné de tous les princes et États d'Allemagne, ne pourrait leur résister. En effet, ce monarque se trouvait dans une position assez embarrassante;

il ne lui restait plus d'autre allié que le roi d'Espagne, qui avait lui-même de la peine assez à se défendre contre les Français et les Hollandais. L'armée impériale était très-faible, et venait de perdre par la mort son général en chef, le comte de Gallas. Dans ces circonstances fâcheuses, l'Empereur que le courage n'abandonnait jamais, fit pousser l'enrôlement de troupes avec tant d'activité, qu'au bout de peu de semaines une armée de 20,000 hommes fut rassemblée près de Budweis. Il en confia le commandement à *Melander*, *comte de Holzapfel*, qui avait quitté le service hessois. Comme dans l'intervalle Wrangel avait commencé le siège d'Egre, l'Empereur, qui était venu au camp de Budweis pour encourager les troupes par sa présence, marcha lui-même avec l'armée au secours de cette ville; mais il arriva trop tard, car la place s'était déjà rendue. La position qu'avait prise l'armée impériale empêcha les Suédois de pénétrer plus avant en Bohème. Ils tentèrent encore, le 10 juillet, une attaque subite sur le camp de l'Empereur; mais cette entreprise ayant manqué, Wrangel se retira par la Forêt de Bohème dans la position près de Plan. L'Empereur alla camper près de Pilsen.

Les Généraux et principaux officiers bavarois, et nommément Jean de Werth, Spork, Solms et autres, étaient fort mécontents de l'armistice conclu par l'électeur, et ils se conjurèrent pour se ranger avec l'armée sous les drapeaux de l'Empereur. Mais Maximilien fut averti assez à temps de ce qui se passait, pour déjouer le complot. Alors Ferdinand III, qui avait rejeté la trêve particulière faite par ce prince, comme étant un acte contraire au devoir d'électeur et de vassal, somma lui-même, par des lettres avocatoires datées de Pilsen le 14 juillet 1647, les troupes bavaroises, comme sujets et soldats de l'Empire, de se joindre à l'armée du chef de l'Empire. Ces événe-

ments ne laissèrent pas d'affecter l'électeur; mais ce qui le chagrinait le plus, c'était que la France et la Suède, loin de tenir la promesse qu'elles lui avaient faite d'accélérer par leur condescendance la conclusion de la paix, haussaient encore de plus en plus leurs prétentions, et que particulièrement la Suède et les princes protestants de l'Empire n'avaient aucun égard aux demandes, même les plus équitables, des Catholiques. Ce precédé peu loyal de la part des ennemis de l'Empereur, non moins que le reproche que les envoyés des États catholiques faisaient à Maximilien d'avoir abandonné la cause de leur parti religieux, et peut-être aussi la crainte que l'Empereur ne lui ôtât la dignité électorale pour la rendre à la Maison palatine, déterminèrent le prince bavarois à conclure, le 7 septembre, un nouveau traité avec ce monarque. Il fut convenu, que les troupes bavaroises se réuniraient de nouveau à l'armée impériale; on y ajouta toutefois la clause qu'elles ne seraient employées pour le moment que contre les Suédois seuls, et qu'elles n'agiraient contre les Français que dans le cas où ceux-ci commenceraient eux-mêmes les hostilités contre la Bavière. Le 14 septembre, l'électeur dénonça l'armistice au général Wrangel; mais il fit en même temps demander à Turenne, que la trêve et la neutralité fussent continuées entre la France et la Bavière.

Wrangel évacua alors la Bohème, et se retira par la Saxe et la Thuringe vers le Weser. Pendant que Maximilien faisait assiéger, par une division de ses troupes, la ville de Memmingen, occupée par les Suédois, son général Gronsfeld et le général impérial Melander poursuivirent avec 24,000 hommes fort vivement les Suédois, sans toutefois profiter de la situation dangereuse de l'ennemie. L'électeur Maximilien était retenu par les menaces de la France, qui avait déclaré qu'elle dirigerait toutes

ses forces contre les Bavarois, s'ils osaient franchir le Weser. Par conséquent Gronsfeld se vit obligé de ralentir sa marche. Melander se rebattit sur la gauche, et vint fondre en novembre sur le pays de Hesse-Cassel qu'il ravagea cruellement. Au mois de décembre il conduisit les troupes impériales dans la Thuringe, pour y passer l'hiver, et les Bavarois se cantonnèrent en Franconie. Wrangel fit hiverner son armée en Saxe, en Westphalie et dans la Hesse. En Moravie, les généraux de l'Empereur Buchain et Souches avaient fait inutilement une nouvelle tentative pour s'emparer d'Olmutz. Cependant, la ville d'Iglau se rendit après une longue résistance.

Dans l'année 1648, le prince de Condé conquit Ypres en Flandre; mais en revanche l'archiduc Léopold, qui avait été nommé, l'année précédente, gouverneur-général des Pays-Bas, enleva aux Français Courtrai, Furnes et Lens. Le prince de Condé était, il est vrai, arrivé trop tard, pour délivrer cette dernière place; mais il remporta néanmoins, le 29 août, dans le voisinage de cet endroit une victoire sur l'Archiduc, et reprit ensuite Furnes et Lens. Ce fut vers le même temps que les troubles de la *Fronde* éclatèrent en France, le parlement et plusieurs Grands du royaume s'étant soulevés contre le gouvernement de la reine Anne et du cardinal Mazarin.

Le général Wrangel s'était mis, au mois de janvier 1648, en marche de Cassel avec le dessein de transporter la guerre en Bavière. Le vicomte de Turenne avait passé le Mein avec 7000 hommes, et sa jonction avec les Suédois s'opéra, le 23 mars, prés de Wassertrudingen. Melander, qui avait rassemblé les Bavarois et les Impériaux dans la position entre Neubourg et Ingolstadt, traversa alors le Danube et se retira sur les bords du Lech. Wrangel se porta vers le Haut-Palatinat, et fit dégager par Kœnigsmark la forteresse d'Egre, assiégée par les

Impériaux (6 avril). Melander suivit les Suédois dans le Haut-Palatinat. Mais la disette de vivres contraignit les deux armées à s'éloigner de ce pays. Melander repassa le Danube; Wrangel marcha en Souabe, où il se rendit maître de Dunkelspuhl. Vers le milieu de mai, ce dernier Général et Turenne se mirent en mouvement vers le Danube, franchirent ce fleuve, le 11 mai près de Lauingen, et attaquèrent, le 17 du même mois, les Impériaux et les Bavarois près de Zusmarshausen dans le margraviat de Burgau. Melander perdit la bataille et la vie. Le général bavarois Gronsfeld chercha en vain à couvrir la Bavière, et fut obligé de se retirer au delà du Lech. Les Suédois et les Français passèrent, le 29 mai, près de Rain le fleuve et inondèrent ensuite le pays, qui fut cruellement ravagé. L'électeur se sauva à Salzbourg. Les ennemis occupèrent Frisingue et Landshut, passèrent l'Iser, mais ne purent pénétrer par l'Inn dans la haute Autriche, tous leurs efforts pour rétablir le pont rompu près de Muhldorf ayant été rendus vains par l'impétuosité du courant. Derrière ce fleuve s'était rassemblée l'armée bavaro-impériale dont le général Piccolomini, qui était arrivé des Pays-Bas, prit le commandement. Il contraignit en octobre les ennemis à évacuer la Bavière et à se retirer en Souabe. Le général Lamboy avait continué la guerre en Westphalie, en Hesse et dans la contrée du Rhin voisine, où il ne se livra qu'un seul combat important près de Grevenbourg entre les Impériaux et les Hessois. Dans l'entrefaite, la Bohème avait été attaquée de nouveau par les Suédois. Wrangel avait détaché le général Kœnigsmark vers le Haut-Palatinat, pour séparer par une diversion en Bohème les Impériaux des Bavarois. Arrivé à Egre, Kœnigsmark tira à lui toutes les garnisons suédoises de la Misnie et de la Thuringe, prit Falkenau, Klattau, Bischofteinitz et plusieurs autres

endroits, et s'avança ensuite à marches forcées sur Prague. Son avant-garde surprit le Hradschin, et conduit par un traître, il pénétra avec le corps d'armée principal, dans la nuit du 16 juillet, par la porte de Strahow, dans le Petit-Côté *(Klein-Seite)*. Par l'alarme qui se répandit rapidement, la garnison de la Ville-vieille *(Altstadt)* fut avertie encore assez tôt pour se garantir d'une surprise. Pour conserver Prague, le général Wittenberg, qui se trouvait en Silésie, et plus tard aussi le comte palatin Charles-Gustave, qui avait été nommé général en chef de l'armée suédoise en Allemagne, étaient arrivés avec quelques troupes fraiches dans ce pays et marchèrent vers la capitale de Bohème. La Ville-vieille était assiégée depuis le 27 juillet par les Suédois, et défendue par le feldmaréchal Rodolphe comte de Colloredo. Le manque de fourrage contraignit le général Buchain à quitter, le 15 août, Prague avec la cavalerie, pour se réunir à l'armée impériale du général Golz près de Budweis. Mais Wittenberg le poursuivit, le battit, le 19 du même mois, près du château de Hluboka, et le fit prisonnier avec la plus grande partie de ses cavaliers. Ensuite il conquit Tabor et retourna sur la fin de septembre à Prague. Le comte palatin Charles-Gustave y arriva, le 3 octobre. Le siège de la Ville-vieille fut continuée avec beaucoup de vigueur. Mais la vigilance du général Colloredo fit échouer toutes les attaques de l'ennemi; en sorte que Prague resta partagée entre les Impériaux et les Suédois, et devint le théâtre d'une lutte fort vive, qui dura près de trois mois. Comme vers la fin d'octobre le général d'artillerie impérial Golz s'avançait avec 8000 hommes, pour dégager Prague, et était déjà arrivé jusqu'à Sazawa, les Suédois levèrent, le 2 novembre, le siège de la Ville-vieille. Charles-Gustave et Wittenberg marchèrent à Brandeis, et Kœnigsmark resta avec ses troupes dans le Petit-Côté

de Prague. Le jour suivant (le 3 novembre) on reçut la nouvelle, que la paix avait enfin été conclue.

Les prétentions immodérées de la France et de la Suède firent voir clairement aux Allemands, quels amis intéressés ils s'étaient choisis pour aides et défenseurs. Indépendamment des conditions qui concernaient les rapports intérieurs de l'Empire germanique et de la religion, d'ailleurs déjà comprises dans les propositions préliminaires, la France demandait pour elle les trois évêchés lorrains: Metz, Toul et Verdun, toute la haute et basse Alsace, le Sundgau et le Brisgau, la ville de Brisac, les villes forestières au Rhin, le droit de garnison dans Philipsbourg, enfin l'exclusion du duc de Lorraine des présents traités. La Suède exigeait, outre les points généraux énoncés dans les préliminaires, que l'amnistie fut étendu sur les pays autrichiens, que les réformés fussent compris dans la paix, et réclamait, pour elle-même, toute la Silésie et la Poméranie avec l'évêché de Camin, la ville de Wismar, l'archevêché de Brème et l'évêché de Verden. Cependant ces pays ne devaient pas être séparés de l'Allemagne, mais seulement être cédés à la couronne de Suède, comme fiefs de l'Empire. Quoique les États des deux partis de religion fussent de sentiment opposé à l'égard de l'amnistie, la plupart se déclarèrent résolument contre l'intervention des étrangers dans les affaires intérieures de l'Empire germanique, et surtout contre toute cession territoriale à la France et à la Suède. Il n'y eut que la Bavière, Magdebourg, Bade-Durlach et Wurtemberg qui furent d'avis qu'il fallait absolument conclure la paix, dût-on même faire de grands sacrifices. Chaque point en particulier donna lieu à de vives contestations, et plus d'une fois la rupture des négociations paraissait inévitable. La longanimité de l'Empereur, le zèle actif des ambassadeurs du pape et de Venise qui,

par leurs sages et instantes représentations, contribuèrent beaucoup à engager la France, la Suède et les Protestants d'Allemagne à modérer leurs prétentions, non moins que la signature de la paix entre l'*Espagne* et les *États-Unis*, conclue à Munster le 30 janvier 1648, et par laquelle le roi Philippe IV reconnaissait la liberté et la souveraineté indépendante des Provinces-Unies, et renonçait pour toujours à toutes les prétentions de sa Maison sur ces pays, produisirent enfin le résultat si vivement et si généralement désiré. Les traités de paix de l'Empereur et de l'Empire germanique avec la France et la Suède, furent signés le 24 octobre 1648.

Le traité, qui fut conclu à Osnabruck avec la *Suède*, fixait d'abord, que dans cette paix étaient compris l'Empereur, la Maison d'Autriche, tous les alliés, particulièrement l'Espagne et les princes d'Allemagne, d'une part, et la Suède et ses alliés, d'autre part, et stipulait une amnistie générale et réciproque, ainsi que le retablissement des États, vassaux, bourgeois et sujets allemands dans les biens, dignités, droits et franchises qu'ils avaient perdus par cette guerre. Il fut réglé, que la dignité électorale, le Haut-Palatinat et le comté de Cham demeureraient à la Bavière, tant qu'il y aurait des héritiers mâles dans la ligne actuellement régnante. L'électeur Maximilien renonça aux treize millions de florins que l'Autriche lui devait, et à toutes les prétentions sur la haute Autriche, provenant de cette créance. Un *huitième électorat* devait être érigé en faveur de Charles-Louis, comte palatin du Rhin et de sa famille; on lui rendit le Bas-Palatinat, et lui concéda le droit sur la dignité électorale de Bavière, après l'extinction des mâles dans cette ligne. Wurtemberg, Bade et tous les autres États furent réintégrés dans les villes, districts, droits &c. qu'ils avaient perdus pendant la guerre. La *Confédération suisse* fut déclarée libre et indépendante pour toujours de l'Empire germanique.

Les vassaux et sujets dans les États héréditaires d'Autriche furent compris, pour leurs personnes, sans exception dans l'amnistie. Toutefois à l'égard de leurs biens, il fut convenu, qu'une restitution n'aurait lieu que pour ceux qui étaient entrés au service de France et de Suède, et n'avaient perdu que depuis cette époque quelques propriétés par la confiscation.

Relativement à la religion, on confirma avant toutes choses le traité de Passau et la paix de religion, et concéda aux deux partis une parfaite égalité des droits. Les changements faits en affaires ecclésiastiques, depuis le 1 janvier 1624, devaient être supprimés et tout remis sur l'ancien pied. Cette disposition s'étendait aussi sur les dignités, biens et revenus ecclésiastiques, qui furent adjugés au parti religieux qui les possédait effectivement le jour ci-dessus désigné. Quant à la réserve ecclésiastique, voici comment elle fut expliquée: chaque possesseur d'une dignité ou d'un bénéfice ecclésiastique, qui changerait de religion, devait renoncer à cette dignité et avoir un successeur du parti religieux auquel il appartenait auparavant. Afin d'augmenter l'influence des Protestants dans les affaires de l'Allemagne, leur part proportionnée dans les députations de l'Empire au Conseil aulique d'Empire et à la Chambre impériale, fut plus exactement déterminée. On statua aussi, que la majorité des voix ne déciderait plus dans les affaires de religion, ni dans d'autres différents cas, mais que pareils objets seraient accommodés à l'amiable. Les Réformés furent admis dans les droits et avantages, concédés par la paix de religion et le présent traité aux Catholiques et aux Protestants; mais excepté ces trois confessions, aucune autre secte religieuse chrétienne ne devait être légalement tolérée dans l'Empire.

Les princes immédiats protestants en Silésie, savoir les ducs de Brieg, de Liegnitz et de Munsterberg-Oels, puis la

ville de Breslau, recouvrèrent la liberté de religion dont ils jouissaient avant la guerre. De même les comtes, barons et Nobles évangéliques dans les provinces silésiennes, soumises à la Chambre souveraine, comme aussi dans la basse Autriche, furent autorisés à garder leur religion, et à exercer en général leur culte dans le voisinage hors du pays; mais en particulier il fut permis aux sujets du Souverain de Silésie de bâtir trois églises hors de l'enceinte des villes de Schweidnitz, de Javer et de Glogau.

Tous les États de l'Empire et villes impériales furent confirmés dans le libre exercice de leurs droits territoriaux respectifs, comme aussi dans la jouissance de leurs pays, régales et autres droits, franchises constitutionnelles &c. Il fut convenu qu'on tiendrait d'ici à six mois une Diète d'Empire, dans laquelle tous les objets concernant l'administration politique intérieure de l'Allemagne seraient examinés, concertés et décidés, tels que l'élection du roi des Romains, la capitulation d'élection, le ban de l'Empire, le complément des cercles de l'Empire, la réforme de la police, de la matricule de l'Empire, des contributions &c. Pour favoriser le commerce, tous les péages établis sans le consentement de l'Empereur et des électeurs, devaient être abolis et les taxes de poste modérées.

La *Suède* eut la Poméranie antérieure ou occidentale, l'île de Rugen et une partie de la Poméranie postérieure, avec les villes de Stettin, de Garz, de Damm, de Golnau, et l'île de Wollin, la ville de Wismar, l'archevêché de Brème et l'évêché de Verden, lesquels deux derniers furent sécularisés, érigés en duchés et cédés à la Suède comme fiefs de l'Empire, avec voix délibérative dans la Diète, et avec les autres droits et franchises des États allemands. La Poméranie postérieure ou orientale demeura à l'électorat de Brandebourg, qui eut encore en outre pour compensation de la partie de la Poméranie cédée à la

Suède, les évêchés d'Halberstadt, de Minden, de Camin, et l'archevêché de Magdebourg, qui furent aussi sécularisés. On donna à Mecklembourg, pour la cession de Wismar, les évêchés de Schwerin et de Ratzebourg, aux ducs de Brunswick quelques couvents et expectatives, enfin à Hesse-Cassel l'abbaye de Hersfeld avec quatre bailliages de l'évêché de Minden. Il fut encore stipulé, que les sept cercles de l'Empire: l'électorat du Rhin, la haute Saxe, la Franconie, la Souabe, le haut Rhin, la Westphalie et la basse Saxe payeraient à la milice suédoise cinq millions d'écus en termes, dans l'espace de trois ans.

Ce traité de pacification fut déclaré loi fondamentale de l'Empire d'Allemagne, et par conséquent tous les traités droits, privilèges &c. précédents qui y étaient contraires, furent abrogés et anéantis. Chaque opposition contre ce traité devait être regardée comme une violation de la paix publique. Tous les États et princes qui avaient signé cette convention, s'obligèrent à le maintenir par la douceur ou par la force.

La paix, conclue avec la France à Munster, était dans tous les points conforme au traité d'Osnabruck, à la seule exception des dédommagements et des rapports qui concernaient la France. Par des articles particuliers il fut réglé que, bien que le cercle de Bourgogne (les Pays-Bas) fût considéré comme une partie de l'Empire d'Allemagne, l'Empereur et le Corps germanique ne se mêleraient cependant point dans la guerre que l'Espagne et la France continuaient à se faire dans les dites provinces. Mais en cas qu'à l'avenir une guerre vînt à éclater entre l'Espagne et la France, il devait exister entre cette dernière et le Corps germanique l'engagement général, qu'aucune de ces deux Puissances ne prêterait secours aux ennemis de l'autre. Cependant on laissa aux États d'Allemagne, en leur particulier, la liberté de fournir des trou-

pes à l'Espagne ou à la France, hors du territoire germanique. L'Empereur et l'Empire renoncèrent à la suzeraineté sur les évêchés de Metz, de Toul et de Verdun, ainsi que sur Pignérol. L'Empereur, l'Empire, puis la Maison d'Autriche, comme propriétaire effective, cédèrent aussi tous leurs droits sur la ville de Brisac et les villages en dépendants, sur le landgraviat de haute et basse Alsace, sur le Sundgau et la préfecture ou vicariat des dix villes impériales alsaciennes: Haguenau, Colmar, Schlettstadt, Weissenbourg, Landau, Ober-Enheim, Rosenheim, Munster dans le val Saint-Grégoire, Kaisersberg et Turkheim, en faveur de la France qui prit possession de ces pays, et obtint aussi le droit de garnison dans Philipsbourg. On remit à l'électeur et à l'archevêché de Trèves toutes leurs possessions et endroits, entre autres aussi les forteresses d'Ehrenbreitstein et de Hammerstein. La France s'obligea à payer à l'*archiduc Ferdinand-Charles*, alors possesseur des pays autrichiens antérieurs, dans l'espace des années 1649, 1650 et 1651, la somme de trois millions de livres, pour le dédommager de la partie de ces pays cédée à la France, et à faire évacuer sur-le-champ par ses troupes tous les autres pays antérieurs de l'Autriche; savoir: les quatre villes forestières, Rhinfeld, Seckingen, Laufenbourg et Waldshut, le comté de Hauenstein, la Forêt-Noire, tout le haut et le bas Brisgau, avec les villes de Neuenbourg, de Fribourg, d'Endingen, de Kenzingen, de Waldkirch, de Villingen, de Breunlingen, l'Orténavie avec les villes impériales d'Offenbourg, de Gengenbach et de Zell-sur-le-Hammersbach &c. Quelques autres articles assuraient les droits et les franchises des pays allemands cédés à la France, la réintégration des indigènes, vassaux de l'Empire et de l'Autriche, dans les biens qu'on leur avait pris pendant la guerre, la navigation du Rhin &c.

Par un édit impérial du 7 novembre, le traité de paix

fut promulgué dans tout l'Empire. Mais l'éxécution des différents articles qui concernaient les sommes à payer à l'armée suédoise, les cessions territoriales &c., entraînèrent encore bien des difficultés et de longs retards; en sorte que les ratifications ne furent échangées que le 18 février 1649. À l'égard de l'évacuation des places, occupées par les Suédois, et du licenciement des troupes, les envoyés de l'Empereur et de tous les États allemands intéressés dans cette affaire, négocièrent depuis le mois de novembre 1648 à Prague, et depuis le mois de mars 1649 à Nuremberg, avec les plénipotentiaires suédois; mais ce ne fut que le 25 juin 1650, qu'on conclut une convention qui fixait les termes du payement à faire aux troupes suédoises, et désignait en même temps quels endroits et pays devaient être évacués à chaque terme et remis aux parties, privées encore jusqu'alors de leurs possessions. Le comte palatin Charles-Louis, revêtu de la nouvelle dignité électorale, fut en même temps investi par l'Empereur de la charge d'*architrésorier de l'Empire,* qui avait aussi été nouvellement créée.

Dès l'année 1651, la tranquillité dont jouissait à peine l'Allemagne, fut interrompue par une entreprise de l'électeur Frédéric-Guillaume de Brandebourg, fort dangereuse à cause des suites qui pouvaient en résulter. Le comte palatin Wolfgang de Neubourg se trouvait provisoirement en possession des pays de Juliers; mais le différend sur cette succession n'était pas encore décidé, les droits des autres prétendants leur ayant été réservés. Comme le comte palatin commençait alors à persécuter les Protestants dans ces pays, l'électeur se crut autorisé, sans en avertir auparavant l'Empereur et l'Empire, à employer la force des armes pour faire cesser ces abus. Il fit, au mois de juin, envahir par un corps d'armée le pays de Berg, et chercha à justifier cette démarche par un

manifeste, dans lequel il allégua les conventions antérieurement conclues entre les deux Maisons, qui stipulaient que l'état où se trouvait en 1612 la religion dans les pays de Juliers, serait maintenu jusqu'à ce que le différend sur cet héritage fût définitivement décidé. Mais ce manifeste ne pouvait pas lui servir de moyen pour justifier cette conduite arbitraire, qui était une violation positive de la paix publique. Il était en outre à craindre, que cette hostilité ne fournît aux Puissances étrangères, qui n'avaient déjà tiré que trop d'avantage de la discorde des Allemands, l'occasion de se mêler dans cette querelle, et d'amener ainsi une nouvelle guerre générale. L'Empereur et les électeurs se déclarèrent si décidément contre le procédé de l'électeur de Brandebourg; et le comte palatin, soutenu par le duc de Lorraine, se prépara à la résistance d'une manière si énergique, que Frédéric-Guillaume se montra enfin disposé à céder. Les Hollandais et l'électeur de Cologne se portèrent médiateurs; et les plénipotentiaires impériaux vinrent à bout de faire conclure, le 11 octobre de l'année 1651 à Cléves, une transaction entre les deux princes ennemis.

Le fils aîné de l'Empereur, *Ferdinand*, né le 8 septembre 1633, avait déjà été couronné *roi de Bohème* le 15 août 1646, et *roi de Hongrie* le 16 juin de l'année suivante. Dans la Diète de Presbourg, qui avait duré depuis le mois d'août 1646 jusqu'au 17 juin 1647, la paix de Linz de 1645 fut officiellement communiquée aux États. Le parti catholique fut fort mécontent de ce traité, conformément auquel on commença alors effectivement à restituer aux Protestants les églises dont ils avaient été privés, et fit les dispositions nécessaires pour le rétablissement et la dotation des prédicateurs évangéliques. Le recez de la Diète donna à ces décisions force de loi. Il déterminait de plus les subsides pour les différentes bran-

ches du service public, et renouvelait plusieurs lois et mesures administratives qui dans les derniers temps orageux n'avaient pas été exactement exécutées.

Le 23 octobre 1648, mourut le prince de Transylvanie, *Georges Rakotzi.* Les derniers jours de sa vie furent troublés par des démêlés avec les Turcs, qui exigèrent que le tribut annuel de 10,000 fût porté à 15,000 ducats. Le prince transylvain s'était aussi laissé induire, après la mort du roi Uladislas de Pologne (1648), à se présenter devant la Diète d'élection, comme concurrent pour le trône de ce royaume. Cinq comitats de Hongrie retournèrent alors à l'Empereur. Deux autres comitats, savoir celui de Szabolcs et celui de Szathmar, demeurèrent au fils du prince défunt, *Georges II*, qui en vertu de son élection antérieure prit le gouvernement en Transylvanie. Le 17 août 1648, *Mahomet IV*, fils d'*Ibrahim*, successeur d'Amurat IV, monta sur le trône ottoman. L'Empereur fit aussitôt partir un ambassadeur pour Constantinople, afin de maintenir les rapports pacifiques avec la Porte; en effet, le 1 juillet de l'année suivante, la trêve fut prolongée, sur les bases du traité de Sittvatorok, pour vingt-deux ans et demi; ce qui toutefois n'empêcha pas que les petites guerres sur les frontières ne continuassent, à l'ancienne manière.

Les princes électeurs d'Allemagne élurent, le 31 mai 1653 à Augsbourg, Ferdinand IV *roi des Romains*, et le couronnèrent à Ratisbonne, le 18 du mois suivant. La Diète, stipulée par la paix de Westphalie, et dont tant d'affaires fort importantes pour l'Allemagne attendaient la décision définitive, avait été longtemps différée par la querelle qui s'était élevée entre la Suède et le Brandebourg au sujet de la Poméranie postérieure, adjugée par le traité de paix à cet électeur. Ce différend fut enfin accommodé, le 14 mai 1653, et ce pays effectivement

remis à Brandebourg. L'Empereur ouvrit, le 30 juin de la même année, la Diète de l'Empire à Ratisbonne. Les principaux objets décidés par le recez de l'Empire, expédié le 17 mai 1654, furent: une réorganisation convenable de la Chambre impériale et du Conseil aulique d'Empire, ainsi que de leurs règlements concernant l'administration de la justice et les procédures; l'amélioration du système de défense de l'Empire et la confirmation de l'ordre d'exécution; la décision de plusieurs questions qui regardaient les rapports dans l'exercice du culte et dans la possession des biens ecclésiastiques dans des pays, où les habitants étaient de religion mixte, ou dans lesquels le prince était d'une autre confession que ses sujets. L'électeur de Saxe s'était chargé, après une longue résistance, du directoire de tous les États protestants de l'Empire. Le nombre des assesseurs évangéliques dans les députations ordinaires de l'Empire fut proportionnellement augmenté; en sorte que les Protestants y eurent alors autant de membres que les Catholiques. Le recez de l'Empire avait aussi confirmé encore une fois la paix de Westphalie.

Le 9 juillet 1654, le roi des Romains *Ferdinand IV* mourut de la petite vérole, n'étant âgé que de vingt-un ans. L'Empereur fit inaugurer le frère du prince défunt, *Léopold-Ignace* (né le 9 juin 1640) par les États de l'Autriche, le 6 janvier 1655. À la fin du même mois commença la Diète hongroise, dans laquelle Léopold fut couronné *roi de Hongrie*. Dans l'assemblée générale des États de la Bohême, ce prince reçut aussi, le 14 septembre 1655, la *couronne royale* de *Bohême*. Mais les conjonctures d'alors ne favorisèrent point le désir qu'avait l'Empereur, d'élever son fils aussi à la dignité de roi des Romains.

Sur ces entrefaites, la reine Christine avait déposé

la couronne de Suède, et son cousin, le comte palatin *Charles-Gustave* était monté sur le trône, le 16 juin de l'année 1654. Les armements que la Suède continuait de faire sans interruption, avaient causé à l'Empire d'Allemagne de grandes inquiétudes, qui s'accrurent encore lorsqu'il fut connu, que la France ne cessait pas d'exciter le roi Charles X Gustave à une entreprise contre l'Allemagne. Cependant au mois de juillet 1655, l'armée suédoise se dirigea tout à coup vers la Pologne. Le roi Jean-Casimir de Pologne, s'appuyant de son droit de succession naturel au trône de Suède, avait protesté contre l'élévation de Charles-Gustave. Mais ce dernier résolut de lui faire la guerre, pour le contraindre à se désister de ses prétentions. Il ne pouvait trouver un moment plus favorable pour cette expédition, attendu que la Pologne, ayant à combattre à la fois les Russes, les Cosaques révoltés et les seigneurs mécontents du royaume, n'était pas en état de lui résister. Les Suédois occupèrent sans obstacle toute la Pologne, et Jean-Casimir se sauva, au mois d'octobre 1655, par la fuite en Silésie.

L'Empereur avait réquis le roi de Suède de s'accommoder à l'amiable avec la Pologne. Mais comme Charles-Gustave, non moins valeureux et entreprénant que Gustave-Adolphe, ne se laissa point arrêter dans le cours de ses conquêtes, Ferdinand se détermina à lui déclarer la guerre. La Hollande et le Danemark armèrent en faveur de Jean-Casimir. Le Kan des Tatars marcha, sur la demande du sultan, avec un corps de troupes en Pologne et soumit de nouveau les Cosaques au roi. Le parti des Polonais, ennemi de la Suède, rappela alors le roi Jean-Casimir dans le pays et combattit en 1656, conjointement avec les Cosaques et les Tatars, avec courage, mais sans grand succès, contre l'armée de Charles-Gustave et de l'électeur de Brandebourg. Afin de lier pour jamais ce

puissant allié à son intérêt politique, Charles abolit par le traité, conclu le 20 novembre 1656 à Labiau, entièrement la dépendance féodale du duché brandebourgeois de Prusse et de l'évêché d'Ermeland de la Pologne, par où il concédait à l'électeur de Brandebourg la pleine souveraineté de ces pays. Pendant ce temps-là, le czar Alexis-Michaelowitsch s'était déclaré, par le traité conclu le 3 novembre à Niemecz, avec Jean-Casimir, contre la Suède. Mais Georges II Rakotzi s'était joint à la Suède, avait dégagé Cracovie, assiégé par les Polonais, et s'était avancé, au mois de février 1657, jusqu'à Stry et Jaroslaw. Le 30 mars 1657, l'Empereur conclut une alliance avec Jean-Casimir, et lui promit des troupes auxiliaires. Effectivement le général Hatzfeld s'était déjà mis en marche avec 4000 hommes vers la Pologne. Mais Ferdinand III cessa de vivre, trois jours après la signature du susdit traité, le 2 avril 1657 à Vienne.

Ferdinand III s'était marié, le 26 février 1631, avec l'infante d'Espagne *Marie-Anne*, qui mourut le 13 mai 1646. De ce mariage naquirent deux fils: *Ferdinand IV* et *Léopold I*, et une fille, *Marie-Anne*, épouse du roi Philippe IV d'Espagne. L'Empereur épousa en secondes noces l'archiduchesse *Marie-Léopoldine* de Tyrol, le 2 juillet 1648. Il eut de cette princesse, qui descendit au tombeau dès le 19 août 1649, un fils appelé *Charles-Joseph*, qui fut évêque d'Olmutz et grand-maître de l'ordre Teutonique, et mourut le 27 janvier 1664. L'Empereur contracta son troisième mariage avec *Marie-Éléonore*, fille du duc Charles II de Mantoue, le 30 avril 1651. Les fruits de cette union furent un fils *Ferdinand-Joseph*, qui mourut dans sa plus tendre enfance [1]), et deux

[1]) Il accéléra innocemment la mort de son père. Le feu ayant pris dans l'appartement du jeune prince, une de ses gardes le porta dans la chambre de son père qui était malade, et heurta par inadvertance si

princesses: *Éléonore,* née le 31 mai 1653, mariée 1670 avec Michel, roi de Pologne, et en secondes noces 1678 avec Charles, duc de Lorraine. Elle mourut le 17 décembre 1697; *Marie-Anne-Josephine*, qui naquit le 30 novembre 1654, fut mariée avec Jean-Guillaume, comte palatin de Neubourg, et mourut le 4 août 1689. L'impératrice Marie-Éléonore finit sa carrière le 6 décembre 1686.

Le frère de l'Empereur, *Léopold-Guillaume*, était né le 6 janvier 1614. Il devint 1625 évêque de Passau et de Strasbourg, 1626 évêque d'Halberstadt, archevêque de Brème, abbé de Murbach et de Luders, 1628 abbé d'Hirschfeld dans la Hesse, 1637 évêque d'Olmutz, 1639 grand-maître de l'ordre Teutonique, 1646 gouverneur-général des Pays-Bas espagnols, 1655 évêque de Breslau, et mourut le 20 novembre 1662. Des deux soeurs de l'Empereur, l'archiduchesse *Marie-Anne* fut mariée à Maximilien I, duc et électeur de Bavière, et *Cécile-Renée* à Uladislas VI, roi de Pologne.

En Tyrol et dans l'*Autriche antérieure*, la régente et tutrice, l'archiduchesse douairière *Claudine* remit, le 9 avril 1646, à son fils *Ferdinand-Charles* (né le 17 mars 1628), parvenu à l'âge de majorité, les rênes du gouvernement. Ce prince épousa, le 10 juin de la même année, à Inspruck la princesse *Anne* de Florence. L'archiduchesse Claudine mourut le 25 décembre 1648. Le second fils de cette princesse, *Sigismond-François* (né le 18 novembre 1630), embrassa l'état écclésiastique, et eut les évêchés de Gurk, de Brixen, d'Augsbourg et de Trente, avec la dignité de cardinal. La fille aînée de Claudine, Marie-Léopoldine, fut mariée, comme on

rudement contre le berceau qu'il se brisa et que l'enfant tomba par terre. Cet accident causa une telle frayeur au monarque qu'il expira une heure après.

sait, à l'empereur Ferdinand III, et la cadette, *Isabelle* avait épousé Charles III, duc de Mantoue et de Montferrat. Du consentement de l'empereur Ferdinand III, l'archiduc Ferdinand-Charles céda 1653 les droits acquis 1622 par l'Autriche sur différents bailliages dans le bas Engadin *(Unter-Engadin)* et dans la vallée dite *Munster-Thal* à la Ligue des Grisons.

Ferdinand III a des droits à la reconnaissance de l'Allemagne, pour avoir procuré la paix à cet Empire, bouleversé depuis cent ans par des querelles politiques et religieuses. Il est vrai, qu'il acheta cette paix par le démembrement de l'Empire en faveur de la France et de la Suède; mais ces sacrifices nécessaires, il les porta avec dignité non à la volonté arbitraire de ses ennemis, mais au repos et au bien-être de ses peuples. Pour fermer à jamais l'abîme sur le bord duquel l'Allemagne chancelait depuis trente ans, pour sacrifier le moins que possible, et commander aux ennemis, si fiers des avantages acquis et de leur supériorité militaire, le respect dans le malheur, il fallait cette grande étendue de connaissances politiques, cette rare habilité à traiter les affaires, cette noble modestie jointe à une persévérance et fermeté inébranlable que l'empereur Ferdinand déploya dans la conduite de ces longues, difficiles et pénibles négociations en Westphalie. Tous les partis se convainquirent alors, que ce monarque désirait sincèrement une paix équitable; il gagna la confiance de toutes les Puissances contractantes, et de cette manière il réussit à débrouiller le chaos épouvantable où l'Allemagne était plongée, et à rendre la paix et la tranquillité à cette malheureuse contrée. Ferdinand avait amassé dans la jeunesse un trésor de connaissances scientifiques, et outre le latin, il avait fait de grands progrès dans six langues vivantes. Sans cesse livré au travail, Souverain éclairé, et juste protecteur des sciences

qu'il cultivait lui-même avec ardeur, bon pére et tendre époux, il eut droit aux éloges des contemporains.

Comme Général, Ferdinand avait acquis de bonne heure une grande réputation. La victoire éclatante qu'il remporta près de Nœrdlingue aurait seule suffi pour éterniser son nom dans l'Histoire. Sa conduite courageuse dans cette journée et sa campagne en Bohème font présumer, qu'il aurait mérité une place parmi les premiers capitaines de son temps, et que ses ennemis n'auraient pas obtenu de si grands succès, si ses souffrances corporelles et d'autres circonstances ne l'avaient empêché de se mettre plus souvent à la tête de ses troupes et de les guider lui-même aux champs de l'honneur.

FIN DU HUITIÈME CHAPITRE DE LA CINQUIÈME ÉPOQUE.

Fautes à corriger.

Page 3 ligne 2 Caracioli lisez Caraccioli
» 88 » 6 en bas Charadin lisez Chairadin
» 120 » 8 en bas, et la page suivante lignes 2 et 9 Landreci lisez Landrecies
» 246 » 11 en bas 16 juillet lisez 13 juillet
» 286 dans la note ligne 1 La Lande lisez Lalande
» 393 ligne 3 Mouçon lisez Monçon.
» 474 » 4 en bas Jutlande lisez Jutland.


Stanford University Libraries
3 6105 013 891 515

